

MÉMOIRES POUR SERVIR À L'HISTOIRE DE LA GUERRE DE 1914-1918

FERDINAND FOCH

AVANT-PROPOS

PRÉFACE

LE VINGTIÈME CORPS

Chapitre premier — Le 20e corps en couverture, 25 juillet – 13 août 1914.

Chapitre II — Le 20e corps dans l'offensive de Lorraine. La bataille de Morhange, 14-20 août 1914.

Chapitre III — Le 20e corps pendant la retraite de la Meurthe et la contre-offensive, 21-28 août 1914.

LA 9e ARMÉE, 19 AOÛT - 4 OCTOBRE 1914

Chapitre premier — La retraite.

Chapitre II — La bataille de la Marne.

Chapitre III — La fin de la bataille et la poursuite. 10-12 septembre.

Chapitre IV — L'arrêt.

LA BATAILLE DES FLANDRES - OCTOBRE 1914 - AVRIL 1915

Chapitre premier — La manœuvre du nord.

Chapitre II — La bataille de l'Yser.

Chapitre III — La bataille d'Ypres.

Chapitre IV — Les événements sur le reste du front des armées du nord. 17 octobre-20 novembre.

Chapitre V — Coup d'oeil d'ensemble sur la bataille des Flandres.

Chapitre VI — Premières tentatives alliées contre le front fortifié allemand. — Regroupement des forces alliées dans les Flandres. Décembre 1914-avril 1915.

DE MARS 1918 À LA FIN DE LA GUERRE

Chapitre premier — L'offensive allemande du 21 mars et l'accord de Doullens.

Chapitre II — Les premiers actes du commandement.

Chapitre III — L'accord de Beauvais.

Chapitre IV — Le rétablissement de la situation alliée à la Somme et l'effort allemand dans les Flandres.

Chapitre V — La question des effectifs des armées alliées en France.

Chapitre VI — L'attaque allemande de Reims à Montdidier (27 mai-13 juin).

Chapitre VII — Dans l'attente (13 juin-15 juillet).

Chapitre VIII — La deuxième bataille de la Marne.

Chapitre IX — Le mémoire du 24 juillet.

Chapitre X — Offensives partielles des alliés (août-septembre 1918).

Chapitre XI — L'offensive générale des armées alliées, du 26 septembre au 15 octobre. Enlèvement de la position Hindenburg.

Chapitre XII — Le problème des effectifs, des fabrications de guerre et des communications à l'automne de 1918.

Chapitre XIII — L'offensive générale des armées alliées du 15 octobre au 11 novembre 1918.

Chapitre XIV — L'armistice.

Chapitre XV — La marche au Rhin.

AVANT-PROPOS.

Au cours de la dernière guerre, mes fonctions m'ont successivement appelé à différents postes, d'abord à la tête du 20^e corps, et ce sont alors les opérations de Lorraine jusqu'à la fin d'août 1914. Puis je commande la 9^e armée, et c'est la bataille de la Marne. Après cela, comme adjoint au général commandant en chef, je suis chargé de coordonner dans le nord les actions des troupes françaises avec les troupes alliées, britanniques et belges ; ce sont alors les batailles de l'Yser, d'Ypres, les attaques d'Artois et la bataille de la Somme, qui nous mènent à la fin de 1916.

Comme chef d'état-major général de l'armée en 1917, je fonctionne à titre de conseiller militaire du gouvernement français. Il a en effet décidé de prendre part à la conduite de la guerre. J'assure, entre autres entreprises, notre coopération en Italie dès le mois d'avril. Je la dirige personnellement à la fin d'octobre et pendant le mois de novembre de la même année. Enfin je participe à l'installation de l'armée américaine en France. En 1918, comme président du comité militaire exécutif de Versailles, puis comme commandant en chef des armées alliées, je prépare et conduis l'ensemble des forces alliées du front d'Occident.

Aujourd'hui, en toute sincérité, j'écris mes souvenirs. Ils ne forment pas une histoire de la guerre, mais seulement le récit des événements auxquels j'ai pris part. Comme on vient de le voir, c'est seulement dans la dernière année que ce récit peut porter sur l'ensemble du front d'Occident. Il a été écrit d'après les impressions que nous éprouvions au moment de l'action, comme aussi d'après les renseignements que nous avions ou les hypothèses que nous faisons sur l'ennemi, à ce moment toujours plein d'incertitudes.

Pour saisir comment j'ai vu et interprété les événements, peut-être n'est-il pas inutile au lecteur de remonter plus haut, de connaître sommairement le passé de celui qui a écrit. Les manières de voir et de faire d'un homme d'un certain âge proviennent en effet d'une formation qui les explique naturellement quand on la connaît, comme aussi de certaines circonstances particulières qui ont marqué dans sa vie, au point d'en orienter et d'en fixer constamment la conduite.

Né à Tarbes, au pied des Pyrénées, en octobre 1851, d'une famille entièrement pyrénéenne, j'avais fait mes études successivement au lycée de Tarbes, au lycée de Rodez, au petit séminaire de Polignan, dans la Haute-Garonne, puis au collège des jésuites de Saint-Michel à Saint-étienne, partout où la carrière de fonctionnaire de mon père avait entraîné ma famille. À Saint-étienne s'étaient terminées mes études préparatoires au baccalauréat ès lettres, à côté du futur maréchal Fayolle. Bien que j'aie pu songer de bonne heure à l'école polytechnique comme l'illustre camarade que je viens de citer, nos familles et nos maîtres n'avaient pas cru avantageux de nous épargner le circuit littéraire qui allait évidemment retarder le commencement de notre préparation à l'école. C'est ainsi qu'après la classe de philosophie nous passons notre baccalauréat ès lettres avant d'aborder les études scientifiques. Si le propre de ces dernières, de la formation mathématique notamment, est d'habituer l'esprit à considérer des grandeurs et des formes matériellement définies, comme aussi à préciser des idées sur ces sujets, à les enchaîner par un raisonnement implacable et à façonner ainsi cet esprit à une méthode de raisonnement des plus rigoureuses,

le propre des études de lettres, de philosophie et d'histoire, est avant tout, en quittant le monde de l'observation, de faire naître et de créer des idées sur le monde vivant, par là d'assouplir et d'élargir l'intelligence, au total de la maintenir en éveil, active et féconde, en présence du domaine de l'indéfini qu'ouvre la vie. Devant ce vaste horizon qui est pourtant une réalité, il faut bien, pour avancer, tout d'abord voir large, percevoir clairement, puis, un but étant choisi, y marcher résolument par des moyens d'approche et de conquête d'une efficacité bien assurée.

C'est ainsi que la double préparation de connaissances générales et d'études spéciales se montre avantageuse, semble-t-il, pour qui veut, non seulement connaître un métier, mais aussi le faire au besoin évoluer et l'appliquer successivement à de nouveaux buts, d'une nature souvent différente. L'avenir ne fera sans doute qu'accentuer, pour l'officier notamment, cette nécessité de la culture générale à côté du savoir professionnel. à mesure que s'étend le domaine de la guerre, l'esprit de ceux qui la font doit s'élargir. L'officier de réelle valeur ne peut plus se contenter d'un savoir professionnel, de la connaissance de la conduite des troupes et de la satisfaction de leurs besoins, ni se borner à vivre dans un monde à part. Les troupes sont en temps de paix la partie jeune et virile de la nation, en temps de guerre la nation armée. Comment, sans une constante communication avec l'esprit qui anime le pays, pourrait-il exploiter de pareilles ressources ? Comment pourrait-il présider aux phénomènes sociaux, caractéristiques des guerres nationales, sans un certain savoir moral et politique, sans des connaissances historiques lui expliquant la vie des nations dans le passé et dans le présent ?

Une fois de plus, la technicité ne lui suffira plus. Il lui faut doublée d'une grande somme d'autres facultés. Facilement il comprendra d'ailleurs que son esprit et son caractère se préparent mieux pour la guerre à venir, et que la carrière se fait plus docilement dans la paix, si, dans un entier sentiment de discipline, il se maintient constamment par une intelligence largement en éveil à la hauteur des circonstances et des problèmes qui se présenteront sur sa route, plutôt qu'en vivant uniquement de la vie de garnison et en se laissant obséder par l'idée de gravir les échelons de la hiérarchie, sans justifier de capacités grandissantes.

À défaut de cette conception, l'officier de carrière risque de se voir préférer, au jour de la guerre, l'officier de complément muni certainement du savoir indispensable, mais que le train d'une vie plus productive a maintenu dans une plus féconde activité.

En tout cas, après avoir terminé mes études littéraires au collège saint-Michel, j'allais à Metz, en 1869, poursuivre au collège Saint Clément ma préparation à l'école polytechnique. C'était un établissement très bien dirigé, en plein développement, principalement recruté en Alsace et en Lorraine, préparant de nombreux candidats aux écoles de l'état : polytechnique, Saint-Cyr et forestière, dans des cours remarquablement faits. Deux hommes notamment, le père Saussié et le père Causson, y tenaient une grande place par leur savoir et par leur dévouement absolu à la formation de leurs élèves. Un patriotisme ardent les animait sur cette frontière toujours menacée. Ils le communiquaient à leurs disciples, ils en poursuivaient un premier couronnement dans le succès de leurs élèves aux concours d'admission aux écoles.

Les événements de 1870 nous trouvaient dans cette excitation laborieuse. Ils allaient nous laisser des souvenirs profonds. C'est, dès la fin de juillet 1870, une importante partie de l'armée française se réunissant autour de Metz dans un

excellent esprit mais avec un manque d'organisation impressionnant. C'est, par un soir déclinant, l'empereur Napoléon III arrivant pour prendre le commandement en chef et remontant la rue Serpenoise, affalé dans sa voiture découverte, accompagné du prince impérial au regard inquiet et interrogateur, escorté des magnifiques cent-gardes, au milieu d'une population anxieuse et troublée à la vue de ce tableau de lassitude.

C'est l'installation à la préfecture du quartier général de l'empereur et de sa suite, aux grands noms et aux splendides uniformes. Puis, dans les journées des 4, 5, 6 août, pendant que s'effondrent les destinées de la France en des rencontres significatives, ce sont nos compositions d'admission à l'école polytechnique faites au lycée de Metz, toutes fenêtres ouvertes, au bruit lointain du canon, et dont la dernière, la composition française, pouvait donner à rêver aux candidats par son fond prophétique : développer cette pensée de Kléber : [il faut que la jeunesse prépare ses facultés.](#)

C'est le 7 août, un dimanche, l'empereur, commandant en chef, allant à la gare de Metz prendre le train pour Forbach, apprenant par le chef de gare que les trains n'allaient plus jusqu'à Forbach évacué la veille, à la suite d'une bataille perdue, et rentrant à la préfecture immédiatement fermée pour prendre l'aspect d'un quartier général en désastre. C'est la population messine agitée, voyant partout des espions qu'elle veut jeter à la Moselle. C'est ensuite la première proclamation de l'empereur annonçant à la France ses défaites, trois batailles perdues, et dénaturant la vérité par sa ponctuation : [le maréchal de Mac-Mahon me télégraphie qu'il a perdu une grande bataille sur la Sarre. Frossard attaqué par des forces supérieures...](#) au lieu de : [le maréchal De Mac-Mahon me télégraphie qu'il a perdu une grande bataille. Sur la Sarre, Frossard attaqué par des forces supérieures...](#), c'est la consternation partout. L'après-midi, ce sont les populations des campagnes envahies ou menacées refluant vers la ville et l'arrière, la première vision des conséquences de la défaite, l'exode lamentable des familles chassées de leur foyer, emportant, dans le désarroi d'un départ imprévu et les fatigues d'une marche sans abri et à l'aventure, les vieillards, les femmes, les enfants, une faible partie de leur avoir, bétail ou mobilier, avec le désespoir dans l'âme et la misère en perspective.

Nous-mêmes, les élèves de Saint Clément, nous quittons Metz quelques jours après pour rentrer dans nos familles. Sur la ligne de Metz à Paris, ce sont des mouvements en tous sens de trains de troupes du 6e corps envoyés de Châlons à Metz et refoulés en cours de route sur Châlons par crainte d'interruption de la voie ferrée aux approches de Metz. Aux abords de Paris passent ensuite les troupes du 7e corps, rappelées de Belfort, puis celles du 1er corps ramenées de Charmes, après Froeschwiller, vers le camp de Châlons. Et quelque temps après, ce sont les trains des pompiers des communes de France arrivant avec leurs casques légendaires et leurs fusils à pierre à l'appel du gouvernement, pour assurer la défense de la capitale. à la vue de leur organisation disparate et archaïque, le gouvernement se rendait bientôt compte de leur inaptitude à la tâche envisagée et rendait à leurs communes ces dévoués citoyens nullement préparés à la guerre. Partout, on le voit, régnait cet esprit de désordre et d'erreur [de la chute des rois funeste avant-coureur.](#)

L'état s'effondrait, dont le gouvernement, endormant le pays dans une paix de prospérité, de bien-être et de luxe, avait détourné les regards de la nation de l'approche du danger, sans pouvoir lui-même aux précautions indispensables ni assurer l'entretien moral et matériel de l'armée qu'il avait, et qui eût pu,

soigneusement et intelligemment administrée, retarder pour le moins et réduire le désastre. Comme on peut le penser, cette traversée au milieu des symptômes d'un effondrement, comme précédemment cette vue des premiers effets de la défaite, ne pouvait être qu'une sérieuse leçon pour de jeunes esprits. De mon côté, par la suite, je m'engageais pour la durée de la guerre au 4^e régiment d'infanterie ; la lutte se terminait sans que j'y eusse pris une part active. Libéré au mois de mars 1871, je reprenais la route de Metz pour aller y retrouver, en une année scolaire fortement écourtée, un cours de mathématiques spéciales déjà vu, avec le même professeur, le père Saussié, et tâcher d'aboutir, cette même année, à l'école polytechnique.

Au collège Saint Clément, nous partagions l'habitation avec des troupes allemandes de passage, et en permanence avec un bataillon du 37^e régiment poméranien. Ce voisinage ne manquait pas de créer de nombreux incidents, car ceux qui le constituaient tenaient à nous faire sentir le poids de leur victoire, et, dans des assauts pleins de violence et de brutalité, à affirmer à tout propos et sans plus de prétexte le droit de tout faire qu'elle créait à leurs yeux. De là, nous allions à Nancy subir à trois époques de l'été 1871 les épreuves écrites, puis les examens oraux d'admissibilité et d'admission à l'école polytechnique. Le général De Manteuffel gouvernait la Lorraine occupée et commandait l'armée d'occupation. Il résidait sur la place Carrière, dans le palais du gouvernement où la déclaration de guerre de 1914 devait me trouver commandant le 20^e corps d'armée. Il y recevait à leur passage de nombreux hôtes allemands de marque, princes, généraux, ou grands états-majors, et c'était chaque fois de bruyantes manifestations d'enthousiasme, des parades et des retraites militaires importantes en l'honneur des personnalités qui avaient mené les armées à la victoire ou qui par le traité de paix avaient, malgré les unanimes protestations des populations, violemment arraché à la France l'Alsace et la Lorraine. Après avoir été plusieurs fois le témoin de ces scènes, c'est de là que je partais pour entrer, en octobre 1871, à l'école polytechnique, dans un Paris tout fumant encore des incendies et des ravages de la commune. Ici le pays était à refaire.

Quand il avait été question de mon entrée à l'école polytechnique, c'est surtout les carrières civiles, dont elle ouvre les portes, que ma famille avait envisagées. Mais, après la fin de la guerre malheureuse dont nous sortions, une première tâche s'imposait à tous, à la jeunesse notamment, de travailler au relèvement de la patrie dès à présent démembrée et constamment menacée d'une destruction totale. Aussi je n'hésitais pas à me ranger parmi les volontaires pour l'artillerie, désignés sous le nom de **petits chapeaux**, appelés à entrer à l'école d'application de Fontainebleau après quinze mois d'école polytechnique, et à en sortir au mois de septembre 1874 pour arriver comme officiers dans les régiments.

Au lendemain de nos désastres et malgré une indemnité considérable payée au vainqueur, la France, entièrement désarmée par l'effet des capitulations qui avaient livré son matériel à l'ennemi, refaisait rapidement ses institutions militaires, comme aussi son armement. Elle se mettait à la hâte en état de tenir tête en cas de besoin à un adversaire toujours menaçant, étrangement surpris de la voir se relever rapidement, et sur le point, pour achever sa destruction, de recommencer la guerre, en 1875 notamment.

C'est dans cette période de réorganisation hâtive et de moyens encore insuffisants que je débutais dans l'artillerie, au 24^e régiment, à Tarbes. Il y régnait heureusement un noble élan de tous et une fiévreuse activité. Et ce train des débuts de la paix devait longtemps se maintenir. On ne saura jamais assez

célébrer le noble effort dont furent capables, dans l'armée, les vaincus de 1870 et les générations qui les suivirent, pour refaire nos troupes et les préparer à la bataille, comme aussi pour étudier et comprendre la grande guerre, dont l'armée du second empire avait perdu la notion, à la suite d'expéditions heureuses hors d'Europe et après une facile campagne d'Italie à buts et à moyens restreints.

Chacune des écoles militaires par lesquelles je passais : école polytechnique, écoles d'application d'artillerie, puis de cavalerie, nous fournissait un puissant enseignement, un développement progressif de nos facultés, comme aussi de réels sujets de réflexion ; mais l'école supérieure de guerre, où j'entrais en 1885, me fut une véritable révélation. Dans des enseignements plus ou moins théoriques, établis sur les leçons de l'histoire, elle formait un esprit moyen, usant des dons naturels et des connaissances acquises, à pouvoir rationnellement aborder les problèmes de la grande guerre, les raisonner, les discuter, en avancer la solution sur des bases solides.

Elle comprenait, il est vrai, une réunion d'hommes supérieurs : les Cardot, les Maillard, les Millet, les Langlois, les Cherfils notamment, remarquables par leur conscience passionnée, leur expérience, leur jugement. En partant d'études historiques minutieusement fouillées, ils parvenaient à définir et à embrasser à la fois le domaine moral illimité de la guerre, et à fixer, en les raisonnant, les moyens matériels par lesquels on devait le traiter. Par là, ils nous fournissaient, en même temps qu'un enseignement établi, une méthode de travail applicable aux problèmes de l'avenir.

De ces professeurs de l'école de guerre, l'un, le commandant Millet, appelé à tenir par la suite les plus hauts grades dans notre armée, voulut bien me suivre et s'intéresser à moi tout le long de ma carrière. C'est ainsi que plus tard je remplis auprès de lui les fonctions de chef d'état-major de corps d'armée, puis d'armée. Il avait exercé une grande influence sur ma manière de voir la lutte prochaine, en me communiquant constamment les réflexions que lui dictaient son expérience de la guerre de 1870 et sa recherche constante de la conduite à donner dans l'avenir à une action de guerre. Pour lui, et depuis 1870, la puissance des feux dominait et maîtrisait le champ de bataille, au point d'y briser l'élan de toute troupe qui n'avait pas une indiscutable supériorité de feux. Avec le perfectionnement de l'armement, cette puissance devait se révéler encore plus absolue dans la prochaine guerre. Il fallait à tout prix se préoccuper du traitement à lui assurer, en cherchant à la prendre à son actif par un matériel plus puissant et à se soustraire à ses effets par des moyens à trouver, car ceux que nous pratiquions, tels que nos formations d'infanterie, étaient notoirement insuffisants. Ils ne pouvaient que mener à la ruine de la troupe. à cette action d'un feu supérieur devait succéder bien entendu l'assaut pour enlever la position ennemie, mais là n'était qu'une partie de la bataille. Le renversement de l'ennemi, obtenu de la sorte sur un point, allait quand même être coûteux et limité. Il devait, sous peine de rester stérile, être immédiatement agrandi et exploité par une action montée en vitesse et avec une certaine puissance, capable ainsi d'utiliser dans le temps et par les moyens préparés à l'avance le désarroi causé dans les organisations de l'ennemi, d'y semer la destruction et d'y répandre le désordre, d'y réaliser au total les bénéfices d'un effort victorieux, mais coûteux.

C'était dire que, tout en préparant avec le plus de soins possible le commencement d'une action, le chef d'une troupe importante devait, bien loin de s'arrêter aux premiers résultats tactiques, avoir étudié le développement de

l'action, comme aussi avoir préparé les moyens et avancé les éléments qui y seront nécessaires ; à un puissant effort de départ, garantir une continuité certaine sinon par le nombre et la violence des coups, du moins par la rapidité et la précision des nouveaux coups. Seule, l'extension immédiate d'un succès partiel demandée à la continuation de l'attaque et à la répétition précipitée de nouveaux coups, au total une seconde manœuvre tenue en réserve, mais préparée fortement, pouvait empêcher le rétablissement de l'adversaire que facilitait l'armement actuel. Seule elle rendrait le succès obtenu non seulement définitif, mais assez étendu pour amener une désorganisation profonde de l'ennemi et par là faire la victoire. Mon passage, pendant trois ans, au 3^e bureau de l'état-major de l'armée (alors dirigé par le général De Miribel) m'avait amené à connaître les dispositions prises par notre état-major pour mobiliser, concentrer, approvisionner les armées françaises dans la guerre, comme aussi les idées qui constituaient alors notre doctrine de guerre.

Devant une armée allemande supérieure par le nombre, par l'entraînement et par l'armement, le général De Miribel avait cherché, dans une étude approfondie de nos terrains de l'est, à trouver de longues positions défensives sur lesquelles on briserait tout d'abord le flot très étendu, prévoyait-il, de l'invasion. Il avait donné à ses études une ampleur et une portée d'une valeur indiscutable. Mais, comme toute stratégie uniquement défensive, cet art de parer ou de retarder les coups par l'utilisation du terrain ne comportait pas d'indication de riposte. Il était alors réservé au généralissime des armées françaises de fixer, pensait-on, le lieu et le moment où s'exécuterait cette contre-offensive, comme si un pareil renversement de l'attitude tenue devant l'ennemi ne comportait pas la décision la plus difficile à prendre judicieusement, la plus difficile à faire exécuter par les masses qui forment les armées modernes, au total n'exigeait pas les plus sérieux préparatifs avant de pouvoir être réalisée et d'aboutir à la reprise du mouvement en avant sans laquelle il n'y a pas de victoire. Le chef d'état-major mourait avant d'avoir pu aborder le problème de la contre-offensive et l'emploi des troupes qui devaient y correspondre. C'était d'ailleurs l'époque où l'état-major allemand renforçait ses armées de campagne d'une artillerie lourde jusqu'alors réservée à la guerre de siège.

C'est simplement pourvu des notions fondamentales du général Millet que j'abordais ainsi, à la fin de 1895, l'enseignement de la tactique générale à l'école supérieure de guerre, pour lequel j'avais été désigné. Pendant six ans d'un travail opiniâtre, je devais les approfondir et chercher à les compléter. Quand on s'est consacré à la recherche de la vérité guerrière, peut-on trouver un excitant plus fort que d'avoir à l'enseigner à ceux qui la pratiqueront sur les champs de bataille, où se jouent, avec la vie de leurs soldats, les destinées de leur pays ? Et pour en imprégner des esprits ouverts, mais que la pratique de la vie militaire a parfois rendus sceptiques sur les études d'école, ne faut-il pas la poursuivre ardemment jusqu'à la tenir solidement ? En réalité, l'obligation de fournir un haut enseignement militaire amène à se poser bien des questions concernant la guerre, dans ses origines comme dans ses fins, et à envisager les événements qui accompagnent les grands conflits. C'est ainsi qu'un esprit, qui ne se borne pas à la simple pédagogie du métier des armes, est naturellement entraîné à embrasser la philosophie de la guerre et à chercher à quels besoins ou à quelles aspirations elle répond dans la vie des peuples ; de quel prix et de quels sacrifices ces peuples l'accompagnent ; comment le développement de la civilisation dans la paix, de l'instruction et de l'industrie notamment, met chaque jour à la disposition de la guerre des moyens nouveaux susceptibles d'entraîner,

au jour de la lutte, de profondes transformations dans l'art de la pratiquer. Napoléon disait qu'une armée devait changer de tactique tous les dix ans. Trente ou quarante ans après 1870, quels changements ne devions-nous pas attendre de la part d'un adversaire à l'esprit toujours tendu, depuis Frédéric II, vers le perfectionnement de la guerre, dont l'essor industriel se montrait prodigieux et qui avait exalté au plus haut point le sentiment national d'un peuple en plein développement ? Ses écrivains militaires, les Farkenhausen, les Bernhardt, pour n'en citer que deux, ne laissaient pas ignorer d'ailleurs les proportions qu'allaient atteindre des organisations d'un nouveau modèle, ni l'extension que devait recevoir l'application aux peuples ennemis des lois de la guerre, c'est-à-dire de la loi du plus fort.

Aussi n'est-il pas étonnant que l'école de guerre, foyer d'études, ait, devant cet avenir inquiétant, fourni, avec son personnel d'instructeurs choisis dans toutes les armes et déjà éprouvés, un grand nombre des chefs appelés à se distinguer dans la grande guerre, sans parler d'un remarquable état-major. Tels les Pétain, les Fayolle, les Maistre, les Debeney, les De Maud'huy.

Quand, poursuivi par une politique qui coupait la France en deux partis pour assurer d'abord les carrières des officiers soi-disant dévoués à cette politique, je rentrais dans un régiment, les années d'école de guerre avaient fortement marqué leur empreinte dans mon esprit. J'avais appris à envisager les problèmes de la lutte de demain, à les discuter froidement dans leur ensemble, à leur donner une solution.

La vie régimentaire, en sous-ordre d'abord comme lieutenant-colonel du 29^e d'artillerie sous un colonel particulièrement soigneux, comme chef de corps ensuite au 35^e d'artillerie, me mettait aux prises pendant plus de quatre ans avec les difficultés d'assurer la réalisation d'un plan, d'une idée plus ou moins théorique. L'exercice du commandement est certainement la plus grande jouissance de la vie militaire, mais surtout dans le grade de capitaine par l'influence qu'on exerce de toute façon sur l'homme de troupe intelligent, dévoué, actif, qu'est le soldat français, et dans le grade de colonel, chef de corps, par celle qu'on exerce sur un corps d'officiers plein des plus nobles sentiments, d'un grand savoir et d'un dévouement à toutes épreuves, et, par ce corps d'officiers, sur tout un régiment qui est bientôt l'image de son chef.

Mais encore, ce corps d'officiers, faut-il l'instruire de sa tâche devant l'ennemi, à l'égard de ses subordonnés, de ses égaux et de ses supérieurs, en ce jour de la bataille où s'obscurcit l'horizon contre lequel il faut énergiquement travailler cependant, et où les communications deviennent de plus en plus difficiles entre tous les grades.

Chaque gradé a actuellement son rôle indispensable dans l'action ; il ne suffit plus qu'il soit tenu par un vaillant soldat parfaitement discipliné, il faut qu'il le soit par un chef sachant son métier, et capable d'initiative.

En tout cas, de mon commandement de régiment j'emportais l'impression que notre jeune armée était capable des plus grands efforts, et qu'elle devait aboutir à la victoire si on l'engageait dans des voies praticables avec un matériel de combat suffisant ; affaire du haut commandement, affaire d'organisation.

Car, depuis 1890 notamment, nos voisins d'outre-Rhin donnaient à leur armement un développement inusité par le nombre et la variété des calibres d'artillerie qu'ils destinaient à la guerre de campagne. Ils perfectionnaient avec le plus grand soin leurs moyens d'observation et de communications. Nous

pouvions être en retard. C'est dans cet état d'esprit, et sans y apporter de modifications profondes, que, continuant ma carrière, j'exerçais ensuite les fonctions de chef d'état-major d'un corps d'armée, puis de commandant de l'artillerie de ce corps d'armée.

En 1908, j'étais appelé à commander l'école supérieure de guerre. Mon passage dans ce foyer de science m'amenait à proposer une troisième année d'étude pour certains officiers, en présence des lacunes que l'ampleur prise dans tous les sens par l'art de la guerre laissait encore dans leur savoir après les deux seules années d'école.

En 1911, je prenais le commandement de la 14^e division, troupe des plus solides, préparée pour la couverture de la concentration ; en 1912, celui du 8^e corps d'armée, et, au mois d'août 1913, celui du 20^e corps à Nancy. Nos corps d'armée à cette époque, avec l'administration des régions correspondantes, représentaient par le personnel de leurs troupes et services, comme aussi par leurs nombreux établissements, de vastes domaines, dont la direction et la connaissance exigeaient une très grande activité. À peine en possession du 8^e corps, il me fallait passer au 20^e. Il comprenait deux divisions d'infanterie et une division de cavalerie, toutes, trois à effectifs renforcés en vue d'une prompte mise sur pied de guerre. Au moment où j'y arrivais, il allait comprendre dans ses différentes unités trois classes au lieu de deux, par suite du vote de la loi qui portait à trois ans la durée du service. Il y avait à construire les casernements correspondant à cette augmentation d'effectifs, à étendre en proportion les hôpitaux et autres services militaires. Nous entreprenions en même temps la construction des ouvrages fortifiés autour de Nancy, et il fallait la hâter de toute façon. C'est dire que dans les dernières années avant la guerre et par suite de mes changements de position successifs, j'avais dû me soumettre à un train de plus en plus fort pour remplir entièrement ma tâche, entraînement des troupes, organisations de toutes natures, et cela sans perdre de temps, car l'adversaire devenait chaque jour plus menaçant et plus puissant. Après avoir largement dépassé l'âge de soixante ans, au lieu de pouvoir songer au repos, il fallait se préparer à fournir toute l'énergie et toute l'activité possibles. La guerre s'avançait.

D'autre part, au cours de mon commandement de l'école de guerre, j'étais entré en relations avec des notabilités importantes de plusieurs armées étrangères. Dans l'armée britannique, je m'étais lié particulièrement avec le commandant de l'école d'état-major de Camberley, alors brigadier général. Il allait devenir par la suite un des esprits les plus actifs de l'état-major impérial, puis le chef de cet état-major, c'était le field-marshal Wilson. Nous allions, pendant de longues années, notamment durant la guerre, travailler ensemble. Par sa grande intelligence, son inlassable activité, sa droiture à toute épreuve, il devait être un des grands animateurs des organisations anglaises et un des serviteurs les plus heureux de la cause commune. J'avais également reçu à plusieurs reprises une mission russe de l'académie Nicolas, conduite par le commandant de cette académie, le général Tcherbatcheff ; ceci m'avait valu d'être invité par l'empereur Nicolas à ses manœuvres de 1910. Sans parler des relations de cordialité nouées de la sorte dans les deux armées, mes visites m'avaient largement éclairé sur les moyens que nos futurs alliés pourraient apporter dans une guerre contre l'Allemagne, si les gouvernements marchaient d'accord.

Lors de mon voyage en 1910, la Russie m'était apparue comme un empire aux dimensions gigantesques, aux assises sociales encore informes, avec son

gouvernement concentré, même dans le domaine spirituel, entre les mains d'un seul homme, le tsar. Facilement l'inquiétude naissait, quand on mesurait la tâche du souverain et les capacités extraordinaires qu'il lui eût fallu pour tenir son peuple dans la voie du progrès à remplir un pareil rôle, un Pierre Le Grand n'était-il pas nécessaire ? Et si, à ces difficultés naturelles résultant de l'organisation du pouvoir, venaient s'ajouter les secousses d'une grande guerre, toujours susceptibles de mettre la solidité de l'état en cause, de quelles résistances seraient capables un semblable pouvoir comme aussi une nation tenue systématiquement à l'écart de la gestion de ses affaires, et si peu préparée à l'assurer ? La Russie, encore dépourvue des principes sociaux et des forces morales que représentaient les organisations nationales de l'occident et du centre de l'Europe, ne devait-elle pas dans une grande lutte accuser quelques faiblesses, tel un colosse aux pieds d'argile ?

En tout cas, et heureusement pour l'alliance française, le tsar Nicolas II était un souverain d'une droiture à toute épreuve ; nous n'avions pas à douter du sens dans lequel il pousserait et maintiendrait les armées dont il disposerait, et elles étaient considérables. C'était là l'impression très nette que j'avais emportée de mes nombreux entretiens avec l'empereur. Pendant toute la durée des manoeuvres, il m'avait personnellement attaché à sa personne et les journées de manoeuvres, toujours longues pour ceux qui n'y sont que spectateurs, comme c'était mon cas, avaient permis ces nombreux entretiens. Mais, en même temps, je n'avais pas pu ne pas être frappé de la sombre inquiétude avec laquelle l'empereur envisageait l'avenir et la gravité des événements réservés sans doute à son vaste empire. Par là fallait-il sans doute placer les résultats à attendre au-dessous des intentions affirmées.

PRÉFACE.

L'Allemagne de 1914, lancée dans la *weltpolitik*, n'eût jamais déclaré la guerre si elle avait posément compris son intérêt. Elle pouvait, sans faire appel aux armes, poursuivre dans le monde son développement économique. Qui eût osé se mettre en travers ? Formidable déjà, et soutenu d'ailleurs par une active propagande comme aussi par une puissance militaire reconnue sur terre et sur mer, qui garantissait à ses voyageurs de commerce comme à ses ingénieurs en quête de concessions à l'étranger un accueil des plus avantageux et par là une capacité de pénétration et d'acquisition incomparable, le développement allemand dans une marche constante distançait grandement celui des autres nations. Sans faire de guerre nouvelle, l'Allemagne conquerrait progressivement le monde. Le jour où l'humanité se serait réveillée de ses vieilles habitudes pour mesurer la réduction de ses libertés et de ses possibilités, elle se serait trouvée tenue par les éléments allemands établis dans les différents pays sous toutes les formes mais restés toujours citoyens allemands grâce à leur double nationalité, et recevant le mot d'ordre de Berlin. D'ailleurs, pas un gouvernement, surtout d'essence démocratique, n'aurait pris la décision, devant cette hégémonie allemande en marche, et en vue d'éviter le désastre final, la domination de son pays par l'élément allemand, de prendre des dispositions particulières de protection. Il aurait reculé devant la discussion et la lutte à entreprendre avec un état si fortement armé que l'Allemagne. Loin de paraître chercher la guerre, encore plus éloigné de la déclarer, il aurait même craint de la provoquer, tant il eût redouté de déchaîner les horreurs qu'allait entraîner un conflit moderne entre de grandes nations. En quelque vingt ans de paix le monde se fût trouvé germanisé, l'humanité ligotée. Mais le gouvernement de Berlin, grisé par sa puissance et emporté par un parti pangermaniste aveugle, pleinement confiant d'ailleurs en son armée supérieure à toute autre, ne craignait pas de recourir aux armes et d'ouvrir une ère de lourdes hécatombes et de redoutables aventures pour hâter cette domination du monde qui lui était réservée, à son sens. L'Allemagne de 1914 a d'ailleurs couru avec élan aux armes, pour appuyer ses grandioses et folles aspirations et sans mesurer la grandeur des crimes qu'elle assumait devant l'humanité. Elle était bien devenue une grande Prusse. De tout temps, la Prusse, foyer de hobereaux et berceau du militarisme comme aussi d'une philosophie fortement positive, avait entretenu une industrie nationale, la guerre. Dirigée par une politique particulièrement chère aux Hohenzollern, cette industrie avait fait de l'électorat de Brandebourg l'empire allemand.

Après avoir écarté de l'Allemagne l'Autriche qui eût pu lui tenir tête et représenter un autre idéal, la Prusse avait fait l'unité à son profit. Elle y avait absorbé quantité de populations au génie pacifique et à la morale purement chrétienne, telles que les populations rhénanes. Mais progressivement sa main de fer, s'exerçant dans le domaine spirituel comme dans le domaine matériel, par une administration d'essence ou de facture prussienne, fonctionnaires, instituteurs, officiers, avait plié ces populations aux idées et institutions des provinces orientales. Elle leur avait d'ailleurs apporté, par son prestige militaire étendu sur le monde, un développement économique et par là une prospérité matérielle inconnue jusqu'alors. En 1914, l'Allemagne est entièrement prussifiée. Chez elle, aux yeux de tous, la force crée le droit. Et comme, d'autre part, les organisations militaires, base de l'édifice, ont été soigneusement et richement

entretenues, qu'elles ont marché de pair dans leur développement avec l'essor économique, c'est une armée supérieure à toute autre par ses effectifs, son armement, son instruction, que l'Allemagne peut rapidement mettre sur pied pour réaliser et justifier le rôle qui lui est assigné dans le monde par la supériorité de sa race. D'ailleurs, l'appel à la force est un argument qui ne peut que faciliter sa marche à l'hégémonie mondiale.

Il aura l'avantage de précipiter le cours des événements, comme aussi d'en étendre et d'en consolider les résultats. Une Allemagne victorieuse des grandes puissances de l'Europe maîtrisera incontestablement tout l'ancien continent. Largement établie sur la mer du Nord et sur la Manche, elle tiendra sous sa main la puissance navale par excellence, l'Angleterre, et par là l'empire des mers. Quel ne sera pas son pouvoir dans le monde ? N'est-ce pas l'avenir désormais assuré de la *weltpolitik* ? Les flots de sang que la guerre peut coûter à l'humanité ne sont pas à mettre en comparaison avec les bénéfices qui en résulteront pour l'Allemagne. C'est par l'effusion du sang que la Prusse a fait l'Allemagne, l'a grandie, et doit la grandir encore. Telle est la philosophie du hobereau vainqueur, adoptée désormais par tous les fidèles sujets allemands. Qu'importent les atteintes portées au droit et à la vie des autres peuples ? La victoire qui est certaine les légitimera pleinement. La morale ne peut dérailler, qui a la force pour elle. Et, conduite par la fêrule prussienne, l'Allemagne aveuglée part en guerre dans un enthousiasme général. *Deutschland über alles !*

La France de 1914, loin de désirer la guerre, à plus forte raison de la rechercher, ne la voulait pas. Quand la lutte parut imminente à la fin de juillet, le gouvernement français consacra tous ses efforts à la conjurer. Mais pour faire honneur à sa signature, si les alliés étaient attaqués, il marcherait. C'était la politique que la république n'avait cessé de pratiquer depuis plus de quarante ans. Sans jamais oublier les provinces perdues, tout en cherchant à cicatriser la plaie toujours saignante qu'avait causée leur arrachement, la France avait répondu par une attitude pleine de dignité et de résignation aux virulentes provocations des incidents de Schnoebélé, de Tanger, d'Agadir, de Saverne et autres. Elle avait successivement réduit la durée de son service militaire de cinq ans à trois ans, puis de trois ans à deux ans, et ce n'est que sous la menace des continuel renforcements allemands et sous l'empire des plus légitimes inquiétudes et d'une évidente menace, qu'elle était revenue hâtivement en 1913 au service de trois ans. Il en était grand temps. Elle était bien résolue à ne recourir à la force que le jour où son existence et sa liberté seraient mises en péril par une agression allemande. Seul un pareil danger pouvait décider à la guerre un gouvernement démocratique, assez éclairé pour mesurer la grandeur des sacrifices et l'ampleur du cataclysme qu'une guerre européenne devait entraîner dans la vie des peuples. Au mois de juillet de cette année 1914, si le ciel franco-allemand continuait de rester chargé de nuages, la France toujours forte de sa sagesse croyait l'orage si peu prochain que le président de la république et le président du conseil des ministres partaient, au lendemain de la fête nationale, pour la Russie, en un voyage de plusieurs semaines. Pour un grand nombre d'autorités, pour le parlement, commençait la saison des vacances. Moi-même je partais de Nancy le 18 juillet avec l'intention de passer quinze jours de congé en Bretagne.

Brusquement, le 23 juillet, l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, par ses conditions inacceptables, semblait-il, apportait dans le ciel politique une formidable décharge électrique. Et comme, néanmoins, la Serbie les acceptait avec deux faibles réserves tendant à s'en remettre au jugement des grandes

puissances et du tribunal de La Haye, le représentant de l'Autriche à Belgrade quittait sa résidence, en rompant les relations et en déclarant la réponse insuffisante. Par là s'affirmait le parti pris bien arrêté de l'Autriche de prendre les armes sans plus d'examen. D'autre part, l'alliance étroite qui unissait les deux empires centraux laissait craindre que l'engagement du fidèle second fût le simple prélude de l'entrée en action déjà décidée de l'Allemagne, que le conflit cherché en Orient fût l'avant-coureur de celui poursuivi en Occident. Le rapide développement des faits ne tardait pas à l'établir.

Le 28 juillet, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie ; le 29, elle bombarde sa capitale, Belgrade ; le 31, elle ordonne la mobilisation générale de ses troupes. En vain le gouvernement de Londres a-t-il proposé de soumettre le litige à un arbitrage de quatre grandes puissances désintéressées, France, Angleterre, Allemagne, Italie ; en vain la Russie a-t-elle souscrit à cette proposition, l'Allemagne s'est dérobée à ces tentatives d'apaisement. Dès le 26, elle a menacé la Russie de mobiliser son armée, et par mobilisation il fallait entendre guerre, ajoute son ambassadeur à Petrograd. En fait, à la mobilisation autrichienne du 31, la Russie répond par une mesure du même ordre. L'empereur d'Allemagne proclame le *kriegsgefahrzustand*, qui comporte la majeure partie des dispositions de mise sur pied de guerre de l'armée allemande. En même temps, il demandait au gouvernement français une déclaration de neutralité de garantie par la livraison de Toul et de Verdun aux troupes allemandes pour la durée de la guerre.

Et tandis que, dans cette même journée, l'Autriche témoignait d'un certain désir de détente, l'Allemagne adressait un ultimatum à la Russie, et, dès le 1er août, elle prescrivait le complément des mesures de la mobilisation générale destinées à grouper ses forces sur les deux fronts de l'est et de l'ouest. Elle déclarait la guerre à la Russie ; la France y répondait en décrétant la mobilisation générale.

Dès à présent, retenons que le conflit engagé, comme on l'a vu, par les empires centraux, contre une nation slave allait entraîner l'entrée en action de toutes les forces russes amenées au plus tôt à la guerre. Un débat soulevé par ces empires sur la question d'Occident eût pu déterminer un départ moins résolu des forces du vaste empire moscovite, et par là réduire pour quelque temps l'aide qu'il allait apporter à la France. Le gouvernement de l'Allemagne ne regardait pas de si près aux détails de sa politique. Le triomphe de ses armes ne faisait aucun doute à ses yeux, à la condition d'agir avec résolution et rapidité. Sa confiance était absolue dans un outil militaire supérieur à tout ce qui avait été vu jusqu'alors par le nombre des unités mobilisées, le degré de leur instruction, la puissance de leur armement, la préparation de leurs opérations, l'esprit qui les animait, le savoir qui les guidait.

Dans la même absolue confiance, au mépris du droit le plus élémentaire, un ultimatum était adressé, dès le 2 août, à la Belgique d'avoir à laisser passer librement sur son territoire les armées allemandes, qui d'ailleurs violaient la neutralité du Luxembourg sans plus d'égards. Et ces décisions avaient pour conséquence de vaincre les dernières hésitations du gouvernement de Londres et de jeter dans les rangs alliés les armées britannique et belge. Que les gouvernants allemands aient commis là une méprise, ou éprouvé une surprise, il leur importait peu. Une large offensive, rapidement exécutée, suivant un plan soigneusement réglé, n'aurait-elle pas raison même d'une coalition qui était encore en voie de formation et qui se montrait retenue d'ailleurs par des sentiments d'honneur ou par des scrupules de conscience ? Avec ses faiblesses

ou ses délicatesses pourrait-elle arrêter dans sa marche la plus formidable machine de guerre qui ait jamais existé et qui se trouvait déjà lancée en pleine opération ? Et d'autre part, si les gouvernements alliés tentaient de résister à la politique allemande, l'armée n'était-elle pas en état de briser la volonté des peuples, en semant la terreur dans les pays envahis, par des procédés que les nécessités de la guerre seraient censées justifier ? Un mot d'ordre, *c'est la guerre*, dans la bouche du général comme dans celle du soldat, n'allait-il pas légitimer les plus inutiles atrocités et les plus violentes atteintes aux droits de l'humanité ? Une fois de plus, la victoire, qui devait justifier tous les procédés et régler tous les différends, était certaine au prix d'une offensive immédiate et audacieuse, dégagée de tout scrupule, dût-elle même étendre et redoubler les rigueurs de la guerre sur des populations inoffensives. Il n'y avait qu'à marcher résolument et rapidement, en se faisant précéder de la terreur et accompagner de la dévastation.

La lutte qui allait s'engager trouvait l'armée française dans le même état moral que la nation entière. Cette armée de la république, reconstituée au lendemain de nos désastres de 1870, la première qui ait connu le service personnel obligatoire, avait produit un extraordinaire effort de régénération. Si, au cours de cette période de temps, la nation avait affirmé, par ses sacrifices, sa volonté de vivre et de tenir son rang en Europe, l'armée, dans un admirable labeur, avait recherché avec acharnement la manière de résister victorieusement à une nouvelle agression de son puissant voisin. Elle poursuivait pour cela l'étude et la préparation de la grande guerre, dont la notion avait été perdue par l'armée impériale ainsi qu'en témoignaient deux désastres sans précédent : Metz et Sedan. elle préparait ensuite les forces d'où sort la victoire. Elle développait dans les troupes la valeur morale, le savoir professionnel et l'entraînement physique, pour faire avant tout de ces troupes un excellent outil de guerre. Dans les manoeuvres de toutes sortes, répétées et prolongées au mépris de sérieuses fatigues, on pouvait toujours remarquer, au-dessus de l'excellent esprit de tous, leur ardent désir de s'instruire, comme aussi une endurance et une discipline que les anciennes armées n'avaient pas connues. Progressivement les exercices d'automne, auxquels prenaient part certaines classes de réservistes, avaient permis de réunir et de faire opérer, dans un ordre et une régularité parfaits, de grandes unités : divisions, corps d'armée, armées.

L'emploi aisé de ces forces et des nombreux services qu'elles comportent, combiné avec une large utilisation des chemins de fer, était devenu familier au commandement, et cette facilité de maniement répandait une entière confiance dans tous les rangs de l'armée. Les réservistes, momentanément arrachés à la vie civile, venaient couramment reprendre, avec leur place dans le régiment, l'excellent esprit de leur corps. Les officiers de complément, de la réserve et de la territoriale, sérieusement recrutés et éprouvés, assuraient de précieuses ressources pour l'avenir. Le regard toujours tourné vers la frontière, sans se laisser détourner de sa tâche patriotique, le corps d'officiers de l'active avait traversé, impassible mais non sans éprouver des pertes, les crises de la politique, époques de patriotisme réduit, de pacifisme voulu ou de sectarisme officiel, sorte d'abdication nationale exploitée en tout cas par certains partis au profit d'intérêts personnels et non de personnalités marquantes, au total au détriment de la valeur militaire du corps d'officiers. Malgré tout, il avait conservé son armée à la France. En définitive et notamment pour qui a connu les armées du second empire, l'armée de la république était devenue, par un travail opiniâtre de tous, un supérieur instrument de guerre, animée au plus haut degré

du sentiment du devoir, résolue à assurer à tout prix le salut du pays. En 1914, il lui restait à affronter l'épreuve du champ de bataille. On ne pouvait douter des moyens moraux qu'elle allait y apporter. L'existence du pays était alors en jeu ; pour la sauver, elle ne reculerait devant aucun effort ni aucun sacrifice ; du chef le plus élevé au soldat le plus modeste, ce serait un continuel assaut d'abnégation et de dévouement ; seules des capacités ouvriraient des titres aux différents emplois. En présence de l'armement moderne, ces vertus suffiraient-elles ?

Le commandement des armées avec leurs états-majors et leurs services avait été méthodiquement organisé de longue date. Il comportait de hautes personnalités militaires, avec des sous-ordres parfaitement entraînés à leurs fonctions. Le commandement des unités moindres, corps d'armée, divisions, brigades, se ressentait encore des ingérences de la politique dans l'avancement des officiers, sous certains ministères. La présence à la tête de l'armée, depuis 1911, d'un généralissime hautement doué et soutenu de la confiance du gouvernement de la république avait permis de réduire, mais non de supprimer, le nombre des chefs d'une valeur insuffisante que leurs opinions avaient fait parvenir à certains commandements. Le mal n'était pas entièrement réparé.

Constatons-le au passage, la situation de l'officier lui interdit de se mêler aux luttes de la politique, en paix comme en guerre, de prendre parti dans ses querelles. Sa valeur professionnelle ne se montre que sur le terrain d'action, devant ses seuls congénères, pairs ou supérieurs ; elle échappe de la sorte au jugement des hommes politiques, et quand ceux-ci se voient entourer de clients militaires, avec un peu de discernement et de sincérité ils n'y trouveront généralement que des disgraciés du terrain de manoeuvre, de simples adorateurs du pouvoir, invoquant au prix de leur droiture, c'est-à-dire au prix de leur caractère désormais affaibli, des idées dites philosophiques ou de prétendues opinions politiques, pour motiver une ambition militaire qui n'est pas justifiée par ailleurs. C'est ainsi que la politique n'apporte guère dans le choix de l'officier que l'erreur et l'injustice, deux causes d'affaiblissement du corps d'officiers.

Prise dans son ensemble, notre armée de 1914 a les défauts de ses qualités ; par-dessus tout, un esprit d'offensive qui, à force d'être accentué et généralisé, va devenir exclusif et conduire trop souvent à une tactique aveugle et brutale, par là dangereuse, comme aussi à une stratégie simple et uniforme, facilement stérile, impuissante et coûteuse. Au total, d'une doctrine par trop sommaire, on peut attendre des surprises aux premières rencontres. Cette armée sort d'une période de quarante ans de paix. Pendant ce temps, les exercices qu'elle a faits n'ont pu lui donner l'idée des rigueurs du champ de bataille moderne ni de la violence des feux qui le dominent.

Une étude établie sur les faits de guerre de 1870 notamment, et consacrée par nos règlements, eût pu lui faire saisir la puissance destructive de l'armement actuel et le compte à en tenir. En fait, les considérations et recommandations développées dans le règlement de 1875 étaient déjà lointaines et bien perdues de vue. Beaucoup de nos officiers, depuis ce temps, avaient pris part à des conquêtes coloniales, mais ils n'avaient pas rencontré là cet armement redoutable aux mains d'un adversaire averti. C'est ainsi que des grandes manoeuvres et des expéditions coloniales, on avait rapporté comme formule du succès, comme doctrine de combat, la toute-puissance d'une offensive faite de la volonté bien arrêtée de marcher résolument à l'ennemi pour le joindre. On avait

préconisé des formations d'attaque capables de nourrir immédiatement le combat. Pour le général et l'officier de troupe, comme pour le simple soldat, on a brodé tous les thèmes sur le canevas des forces morales, et surtout de sa volonté de vaincre, sans plus de ménagement ni de discernement. Dès lors, le jour venu, l'engagement se développe rapidement et en forces, mais souvent dans l'inconnu, sans une préparation suffisante par les feux, notamment d'artillerie plus longue à asseoir. Les forces largement dépensées, faiblement appuyées par le canon, principalement préoccupées du besoin d'aller vite et avec ensemble, se trouvent bientôt désarmées, exposées et éprouvées devant les invisibles armes qui se dressent, qui les frappent de toutes parts.

Malgré toute leur énergie, elles ne peuvent parvenir à joindre l'adversaire. Il faut reprendre le combat par les feux ; elles s'arrêtent épuisées et éprouvées dans des formations relativement serrées. Dans cette situation avancée et en un groupement trop dense, elles doivent attendre que l'artillerie encore à distance ait battu les obstacles ou les pièces qui les arrêtent. Les pertes s'élèvent, et c'est ainsi que l'impuissance et l'échec, en tout cas des pertes sérieuses, sortiront souvent d'une entreprise incomplètement préparée, quoique largement dotée et vigoureusement menée par une infanterie qui croyait pouvoir par sa seule valeur briser l'obstacle brusquement dressé devant elle de la mitrailleuse ou du canon ennemi.

Si l'idée de l'offensive par-dessus tout, de la marche résolue en avant, suffit à la rigueur de catéchisme au soldat, au simple combattant, elle ne peut suffire en effet, comme on l'a vu, au chef chargé de mener une troupe. Dès que celle-ci présente un certain effectif, il lui faut faire précéder et accompagner sa marche en avant d'éclaircissements et de précautions comme d'aides diverses.

Il lui faut, sans supprimer le principe indispensable du mouvement, ne l'appliquer qu'à la lumière des éclaircissements recherchés, à l'abri de certaines sauvegardes et de liaisons préalablement assurées, avec des forces progressivement engagées et avancées, ne se regroupant en formation d'attaque qu'au moment voulu, devant les objectifs indiqués, les obstacles reconnus et abattus par le canon.

S'agit-il d'unités importantes, l'instruction provisoire, puis le règlement sur la conduite des grandes unités avaient, en 1912 et en 1913, posé sans plus de réserve le dogme de l'offensive comme ligne de conduite : [les enseignements du passé ont porté leurs fruits](#), y était-il écrit, [l'armée française revenue à ses traditions n'admet plus dans la conduite des opérations d'autre loi que l'offensive](#). En 1870, notre commandement avait péri de son attachement à la défensive et à la défensive passive. En 1914, il allait éprouver d'inutiles échecs et des pertes cruelles, conséquences de sa passion exclusive de l'offensive et de sa seule connaissance des procédés qu'elle comporte, systématiquement appliqués en toute circonstance. En réalité, et en tout temps, il doit savoir à fond la force et les faiblesses de l'offensive comme de la défensive ainsi que leurs conditions de possibilité, car c'est seulement d'une judicieuse combinaison et application des deux systèmes qu'il fera sortir une puissante action offensive au point voulu. Cette obligation grandit avec le nombre des troupes engagées.

Moins que tout autre, le chef d'une grande unité ne peut se contenter d'être un grand soldat, se bornant à ordonner l'attaque, à appliquer uniformément des dispositions indiquées à la troupe pour des unités moindres. Il ne peut en fait monter l'offensive, avec chance de succès d'atteindre l'ennemi, que sur les terrains praticables à une forte infanterie et favorables à une forte artillerie.

Partout ailleurs, c'est la démonstration ou même la défensive que le terrain lui impose. Il doit se limiter dans ses vues. Aussi, tout commandant de division, à plus forte raison de corps d'armée et bien plus le généralissime des armées, doit-il tenir compte du terrain dans l'emploi qu'il fait de ses forces, la tâche qu'il leur assigne, le mode d'action qu'il en attend. Il doit simultanément jouer de l'offensive en certains points, de la défensive et de la démonstration dans d'autres, constamment combiner ces différents termes, bien loin de ne connaître qu'un esprit d'offensive devenant aveugle et par là dangereux, à force d'être systématisé et généralisé. À différentes reprises nous aurons à souffrir de cet abus d'une idée juste, celle de l'offensive, appliquée sans plus de discernement.

En même temps qu'on surexcitait et qu'on étudiait, comme nous l'avons vu, ces idées d'offensive dominant toute autre considération et reposant sur une appréciation insuffisante de la puissance prise par les feux, on avait attaché à l'armement une trop faible importance. Ainsi notre infanterie était moins bien dotée en mitrailleuses que l'infanterie allemande.

Notre corps d'armée ne comprenait que 120 canons, tous de 75, tandis que le corps d'armée allemand, moins riche en infanterie cependant, comprenait 160 pièces dont un certain nombre sont des obusiers de 105 mm. Et de 15 cm. Il en était de même de notre artillerie lourde d'armée, notablement inférieure, par le nombre et le calibre des pièces, à l'artillerie lourde allemande. Malgré toutes ses vertus, notre excellent 75 ne pourra compenser, notamment dans l'offensive, ces insuffisances de chiffres, de calibres, et son incapacité de tir courbe. Dans la défensive, par ses puissants tirs de barrage, il nous rendra les plus grands services, en brisant implacablement de formidables attaques de l'ennemi ; mais faudrait-il, pour pouvoir soutenir avantageusement cette tactique, qu'il ait derrière lui de sérieux approvisionnements de munitions. Il ne dépassait pas en fait 1500 coups par pièce et les fabrications de gargousses étaient très faiblement préparées. Nos services de l'aviation, des communications, présentaient également de notables insuffisances. Si le discours de M. Charles Humbert, dans l'été de 1914, avait donné le coup d'alarme, il arrivait trop tard pour pouvoir être suivi d'une amélioration de notre côté, et il pouvait être pour l'ennemi un précieux avertissement.

C'est qu'en réalité un gouvernement bien décidé à ne vouloir que la paix, et n'envisageant que la nécessité de se défendre, avait longtemps résisté aux dépenses militaires et, par là, restreint les moyens matériels de plus en plus indispensables à une armée pour mener à bien une attaque, avec l'importance que l'armement prenait dans la lutte.

Dès lors, l'offensive comme forme générale de notre action allait rencontrer de réelles difficultés d'exécution. Tant il est vrai que la politique et la conduite de la guerre se trouvent étroitement liées, que celle-ci ne peut être tout d'abord que le prolongement de celle-là. Pour si ardent qu'il soit et si désireux d'aboutir à la victoire par l'offensive qui seule la fournit, le chef de la guerre est obligé souvent, par la situation que la politique lui a créée, d'envisager tout d'abord la défensive.

Plus il est réduit dans son armement d'attaque, plus sa stratégie en doit tenir compte pour préparer la défensive et l'organiser sur des parties de son front de plus en plus larges, afin de pouvoir concentrer les moyens d'attaque limités dont il dispose sur les autres parties où il peut alors attaquer en bonne forme. Une fois de plus constatons que l'idée, la technique et la pratique de la défensive doivent être également familières au commandement, aux différents degrés. De

tout temps n'a-t-il pas fallu savoir parer et attaquer pour avoir raison d'un adversaire sérieux ?

Décidément la doctrine sommaire de l'offensive, qui allait entraîner nos troupes dans une attaque brutale et aveugle, ne pouvait davantage suffire au haut commandement. Elle devait le conduire tout d'abord, et comme on vient de le voir, à une impuissante stratégie, à moins qu'il ne disposât d'effectifs supérieurs, assez forts et assez manoeuvriers pour produire l'enveloppement de l'ennemi à l'une au moins de ses ailes, après avoir paré celui de l'ennemi. Les effectifs français de 1914, même renforcés de l'armée britannique encore peu nombreuse au début de la guerre, ne permettaient pas d'envisager une telle entreprise.

Notre doctrine de la guerre était donc trop courte, en se limitant pour tous à une magnifique formule d'offensive par trop exclusive. Pour compenser ces faiblesses doctrinales, nous avions un état-major de premier ordre, parfaitement rompu à son métier propre et comprenant en outre des esprits d'une grande valeur.

L'école supérieure de guerre et le cours des hautes études militaires avaient en effet développé le goût du travail chez beaucoup d'officiers, comme aussi entretenu et étendu leurs facultés. Les natures bien douées allaient profiter du savoir acquis comme aussi de leurs capacités largement agrandies et fortement assouplies. Elles allaient pouvoir rendre pendant la guerre les meilleurs services en s'adaptant aux circonstances, si nouvelles fussent-elles. Mais encore fallait-il les diriger, car en majorité ils étaient de jeunes officiers, et par suite manquaient de maturité, c'est-à-dire de l'expérience qui seule donne au jugement tout son développement, et de l'autorité qui seule garantit au commandement le calme et l'aplomb des justes et fortes décisions.

En tout cas, et dès le début, toutes les opérations de réquisition, mobilisation, transports de concentration ou de ravitaillement, et l'ensemble des services de l'arrière aux proportions extraordinaires, s'exécuteront avec une parfaite précision.

La déclaration de guerre me trouvait placé depuis un an à la tête du 20^e corps. La ville de Nancy et la Lorraine avec elle respiraient à un degré particulièrement élevé les sentiments patriotiques qui animaient la France entière. Pendant plus de quarante ans, elles ont tendu les bras par-dessus la frontière à leurs soeurs captives de Metz et de Lorraine annexée.

Le jour approche-t-il enfin où leurs destinées seront de nouveau confondues ? Dans le calme, l'ordre le plus absolu, avec une froide résolution de faire face à toutes les éventualités, on reçoit les nouvelles signalant successivement les dispositions prises par les allemands à leur frontière : arrêt des communications, de la circulation des trains, du passage de tous les voyageurs ; on apprend les décisions du gouvernement français. On commence et on poursuit la mobilisation, la réquisition des chevaux et des voitures.

Nulle part il n'y a de méfaits, ni de traces de défaillance. Dans quelques jours peut-être la bataille sera aux portes de la ville, personne ne songe à partir, tant sont grandes la confiance de chacun en son droit, l'unanime volonté d'être à la hauteur de toutes les circonstances, la foi entière en la valeur des troupes. Ici, c'est le 20^e corps, avec ses deux divisions d'infanterie, 11^e et 39^e, avec sa 2^e division de cavalerie, son artillerie modèle. On ne peut voir de plus belles troupes. Quelle ardeur concentrée chaque régiment n'a-t-il pas entretenue, le long de cette frontière qui marquait un arrachement à la France ?

Quel entraînement, quelle instruction n'a-t-il pas développés pour vaincre dans la grande rencontre ? Quel entrain et quelle allure n'a-t-il pas préparés pour ce jour-là ? Quel esprit de corps n'a-t-il pas nourri pour que son numéro en sorte le plus glorieux ? En fait, il avait par là créé de si fortes traditions qu'elles se maintiendront au travers de toutes les épreuves de la guerre, si cruelles soient-elles, et que chacun de ses régiments se montrera encore, en 1918, un des mieux trempés de l'armée, bien qu'il ait perdu tous les éléments de 1914. Dès le temps de paix, les satisfactions du commandement étaient particulièrement grandes dans ces troupes ; pour cette raison, elles étaient fort recherchées des officiers travailleurs et ardents, notamment des chefs de corps.

C'est ainsi que les influences régionales et les attractions de carrière s'étaient ajoutées pour réunir des troupes et un corps d'officiers magnifiques, et donner au 20e corps une valeur, un savoir et un mordant de tout premier ordre. Le désir est si grand de marcher à l'ennemi et de se mesurer avec lui, il est accompagné d'un tel mépris du danger, qu'on peut seulement redouter de le voir l'affronter parfois d'une façon inconsidérée. Dans mon commandement d'avant guerre, mes efforts avaient uniquement tendu à éclairer encore et à raisonner dans le corps d'officiers cette magnifique ardeur, source de toutes les énergies et par là de tous les espoirs. Il était inutile de l'exciter. Mais il y avait lieu de le mettre en garde devant la difficulté de la tâche, contre la précipitation ou le manque d'ensemble dans l'action des armes. Heureux les chefs qui n'ont qu'à guider des volontés si ardentes !

LE VINGTIÈME CORPS

Chapitre premier — Le 20e corps en couverture, 25 juillet – 13 août 1914.

Premières dispositions, 26-31 juillet. – la mobilisation générale, 1er août. – le 20e corps assure seul la couverture de la 2e armée, 1er au 10 août. – le général commandant la 2e armée prend son commandement, 6 août. – constitution progressive de la 2e armée : entrée en ligne des 15e et 16e corps, 10 août ; du 9e corps, 12 août.

Rappelé le 26 juillet de ma permission en Bretagne par des événements de plus en plus graves, je me trouvais au siège de mon commandement le 27 juillet au matin. Le même jour, par ordre du ministre, tous les permissionnaires, officiers et hommes de troupe, rentraient à leurs corps et nous mettions en application le **dispositif restreint de sécurité** en ce qui concernait la population civile.

Le 28, entraient en vigueur les mesures prises pour la surveillance de la frontière, et, le 29, nous commençons à l'est de Nancy les travaux de campagne prévus au plan de défense de la ville. Ces travaux de campagne avaient pour objet de compléter le système des ouvrages de fortification établis à la Rochette, au grand mont d'Amance, au Rambétant, dont la construction avait été commencée dans l'hiver 1913-1914, mais restait inachevée en juillet 1914.

La première tâche qui incombait au 20e corps, à deux pas de la frontière, était de former la sentinelle vigilante qui observe l'ennemi pendant la période de tension politique, et de continuer ensuite, dans le secteur de la basse-Meurthe, la couverture à l'abri de laquelle la 2e armée française poursuivait sa mobilisation et sa concentration, si les événements entraînaient ces premières dispositions de la guerre.

Le 30, dans la soirée, le 20e corps d'armée est alerté et les troupes de couverture, faisant mouvement par voie de terre, gagnent les emplacements assignés pour le cas d'attaque brusquée ; il est spécifié toutefois qu'aucun élément ou patrouille ne dépassera une ligne dont le tracé, indiqué avec précision par l'ordre ministériel, se trouve à dix kilomètres en moyenne en deçà de la frontière.

En somme, le gouvernement vient de décider la prise d'un dispositif de couverture restreint dans sa portée, puisque l'avance des troupes est strictement limitée sur le terrain, et restreint également dans son importance, puisqu'il est prescrit qu'aucun appel de réservistes ne sera fait jusqu'à nouvel ordre.

Les nouvelles que l'on a de l'activité qui règne de l'autre côté de la frontière justifient pleinement la décision du gouvernement. à Nancy, en particulier, on sait que la place de Metz est en partie mobilisée et mise en état de défense ; ses forts sont solidement occupés. Si aucune classe entière de la réserve n'a été convoquée, des appels individuels de réservistes ont permis de grossir les unités. Les dispositions de couverture sont prises sur toute la frontière d'Alsace et de Lorraine ; les routes qui la traversent sont barrées et gardées militairement. Des débarquements de troupes s'effectuent au nord de Metz.

On peut donc redouter d'un moment à l'autre une attaque brusquée en forces de la part de l'ennemi. Le 20e corps d'armée est prêt à la recevoir. Aux termes du plan établi par l'état-major de l'armée, le 20e corps ne devait disposer que de la valeur d'une division pour réaliser les opérations de sûreté qui lui avaient été prescrites. Mais en constituant ces effectifs de première ligne avec des régiments pris à la 11e division de Nancy et à la 39e division de Toul, comme aussi en maintenant le reste de ces divisions en deuxième ligne, à Nancy et aux environs de cette ville, nous aurons l'avantage, sans dépasser les effectifs permis, d'avancer sur la première ligne les têtes de la 39e division qui eussent été fortement en arrière sans cela, comme celles de la 11e division, dont le gros maintenu à Nancy conservera à la ville la plus grande partie de sa garnison et son aspect habituel. En même temps tout le corps d'armée sera réuni dans la main de son chef. Par application de ces mesures, le 31 à cinq heures du matin, la 39e division quitte Toul et vient s'établir dans l'après-midi du même jour dans la région sud de Nancy. La 11e division occupe les hauteurs nord et nord-est du Grand-Couronné. Elle procède activement à l'exécution des travaux défensifs qui ont déjà été étudiés et ébauchés dans les journées précédentes.

Les premières dispositions ainsi prises vont être rapidement complétées à la suite de la marche des événements politiques. Le 31 juillet, en effet, vers 18 heures, parvient de Paris l'ordre de [faire partir les troupes de couverture](#), l'obligation étant maintenue de ne pas dépasser la ligne prescrite par le télégramme de la veille. Lorsqu'une heure plus tard, les 11e et 39e divisions ont connaissance de cette décision, elles sont déjà à pied d'oeuvre. Il ne leur reste plus qu'à attendre leurs réservistes, et au commandant du 20e corps qu'à donner ses instructions de détail relatives à la couverture, en y comprenant la 2e division de cavalerie, placée sous ses ordres.

Le 1er août parvient à Nancy l'ordre de mobilisation générale expédié de Paris, le même jour, à 15 heures 55. Peu après, je reçois un télégramme du ministre de la guerre renouvelant la prescription de ne pas dépasser, sauf en cas d'attaque caractérisée, la ligne fixée le 30 juillet.

Or j'avais déjà prescrit à mon corps d'armée, dès le 31 juillet, d'établir ses éléments avancés sur une ligne située en avant de celle-là et couvrant des positions de première importance, comme le mont Saint-Jean, les hauteurs de La Rochette, le mont d'Amance, véritables clefs de Nancy. En nous établissant sur une ligne tracée plus en arrière, nous abandonnerions, et par suite livrerions sans aucune défense, ces positions à la moindre incursion ennemie. Il ne peut en être question. Aussi j'obtiens le 1er août que les troupes soient maintenues sur l'emplacement que j'ai fixé.

Dès le 2 août après-midi, en présence de nombreuses violations de notre frontière par des partis allemands, le gouvernement lève d'ailleurs l'interdiction concernant la ligne des dix kilomètres, et laisse au général commandant en chef les armées françaises [liberté absolue de mouvement](#).

Le général Joffre transmet cette décision aux commandants des secteurs de couverture, par message téléphoné du 2 août, 17 h. 30, tout en ajoutant que [pour des raisons nationales d'ordre moral et des raisons impérieuses d'ordre diplomatique](#) il est indispensable [de laisser aux allemands l'entière responsabilité des hostilités](#). Par suite, on doit à tout prix s'abstenir de franchir la frontière, et se borner à repousser énergiquement toute attaque ennemie sans jamais la provoquer.

Peu après ce message, je reçois à 17 h. 30, par télégramme chiffré, l'instruction générale et secrète pour la couverture, du général commandant en chef, contenant en particulier les directives suivantes :

L'intention du commandant en chef est de ne passer à l'offensive générale que quand ses forces seront réunies. En vue du développement ultérieur du plan d'opérations, les divers éléments de la couverture, en dehors de leur protection de la mobilisation et de la concentration, se conformeront aux directives ci-après :

c) 20e corps d'armée - accélérer la constitution de la place du moment en voie d'organisation à l'est de Nancy pour assurer le débouché de la Meurthe.

Le g. Q. G. Fonctionnera à Vitry Le François à partir du 5 août, 6 heures.

Les instructions que j'ai déjà données répondent entièrement aux vues du général en chef.

La mobilisation du 20e corps se poursuit dans d'excellentes conditions d'ordre et de rapidité. En première ligne, les divisions travaillent avec acharnement ; la pluie qui tombe dans l'après-midi du 2 août ne ralentit pas leur ardeur. Il faut arriver à assurer avec le minimum de forces l'occupation du front fixé, et c'est dans ce sens que tendent les efforts de tout le monde. Le moral des troupes est excellent, elles paraissent pleines de confiance et brûlent d'aller de l'avant. Mais les prescriptions données antérieurement sont formelles, le général en chef les répète à nouveau par message téléphoné, le 3 août à 10 h. 30, insistant sur l'impérieuse obligation de ne pas dépasser la frontière. Les troupes de première ligne ont toutefois été autorisées à pousser des reconnaissances jusqu'à deux kilomètres au delà des fronts précédemment fixés.

Les renseignements que nous recevons sur les allemands indiquent de grosses concentrations de troupes dans la région de Metz et au nord, et des débarquements importants sur la ligne du chemin de fer de Metz à Sarrebourg. La ligne frontière est fortement occupée et des travaux de campagne y sont signalés.

Des partis de cavalerie ennemie continuent à pénétrer sur le sol français, obligeant parfois à la retraite certains de nos postes de douaniers ; ils provoquent quelques escarmouches et se reportent, le soir venu, au delà de la frontière. Une alerte plus importante se produit dans la nuit du 3 au 4 dans la région de Nomeny, et même un renseignement digne de foi annonce la menace d'une attaque ennemie sur tout le front.

Ainsi le contact avec l'adversaire devient à chaque instant plus pressant. Il commence à entraîner des fatigues sérieuses pour les troupes continuellement sur le qui-vive, dormant peu et exposées en outre à de fréquentes averses. Par ailleurs, on apprend que, le 2 août, les allemands ont envahi le grand-duché de Luxembourg, et, le 4, violé la neutralité de la Belgique. Cette dernière nouvelle ne précède que de peu l'annonce de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France. Les troupes du 20e corps en sont aussitôt avisées.

Le 5 août, le général commandant la 2e armée, de son quartier général de Neufchâteau, me fait connaître qu'il prendra le 6 août le commandement de la 2e armée et du secteur de couverture de la basse-Meurthe. Toutefois, je continuerai à disposer jusqu'à nouvel ordre de tous les éléments affectés jusqu'à ce jour à la

couverture du secteur de la basse-Meurthe, notamment de la 2e division de cavalerie.

D'autre part, la guerre étant déclarée, il n'y a plus de restriction aux opérations de couverture [qui peuvent s'exécuter telles qu'elles résultent des missions attribuées aux différents secteurs](#). Cette levée d'interdiction se traduit immédiatement au 20e corps par l'envoi en avant de la cavalerie sur la Seille, et de reconnaissances d'aviation sur le front Delme, Château-Salins, Dieuze. Cette découverte ne signale aucun rassemblement important et on a l'impression que l'ennemi, restant sur l'expectative devant le 20e corps, n'a en réalité en première ligne que des fractions d'infanterie relativement peu nombreuses et dispersées.

Néanmoins, en vue de consolider mon dispositif de couverture, je décide de porter le 6 août, jusqu'à la Seille, des détachements de toutes armes, qui ne rencontrent dans leur mouvement en avant que de faibles éléments de cavalerie et de cyclistes, et les repoussent aisément. Par contre, à Vic et Moyenvic, nos détachements de cavalerie doivent se replier devant de l'infanterie et de l'artillerie allemandes.

Le lendemain, une fausse alerte dans cette région fait apparaître la nécessité de renforcer aux ailes le dispositif de couverture. Je prescris, dans ce but, l'envoi d'un fort détachement de toutes armes dans la région du mont Saint-Jean, avec mission de couvrir la gauche du corps d'armée, tandis qu'à droite, la 10e division de cavalerie, mise à ma disposition, vient renforcer la 2e division de cavalerie dans son secteur de couverture.

Mais, en fait, l'ennemi ne manifeste plus que très peu d'activité. D'après l'ensemble des renseignements reçus, il est très occupé à remettre de l'ordre dans les troupes qu'il a, au premier instant, après une mobilisation hâtive, échelonnées le long de la frontière, comme aussi à compléter leur organisation. Pour gagner le temps nécessaire à ces opérations, il renforce sa défensive en rompant la digue de l'étang de Lindre et en provoquant l'inondation de la vallée de la Seille, inondation qui s'étend déjà jusqu'à Moyenvic. Par contre, pour se ménager la possibilité de reprendre l'offensive, il laisse intacts les points de passage sur la rivière. Il semble donc avoir été devancé par la rapidité de notre mobilisation et de notre concentration. Les troupes du 20e corps sont depuis dix jours sur le qui-vive. L'arrivée en Lorraine, à partir du 8 août, des 16e et 15e corps d'armée va peu à peu les soulager et permettre de leur accorder quelque repos. Le commandant de la 2e armée prescrit le partage du secteur de couverture de la basse-Meurthe en trois zones : le 20e corps à gauche, le 15e au centre, le 16e à droite. À partir du 12 août, le 9e corps débarque à son tour, et permet une nouvelle réduction du front à tenir par le 20e, qui a désormais une situation parfaitement assise.

Ainsi se termine la période d'attente. Au 20e corps d'armée, nous avons eu à couvrir la formation de la 2e armée. De là une série de mesures visant, tant que l'armée n'était pas réunie, à interdire toute action de l'ennemi sur notre territoire, sans chercher à en engager ni à en provoquer aucune, même pour nous renseigner sur la situation de l'ennemi. Pendant les deux semaines écoulées, le voisinage de masses opposées, le contact direct avec les détachements ennemis, pouvaient, de la friction des troupes surexcitées, faire naître de fâcheux et de graves incidents. La vigilance et la maîtrise de tous s'étaient attachées à éviter toute surprise et à limiter un engagement qui eût été prématuré, car il aurait été contraire aux projets du haut commandement. Ce résultat obtenu, le 20e corps va constituer une des grandes unités de la 2e

armée, au même titre que les autres corps, 9e, 15e, 16e, 18e, et va opérer d'après ses ordres.

Cette armée se dispose pour l'attaque. Il reste à en déterminer les objectifs.

Chapitre II — Le 20e corps dans l'offensive de Lorraine. La bataille de Morhange, 14-20 août 1914.

Considérations sur une offensive d'importance en Lorraine. – attaque de la droite du 20e corps à l'appui de l'offensive des 15e et 16e corps ; premiers engagements ; l'artillerie allemande, 14 août. – large repli allemand, 16 août. – redressement de la 2e armée et préparation de l'offensive face au nord, 17 et 18 août. – la bataille de Morhange, 19 et 20 août.

Une large offensive française en Lorraine pouvait se justifier comme une démonstration destinée à immobiliser dans cette région les importantes forces allemandes qui s'y trouvaient. L'invasion du Luxembourg et celle de la Belgique, aujourd'hui poursuivies, allaient entraîner et maintenir dans les régions du nord la partie de beaucoup la plus forte des armées ennemies. L'offensive en Lorraine ne pouvait aspirer à poursuivre, dans cette direction distincte et séparée du théâtre principal des opérations, des succès de nature à modifier les conséquences de la grande rencontre, qui allait mettre aux prises le gros de nos forces avec la principale masse ennemie, dans une région forcément éloignée.

Elle devait en outre présenter de sérieuses difficultés et de réels dangers. La Lorraine était, en effet, un théâtre d'opérations isolé, fermé sauf à l'entrée, d'une structure spéciale et que l'art avait particulièrement renforcé. Il se présentait sous la forme d'un triangle allongé, dont la base, qui formait la frontière commune, était ouverte, et dont les deux côtés étaient la Moselle à l'ouest et la Sarre à l'est, deux obstacles sérieux.

La Moselle le séparait du théâtre de la rencontre du gros des forces, et cette rivière était commandée par la place de Metz Thionville, qui en protégeait les rives à une grande distance. Par là était augmentée la valeur déjà considérable de la barrière existant entre la Lorraine et le théâtre d'opérations du nord. Cette rivière fournissait également, avec la fortification étendue qui l'appuyait, une magnifique base de contre-attaque pour les nombreuses réserves que l'ennemi pouvait à un moment donné prélever sur la masse de ses armées en opérations, et qu'il avait la facilité de transporter rapidement en utilisant les nombreux chemins de fer convergeant sur Metz et Thionville, comme aussi de réunir dans une région entièrement abritée sous le canon de ces places. De là il lui était facile de les lancer dans la bataille de Lorraine, s'il y avait un avantage.

La Sarre, à l'est et au nord, constituait de même une ligne d'arrêt de valeur, soutenue, en arrière et au sud, par la place de Strasbourg et la ligne de la Bruche avec la fortification de Molsheim. Elle pouvait recevoir facilement les réserves d'une grande partie de l'Allemagne dans des conditions d'indiscutable sûreté. Elle formait ainsi une autre ligne de manoeuvre pouvant servir de base de départ à des contre-offensives puissantes.

Entre les deux rivières, vers le centre du triangle, la ligne de la Rotte-Albe, prolongeant celle de la Nied allemande, était depuis plusieurs années organisée et rattachée par la fortification à Thionville. Elle fournissait une solide transversale, autre ligne d'arrêt et de manoeuvre facilement et avantageusement utilisable en combinaison avec les deux premières.

De la côte de Delme, qui marquait l'extrémité des organisations avancées de Metz, jusqu'à la Sarre de Sarrebourg se présentait, sur une étendue de 45

kilomètres, le terrain disponible pour une offensive française. De ce terrain, une grande partie (Sarrebourg-Dieuze, 25 kilomètres) était, sans parler de vastes bois, fortement enchevêtrée de canaux et de grands étangs ; elle était par là d'une défense très facile à l'ennemi. Sur une autre partie (Dieuze-Delme, 20 kilomètres environ), relativement plus découverte, se montraient de nombreux pylônes, établis depuis quelques années, et répartis, depuis la frontière, sur plusieurs kilomètres de profondeur ; c'était là l'indice d'une préparation spéciale de la lutte d'artillerie sur ce terrain.

Comme on le voit, le théâtre d'opérations de Lorraine, étroit par lui-même et hérissé d'obstacles naturels, se montrait réduit par le développement de la fortification. Avec ses positions de flanc et ses lignes de défense transversales qu'appuyaient les vastes places de Strasbourg et de Metz-Thionville, disposant d'un puissant réseau ferré, il constituait, aux mains du commandement allemand, un champ de bataille admirablement préparé pour arrêter l'adversaire avec peu de forces, et au besoin pour lui infliger un échec retentissant par la combinaison d'arrêts de front et de contre-attaques de flanc. Il lui fournissait également et à bon compte un robuste pivot pour la manoeuvre beaucoup plus large de ses armées à la recherche de la grande bataille, dans les plaines relativement ouvertes du nord de la France. Il ne semblait pas indiqué pour le commandement d'en faire la base de départ d'une grosse offensive, car elle aurait à aborder une région particulièrement difficile, et sans chance d'atteindre un objectif décisif.

D'autre part, l'offensive française à la recherche d'une bataille en Lorraine ne pouvait qu'être pleine de réserve. Elle ne trouvait guère, comme terrain praticable à ses opérations, que l'intervalle Delme-Dieuze, d'une vingtaine de kilomètres ; encore fallait-il tenir compte de ses mystérieux pylônes. à l'est de Dieuze, c'étaient la forêt, les étangs, les canaux jusqu'à la Sarre. Elle avait par suite son flanc droit menacé par l'adversaire susceptible de déboucher de la haute-Sarre et de la Bruche. En continuant sa route dans le pays lorrain, elle avait son flanc gauche aux prises avec l'ennemi de la région de Metz et de la Moselle. Dans son étroite zone de marche, elle devait en outre s'attendre à rencontrer des barrières de nature à ralentir sa progression.

C'était une entreprise difficile à réussir, celle qui consistait à s'engager avec deux flancs constamment menacés, qui voyait grandir ce danger à mesure qu'elle progressait, et sans que l'on pût à l'avance prévoir où et quand le succès tactique pourrait mettre un terme au péril grandissant, et parvenir à retourner une situation stratégique allemande assez solidement nouée et assez profondément organisée pour pouvoir à chaque pas renverser nos premiers succès tactiques. En fait, la souricière allemande une fois tendue comme elle l'était en août 1914, pouvions-nous espérer dans un vigoureux élan l'enfoncer malgré sa profondeur de 60 kilomètres et passer au travers pour obtenir des résultats décisifs avant qu'elle ait eu le temps de jouer sur nous ? C'était plus que risqué. Mais il nous suffisait, par une offensive de démonstration à coups répétés, d'obliger l'adversaire à la maintenir tendue pour immobiliser les forces ennemies qu'elle renfermait, par là apporter notre aide à la grande bataille qui devait se livrer ailleurs.

Le 12 août, le général commandant la 2e armée fait parvenir ses ordres concernant les opérations qui doivent être entamées dans la journée du 14. La 2e armée, se couvrant face au nord, doit d'abord agir offensivement en s'étendant à l'est, vers la région d'Avricourt, pour se lier à la 1e armée, et

attaquer ensuite en direction du nord-est à la gauche de cette armée. Cette action doit être exécutée par les 16e, 15e corps et le gros du 20e, dans un dispositif échelonné la droite en avant, le reste de la 2^e armée couvrant l'attaque.

En particulier, le 20e corps aura à marcher contre la crête Donnelay-Juvelize. À sa droite, le 15e corps marchera en direction d'Hellocourt, le 16e corps sur Avricourt, tandis qu'à sa gauche le 9e corps couvrira l'attaque depuis Moncel jusqu'à la Moselle. Enfin, en arrière, le 2e groupe de divisions de réserve (59e et 68e), en cours de débarquement, s'établira, au fur et à mesure de l'arrivée de ses éléments, sur la position préparée à l'est de Nancy.

En exécution de ces instructions, mon corps d'armée débouchera à 7 heures, la 11e division à droite, la 39e à gauche. Il sera couvert par un détachement placé sous les ordres du général Wirbel, et opérant de part et d'autre de la route de Moncel, en liaison avec le 9e corps. Les renseignements recueillis par l'aviation montrent que les allemands poussent activement leurs travaux défensifs aux abords immédiats de la frontière, le long de la route de Metz à Sarrebourg, entre Delme et Maizières.

En fait, les difficultés précédemment exposées de l'offensive entreprise dans cette région n'ont pas échappé au général commandant la 2^e armée. Aussi appelle-t-il l'attention de ses commandants de corps d'armée sur la nécessité d'organiser méthodiquement les attaques en faisant préparer et soutenir chaque bond en avant de l'infanterie par une artillerie puissante. Il leur prescrit, en outre, une ligne à ne pas dépasser en fin de journée.

Le programme ordonné pour le 14 se réalise tout d'abord sans de réelles difficultés. Dans la matinée, les divisions du 20e corps occupent aisément les hauteurs qui dominent la crête frontière. Les avant-postes ennemis qui étaient sur ce front se sont repliés sans combattre. Autant le mouvement en avant du corps d'armée a été facile dans la matinée, autant il devient pénible dans l'après-midi. En se rapprochant de la crête, s'il ne rencontre qu'une infanterie très réservée, il se trouve soumis au feu d'une nombreuse artillerie comprenant beaucoup de pièces lourdes, dont le tir est parfaitement réglé sur les points principaux qui marquent la frontière. Ces pièces ont pu, grâce à leur portée, s'établir à une distance où nos canons de campagne sont impuissants à les atteindre.

Néanmoins, en dépit de ce feu et des pertes qui en résultent, le corps d'armée réussit à atteindre les objectifs qui lui sont assignés. Les éléments de première ligne, quoique canonnés pendant toute la journée, se retranchent sur leurs positions de façon à en assurer la possession contre toute contre-attaque, et à être prêts à en déboucher dans la journée du lendemain. Le quartier général du 20e corps est établi à Serres.

Ici se révèlent déjà la supériorité de l'armement de l'ennemi comme les avantages de l'organisation du terrain qu'il a réalisée sur son territoire. Sans parler du nombre de canons qu'il met en ligne, ses pièces de gros calibre, par une portée supérieure à celle de notre artillerie, commencent et soutiennent la lutte à une distance où elle nous est interdite, et leur tir réglé à l'avance sur des objectifs repérés se montre d'une incontestable justesse. Dès à présent, il apparaît que l'artillerie conditionne l'entrée du champ de bataille avant que toute intervention y soit possible à l'infanterie. Celle-ci n'y peut faire circuler que de faibles détachements. Sa volonté de joindre la ligne ennemie pour l'écraser de

ses feux et l'aborder dans l'assaut se trouve barrée, dès le début, par l'artillerie adverse. Il va falloir combattre cette artillerie avec la nôtre, avant de demander à celle-ci de préparer et d'appuyer l'attaque de notre infanterie. On pouvait s'étonner des révélations qu'allait apporter dans l'art de la guerre la rencontre de deux grandes armées après quarante ans de paix. Avec le temps, on redresserait et on compléterait notre tactique. Une première préoccupation de retenir des troupes par trop allantes et de leur faire préparer avec un grand soin leurs opérations ne pouvait dès à présent échapper au haut commandement. Le 15, l'offensive doit se poursuivre à partir de 4 heures.

Le 20e corps a plus particulièrement comme tâche de couvrir l'attaque du 15e sur Maizières, en maintenant inviolable le front face au nord, et en attaquant Donnelay avec ce qu'il lui restera de forces. Il doit attendre, pour déboucher, que le 15e corps soit parvenu à sa hauteur. Mais, en réalité, ce corps d'armée est immobilisé pour toute la journée. Très éprouvé la veille, obligé de faire relever sa division de première ligne, il rend compte, dans la matinée, qu'il ne sera en état de reprendre l'offensive que dans la journée du 16. C'est donc l'arrêt pour le 20e corps, immobilisation d'autant plus désagréable que l'artillerie allemande dirige sur lui un feu violent et bien réglé de gros calibre.

En dépit de la situation pénible qui résulte de cette attente et des pertes qu'elle entraîne, le 20e corps reste prêt à reprendre l'attaque le lendemain. Aux termes de l'ordre de la 2e armée, l'offensive doit continuer le 16 août sur tout son front.

D'autre part, les premiers enseignements tirés des combats des 14 et 15 août amènent le général commandant la 2e armée à adresser à ses commandants de corps d'armée une note [au sujet de l'attitude à tenir pour attaquer des organisations défensives](#). Il s'agit en l'espèce de conduire méthodiquement la poussée en avant [jusqu'au moment où la solide organisation du terrain conquis ainsi que la préparation minutieuse du tir de l'artillerie permettent de monter des attaques combinées d'infanterie et d'artillerie sur les points dont l'enlèvement a été décidé](#).

J'ai, de mon côté, signalé à mes troupes l'importance primordiale des actions d'artillerie et appelé là-dessus leur attention pour la journée du 16 août. Mais cette journée va avoir une allure toute différente de celle qui a caractérisé les journées précédentes.

Il est près de 7 heures quand la droite du 20e corps se porte en avant. Elle trouve le vide devant elle et s'avance sans recevoir ni un coup de fusil, ni un coup de canon. Les habitants rapportent que les allemands ont commencé à se replier, dès la matinée du 15, dans la direction de Dieuze et que leur mouvement de retraite s'est prolongé toute la nuit suivante. Les quelques prisonniers capturés reconnaissent unanimement les effets démoralisants de notre artillerie de 75. Fait plus étrange, on trouve par endroits des indices d'une retraite précipitée. C'est ainsi qu'une reconnaissance d'officier du 5e hussards signale de nombreux effets et obus abandonnés. Devant cette situation, je presse mes troupes de rechercher activement le contact sur tout le front et de mettre au plus tôt la main sur Donnelay-Juvelize. En fin de journée, le 20e corps est solidement installé sur ces points, sa gauche tenant la Seille dans la région de Château-Salins.

Le 17 août, la 2e armée entame un redressement face au nord en vue de l'offensive ultérieure dans cette direction. Le 20e corps d'armée n'a qu'à s'établir face au nord et à se resserrer sur sa gauche, la droite aux hauteurs sud de

Marsal. Les mouvements résultant de ces directives s'exécutent durant la journée. La pluie, qui n'a cessé de tomber depuis le 16, persiste toute la journée du 17 et rend très pénibles les déplacements des troupes. à la nuit tombante, les têtes du 20e corps, qui a dû se resserrer sur sa gauche, se présentaient face au nord sur les hauteurs sud de la Seille, entre Marsal et Chambrey. Pendant la journée, le 5e hussards, après un engagement avec un parti allemand, a occupé Morville-Lès-Vic et Château-Salins. Dans la journée du 18, la 2e armée achève son redressement et prépare son débouché vers le nord.

Ces dispositions préparatoires réalisées, l'offensive doit être reprise à partir du 19 août, et elle doit être reprise vigoureusement, en manière de poursuite, car, aux termes de l'instruction numéro 3 de l'armée en date du 18 août :

L'ennemi cède devant nous ; en particulier il a abandonné Sarrebourg et Château-Salins. dans l'intérêt général il faut le poursuivre avec toute la vigueur et la rapidité possibles. le général commandant la 2e armée compte sur l'énergie, sur l'élan de tous pour atteindre ce résultat. Il invite les commandants de corps d'armée à inspirer à leurs troupes cet état d'âme différent de l'esprit de méthode qui s'impose vis-à-vis d'organisations défensives préparées. dans le même ordre d'idées, les éléments lourds, qui retardent la marche, seront rejetés en queue des colonnes, jusqu'au moment où leur entrée en action deviendra nécessaire.

L'exécution est réglée par l'ordre du même jour :

Demain 19, l'armée poursuivra son offensive en vue d'atteindre le front Sarrebrück, Pont-à-Mousson. Les têtes des gros franchiront à 8 heures la ligne Seille, canal des salines, et ne dépasseront pas, en fin de journée, la ligne marquée par l'Albe en aval de Lening prolongée par la ligne Virmingen, Morhange, Baronville. Le 16e corps d'armée, tout en couvrant l'armée vers l'est, se portera en direction générale de Lening, Saint-Avold. Le 15e corps d'armée attaquera en direction générale de Rodalbe, Pont-Pierre. Le 20e corps d'armée débouchera à l'ouest de Marsal inclus en direction générale de Château-Salins, Faulquemont. Le groupe des divisions de réserve couvrira le flanc gauche de l'armée dans la direction générale de Metz. Au fur et à mesure de sa progression, il s'établira face au nord-ouest pour être en état de résister à toute offensive débouchant de Metz. Le 18e corps d'armée a cessé, à la date du 17, de faire partie de la 2e armée. Le 9e corps d'armée est mis à la disposition du commandant en chef.

La disparition de ces deux corps d'armée réduisait considérablement les forces, et par suite les possibilités de la 2e armée. Pour protéger son flanc gauche en particulier, elle ne disposait plus que du groupe de divisions de réserve appelé à s'étirer sur plus de cinquante kilomètres, suivant la progression de l'armée. C'était là une protection plus que précaire, inexistante en quelque sorte. Le haut commandement devait certainement avoir des renseignements très sérieux pour entreprendre dans de telles conditions une marche en avant qu'il cherchait à hâter, et à laquelle il donnait des objectifs aussi lointains que la route de Pont-à-Mousson à Sarrebrück.

C'était la première réflexion que m'inspirait la lecture de ces instructions. Les événements auxquels la 2e armée avait pris part jusqu'à présent ne constituaient

pas à mes yeux une importante rencontre avec l'ennemi, de nature à lui imposer une forte retraite, encore moins à entraîner sa désorganisation.

On n'avait eu que des engagements d'artillerie. Pour que la 2e armée, réduite comme elle venait de l'être, encore plus faiblement gardée vers Metz, entreprît, dans une région dont nous avons vu les dangers et sur des objectifs si lointains, la marche à vive allure recommandée le 18, il fallait évidemment, pensais-je, que l'on eût reçu en haut lieu des informations particulières de nature à justifier l'entreprise.

Quoi qu'il en soit, et conformément à ces instructions, je donne ordre au 20e corps de marcher contre le front Baronville, Morhange, la 11e division visant le front Morhange, signal de Baronville, la 39e division visant Baronville et le signal de Marthil. Le corps d'armée reste couvert à gauche par le détachement Wirbel assurant la liaison avec la 68e division de réserve.

Le 19, un peu après 8 heures, je suis installé à mon poste de commandement sur la route de Vic à Château-Salins. Dans la matinée, à droite, la 11e division ne rencontre d'autres difficultés que celles dues au terrain boisé qu'elle a devant elle, mais elle éprouve de ce fait un assez grand retard ; à gauche, la 39e division et le détachement Wirbel progressent beaucoup plus facilement. D'après les habitants, la région de Delme aurait été évacuée par l'ennemi, mais dans la région de Baronville il y aurait des forces plus importantes.

À 14 heures, au moment où la 11e division débouche de la petite-Seille, elle tombe sous un feu d'artillerie violent et bien réglé ainsi que sous des tirs de mitrailleuses ; elle subit des pertes assez sérieuses. Manoeuvrant alors par les fonds qui sont à sa gauche, elle réussit à pousser jusqu'à Pévange, où elle se retranche à la nuit tombante. Là s'arrêtent pour la journée ses progrès.

Pendant ce temps, la 39e division lance un régiment sur Baronville et un régiment sur Marthil et le signal de Marthil. Ces régiments ne tardent pas à être en butte à une très forte artillerie ennemie ; ils progressent néanmoins, et, à 16 h. 30, le 160 e est au sud du signal de Baronville, tandis que le 153e a enlevé Marthil et le signal de Marthil ; le détachement Wirbel a largement dépassé la forêt de Château-Salins.

Il ne semble pas possible que les objectifs assignés au 20e corps puissent être entièrement atteints dans la journée. Les troupes d'infanterie ont été éprouvées par l'artillerie ennemie ; il sera nécessaire de les remettre en main avant d'aborder la forte position de Morhange, Baronville, comme aussi de faire une sérieuse préparation d'artillerie, toutes choses qui nécessitent un délai dont on ne disposerait pas dans la soirée. D'autre part, la 11e division, à qui reviendrait l'effort principal, est obligée de distraire une partie de ses forces pour couvrir son flanc droit encore découvert. Le 15e corps, en effet, est loin d'avoir réalisé la même avance que le 20e ; sa gauche en particulier n'a pu déboucher de la forêt de Bride et Koking.

Aussi, dès 16 h. 30, ai-je donné à la 11e division l'ordre d'assurer son flanc droit par une occupation solide du haut de Koking. Cette disposition répond d'ailleurs à l'ordre particulier que le général commandant la 2e armée m'adresse à 17 h. 20 :

Le général commandant l'armée prescrit au général commandant le 20e corps d'armée de faire appuyer la fraction de la 30e division engagée sur les débouchés nord de la forêt de Bride et Koking. Le 20e corps d'armée fera garder cette nuit la route de Conthil à Dieuze.

La journée se termine dans ces conditions. Avant de quitter mon poste de commandement de Burlioncourt, je donne les instructions nécessaires pour le stationnement de la soirée et la conduite à tenir jusqu'au lendemain. Puis je regagne mon quartier général établi à Château-Salins, tandis que les troupes s'organisent sur le terrain conquis. En résumé, le corps d'armée, après avoir exécuté sans difficulté une grande partie de sa marche, est parvenu à une vingtaine de kilomètres de sa base de départ, la Seille. Arrivé devant les hauteurs de Marthil, Baronville, Morhange, il a été accueilli par des feux violents d'artillerie et de mitrailleuses qui lui ont fait éprouver des pertes sans briser son élan, et sans l'empêcher d'occuper Marthil et le signal de Marthil.

Établi comme il l'est en fin de journée, disposant encore de six bataillons réservés, il se trouve en bonne situation pour aborder le lendemain les hauteurs qu'il a à conquérir, à la condition d'y associer puissamment son artillerie. Encore faut-il qu'il ait sa droite assurée par des progrès du 15e corps analogues aux siens, et son flanc gauche soigneusement gardé. Cette dernière tâche a été assignée au groupe des divisions de réserve qui ne relève pas de mon commandement, et dont la division la plus avancée se trouve sensiblement en arrière de l'aile gauche du 20e corps. Dans la soirée du 19 au 20, je ne reçois aucune instruction ni information de la 2e armée, et, ne voyant rien venir, je me borne à rester dans l'esprit de ses ordres du 18. C'est ainsi que j'ordonne de Château-Salins, à une heure avancée de la nuit, de reprendre l'attaque à 6 heures. Mais, quand cette heure viendra, des événements nouveaux auront déjà modifié la situation au point que l'attaque ne sera pas entreprise.

En réalité, au lieu d'une simple marche en avant, c'était une bataille générale que la 2e armée avait, dans la journée du 19, engagée sur tout son front contre un ennemi soigneusement établi. Les progrès à sa droite avaient été moins sensibles qu'au 20e corps. Le 16e corps s'était trouvé dans l'impossibilité de déboucher au nord du canal des salines, et, comme on l'a vu, la gauche du 15e était arrêtée dans la partie sud de la forêt de Koking. Ces deux corps d'armée étaient donc bien loin d'approcher des points qui marquaient, dans l'ordre du 18, les terminus de leur marche pour la journée du 19.

Aussi le commandant de la 2e armée avait-il établi pour le 20 un nouvel ordre prescrivant aux 15e et 16e corps de combiner étroitement leur action à partir de 5 heures, en vue de rejeter l'ennemi à la voie ferrée Bendsdorff-Sarrebourg, et au 20e corps de s'installer sur le terrain conquis, tandis que le groupe de divisions de réserve aurait à assurer sa résistance face à Metz. Cette dernière tâche était incontestablement lourde et difficile pour des troupes de formations et de moyens réduits, en artillerie notamment. Ici commencent à s'accroître les dangers d'une marche à proximité de la place de Metz, sur un terrain méthodiquement organisé pour la défensive, abondamment pourvu de voies ferrées comme de quais de débarquement, et qui était d'un emploi familier à l'ennemi.

En tout cas, je rends compte, le 20 à 5 h. 15, au commandant de l'armée, que le 20e corps est resté dans la nuit sur ses emplacements, et qu'il compte reprendre ses attaques à 6 heures. Toujours soucieux de la sécurité de mon flanc droit et de l'aide à donner au 15e corps, je prescris à la 11e division, dès 6 heures, de renforcer l'occupation des hauteurs de Koking pour en assurer la possession indiscutable, ajoutant qu'une des missions essentielles du 20e corps est d'appuyer la gauche du 15e. Si dès maintenant ce détachement peut entrer en action, comme il est prescrit, il remplira efficacement sa mission en intervenant

par son feu dans la direction de Bourgaltroff. Mais à ce moment déjà se fait sentir l'influence des actions entreprises par l'ennemi. En réalité, toute la nuit, un important mouvement de trains s'était fait entendre dans la région de Han-Sur-Nied, indice d'arrivée de gros renforts ennemis ; cela allait être bientôt de leur part une attaque générale de front et de flanc.

Dans la matinée du 20, avant le lever du jour, de nombreux groupes ennemis, ayant refoulé les avant-postes du détachement Wirbel, attaquent ses positions. Une forte artillerie allemande vient joindre son action à celle des hauteurs de Marthil et de Baronville pour frapper de flanc et de front sur la tête de la 39e division. Sous cette action, le détachement Wirbel est rejeté sur les lisières de la forêt de Château-Salins. L'offensive allemande, précédée d'un fort bombardement d'artillerie, ne tarde pas d'ailleurs à embrasser le front de la 39e division, qui, soumise à de puissantes attaques débouchant vers 5 h. 30, se voit arracher Marthil et le Signal. Deux groupes de son artillerie sont mis hors de combat. La division doit se replier sur Château Bréhain, Bréhain.

La 11e division est par là enrayée dans ses projets d'offensive sur Morhange. Elle a d'ailleurs subi, dès le jour, de fortes attaques, dans lesquelles elle a perdu Conthil. Mais nos troupes se maintiennent, notre artillerie arrêtant le débouché de l'infanterie ennemie. Plus à droite, le détachement de Haut De Koking est également attaqué, depuis 5 heures, par des forces de toutes armes venant de l'est comme des lisières nord de la forêt de Bride et Koking. Il perd un peu de terrain, mais tient ferme.

En résumé, vers 7 heures du matin, l'ennemi a repoussé la 39e division qui a dû se replier pour s'établir à nouveau ; il a été contenu sur l'ensemble du front de la 11e division, dont la droite est en état d'intervenir au profit du 15 e corps. Ce dernier, contre-attaqué sur tout son front, est en effet dans une situation critique, et le général commandant la 2e armée m'adresse à 7 h. 15 l'ordre suivant :

Une forte offensive ennemie débouche de la forêt de Bride et Koking dans le flanc de la 30e division. Attaquez immédiatement vers Lidrezing pour enrayer cette offensive et dégager le 15e corps d'armée.

Dans ces conditions générales et pour répondre en outre à cette demande, je prescris à mes troupes de se maintenir solidement sur la défensive en leurs emplacements actuels, et je fais organiser en arrière une ligne de résistance passant par Château Bréhain, Dalhain, bois d'Haboudange, Haut De Koking, sur laquelle mes réserves sont acheminées. En même temps, le détachement de Haut De Koking renforcé reçoit l'ordre d'attaquer immédiatement au profit du 15e corps.

Cependant des événements dignes de retenir l'attention se produisent sur mon flanc gauche. L'ennemi a débordé la gauche du détachement Wirbel et pénétré dans le bois de Viviers. Vers 10 heures, il contraint la 68e division de réserve à abandonner à son tour Faxe et Viviers, et à se replier sur Laneuveville-En-Saulnois. Bientôt son attaque s'étend jusqu'à la route de Delme à Château-Salins, marchant vers cette dernière localité. De ce côté, non seulement le flanc, mais aussi les communications du 20e corps peuvent être menacés.

Des événements d'une plus grande portée se sont en même temps produits sur le front des 15e et 16e corps, à la suite de l'attaque générale entreprise par l'ennemi. Ils ont déterminé le commandant de l'armée à faire reculer, dès 7 h.

15, la division de queue du 16e corps d'armée. La gauche du 15e corps, abordée par une forte offensive ennemie débouchant de la forêt de Bride et Koking, a été rejetée, entraînant dans son recul sa droite et la gauche du 16e corps très éprouvée. Dans ces conditions, le commandant de la 2e armée ordonne, à 10 h. 10, un mouvement de retraite générale prescrivant :

Au 15e corps de venir s'établir sur le front Marsal, Marimont ; au 16e corps de prendre comme direction de repli Maizières et Réchicourt-Le-Château ; au 20e corps de refuser son aile droite pour s'appuyer sur la Seille à Marsal, et tenir le front Marsal, Hampont, Amelécourt, Fresnes-En-Saulnois, Jallaucourt.

Cet ordre, en me parvenant, me procure une entière surprise, car, si j'ignore à ce moment l'étendue des difficultés qu'ont rencontrées à ma droite les 16e et 15e corps, comme aussi l'avance à ma gauche de l'attaque allemande à la route de Delme, je sais qu'à la fin de la matinée mon 20e corps est solidement amarré aux lisières nord de la forêt de Château-Salins, qu'il soutient la lutte avantageusement au nord de la ligne de résistance occupée par ses réserves, qu'à sa droite il organise une offensive de dégagement au profit du 15e corps d'armée. Sur l'ensemble de son front, le tir de l'artillerie allemande, lourde et de campagne, établie sur les hauteurs de Morhange, Baronville, Marthil, a perdu beaucoup de son efficacité et de sa puissance par l'accroissement de la distance ; il est difficile à cette artillerie de descendre de ses positions. L'attaque de l'ennemi ne fait plus de progrès. On ne peut douter de maintenir le corps d'armée sur les emplacements qu'il occupe en ce moment, malgré leur étendue de plus de 15 kilomètres.

Mon intention était tout d'abord de consolider mes troupes dans leur situation présente, d'arrêter l'ennemi sur les positions dont on poursuit l'organisation méthodique, et d'y reprendre ensuite la lutte, après avoir assuré la liaison avec le 15e corps à ma droite et la sécurité sur mon flanc gauche, quand survient l'ordre du commandement, daté de Maizières, bientôt suivi d'une autre instruction, datée d'Arracourt 11 h. 45, et portant que :

Dans le cas où la 2e armée serait obligée de céder, elle se retirerait sur les directions suivantes : le 16e corps en direction générale de Lunéville en s'appuyant sur le fort de Manonviller et la forêt de Parroy ; le 15e corps en direction générale de Dombasle ; le 20e corps en direction générale de Saint-Nicolas, Laneuveville, le groupe des divisions de réserve occuperait les ouvrages fortifiés du Couronné de Nancy. Tous les trains, parcs ou convois seraient poussés sur la rive gauche de la Meurthe. Les deux instructions sont évidemment inspirées d'une connaissance plus complète de la situation générale de l'armée, notamment des corps d'armée autres que le 20e.

Ces corps ont eu à subir de très fortes attaques, qui ont déterminé un repli marqué au sud de la région des étangs. Pour me conformer à l'ordre de l'armée de 10 h. 10, j'ordonne, à 11 h. 45, le mouvement de mes divisions vers le front fixé. Au moment où cet ordre leur parvient, je reçois une nouvelle instruction de l'armée, portant :

La mission générale du 20e corps d'armée est de couvrir la retraite de la 2e armée en se maintenant le plus longtemps possible sur la tête de pont de Château-Salins. La 68e division de réserve est mise sous ses ordres.

Rien n'est à changer aux prescriptions données antérieurement au 20e corps et qui sont en voie d'exécution. Je les complète seulement en adressant un ordre particulier à la 68e division de réserve.

Grâce aux mesures de détail prises par les commandants de division, le repli par échelon des 11e et 39e divisions s'exécute sans difficultés et en bon ordre, toujours couvert à gauche par le détachement Wirbel.

Quant à la 68e division de réserve, elle sera remise, à 16 h. 50, par le commandant de l'armée à la disposition du groupe de divisions de réserve, pour être employée à la défense de la position fortifiée de Nancy.

Vers 14 heures, je transporte mon poste de commandement sur la crête du bois de la Géline, où j'ai établi l'artillerie lourde du corps d'armée dont je dispose. Je reste en ce point jusqu'à l'entrée de la nuit et je me rends alors à mon quartier général de Moyenvic, après avoir adressé les instructions suivantes aux troupes :

- i) le 20e corps d'armée doit tenir en fin de journée le front Marsal, Harraucourt-Sur-Seille, lisière nord du bois de la Géline, Château-Salins, Amelécourt, relié à droite avec le 15e corps d'armée qui tient Mulcey et à gauche avec la 68e division de réserve qui tient Fresnes-En-Saulnois et Jallaucourt.
- ii) dès ce soir on se protégera sur la ligne ci-dessus indiquée, de manière à en assurer ce soir et demain la possession contre toute attaque.

Ces prescriptions sont à peine établies et envoyées à mes troupes que me parvient l'instruction de l'armée, datée d'Arracourt, 16 heures, et portant :

Sous la protection d'arrière-gardes établies sur la ligne générale : Maizières, Marimont, Donnelay, Juvelize, Marsal, Hampont, Fresnes-En-Saulnois, la 2e armée se dérobera pendant la nuit pour reconstituer ses éléments les plus éprouvés. Chaque corps d'armée s'établira dans la zone indiquée par l'ordre 28 et s'organisera, prêt à recueillir ses arrière-gardes, sur la ligne : Moussey, bois de la Garenne, bois du Haut-De-La-Croix, crête de Juvrecourt, lisière nord de la forêt de Bezange et cours de la Seille rive gauche. Le 20e corps d'armée fera sauter les ponts de la Seille dès que ses derniers éléments seront passés. Les gros reflueront : ceux du 16e corps d'armée dans la région du fort de Manonviller, Crion, Sionviller ; ceux du 15e corps, région de Harraucourt ; ceux du 20e corps sur la région de Cercueil, Pulnoy.

Rien ne fait prévoir au 20e corps d'armée la difficulté de maintenir les arrière-gardes et les avant-postes en place. La facilité même avec laquelle s'effectue le repli de nos troupes faiblement suivies témoigne que nous pourrions tenir toute la nuit et au besoin la journée du lendemain. Dans ces conditions, les troupes vont commencer leur établissement pour la nuit, en vue de rester dans la mission générale du 20e corps qui est de couvrir la retraite de la 2e armée, en se maintenant le plus longtemps possible sur la tête de pont de Château-Salins. Mais bientôt, de Nancy, où il a installé son quartier général, le commandant de la 2e armée me fait savoir, à 21 h. 45 :

Le 15e corps d'armée très éprouvé ne paraît pas en état de tenir à votre droite. En conséquence j'estime qu'il vaut mieux que vous profitiez de cette nuit pour vous dérober.

Comme on le voit, à mesure que le temps passe, le commandant de l'armée, mis au courant de la situation de certaines de ses troupes, accentue son idée de repliement général de l'armée. Les dangers et les difficultés que présentait une offensive française en Lorraine lui ont apparu dès la matinée du 20 août, quand il a vu la 2e armée incapable d'avancer et la 1ere armée arrêtée à Sarrebourg. Il a compris la nécessité de changer d'attitude, et d'envisager tout d'abord la défensive. Après avoir brusquement rompu l'action dans la matinée du 20, il va poursuivre l'idée d'établir son armée réorganisée derrière une solide ligne de défense. Il en repartira pour entreprendre une tâche dans ses moyens. Je prends alors mes dispositions pour ramener le 20e corps au sud de la Seille.

Les troupes du corps d'armée viennent à peine d'atteindre sur cette rivière les cantonnements qui leur ont été assignés dans l'après-midi du 20, quand ce dernier ordre les touche. Elles sont remises en mouvement aussitôt. Malgré une marche longue et pénible de nuit, succédant à deux journées de violente bataille, les gros parviennent au sud de la forêt de Bezange, au petit jour, le 21 vers 4 heures, et avant 5 heures les avant-postes sont de nouveau prêts à résister sur le front qui leur a été ordonné.

L'histoire écrite aujourd'hui du côté allemand établit que l'attaque du 2 août 1914 fut menée par : la garnison de Metz (33e division de réserve et 53e brigade de landwehr) en direction de Nomény ; la 10e division d'ersatz, marchant de Romilly sur la côte de Delme ; le IIIe corps d'armée bavarois, marchant de Han-Sur-Nied, Vatimont, Lesse (couvert par la 8e division de cavalerie et la division de cavalerie bavaroise), sur Hannocourt, Oron, Château-Bréhain ; le IIe corps d'armée bavarois, marchant de Baronville et Morhange, sur Hampont, Wuisse, qui avaient frappé sur le groupe de divisions de réserve et le 20e corps ; tandis que XXIe corps d'armée, marchant de Nездorff sur Dieuze, Rohrbach, le Ier corps d'armée de réserve bavarois sur Bisping, le Ier corps d'armée bavarois sur Langatte, avaient frappé sur nos 15e et 16e corps d'armée.

La rencontre ne pouvait être que très rude pour la 2e armée lancée avec ses trois corps dans un pays difficile, fortement et défensivement organisé. Elle n'avait, face à Metz, qu'une simple flanc-garde empruntée à trois divisions de réserve, en partie immobilisées et déjà largement étendues. Dès la matinée du 20, le général commandant la 2e armée avait justement apprécié la situation, mesuré tout le danger. Il ne pouvait qu'arrêter l'offensive.

Chapitre III — Le 20e corps pendant la retraite de la Meurthe et la contre-offensive, 21-28 août 1914.

La retraite derrière la Meurthe, 21 au 23 août. – l'offensive du 20e corps au nord et au sud du Sanon, 24, 25 août. – l'attaque d'ensemble de la 2e armée sur les communications de l'adversaire, 26 août. – le général Foch quitte le 20e corps pour un autre commandement, 28 août. – conclusion sur les opérations en Lorraine.

La belle attitude du 20e corps d'armée à la bataille et durant la retraite de la veille me laisse toute confiance pour l'exécution de la mission dont j'ai la charge. D'ailleurs, non seulement l'ennemi n'a exécuté aucune poursuite dans la journée du 20, mais tout contact est perdu par nos arrière-gardes dans la matinée du 21. Cependant, le général commandant la 2e armée prend, dès la matinée du 21, la décision de replier les gros de son armée derrière la Meurthe ; les 16e et 15e corps d'armée en première ligne, avec leurs avant-gardes maintenues à l'est de la rivière ; le 20e corps d'armée formant réserve dans la région de Saint-Nicolas. L'armée sera protégée, à son aile gauche, par la position du Grand-Couronné, que tiendront les 59e et 70e divisions de réserve, renforcées par une partie du 9e corps d'armée.

Les allemands ne manifestant pas la moindre activité pour les retarder ni même les inquiéter, les mouvements s'effectuent avec le plus grand ordre et dans un calme absolu. Dans la soirée, je vois moi-même le commandant de l'armée à son quartier général de Nancy, et, après lui avoir témoigné de l'excellent moral de mon corps d'armée, je rentre à Saint-Nicolas.

Le 22 au matin, le 20e corps est réuni dans la région de la Meurthe, la 11e division d'infanterie à Saint-Nicolas, Varangéville, la 39e division à Art-Sur-Meurthe, Lenoncourt. Il ne doit pas, en principe, faire mouvement dans la journée du 22, mais, étant en réserve d'armée, il doit prendre ses dispositions pour satisfaire à tout ordre.

Or, dès 5 h. 30, le 15e corps d'armée ayant fait connaître qu'en raison de l'état de fatigue de ses troupes, il ne lui paraît pas possible de résister à une attaque ennemie sur la rive droite de la Meurthe, le général commandant la 2e armée invite le commandant du 20e corps à envoyer à Flainval et Anthelupt une avant-garde qui se substituera à celle du 15e corps.

En conséquence, je prescris à la 11e division d'y porter immédiatement une brigade et un groupe de son artillerie. Cette brigade occupe, un peu avant midi, la position prescrite. Dans la soirée, elle est attaquée par une brigade bavaroise, débouchant de Crévic, qui tente à quatre reprises de s'emparer des hauteurs de Flainval. Mais elle maintient l'occupation de sa ligne, permettant ainsi au 15e corps de retirer ses troupes.

À 23 heures, sa mission terminée, le commandant de la brigade reçoit l'ordre de se replier en faisant sauter les ponts de la Meurthe. Le général commandant la 2e armée a, en effet, résolu de reporter toutes ses forces sur la rive gauche de la Meurthe, et d'y prolonger le front de résistance du Grand-Couronné de Nancy. Le 23, à 3 heures, tous les éléments du 20e corps sont repassés à l'ouest de la rivière. Le quartier général est à Manoncourt-En-Vernois. La retraite de la 2e armée s'arrêtait à la Meurthe et aux positions du Grand-Couronné de Nancy. En arrière de cette ligne de résistance d'une valeur incontestable, les troupes

allaient pouvoir se réorganiser et se reposer sans doute. La 2e armée se voyait, en outre, renforcée de deux nouvelles divisions de réserve. D'ailleurs, en raison de notre prompt rupture du combat, dans la matinée du 20, et de l'absence de poursuite de l'ennemi dans cette journée comme dans celle du 21, il n'y a eu ni décision au profit de ce dernier, ni désorganisation à notre détriment. Par suite, les conséquences de notre échec sont réparables et nous pouvons envisager dans de bonnes conditions la reprise de nos opérations. La conduite de l'ennemi principalement va en fixer la nature comme le moment.

En face du 20e corps, l'ennemi atteint maintenant les hauteurs de la rive droite de la Meurthe. Dans la journée du 23, il s'emploie surtout à installer ses batteries, à creuser des retranchements, et ne manifeste son activité que par deux attaques partielles qui échouent sous les feux de l'artillerie du 20e corps.

La journée du 23 n'a pas été perdue par la 2e armée ; ses unités ont eu la possibilité de se reformer et de s'organiser sur leurs positions. Le général De Castelnau peut, par suite, disposer d'une masse de manoeuvre dont les circonstances vont bientôt fixer l'emploi. Le 23, dans la soirée, le général commandant la 2e armée prescrit à la gauche de son armée de se tenir prête à attaquer, si les circonstances le demandent.

Le 24, au milieu de la journée, ayant appris que des forces ennemies évaluées à deux corps d'armée au moins défilent du nord au sud en direction de Lunéville, prêtant ainsi le flanc droit à la direction de Nancy, il ordonne au groupe de divisions de réserve et au 20e corps d'attaquer en direction de l'est. L'attaque du 20e corps, bien appuyée par l'artillerie, progresse sans encombre et atteint, à 18 heures, les hauteurs de Flainval et du bois de Crévic sur lesquelles je l'arrête. La manoeuvre exécutée par l'ennemi dans la journée du 24 a dévoilé clairement ses intentions. Ayant poussé le gros de ses forces sur Lunéville, il a pris dès à présent comme direction la trouée de Charmes.

Pour déjouer ce plan, le général commandant la 2e armée décide, pour le 25, tout en maintenant l'ensemble de son front, d'attaquer violemment par sa gauche, pour atteindre la route Arracourt, Einville, Lunéville, qui paraît être la ligne de communication de l'ennemi. Sa droite agira en liaison avec la 1re armée. L'attaque de gauche incombe au 20e corps et au groupe de divisions de réserve. Dès les premières heures de la matinée, la 39e division, en liaison avec la 70e division de réserve, se porte à l'attaque au nord du Sanon et rejette l'ennemi des hauteurs à l'ouest du bois d'Einville. Vers midi, le 15e corps ayant progressé de façon sensible à sa droite, je donne l'ordre à la 11e division d'attaquer à son tour au sud du Sanon. La lutte est violente ; les quatre régiments de la division y sont engagés dans de durs combats et se rendent maîtres des hauteurs d'Anthelupt et de Vitrimont.

Pendant ce temps, l'ennemi accentue la résistance au nord du Sanon, où ses communications sont directement menacées. Il y accumule des troupes nombreuses. La lutte est des plus violentes pour la 39e division d'infanterie, à l'ouest du bois d'Einville. Sa droite est rejetée sur le bois de Crévic, qui devient le théâtre de combats acharnés et tombe vers 17 heures aux mains de l'ennemi. Sa gauche est dans une situation plus précaire encore du fait des épreuves infligées à la 70e division de réserve. Découverte à la fois sur sa droite par la perte du bois de Crévic, et sur sa gauche par le fléchissement de la 70e division de réserve, la 39e division exécute en bon ordre, à partir de 18 heures, un léger repli. En définitive, la journée du 25 août a été dure pour le 20e corps d'armée. Avec des alternatives variées il a livré une bataille des plus sérieuses et des plus

vives. Il a donné un violent coup de boutoir dans le travers des entreprises ennemies.

Si les progrès réalisés n'ont pas été sensibles sur tout son front, ce sont des forces très importantes de l'ennemi qu'il a appelées sur lui, et auxquelles il a tenu tête. N'auront-elles pas fait défaut là où il s'agissait de percer, sur la route de Charmes ? S'il n'a pas été obtenu de décision, sans doute l'on doit attendre de son action des conséquences sérieuses pour l'opération de l'armée, **à la condition que ses troupes maintiennent l'ennemi sous la menace d'une nouvelle attaque et restent prêtes à entamer immédiatement la poursuite déjà commencée par la droite de l'armée et le corps de cavalerie.** C'est ainsi que je m'exprimais au soir du 25 août, alors que je connaissais les résultats d'ensemble obtenus par la 2e armée, dont les corps de droite ont réalisé une avance importante.

Les dispositions ordonnées par la 2e armée, pour la journée du 26, visent l'exploitation du succès obtenu la veille par son aile droite. Le général De Castelnau donne l'ordre de poursuivre l'offensive et de la pousser jusqu'à l'extrême limite des forces. Le 20e corps d'armée a pour direction générale Valhey, Bezange-La-Petite. Ses troupes, **malgré le gros labeur déjà fourni et les pertes subies, sauront encore donner l'effort indispensable pour obtenir la victoire.** Le 26 à 5 h. 30, de mon poste de commandement, je donne à mes deux divisions d'infanterie l'ordre de se mettre en marche **dès que les possibilités de l'ennemi le permettront**, la 11e division sur Einville, la 39e division sur le bois de Crévic, Valhey.

À 7 heures, les divisions donnent l'ordre d'attaquer. La 11e division agira entre la route de Nancy et le Sanon, faisant son effort principal sur les hauteurs de Friscati qui dominent Lunéville. Par suite d'un retard dans la préparation d'artillerie, l'attaque ne peut être déclenchée qu'à 12 h. 15. Elle progresse d'abord favorablement, dépasse Vitrimont. Le 69e s'engage résolument vers le signal de Friscati et prend pied sur les pentes. Mais à ce moment, il est 13 h. 45, ce régiment, qui cherche à déboucher du signal, est pris à partie par un feu violent d'infanterie et d'artillerie, que l'artillerie de la 11e division ne parvient pas à maîtriser. Durant trois heures, toutes les troupes de la 11e division sont soumises au bombardement des batteries allemandes et ne gagnent que peu de terrain. Par suite, la situation du 69e sur le signal de Friscati ne laisse pas d'être précaire. Il réussit néanmoins à s'y maintenir.

Tandis que la 11e division livre ces combats au sud du Sanon, la 39e, dont les troupes sont très fatiguées par les journées précédentes, progresse lentement, et, à la nuit, elle n'a pas pu faire mieux que de s'installer à l'est du bois de Crévic, la droite au Sanon. De même, par suite de l'état de fatigue et des pertes subies précédemment, les 15e et 16e corps ne sont pas en état d'entamer une poursuite sévère. En fait, les efforts incessants et le manque de sommeil se font durement sentir. Néanmoins, en dépit d'une fatigue extrême, le moral du 20e corps demeure excellent, et son attitude sous le feu a été en tous points remarquable durant la journée du 26.

La bataille, qui dure depuis plusieurs jours, et la crise de l'offensive allemande marchant à la Moselle de Charmes ont atteint leur limite sur tout le front de la 2e armée ; la poussée de l'ennemi vers le sud est arrêtée, et il a dû engager une très forte action pour garder ses communications, en particulier la route de Lunéville à Einville, contre les vigoureuses attaques du 20e corps. Il s'agit, malgré la fatigue de nos troupes, d'accentuer le retournement de la fortune. Cela va être la tâche des jours suivants.

Toutefois, la situation avancée de la 2e armée par rapport à la gauche de la 1ère permet au général De Castelnau de marquer, pendant vingt-quatre heures, un temps d'arrêt dont les troupes vont profiter pour prendre quelque repos. Il prescrit, en conséquence, que la journée du 27 sera consacrée à s'établir solidement sur le terrain conquis et à reconstituer les unités en vue d'une offensive ultérieure.

Le 28 août, la 2e armée doit reprendre l'offensive en direction générale du nord. Le 20e corps a pour mission d'appuyer l'action du 15e qui attaque sur Lunéville et d'assurer son débouché au nord de cette ville. Dans ce but, la droite de la 11e division reçoit l'ordre d'attaquer à 8 heures sur les hauteurs de Friscati pour en rejeter l'ennemi vers le nord. Mais, par suite de retard au passage de la Meurthe, c'est à midi seulement que son attaque pourra avoir lieu. Le signal de Friscati sera pris dans la journée.

À ce moment j'aurai quitté le 20e corps d'armée, le général commandant en chef m'ayant donné l'ordre de me rendre au grand quartier général pour y recevoir un nouveau commandement. À mon poste de commandement d'Hudiviller, à 12 heures, je me sépare de mes troupes, laissant au commandant de la 11e division, le général Balfourier, le commandement du corps d'armée. J'emène avec moi le lieutenant-colonel Weygand, du 5e hussards. Il va me servir de chef d'état-major pendant toute la guerre, dans les commandements successifs que je serai appelé à exercer.

Ce n'est pas sans une émotion profonde que je m'éloigne des vaillants régiments du 20e corps d'armée. Dans mon ordre d'adieu, je leur rappelle les efforts glorieux des journées précédentes, et comment ils n'ont jamais battu en retraite que sur un ordre formel du haut commandement. J'arrive à Vitry-Le-François, à 18 heures, retrouver le général Joffre.

Les impressions que j'emportais des rencontres de Lorraine, après ce premier mois de guerre, étaient très nettes. Malgré une indiscutable supériorité d'effectifs et de matériel, notamment en artillerie lourde, le flot de l'invasion a été arrêté, obligé même à reculer. L'élan de l'offensive allemande a été brisé. Grâce à la valeur morale de notre soldat et de notre corps d'officiers, c'est toujours avec calme et résolution que nous avons partout affronté et sévèrement traité l'ennemi.

Si nous n'avons eu ni un Saalfeld ni un Iéna, nous avons évité les Wissembourg, les Froeschwiller, et commençons d'aller de l'avant. Si nous n'avons pas battu l'aile gauche des armées allemandes, nous l'avons réduite à l'impuissance et au repliement.

L'adversaire avait une avance redoutable dans les moyens de la guerre qu'il préparait depuis de nombreuses années. Sur le théâtre particulier de la Lorraine, il a vu son élan, malgré cela, rompu et sans qu'il ait obtenu aucune décision. Il n'a pu imprimer aux événements la marche rapide et victorieuse qu'il attendait d'une incontestable supériorité de moyens. Il a vu échouer ses entreprises, il a été contraint de se replier.

Sa victoire finale s'annonce aujourd'hui comme partie remise. L'exploitation judicieuse des qualités de l'armée française par notre haut commandement n'ouvre-t-elle pas, dès à présent, sur l'ensemble du front, la possibilité d'arrêter les tentatives ennemies et de lui disputer une victoire définitive qui ne peut sortir pour lui que de la supériorité momentanée de ses moyens, dans une offensive menée tout d'abord avec ensemble et en vitesse ? Déjà les renforcements

successifs que nous pouvons recevoir de nos réserves comme de notre industrie, sans parler de nos puissants alliés, ne permettent-ils pas d'entrevoir les jours où la fortune tournera définitivement à notre profit ?

Le haut commandement allemand a d'ailleurs montré une incontestable incertitude dans la conduite de la guerre en Lorraine. Malgré tous les préparatifs accumulés sur ce théâtre d'opérations et les forces supérieures dont il y disposait, il n'a pas essayé d'y livrer une bataille défensive à grand résultat, comme il aurait pu le faire en nous laissant nous engager dans le pays et en contre-attaquant seulement alors avec ses moyens réunis. À notre rapide décrochage du 20 août, il n'a fait suivre qu'une poursuite sans activité.

Et quand il s'est décidé à prendre résolument l'offensive, c'est au mépris de nos forces de la Meurthe et du Grand-Couronné qu'il a étroitement visé la percée de notre front à la trouée de Charmes. À la suite de notre attaque de flanc, il s'est trouvé dans l'impuissance de percer, même de maintenir son avance. Il s'est replié. Il a trouvé devant lui, toujours sous l'action de l'attaque de flanc un Morhange retourné.

D'une façon plus générale, on a pu constater qu'avec le nouvel armement, caractérisé par l'automatisme et la longue portée, la capacité de la défensive a tenu en échec la puissance de rupture de l'offensive, assez longtemps pour permettre et favoriser les interventions efficaces de la contre-offensive. Les poches, ces avances partielles sur le terrain, auxquelles a abouti une offensive en apparence heureuse et décisive, sont devenues, malgré des dispositions très coûteuses, bientôt inhabitables et impraticables à l'assaillant, en tout cas avant qu'il ait pu achever son succès et consacrer la rupture définitive de l'adversaire.

Si le front du défenseur a été contraint de plier devant une supériorité de moyens, il n'a pas été rompu, et ses contre-attaques de flanc ont absorbé les réserves de l'adversaire, et menacé ses communications, au point de mettre bientôt fin à son avance partielle et de déterminer sa retraite.

Il y a bien là de nouveaux sujets de réflexion sur les limites et les faiblesses d'une offensive tout d'abord tactiquement victorieuse, mais qui se

poursuit au mépris des principes que renforce l'armement nouveau. Plus que jamais s'imposent une juste appréciation des possibilités dans des circonstances déterminées, et une étude sérieuse de la situation du moment.

Pour nous avoir arrêtés à Morhange sans nous avoir battus et encore moins désorganisés, le commandement allemand, escomptant un succès qui n'était que négatif, s'est lancé dans l'offensive, a osé entreprendre la marche à la Moselle vers le sud, malgré la résistance de Nancy à l'ouest et celle des Vosges à l'est. Il a dû se replier avant d'avoir atteint la Moselle de Charmes.

La supériorité de ses moyens lui avait inspiré un mépris de l'adversaire et une confiance qu'elle n'avait pu soutenir jusqu'à la victoire. Ce début n'était-il pas le prélude de la bataille de la Marne ?

LA 9^e ARMÉE, 29 AOÛT - 4 OCTOBRE 1914

Chapitre premier — La retraite.

Arrivée au grand quartier général ; la situation de la Somme aux Vosges ; le général Foch reçoit du commandant en chef sa nouvelle mission (28-29 août). – prise de commandement du détachement d'armée (29-30 août). – retraite et regroupement sur la Retourne, sur la Suippe, et jusqu'à la hauteur de Reims (31 août-2 septembre) ; les troupes des divisions actives et de réserve. – continuation de la retraite ; le détachement d'armée renforcé devient la 9^e armée (3 septembre). – le demi-tour ; ordres et dispositions pour la bataille de la Marne (5 septembre). – le champ de bataille.

J'avais quitté le champ de bataille de Lorraine, accompagné du lieutenant-colonel Weygand, et n'avais pris le lieutenant-colonel Devaux à l'état-major de la 2^e armée, à mon passage à Neuves-Maisons. La traversée de la place de Toul avait demandé un temps assez long, par suite de la méfiance d'un certain nombre de postes qui avaient un mot d'ordre spécial.

Tandis que nous roulions sur la route du grand quartier général, nous ne connaissions encore le sort de nos armes qu'en Lorraine et il s'y montrait favorable depuis quelques jours. Nous n'avions aucune connaissance de la situation de nos affaires dans les autres armées. Elle se révéla brusquement à nos yeux à notre arrivée à Vitry.

C'est de la Somme aux Vosges, dit le communiqué de ce jour, que s'étend le front de l'invasion. Le territoire de la Belgique, comme le nord de la France jusqu'à cette rivière, était donc aux mains de l'ennemi. Sa marche vers Paris et le cœur du pays se poursuivait en outre à une allure vertigineuse. Nos armées du centre et de la gauche (3^e, 4^e, 5^e et britannique) étaient en pleine retraite ; une offensive générale engagée sur la frontière avait été un échec pour nos armes ; nos troupes se repliaient, violemment poursuivies par des masses lancées à une vitesse déconcertante ; elles étaient constamment menacées d'être débordées à l'ouest. La liaison entre elles était également compromise. Sur leur direction de retraite, elles ne pouvaient trouver que des tronçons de ligne à utiliser pour la résistance. Les vallées des rivières sont en effet pénétrantes et conduisent à la région parisienne, telles l'Oise et l'Aisne, plus à l'est, la Meuse. Où prendre une ligne continue, formant barrière à l'ennemi et permettant de rétablir notre vaste front face au nord, ne serait-ce que dans un arrêt de quelques jours, pour réunir nos forces et les remettre en ordre ? Où arrêter définitivement la retraite pour pouvoir les relancer à l'attaque en bonne forme ? La situation était certainement angoissante, encore pleine de périls et pour le moins d'incertitude. Le général commandant en chef gardait heureusement une admirable impassibilité.

En présence de l'amplitude et de l'importance du mouvement des armées allemandes à travers la Belgique, il avait décidé de ramener d'abord l'ensemble de ses forces en arrière, jusqu'à la ligne Verdun (3^e armée), cours de l'Aisne de Vouziers à Guignicourt (4^e armée), Craonne, Laon, La Fère (5^e armée), l'armée

britannique venant derrière la Somme de Ham à Bray. En même temps, il avait pris sans retard des dispositions de nature à faire échec aux progrès de l'ennemi, par la constitution aux environs d'Amiens d'une armée de manoeuvre, la 6e, qui était formée en dehors de l'aile ouest de son dispositif.

En arrière de la ligne précitée, le front de nos armées devait être reconstitué, et l'offensive en repartirait. Elle serait exécutée par la 5e armée, réunie au préalable à l'ouest de l'Oise, dans la région de Moy, Saint-Quentin, Vermand, par l'armée britannique réunie derrière la Somme de Ham à Bray, et par la 6e armée formée pour le 2 septembre dans la région d'Amiens. C'était le fond de l'instruction du général en chef, du 25 août, relativement à l'aile gauche de notre dispositif.

Le temps nécessaire à la réalisation de ce dispositif serait obtenu, pensait-il, par la résistance des arrière-gardes, utilisant tous les obstacles pour arrêter par des contre-attaques, courtes et violentes, dont l'élément principal serait l'artillerie, la marche de l'ennemi, ou tout au moins la retarder.

Le 28 août, au moment où j'arrive au grand quartier général, la directive ci-dessus du commandant en chef est déjà en cours. Mais l'exécution présente de réelles difficultés par suite de la rapidité qu'imprime aux événements la violente poursuite de l'ennemi.

La 5e armée, qui, le 25 août, était sur le front Rocroi, Chimay, Avesnes, s'est repliée vers le cours supérieur de l'Oise. Elle s'y trouve le 28. Dans la matinée du 29, elle va bien remporter un brillant succès à Guise, dégageant ainsi à sa gauche l'armée britannique assez éprouvée. Elle ne peut cependant rétablir la situation dans son ensemble.

L'armée britannique, en effet, a déjà quitté la Somme. Elle se trouve réunie derrière l'Oise, de Noyon à La Fère, ouvrant ainsi une brèche dans notre front.

Plus à l'ouest, les unités de la 6e armée, armée de manoeuvre, sont en cours de débarquement dans la région d'Amiens ; quelques-unes d'entre elles sont déjà engagées dans de durs combats entre Amiens et Péronne. L'ennemi a franchi la Somme. Cette armée aura-t-elle la possibilité de se former ?

À droite, les 3e et 4e armées se sont repliées, le 26, sur la rive gauche de la Meuse. Les 27 et 28, tandis que la 3e armée n'est pas inquiétée, la 4e réussit par de brillantes contre-attaques à maintenir l'ennemi sur la Meuse. Mais, pour ne pas compromettre la réalisation du plan poursuivi par le général en chef, elle continue son repli et reportera, le 29 au matin, ses gros sur les hauteurs au sud-ouest de la Meuse. Cette 4e armée, qui avait été puissamment constituée au début pour remplir sa mission particulièrement offensive, se montre actuellement trop lourde dans les mains d'un seul chef. Elle s'étend sur un trop vaste front pour prendre avantageusement sa place dans la nouvelle manoeuvre poursuivie. Il devient nécessaire d'en partager le commandement. Comme, d'autre part, le danger est tout entier pour elle à son aile gauche, qui a perdu toute liaison avec la 5e armée, il est indiqué d'y constituer un fort détachement chargé de veiller à sa sécurité vers l'ouest et de chercher en particulier à rétablir cette liaison.

La soirée du 28 s'était terminée cependant sans que le général en chef me fixât encore sur la mission à laquelle il me destinait. Mais elle m'avait permis de compléter mes renseignements sur la situation générale de nos forces, comme aussi de constituer un embryon d'état-major, en joignant aux deux lieutenants-

colonels et à l'officier d'ordonnance que j'avais emmenés de Lorraine, le commandant Naulin et l'officier interprète Tardieu.

Malgré la série des nouvelles fâcheuses parvenues, depuis le 20 août notamment, au siège du commandement en chef, on n'y sentait nulle trace d'agitation, de désarroi, encore moins d'affolement. L'ordre, le sang-froid, la décision y régnaient d'une façon absolue. C'est ce qu'avait pu constater le nouveau ministre de la guerre, M. Millerand, venu la veille et reparti dans la matinée du 28, en approuvant l'attitude et la ligne de conduite adoptées par le général commandant en chef. J'occupais, dans la nuit, le logement de cet auguste visiteur, et, dans la matinée du 29, le général commandant en chef, au moment où il partait pour rejoindre la 5e armée qui allait livrer la bataille de Guise, me donnait le commandement d'un détachement d'armée, formé à la gauche de la 4e. Il appelait mon attention sur les mouvements de l'ennemi pouvant venir de la direction Rocroi-Philippeville. J'avais à m'entendre, pour l'exécution de ma tâche, avec le général De Langle De Cary, commandant la 4e armée, à Machault.

Les troupes qui vont former le détachement d'armée sont : le 9e corps d'armée (division du Maroc et 17e division d'infanterie), le 11e corps d'armée (21e et 22e divisions d'infanterie), les 52e et 60e divisions de réserve, la 9e division de cavalerie, prélevés sur la 4e armée, et la 42e division d'infanterie, qui, venue de la 3e armée, opère ses débarquements dans la région de Guignicourt. Ma mission est de couvrir, avec ces troupes, le mouvement de la 4e armée contre les forces adverses qui déboucheraient de la région de Rocroi. Ma direction générale de repli est entre Saint-Erme et Guignicourt. Je relèverai du général commandant la 4e armée. La tâche et les pouvoirs étant précisés, muni des renseignements que j'ai recueillis tant sur les événements accomplis que sur la manœuvre d'ensemble envisagée pour les armées alliées, je me rends à Machault, quartier général de la 4e armée, où je vais entreprendre la constitution de mon détachement d'armée. Le lieutenant-colonel Weygand sera le chef de mon état-major, le lieutenant-colonel Devaux, le sous-chef. Le commandant Naulin et l'interprète de réserve Tardieu forment le noyau d'un état-major qui se constituera peu à peu dans les journées suivantes.

J'arrive à Machault vers 14 heures. Le général De Langle est en conférence avec le préfet des Ardennes. Celui-ci lui explique les besoins de la foule de réfugiés qui le suit. C'est un exode lamentable des populations nombreuses refoulées de la Belgique et des Ardennes par la marche des armées ennemies. En me recevant, le général m'accueille par ces mots : **c'est la providence qui vous envoie**. En fait, les grandes unités qui vont être placées sous mes ordres ont été fortement éprouvées dans les journées précédentes. à l'armée, on est sans renseignement précis sur leur situation, sans communications bien établies avec elles. Il importe qu'elles soient prises en main et actionnées de près et d'une façon suivie, que l'ordre y soit remis, si l'on veut en attendre une action efficace.

D'autre part, le commandant de la 4e armée me fait connaître son intention de suspendre, le lendemain 30 août, son mouvement de retraite pour être à même d'appuyer une attaque que la 3e armée compte prononcer à sa droite. Une pareille décision correspond bien à la mission retardatrice prescrite aux armées du centre ; elle se traduit par le maintien sur place, le 30 août, des arrière-gardes de la 4e armée. Je suis chargé d'en couvrir la gauche.

Or, dans la journée du 29, le 9e corps, qui forme la gauche du détachement d'armée, a été rejeté par l'ennemi au sud-est de la route de Mézières à Rehel.

Découverts, les ponts de Reithel sont à la merci de l'ennemi, péril d'autant plus grand que la 42e division d'infanterie est encore hors d'état d'intervenir de ce côté. Si la situation n'est pas rétablie, la sûreté de la 4e armée peut être des plus compromises. Pour parer à ce danger, ma première intention est de reconquérir les hauteurs au nord de l'Aisne, entre Attigny et Reithel, et d'y établir le détachement d'armée pour interdire à l'ennemi, dans la journée du 30, les routes de Mézières à Reithel et à Attigny. Je donne aussitôt mes ordres en conséquence.

Mais, au matin du 30, à mon poste de commandement de la mairie d'Attigny, j'apprends que, par suite de retards de transmission, ou de la pression de l'ennemi, ces ordres n'ont pu être exécutés, ce qui témoigne d'un certain désarroi dans le commandement de nos troupes, en même temps que d'une poursuite énergique de la part de l'ennemi.

Celui-ci ne tarde pas d'ailleurs à prononcer, sur les deux ailes du détachement d'armée, de très fortes attaques débordantes, dont les progrès m'obligent à prescrire, à 16 h. 30, le repli de toutes mes forces au sud de l'Aisne, entre Reithel et Attigny. Le mouvement s'exécute sans trop de difficultés, en dépit de la fatigue des troupes.

En fait, tandis que la 4e armée française, engagée et arrêtée les jours précédents, dans sa marche à travers l'Ardenne, par la 1ve armée allemande, s'était mise en retraite pour passer sur la rive gauche de la Meuse, puis s'était arrêtée pour en disputer à l'ennemi le passage, elle avait été débordée et manoeuvrée par une autre armée allemande, la IIIe, qui, après avoir franchi la Meuse à Dinant, avait attaqué sa gauche le 28 à Signy-L'Abbaye. Depuis plusieurs jours d'ailleurs, l'espace s'était agrandi entre la 4e armée française et la 5e armée manoeuvrant à sa gauche et se repliant derrière l'Oise. Il était de 30 à 40 kilomètres, le 29 août. Comme conséquence, la IIIe armée allemande n'avait pas rencontré d'obstacles à sa marche en avant, et, faisant preuve d'une incontestable activité, elle commençait à déborder largement la gauche de notre 4e armée.

C'est à ce danger que mon détachement d'armée devait faire face. Mais, pressé par la droite de la 1ve armée allemande qui avait débouché de Mézières, et devancé à Novion-Porcien par de forts détachements de la IIIe, il risquait d'être coupé de l'Aisne de Reithel.

C'est au milieu de ces difficultés que j'avais pris le commandement et que s'était constitué mon détachement d'armée, dans la journée du 30, sous le canon de l'ennemi. Il était parvenu à franchir l'Aisne dans la soirée, sans aucun désordre, mais non sans fatigues. à partir de ce moment, il était en bonne condition pour couvrir la gauche de notre 4e armée. Toutefois, séparé par plusieurs dizaines de kilomètres de notre 5e armée parvenue à l'Oise, il avait toujours à redouter de se voir débordé et tourné sur sa gauche. Une autre de mes préoccupations était de remettre de l'ordre et de la cohésion dans le détachement d'armée. Les régiments avaient perdu, dans les combats engagés, un grand nombre de leurs officiers, il fallait au plus tôt réorganiser le commandement, des compagnies notamment. Sans cela, de vaillants soldats, tels que les bretons du 11e corps en particulier, erraient à l'aventure, incapables de toute action, faute de direction.

En fait également, les divisions de réserve, brusquement engagées dans la bataille, avaient montré un manque de solidité dû à leur formation récente. Je décidais de les faire passer en réserve pour les soustraire aux émotions de la première ligne et leur fournir, par une surveillance des plus actives, les moyens

de se reconstituer en corps bien tenus, dans les marches, les cantonnements, comme pour l'alimentation et le ravitaillement. Avec la discipline, l'ordre, les soins matériels régulièrement pris, viendraient progressivement la cohésion, le sentiment de la force dans la troupe, l'habitude et l'autorité du commandement chez les chefs.

Je prenais en même temps, dans ce but et pour toutes les troupes, des mesures visant à régulariser les mouvements des colonnes de trains et des convois, comme aussi à ressaisir et à réunir les isolés par tous les moyens possibles. Dès le 30, j'invitais les commandants de corps d'armée et de divisions de réserve, placés sous mes ordres, à faire effectuer sans retard dans les localités situées sur leurs derrières, par la gendarmerie et par des pelotons de cavalerie ou des détachements bien en main, des recherches destinées à grouper les isolés et à les ramener à leurs corps avec la dernière énergie. Le général commandant la 4e armée, poursuivant son projet de battre les forces ennemies qui ont franchi la Meuse en aval de Stenay, compte, dans la journée du 31, reprendre l'offensive vers le nord avec le gros de ses forces, soutenu à sa droite par la 3e armée.

De mon côté, instruit par les événements de la veille et désireux de soustraire mon détachement d'armée à la pression des forces ennemies et à l'enveloppement, tout en continuant à couvrir le flanc gauche de la 4e armée, je décide de me replier au sud de la Retourne. Ce dispositif sera prolongé à gauche par l'entrée en ligne, aussi rapide que possible, de la 42e division d'infanterie. Il sera couvert vers l'Aisne par la 9e division de cavalerie. Dès le matin du 31, j'installe mon poste de commandement à Bétheniville. J'y apprendis que, pendant la nuit, a régné dans les troupes des 52e et 60e divisions de réserve une certaine confusion, due à un mélange d'hommes égarés, et je décide de ramener sans retard ces divisions derrière la Suippe pour être remises en main. Pendant la matinée, l'ennemi se montre peu pressant ; le répit ainsi gagné et la réunion prochaine de mon détachement dans la vallée de la Retourne me permettront d'organiser une certaine résistance sur la ligne de la Retourne. Dans l'après-midi, trois divisions allemandes prennent pied sur la rive sud de l'Aisne, sans inquiéter notre ligne de défense.

Mais, malgré ce calme sur son front, le détachement d'armée reste toujours menacé d'enveloppement sur sa gauche, où la liaison n'a pu encore être établie avec la 5e armée. Il risque également, à sa droite, d'être séparé de la 4e armée, si celle-ci s'attarde trop sur la rive est de l'Aisne. Le général en chef, se rendant compte de la situation difficile qui peut en résulter, téléphone à 18 h. 15 au commandant de la 4e armée :

Je désire avoir opinion personnelle du général Foch sur sa situation telle qu'elle lui paraît résulter de l'ensemble des dispositions de l'ennemi en face de lui. Peut-il tenir le coup et espérer succès ?

Transmettez-lui ce message, en le priant de répondre immédiatement.

Dès la communication de ce message, vers 19 h. 30, je me rendais au quartier général de la 4e armée, à Monthois, pour faire parvenir au général en chef mon avis sur la question posée. Il était formulé comme suit :

Le détachement d'armée aura de la peine à durer deux jours, à plus forte raison trois jours, en face de deux corps ennemis déjà reconnus et qui peuvent grossir :

1. En raison de la nature du terrain de Champagne, d'un parcours très facile, sans points d'appui sérieux, avec des bois perméables, sans lignes d'eau sérieuses ;
2. En raison de la faible artillerie du 9e corps ;
3. De la fatigue de la troupe. Il ne pourrait durer qu'en manoeuvrant en retraite sur un espace qui compromettrait sans doute la sûreté de la 4e armée.

Partageant cette manière de voir, le général en chef donne à la 4e armée l'ordre de se replier, couverte par le détachement d'armée. Il ajoute que :

Ce mouvement de repli prépare les opérations ultérieures ; il faut que tout le monde le sache et ne croie pas à une retraite forcée...

Je décide donc que, pour remplir sa mission, mon détachement d'armée tiendra fortement, dans la journée du 1er septembre, sur la ligne de la Retourne, et qu'une seconde position sera également organisée sur la ligne Arnes, Suippe, par les divisions de réserve.

La matinée du 1er septembre se passe dans un calme relatif. Aucune attaque sérieuse de l'ennemi ne s'est encore produite, lorsque arrive une communication de la 4e armée, faisant connaître que, suivant les instructions reçues du grand quartier général, cette armée continuera son mouvement de repli, après avoir franchi l'Aisne. Pour me conformer à ce mouvement, j'ordonne que le détachement d'armée viendra, en fin de journée, au sud de la ligne de l'Arnes et de la Suippe, les divisions de réserve au sud de la ligne Beine-Moronvilliers. La 9e division de cavalerie continuera à couvrir la gauche du détachement d'armée ; elle emploiera tous ses moyens pour retarder le mouvement des forces ennemies qui franchiraient l'Aisne dans la région de Neufchâtel.

Quand cet ordre parvient aux unités en ligne, le combat est engagé sur la Retourne. Néanmoins, le décrochage s'opère sans trop de difficultés, sous le couvert de fortes arrière-gardes, et, dans la nuit, le détachement d'armée a atteint ses nouvelles positions.

D'après les prisonniers capturés, les forces ennemies devant le détachement d'armée comprendraient les XIe et VIIIe corps d'armée prussiens, les XIXe et XIIe corps de réserve saxons, formant la IIIe armée sous les ordres du général Von Hausen. Mon quartier général vient à Sillery.

Le 2 septembre, la 4e armée, se bornant à réunir ses troupes en ordre en arrière du front Séchaut, Somme-Py, le détachement d'armée n'exécute que de faibles mouvements pour porter ses gros au sud de la ligne Moronvilliers, Reims. Il reprend sa liaison à gauche avec la 5e armée qui occupe le fort Saint-Thierry. Il est en communication avec les commandants des forts au nord de Reims, forts de Berru, de Fresnes et de Brimont, de manière à pouvoir, en cas de besoin, utiliser ces ouvrages avec des troupes et de l'artillerie de campagne. La 9e division de cavalerie, qui n'était plus utile à l'ouest, est reportée à l'est pour assurer la liaison avec la 4e armée.

Chaque jour écoulé m'avait permis de connaître davantage mes troupes et de comprendre leur état moral. Je n'avais pas assisté aux engagements auxquels elles avaient pris part en Belgique. Je commençais à saisir les impressions qu'elles en avaient rapportées.

Au 9e corps, la division marocaine avait été engagée plusieurs jours dans des combats particulièrement rudes. Elle y avait éprouvé des pertes sensibles, elle demandait surtout à être reconstituée. Elle avait toujours un admirable esprit militaire. La 17e division avait été moins éprouvée.

Au 11e corps, les épreuves violentes, de Maissin notamment, étaient encore présentes à l'esprit des soldats. Beaucoup d'officiers étaient restés sur le champ de bataille. Les troupes bretonnes demandaient constamment qu'on leur donnât au plus vite des chefs, pour les ramener au combat.

La 42e division, vigoureusement commandée, récemment arrivée d'ailleurs, et sans avoir eu à traverser d'aussi rudes épreuves, était en très bonne condition.

Les divisions de réserve, immédiatement engagées dans les difficultés et les émotions d'une action de plusieurs jours, avaient beaucoup peiné. Elles souffraient encore de l'inexpérience ou de l'âge avancé d'une partie de leurs officiers. Il y avait à les remonter comme à faire certains changements dans leur commandement.

Dans les derniers jours d'une retraite systématique, nous avons non seulement échappé aux étreintes de l'ennemi, mais nous avons entrepris de remettre de l'ordre dans les troupes, de resserrer les liens de la discipline. Après avoir reçu des renforts, nous nous étions efforcés de regrouper et de reconstituer les divisions de réserve en les tenant à distance des émotions de la première ligne. La situation tactique s'était en outre sensiblement améliorée grâce à la solidité et à la continuité rétablies dans notre front, grâce à la liaison maintenant assurée à gauche avec la 5e armée, comme à droite avec la 4e. Le sentiment général qui en résultait était celui de la confiance. Si la fatigue de tous était grande, causée par la sévérité des épreuves, des veilles et des marches, ou simplement par le sentiment toujours déprimant de la retraite, on pouvait déjà entrevoir qu'après quelques jours encore bien employés aux soins et à la remise en état des troupes, il serait possible de les relancer en bonne forme en avant par un demi-tour bien commandé et de tenter le sort des armes avec de sérieuses chances de succès. C'est dans ces conditions que nous trouvait le commencement de septembre.

Par contre, les espérances qu'on avait cru pouvoir former d'une reprise générale de l'offensive vers le 2 septembre avaient été renversées.

Le général en chef avait adressé, le 1er septembre, aux commandants d'armée les directives suivantes :

Malgré les succès tactiques obtenus par les 3e, 4e et 5e armées dans les régions de la Meuse et de Guise, le mouvement débordant effectué par l'ennemi sur l'aile gauche de la 5e armée, insuffisamment arrêté par les troupes anglaises et la 6e armée, oblige l'ensemble de notre dispositif à pivoter autour de sa droite. dès que la 5e armée aura échappé à la menace d'enveloppement prononcée sur sa gauche, l'ensemble des 3e, 4e et 5e armées reprendra l'offensive.

Le mouvement de repli peut conduire les armées à se retirer pendant un certain temps dans la direction générale nord-sud.

La 5e armée, à l'aile marchante, ne doit en aucun cas laisser l'ennemi saisir sa gauche ; les autres armées, moins pressées dans l'exécution de leur mouvement, pourront s'arrêter, faire face à l'ennemi et saisir toute occasion favorable pour lui infliger un échec. L'instruction indiquait ensuite la limite à

envisager pour le mouvement de recul, sans que cette indication impliquât que cette limite dût être forcément atteinte. C'était pour la 4e armée l'Ornain et l'Aube dans la région d'Arcis-sur-Aube.

À la date du 1er septembre, le général en chef estimait donc encore nécessaire de continuer la retraite. Nous n'avions qu'à entrer dans ses vues, en profitant du répit qui nous était accordé pour préparer encore les troupes au combat. Dans les journées qui suivent, les mouvements de retraite vers le sud s'exécutent sans être inquiétés par l'ennemi.

En fin de journée du 3, le détachement d'armée a ses forces échelonnées entre la Marne et la Vesle, son quartier général à Tours-sur-Marne. Le 4, il a ses gros de part et d'autre de la grand'route Châlons-Bergères-Étoges, son quartier général à Fère-Champenoise.

Dans la matinée, le mouvement des troupes et des convois a été considérablement entravé par les colonnes d'émigrants qui encombrant les routes et se grossissent, à mesure que nous reculons, des habitants des régions abandonnées. Pour éviter que de pareils faits se reproduisent à l'avenir, et pour permettre en outre le ravitaillement des troupes, je prescris, à mon passage à Vertus, vers 12 heures, que, sur le front de marche du détachement d'armée, les émigrants seront tenus hors des routes de marche, sauf de 15 heures à 24 heures, période pendant laquelle ils seront autorisés à les utiliser.

À partir du 5 septembre, le détachement ayant reçu les services d'armée, dont l'absence l'avait réduit jusqu'alors à dépendre de la 4e armée, est formé dorénavant en une armée autonome, la 9e, qui se renforce de la 18e division d'infanterie (du 9e corps d'armée) laissée provisoirement en Lorraine après le 20 août.

Le mouvement, prévu pour la 9e armée dans la journée du 5 septembre, devait amener les arrière-gardes dans le voisinage de la ligne Sommesous, Fère-Champenoise, Sézanne. Mais de nouvelles instructions ont été reçues du grand quartier général dès le matin. Le mouvement général de retraite sera arrêté, l'offensive reprise.

Le général en chef a écrit en effet :

Il convient de profiter de la situation aventureuse de la 9e armée allemande pour concentrer sur elle les efforts des armées alliées d'extrême gauche.

Toutes dispositions seront prises dans la journée du 5 septembre en vue de partir à l'attaque le 6. Le dispositif à réaliser pour le 5 septembre au soir serait :

c) la 5e armée, resserrant légèrement sur sa gauche, s'établira sur le front général Courtacon, Esternay, Sézanne, prête à attaquer en direction générale sud-nord

d) la 9e armée (général Foch) couvrira la droite de la 5e armée en tenant les débouchés sud des marais de Saint-Gond et en portant une partie de ses forces sur le plateau nord de Sézanne.

L'offensive sera prise par ces différentes armées le 6 septembre dès le matin.

Cette instruction me parvient dans la nuit du 4 au 5. Il s'agit dès lors pour moi d'arrêter au plus tôt la marche que la 9e armée devait exécuter le 5 dans le sens de la retraite, et d'éviter aux colonnes, par une trop grande avance vers le sud, de quitter le champ de bataille que nous avons intérêt à prendre. En conséquence, j'ordonne le 5 septembre à 5 heures :

Le 11e corps d'armée, se liant à gauche avec le 9e corps d'armée, dont les arrière-gardes seront sur la ligne Aulnay-Aux-Planches, Morains-Le-Petit, écury, arrêtera le gros de ses colonnes au sud de la Somme.

Le 9e corps d'armée limitera son mouvement de manière qu'aucun élément combattant ne dépasse au sud la ligne Connantre, Euvy. Il maintiendra ses arrière-gardes sur la ligne Aulnay-Aux-Planches, Morains-Le-Petit, Écury.

La 42e division d'infanterie arrêtera son mouvement de manière qu'aucun élément combattant ne se trouve au sud de la ligne Allemant, Fère-Champenoise. Elle tiendra les débouchés des marais de Saint-Gond entre Bannes et Oyes.

Les 52e et 60e divisions de réserve, respectivement rattachées aux 9e et 11e corps d'armée, seront maintenues en arrière. la 9e division de cavalerie couvrira à droite le dispositif de l'armée, dont le front sera sensiblement marqué par la ligne des marais de Saint-Gond et le cours de la Somme entre Écury et Sommesous.

Le mouvement de retraite prévu pour la journée du 5, s'il eût été pleinement exécuté, plaçait, le 6, la 9e armée dans une situation défavorable pour engager la bataille avec de simples avant-gardes à Sommesous, Fère-Champenoise et Sézanne, et après l'abandon des rares obstacles que lui fournissaient la Champagne, la Somme, les marais de Saint-Gond et la région boisée qui les prolonge. Dût-elle par le fait se trouver en avant des armées voisines, la 4e à sa droite, la 5e à sa gauche, il importait avant tout de l'accrocher aussi solidement que possible à ce terrain encore pourvu d'obstacles, d'arrêter par suite ses gros à proximité de ces obstacles : Somme, marais de Saint-Gond et région boisée à l'ouest. C'est à cela que tendaient mes instructions du 5, 5 heures. Elles étaient aussitôt portées aux corps d'armée et divisions par des officiers de liaison. Il s'agissait ensuite de compléter les dispositions ci-dessus, de préparer la bataille du lendemain, en particulier par des mesures qui permettraient, en entrant dans les vues du général en chef, d'appuyer efficacement une offensive heureuse de la 5e armée. Une avance de celle-ci au nord de Sézanne risquerait d'être mise en mauvaise posture par une artillerie ennemie en position sur les hauteurs nord des marais de Saint-Gond. Il convient donc, dans ce but, de rester maître de ces hauteurs. Aussi j'ordonnais à 9 h. 30 :

En vue de couvrir la droite de la 5e armée, dont le 10e corps d'armée attaquera demain en direction générale Sézanne, Montmirail et à l'ouest :

- la 42e division d'infanterie fera tenir ce soir par une forte avant-garde le front la Villeneuve-Les-Charleville, Soizy-Aux-Bois et disposera son stationnement de manière à pouvoir agir demain en direction La Villeneuve-Les-Charleville, Vauxchamp (l'avant-garde du 10e corps d'armée sera ce soir aux Essarts-Lez-Sézanne) ;

- le 9e corps d'armée fera occuper de même Congy et Toulon-La-Montagne, et disposera son stationnement en vue de pouvoir agir demain matin par Baye et par Étoges...

Après avoir donné ces ordres dans la matinée à Fère-Champenoise et y avoir vu le général commandant le 9e corps d'armée, je transportai mon quartier général à Plancy. Il s'agissait maintenant de prévoir et d'organiser la bataille qui allait résulter, le 6, pour la 9e armée, de l'instruction du général en chef. J'avais, avec la 9e armée, à couvrir la droite de la 5e armée lancée à l'attaque, et à tenir pour cela les débouchés sud des marais de Saint-Gond, comme aussi à porter une partie de mes forces sur le plateau de Sézanne.

Le terrain sur lequel la 9e armée allait se battre offre des caractères particuliers. C'est d'abord un obstacle de seize kilomètres de longueur, le marais de Saint-Gond, tendu de l'est à l'ouest. Sa largeur varie de un à quatre kilomètres. Il n'est guère franchissable en dehors des routes. Il y en a quatre qui le traversent du nord au sud. Sur la rive nord, le terrain se relève rapidement et fortement pour dominer le marais de cent cinquante mètres à Congy, de cent mètres à Toulon-La-Montagne. Sur la rive sud, il s'élève faiblement et beaucoup plus lentement, sauf au mont Août, sentinelle isolée, et vers l'extrémité ouest du marais, aux environs de Mondement et d'Allemant. Là, c'est la falaise de Sézanne, barrant la plaine champenoise du sud au nord, la dominant de quatre-vingts mètres environ et enserrant l'extrémité ouest du marais au point de n'en laisser couler les eaux que par l'étroite vallée du Petit-Morin. C'est une région tourmentée, couverte de grands bois, à vues limitées, sauf à Mondement, réduit et belvédère d'un ensemble favorable à la défensive. Par contre, tout le terrain enveloppant l'extrémité est du marais se présente très au loin avec les caractères bien connus de la Champagne Pouilleuse, de vastes plaines crayeuses, faiblement ondulées, aux horizons étendus, d'un parcours très facile, avec de maigres récoltes principalement d'avoine, des bois de pins clairsemés et peu élevés, des ruisseaux presque à sec, des villages en bois destinés à flamber facilement sous le feu de l'artillerie ; au total, un pays sans obstacles, sans abris, sans points d'appui pour les troupes, peu favorable par suite à la défensive que nous étions tenus d'y pratiquer. La ligne de la Somme-Soude, sur laquelle nous assoirons tout d'abord notre tactique défensive, n'évite pas les faiblesses signalées plus haut, et la ville de Fère-Champenoise, qui, par son étendue et la construction solide de ses habitations, offre plus de consistance que les autres localités de la région, est encore d'un abordage facile à l'assaillant. Faute de mieux, il faudra nous contenter de ces moyens précaires.

En définitive, la 9e armée, dans son rôle de protection de la 5e, dispose d'un terrain favorable à la défensive au centre de son front, correspondant aux marais de Saint-Gond ; j'y affecte le moins de monde possible, une partie du 9e corps, pour une étendue de quinze kilomètres environ, de Oyes à Bannes. Sa gauche doit appuyer et favoriser l'offensive de la 5e armée. Elle sera formée de la 42e division d'infanterie, des avant-gardes que le 9e corps a dû, par mon ordre de 9 h. 30, pousser le plus tôt possible sur les hauteurs au nord du marais, et des réserves qu'il doit préparer en vue d'agir par la route de Champaubert. Par contre, à la partie orientale du front, le terrain se présente sans valeur défensive, comme on l'a vu. Je suis amené à y consacrer beaucoup de forces. L'ensemble du 11e corps y sera affecté ; il aura à tenir le front de Morains-Le-Petit à Lenharrée, tout d'abord en s'établissant défensivement sur la ligne de la Somme. Telle était la disposition générale de mon armée sur un front qui allait dépasser trente-cinq kilomètres.

Après avoir pris ces dispositions, bien des inquiétudes me tenaient encore au sujet de ma droite arrêtée à Lenharrée et de son manque de liaison avec la 4e armée, dont la gauche se trouvait à Vitry-Le-François. De Lenharrée à Vitry-Le-François s'étendaient trente-six kilomètres de notre Champagne au parcours des plus faciles. La 9e division de cavalerie, qui me restait seule disponible, ne pouvait évidemment que surveiller cette vaste étendue et y ralentir les mouvements importants de l'ennemi, mais non les arrêter. C'était là un espace ouvert aux entreprises de l'adversaire et par lequel il pouvait en particulier déborder et envelopper mon aile droite.

La 4e armée française me faisait dire, d'ailleurs, le même soir [que, devant lier son action à celle de la 3e, il lui était impossible d'appuyer la droite de la 9e armée contre les forces ennemies pouvant déboucher de Châlons en direction d'Arcis](#). Et le trou entre nos deux armées allait rester béant. Personne ne se dissimulait la gravité de l'action que nous engagions ainsi, dans des conditions encore incomplètement établies. La partie devait être décisive pour le salut du pays. De quels efforts et de quelle entente tous, chefs et soldats, n'allaient-ils pas se montrer capables dans le détail, pour assurer l'issue de la vaste entreprise, le succès de l'ensemble !

Chapitre II — La bataille de la Marne.

Journée du 6 septembre : de la gauche à la droite, la bataille s'engage sur tout le front de la 9e armée, qui maintient ses positions dans leur ensemble. – journée du 7 septembre : les attaques ennemies continuent ; la gauche et le centre tiennent, à droite le 11e corps fléchit. – journée du 8 septembre : les attaques redoublent de violence ; grave échec du 11e corps ; les autres tiennent ; la gauche gagne un peu de terrain. – journée du 9 septembre : concours de la 5e armée qui permet de relever la 42e division ; assauts violents et répétés des allemands ; la division marocaine perd et reprend Mondement ; manoeuvre de la 42e division ; fin victorieuse de la bataille.

Après avoir passé la nuit à Plancy, j'installe mon poste de commandement, dès la matinée du 6, à Pleurs. L'occupation des postes avancés sur la rive nord des marais de Saint-Gond, que j'avais ordonnée dans la matinée de la veille, a bien été réalisée à Toulon-La-Montagne et Vert-La-Gravelle par la 17e division. Mais la division marocaine, chargée d'occuper Congy, n'a pu mettre la main sur cette localité déjà tenue par l'ennemi, et quand, à trois heures du matin, elle a repris avec la brigade Blondlat l'attaque de ce village, l'ennemi y est déjà solidement retranché. Tout progrès lui est interdit. En réalité, des forces, appartenant à une armée allemande autre que celle qui me suivait directement, étaient entrées en scène. La IIe armée ennemie, marchant rapidement sur les traces de la 5e armée française, avait atteint la veille à midi la ligne Montmirail, Vertus. L'avance de son mouvement lui avait permis de prendre immédiatement possession, dès son arrivée, de certains points, notamment de Congy, que j'avais visés.

Mais en outre, et dès la matinée du 6, cette armée partait à l'attaque, s'engageant dans une offensive puissamment montée, que sa forte artillerie allait rendre particulièrement violente. Ma 9e armée recevait tout d'abord les effets de cette entreprise de la IIe armée allemande. La brigade Blondlat, après son échec sur Congy, essaie de se maintenir sur la rive nord des marais. Mais, devant la violence de l'attaque ennemie et la puissance de son canon, elle doit bientôt se replier et passer finalement au sud. Plus heureux, le 135e régiment d'infanterie de la 17e division a occupé Toulon-La-Montagne ; mais, bientôt découvert sur sa gauche par le repli de la brigade Blondlat, il est violemment abordé et rejeté également au sud des Marais. En vain le 77e régiment est-il lancé sur Toulon. Tombant sous de puissants barrages d'artillerie, il se heurte bientôt à un adversaire déjà solidement installé. Sa situation devient rapidement critique et il ne peut y échapper qu'en se retirant sur Bannes. Toute possibilité d'agir au nord des marais est interdite au 9e corps dès la fin de la matinée. Dans ces conditions, je le rappelle à midi à l'exécution de sa tâche fondamentale, lui écrivant :

Il faut que le 9e corps sache prendre une attitude et une position défensives indiscutables, dans la soirée d'aujourd'hui, qui arrêtent tous les progrès de l'ennemi devant lui vers le sud.

Il faut également qu'il maintienne une liaison étroite, absolue, indiscutable, avec la 42e division et avec le 11e corps.

La consommation et l'emploi des troupes doivent être réglés pour obtenir sans discussion des résultats ci-dessus.

Que le 9e corps prenne toutes les dispositions pour tenir sur la rive sud des marais de Saint-Gond contre un bombardement qui est à prévoir, dans la soirée, des hauteurs de Toulon et de Congy.

Le 9e corps s'établit en conséquence au sud des marais, sans pouvoir empêcher cependant l'adversaire, qui poursuit jusqu'au soir ses violents efforts, d'aborder Bannes. L'ennemi fait affluer à travers le marais d'importantes forces, notamment de la garde, mais il n'en peut déboucher, pris sous le tir précis des batteries de la 17e division. Notre 75, vigoureusement conduit, brisera dans cette région ses entreprises pendant plusieurs jours et jusqu'à la fin de la bataille. À la nuit tombante, les allemands sont donc sur la rive sud des marais. En face d'eux sont retranchés la 17e division et la division marocaine. La 52e division de réserve est en deuxième ligne dans la région mont-Août, Fère-Champenoise, tenant sous son feu les débouchés des marais. Pendant que ces événements se déroulent au centre, la gauche et la droite de la 9e armée ne sont pas moins violemment engagées. à gauche, la 42e division s'est établie, dans l'après-midi du 5, dans la région de Mondement et a poussé ses avant-postes sur la ligne La Villeneuve-Les-Charleville, Soizy-Aux-Bois, Saint-Prix, qu'il lui a fallu conquérir de haute lutte.

Le 6, dès les premières heures du jour, les reconnaissances font connaître que l'ennemi occupe en forces la région Baye, Saint-Prix, Corfélix. Son artillerie ne tarde pas à entrer en action ; elle canonne le plateau de la Villeneuve, et le bois des Grandes-Garennes que le 162e a occupé vers 8 heures. Bientôt les allemands passent à l'attaque sur tout le front de la 42e division. Des combats acharnés se livrent toute la journée autour du bois de La Branle et de La Villeneuve ; ce village est pris et repris trois fois. Au soir, l'action du 10e corps d'armée, droite de la 5e armée, qui s'empare de Charleville, dégage la gauche de la 42e division et lui permet d'assurer la possession de La Villeneuve.

Par sa droite, cette division est engagée dans une lutte non moins violente. Après avoir repoussé plusieurs attaques allemandes sur le bois des Grandes-Garennes, le 162e en est rejeté vers 11 heures, et, fortement éprouvé, se replie sur la lisière nord du bois de Saint-Gond, dont il entreprend la défense.

Pour rétablir la situation de ce côté, la division marocaine reçoit l'ordre du général Dubois, commandant le 9e corps, d'attaquer immédiatement sur Saint-Prix : deux bataillons de tirailleurs sont chargés de cette attaque. En liaison avec le 162e, ces bataillons, sous les feux violents de l'artillerie adverse, s'emparent de la ferme Montalard, mais ils ne peuvent pousser au delà. Vers 18 h. 30, le combat s'arrête sur le front de la 42e division. Au prix de pertes sérieuses et grâce à son héroïque résistance, cette division a brisé, dans l'ensemble, les efforts répétés et puissants de l'ennemi. à la nuit tombante, elle maintient l'occupation de sa ligne. à la droite de l'armée, le 11e corps a également affaire à forte partie. Établi sur la Somme, de Morains-Le-Petit à Lenharrée puis à Haussimont, il a à remplir un rôle important de protection. C'est le flanc droit de l'armée qu'il doit couvrir, en particulier contre les forces allemandes venant de la région de Châlons.

Ses 21e et 22e divisions sont établies sur la rivière, l'une entre Morains-Le-Petit et Normée, l'autre en amont de Normée. La 60e division de réserve est en deuxième ligne dans la région de Montépreux, Semoine, Herbisse.

Dès le matin, l'ennemi prend le contact de la ligne de défense de la Somme et en prépare l'attaque. à 10 heures, la canonnade est extrêmement violente dans la

région Morains, Écury, et elle gagne progressivement vers le sud. à 11 heures, tout le front du 11e corps est soumis à un bombardement intense. Vers midi, les allemands déclenchent les attaques d'infanterie. Ils s'emparent de Normée et d'Écury. Les défenseurs de Morains, se sentant isolés et menacés d'être tournés, perdent la localité. À droite, Vassimont et Haussimont tombent aux mains de l'ennemi. À 17 heures, la ligne de la Somme est perdue, sauf Lenharrée qui tient bon. Le commandant du 11e corps prescrit de la reconquérir par une offensive générale. Vassimont et Haussimont sont réoccupées, mais, à gauche, la 21e division exténuée est hors d'état de reprendre l'attaque. Normée, Écury, Morains, restent au pouvoir de l'ennemi, et on se borne de ce côté à lui en interdire les débouchés.

En résumé, au soir de la première journée de bataille, la 9e armée a été soumise sur tout son front à une violente attaque, dont le terrain découvert à l'est a facilité la marche. Malgré cela, à gauche, la liaison avec la 5e armée est bien assurée, et les efforts de l'ennemi ont été dans l'ensemble tenus en échec par la 42e division. Au centre, le 9e corps a perdu les postes avancés du nord des marais, mais il maintient solidement la ligne de résistance au sud. à droite, le 11e corps a subi un léger fléchissement, et sa situation mérite d'autant plus de retenir l'attention que le terrain lui offre peu de moyens de résistance ou de points d'appui, et que son flanc droit est complètement en l'air. Pour y porter remède, la 18e division, réunie aussitôt débarquée dans la région Semoine, Villiers-Herbisse, est mise à la disposition du général commandant le 11e corps. Elle constitue un appoint important qui peut lui permettre, non seulement de rétablir sa situation, mais encore de remplir la mission offensive à laquelle je la destine le lendemain. Quant à la 9e division de cavalerie, elle a dû se replier le soir vers Mailly.

La journée a été rude, mais la 9e armée a rempli sa tâche. Elle a subi une violente attaque, elle a eu sur les bras une grande partie de la IIe armée allemande, notamment le Xe corps dans la région de Saint-Prix, et le corps de la garde à Bannes, Morains-Le-Petit et Normée. Sur la Somme, de Normée, Lenharrée, à Sommesous, elle a reçu le choc de l'aile droite de la IIIe armée allemande, dont l'aile gauche compromet sa liaison avec la 4e armée française. Heureusement, les nouvelles parvenues des autres parties du front sont particulièrement réconfortantes. Dès 13 h. 30, le 10e corps de la 5e armée a fait connaître que cette armée n'avait plus d'ennemis devant elle et que les allemands se retiraient sur Montmirail. Dans la soirée, nous apprenons que les autres corps de la 5e armée poursuivent une offensive heureuse et que la 6e armée soutient, à l'ouest de l'Ourcq, une bataille dont l'issue est jusqu'à présent couronnée de succès.

Appuyer les progrès de la 5e armée en l'aidant d'une offensive à l'ouest des marais, en tout cas arrêter à tout prix l'adversaire en Champagne, dans les plaines de Fère-Champenoise, de Sommesous, de Sompuis, pour couvrir le flanc droit de nos armées de l'ouest lancées à l'attaque, comme aussi assurer la liaison avec nos armées de l'est, dont la gauche, 4e armée, s'appuyait à Vitry-Le-François, telle est la tâche de dévouement et de sacrifice que j'envisage pour mon armée, dans la journée du 7. Rentré à mon quartier général de Plancy, j'ordonne en conséquence que, dans la journée du 7, le front actuellement tenu continuera d'être défendu en tout état de cause :

Par le 9e corps sur la rive sud des marais de Saint-Gond ; par le 11e corps à Morains-Le-Petit et sur la vallée de la Somme, d'Écury-Le-

Repos à Haussimont. À la gauche de l'armée, la 42^e division attaquera en liaison avec le 10^e corps dans les mêmes conditions que la veille, tandis qu'à droite, le 11^e corps, après s'être emparé des hauteurs au sud de Clamanges et du village de Clamanges, se portera en direction de Pierre-Morains, Colligny, mont-Aimé, Le 9^e corps se tenant prêt à le soutenir en débouchant vers Aulnizeux et Vert-La-Gravelle. La 18^e division restera tout d'abord en réserve d'armée dans la région d'Euivy. La 9^e division de cavalerie couvrira la droite de la 9^e armée, en surveillant les directions de Vitry et de Châlons et en cherchant à se lier, par un détachement, dans le camp de Mailly, avec la gauche de la 4^e armée.

De ce côté se présente évidemment un point particulièrement dangereux. La 4^e armée est engagée dans une bataille défensive violente. Une brèche de trente kilomètres continue de rester ouverte entre sa gauche et la droite de la 9^e armée, et le général De Langle fait connaître que ce vide ne pourra être partiellement réduit que le 8, par l'entrée en ligne d'un nouveau corps d'armée, le 21^e. à quelles surprises devons-nous nous attendre ? Dans ces conditions il apparaît que la situation, particulièrement tendue déjà de la 9^e armée, doit être maintenue à tout prix. Ce résultat va exiger de la part des exécutants de l'énergie et de l'activité. J'y fais un pressant appel en vue **d'étendre et de maintenir d'une façon indiscutable les résultats obtenus sur un ennemi fortement éprouvé et aventuré.**

Afin d'assurer à notre action une durée qui peut comporter plusieurs jours, je prescris au commandement une conduite méthodique des attaques : engager l'infanterie en faible proportion, l'artillerie sans compter, et transformer immédiatement toute occupation en organisation défensive, est la tactique à pratiquer. De son côté, l'ennemi qui voit l'ensemble de ses forces arrêté, avec son aile droite en mauvaise posture sur l'Ourcq et son aile gauche immobilisée en Lorraine, est résolu à frapper un coup décisif par son centre. C'est la seule chance qui lui reste d'arracher une victoire, dont les probabilités se sont singulièrement éloignées pour lui depuis quarante-huit heures. Il y engage tout ce qu'il lui reste de forces dans la région. Le poids de son effort va porter sur les 4^e et 9^e armées françaises. Il entend les mettre définitivement hors de cause, ou au moins les séparer l'une de l'autre, et se précipiter par la brèche ainsi faite. Devant la 9^e armée, cet effort va se traduire par des offensives extrêmement violentes, menées de part et d'autre des marais de Saint-Gond, dans les directions même que j'ai assignées aux attaques des 42^e division et 11^e corps. Les journées des 7, 8 et 9 septembre vont témoigner de l'acharnement de la lutte, pour aboutir en fin de compte à la défaite allemande. Le 7, dès les premières heures, le combat reprend sur toute la ligne.

À gauche, la 42^e division, qui se porte en avant, et la division marocaine sont violemment attaquées sur tout leur front. La Villeneuve, enlevée par l'ennemi, est reprise peu après par le 151^e. Vers 10 h. 15, le 162^e est rejeté de Soizy et des bois de Saint-Gond jusqu'à hauteur de la route de Montgivroux. De son côté, la division marocaine, ayant perdu la ferme Montalard et Oyes, s'est repliée sur la crête au nord de Mondement. Pour répondre au danger qui en résulte, je multiplie mes appels au 9^e corps en lui rappelant que sa mission principale reste, de ce côté, la même : maintenir la liaison avec la 42^e division et arrêter à tout prix le débouché ennemi par Saint-Prix. J'appelle en même temps son attention sur la grande croupe en arrière de Mondement, qui devrait déjà être occupée par la division de réserve. D'autre part, le commandant de la 5^e armée, qui a déjà

fait connaître que les forces allemandes battent en retraite devant lui, donne à son 10e corps l'ordre de s'engager, de façon à enrayer l'offensive ennemie sur la gauche de la 9e armée. Vers 17 heures, la 42e division et la division marocaine, renforcées par des troupes réservées du 9e corps, repartent à l'attaque en vue de reconquérir Soizy, le bois de Saint-Gond et Saint-Prix. Cette attaque est accueillie par des feux violents partant des tranchées que l'ennemi a déjà établies entre le bois de Saint-Gond et Montgivroux. Un combat acharné se déroule, notamment à l'intérieur du bois de La Banle. S'il ne réussit pas à rétablir la situation, du moins arrête-t-il la progression ennemie sur cette partie du champ de bataille.

Vers 18 heures, à l'heure où cesse la lutte, nous tenons la partie sud du bois de la Branle et la route de Montgivroux, quelques éléments sont même dans le bois de Saint-Gond. Par contre, en fin de journée, La Villeneuve est de nouveau enlevée par l'ennemi. Au centre de l'armée, sur la rive sud des marais de Saint-Gond, on s'est tenu de part et d'autre sur la défensive, et la journée n'a été marquée de ce côté que par des actions d'artillerie parfois assez vives. À la droite, la lutte revêt dès le matin un caractère violent. À 8 heures, le 11e corps est violemment attaqué sur tout son front, en particulier vers Lenharrée. Peu après, des forces ennemies importantes débouchent de Morains-Le-Petit et d'Écurey-Le-Repos ; la 21e division se maintient avec peine sous le choc, malgré l'appui que lui prête l'artillerie de la 17e division. Cette situation critique peut devenir rapidement très grave. On sent qu'une défaillance est sur le point de se produire ; elle aurait des conséquences incalculables, à l'heure même où l'aile droite des armées allemandes cède sous les coups victorieux de nos armées d'aile gauche.

De même que, dans la région de Mondement, les efforts de l'ennemi ont été neutralisés par l'attitude agressive de la 42e division et de la division marocaine, de même ce n'est qu'en attaquant nous-mêmes sur le front de la Somme que nous pouvons avoir des chances d'enrayer les progrès des troupes allemandes devant le 11e corps. Pénétré de cette nécessité, et persuadé que seul un changement d'attitude du 11e corps rétablira la situation, je prescris :

Devant l'aile gauche de l'armée, l'ennemi semble céder. Le 11e corps, assurant l'occupation de la Somme à Écurey, Normée et Lenharrée, et disposant d'une brigade de la 18e division, attaquera de suite avec cette brigade de Normée sur Clamanges, et avec la 22e division le mamelon sud-est de Pierre-Morains et Pierre-Morains.

Cette nécessité de maintenir à tout prix la situation de ce côté, comme aussi d'arrêter les progrès de l'ennemi dans l'espace libre qui nous sépare de la 4e armée, répond entièrement à la conduite générale de la bataille que le général en chef fait connaître à nouveau par message téléphoné de 17 h. 15. Il faut tout au moins durer jusqu'à ce que la 4e armée puisse venir dégager la droite de la 9e, comme le général De Langle a été invité à le faire, lorsque le succès tactique à assurer tout d'abord, dans la région où son armée est engagée, aura été obtenu.

Cependant l'attaque prescrite au 11e corps n'a pas lieu en raison des actions ennemies très sérieuses sur Lenharrée et sur Vassimont, qui viennent d'être enlevés par les allemands. Le 11e corps se contente de maintenir la 21e et la 22e divisions sur leurs positions, jalonnées sensiblement par les bois au sud de Morains-Le-Petit et la voie ferrée de Sommesous, Fère-Champenoise. L'inexécution par le 11e corps de l'attaque prescrite aurait pu entraîner des

conséquences redoutables, si l'ennemi avait poursuivi ses entreprises. Mais il est arrêté par une intervention heureuse du 9e corps, qui vient à point dégager la gauche du 11e. C'est, vers 16 h. 30, un régiment de la 17e division, le 90e, qui contre-attaque en direction d'Aulnay-Aux-Planches et d'Aulnizeux et réussit à s'emparer de ce dernier village, que les allemands reprennent du reste peu après. Malgré tout, cette action opportune dégage la gauche du 11e corps et apporte, tout au moins momentanément, un soulagement indispensable à ce corps d'armée. À mon extrême droite, la 9e division de cavalerie, après avoir repris Sommesous un moment occupé par l'ennemi, peut tenir avec son gros dans la zone Mailly, Villiers-Herbisse.

La 18e division, y compris la brigade mise à la disposition du 11e corps, reste encore disponible en deuxième ligne, dans les bois de part et d'autre de la route de Normée, Fère-Champenoise. Quant à la 60e division de réserve, elle est installée en situation défensive sur le plateau de Montépreux. Le bilan de la journée du 7 ressemblait à celui de la veille. La gauche de la 9e armée, grâce à la ténacité de ses efforts, avait enrayé les progrès de l'adversaire ; le centre s'était maintenu sur ses positions ; la droite, de nouveau, avait fléchi et perdu définitivement la ligne de défense de la Somme. C'est dans cette situation branlante qu'il nous faut poursuivre la bataille et attendre une décision des progrès de notre 4e armée, dont l'aile gauche est encore à plusieurs dizaines de kilomètres de notre droite.

La tâche de la 9e armée reste donc la même pour la journée du lendemain 8, et, par suite, je maintiens les instructions déjà données. J'y ajoute [de faire dès la pointe du jour des reconnaissances sur tout le front en vue de déterminer les points encore occupés par l'ennemi](#). Les renseignements reçus montrent les allemands en pleine retraite devant les armées alliées de gauche, y compris la majeure partie de la 5e armée, et il est important de s'informer si leur mouvement de repli va s'étendre plus à l'est. En réalité, il n'en sera pas ainsi. Les journées des 8 et 9 septembre vont, au contraire, marquer le point culminant de la ruée adverse sur tout le front de la 9e armée.

Le 8, avant le lever du jour, le 11e corps subit une attaque des plus violentes. Profitant de la nuit pour s'approcher de nos lignes, sans subir le feu de notre artillerie, l'ennemi a formé ses masses d'attaque à quelques centaines de mètres de notre infanterie, et brusquement, à 4 h. 30, encore dans la nuit, sans préparation d'artillerie, il les lance au sud de Morains-Le-Petit et d'Écury-Le-Repos. La 21e division, gauche de notre 11e corps d'armée, reflue sur Fère-Champenoise, entraînant dans son mouvement désordonné une partie de la 52e division de réserve et de la 18e division. La 22e division lâche pied de son côté dans la région de Lenharrée. Le général commandant le corps d'armée s'efforce de rallier ses troupes, et ne parvient à les arrêter que sur les hauteurs au sud de Fère-Champenoise, tandis que la 18e division se reforme au sud de Connantray.

Informé à mon poste de commandement de Pleurs de ces graves événements, j'ordonne au 11e corps de réoccuper et de maintenir à tout prix Fère-Champenoise ; c'est le seul point d'appui sérieux que fournit la région, et, dans ce but, je mets toute la 18e division à sa disposition. à la condition d'agir sans retard avec une réserve intacte, et avant que l'ennemi ne l'ait organisé et occupé méthodiquement, nous pouvons le reprendre et y amarrer les lignes encore flottantes du 11e corps. J'ordonne en même temps au 9e corps de se lier avec lui vers cette localité, et d'entreprendre sans retard une action commune pour rejeter l'ennemi venant de Morains-Le-Petit. D'autre part, je fais appel aux

armées voisines. La 4e armée ne peut-elle aider la droite de la 9e, notamment par son 21e corps, dont l'intervention a été annoncée pour le 8 ? Le général De Langle répond que le 21e corps attaque dans la direction du nord et que l'intervalle entre les deux armées est trop grand pour qu'il puisse apporter son concours. Je me tourne alors vers la 5e armée et je téléphone :

La droite de la 9e armée (11e corps) est prise à partie par une action combinée du XIIe corps saxon et de la garde, sans pouvoir être soutenue par le gros de mes forces engagé dans un combat au centre (9e corps) ; elle ne peut davantage être soutenue directement par la 4e armée. En vue de la dégager, il est demandé à la 5e armée de reprendre, si cela lui est possible, en liaison avec la 42e division et avec la gauche du 9e corps, l'offensive contre le plateau ouest de Champaubert.

Le général D'Espérey répond aussitôt :

La mission primordiale du 10e corps reste celle indiquée dans l'ordre d'opérations, c'est-à-dire aider la gauche de la 9e armée à rejeter au nord des marais de Saint-Gond l'ennemi qui essaie d'en déboucher par Saint-Prix et Soizy-Aux-Bois.

J'ordonne en conséquence à la 42e division de poursuivre énergiquement ses attaques en liaison avec les 9e et 10e corps. Ayant ainsi soudé et accentué l'offensive à la gauche, je reporte toute mon attention sur la droite, où la situation, bien que paraissant rétablie pour le moment, n'en demeure pas moins particulièrement grave. Indépendamment de l'échec qu'elle a subi, ma ligne est en ce point menacée d'enveloppement. La 9e division de cavalerie a dû abandonner Sommesous. Par là, elle a découvert la route de Montépreux, et l'ennemi est en mesure de déborder le 11e corps avant que celui-ci puisse faire son effort sur Fère-Champenoise. Pour parer à ce danger, je prescris : au 11e corps, d'assurer un repli à la 9e division de cavalerie en faisant tenir Semoine par quelques compagnies, si ce n'est déjà fait, ainsi sera barrée la trouée de Montépreux ; et à la 9e division de cavalerie, de manoeuvrer sur la route Sommesous, Mailly, pour agir dans le flanc de l'attaque de Montépreux, éventer et ralentir les attaques enveloppantes de l'ennemi.

D'autre part, pour gagner, le cas échéant, le délai nécessaire à la mise en oeuvre de l'action projetée sur Fère-Champenoise, j'ordonne de préparer, avec les troupes de la 60e division de réserve, qui s'est repliée sur la région Semoine, Mailly, des contre-attaques ennemies qui pourraient sortir de la ligne de la Somme. Enfin, j'insiste auprès du général De Langle pour obtenir l'appui du 21e corps :

Il serait grandement à désirer que la 4e armée pût faire agir aujourd'hui le 21e corps dans la direction de Sommesous.

Malheureusement il n'y faut pas compter, car, contrairement aux prévisions de cette armée et par suite d'un retard inattendu, le 21e corps ne pourra pousser du monde sur Sommesous que le 9. Tandis que le 11e corps s'installe, comme on l'a vu, sur les hauteurs au sud de Fère-Champenoise, l'ennemi, qui semble avoir été sérieusement éprouvé dans son succès, l'inquiète peu au cours de la matinée. De son côté, le 9e corps consolide sa droite, mise en mauvaise posture par le recul du 11e aux premières heures de la journée. C'est ainsi qu'il établit la 52e division de réserve vers Connantre, en liaison avec la gauche du 11e corps, et qu'il

installe la 17e division sur le front mont-Août, ferme Sainte-Sophie qu'elle doit maintenir à tout prix.

À la gauche du 9e corps, la division marocaine a repris ses attaques en liaison avec la 42e division, aux premières heures du jour. Elle s'est emparée de la crête du Poirier et a, vers 7 heures, chassé les allemands de Oyes, tandis que la 42e division progresse sur Saint-Prix. Mais elle se trouve ensuite immobilisée par le feu d'une puissante artillerie lourde établie sur les hauteurs de Baye. Bientôt des renseignements parviennent, signalant des rassemblements ennemis importants dans la région Coizard, Courjeonnet, Villevenard. Malgré ces difficultés et les menaces d'attaque à l'extrémité ouest des marais, qui retiennent les disponibilités du 9e corps, j'adresse à son chef des instructions répétées, lui disant :

Pour votre corps d'armée, l'intérêt capital de la journée est à la droite, où il doit apporter au 11e corps tout son appui. Il portera donc de ce côté toutes ses forces disponibles, même celles du centre qui ne sont pas engagées.

Grâce aux dispositions prises en conséquence, vers midi, la droite et le centre de la 9e armée sont sur la défensive, dans un calme relatif, préparant leur attaque combinée sur Fère-Champenoise. La 42e division a, pendant ce temps, attaqué et progressé de façon sensible. Dès la pointe du jour, elle s'est portée à l'attaque sur tout son front. à 11 heures, elle est maîtresse du bois de Soizy-Aux-Bois et du plateau de La Villeneuve, en liaison avec le 10e corps qui marche sur Corfélix et Boissy. Vers midi, sa gauche atteint la région Les Culots, Corfélix, soutenue par la 51e division de réserve du 10e corps. Sa droite, par contre, progresse péniblement.

À 14 heures, les allemands déclenchent une violente canonnade sur le front Broussy-Le-Petit, Ménil-Broussy, Reuves, Oyes, Saint-Prix, et, une demi-heure plus tard, leur infanterie passe à l'attaque sur tout ce front. Débouchant à travers les marais de Saint-Gond, l'ennemi s'empare de Broussy-Le-Petit, de Ménil-Broussy, et, malgré les pertes que lui fait subir notre artillerie, oblige la division marocaine à se replier sur le front lisière est du bois de Saint-Gond, Montgivroux, Mondement, bois et croupe d'Allemant, où elle se retranche à la nuit tombante. Tandis que ces événements se déroulent à gauche, je m'emploie à lancer au plus tôt l'attaque sur Fère-Champenoise. Cette action est en effet essentielle pour arrêter la manœuvre d'enveloppement dont le 11e corps continue à être menacé, et elle est susceptible, en outre, d'apporter un soulagement à la division marocaine qui est alors vivement pressée.

D'une façon générale d'ailleurs, ce n'est que par l'offensive, en témoignant par des actes agressifs de notre volonté et de notre faculté d'agir, que nous pouvons espérer troubler les fortes entreprises dont l'ennemi a pris l'initiative à la première heure du 8, et qui, se développant librement dans un vaste pays au parcours facile, peuvent atteindre le point faible des armées françaises : l'espace de vingt à trente kilomètres entre la droite de notre 9e armée et la gauche de notre 4e.

C'est pourquoi je presse, à 15 h. 30, les 11e et 9e corps d'agir sans retard sur Fère-Champenoise. L'attaque est préparée par cinq groupes d'artillerie. Elle est exécutée par deux régiments de la 52e division de réserve, en direction de Fère-Champenoise. Elle est appuyée à droite par les unités des 21e et 18e divisions. La progression est lente, mais elle s'accuse néanmoins sur tout le front. Elle est

arrêtée par la nuit. Seuls quelques éléments de la 52e division de réserve pénètrent momentanément dans Fère-Champenoise. Si l'attaque n'a pas atteint ses objectifs, du moins a-t-elle obligé l'ennemi à un recul et, par là, elle a rempli son office.

La journée du 8 a été particulièrement dure pour la 9e armée. Depuis l'aurore jusqu'à la tombée de la nuit, elle a eu à subir des assauts violents et répétés. Sous les coups de l'ennemi, elle a dû céder quelque terrain, mais, et ce n'est pas là le moindre bénéfice de cette journée, son front reste soudé et la menace d'enveloppement qui avait plané sur elle durant de longues heures paraît au soir s'atténuer. En même temps, la tête du 21e corps est signalée à huit kilomètres au sud de Sompuis, et la 9e division de cavalerie, établie dans la région de Mailly, a pris contact avec elle.

Rentré à mon quartier général de Plancy dans la soirée, après avoir suivi les progrès de l'attaque vers Fère-Champenoise, je prescris que les 11e et 9e corps s'établiront solidement sur les positions conquises. Ces premières dispositions prises, je ne puis me dissimuler cependant que la situation reste grave, notamment dans la moitié droite de mon armée. Le 11e corps, après de très nombreuses épreuves, n'a plus que des troupes particulièrement fatiguées sur des positions sans solidité. La liaison avec la 4e armée est bien fragile, l'ennemi ayant occupé Sompuis dans la journée ; elle ne sera solidement établie que si le 21e corps, encore loin de la bataille, intervient à temps. À ma gauche, la 5e armée est heureusement en meilleure posture. Elle n'a cessé dans la journée de faire de sérieux progrès. À côté d'elle, ma 42e division a participé aux résultats qu'elle a obtenus.

Là se trouvent encore quelques forces victorieuses, mais surtout le terrain favorable de la falaise de Champagne nous permet d'y résister avantageusement, peut-être même d'y progresser en liaison avec le 10e corps, au total d'y trouver un solide pivot pour l'entreprise de notre rétablissement, et d'y puiser les renforts nécessaires à notre aile droite, actuellement emportée par l'attaque dans cette plaine champenoise sans obstacle et sans abri.

Malgré les vingt kilomètres qui séparent ces forces de la région de Fère-Champenoise où il faut rétablir le combat, il n'y a pas à hésiter, c'est à ma gauche en progrès qu'il faut puiser, pour renforcer et sauver à tout prix ma droite en sérieuse détresse. Ces concours arriveront-ils à temps ? Autre grave question. En tout cas, à 21 heures, je téléphone au général D'Espérey, commandant la 5e armée, de vouloir bien, aux premières heures de la journée du 9, faire relever par des troupes de son 10e corps la 42e division, que je compte réunir à Linthes et à Pleurs pour l'engager à la droite de la 9e armée. Il me répond, non seulement en consentant à cette relève, mais encore en mettant à ma disposition le 10e corps, fort de deux divisions et de son artillerie de corps. C'est ainsi que dans la soirée même du 8, je puis ordonner pour le 9 :

La 9e armée étant fortement engagée par sa droite vers Sommesous, et le 10e corps étant mis sous ses ordres, les dispositions suivantes seront prises, le 9 septembre, à la première heure :

Le 10e corps relèvera, vers 5 heures, la 42e division dans ses attaques contre le front Bannay-Baye, en particulier sur la route de Soizy-Aux-Bois à Baye, où il se liera avec la division marocaine qui tient le bois de Saint-Gond, Montgivroux et Mondement. Il aura en tout

cas à interdire à l'ennemi d'une façon indiscutable le plateau de La Villeneuve-Les-Charleville, Montgivroux, ainsi que ses abords nord.

La 42e division, à mesure qu'elle sera relevée de ses emplacements par le 10e corps, viendra se former par Broyes, Saint-Loup, en réserve d'armée, de Linthes à Pleurs, en prévenant de son mouvement la division marocaine. le poste de commandement sera à Plancy.

En fait, le 9 dès l'aube, et comme s'il avait pressenti mes intentions, l'ennemi redouble la violence de ses attaques.

À notre gauche d'abord, débouchant en forces, il bouscule les avant-postes de la division marocaine et pousse d'un trait jusqu'au village et au château de Mondement, dont il s'empare. Il est 6 heures environ. Le commandant du 9e corps met aussitôt à la disposition du général Humbert la seule réserve qui lui reste, le 77e régiment d'infanterie, mais ce régiment est à Saint-Loup, à deux lieues de là ; son secours se fera forcément attendre.

Pour gagner le temps nécessaire à son intervention, le général Humbert obtient du général Grossetti, dont les troupes sont en partie relevées par le 10e corps, la disposition de deux bataillons de chasseurs et de l'artillerie de la 42e division. Cet appoint, quelque limité qu'il soit, de troupes relativement fraîches procure un soulagement et un répit à la division marocaine, qui fortifie sa résistance dans les bois au sud de Mondement, et se maintient héroïquement sous un feu d'enfer, gagnant ainsi le temps nécessaire à l'entrée en ligne du 77e régiment d'infanterie.

Celui-ci apparaît enfin vers les 11 heures ; tout danger est désormais conjuré. à 14 heures, le 77e attaque sur Mondement avec les débris d'un régiment de zouaves. Son attaque échoue sous un feu violent de mitrailleuses partant de la grille et des fenêtres du château. On amène une pièce de 75 à quatre cents mètres de la grille ; une section d'artillerie est poussée à proximité de la partie sud du parc ; à 18 h. 30, le 77e se lance magnifiquement à l'assaut, débusque l'ennemi, et, à 19 heures, le colonel Lestoquoi, commandant le régiment, peut envoyer ce bref et éloquent compte-rendu : **je tiens le village et le château de Mondement, je m'y installe pour la nuit.** La valeureuse résistance de la division marocaine, pendant la journée du 9, était capitale pour le succès de nos armées. Elle permettait à la 42e division d'exécuter dans de bonnes conditions un mouvement de rocade toujours bien délicat, et qui, sans cela, eût été par trop ralenti, alors que le temps pressait. Plus encore, la perte des hauteurs de Mondement eût entraîné celle de l'éperon d'Allemant, et, ce dernier aux mains de l'ennemi, c'était la mise à sa discrétion de ce morceau de plaine champenoise auquel, depuis quatre jours, les troupes de la 9e armée se cramponnaient de toute leur énergie. Elle était, enfin, d'autant plus essentielle, que la droite et le centre de l'armée continuaient de fléchir sensiblement sous les coups redoublés de l'adversaire.

Nous avons laissé, le 8 au soir, le 11e corps sur les hauteurs au sud de Fère-Champenoise. Dès le matin du 9, les allemands canonnent violemment ces positions, et bientôt, poursuivant leur entreprise de la veille, ils dirigent sur le centre et la droite du corps d'armée de très fortes attaques d'infanterie. Les 18e et 22e divisions, qui occupent cette partie du front, sont rejetées vers le sud, et, avant 10 heures, elles repassent sur la rive gauche de la Maurienne, où elles se reconstituent et s'organisent.

Quant à la 21^e division, gauche du 11^e corps, elle a d'abord subi sans broncher le violent bombardement de l'artillerie allemande. Mais, fortement prise à partie, se trouvant isolée et en flèche, elle est à son tour rejetée de l'autre côté de la Maurienne.

Pendant ce temps, la droite et le centre du 9^e corps ne sont guère en meilleure posture. Dès le lever du jour, la 103^e brigade (52^e division de réserve), qui, la veille au soir, était parvenue à mi-chemin de Connantre et de Fère-Champenoise, reprend ses attaques sur la station de Fère. Elle ne réussit pas à progresser sensiblement et la lutte d'artillerie se poursuit avec violence. Contre-attaquée peu après, elle est rejetée, et se replie, sous un feu meurtrier, vers Connantre. Le général Dubois prescrit à la 17^e division de tenir coûte que coûte sur son front : mont-Août, ferme Nozet, ferme Sainte-Sophie, en liaison à droite avec la 52^e division de réserve.

Cependant, la pression ennemie se fait sentir de plus en plus durement, l'artillerie allemande balaie toute la plaine, la situation peut devenir critique sans l'arrivée de nouveaux renforts sur la route de Fère-Champenoise. Aussi je ranime les courages en annonçant l'entrée en action prochaine de la 42^e division et la reprise de l'offensive :

La 42^e division va arriver sur le front Linthes-Pleurs. Quelle que soit la situation plus ou moins reculée du 11^e corps, nous comptons reprendre l'offensive avec cette 42^e division par Connantre et Euvy, offensive à laquelle le 9^e corps aura à prendre part contre la route Morains, Fère-Champenoise.

La 42^e division est en route depuis 8 h. 30. elle sera en mesure d'agir vers midi.

Le 10^e corps a libéré la 42^e division et est à notre disposition. Il reçoit l'ordre d'appuyer la division marocaine pour empêcher à tout prix la pénétration à l'ouest des marais de Saint-Gond.

Que de forces l'ennemi ne doit-il pas dépenser à ce jeu de violentes attaques répétées et sans profit appréciable jusqu'à présent ! Ces forces ne vont-elles pas lui faire défaut ailleurs ?

Comme on le voit, et depuis le commencement de la journée, il nous attaque fortement dans la région de Saint-Prix, Mondement, et plus fortement encore dans celle de Fère-Champenoise. En même temps, les nouvelles arrivées du grand quartier général indiquent des progrès notables de nos armées de l'ouest. Il importe donc au succès de la bataille engagée que notre 9^e armée, malgré la rigueur de l'épreuve, fasse tête à l'ennemi jusqu'au moment où deviendront décisifs les progrès de notre aile gauche. Sa tâche reste nettement tracée. Pour si dure que soit cette tâche, la 9^e armée doit contenir les forces ennemies qu'elle a devant elle, leur interdire toute rupture de notre front, et les maintenir tant qu'il sera nécessaire à l'obtention de la victoire. Encore une fois, je fais appel à l'énergie de tous en leur communiquant ma confiance inébranlable dans le succès et en leur donnant connaissance de la situation générale de l'ennemi :

Des renseignements recueillis au quartier général de la 9^e armée, il résulte que l'armée allemande, après avoir marché sans relâche depuis le début de la campagne, en est arrivée à l'extrême limite de la fatigue.

Dans les différentes unités, les cadres n'existent plus, les régiments marchent mélangés les uns aux autres, le commandement est désorienté.

La vigoureuse offensive prise par nos troupes a jeté la surprise dans les rangs de l'ennemi qui était persuadé que nous n'offririons désormais aucune résistance.

Il importe au plus haut point de profiter des circonstances actuelles. à l'heure décisive où se jouent l'honneur et le salut de la patrie française, officiers et soldats puiseront dans l'énergie de notre race la force de tenir jusqu'au moment où, épuisé, l'ennemi va reculer.

Le désordre qui règne dans les troupes allemandes est le signe précurseur de la victoire ; en continuant avec la plus grande énergie l'effort commencé, notre armée est certaine d'arrêter la marche de l'ennemi et de la rejeter hors du sol de la patrie.

Mais il faut bien que chacun soit convaincu que le succès appartiendra à celui qui durera le plus.

Les nouvelles reçues du front sont d'ailleurs excellentes.

Entre temps, la violence des attaques ennemies a redoublé sur le centre de l'armée, les pertes sont élevées et le commandant du 9e corps n'a plus une compagnie disponible. À 13 h. 30, les unités de la 52e division de réserve qui occupaient le mont-Août se replient, entraînant dans leur recul toute la 17e division, qui vient se reformer sur le front cote 144 (trois kilomètres de Linthes), ferme Sainte-Sophie. La 17e division se cramponne à cette position, sur laquelle va se briser l'offensive de l'ennemi. Contre le 11e corps, l'attaque allemande s'étend de l'autre côté de la Vaure, dévale vers le ruisseau de Corroy, s'empare de Corroy et d'Ognes. Une partie de la 18e division est rejetée dans les bois sud de Gourgançon. Seule, la 22e division ne semble être inquiétée que par l'artillerie adverse.

À l'extrême droite, la 9e division de cavalerie, menacée par une infiltration de la cavalerie allemande dans la vallée de l'Huitrelle, s'est reportée en arrière de la route Dosnon-Allibaudières. Heureusement, à ma gauche, la division marocaine continue de résister héroïquement sur les hauteurs de Mondement, et, au delà, le 10e corps qui est efficacement appuyé par le 1er corps, droite de la 5e armée, repousse l'ennemi et enlève la position Bannay, Baye.

Dans ces conditions, nous pouvons, au quartier général de la 9e armée, porter toute notre attention vers l'angle de Fère-Champenoise. Après y avoir subi les rudes assauts de l'adversaire, il y a lieu d'engager une action décisive ; elle sera marquée par l'entrée en ligne de la 42e division. Cette division s'est mise en marche, conformément aux ordres donnés, vers Linthes, Linthelles. Retardée en partie par l'aide qu'elle a été momentanément amenée à prêter à la division marocaine, c'est seulement à 11 h. 30 qu'elle a atteint la grand'route de Sézanne. Elle franchit la falaise de Champagne et descend dans la plaine, où elle s'avance à travers champs, en formations articulées, admirable d'ordre et d'allure. À 13 h. 45, je lui fais connaître de nouveau ce que j'attends d'elle, dès son arrivée à pied d'oeuvre :

Attaquer, en partant de Pleurs-Linthes, l'éperon qui de Pleurs se dirige au nord d'Euvy. Flanquée au nord par le 9e corps, qui attaquera contre la route Fère, Morains-Le-Petit. Au sud, par le 11e corps qui attaquera

l'éperon au sud d'Euvy, cotes 136, 160 et sur tout son front. Vers 4 heures (16 heures) aujourd'hui.

Puis je répète aux autres unités mes ordres précédents, qui comportent quoi qu'il arrive :

Au 11e corps d'attaquer contre le front Connantray, Montépreux, en liaison avec la 42e division ; au 9e corps de se préparer à exécuter l'offensive prescrite au nord de la 42e division et en liaison avec elle ; à la 51e division de réserve d'attaquer sur le front Saint-Prix, Baye ; au 10e corps de participer à l'offensive de la 51e division de réserve en attaquant au nord des marais de Saint-Gond, dans la direction ouest-est.

Je ne me contente pas d'envoyer ces ordres. L'action à mener sur Fère-Champenoise a une importance telle que tous les détails en doivent être réglés, et, comme ils ne peuvent l'être que sur place, je dépêche à Linthelles le colonel Weygand. Dans ce village a lieu, à 16 heures, un entretien auquel prennent part, outre le chef d'état-major de la 9e armée, le général Dubois et le général Grossetti. Les derniers détails de l'attaque sont arrêtés, les zones d'action respectives précisées.

Le 9e corps, avec ce qu'il pourra mettre en ligne de ses 17e et 52e divisions, reçoit pour objectif Fère-Champenoise, puis le front Morains-Le-Petit, Normée. La 42e division enlèvera la croupe Connantre-Connantray, puis le front Normée-Lenharrée. Le 11e corps doit atteindre le front Lenharrée-Haussimont. L'attaque partira à 17 h. 15. Puis, comme il est de toute importance que le flanc droit de la 42e division soit parfaitement appuyé et que, d'autre part, le 11e corps semble vouloir subordonner son action à celle de la 42e division, le colonel Weygand envoie directement à Lintelles, à 17 heures, l'ordre suivant à la 21e division :

La 42e division attaque à 17 h. 15, du front Linthes, Pleurs, sur Connantre, Moulin De Connantre (nord de Corroy). Le 11e corps a reçu l'ordre d'appuyer cette attaque à droite en attaquant sur tout son front. ordre à la 21e division d'attaquer immédiatement sur la crête nord-ouest d'Euvy.

Et, de mon côté, j'adresse un dernier appel à mes troupes, insistant de la façon la plus pressante pour que l'offensive prescrite **soit conduite de la manière la plus énergique**. C'est donc une vaste contre-attaque, menée de l'ouest à l'est sur Fère-Champenoise et ses abords, qui s'engage en cette soirée du 9 septembre. Pour si fatiguées que soient nos troupes, c'est leur volonté de vaincre bien affirmée par une reprise générale de l'offensive, concordant avec l'entrée en ligne de la 42e division, qui doit avoir raison d'une fraction des forces ennemies certainement épuisée par les violents efforts des jours précédents, et que ses succès mêmes ont poussée au sud dans une situation risquée, au moment où le système des forces allemandes est entièrement ébranlé et même en pièces à l'ouest des marais de Saint-Gond. Car, dans cette région, le 10e corps gagne rapidement du terrain, tandis que, plus au nord, le 1er corps atteint la route La Chapelle, Champaubert.

Il est 18 heures, la canonnade fait rage sur tout le front de l'armée. La nuit approche, le moment est venu, par plus d'énergie et d'agressivité, de faire pencher la balance de la fortune, en rompant l'équilibre forcément instable de forces aux nerfs tendus à l'extrême depuis plusieurs jours, aussi bien dans le commandement que dans les troupes des deux camps. Toutes les artilleries

disponibles ont été engagées. Les troupes du 9e corps se portent à l'attaque à gauche de la 42e division, progression lente et difficile à travers des boqueteaux qu'il faut nettoyer à la baïonnette et par-dessus les nombreux cadavres ou blessés de la garde prussienne, incontestable témoignage des pertes infligées par notre feu, notamment de 75. La nuit est bientôt venue, mais on avance ; des fractions ennemies se replient de bois en bois en tiraillant. La 42e division, partant du front Linthes, Linthelles, progresse à cheval sur la grand'route de Connantre à Fère-Champenoise.

À minuit, le commandant du 9e corps rend compte qu'il tient la ferme Nozet et les abords de la ferme Sainte-Sophie, que le moral de ses troupes est particulièrement exalté, que le mouvement en avant continue dans la nuit. Après avoir marqué un temps d'arrêt, on est en effet reparti, et l'aurore du 10 septembre trouve nos troupes du 9e corps occupant, dès 5 heures, Morains-Le-Petit et Fère-Champenoise, tandis que la 42e division se voit sur la croupe de Connantre à Connantray. Plus au sud, le 11e corps a suivi le mouvement, tandis qu'à la droite de l'armée la 9e division de cavalerie se reporte en avant vers Mailly et que le 21e corps de la 4e armée est à quatre kilomètres de Sompuis. Dès lors, toute la 9e armée est en route vers la Marne de la région de Châlons. Partout, sur les abords et les routes de Fère-Champenoise, on relève les indices des rudes épreuves subies par l'ennemi, les traces et les vestiges d'une retraite précipitée, et par là désordonnée. On fait de nombreux prisonniers, on ramène du matériel.

Chapitre III — La fin de la bataille et la poursuite. 10-12 septembre.

Arrivée du général Foch à Fère-Champenoise. – quelques résistances d'arrière-gardes ennemies, 10 septembre. – la marche à la Marne, le franchissement de la rivière, 11 et 12 septembre. – la fatigue des troupes et des cadres. – entrée du général Foch à Châlons, 12 septembre. – jugement d'ensemble sur la bataille de la Marne. – les deuils du général Foch.

Dans la soirée du 9, à mon quartier général de Plancy, sans connaître encore en détail les résultats de nos attaques perdues de vue dans la nuit, j'avais en effet prescrit de poursuivre avec la dernière énergie l'offensive entreprise : au 11e corps d'armée, contre le front Sommesous, Lenharrée, la 9e division de cavalerie sur Mailly ; à la 42e division d'infanterie, contre le front Lenharrée, Normée ; au 9e corps d'armée, contre le front Normée, Écury, Morains-Le-Petit ; le 10e corps d'armée, fermant le débouché de Montfort, avait à attaquer sur Étoges, Villevénard, en direction générale de Colligny, Bergères-Les-Vertus. Dans la matinée du 10, à 5 heures, heure prescrite pour le déclenchement des attaques, le 9e corps d'armée a déjà presque complètement réalisé, en ce qui le concerne, le programme ci-dessus. Également, les 11e corps d'armée, 42e division d'infanterie et 10e corps d'armée reprennent la marche en avant. Leur progression ne rencontre d'autres difficultés que celles dues à l'encombrement du matériel abandonné par l'ennemi ou à des obstacles dressés par lui en certains points. Quelques rares patrouilles de cavalerie allemande se replient sans combattre. Dès que je suis informé de la situation au lever du jour, et en particulier des progrès réalisés dans la région de Fère-Champenoise, je me mets en mesure de les exploiter en réitérant au 10e corps d'armée mes instructions de la veille :

Je demande au 10e corps d'armée, disposant de la 51e division de réserve, de mener aussi vivement et aussi violemment que possible les actions prescrites sur Étoges et Colligny, afin de permettre à la 9e armée, ainsi dégagée de toute préoccupation sur sa gauche aux marais de Saint-Gond, de prendre sans réserves une offensive qui par son centre et sa droite semble devoir être des plus fructueuses.

En prescrivant au 9e corps d'armée :

De se lier au 10e corps d'armée qui attaque au nord des marais de Saint-Gond sur Étoges et Colligny, et, à mesure des progrès de ce corps d'armée, d'abandonner les débouchés sud des marais en vue de reporter toutes ses forces disponibles à l'attaque qui sera menée aussi violemment que possible sur le front.

En exécution de ces ordres, toute l'armée est ainsi lancée dans une marche vers le nord-est, sa gauche longeant la falaise de Champagne. La plaine champenoise s'étend devant elle sur trente-cinq kilomètres jusqu'à la Marne, qu'il lui faut atteindre au plus tôt par une marche sans arrêt. Faute de renseignements précis sur ce qui se passe à la droite de mon armée et sur la liaison avec la 4e, j'invite la 9e division de cavalerie à me faire connaître sans retard ce qu'elle sait de l'ennemi, en particulier sur les directions de Châlons et Sompuis ; je prescris en outre au commandant de cette division de former, sur la route d'Arcis à Châlons, en un corps de cavalerie, sa 9e division et la 6e division qui vient d'arriver, pour en faire un sérieux instrument de poursuite.

À midi, je transporte mon quartier général à Fère-Champenoise. Les allemands ont complètement pillé la ville. Le spectacle est en outre caractérisé par les nombreux tessons de bouteilles qui encombrant les rues. Il est difficile d'y circuler à pied, à cheval, ou même en auto. Les allemands ont avec soin vidé les caves de cette riche petite ville de Champagne. On ramasse dans les maisons de nombreux prisonniers attardés. à la gare encore en flammes, je trouve le général commandant le 9e corps d'armée. De là, je prescris que les têtes de colonne devront être, dans la journée, poussées jusqu'à la Soude. La marche en avant continue sur tout le front, mais, vers la fin de l'après-midi, des engagements qui se produisent çà et là avec les arrière-gardes ennemies ne permettent pas une progression aussi rapide que dans la matinée. L'ennemi a, en effet, déployé à ses arrière-gardes une forte proportion d'artillerie. à la tombée de la nuit, l'armée a atteint la ligne générale Écury-Le-Repos, Lenharrée, Poivres-Sainte-Suzanne. À sa gauche, la droite de la 5e armée est sur la Marne à Dormans, sans être encore en contact avec la 9e armée. D'autre part, la gauche de la 4e armée (21e corps) est toujours vers Sompuis.

Conformément aux directives du grand quartier général, il s'agit pour le lendemain de continuer la poursuite dans la zone à l'ouest de la route incluse Sommesous, Châlons. Il nous faut en même temps envisager le passage de la Marne, tout d'abord courir au plus vite à la rivière, nous saisir des ponts intacts, reconnaître ceux qui sont détruits, en préparer la reconstruction, de manière à franchir la rivière au plus tôt sur les talons de l'ennemi en mauvaise posture, et à ne pas le lâcher.

C'est dans cet ordre d'idées que je donne mes instructions dans la soirée du 10. J'ajoute qu'en vue de hâter les événements, on cherchera surtout à déborder et à tourner les arrière-gardes ennemies plutôt qu'à les attaquer de front, à agir pour cela avec des formations largement déployées, ou à faire appel à des colonnes voisines avec lesquelles des liaisons étroites devront être établies. La marche reprendra à 5 heures pour toutes les colonnes de poursuite. Tandis que la 5e armée passera la Marne à Dormans avec son 1er corps, le 10e corps d'armée, maintenu le 11 à la 9e armée, assurera la liaison avec le 1er corps et marchera sur épernay. Il importe, en effet, d'explorer et de nettoyer, en le tournant, le massif forestier situé entre les deux armées, comme aussi de reconnaître et de saisir sans retard l'important passage d'Épernay. Enfin, j'envisage l'intérêt que présente, pour le rendement de la bataille, l'action de mon armée sur les corps qui étaient opposés à la 4e armée. On s'est heurté aux arrière-gardes allemandes encore dans la soirée du 10 ; quelques-unes étaient bousculées dans la nuit à Clamanges et à Trécon. En tout cas, dans la matinée du 11, la route est libre et le mouvement de la 9e armée ne rencontre pour ainsi dire aucune résistance. Je presse les unités sous mes ordres d'atteindre au plus tôt la Marne, comme aussi de mettre la main, dans la journée, sur les points de passage dans leurs zones respectives : 9e corps d'armée, à Aulnay-Sur-Marne et en aval ; 42e division d'infanterie, à Matougues ; 11e corps d'armée, avec le corps de cavalerie, à Mairy, Sogny, Châlons.

En même temps, je réunis toutes les ressources possibles en camions à Fère-Champenoise, pour être à même, le cas échéant, de jeter rapidement des fusils sur les ponts signalés comme intacts ; mais aucune indication ne parviendra pour permettre de profiter de cette prévision. En fait, malgré l'absence de réaction ennemie, la marche des colonnes est assez ralentie. La fatigue des troupes est grande, elle est augmentée encore par la pluie qui tombe toute la journée et rend le terrain de Champagne difficilement praticable.

En fin de journée, à gauche de l'armée, le 10^e corps atteint Épernay et pousse ses éléments légers au nord de la Marne. Le 9^e corps d'armée atteint la vallée de la Marne à Plivot et Athis. La 42^e division d'infanterie est dans la région boisée au nord de Germinon, Velye, avant-garde à Thibie. Le 11^e corps d'armée est sur la ligne Thibie, Écurey-Sur-Coole ; sa 18^e division a poussé même jusqu'à Châlons (faubourg de la Marne) des éléments qui seront repliés à la nuit sur le gros de la division. Le corps de cavalerie a envoyé des détachements sur les ponts de la Marne à Châlons et en amont. Les reconnaissances ont trouvé le pont de Châlons intact et barricadé. Les ponts de Sogny, Sarry, également intacts, ont été enlevés et occupés par un escadron. Sur le reste du front de l'armée, les passages de la Marne sont détruits.

Les renseignements ne parvenaient que le lendemain à mon quartier général, bien que le corps de cavalerie stationnât dans la région de Saint-Quentin-Sur-Coole, et que moi-même, désireux de connaître au plus tôt la situation sur la Marne, j'aie passé la nuit à la mairie de Fère-Champenoise, pour être plus près des renseignements et pouvoir prendre des décisions immédiates. Aucune indication ne me venait de toute la nuit. Dans ces conditions, le franchissement de la Marne allait s'effectuer lentement à la droite de l'armée, dans la matinée du 12. Pendant la journée du 11, l'ennemi s'est d'ailleurs mis en retraite sur tout le front de la 4^e armée. Le 21^e corps, gauche de cette armée, a pu, en fin de journée, porter son avant-garde sur la Marne vers Mairy. D'autre part, la 5^e armée a continué de progresser au nord de la rivière.

Entre temps est arrivée une nouvelle directive du grand quartier général. Le commandant de la 5^e armée a rendu compte à celui-ci, le 10 septembre, qu'il constatait la retraite rapide des allemands, partie vers le nord en direction de Soissons, partie vers Épernay et plus à l'est. La 5^e armée pénètre ainsi en coin dans le dispositif allemand, au point de séparation de deux groupements qui semblent se constituer, l'un à l'est d'Épernay et de Reims, l'autre au nord-ouest de Soissons. Entrant dans cet ordre d'idées, le grand quartier général envisage, le 11, l'action combinée de nos 9^e, 4^e, 3^e armées contre le groupe ennemi de l'est, et celle de la 6^e armée et des britanniques contre le groupe du nord-ouest, tandis que la 5^e armée continuera sa marche directement au nord et restera prête à appuyer l'un ou l'autre de nos groupes d'armées. Et il fixe ainsi qu'il suit les missions des 3^e, 4^e, 9^e et 5^e armées :

... les 9^e et 4^e armées auront à concentrer leurs efforts sur le groupement du centre et de l'aile gauche ennemi, en cherchant à le rejeter vers le nord-est, pendant que la 3^e armée, reprenant son offensive vers le nord, s'efforcera de couper ses communications. La 5^e armée, ayant un détachement à la droite de l'armée anglaise et un à la gauche de la 9^e armée, disposera le gros de ses forces de manière à agir, soit contre le groupement ennemi du nord-ouest, soit contre celui du nord-est, suivant la situation, le mouvement en avant des armées alliées se poursuivra en direction générale du nord, nord-est.

Le général en chef prescrit, d'autre part, au général d'Espérey d'assurer constamment, avec le 10^e corps d'armée, la liaison avec la 9^e armée et l'appui nécessaire à cette armée. Le commandant de la 5^e armée reprend, en conséquence, à la date du 12, le 10^e corps d'armée sous ses ordres. En portant cette décision à ma connaissance, il ajoute : vous pouvez compter sur moi, comme je vous l'ai prouvé les 8 et 9 septembre. En tout cas, et conformément à ces directives, la poursuite était reprise le 12, à partir de 5 heures, sur tout le

front de l'armée, et la Marne abordée entre Sarry et Condé. En vue d'atteindre les colonnes ennemies retraits vers l'Argonne, le corps de cavalerie avait été invité à pousser vers Auve ; il devait être soutenu par une division d'infanterie du 11e corps d'armée portée à Lépine et Tilloy. Et j'ajoutais : ... [le programme de la journée continue à être le même : attaquer partout, passer partout...](#)

À 9 heures, mon poste de commandement est installé à Chaintrix-Bierges. Pendant toute la nuit, le 9e corps d'armée a travaillé à rétablir les passages sur la Marne, à Condé, Tours et Bisseuil, et, à partir de 9 heures, il commençait à franchir la rivière. La 42e division a jeté une passerelle d'infanterie à Matougues et y fait passer une de ses brigades. L'autre brigade et les voitures utiliseront le pont de Châlons, à la gauche du 11e corps d'armée, ce qui retardera sensiblement le mouvement de la division d'infanterie. Le 11e corps passe par Châlons avec ses trois divisions défilant en colonne double. La 18e, qui est en tête, a commencé le passage de la Marne à 5 heures. Elle a trouvé le dispositif de rupture du pont complètement chargé ; le temps a sans doute manqué aux allemands pour opérer la mise de feu. La 60e division de réserve emploie seule les ponts de Sogny et de Sarry. Et comme elle y a été devancée par le 21e corps d'armée, elle ne peut effectuer son passage qu'à partir de 9 h. 30, apportant ainsi un appui tardif au corps de cavalerie, s'il en a besoin. Celui-ci a franchi la Marne également par les ponts de Sogny et de Sarry, mais seulement après les troupes du 21e corps d'armée, qui s'y sont indûment présentées d'ailleurs. Son action en est sensiblement retardée. Il envoie en tout cas des éléments de la 9e division de cavalerie sur Lépine, Tilloy, Auve, de la 6e, vers Marson, Moivre, Herpont.

Au soir, la 6e division de cavalerie, après avoir canonné vers Poix une colonne allemande, atteint Herpont et Dommartin-Sur-Yèvre. La 9e est difficilement venue à bout d'une résistance organisée par une arrière-garde de l'ennemi à Lépine. Elle n'a pu pousser au delà de Tilloy par suite de retards successifs dans ses mouvements. Nous avons en partie manqué le but que visait le corps de cavalerie, attaquer en flanc les colonnes adverses remontant vers le nord. Elles ont pu se replier presque en toute sécurité. La cavalerie a dû se contenter de suivre les arrière-gardes de ces colonnes, quand elles ont eu fini de s'écouler. Comme elle risquait alors de gêner le mouvement en avant de la 4e armée, je lui prescrivais de ramener ses divisions dans la région de Bussy-Le-Château, La Chappe, d'où elle continuerait, le 13, sa mission de poursuite en liaison avec le 11e corps d'armée.

Une fois de plus il nous était donné de constater la lassitude des troupes comme aussi l'épuisement de certains officiers après les épreuves de la retraite, les angoisses d'une violente bataille de plusieurs jours et malgré la satisfaction du triomphe. Les troupes qui ont fait la victoire comprendraient et réaliseraient encore, cependant, en dépit de leur fatigue, toutes les espérances et les possibilités que son lendemain leur ouvre, si le commandement, de vaincu devenu vainqueur, ne se contentait pas de savourer ce retournement de la fortune, et cherchait, par plus d'activité et de décision, de prévoyance et d'aplomb, à agrandir, par des succès encore faciles, les résultats de sa dure victoire, à en étendre la portée au delà du présent, et à en accroître les bénéfices, au total à ménager le sang du soldat en lui évitant des sacrifices qui seront inévitables après quelques jours de répit laissé à l'ennemi.

En fin de journée, les têtes de colonnes de la 9e armée sont sur le front : Trépail, Les Grandes-Loges, Cuperly. À gauche, la 5e armée a atteint avec le 10e corps la

Vesle en amont de Reims. à droite, la 4^e armée tient avec le 21^e corps Bussy-Le-Château et Saint-Rémy-Sur-Bussy. À 13 heures, j'entre à Châlons et j'installe mon quartier général à la préfecture. Toute la journée, la ville est traversée, dans un ordre parfait, par les nombreuses colonnes du 11^e corps, comme aussi par les artilleries et les convois de la 42^e division d'infanterie et du 9^e corps d'armée, qui, ne pouvant sans danger pratiquer les passerelles ou ponts sommairement rétablis, viennent utiliser le passage intact de Châlons pour franchir la Marne. Les allemands ont entièrement vidé la ville de toutes les denrées comestibles ou ingrédients de propreté. Il nous faudra pourvoir à ses besoins pendant plusieurs jours. Beaucoup de ses habitants y sont restés pendant l'occupation allemande, les autres rentrent rapidement.

À l'hôtel de haute-mère-Dieu, où nous dînions le soir, en fournissant d'ailleurs les vivres et les cuisiniers, le personnel de l'hôtel avait servi, la nuit précédente, de plantureux repas aux grandes personnalités de l'armée saxonne, à commencer par le prince royal de Saxe. Nous étions sur les talons de l'ennemi. La bataille de la Marne se terminait ; c'était bien une grande victoire. Elle était l'oeuvre de celui qui l'avait préparée dès le 24 août et en avait poursuivi la réalisation jusqu'au bout, du général en chef Joffre. Au lendemain de nos échecs à la frontière, il a clairement perçu comment la partie a été mal engagée, et il a rompu le combat pour le reprendre énergiquement, dès qu'il aura réparé les faiblesses reconnues. En présence des intentions enfin dévoilées de l'ennemi, de sa puissante manoeuvre à travers la Belgique, comme aussi devant les insuffisances de certains chefs, il n'a pas hésité à répartir autrement ses forces, à se constituer à l'ouest une armée de manoeuvre, à réorganiser le commandement, à prolonger la retraite jusqu'au moment favorable, et, ce moment venu, à combiner judicieusement l'offensive et la défensive, après une volte-face énergiquement commandée. Dans un magnifique coup d'arrêt il a porté un coup mortel à l'invasion.

De l'Ourcq à la Lorraine, les exécutants ont tous marché à la bataille dans une étroite union, un ensemble parfait, une énergie farouche, sentant bien que le pays ne survivrait pas à la défaite que comportait une bataille d'une pareille ampleur. Dans le haut commandement on a rivalisé de discipline pour remplir pleinement sa tâche, d'esprit de camaraderie pour s'entraider mutuellement. Les troupes ont combattu jusqu'à l'épuisement. Une fois de plus, les grands sentiments d'une armée, reflétant le légitime état d'âme d'une nation en guerre, et judicieusement mis en oeuvre par le commandant en chef, avaient créé un événement historique. C'était la Marne. Paris, le coeur du pays, était sauvé par une victoire, à laquelle son gouverneur avait envoyé ses troupes, comprenant bien que, là, il réglait le sort de la capitale. Le plan de l'allemand s'effondrait et avec lui le prestige de ses armes. L'invasion rapide et violente, qui devait mettre la France hors de cause, était non seulement barrée, mais encore refoulée, en partie désorganisée. Dans quelles conditions l'ennemi allait-il se reconstituer, recommencer ses entreprises sur le front d'occident ? Pendant ce temps le front oriental ne pourrait-il pas faire sentir le poids de ses lourdes masses ? Les empires centraux auraient-ils un commandement de taille à mener sur les deux fronts une action désormais divisée, qui avait déjà échoué, concentrée sur un seul ? Le 28 août, à ma prise de commandement de la 9^e armée, le communiqué signalait : de la [Somme aux Vosges](#) l'invasion triomphante. Celui du 10 septembre portait : [la victoire française s'affirme...](#)

J'étais très heureux d'avoir pris une part sérieuse à ce renversement dans la fortune de nos armes. La 9^e armée avait eu à supporter le choc de la 11^e armée

allemande (Xe corps, en partie sur 10e corps français, Xe réserve, garde), et, d'une forte partie de la IIIe (XIIe corps, XIIe réserve) lancées dans une manoeuvre décisive qui devait rompre le centre du front français. À Châlons, au milieu du débrouillage d'affaires de toute nature, arrivaient, avec les heureuses nouvelles confirmant la grandeur du résultat obtenu, les tristes renseignements concernant les membres de ma famille aux armées, les pertes cruelles qu'elle avait éprouvées dès le 22 août, et que me faisait connaître le général Sarrail, commandant la 3e armée. Dans la préoccupation des intérêts de la patrie, on n'avait même pas le temps de pleurer la mort des siens. Mais ces sacrifices consentis ne devaient pas rester stériles ; il nous fallait exploiter au plus tôt la situation acquise.

Je recevais également les différentes personnalités marquantes de la région, d'abord le préfet de la Marne, M. Chapron. Je lui présentais mes excuses d'avoir envahi sa préfecture et je lui faisais espérer que nous allions y rester peu de temps sans doute. En fait, c'était pendant de longs mois qu'allait y demeurer un état-major d'armée. Puis c'était l'évêque de Châlons, Mgr Tissier, resté à son poste pendant l'occupation allemande. Il me contait les péripéties de cette occupation de quelques jours, et comment, par son intervention directe près du prince royal de Saxe, il avait pu préserver la ville de certaines grosses contributions. Enfin, arrivaient M. Bourgeois, sénateur, Mm. Monfeuillard et le docteur Péchadre, députés du département, et tous ensemble nous célébrions la grandeur et la force de la France, unie pour faire tête à l'ennemi dans le parfait oubli de ses querelles de parti.

Chapitre IV — L'arrêt.

La 9e armée sur la Suippe. – son mouvement vers l'Aisne se heurte à de très fortes résistances, 13 et 14 septembre. – attaques méthodiques, 15 septembre. – les allemands font tête, tentatives infructueuses pour rompre leur front fortifié, 16-25 septembre. – échec d'une violente offensive ennemie, 26 septembre. – la pénurie de munitions. – fin des opérations offensives en Champagne. – le général Foch reçoit une nouvelle mission, 4 octobre.

Le 13 septembre, la 9e armée continue la poursuite pour atteindre la ligne de la Py et de la Suippe. En avant, le corps de cavalerie atteint la Suippe, vers 9 heures et trouve Suippes et Somme-Suippe encore tenus par les allemands. À 14 heures, après l'arrivée et l'entrée en action de l'avant-garde de la 22e division d'infanterie, colonne de droite de la 9e armée, comme aussi de la colonne de gauche du 21e corps de la 4e armée, Suippes et Somme-Suippe sont enlevés, et le corps de cavalerie, reprenant son mouvement vers Souain, se heurte bientôt à une nouvelle résistance établie à la lisière des bois entre la Suippe et l'Ain. Ces résistances successives et rapprochées démontrent qu'il n'y a plus de place pour l'emploi d'une masse de cavalerie devant le front de l'armée. Aussi le corps de cavalerie est-il dissous ; il mettra une brigade à la disposition de chaque corps d'armée, et tiendra le restant de la 6e division à l'est, de la 9e division à l'ouest, pour déborder les résistances et assurer la liaison avec les armées voisines. Les premières reconnaissances font bientôt connaître qu'au delà de la ligne de la Suippe, des tranchées garnissent la voie romaine sur les hauteurs nord de la rivière.

Après des combats violents du 11e corps d'armée sur la Suippe, du 9e dans la région de Prosnes et des Marquises, la 9e armée se trouve arrêtée, en fin de journée du 13, sur la ligne générale Sillery, Suippes, à hauteur des armées voisines, sans qu'il soit possible de déterminer la valeur de la résistance rencontrée, arrière-gardes ou gros ennemis. Seules, les opérations ultérieures pourront en donner la mesure. Aussi bien, le général en chef, dans son instruction du 13 septembre, prescrit-il que la poursuite sera continuée énergiquement en direction générale du nord. Il décide, en outre, que le 21e corps d'armée passera, à partir du 14 septembre, à la 9e armée, dont la zone d'action est étendue. Conformément à ces directives et en vertu des ordres que je donne, la poursuite reprend le 14, en vue d'atteindre si possible le cours de l'Aisne. Mais les tirs de barrage d'une artillerie ennemie établie ne permettent que des progrès insignifiants. En réalité les allemands sont fortement installés dans des tranchées dont la ligne est approximativement marquée par la voie romaine, Souain, Perthes-Les-Hurlus.

Il est donc certain qu'on se trouve partout en présence d'un système défensif solidement organisé. La question est de savoir si ce système défensif est destiné à abriter le gros de l'armée allemande faisant front de nouveau, ou à asseoir une résistance prolongée de ses arrière-gardes, pour lui permettre d'opérer en toute sécurité une retraite générale ou de préparer une manœuvre dans une autre région. Dans cette incertitude le général commandant en chef prescrit que :

... les 4e et 9e armées doivent refouler l'ennemi jusqu'à la Meuse et la région difficile des Ardennes s'il (l'ennemi) continue à se replier, ou le contenir s'il tentait de faire face pour porter secours à son aile droite.

Ces deux armées effectueraient donc, dans l'ensemble, un mouvement de conversion vers le nord-est qui pourrait les amener sur le front Stenay, Rocroi..., la 9e armée en aval de Sedan...

Il insiste en même temps pour que l'on n'attaque pas de front les positions organisées par les arrière-gardes allemandes, mais qu'on les fasse tomber par débordement, pour que l'on ménage les forces des troupes en renforçant les avant-gardes en artillerie, ce qui permettrait aux gros des corps d'armée de marcher derrière avec plus de tranquillité et de rapidité. Enfin, il prescrit d'économiser les munitions, surtout les obus explosifs, et d'utiliser davantage l'obus à balles, dont l'efficacité, dans de nombreux cas, est supérieure à celle des obus explosifs.

Dans le but de rompre la ligne fortifiée, sur laquelle mes troupes se sont brisées la veille, je prescris de procéder, dans la journée du 15, à des attaques méthodiques, à l'enlèvement successif des points d'appui, et d'organiser avec soin le terrain conquis **tout en maintenant une attitude franchement agressive**. En exécution de ces ordres, le 21e corps d'armée attaque la position de Souain après une longue préparation d'artillerie de campagne. En fin de journée, il se rend maître du village, de la croupe nord-est ; plus à l'est, des bois au sud de la route Souain, Perthes-Les-Hurlus. Les autres troupes de l'armée n'ont pu progresser. Sur tout son front, aussi bien qu'aux 5e et 6e armées, on s'est heurté à des défenses très fortes, tranchées garnies de mitrailleuses et, en bien des points, protégées par des réseaux de fil de fer, nombreuse artillerie habilement masquée. Il est de toute évidence, cette fois, que l'on est en présence d'un adversaire résolu à tenir tête. Le général commandant en chef télégraphie en conséquence :

Il me semble que l'ennemi veuille accepter une nouvelle bataille sur des positions organisées au nord de l'Aisne, de la Vesle et de la Suippe, où ses arrière-gardes paraissent se renforcer. Il ne s'agit plus, par suite, d'appliquer les procédés de poursuite, mais de prendre des mesures méthodiques d'attaque avec tous nos moyens, en organisant progressivement le terrain conquis.

La poursuite a pris fin. Les journées qui vont suivre verront les tentatives faites de part et d'autre pour rompre le front adverse. Vaines tentatives, au bout desquelles le front se stabilisera pour de longs mois. Conformément aux directives du général en chef, des actions offensives, méthodiquement montées, allaient être entreprises à la 9e armée, visant à enlever à l'adversaire les points d'appui de sa résistance. Si on les exécutait promptement, on avait des chances de le trouver encore incomplètement organisé et installé, et par là d'en avoir plus facilement raison. En tout cas, notre activité agressive, maintenue de la sorte, devait le tenir sous la menace d'une attaque de rupture et lui interdire d'emporter ses réserves dans une autre région ; en outre, elle donnait au haut commandement français le temps de monter une manoeuvre dans une direction nouvelle, et de reprendre une offensive à grande portée en conservant l'initiative et la maîtrise des événements.

Il ne pouvait compter, en effet, qu'une victoire si importante soit-elle, comme celle de la Marne, suffirait à désorganiser entièrement une puissante armée comme l'armée allemande de 1914. Pour obtenir ce résultat, il faudrait sans retard répéter les coups sur l'adversaire, en profitant du trouble et de la perturbation apportés dans ses plans, et en les devançant par la vitesse dans la présentation d'événements imprévus auxquels il n'était pas encore en état de

répondre. Une pareille tactique ne semblait plus praticable en Champagne, où l'arrivée des disponibilités et l'organisation d'un terrain occupé depuis quelque temps permettaient à l'ennemi une solide résistance et arrêtaient bientôt l'exploitation de notre succès. Mais notre haut commandement pouvait la reprendre et la poursuivre, en déplaçant rapidement le terrain de ses attaques, en les portant dans une région plus libre, à l'aile gauche de nos armées, et en prenant, sur ce nouveau théâtre, l'initiative d'actions que l'ascendant moral de la victoire lui permettait de pousser hardiment. C'était pour lui une affaire de temps. Il fallait l'abrèger le plus possible. Pour retenir devant elle les forces adverses, la 9^e armée concentrait, les 16 et 17, ses efforts en vue de s'emparer du massif de Moronvilliers, mais on se heurtait sur tout le front à des tranchées solides, dont les abords étaient battus par des batteries défilées et des batteries d'artillerie lourde placées hors de portée. Dans ces conditions, les progrès réalisés étaient à peu près nuls.

En réalité, chez l'ennemi, une organisation défensive en voie de réalisation depuis plusieurs jours présentait déjà, grâce aux moyens modernes, une résistance supérieure et à nos moyens et à nos procédés d'attaque, uniquement inspirés de la guerre de campagne du passé. Des hommes abrités dans des tranchées, chaque jour plus profondes, pouvaient défilier les effets de notre artillerie de campagne, et, quand ils se voyaient abordés par notre infanterie, dont la marche naturellement interrompait le feu de cette artillerie, ils reprenaient avec la mitrailleuse, souvent bien abritée, une lutte par les feux, dans laquelle le fusil ne pouvait ouvrir la route à notre infanterie, si brave et si manoeuvrière fût-elle. La nécessité se montrait déjà de bouleverser par un tir d'artillerie lourde les défenses profondes de la position, faites d'abris et de mitrailleuses, avant de les rendre abordables à un assaut. Nous n'avions pas encore d'artillerie lourde dans nos corps d'armée. Nous n'avions pas beaucoup de munitions de campagne. Dans le courant de l'après-midi du 17, le général en chef prescrivait que la 9^e armée étendrait son front vers l'ouest, en relevant le 10^e corps, droite de la 5^e armée. Cette mesure avait pour but de permettre l'emploi éventuel de ce corps d'armée à la gauche du général D'Espérey, qu'une concentration de forces ennemies vers Laon semblait menacer. En compensation je recevais le 12^e corps de la 4^e armée.

Je donnais immédiatement les ordres en conséquence, et la journée du 18 était employée à réaliser le dispositif prescrit, malgré une forte canonnade et de puissantes attaques de l'ennemi sur deux de nos divisions.

Le 19, tandis que l'armée fait des préparatifs pour reprendre ses actions vers le nord et faire tomber le massif de Moronvilliers, elle est devancée par l'ennemi.

Dans la matinée, les allemands s'emparent de Souain que nous reprenons par une contre-attaque. Au 9^e corps d'armée, une reconnaissance poussée par la division marocaine au nord des Marquises ne rencontre devant elle que de faibles fractions et parvient à progresser d'un kilomètre. Elle se heurte alors à une seconde position très solidement organisée, et, cette constatation faite, elle rentre à la nuit dans ses tranchées de départ. La 52^e division de réserve a dû abandonner Bétheny rendu intenable par l'artillerie ennemie. Celle-ci continue à bombarder Reims ; la cathédrale est en flammes. Pendant ce temps, la 5^e armée a subi de violentes attaques au nord et au sud de l'Aisne, et le général en chef me prescrivait de l'appuyer par tous les moyens possibles. J'ordonnais immédiatement au 11^e corps d'armée :

Tout en maintenant solidement et indiscutablement son front au sud-est de Reims et devant cette ville, où il prendra une attitude agressive, le 11e corps d'armée prendra ses dispositions pour attaquer au nord-ouest de Reims à l'appui de la droite de la 5e armée... exécution la plus vive possible.

Le 11e corps d'armée prépare, en exécution de ces ordres, une attaque de trois brigades, mais il ne peut la déclencher, la zone d'action qui lui est assignée n'étant pas encore dégagée par le 10e corps. Le commandant en chef insiste de nouveau pour une stricte économie de munitions. Il ajoute que l'oubli de cette prescription pourrait conduire à une situation très grave. Le repli ennemi, constaté le 19 devant la division marocaine, m'ayant incité à tirer la situation au clair, j'ai prescrit au 9e corps d'armée de reprendre le 20, à la première heure, ses attaques en direction de Nauroy et de Beine. La division marocaine réussit à gagner mille deux cents mètres au nord des Marquises en occupant le terrain que la reconnaissance de la veille avait elle-même parcouru. Elle s'y installe et s'y maintient malgré une assez vive contre-attaque, mais elle ne peut entamer le nouveau front allemand. Les efforts tentés depuis le 16 septembre par la 9e armée, et en particulier par le 9e corps d'armée devant Moronvilliers, pour rompre le front adverse, ont montré la valeur des organisations ennemies qui nous sont opposées, et amènent à penser que l'on ne peut espérer leur rupture que d'une action en force, puissamment constituée en artillerie lourde, et visant un point vital de la défense adverse. L'étude du terrain comme la situation tactique indiquent que c'est sur le massif de Nogent L'Abbesse, Berru, que se doivent concentrer les efforts ; c'est là que l'on va tenter de porter de nouveaux coups à l'adversaire. En attendant, on travaillera à renforcer sur tout le front les organisations défensives ; on reposera et on reconstituera les troupes non employées en première ligne.

Mais, sur ces entrefaites, le commandant en chef, par message téléphoné parvenu à Châlons, le 21 à 11 h. 30, fait connaître que le 11e corps d'armée, affecté par son ordre à la 6e armée, doit être mis en marche, dès le 21 au soir, vers la région sud de Soissons. Je constitue immédiatement un nouveau groupement comprenant : la 23e division d'infanterie (du 12e corps) qui est en réserve d'armée vers Mourmelon ; une brigade de la 42e division d'infanterie ; la division marocaine ; la 52e division de réserve ; la 9e division de cavalerie. Il est placé sous le commandement du général Humbert, commandant la division marocaine, et prend le nom de corps combiné. Il doit assurer la défense du front de Reims, entre La Neuville et Prunay. Il préparera en outre l'attaque du massif de Berru, dont le déclenchement aura lieu à une date ultérieure.

La relève des éléments en ligne du 11e corps d'armée s'opère sans incident pendant la nuit du 21 au 22, et les dernières unités quittent la région de Reims le 22 vers 7 heures. Le 23 au matin, le corps combiné est entièrement constitué et se prépare à attaquer à l'est de Reims. Cependant, un glissement des forces allemandes vers le nord-ouest ayant été signalé sur le front de la 5e armée, celle-ci, pour s'y opposer, attaque le 23 au matin vers le nord et le nord-est. Je prescris en conséquence au général Humbert d'appuyer cette attaque par son canon, puis, vers 15 heures, d'agir avec toutes ses forces disponibles. En exécution de ce dernier ordre, la division marocaine attaque sur le front la Pompelle, bois du Désert ; ses troupes progressent lentement, puis, violemment contre-attaquées, elles doivent céder le terrain conquis. Néanmoins le but était atteint ; le général Humbert avait attiré sur lui les forces ennemies situées dans son secteur d'attaque. Les reconnaissances d'aviation confirmaient, en effet,

l'entrée en ligne de troupes allemandes, signalées le matin même en position de rassemblement en face du corps combiné.

Dans les quatre journées suivantes des 24, 25, 26 et 27 septembre, la 9e armée va concentrer ses efforts en vue de conquérir le massif fortifié de Cernay-Lez-Reims, Nogent-L'Abbesse, Berru. L'opération principale, menée contre ce massif par le corps combiné, sera appuyée par les corps d'armée à sa droite. L'attaque part le 24 à 7 heures. Ce jour-là, j'installe mon poste de commandement à Verzenay. À gauche, la 52e division de réserve progresse d'environ un kilomètre en direction de Cernay-Lez-Reims. La 42e division d'infanterie s'empare du fort de La Pompelle et de la ferme d'Alger. La division marocaine gagne un peu de terrain vers le bois du Désert et au nord Des Marquises. Au centre, le 9e corps d'armée ne réussit pas à avancer. À droite, le 12e corps d'armée gagne environ cinq cents mètres en direction d'Aubérive, épine De Védegrange, tandis que le 21e corps d'armée prend pied à la cote 155 (ouest de Souain). Dans l'ensemble on a progressé et la situation, en particulier, paraît favorable devant le corps combiné. J'ordonne en conséquence, à midi, d'accentuer l'offensive et, après une soigneuse préparation d'artillerie, de reprendre l'attaque et de la poursuivre jusqu'à la nuit. J'appelle l'attention du 9e corps d'armée qui est particulièrement bien placé pour aider le corps combiné :

... en vue d'appuyer l'attaque en progrès des troupes du général Humbert, l'attaque sera reprise à 16 heures précises par l'infanterie du 9e corps d'armée (17e division d'infanterie en particulier). Le terrain conquis en fin de journée sera maintenu et fortement organisé. L'artillerie avancera des batteries sur la première ligne.

Mais, dans l'après-midi, l'ennemi tient tête partout, et les progrès de nos troupes, se heurtant à des tranchées renforcées de fils de fer, dont les abords sont battus par l'artillerie et les mitrailleuses, deviennent bientôt insignifiants. Quand le combat s'arrête à la tombée du jour, la 42e division d'infanterie seule a pu enregistrer un gain de terrain au nord et à l'est de la ferme d'Alger.

Le 25, l'attaque est reprise à la gauche de l'armée, la droite ne devant passer à l'offensive que lorsque l'ordre en sera donné. Le corps combiné fait encore quelques progrès à l'est de Reims et gagne environ un kilomètre entre Le Linguet et La Jouissance. Sur le reste du front, rien à signaler.

Le 26, la 9e armée doit persister dans l'attitude prescrite pour la journée précédente, mais elle est prévenue dans ses actions par une grande offensive ennemie, qu'un radiogramme intercepté a annoncée d'ailleurs quelques heures auparavant. Je le communique à mes troupes en disant :

Il résulte d'un radiotélégramme saisi que l'empereur aurait ordonné aux armées allemandes de livrer bataille aujourd'hui sur tout le front. Cet ordre arrive au moment précis où les armées alliées ont achevé leurs dispositions préparatoires à l'offensive par la gauche. Nous sommes donc dans des circonstances très favorables. Un sérieux effort doit suffire pour battre l'ennemi. Le général commandant la 9e armée compte sur l'énergie de tous pour que les positions soient maintenues inviolables et pour que toutes occasions favorables soient saisies pour passer à l'offensive...

De fait, après une préparation d'artillerie des plus violentes, les allemands passent à l'attaque sur tout le front ; leurs efforts se portent d'abord à l'est de Reims, sur Saint-Léonard, où une division de la garde réussit à refouler jusqu'au

pont du canal l'infanterie (23e division) qui occupe cette région. Le général Humbert prend immédiatement les dispositions voulues, mais ses réserves sont bientôt épuisées, et il demande [en face de l'ampleur de l'attaque allemande que les disponibilités, s'il en reste, soient acheminées vers sa zone](#). Je prescris en conséquence au 9e corps d'armée d'envoyer d'urgence au corps combiné une brigade prise sur ses réserves. Quatre bataillons, qui constituent les seules troupes disponibles du 9e corps d'armée, sont aussitôt dirigés de Thuizy vers la région sud de Puisieux. En compensation, le 9e corps d'armée recevra une brigade disponible du 21e.

De son côté, en effet, le 9e corps est très fortement engagé dans la région de Prosnes contre une attaque menée par une division d'infanterie saxonne. À gauche, cette attaque échoue complètement, mais au nord de Prosnes, l'ennemi parvient jusqu'à la Chaussée Romaine, et le combat se prolonge de ce côté pendant la soirée et une partie de la nuit suivante. Dans la région de Saint-Hilaire et de Souain, les efforts des allemands sont annihilés par la ferme résistance des 12e et 21e corps. En résumé, au soir de la journée du 26, on peut considérer que la grande offensive allemande a échoué devant le front de la 9e armée. Les quelques gains de terrain qu'elle a réalisés vont être, dès le lendemain, perdus pour elle.

Le 27, en effet, le 9e corps d'armée rétablit entièrement son front. De son côté, le corps combiné monte une attaque avec les 23e et 42e divisions d'infanterie sur les tranchées occupées par l'ennemi au nord du pont de Saint-Léonard. Cette action, très habilement appuyée par nos quelques pièces d'artillerie lourde, réussit entièrement. Le 27 au soir, la situation est complètement rétablie sur tout le front de la 9e armée. La puissante attaque allemande est définitivement un échec. Il n'en est pas encore ainsi à la 5e armée. On m'a signalé que le 3e corps, qui en forme la droite, est très fortement engagé, et j'ai été invité à me tenir prêt à intervenir éventuellement à la droite de la 5e armée pour le dégager. Mais une communication importante du général en chef va désormais fixer la conduite à tenir. Il faut savoir que le manque de munitions d'artillerie crée une situation critique qui peut même devenir tragique. Je ne recevrai plus d'obus de 75 avant deux ou trois semaines et j'ai à régler mes opérations en conséquence. Du reste, la manœuvre du général en chef se développe à présent au nord de l'Oise. Elle vise à déborder la droite allemande. La défensive est imposée aux armées alliées sur tout le front de l'Oise à la frontière suisse.

Dès ce moment, je prescris aux corps d'armée de se maintenir sur la défensive. Organiser fortement le terrain en y perfectionnant leurs installations, réorganiser, reconstituer, reposer les troupes, en leur communiquant les raisons qui commandent alors le changement d'attitude, telles sont les occupations auxquelles on a à se consacrer. J'ordonne en outre les mesures à prendre pour restreindre les consommations de munitions. L'ère des grandes opérations est close pour la 9e armée ; en face d'elle l'ennemi reste également sur la défensive. La période qui s'étend du 28 septembre au 4 octobre ne donnera donc lieu, devant la 9e armée, qu'à des événements de peu d'importance pour la situation générale.

Le 1er octobre, le 21e corps est enlevé à la 9e armée, pour être transporté dans la région du nord. En vue de répondre aux nouveaux besoins ainsi créés, j'adresse une instruction sur l'organisation défensive des fronts étendus ; la base de cette organisation doit être l'établissement d'un système de défense en profondeur [procurant à la fois une augmentation de résistance et une économie](#)

de forces. À partir du 4 octobre, sur le front de la 9^e armée, les opérations semblent entrer dans une période de stagnation d'une certaine durée. L'adversaire est installé sur de fortes positions dominantes, armé d'une puissante artillerie de gros calibre ; il a organisé des lignes continues de tranchées profondes, avec mitrailleuses et pièces de flanquement en partie abritées. Le déloger de là n'est pas pour le moment à entreprendre. D'autre part, dans sa forte offensive du 26 septembre, il a complètement échoué. Nos organisations défensives s'améliorent chaque jour et rendent ses tentatives moins dangereuses. Dans ces conditions, on ne peut de longtemps prévoir d'événement décisif en Champagne.

Que se passait-il ailleurs, sur les autres parties de notre front, en particulier à l'aile gauche de nos armées ? Je ne le savais que vaguement par les communiqués journaliers, lorsque, dans l'après-midi du 4 octobre, le général en chef m'appelait à son grand quartier général de Romilly-Sur-Seine, où je le trouvais vers 16 heures. L'ensemble des opérations qu'il poursuivait à l'aile ouest des armées alliées, me dit-il, avait tout d'abord pour objet d'envelopper l'aile correspondante des armées allemandes, et, en cas d'impossibilité, de s'opposer à l'enveloppement de notre aile gauche par l'ennemi. Dans ce but, il avait transporté à la gauche de la 6^e armée, au nord de l'Oise et de la Somme, la 2^e armée du général De Castelnau, dont le quartier général était à Bretueil, ainsi qu'un détachement d'armée sous le commandement du général De Maud'huy, dont le quartier général était à Saint-Pol, en route vers Arras. Ce détachement d'armée, grossi chaque jour et appelé à prendre une certaine indépendance, devait se transformer, le 5, en 10^e armée. Entre ces deux armées, la liaison était faite par un groupe de divisions territoriales sous le commandement du général Brugère, dont le quartier général était à Doullens. En outre, l'armée britannique avait demandé et obtenu d'être transportée de l'Aisne à la gauche de nos armées. Son quartier général allait venir à Saint-Omer. Le mouvement serait très prochainement effectué. Enfin il y avait à entrevoir, pour un moment encore indéterminé, des ententes à établir avec l'armée belge, groupée actuellement autour d'Anvers. En présence de certaines hésitations ou incertitudes manifestées dans le commandement de quelques-unes de nos forces de cette région, comme aussi des accords à faire avec les alliés, il me chargeait d'aller dans le Nord prendre sans retard la direction de nos affaires et de coordonner nos opérations avec les armées alliées. J'aurai le titre d'adjoint au général en chef.

Je rentrais aussitôt à mon quartier général de Châlons ; il était 19 heures. Je constituais un état-major ; j'appelais le général Humbert, actuellement à la tête du corps combiné, et je lui passais le commandement de la 9^e armée. Depuis le début de la guerre, ce jeune officier général avait donné les plus belles preuves de calme, de jugement, de décision et d'énergie. Avec lui je réglais les affaires pendantes ; je prenais ensuite un congé ému du préfet de la Marne, l'excellent M. Chapron, comme du restant de mon état-major qui devait me rejoindre dans quelques jours, et, à 22 heures, je quittais cette ville de Châlons, qui avait vu notre entrée victorieuse du 12 septembre, pour courir dans le Nord à de nouvelles destinées.

C'était d'abord un long voyage de nuit à faire en automobile, par des routes ruinées à la suite des opérations, encore encombrées de convois, des rivières à franchir sur des ponts détruits et sommairement réparés, à travers des localités aux profils déchiquetés par la bataille. Nous le commençons en traversant le champ de bataille de la Marne, par Montmirail, Meaux, où nous passions la

Marne, en traversant ensuite le champ de bataille de l'Ourcq par Senlis, Creil, où nous passions l'Oise ; nous le poursuivions par Clermont, Saint-Just-En-Chaussée, Breteuil, où nous arrivions le 5 octobre vers 4 heures et demie. Je faisais immédiatement prévenir de mon arrivée le général De Castelnau et je l'attendais couché sur un banc de l'école. Il arrivait peu de temps après, et je prenais la conduite de nos affaires dans le Nord.

LA BATAILLE DES FLANDRES — OCTOBRE 1914 - Avril 1915

Chapitre premier — La manoeuvre du nord.

Ce que fut en réalité la course à la mer. – la situation à la 2e et à la 10e armées françaises – premières dispositions au nord de la Lys. – chute d'Anvers, 8 octobre. – entrée en ligne de l'armée britannique, ses opérations jusqu'au 15 octobre. – arrivée de l'armée belge sur l'Yser ; entrevue de Furnes, 16 octobre. – ce que sera la bataille des Flandres.

Après les événements, on a baptisé cette seconde partie de la guerre qui a suivi la bataille de la Marne : la course à la mer. Le mot était d'un joli effet, il donnerait à lui seul une idée fautive de la manoeuvre qui était entreprise, il ne répond en rien à la pensée qui dirigeait les opérations militaires. C'est à l'ennemi que nous avons couru ; nous avons tenté de le déborder et d'envelopper son aile droite, ou, quand il prenait de l'avance, nous avons paré à son développement, car lui aussi cherchait par plus de vitesse à réussir une manoeuvre analogue de débordement. De là résultait une course à l'aile, à l'aile nord des armées opposées. Il nous fallait en même temps l'arrêter et l'immobiliser sur le reste du front qui s'allongeait de plus en plus. C'est cette manoeuvre symétrique qui a fait rapidement remonter cette aile, à une allure des plus accélérées, à travers l'Île-De-France, la Picardie, l'Artois, la Flandre, jusqu'à la mer du Nord. La mer en fut ainsi le terme sans jamais en avoir été le but. Tout le long de la route parcourue, le débordement poursuivi par chacun des deux adversaires avait abouti à un combat de front contre front, sans résultat décisif. Et quand, devant la mer, l'espace fit défaut, pour avoir une décision, on chercha de part et d'autre à briser dans un suprême effort des dispositions encore hâtives et improvisées, ce fut la bataille d'Ypres.

C'est ainsi qu'après un mois de course, les masses alliées, qui avaient à la Marne brisé l'invasion ennemie, allaient de nouveau, sur les bords de l'Yser, en arrêter la marche, et, en sauvant les ports de la Manche, renforcer la coalition et consolider l'union franco-britannique. Si elles n'y renvoyaient pas l'armée allemande dans une victoire décisive, elles culbutaient tous ses projets en fermant la dernière porte par laquelle ils pouvaient s'exécuter.

J'avais donc, dès mon arrivée à Breteuil, à coordonner les opérations dans le Nord, en commençant par notre 2e armée. Son chef, le général De Castelnau, m'exposa tout d'abord la situation de nos forces dans la région. Elles s'étendaient jusqu'au nord d'Arras, depuis Ribécourt sur l'Oise, où le 13e corps, aile droite de la 2e armée, avait été arrêté dans sa marche sur Noyon. Elles faisaient face à l'ennemi arrivé sur la ligne Lassigny, Roye, Chaulnes, Feuillères sur la Somme, Contal-Maison, Beaucourt. Plus au nord, le groupe de divisions territoriales du général Brugère, en retraite de la région de Bapaume, défendait les abords de la route d'Amiens à Arras, et maintenait une liaison, des plus précaires il est vrai, avec la 10e armée, en voie de formation autour d'Arras. Depuis plusieurs jours, la 2e armée avait à livrer des combats très durs et que l'étendue des fronts à défendre avait rendus particulièrement difficiles. La 10e armée lui avait fait

parvenir la veille des nouvelles alarmantes, qui faisaient redouter son enveloppement. Aussi le commandant de la 2e armée était-il amené, dans le compte rendu qu'il me faisait, à envisager l'éventualité du repliement d'une partie de ses forces, notamment de celles engagées au nord de la Somme, dans le but de les ramener au sud de cette rivière, sur la rive gauche.

Quelles que fussent les considérations pouvant expliquer une pareille détermination, les conséquences les plus graves allaient en résulter, me semblait-il, pour l'ensemble de la guerre. Elles en précipiteraient la marche dans un sens contraire à nos intérêts. C'était d'abord l'enveloppement par les armées françaises, entrepris par le général en chef, qui était arrêté dans son développement. C'était ensuite la porte ouverte à l'enveloppement par les allemands, à la gauche de notre 2e armée. C'était l'abandon de notre 10e armée à une fortune déjà sévère, qui pouvait lui devenir fatale.

En tout cas, si, en repliant la 2e armée, on l'établissait dans une situation plus forte, mieux protégée par la Somme, on compromettrait le sort des provinces du nord de la France, des ports de la Manche, des communications avec la Grande-Bretagne, comme avec la Belgique. Sans regarder plus loin, malgré les rigueurs du moment présent et la noirceur du tableau qui m'était fait à la 2e armée, il fallait à tout prix éviter de pareilles conséquences, se raidir contre les événements, et, en tout cas, ne pas prendre l'initiative d'un mouvement de repliement que l'action de l'ennemi n'imposait pas encore d'une façon absolue. Au lieu de le préparer, on pouvait s'y opposer en maintenant énergiquement les troupes en place, tandis que nous poursuivrions plus au nord, avec les troupes anglaises en cours de transport, et celles qu'envoyait journellement le général en chef français, le développement de la manoeuvre décisive, appelée pour finir à soulager la 2e armée elle-même. C'est dans cet ordre d'idées que j'arrêtai la ligne de conduite à tenir à la 2e armée et que je lui demandai de se maintenir à tout prix sur les positions qu'elle occupait.

Les grandes guerres, surtout quand elles intéressent plusieurs nations alliées, comme les grandes batailles qu'elles comportent, ne peuvent en effet être envisagées au point de vue de chacun des groupes de forces qui y participent. Elles constituent un ensemble, un tout combiné d'actions solidaires, réparties certainement sur de grands espaces et de longues durées de temps, mais dont la concordance est indispensable à maintenir pour arriver à un résultat final avantageux. Que l'une de ces actions vienne à rester en souffrance, ou que l'un des groupes de forces soit particulièrement éprouvé, le commandement supérieur doit quand même et avant tout maintenir son plan d'ensemble, comme aussi relancer ou soutenir en même temps l'action défailante, sans jamais admettre sa disparition, ni par là une modification ou un abandon de ce plan. Les épreuves, à un moment donné, d'un groupe de forces, même tel qu'une armée, seraient insuffisantes pour justifier une telle perturbation dans l'ensemble des opérations entreprises par les autres armées ou dans la sauvegarde des intérêts alliés. Une morale très saine se dégage alors pour le commandement à tous les degrés de la hiérarchie, à savoir que plus la situation de sa troupe est troublée et inquiétante, plus l'heure devient grave, plus le devoir lui incombe de pousser ou de maintenir à tout prix ses opérations propres dans le sens tracé au plan d'ensemble, sans se laisser impressionner par les brouillards ou les périls de sa situation particulière ; elle sera toujours rétablie par la réussite de l'ensemble. Il lui appartient par contre de trouver, dans son imagination et son esprit, les moyens de faire durer sa troupe jusqu'à la fin de la crise. La victoire de la Marne avait à mes yeux pleinement justifié cette doctrine. Il n'y avait qu'à la reprendre.

Dès lors, il est entendu, dans la matinée du 5 octobre, avec le commandant de la 2e armée que, quelles que soient les difficultés du moment, ses troupes auront à maintenir, par tous les moyens de résistance à leur disposition, le front qu'elles tiennent actuellement.

Après lui avoir annoncé mon retour à Breteuil dans la soirée même de ce jour, je le quitte vers 7 heures pour me rendre au quartier général de la 10e armée, à Saint-Pol. J'atteins le général de Maud'huy qui la commande, vers 10 heures, à son poste de commandement d'Aubigny, non loin d'Arras, mais à cent kilomètres de Breteuil. Une fois de plus, en cours de route, il nous fallut remonter la sombre et épaisse colonne des populations reculant devant l'ennemi. Ici ce sont les nombreuses familles d'ouvriers des pays de mines de la région de Lens. Elles fuient en masses humaines compactes, à la différence des populations agricoles suivies généralement de leur bétail, comme de charrettes chargées de leur avoir, et que nous avons vues en Lorraine et en Champagne.

Le général De Maud'huy, quand je le trouve à Aubigny, est dans un parfait état moral. C'est un beau soldat en pleine bataille. Lancé avec une cavalerie nombreuse à la recherche de l'enveloppement de l'aile nord allemande, il se trouve attaqué par des corps d'armée en marche sur Arras, et, le 5 octobre, au moment où je le rejoins, il est repoussé jusqu'aux abords de la ville. Il a été en effet devancé par les corps d'armée ennemis, et c'est sous leurs violentes attaques qu'il lui faut au plus tôt réunir ses éléments encore dispersés de la Lys, de Merville et d'Armentières, jusqu'au sud d'Arras. En attendant et en poursuivant leur réunion, il lui faut les diriger dans une combinaison de résistances improvisées, comme aussi faire cesser des incertitudes sur l'attitude à tenir qui règnent encore chez plusieurs de leurs chefs.

J'arrive sur ces entrefaites, et, d'accord avec le général De Maud'huy, nous convenons ensemble des dispositions tendant : 1. à arrêter d'abord la marche de l'ennemi sur Arras ; 2. à maintenir ferme sur place les troupes de première ligne engagées ; 3. à réunir au plus tôt les autres en arrière, en mettant en même temps la main sur certains points d'une importance tactique particulière, tels que Notre-Dame-De-Lorette ; 4. Enfin à poursuivre l'offensive à notre aile gauche, en vue toujours de l'enveloppement recherché, avec le 21e corps d'armée, qui porterait sa 43e division d'Aubigny sur Carency et sa 13e de la Bassée sur Loos et Lens, tandis qu'une partie de la cavalerie relierait ces deux divisions et qu'une autre les couvrirait à l'est. Les troupes disponibles pour cela sont : le 10e corps d'armée, le corps provisoire (70e et 77e divisions), le 21e corps d'armée, la 45e division, le corps de cavalerie Conneau (1ere, 3e, 10e divisions de cavalerie) et le corps de cavalerie de Mitry (4e, 5e, 6e divisions de cavalerie).

Après avoir arrêté ces directives avec le général de Maud'huy, je reprends dans l'après-midi la route d'Amiens, et j'arrive le soir à Breteuil, où la 2e armée me rend compte que la journée s'est écoulée sans incident particulier. Dans ces conditions, je passe la soirée avec le général De Castelnau, et la nuit dans son voisinage à Breteuil. Nous nous séparons le lendemain matin 6 octobre, en arrêtant de tenir la même ligne de conduite que la veille. Il y aura à faire carrément tête à l'ennemi sur le front de la 2e armée, comme des divisions territoriales, tandis que nous pousserons une offensive débordante à l'extrémité nord de la 10e armée, où je me porte près du général De Maud'huy.

Rendu de nouveau à Aubigny dans cette matinée du 6, je constate que l'offensive prescrite au 21e corps d'armée en direction de Lens se développe lentement en présence de résistances sérieuses. Malgré cela, nos cavaliers ont

pris pied sur le plateau de Notre-Dame-De-Lorette ; ils y seront relevés le lendemain par les troupes du 21^e corps d'armée, dont les deux divisions, bien soudées, ont jeté une avant-garde à Pont-à-Vendin.

La journée, au total, sans donner de résultats importants, a bien engagé les opérations à la 10^e armée. Dans ces conditions, je rentre à mon quartier général que j'ai fait porter à Doullens, à moitié distance de Breteuil et d'Aubigny, lorsqu'au téléphone de Doullens, le chef d'état-major de la 2^e armée me fait savoir qu'une attaque violente s'est produite sur le front de cette armée et qu'il est à désirer que je puisse me rendre dans la soirée même à Breteuil. En fait, le 4^e corps, devant les attaques allemandes sur le plateau du Santerre, a cédé du terrain et perdu Parvilliers, Damery, Andechy, Le Quesnoy. Le général commandant la 2^e armée a l'impression que sa ligne va crever quelque part. Dans ces conditions, je repars pour Breteuil.

Avec le commandant de cette armée je fais le compte des réserves dont il dispose par lui-même, des secours que la 6^e armée met à sa disposition, et de ceux (deux divisions) que la cavalerie anglaise du général Allembry, en route pour les Flandres et de passage à Montdidier, peut lui fournir. Nous décidons ensemble qu'il n'y a qu'à utiliser les renforts s'ils sont nécessaires, mais qu'il n'y a rien à changer dans la conduite à tenir à la 2^e armée : faire partout tête à l'ennemi pour l'arrêter dans ses offensives, et pour cela organiser défensivement et au plus tôt notre front, en enfonçant nos troupes en terre. En fait, cette journée du 6 octobre va être pour assez longtemps la dernière épreuve sérieuse de la 2^e armée. Les affaires réglées de la sorte à Breteuil, je rentre immédiatement à mon quartier général de Doullens à une heure avancée de la nuit. J'avais fait, jusqu'à ce moment, depuis mon départ du 4 octobre au soir, c'est-à-dire en cinquante-sept heures, plus de huit cent cinquante kilomètres en voiture, pour courir de Châlons aux deux batailles de la 2^e armée à la Somme et de la 10^e armée à Arras.

Notre installation à Doullens ne manquait pas d'ailleurs d'une certaine simplicité, car la ville était déjà occupée, c'est-à-dire remplie par le quartier général du groupe de divisions territoriales du général Brugère, avec ses deux cents automobiles des plus confortables et ses personnalités de marque.

La bataille de la 10^e armée se continue le 7 avec les mêmes caractères renouvelés de la journée du 6. Mais, pendant ce temps, d'autres opérations appellent mon attention dans un pays où l'ennemi multiplie ses pénétrations. Nous avons poussé notre cavalerie (deux divisions) jusqu'à la Lys qu'elle surveille ; mais, plus au nord, dans cette partie des Flandres qui s'étend jusqu'à la mer, l'ennemi pourrait tourner nos entreprises de l'Artois, atteindre les ports de la Manche, et nous séparer de l'armée belge encore réunie autour d'Anvers. Il faut bien, au plus tôt, nous assurer la possession de cette région. De là les instructions immédiatement données pour la mise en état de défense de la place de Dunkerque, la réalisation des inondations d'eau douce, la préparation des inondations d'eau de mer.

Plus au sud de la Lys, il y a la ville de Lille, place forte déclassée, mais centre de population et d'industrie particulièrement important. Elle a été abandonnée par nos troupes lors du repli de nos armées à la Marne. M'étant mis en communication par téléphone avec le préfet et ayant eu confirmation de cet abandon de la grande ville au milieu des patrouilles de l'ennemi, je décide, dans la soirée du 9, de la faire réoccuper, et en réalité nous y faisons entrer un détachement comprenant trois bataillons de territoriaux, une batterie, trois

escadrons. Le 11, ils sont attaqués, ils résistent dans la citadelle. Nos efforts vont tendre à leur donner la main en portant jusque-là la manoeuvre enveloppante de nos armées.

L'armée britannique est en effet susceptible d'entrer en ligne. Elle arrive du front de l'Aisne. Dans l'esprit du commandant en chef, elle doit continuer la manoeuvre débordante entreprise à l'aile nord de nos armées. Tandis que deux divisions de cavalerie arrivent par voie de terre, deux corps d'armée ont commencé de débarquer, dans la nuit du 5 au 6, aux environs d'Abbeville et d'Étaples. L'armée britannique doit être portée le plus tôt possible vers la gauche française, d'où elle reprendra la liaison avec les forces anglaises et belges opérant en Belgique. Pour couvrir ces débarquements, j'envoie de Dunkerque une brigade territoriale avec de l'artillerie. Elle s'installe sur la ligne du canal de Watten, Saint-Omer, Aire, gardant les débouchés de la forêt de Clairmarais.

En même temps je fais avancer une autre brigade territoriale de Dunkerque sur Poperinghe, pour me permettre de porter les débarquements de l'armée britannique à Béthune et à Saint-Pol. Le maréchal French, ayant établi son quartier général à Abbeville, vient me trouver à Doullens le 8 octobre. Je suis particulièrement heureux de le revoir, ce qui ne nous est pas arrivé depuis le commencement de la campagne. Nous nous connaissons de longue date, et le parfait accueil que j'ai rencontré auprès de lui à différentes reprises en France ou en Angleterre, dans les années antérieures, ne me laisse aucun doute sur la franchise de nos relations dans la guerre. Il m'annonce, entre autres nouvelles, la capitulation d'Anvers, et, comme il me demande ce que nous pourrions faire pour répondre à un pareil événement qui met la Belgique aux mains des allemands, je lui réponds que nous sommes encore bien loin d'avoir rejoint l'armée belge et d'avoir atteint avec nos troupes les côtes de la mer du Nord. Arriverons-nous à temps pour réaliser ce double résultat ? La seule réponse possible à faire en ce jour, c'est que tous nos efforts vont tendre à l'obtenir, si nous ne parvenons pas à envelopper d'abord l'aile nord de l'ennemi. Avec le maréchal se trouve mon vieil ami, depuis field-marschal, sir H. Wilson. En termes émus, je lui dis ma satisfaction de le revoir et ma conviction que si l'armée britannique a été si rapidement et si complètement engagée dans la guerre, c'est bien aux dispositions et aux préparatifs arrêtés par lui à l'état-major britannique que nous le devons. Il s'était déjà montré le patriote vigilant et le chef prévoyant que la suite de sa carrière allait révéler.

De mon côté, la confiance restait entière, la situation ne me semblait pas mauvaise. J'avais vu l'ennemi échouer en Lorraine, nous l'avions battu à la Marne. Il tentait de rétablir ses affaires dans le Nord, nous lui tenions tête. Le coup de foudre par lequel il comptait mettre la France hors de cause était victorieusement paré, le poids de la Russie dans la balance ne pourrait pas ne pas se faire bientôt sentir. Bien plus, après les résultats déjà obtenus à nos 2e et 10e armées, et avec l'entrée en action très prochaine de l'armée britannique, la possibilité reparaisait de l'extension de notre manoeuvre par le nord, et j'écrivais le 10 octobre au général en chef :

Mon général,

Je crois notre situation très satisfaisante. Castelnau ne bouge pas. Ses territoriaux de même avec quelques incidents. Maud'huy attaque autour d'Arras avec des succès lents mais continus. Plus au nord, notre cavalerie vient d'être refoulée sur la ligne La Bassée, Béthune. Je n'y attache pas une grande importance parce que : aujourd'hui à midi

nous aurons le 2e corps d'armée anglais, à Béthune et Lillers, le corps de cavalerie anglais à Aire et à Guarbecque. les débarquements anglais se font aujourd'hui à Saint-Omer (que nous tenons toujours) et aux environs. Dans ces conditions une attaque allemande me semble peu redoutable.

La 2e armée reprend de l'aplomb. L'arrivée de Duchesne y produira un excellent effet. On n'y parle plus de retraite. Je l'avais d'ailleurs formellement interdit. C'est la cavalerie qui n'a pas encore l'aplomb suffisant.

Je rentrerai à Romilly quand vous le voudrez, mais je crois ma présence encore utile ici tant que nous ne sommes pas alignés, que la marche en avant n'est pas reprise, qu'il faut embrasser un vaste territoire allant de Dunkerque par Lille à Noyon, aux incidents les plus variés. recevez, mon général, l'assurance de mon très attaché respect.

signé : Foch.

p.-s : - mon idée serait, si vous l'approuvez et si le maréchal French s'y rallie, de porter la gauche de notre armée (10e) par Lille à l'Escaut de Tournai ou à Orchies, l'armée anglaise venant par Lille et plus au nord en se développant de Tournai par Courtrai, pour rallier par la rive gauche de l'Escaut ou celle de la Lys tous les détachements français, anglais, belges, sur la rive gauche de l'une de ces rivières, on verrait ensuite.

En tout cas, le maréchal French doit avoir, prêts à entrer en action le 10 octobre, un corps d'armée, le 2e, et deux divisions de cavalerie entre Béthune et Aire ; le 12, un corps d'armée, le 3e, et deux divisions de cavalerie entre Béthune et Saint-Omer. Nous arrêtons, le 10, les dispositions de nature à relancer l'attaque et à éclaircir au plus tôt notre situation d'après les considérations de la note suivante prise comme base :

Dans la situation actuelle des armées alliées, le premier soin paraît être d'opérer, dans des conditions de sûreté convenables, la réunion des forces éparses à la suite des derniers événements de la guerre, forces belges, anglaises, françaises.

La région nord et est de Lille, avec l'Escaut d'une part et la Lys de l'autre, semble constituer un terrain de réunion favorable. si demain 11, et après-demain 12, la gauche de la 10e armée française est appuyée par la droite de l'armée anglaise (2e corps et corps de cavalerie) agissant par le front Béthune-Merville, il est à présumer que la direction de Lille redeviendra libre. D'autre part, la région au nord de la ligne Merville, Hazebrouck, Cassel, que nous tenons, paraît n'être occupée que par de faibles forces. dans ces conditions, on estime que, dans la matinée du 13, la gauche de l'armée française pourrait se mettre en marche vers Lille, et, ultérieurement, Tournai ; la droite de l'armée anglaise vers la région au nord de Lille, et, ultérieurement, vers Templeuve ; le centre de l'armée anglaise marchant sur Courtrai.

En arrière de l'Escaut, ainsi tenu à Tournai, et de la Lys, tenue à Courtrai, pourraient se rallier les détachements anglais, français et belges. Si cette manière de voir est partagée par monsieur le maréchal commandant en chef l'armée britannique, l'armée française disposerait

pour ses mouvements de la route : Ostreville, Houdain, Verquigneul, La Bassée, Lille, Tournai, et des communications plus au sud. l'armée anglaise disposerait des communications plus au nord.

On a l'honneur de demander si elle est approuvée.

signé : Foch.

Le maréchal French s'engage à appuyer de toute façon et aussitôt que possible l'action des troupes françaises, mais par suite d'un retard dans les débarquements, le 3e corps d'armée britannique n'aura sa première division disponible que le 13 après-midi et ne sera en état de marcher en entier que le 15 au soir.

Pendant ce temps, la 2e armée française se maintient sur ses positions, mais l'aile nord de la 10e armée et les premiers éléments de l'armée britannique voient leur marche en direction de Lille arrêtée par les attaques répétées et de plus en plus fortes que l'ennemi développe au sud de la Lys.

Par l'arrivée et les progrès des forces britanniques sur la rive nord de la Lys, dans la journée du 15, nous commençons bien de réaliser le débordement et l'enveloppement de l'aile nord des armées allemandes qui opèrent en France, mais un nouvel orage se prépare.

C'est l'entrée en scène des forces ennemies qui opèrent en Belgique, sur cette même rive nord de la Lys, et que la reddition d'Anvers a rendues disponibles. Un couloir nouveau est ouvert à l'invasion, que nous parvenions avec peine à endiguer en Picardie, en Artois, dans la Flandre française, et à encercler à la Lys, d'Armentières à Menin. C'est un nouveau théâtre d'opérations à envisager, celui de la Belgique, une situation militaire de fait à prendre immédiatement en compte, car elle rouvre tous les dangers, menaçant les ports de la Manche et l'unité et la liaison des alliés.

C'est la marche [nach Calais](#) qu'il faut bien arrêter. C'est la Belgique, sinon à reconquérir, du moins à sauver en partie, pour maintenir son existence. Où allions-nous pouvoir effectuer la réunion des forces alliées dispersées dans la région, opération qui avait déjà été entrevue dans la note du 10 octobre, mais que la Lys et l'Escaut ne pouvaient plus couvrir ? Quelle était la valeur de ces forces ? Dans quelle mesure pourrions-nous les faire coopérer à nos opérations en cas de nécessité ? à l'abri de quel obstacle allions-nous pouvoir les reconstituer et former tout au moins une barrière aux entreprises de l'ennemi ?

En réalité, Anvers a été occupé par l'armée allemande le 9 octobre, et l'armée belge a entamé sa retraite dans la direction Ecloo, Bruges. Pour la secourir à Anvers, l'amirauté anglaise a envoyé, sous le général Rawlinson, la 7e division d'infanterie et la 3e division de cavalerie ; la France, une brigade de fusiliers marins sous l'amiral Ronarc'H. Ces détachements n'ont pu dépasser Gand. Ils se replient en couvrant la droite de l'armée belge.

L'armée belge gagne tout d'abord la région Ostende, Thourout, Dixmude, Furnes, où le général Pau, qui représente le haut commandement français auprès de cette armée, la trouve le 10 fortement éprouvée à la suite du siège d'Anvers et de la retraite qui en a été la conséquence. Son mouvement va se continuer vers Calais et Saint-Omer, quand le général Joffre tentait, en vain d'ailleurs, de l'attirer vers Ypres et Poperinghe pour se lier aux armées alliées et participer à leur mouvement débordant.

Avisé moi-même de ces intentions, je demande au général Pau d'obtenir que l'armée belge prenne sa ligne d'opérations et sa base sur Dunkerque, au lieu de Calais, afin de moins s'éloigner de la Belgique au moment où les armées alliées vont y pénétrer. C'est dans ces conditions qu'il est décidé le 11, à Ostende, de diriger sur Dunkerque les dépôts et les hommes non instruits, de réunir les six divisions qui forment l'armée belge dans la région Nieuport, Furnes, Dixmude, toujours couvertes à l'est par la division britannique du général Rawlinson et par la brigade française de fusiliers marins de l'amiral Ronarc'H ; elles ne se retireront pas si elles ne sont pas attaquées, et, dans le cas où elles seraient obligées à la retraite, elles s'établiraient et s'organiseraient défensivement, en dernière ligne, derrière l'Yser et le canal de Dixmude à Ypres, en se maintenant constamment en liaison avec cette ville.

De ce maintien de l'armée belge le long de la côte, il résulte pour elle un isolement qui peut lui être fatal, et un abandon du noeud de communications d'Ypres qui peut être mortel au plan des alliés. Aussi, dès le 12, je prescris que le général Bidon, gouverneur de Dunkerque, **prendra sous son commandement les 87e et 89e divisions territoriales**. Il s'établira sur la route Poperinghe-Ypres, d'où il cherchera la liaison vers Zonnebeke et Roulers avec les forces alliées agissant à l'est (belges, anglaises, marins français), et manœuvrera pour se maintenir à droite en liaison avec les forces britanniques qui arrivent aujourd'hui à Eecke. Il aura, en outre, à organiser à Ypres un fort point d'appui, pour barrer les offensives ennemies qui partiraient d'Armentières, de Comines ou de Menin. Par là, et dès le 14, nous aspirons à constituer sans retard, au milieu des éléments hétérogènes, inconsistants et mouvants, des forces alliées de la région, un centre de résistance et un solide point de réunion, autour duquel elles pourront nouer et appuyer leurs actions.

L'état de l'armée belge mérite d'ailleurs d'être pris en considération. Elle vient de subir, en deux mois, une série d'épreuves des plus sérieuses (Liège, Namur, Anvers), de bombardements des plus sévères. Elle y était moins préparée que toute autre. Jusqu'en 1914, elle n'a connu que la paix. La neutralité de la Belgique, garantie par les grandes puissances de l'Europe, était passée à l'état de dogme qui écartait de son armée toutes les menaces de la grande guerre, la limitait à un rôle de gardienne de l'ordre à l'intérieur, et, à l'extérieur, de protectrice contre l'envahisseur, jusqu'au jour où les puissances garantes de la neutralité prendraient en mains, avec leurs armées, son indépendance et sa défense. Le sentiment de l'honneur qui anime le roi et la nation l'a brusquement jetée dans les secousses d'une lutte formidable, soigneusement et puissamment préparée par un voisin redoutable. C'est devant une réalité si opposée à ses prévisions qu'elle doit faire tête, et tendre ses nerfs faiblement soutenus par l'armement entre ses mains.

En tout cas, dans l'incertitude de la situation qui règne encore sur le littoral de la mer du Nord et sur les résistances que nous pouvons y présenter à la marche de l'invasion, je vais faire, le 16, une excursion rapide dans cette région que je ne connais pas encore. Je suis accompagné du commandant Desticker et du lieutenant Tardieu. Je me rends, dans la matinée, d'abord à Saint-Omer où a été transporté le quartier général du maréchal French. Je lui demande de nous assurer la coopération des escadres britanniques contre la droite allemande dans la région d'Ostende ; d'agir en même temps avec le corps Rawlinson en partant d'Ypres dans la direction de Roulers, pour détourner de l'armée belge l'attaque ennemie. Je me rends ensuite à Dunkerque. Cette place contient des approvisionnements considérables, qu'il faut à tout prix tenir à l'abri d'un coup

de main ; j'y fais arriver une brigade de troupes territoriales et je m'assure avec le nouveau gouverneur, général Plantey, que la défense de la place est très avancée, l'inondation bien préparée. Celle d'eau douce est déjà tendue ; celle d'eau de mer peut l'être quand on le voudra, les canaux appelés à la fournir ayant été gonflés au niveau des hautes mers. Dans cette ville je rencontre également M. De Brocqueville, président du conseil des ministres de Belgique. Après nous être mutuellement renseignés sur la situation militaire de la région, comme aussi sur les intérêts politiques en jeu, nous décidons de nous rendre immédiatement au quartier général de l'armée belge, à Furnes, pour y trouver le roi.

Dans les heures graves que nous traversons, une décision suprême s'impose ; il ne faut pas que l'armée belge quitte la Belgique. Pour conjurer le désastre, il faut à tout prix arrêter sa retraite, la maintenir sur le sol national, si réduit soit-il. M. De Brocqueville est un homme d'état intelligent, clairvoyant et plein de décision, partageant ces idées. Il appuiera mes propositions.

Une fois de plus, sur la route de Dunkerque à Furnes, nous avons à remonter la lamentable cohue des populations fuyant devant l'invasion. C'est une masse des plus denses, surtout de femmes, d'enfants, de jeunes filles, de religieuses, de prêtres, de vieillards, se repliant dans le désarroi d'une fuite précipitée et les fatigues d'une marche sans arrêt, sans abri, après des nuits à la belle étoile, et sous la pluie d'octobre. Furnes est remplie de troupes belges, éprouvées par le rude bombardement d'Anvers et une retraite de huit jours. Le quartier général de l'armée, avec son chef, le roi, est installé à l'hôtel de ville, monument de style, dans l'angle d'une place au caractère artistique, et dont l'encombrement contraste avec le calme et la solitude habituels.

Accompagné du lieutenant-colonel Brécard, chef de notre mission, et précédé de M. De Brocqueville, je me rends au quartier général belge. J'y trouve le général Hanotaux, chef d'état-major, et le général Wielemans, sous-chef d'état-major. Ils sont encore dans la confusion et le trouble inséparables d'une longue et dure retraite. J'expose les raisons qui justifient l'arrêt de cette retraite, et les moyens qui permettent de tenir tête à l'ennemi. Les troupes allemandes que l'on a devant soi sont une deuxième levée, des corps de réserve. L'infanterie n'a pas la valeur de celle qui vient d'être arrêtée et refoulée en France, mais elle est certainement accompagnée d'une forte artillerie. En s'enterrant, l'armée belge parera ses coups et fournira la barrière que les troupes françaises viennent renforcer. Dixmude est déjà tenu par une brigade de fusiliers-marins d'une indiscutable solidité. C'est un point d'amarre robuste pour la résistance à organiser.

Le roi me reçoit quelques instants après. Il est dans la salle des échevins, vaste pièce d'une belle décoration, avec une grande cheminée où brille un feu que la température et l'humidité de la journée rendent particulièrement appréciable. C'est la première fois que je rencontre cette grande personnalité, noble figure de l'honneur et du devoir. Je ne l'aborde pas sans un certain embarras, bien résolu avant tout à défendre la cause commune du salut de la Belgique et de la bataille alliée alors en cours. L'écho de ces sentiments ne se fait pas attendre. La Belgique ne représente plus qu'un lambeau de territoire, sur lequel se sont réfugiés son gouvernement et son armée. S'ils reculent encore d'une vingtaine de kilomètres, l'adversaire aura raison de la Belgique et la tiendra tout entière en son pouvoir, il en disposera, elle sera rayée de la carte de l'Europe. Y renaîtra-t-elle au jour de la paix ? L'armée belge est certainement très épuisée, pense le

roi, mais à la voix de son chef elle retrouvera toute son énergie, pour défendre ce qui reste de patrie, s'accrocher à l'Yser, et donner aux troupes alliées le temps d'accourir. Ses décisions et ses dispositions vont en témoigner. L'armée belge s'organisera donc et défendra la ligne de l'Yser de Nieuport à Dixmude et à Boesinghe, où elle retrouvera l'appui des troupes françaises.

Le lendemain de cette entrevue, le roi visite toutes ses divisions, leur rappelle que l'armée belge dispute la dernière parcelle du territoire national, qu'elles doivent y mourir plutôt que de céder. Tout commandant de division qui reculera sans un ordre formel sera destitué.

Grâce à ces dispositions, il nous est possible, pensons-nous, d'arrêter l'invasion le long de la côte. On tiendra pour cela sur l'Yser, de la mer du Nord à Dixmude, avec l'armée belge rapidement reconstituée ; au point d'appui de Dixmude, avec la brigade de fusiliers-marins ; sur l'Yperlé, plus au sud, et jusqu'à Ypres avec les troupes territoriales qui s'y trouvent déjà et que je renforce rapidement de divisions de cavalerie. On attendra dans ces conditions l'arrivée des renforts français que le général en chef nous fait espérer. Dans cet ordre d'idées, et avant de quitter Furnes dans la soirée du 16, j'adresse à la hâte à l'amiral Ronarc'H une instruction lui fixant sa tâche à Dixmude :

Dans les circonstances où nous sommes, la tactique que vous avez à pratiquer ne comporte pas d'idée de manoeuvre, mais simplement et au plus haut point, l'idée de résister là où vous êtes.

Dans ce but, il y a lieu de préparer sans aucune réserve la mise en oeuvre, dans une situation abritée, et de bonnes conditions, de tous vos moyens.

Quant à la conduite à tenir, elle consiste pour vous à arrêter net l'ennemi, par la puissance de vos feux en particulier.

C'est dire qu'elle est facile à tenir avec les effectifs et les moyens dont vous disposez, qu'elle vous permet d'occuper une grande étendue de terrain et que vous ne devez songer à évacuer la position que sur un ordre formel de vos supérieurs ou à la suite de l'enlèvement de *toute* la position par l'ennemi.

Inutile de dire que je compte entièrement sur votre dévouement pour remplir cette mission.

L'amiral va, avec ses marins, remplir cette tâche d'une façon des plus glorieuses.

Enfin, pour répondre à toute éventualité, je fais compléter la défense de Dunkerque par des inondations s'étendant jusqu'à une dizaine de kilomètres, et constituant le long de la côte un obstacle auprès duquel la résistance pourrait se réorganiser, si la ligne belge était emportée. Tel est le système défensif que nous avons pu reconstituer rapidement pour arrêter l'ennemi dans sa marche *nach Calais*, et pour briser son nouveau programme, qui ne vise plus Paris, mais les ports de la Manche. Nous devons ce résultat à l'intelligence et à la résolution du roi d'y consacrer entièrement son armée, comme il l'a affirmé dans cette journée du 16 octobre. Ces décisions contrastent avec les incertitudes de certains de ses subordonnés, car, au moment même où nous décidons ainsi à Furnes, M. Augagneur, alors ministre de la marine, revenant du grand quartier général belge qu'il a quitté la veille, passe à Doullens et demande à mon chef d'état-major, le colonel Weygand, de préparer aux environs de Calais des cantonnements pour abriter et refaire l'armée belge, qui, au dire de ses chefs, ne peut que se retirer

de la lutte. Dans la soirée, je rentre à mon quartier général de Doullens, à cent vingt et un kilomètres de Furnes, et je rends compte de la journée au général en chef :

Je rentre de Furnes, quartier général de l'armée belge. En y allant ce matin, je me suis arrêté à Saint-Omer, au quartier général du maréchal French et lui ai demandé :

1. D'inciter son gouvernement à faire agir leur escadre contre la droite allemande de la côte d'Ostende ;

2. D'agir en partant d'Ypres avec le corps Rawlinson dans la direction de Roulers pour détourner l'attaque des allemands de l'armée belge ; je suis ensuite allé à Dunkerque, j'ai vu le gouverneur. Il m'a dit et je crois la place en bon état de défense, même éloignée : l'inondation d'eau douce est tendue ; celle d'eau de mer va se tendre. La canalisation des émigrés de Belgique de toute nature s'y fait sans difficulté actuellement. Il en est de même à Calais. De là, je suis allé à Furnes ; l'armée belge est installée sur la ligne de l'Yser. Elle a reçu l'ordre d'y résister, de s'y organiser, de s'y défendre avec la dernière énergie. Le roi et le président du conseil paraissent décidés à pratiquer cette tactique, et à la faire pratiquer... l'armée anglaise continue son offensive sur Courtrai. Elle fait des progrès, aujourd'hui encore.

Bien respectueusement à vous.

signé : F. Foch.

Malgré tout, quand vous aurez une troupe de valeur sérieuse à mettre à la gauche du dispositif de l'armée belge, elle y fera très bien à tous les points de vue.

Mon expédition de la journée dans les Flandres m'a montré que, si notre extrême gauche confinante à la mer a pris une solidité relative, une porte s'ouvre encore de Boesinghe à la Lys, large d'une vingtaine de kilomètres et simplement tenue par quelques régiments territoriaux, de la cavalerie et des troupes anglaises encore éparses dans la région d'Ypres. Heureusement, à mon arrivée à Doullens, j'apprends du général Joffre que le 1er corps britannique aura terminé son débarquement à Hazebrouck le 19. Il sera suivi de la division de Lahore dans la même région, puis de la 42e division française à Dunkerque, puis du 9e corps français en un point à déterminer. Il m'appartient d'utiliser au mieux ces renforts, en les faisant arriver sous la protection des troupes diverses de la région d'Ypres, et en coordonnant leur action.

À mesure que la bataille se stabilise en Picardie et en Artois, une ère d'événements nouveaux commence au nord de la Lys. C'est le dernier terrain de rencontre que les allemands peuvent utiliser pour chercher à nous gagner de vitesse, pour espérer nous surprendre dans la préparation, nous écraser du poids de leurs masses puissamment armées ; gagner enfin la bataille d'occident qui jusqu'ici leur échappe, et réaliser leur plan de terminer victorieusement la guerre à l'ouest avant d'en poursuivre la fin à l'est. Il est à prévoir que, libres de leur action, ils déchaîneront des efforts d'une puissance particulière.

Aussi, une fois de plus, nous tenterons de les devancer dans l'initiative de leur mouvement. Nous n'y parviendrons pas, mais nous arrêterons net leur entreprise d'une façon définitive, et par là nous leur infligerons un sérieux échec. Le 17 octobre, je me rends au quartier général de la 10e armée à Saint-Pol pour régler

différents détails et surtout pour recevoir M. Lloyd George, ministre du trésor dans le cabinet anglais. Il fait une tournée sur notre front avec son ami lord Reading. C'est ma première rencontre avec cet homme d'état, devenu par la suite un des principaux acteurs de la guerre. Au premier abord, il témoigne d'une vivacité et d'une promptitude d'intelligence peu communes, il prolonge cette impression en l'agrandissant par l'étendue de ses vues, la variété des sujets qu'il aborde, la fécondité des solutions qu'il apporte. L'officier français, chargé de l'accompagner dans son voyage, l'avait perdu de vue dans la matinée, au cours d'un arrêt à Montdidier. Il l'avait retrouvé arrêté devant la statue de Parmentier, s'écriant à son approche : ça, c'était un grand homme. Naturellement, à Saint-Pol, nous causons de la situation de nos armées, de l'arrêt de l'invasion que nous avons dressé jusqu'à la Lys, et que les armées vont chercher à prolonger jusqu'à la mer. Je lui communique ma résolution, en enfonçant nos troupes dans des tranchées, de tenir tête à l'effort de l'ennemi malgré son formidable armement, jusqu'au jour où, nous-mêmes, munis de cet armement, pourrons entreprendre l'offensive qui seule donnera la victoire. Il m'a, depuis, rappelé souvent cette conversation qu'il appelait le programme de Saint-Pol et dont il a par la suite vu la réalisation.

C'est dans ces conditions que va se produire une des grandes rencontres de la guerre. Les alliés cherchent à profiter encore de l'initiative et de la liberté d'action que leur a ouvertes la victoire de la Marne, pour devancer l'ennemi dans son offensive, l'attaquer avant qu'il ait pu mettre à profit ses succès d'Anvers et engager les forces qui s'y trouvent libérées, qu'il ait réuni ses puissantes réserves ramenées d'Allemagne et qu'il ait monté son attaque en vue d'un suprême effort sur le dernier terrain disponible, pour gagner par la manoeuvre la partie d'occident. Mais aurons-nous le temps et la possibilité de réunir les troupes encore éparses et disparates de trois puissances alliées en nombre suffisant, et dans un effort commun assez solide pour renverser son plan, et de garder la direction des événements que la victoire nous a valu, ou tout au moins pour arrêter le développement de ce plan ? Là est la question qui va se résoudre dans un choc formidable, la bataille des Flandres. Elle comporte deux périodes :

1. L'attaque le long de la côte, ou bataille de l'Yser, du 17 octobre au 1er novembre ;
2. La bataille d'Ypres, au noeud principal des communications de la région des Flandres, du 21 octobre au 12 novembre.

Chapitre II — La bataille de l'Yser.

Le théâtre d'opérations. – premières attaques allemandes sur l'armée belge et les fusiliers-marins, 18-23 octobre. – arrivée de la 42e division. – la crise du 24 octobre ; l'Yser forcé ; rétablissement sur la voie ferrée et inondations. – échec final des allemands.

L'armée belge est établie depuis le 17 octobre derrière l'Yser, entre Nieuport et la partie nord de Boesinghe, sur une étendue de plus de trente kilomètres, avec quatre de ses divisions, tandis que deux autres sont maintenues en réserve en voie de reconstitution. Notre brigade de fusiliers-marins occupe Dixmude sur la rive droite, en avant de son centre. Une brigade territoriale (177e) est à sa droite à Boesinghe. En avant du front et au sud de Dixmude, la division de cavalerie belge et le 2e corps de cavalerie française tiennent les débouchés nord et est de la forêt d'Houthulst et explorent en direction de Roulers. Le théâtre des opérations est constitué par les pays bas, en grande partie conquis sur la mer. Il est d'un parcours facile, sans obstacles naturels et sans relief sérieux. De tout temps il fut la route d'invasion de l'Europe centrale en marche vers l'Occident, le terrain de rencontre où se jouèrent les destinées du vieux monde jusqu'à Waterloo. Une fois de plus, il allait fournir le terrain, le champ clos, où se fixeraient le sort et l'avenir de la civilisation.

Dans la partie qui nous occupe, l'Yser est un obstacle sans grande valeur, un fleuve d'une faible largeur aux eaux dormantes, aux rives basses, qui ressent les effets de la marée jusqu'au-dessus de Dixmude. Il traverse un terrain généralement plat, en grande partie conquis sur la mer, d'un niveau inférieur à celui des hautes mers. En creusant le sol, on y trouve l'eau à une profondeur de quelques dizaines de centimètres. La construction de tranchées va présenter toutes sortes de difficultés. Il en sera de même de l'abri à trouver pour les troupes, qui seront à maintenir, néanmoins, sous le feu d'une puissante artillerie.

Le 18 octobre, les avant-gardes allemandes attaquent les avant-postes belges sur le front de l'Yser, et la brigade de fusiliers-marins à Dixmude. Ces attaques échouent, sauf devant Keyem qui tombe aux mains de l'ennemi.

Le 19, l'attaque recommence, sans plus de résultat, entre Nieuport et Dixmude. Les monitors anglais et les contre-torpilleurs français, dont j'avais demandé l'intervention au large de Nieuport, gênent considérablement le développement de la manoeuvre ennemie. Le 20, les attaques allemandes prennent une violence particulière ; elles s'étendent au sud jusqu'à la région de Boesinghe. Partout elles échouent. Le 21, elles ne réussissent pas davantage. Mais, pour faire face à l'effort ennemi, l'armée belge a dû réduire son front en ramenant sa droite à Saint-Jacques-Capelle et engager toutes ses réserves. Heureusement arrive, dans la région de Furnes, la 42e division française, commandée par le général Grossetti. C'est une troupe et un chef de premier ordre, dont j'ai apprécié toute la valeur à la bataille de la Marne. Elle va nous aider à parer les violentes secousses des journées suivantes.

Le 22, en effet, tandis que les fusiliers-marins et la 89e division territoriale subissent à Dixmude et au sud un bombardement des plus violents, les belges, attaqués dans la région de Schorbake, sont obligés d'abandonner la boucle de Tervaete, qui fournit, sur la rive gauche de la rivière, une place de rassemblement à l'ennemi. Le 23, pour se conformer au mouvement offensif

entrepris au sud, les fusiliers-marins, les belges et la 42e division passent à l'attaque. Cette dernière réussit à s'avancer entre Lombartzyde et Westende. Mais nos efforts sur l'Yser sont arrêtés ; l'ennemi continue de passer la rivière et de réunir ses forces dans la boucle de Tervaëte.

Le 24, c'est une violente attaque de l'ennemi sur toute la ligne de l'Yser, tandis que le général Grossetti, tout en maintenant une brigade à l'occupation de Nieuport, tente avec l'autre de reconquérir la boucle de Tervaëte ; l'ennemi progresse également par le pont et la route de Saint-Georges. La ligne de l'Yser est décidément forcée et franchie sur plus de cinq kilomètres. L'obstacle du fleuve n'existe plus entre Nieuport et Dixmude.

Où et comment l'armée belge pourra-t-elle s'arrêter, se reprendre, organiser une résistance nouvelle ? C'est dans ces circonstances tragiques que j'accours de nouveau à Furnes.

À la violence des coups portés par les allemands on se rend compte de l'importance qu'ils attachent à obtenir sans retard un résultat décisif. Ils ont amené une très puissante artillerie, renforcée de pièces lourdes déjà utilisées devant Anvers, et d'un nombre très élevé de minenwerfer d'un transport et d'une installation plus faciles, mais d'un effet tout aussi redoutable aux petites distances. En arrière de ce bombardement de la ligne de l'Yser, en face de troupes que la nature du terrain interdit d'abriter en tranchées, c'est une nouvelle armée ennemie qui entre en scène, la 15e. Elle est constituée avec des corps d'armée de formation récente, encore intacts, réentraînés par deux mois d'instruction, recrutés principalement dans la jeunesse universitaire. La certitude de la victoire y est absolue, car l'esprit allemand y domine en maître, et l'on dispose d'un formidable matériel. Dans ces conditions, comment se laisserait-on arrêter par les débris de l'armée belge, sur la route de Calais où doit se régler la victoire allemande ?

Rendu à Furnes, je revois le roi, et je me mets avec l'état-major belge à l'étude d'une situation particulièrement grave. J'y rencontre l'écho des violentes secousses de l'armée belge, avec l'annonce de son repliement. L'Yser forcé, il nous faut tout d'abord et encore trouver un obstacle à opposer à l'invasion, car les forces des troupes sont à bout, leurs effectifs réduits, leur armement très inférieur à celui de l'ennemi, le terrain sans abri.

Nous ne disposons encore que d'une seule division française, la 42e ; le flot de l'attaque peut d'un moment à l'autre prendre une allure impétueuse, si nous ne parvenons à réunir, à regrouper, à reconstituer, sous la protection d'une barrière, les éléments encore capables de résistance des troupes belges fortement éprouvées. Or, dans la direction de Dunkerque, la carte ne montre ni hauteurs, ni bois, ni localités pouvant fournir des points d'appui de valeur, encore moins offrir une ligne à organiser, un cours d'eau à défendre. Malgré cela, comme la décision est à prendre sans retard, pour éviter un recul trop grand avec des conséquences décisives, c'est à la ligne du chemin de fer de Nieuport à Dixmude que se fixe ma pensée.

Une voie ferrée est en tout cas une ligne continue, effectivement tracée sur le terrain, que les troupes en retraite trouveront sur leur route et sur laquelle le commandement peut toujours les arrêter. C'est une base de ralliement facile, pour constituer une nouvelle ligne de combat. Elle est souvent en déblai ou en remblai ; en tout cas, serait-elle en plaine, que la hauteur de son ballast constitue déjà un abri pour les tireurs ; il est donc à présumer qu'elle pourra

abriter dans une certaine mesure les troupes qui s'y formeront. Fortement appuyée à ses deux extrémités, à Nieuport et à Dixmude, grosses localités, elle présente tout d'abord une indiscutable solidité.

Telles sont les réflexions sommaires mais capitales que nous faisons, sans en savoir plus long, avec l'état-major belge, et en vertu desquelles il est décidé que l'armée belge arrêtera sa retraite à cette ligne et s'y formera défensivement. Cette ligne sera fortement tenue au nord, à Nieuport, par une brigade de la 42e division ; au centre, vers Pervyse, par l'autre brigade de cette division ; à Dixmude, par la brigade de fusiliers-marins. En fait, il se trouve que la voie ferrée domine la plaine de un mètre à un mètre trente de remblai, et alors pourquoi ne tenterait-on pas d'inonder les rives de l'Yser, comme nous avons réussi à le faire à l'ouest, autour de Dunkerque ? Par là, les deux ou trois kilomètres qui séparent l'Yser de la ligne de chemin de fer seraient rendus impraticables à l'ennemi, tandis que l'inondation viendrait s'arrêter au pied du remblai, constituant d'ailleurs un abri pour nos troupes. En tout cas, dans le désarroi qui accompagne toujours un mouvement en arrière accompagné d'un fort bombardement, ce qu'il importe de trouver, c'est une ligne continue tracée sur le terrain. Elle fournit une base sur laquelle les troupes viennent facilement se rallier et se regrouper. Elles s'y organisent volontiers pour peu que la disposition des lieux les favorisent. La voie ferrée allait nous rendre ce service, l'inondation allait le compléter. En fait, quand je quitte Furnes dans la soirée du 24, il est convenu avec l'état-major belge que la retraite s'arrêtera et que la résistance s'organisera sur cette voie ferrée.

Malgré les importants dégâts que l'eau de mer devait causer pour longtemps aux belles cultures du pays, il est également convenu que l'état-major belge poursuivra la réalisation de l'inondation. Quant au général Grossetti, de son poste de commandement de Pervyse, il m'a fait parvenir une communication très nette : *je ne sais, me disait-il, ce qui restera demain de la 42e division, mais, tant qu'il restera un homme, l'allemand ne franchira pas la ligne du chemin de fer.*

Avec des troupes fortement éprouvées nous allons encore tenter la bataille et défendre la voie ferrée Nieuport-Dixmude. Elle est fortement consolidée, il est vrai, en ces deux localités, par les détachements français qui les tiennent, en son centre à Pervyse par le général Grossetti ; elle sera couverte, dès que possible, par l'inondation. Nous avons, en effet, les clés de cette inondation aux écluses de Nieuport, que nous tenons solidement, mais combien de temps demandera-t-elle pour être tendue, quel espace embrassera-t-elle ? Voilà des questions auxquelles ne permet pas de répondre l'expérience d'un système hydraulique organisé pour protéger le pays contre l'eau de mer, et auquel on va demander une rapide submersion de terrains étendus. Elles vont, jusqu'au dernier moment, maintenir l'incertitude du résultat poursuivi, et, par là, de la défense.

Le 25, l'armée belge est sur le remblai. Le 26, le bombardement allemand reprend avec une violence particulière. Il atteint la voie ferrée et jette à nouveau l'inquiétude dans l'âme des défenseurs, mais on compte sur l'inondation. Le soir du 25, l'état-major belge informe l'amiral Ronarc'H à Dixmude que toutes les dispositions sont prises *pour inonder la rive gauche de l'Yser entre le fleuve et la chaussée du chemin de fer de Dixmude à Nieuport* ; il faut prendre des précautions spéciales pour ne pas étendre l'inondation parmi nos troupes, pour boucher les aqueducs passant sous la voie ferrée, rendre celle-ci étanche, comme aussi pour ouvrir à l'eau les rives de certains canaux. Ce n'est que le 27

au soir que, tous ces travaux ayant été achevés, les écluses de Nieuport sont ouvertes à l'heure du flux ; elles sont ensuite fermées à la marée basse ; la même manoeuvre se répète chaque jour. Dès le 8, l'inondation atteint la voie ferrée dans la région de Pervyse ; elle s'étend vers le sud, sans arrêter cependant les progrès et les entreprises de l'ennemi. Ainsi, le 29, il exécute une série de violentes attaques en direction de Ramscapelle sans parvenir à y pénétrer. Le 30 au matin, sentant l'inondation gagner ses arrières, il réussit dans un effort suprême à conquérir Ramscapelle et par là à retrouver la terre ferme.

S'il se maintient dans cette localité et s'il en débouche, c'est le terrain abrité de l'inondation qu'il aborde ; c'est le remblai du chemin de fer et tout le système de défense qui sont tournés et emportés. Il nous faut à tout prix reprendre le village. Le général Grossetti le sent et ajoute : **je donne l'ordre de reprendre Ramscapelle aujourd'hui**. Et, dans un assaut de zouaves, de chasseurs à pied, de tirailleurs sénégalais et d'éléments belges, nous réoccupons Ramscapelle à l'entrée de la nuit.

Le lendemain 31, la ligne de défense se reconstitue intégralement sur la voie ferrée, tandis que l'inondation continue de monter, et que l'ennemi se replie, sauf en quelques points, au delà de l'Yser, à Nieuport, nous continuons de tenir solidement le système des écluses qui conditionne l'état de la contrée, à l'autre extrémité de la voie ferrée, à Dixmude, nos marins opposent une résistance énergique. Désormais la rive gauche de l'Yser, entre ces deux localités, est une zone interdite à l'armée allemande. La route de la côte vers Dunkerque et Calais lui est fermée.

Comme on l'a vu, la bataille a duré plus de dix jours. Elle a été d'une violence encore inconnue, de la part de l'artillerie allemande de tout calibre. Elle a été menée par une infanterie pleine d'enthousiasme. L'ennemi a lancé, sans parler de sa très puissante artillerie, le IIIe corps de réserve, le XXIIe corps de réserve, une division d'ersatz et une brigade de landwehr. L'armée belge y a engagé ses six divisions. Nous avons engagé à ses côtés notre 42e division, et notre brigade de fusiliers-marins. Les efforts allemands ont abouti à un échec complet.

Chapitre III — La bataille d'Ypres.

Le général Foch à Cassel ; formation de la 8e armée française. – apparition de la 1^{re} armée allemande ; genèse de la bataille d'Ypres. – les adversaires et le terrain. – première phase de la bataille, 21-30 octobre. – les journées des 30 et 31 octobre. – les premières journées de novembre ; la conférence de Dunkerque. – derniers efforts allemands sur Ypres. – l'ennemi s'organise sur ses positions.

Tandis que, sur la côte, l'invasion se voit ainsi enlisée dans les vases de l'Yser, une lutte acharnée est déjà engagée plus au sud, dans la région d'Ypres et de la Lys. Depuis le 24 octobre d'ailleurs, j'ai transporté mon quartier général de Doullens à Cassel, cette sentinelle des Flandres. Je me trouve ainsi en avant et à proximité du grand quartier général anglais établi à Saint-Omer. C'est qu'en effet, sur le front de notre 2^e armée, l'attaque est bien enrayée. Sur le front de notre 10^e, c'est au nord de La Bassée qu'elle reprend avec énergie ; mais là se trouvent engagés, avec l'aile gauche de notre 10^e armée, les corps d'armée anglais, 2^e, 3^e, puis le 1^{er}, dont le débarquement se poursuit à Hazebrouck, enfin les différents corps d'armée français que le grand quartier général français expédie par voie ferrée dans la région des Flandres.

Les troupes se forment successivement sous la protection de nos divisions territoriales poussées à Ypres dès le 14 octobre, et bientôt renforcées du 2^e corps de cavalerie, comme aussi sous la protection du 4^e corps britannique (général Rawlinson) réduit à la 7^e division et à la 3^e division de cavalerie britanniques, qui reviennent de l'entreprise d'Anvers.

Depuis le 20 octobre, le général D'Urbal, qui s'était distingué dans le commandement d'un corps d'armée autour d'Arras, a été appelé au commandement du détachement d'armée de Belgique, bientôt transformé en 8^e armée. Il établit son quartier général à Roussbrughe et prend sous ses ordres les forces françaises au nord de la Lys. C'est un nouveau commandement placé sous ma direction, et dont il faut coordonner au plus tôt l'action avec les autres forces alliées arrivant de différentes parties du front. Nous sommes en présence d'un adversaire qui, depuis la chute d'Anvers, a récupéré toute sa liberté d'action en Belgique. Il a concentré des forces importantes, encore intactes, et, depuis plus d'une semaine, reformé une armée toute neuve, la 1^{re}, à Gand. Il a en même temps formé un détachement d'armée (Fabek) à Lille.

C'est en vue de faire face à la porte d'Ypres, et de me rapprocher du grand quartier général anglais, que je m'étais établi à Cassel. Indépendamment d'un magnifique observatoire sur la plaine flamande, Cassel est un noeud de routes très importantes. Nos transports vont bientôt les pratiquer avec la dernière activité, au point de transformer la paisible cité en une fourmilière des plus agitées. Il importe de remonter au milieu d'octobre pour saisir la succession des événements qui vont se précipiter dans la trouée d'Ypres.

À ce moment, nous ne connaissons de l'ennemi que la présence du XIX^e corps sur la Lys, d'Armentières à Werwicq, et la présence, le long de la côte, des III^e corps de réserve et 1^{re} division d'ersatz, aux prises avec l'armée belge. Entre la Lys et la région de Thourout s'étendait un espace vide de troupes. Il nous offrait des conditions encore avantageuses pour le développement de la manœuvre poursuivie, l'enveloppement de l'aile droite allemande au nord de la Lys. Aussi, dans une rencontre avec le maréchal French à Anvin, le 17 octobre, avions-nous

décidé d'agir dans ce sens en poussant les corps britanniques à la Lys jusqu'à Menin, en même temps que les divisions de cavalerie française, au nombre de quatre, marcheraient d'Ypres sur Roulers, soutenues par les divisions territoriales d'infanterie. En fait, les corps britanniques faisaient peu de progrès, tandis que le 2^e corps de cavalerie français poussait plus hardiment, et s'avancait le 18 jusqu'à Roulers, Hooglède et Cortemark, mais en était repoussé le 19 par des forces très importantes. C'étaient les XXII^e, XXIII^e, XXVI^e et XXVII^e corps de réserve, de nouvelle formation, qui entraient en scène. Ils s'avançaient entre Courtrai et Bruges, en direction d'Ypres.

Tels étaient les importants renseignements que notre cavalerie rapportait de sa reconnaissance sur Roulers. C'est au total, le 20 octobre, avec les troupes qui opèrent sur le bas Yser (III^e corps de réserve et division d'ersatz) cinq corps ennemis allemands qui se déploient entre la Lys et la mer du Nord. Une partie d'entre eux, deux corps et demi (III^e et XXII^e corps de réserve, 4^e division d'ersatz) attaquent sur le front Nieuport-Dixmude et livrent jusqu'à la fin d'octobre la bataille de l'Yser, que nous avons vu se perdre dans l'inondation. Les trois autres se préparent à attaquer sur Ypres. En tout cas et dès à présent, le front allemand s'étend devant nous d'une façon continue jusqu'à la mer du Nord. Il ne peut plus être question, avant de l'avoir rompu, de déborder l'aile droite allemande. Il faut au préalable y faire une percée. En aurons-nous le temps et les moyens, avant que l'ennemi ait réalisé des organisations défensives devant lesquelles nous sommes en partie désarmés ? C'est la tentative que nous allons entreprendre pour exploiter les derniers vestiges de notre victoire de la Marne.

L'idée qui domine notre tactique est celle de notre impuissance, avec notre faible armement en mitrailleuses et en artillerie notamment, à rompre un front ennemi qui a eu le temps de s'installer sur le terrain, d'y faire des tranchées, de s'y couvrir de fils de fer. Nous cherchons, par suite, à le devancer dans ces préparatifs, à le saisir encore en cours de manoeuvre, à l'aborder, avec des troupes pleines de mordant, avant qu'il ait pu s'organiser défensivement, amener et installer son puissant matériel, devant lequel l'insuffisance de nos moyens rend impossible toute rupture.

Mais l'offensive entreprise dans ces conditions va se heurter dès le début à une action offensive de l'ennemi. Celui-ci vise à rompre le front allié à Ypres, porte de la Flandre française, et où aboutissent une grande partie des routes de la région qui conduisent aux ports de la Manche. Les efforts opposés des deux adversaires vont conduire à un choc d'une brutalité et d'une violence aveugles, comme aussi d'une extraordinaire durée. L'ennemi joue sa dernière carte et tente sa dernière manoeuvre sur le théâtre d'opérations d'occident.

En dépit d'une lutte acharnée de près d'un mois, ses efforts seront vains. Il restera sans décision dans sa marche sur Calais pour atteindre l'Angleterre, comme à la Marne il est resté sans décision dans sa marche sur Paris pour atteindre la France.

On a appelé cette grande rencontre, non sans raison, la mêlée des Flandres. La variété des nations, des races, l'enchevêtrement des éléments de toute sorte, le mélange des unités qui y prirent part, comme aussi leur arrivée successive, en empêcheront jusqu'au dernier jour une direction méthodique.

De leur côté, les allemands nous présentèrent tout d'abord des troupes intactes, parfaitement organisées en corps d'armée nouveaux dotés d'une formidable artillerie. Mais, quand leurs premiers efforts eurent été brisés, c'est dans toutes

leurs armées qu'ils puisèrent des divisions pour élever encore leurs effectifs engagés.

La nature du terrain devait également amener une grande confusion dans l'action. Ypres est le centre d'une riche région très bien cultivée, couverte de confortables habitations avec de nombreux parcs. Les parties pauvres de la région sont garnies de forêts. Le pays est par suite très couvert dans la plaine basse, généralement plate ; des haies élevées bordent les pâturages et achèvent de barrer les vues. Pour m'élever suffisamment et chercher une vue d'ensemble du champ de bataille, je montais dans les tours des halles d'Ypres. Devant moi s'étendait alors une mer de verdure, avec des îlots blancs qui constituaient de riches villages avec de belles églises aux élégantes flèches.

Impossible de voir dans aucune direction un terrain libre et simplement découvert. Trois légères rides du sol relèvent faiblement la plaine ; l'une, de quatre à six mètres, au nord-ouest d'Ypres, sur quatre kilomètres de longueur ; l'autre, d'une hauteur de dix à douze mètres, court à une dizaine de kilomètres à l'est d'Ypres, de Passchendaële à Zandvorde, sur douze kilomètres environ ; la troisième, la plus accentuée, s'étend au sud, de Wytschaete à Messines, sur cinq kilomètres environ. Le canal de l'Yperlé, qui part de l'Yser et se prolonge par le canal d'Ypres à Comines, recueille, par un système de canaux d'assèchement, beekes et watergangs, les eaux à fleur de terre de la région, et rend particulièrement difficiles les communications, notamment de l'ouest à l'est. Les routes, en chaussées pavées et surélevées pour être à l'abri de l'eau, sont en nombre limité et convergent la plupart sur Ypres.

Cet ensemble de circonstances constituait un champ de bataille compartimenté, à communications difficiles, impossible à embrasser, et entraînant forcément le morcellement de l'action, ralentie dès le début.

Pour saisir la succession des événements, il nous faut les reprendre au 21 octobre. Dès le 21, nous prenons l'offensive. Le 1er corps britannique, appuyé à gauche par notre 2e corps de cavalerie, marche sur Roulers. L'objectif final qu'il a reçu du maréchal est Bruges. Le 4e corps britannique marche sur Menin, tandis que, à leur droite, le 3e corps et le corps de cavalerie britanniques tiennent tête aux importantes forces allemandes, de la Lys au canal d'Ypres.

Le 1er corps britannique atteint la ligne Langemark-Zonnebeke, sans pouvoir la dépasser, devant le XXVIe corps de réserve allemand. Les autres corps anglais subissent de violentes attaques de la part de troupes où l'on relève la présence de quatre corps de cavalerie ennemis, ainsi que des XIXe corps d'armée et XXVIIe corps de réserve. Par là, l'attention du commandement britannique est appelée du côté de la Lys. Il demande à voir relever le plus tôt possible par des troupes françaises son 1er corps de la direction de Roulers, pour le porter à cheval sur la route de Menin. C'est pour répondre à ses vues que j'engage sans retard le 9e corps français, au fur et à mesure de son arrivée, à la place du 1er corps britannique. La relève des britanniques, effectuée dans ces conditions, présente de sérieux inconvénients, dont le moindre est de ralentir l'action entreprise, mais elle a pour avantage de rendre bientôt à chaque armée alliée une zone d'action distincte : britannique du canal de La Bassée à la route d'Ypres à Menin ; française, de cette route à Dixmude ; belge, de Dixmude à la mer.

Nous ne pouvons reprendre l'offensive que le 25. Nous nous battons sur un vaste demi-cercle de près de cinquante kilomètres d'étendue, qui s'avance en saillant d'une vingtaine de kilomètres vers l'est. Les forces dont nous disposons sont

malheureusement insuffisantes. Les britanniques ont toutes leurs troupes arrivées ; les français reçoivent lentement des renforts. Aussi les flancs ne sont gardés que par des troupes, principalement de cavalerie, étendues sur de grands espaces. Le 1er corps britannique ne réussit pas à vaincre la résistance allemande devant Becelaëre ; le 9e corps français, aux prises avec un adversaire renforcé et actif, ne progresse qu'au prix de grandes difficultés et ne gagne que peu de terrain vers Passchendaële.

Sur tout le front, et dès le 26, le choc est des plus violents, la lutte acharnée. En plusieurs points, des défenses en fil de fer sont déjà organisées par l'ennemi. Dans les trois journées suivantes, la bataille atteint le plus haut point de violence. Nuit et jour, animés d'un même esprit offensif, les deux adversaires se heurtent sans répit, dans une série d'attaques et de contre-attaques, sans qu'un résultat sensible puisse être enregistré. L'artillerie lourde allemande devient chaque jour de plus en plus nombreuse et nous ne parvenons pas à la contre combattre efficacement, faute de grosses pièces. Par contre, les allemands sont arrêtés par les tirs de barrage bien ajustés de nos canons de 75, mais encore nous faut-il ménager les munitions. Elles sont en quantité limitée.

En résumé, après cinq jours d'offensive ininterrompue, les troupes alliées voient leurs efforts annihilés par un effort comparable de l'ennemi ; le choc a été brutal, mais stérile. Les forces adverses se font aujourd'hui équilibre. Une rupture en notre faveur ne pourrait résulter que de la mise en oeuvre de nouveaux moyens plus puissants. L'inondation de l'Yser, arrêtant la bataille en aval de Dixmude, va nous permettre de consacrer le 32e corps français à la bataille d'Ypres ; le 16e corps français qui débarque va être prochainement complet. Mais ces renforts, quelque appréciables qu'ils soient, sont hors de proportion avec ceux que les allemands concentrent en même temps sur la Lys, et qui, dès le 30 octobre, vont faire sentir leur poids au front britannique, comme aussi avec ceux qu'ils amèneront du bas Yser, où la bataille est bien finie, et qu'ils appliqueront sur les corps français. C'est à un effort grandissant de l'ennemi qu'il va nous falloir tenir tête énergiquement pour l'arrêter dans sa marche sur Ypres, Dunkerque, Calais.

Notre offensive, décidément bloquée, doit se borner à disputer la position qu'elle tient. Mais, dans les terrains bas qui entourent Ypres, l'eau à fleur de terre empêche de construire des tranchées. Depuis la retraite de Charleroi, une grande partie de nos troupes manque d'ailleurs d'outils. L'organisation d'une défense continue est donc impossible ; elle comporterait en outre, par son étendue seule, des effectifs supérieurs à ceux que nous possédons. Enfin, une attitude passive de notre part témoignerait à l'ennemi d'un renoncement à l'action, d'un aveu d'impuissance qui ne pourrait que l'encourager à redoubler ses coups. C'est l'attitude offensive que nous maintiendrons ; nous nous défendrons en attaquant, utilisant la nature couverte et compartimentée du pays pour disputer à l'ennemi, par des contre-attaques répétées, tous ses gains de terrain, et, par plus d'activité dans l'emploi des réserves du centre à la périphérie de notre position demi-circulaire, pour tenir en échec ses efforts et réduire ses avantages.

Nous ne pouvons néanmoins envisager l'avenir sans inquiétude, en présence de notre pénurie de moyens et d'une durée de la bataille qui pouvait dépasser la capacité de résistance de nos troupes, comme aussi avoir raison de toute leur énergie. C'est devant cet horizon chargé de nuages menaçants que, du côté britannique, on examinait la possibilité d'organiser à Boulogne une place pouvant abriter une centaine de mille hommes, malgré les susceptibilités qu'une si solide installation pouvait provoquer en France.

Le 30 octobre, dans la partie nord du saillant d'Ypres, devant nos troupes des 9e et 32e corps et du 2e corps de cavalerie, la journée se passe sans incident sérieux. Mais, sur la face sud, à la droite du 1er corps et à la gauche du corps de cavalerie britanniques, les allemands déclenchent une puissante offensive, à laquelle prennent part le XV^e corps, la 48^e division de réserve et la 26^e division d'infanterie, débouchant de la Lys entre Menin et Warneton.

Après avoir subi un feu d'artillerie d'une extrême violence, la cavalerie britannique (2^e et 3^e divisions), fortement étirée et dépourvue de soutien d'infanterie, est rejetée de Zanworde et d'Hollebeke sur Klein-Zillebeke et Saint-Éloi, à cinq kilomètres d'Ypres. En même temps, la 1^{ère} division de cavalerie britannique perd en partie Messines. L'accès sud-est d'Ypres est de ce fait sérieusement facilité à l'ennemi, et dès à présent le noeud des communications des armées alliées, qui se croisent dans la ville, est sous le canon allemand. Heureusement, le général commandant le 9^e corps français, mesurant la gravité de la situation, se porte au secours de son voisin et dirige immédiatement sur Zillebeke toutes ses forces disponibles, trois bataillons d'infanterie, qui arrivent étayer à la nuit le front anglais.

Vers la fin de l'après-midi, un premier compte rendu de ces événements m'est apporté à mon quartier général de Cassel par le capitaine de Bertier De Sauvigny, officier de liaison près du maréchal French, sans que j'en puisse même mesurer toute la portée. D'une façon générale, dans la bataille moderne, où l'on ne voit rien de jour, surtout en pays couvert, on ne connaît les résultats obtenus que par les comptes rendus indiquant les localités tenues par les troupes en fin de journée. Mais, dans le cas de rupture ou simplement de déplacement du front en arrière, les comptes rendus sont tardifs, incertains, incohérents, les troupes ayant peu de liaison entre elles. C'est au total dans les circonstances graves, que le commandement est le plus mal informé par les exécutants et qu'il risque de ne pas avoir le temps de réparer le mal subi, par des dispositions nouvelles. J'attendais le renseignement d'un officier de mon état-major, le capitaine Réquin, envoyé sur place dès le matin. Cet officier me faisait savoir, vers 22 heures, qu'il y avait certainement une solution de continuité dans le front de la cavalerie anglaise, qu'elle ne pourrait combler faute de moyen. Par cette brèche, si elle n'était rapidement fermée, c'est Ypres que l'on peut atteindre. Je demande aussitôt par téléphone au grand quartier général britannique à Saint-Omer si l'on a des renseignements précis sur la situation finale de la journée, en particulier dans la région d'Hollebeke et de Saint-Éloi, et comme on me répond que l'on ne sait rien de plus, je téléphone que je pars immédiatement pour Saint-Omer trouver le maréchal French. Il va être minuit. à attendre davantage, nous risquons de voir, dans la matinée du lendemain, l'ennemi foncer dans la trouée qu'il a ouverte, ou tout au moins s'installer solidement à faible distance d'Ypres, y interdire toute circulation, et par là imposer la retraite, sous son canon, de nos troupes qui combattent à l'est de la ville, c'est-à-dire de la majeure partie de l'armée. Ce serait le désastre presque consommé.

J'arrive à Saint-Omer à minuit et demi. Je vois mon ami le général Wilson et fais réveiller le maréchal French. Nous examinons ensemble la situation. Les britanniques n'ont aucune force disponible pour boucher le trou. De mon côté, dans la matinée du 31, j'aurai à Elverdinghe huit bataillons du 16^e corps débarqués. Un certain nombre s'y trouve déjà. Je propose au maréchal de les envoyer sans retard pour fermer la brèche de sa ligne anglaise, mais il n'y a pas une minute à perdre pour que leur transport puisse être effectué avant le jour. Le maréchal ému me témoigne chaleureusement sa reconnaissance. Rentré à

Cassel à 2 heures du matin, j'ordonne immédiatement que les bataillons de la 32e division, en cours de réunion à Elverdinghe, seront aussitôt, et à mesure de leur arrivée, transportés en automobile à Saint-Éloi et engagés en liaison avec les troupes britanniques. Nous avons ainsi réparé les effets d'une surprise sérieuse ; ils eussent pu être profonds.

Nous n'étions pas au bout de nos peines. Dès l'aube du 31, la lutte reprend sur tout le front avec la même intensité que la veille, sans grand événement sur la branche nord du saillant d'Ypres que tiennent les corps français, mais dans des conditions graves à la branche sud que tient l'armée britannique. Là, l'ennemi renforcé d'un nouveau corps d'armée, le IIe bavarois, et excité par son succès de la veille, multiplie ses attaques de Gheluwelt à Messines.

La 1ere division anglaise, malgré une très belle résistance, ne peut se maintenir dans Gheluwelt qui tombe au pouvoir des allemands. Brisée, la ligne anglaise reflue, au milieu de l'après-midi, dans les bois entre Veldhoek et Hooge. Le château d'Hooge est violemment bombardé. Les commandants des deux premières divisions anglaises, ainsi que plusieurs officiers de leurs états-majors, sont tués ou blessés. La situation est critique. Le commandement anglais la voit à ce point compromise qu'il envisage la retraite de tout le 1er corps britannique. Une pareille décision était l'aveu et le commencement d'une défaite, et d'une défaite qui pouvait se transformer en désastre, par la situation dans laquelle elle laissait les troupes de la branche nord du saillant, en grande partie coupées de leurs communications. Un hasard providentiel allait permettre de conjurer ce désastre.

À l'heure où le repli anglais va commencer, je me trouve à la mairie de Vlamertinghe avec les généraux D'Urbal, commandant l'armée, et Dubois, commandant le 9e corps, lorsque j'apprends par le commandant Jamet, officier de liaison français près du général Haig, commandant le 1er corps britannique, la gravité des événements survenus sur le front britannique. Au même moment, entre 15 et 16 heures, passe à Vlamertinghe le maréchal French. Il vient de quitter son 1er corps au château d'Hooge. Apprenant ma présence à la mairie, il m'y rejoint, et la conversation s'engage aussitôt sur la situation du moment et la décision de retraite qui va être exécutée. Il fait un tableau particulièrement noir de l'état du 1er corps d'armée. Les troupes sont en pleine retraite sur Ypres, l'artillerie lourde se retire au trot vers l'ouest, les routes sont encombrées et obstruées de voitures à munitions et de véhicules de toute sorte, comme aussi par la foule des blessés affluant vers Ypres. C'est le commencement de la défaite. Avec des troupes aussi éprouvées, impossibles à réunir et à reconstituer, la ligne anglaise est finalement brisée, et si on leur demande de continuer la bataille, le maréchal, dit-il, n'a plus qu'à aller se faire tuer avec le 1er corps britannique.

Sans méconnaître aucunement la violence de la crise que traverse le 1er corps britannique, j'envisage par-dessus tout la gravité des crises que sa retraite prépare aux armées alliées, engagées à plusieurs kilomètres autour d'Ypres et bientôt à leur cause. Devant le formidable assaut que nous subissons, tout mouvement de recul consenti de notre part appelle sur nous les flots d'une vaste attaque concentrique, que nous ne pouvons ni enrayer ni endiguer.

En arrière de notre ligne de combat, la nature ne nous offre aucun obstacle à utiliser ; nous n'avons pu, faute de temps, organiser une position de repli. Une retraite dans ces conditions, avec les effectifs relativement faibles que nous présentons, et dans le terrain vaste mais morcelé de la bataille, va promptement

se transformer en débâcle, surtout de jour, nous jeter désemparés et désorganisés dans la plaine flamande, pour être promptement emportés jusqu'à la côte. Mais, d'ailleurs, le 1er corps britannique est seul en retraite, nos autres corps tiennent toujours ; le 9e corps français peut mettre des réserves à sa disposition ; le lendemain doivent arriver de nouveaux renforts français. Pour le moment, je demande donc que le 1er corps britannique soit à tout prix maintenu sur place, et je vais faire attaquer, afin de le dégager le plus possible de l'étreinte de l'adversaire.

En même temps que je formule cette manière de voir, j'en écris les principes, en quelques lignes, sur une feuille de papier, tant pour bien fixer mes idées que pour les communiquer sous une forme définie et précise à mon interlocuteur. Ce papier assez informel est remis par moi séance tenante au maréchal French. Il porte :

Il est absolument indispensable de ne pas reculer, et pour cela de tenir, en s'enterrant, le terrain sur lequel on se trouve cela n'empêche pas de faire organiser une position en arrière qui se lierait à Zonnebeke à notre 9e corps.

Mais tout mouvement en arrière exécuté par un ensemble de troupes déterminerait une poussée de l'ennemi, et un désordre sans doute des troupes, qui doivent le faire écarter absolument.

La 2e division britannique en particulier semble devoir être maintenue aux environs de Zonnebeke en liaison avec le 9e corps français.

L'heure avancée de la journée permet cette organisation. Il est inutile de reculer, dangereux en plein jour de le faire.

Le maréchal a le bon sens et la droiture de le prendre. Il ajoute au verso quelques mots de sa main, exprimant qu'il se rallie entièrement à ma manière de voir, et l'envoie pour exécution au général Haig par son aide de camp, le commandant Barry, accompagné de son secrétaire particulier Fitz Gerald. Tout mouvement de retraite du 1er corps britannique est contremandé ; la bataille est à poursuivre sur les emplacements que l'on tient actuellement, sans reculer davantage. La valeur des troupes va se montrer à la hauteur de cette décision capitale. Le soir même, la défense anglaise est de nouveau établie sur ses positions. Le 1er corps britannique, si éprouvé ce jour-là, le sera encore fortement plusieurs jours de suite. Il ne quittera, malgré tout, la position qu'il a maintenue au prix de ses sacrifices, qu'après le 15 novembre, une fois la bataille complètement et heureusement terminée. Quels résultats n'a-t-il pas par là assurés à son pays ?

De part et d'autre du canal d'Ypres, l'intervention rapide des troupes françaises, dans la journée du 31, rétablit les affaires, en soulageant la droite du corps Haig et la gauche du corps de cavalerie Allenby.

Immédiatement au nord du canal, le général Moussy, qui a constitué un détachement avec les troupes françaises du 9e corps envoyées successivement depuis la veille à Zillebeke, attaque, conformément aux ordres qu'il a reçus, le parc et le château d'Hollebeke.

Après avoir gagné quelques centaines de mètres, il est en butte à une offensive puissante de l'ennemi, qui le cloue sur place. Toute progression lui devient impossible, mais il se maintient héroïquement sur ses positions, malgré un bombardement très violent et des pertes très sensibles.

Sur la rive sud du canal, précédées par de la cavalerie, les premières troupes du 16e corps, sous les ordres du colonel De Woillemont, attaquent en direction d'Houthem. Elles se heurtent bientôt à la 26e division allemande qui fait effort sur Saint-Éloi, et, de même que le détachement Moussy, elles ne peuvent mieux faire que de se maintenir sur place, où elles résistent à tous les assauts ennemis.

Plus à droite, le corps de cavalerie Allenby, après avoir été chassé de Messines dans la matinée, réoccupe au soir ce point d'appui.

En résumé, la journée du 31 octobre a été caractérisée par une lutte acharnée et sanglante. La retraite du 1er corps anglais vers Gheluwelt en a marqué la crise la plus grave ; malgré tout, nous sommes parvenus à mettre en échec les efforts de l'ennemi. Ceux-ci vont redoubler dans les journées suivantes.

Pour les déjouer, comme aussi pour soulager le 1er corps anglais, je prescris au général D'Urbal que, le 1er novembre, deux attaques seront effectuées de part et d'autre de ce corps d'armée. Elles vont viser à déborder et à envelopper les troupes allemandes qui l'attaquent de front. Rentré le soir à mon quartier général de Cassel, je rédige l'instruction suivante, qui résume cette décision et que j'adressai à la fois au général D'Urbal et au grand quartier général britannique :

Que le 1er corps anglais et la division Rawlinson tiennent et organisent solidement la position depuis la droite du 9e corps français jusqu'à Klein Zillebeke.

À sa gauche, le 9e corps français attaquera en prenant sa direction sur Bécelaère et à l'est.

Les troupes françaises du général D'Urbal attaqueront en partant du front Saint-Éloi, Wystchaète sur Hollebeke.

Des troupes françaises nouvelles arriveront dans la matinée en renfort.

Les bataillons du 9e corps déjà mis à la disposition du général Douglas Haig devront être lancés à l'attaque ou bien remis à la disposition du général D'Urbal.

Ce dernier paragraphe souligne une fois de plus l'idée bien arrêtée du haut commandement français que les renforts envoyés sur tel ou tel point menacé n'aillent pas se fondre dans la ligne de bataille, mais qu'au contraire leur entrée en ligne se manifeste toujours par un mouvement offensif, seul capable d'en imposer à l'ennemi.

La lutte reprend le 1er novembre, au point du jour, et se poursuit toute la journée avec la plus grande violence. La crise sur notre front va atteindre au degré le plus aigu sur la route de Menin, comme aussi vers Messines. Les troupes françaises de la branche nord du saillant d'Ypres poursuivent en vain leurs efforts pour progresser ; le 1er corps britannique maintient non sans peine ses positions et repousse tous les assauts ennemis, il a reçu deux bataillons de zouaves de la 42e division française.

Par contre, c'est la même impuissance dans les attaques que nous entreprenons, au 9e corps d'armée et au détachement Moussy, de part et d'autre du 1er corps d'armée britannique. Les attaques allemandes continuent également très violentes sur le corps de cavalerie Allenby, qui, manquant de soutien d'infanterie, se voit rejeter du point d'appui important de Messines. L'intervention des troupes de notre 32e division arrête à temps l'attaque ennemie de ce côté, et par là permet à la ligne anglaise de se rétablir. J'en apprends les nouvelles successives

à Vlamertinghe, au début de l'après-midi. Je demande aussitôt à voir le maréchal French, qui se trouve à son poste de commandement de Bailleul ; il accourt à Vlamertinghe, et j'insiste de nouveau auprès de lui pour que les positions anglaises soient maintenues à tout prix, reprenant les mêmes arguments que la veille.

Le maréchal French cependant continue à se montrer très inquiet et insiste sur l'état de fatigue de ses troupes. J'ordonne, pour rétablir la situation du côté de Messines, que le 1er corps de cavalerie français se porte dans la région sud-ouest de Poperinghe, et envoie d'urgence ses forces les plus proches en renfort au général Allenby. La journée du 1er novembre a été particulièrement dure et cela ne sera pas la dernière de cette rigueur. L'ennemi a tout fait pour la rendre décisive. Le commandement a monté au plus haut point le moral des troupes. Le duc de Wurtemberg, commandant la 1^{re} armée, le prince Rupprecht De Bavière, commandant la 2^e, le général von Diemling, commandant le 1^{er} corps, leur ont adressé des ordres significatifs. **La percée sur Ypres sera d'une importance décisive...** elles ont donné sans compter. Le kaiser devait entrer ce jour-là à Ypres. Dans la matinée, il était venu de Thielt à Menin. Il devait être à 15 heures à Gheluwe.

La résistance des troupes alliées avait une fois de plus ruiné les espoirs de l'ennemi. Entre temps, j'avais été convoqué à Dunkerque, pour recevoir à 16 heures le président de la république et un certain nombre de personnalités politiques. On arrivait de Paris, croyant la bataille beaucoup plus avancée et la victoire acquise ; nous en étions encore loin. Retenu par les événements de la bataille, je ne pus m'y trouver que vers 18 h. 30 ; mon chef d'état-major, le colonel Weygand, m'y avait précédé dès 16 heures pour expliquer mon retard. Avec le président se trouvaient M. Millerand, ministre de la guerre, le général Joffre, M. Ribot, ministre des finances, lord Kitchener, ministre de la guerre britannique, et M. Paul Cambon, ambassadeur à Londres. Ces deux derniers venaient de traverser la Manche. Le contrecoup de nos secousses des derniers jours s'était déjà fait sentir en Angleterre. Lord Kitchener en particulier était très inquiet et m'aborda en disant : **eh bien ! Nous sommes battus.** Je lui répondis que nous ne l'étions pas et que j'espérais bien que nous ne le serions pas. Je contais dans le détail les événements des trois dernières journées en particulier, qui avaient infligé des pertes sérieuses aux armées alliées, et comme je concluais que nous demandions au ministre de la guerre britannique de nous envoyer le plus tôt possible des renforts, lord Kitchener, en ce 1er novembre 1914, alors que les jours nous paraissaient longs comme des mois, me répondit : **le 1er juillet 1915, vous aurez en France un million de soldats anglais instruits. Avant cette date vous n'aurez rien ou à peu près.** Dans un ensemble parfait, nous reprenions : **nous ne demandons pas tant, mais nous le voudrions plus tôt et de suite,** et lui de répondre : **avant cette date ne comptez sur rien.** Il nous restait donc à passer encore, sans plus d'aide, bien des heures difficiles.

Néanmoins, dans sa conversation, j'avais été frappé de sa juste vision de la guerre, à laquelle il prévoyait une longue durée. C'est dans cet esprit d'ailleurs que ce puissant organisateur avait, dès le mois de septembre, au lendemain de la Marne, entrepris dans l'empire britannique la formation de considérables armées.

Après avoir terminé mon compte rendu sur le présent et fixé mes idées sur les renforts à recevoir, je prenais promptement congé du président de la république et de son entourage, pour rentrer à mon quartier général de Cassel connaître les

résultats définitifs de la journée, et arrêter les décisions à prendre pour le lendemain. Après une nuit agitée par la canonnade et la fusillade ininterrompues, la lutte reprend le 2 novembre sur tout le front.

Sur la branche nord, il ne se produit pas d'événement important, mais, au sud de la voie ferrée d'Ypres à Roulers, les allemands, renforcés d'une nouvelle division, attaquent et font sur certains points des efforts acharnés.

Dans le voisinage de la voie ferrée, en direction de Zonnebeke, ils sont arrêtés par une brigade de la 6e division de cavalerie et des troupes de la 18e division françaises. Plus au sud, ils réussissent à faire céder la ligne anglaise à l'est et au sud de Veldhoek, jusqu'à s'ouvrir ainsi de nouveau la route d'Ypres. Mais le danger est conjuré par l'intervention du général Vidal du 16e corps, qui jette ses troupes disponibles sur Veldhoek et enraye de ce côté l'attaque allemande.

Pendant ce temps, la situation est très critique au sud du canal, où un détachement, sous les ordres du colonel Olleris, assailli dès le point du jour, cède sous le choc et se trouve rejeté jusqu'à Saint-Éloi.

Pour le dégager, le détachement Moussy essaye en vain de déboucher au sud du canal, il ne parvient pas à développer son action. La situation reste des plus difficiles jusqu'à 17 heures, heure où notre artillerie reprenant le dessus fauche les rangs ennemis et les cloue sur place.

La journée du 2 novembre a été marquée encore par une lutte acharnée et sanglante. L'activité de nos détachements, intercalés dans le front, a paré à la particulière violence, sur certaines directions, de l'assaut général de l'ennemi.

L'épuisement des troupes commence à être grand. Le 1er corps britannique, en particulier, fort de trois divisions, ne présente plus que neuf mille fusils en ligne. On soupire après une détente et il y a heureusement des raisons très sérieuses de penser que la journée du 2 marquera la fin des attaques allemandes, sur le front anglais du moins. Les échecs subis par l'ennemi dans les dernières journées, ainsi que les pertes très sérieuses qu'il a ressenties, ne peuvent pas ne pas l'avoir éprouvé profondément.

Dans la matinée de ce même jour du 2 novembre, j'avais reçu de bonne heure, à mon quartier général de Cassel, la visite du président de la république. Il avait vu le roi des belges à Furnes, il était accompagné du général Joffre et de M. Millerand. L'hospitalité que j'offrais à l'hôtel du sauvage à ces hôtes illustres ne manquait pas de se ressentir de la sévérité des épreuves que nous traversions, mais elle était empreinte de la plus grande confiance et surtout d'une résolution bien ferme de tenir tête à l'invasion en l'arrêtant définitivement. La nuit du 2 au 3 se passe dans un calme relatif.

Dans la journée du 3, les allemands, se sentant réduits à l'impuissance, entreprennent, comme ils ont la coutume de le faire en pareil cas, un bombardement systématique d'Ypres. Ils ne procèdent par ailleurs qu'à des attaques partielles, sans résultat. Il en est de même dans la journée du 4. Au total, à cette date, la ruée concentrique sur Ypres a échoué. Malgré l'accumulation des effectifs et des moyens matériels mis en oeuvre, elle s'est brisée contre un mur d'airain formé de forces moindres, elle ne peut être prolongée. L'état-major allemand se voit contraint de réduire ses ambitions.

Impuissant, dans une attaque de masses, à renverser sur tout son pourtour la barrière des alliés et à enlever le centre d'Ypres qui lui ouvre la route de la côte,

il va essayer de faire sauter le saillant qu'elle constitue, en en attaquant les deux charnières, celle du nord et celle du sud d'Ypres.

À défaut du succès stratégique qui lui a échappé, il terminera du moins l'aventure des Flandres par un succès tactique, qui, en consolidant sa situation sur le front d'occident, lui permettra de se retourner plus librement contre la Russie. Ce résultat, il peut d'ailleurs l'obtenir sans même conquérir Ypres, car un progrès notable aux charnières du saillant lui permettrait, par son canon approché au sud et au nord, de gêner nos communications convergeant à Ypres, au point de nous obliger à replier nos troupes du demi-cercle. C'est ainsi que les intérêts des deux adversaires, après s'être rencontrés dans une lutte violente à l'est de cette ville, vont encore se heurter au nord et au sud.

Dès le 5, l'ennemi, renforcé d'une nouvelle division, attaque violemment au sud, dans la région de Wytschaète, tandis que nous progressons vers Messines. En même temps, au nord, il engage avec succès le III^e corps de réserve, retiré du front inondé de l'Yser, sur Bixschoote et Langemarck. Partout ailleurs il reste sur la réserve.

Ces actions se poursuivent avec la plus grande violence dans la journée du 6, se concentrant au sud sur les deux rives du canal d'Ypres, où se produit pour nous une crise assez sérieuse, et au nord sur le front Bixschoote-Langemarck, où elles échouent avec des pertes sanglantes pour l'adversaire. Ce sont des journées coûteuses pour la jeunesse allemande.

La bataille reprend avec acharnement le 7, surtout au sud, où la crise s'accroît aux abords du canal. Nous perdons Klein-Zillebeke ; la situation n'est rétablie que dans la journée du 8, où nous rejetons l'ennemi à la voie ferrée d'Ypres à Comines. Après une journée du 9 sans événement capital, la lutte recommence énergique dans la journée du 10. L'effort allemand se porte principalement au nord d'Ypres. Définitivement immobilisé de Nieuport à Dixmude par l'inondation, il a pu récupérer sur le bas Yser des forces importantes ; il va les engager dans le terrain encore abordable qui commence à Dixmude et s'étend en amont. Dès le matin, il prononce une très grosse offensive sur tout le front de l'Yser, avec l'intention évidente de franchir le fleuve. Son effort se porte principalement sur Dixmude et Steenstraete.

Nos fusiliers-marins sont rejetés de Dixmude et contraints de repasser sur la rive gauche de l'Yser, où ils occupent une position précédemment organisée. Une partie de notre 32^e corps est également rejetée sur la rive gauche de l'Yser. Par là, nous perdons les débouchés sur la rive droite, et nous voyons se rétrécir le goulot d'Ypres.

Fait plus grave encore, l'ennemi parvient à franchir l'Yser à Poesele et à jeter quelques éléments sur la rive gauche du fleuve. Il y a là une menace des plus sérieuses ; nous ne parviendrons à la faire cesser, en rejetant l'ennemi sur la rive droite, que par l'entrée en ligne de forces nouvellement arrivées du 20^e corps.

Mais, le 11, les allemands, poursuivant leur entreprise, attaquent fortement au sud. Le bombardement d'Ypres a redoublé de violence dans la nuit, il se poursuit dans la matinée. L'attaque se développe ensuite avec de nouveaux moyens, dont une division de la garde, de Kapellerie à Veldhoek. En même temps, au nord, l'ennemi tente d'étendre son occupation sur la rive gauche de l'Yser. C'est une journée de sérieuse bataille encore. Malgré la violence de ses efforts, l'ennemi ne

peut enregistrer aucun succès important. Il est contenu sur tout le front et même, sur certains points, obligé de céder du terrain.

Le 12, la lutte se poursuit sans donner plus de résultats. Le 13, on ne se bat plus que dans la direction de Zonnebeke. Avec cette dernière tentative, prend fin la série des combats violents engagés devant Ypres. Par la suite, il y aura bien quelques combats encore assez vifs, ce ne seront que des actions locales. Le 13, la bataille d'Ypres s'éteint. Les tentatives allemandes pour faire sauter le saillant d'Ypres, en l'attaquant à la charnière nord et à la charnière sud, ont amené deux sérieuses batailles de plusieurs jours. Elles sont restées sans résultat. Le 18 novembre, les armées se trouvent entièrement stabilisées de part et d'autre.

Dès l'arrêt de la bataille, nous profitons du répit laissé par les événements pour reconstituer nos grandes unités et les faire reposer. L'arrivée des renforts envoyés par le général en chef facilite grandement ces opérations.

Beaucoup de nos troupes étaient à bout de forces ; leur relève s'imposait d'une façon urgente. J'avais entrepris avec le maréchal French des négociations sur le partage du front à tenir et sa répartition entre les forces alliées. Après plusieurs journées d'entretien très serré, car chaque armée était fortement épuisée, nous arrivions à une entente fixant les zones à tenir par chacune d'elles.

En définitive, à la date du 20 novembre, les forces alliées dans le nord de la France comportent :

1. Derrière l'Yser inondé, l'armée belge, encadrée à droite par la 89e division territoriale, à gauche par la 81e division territoriale, ces deux divisions renforcées d'éléments actifs ;

2. Sur le pourtour du saillant d'Ypres, s'étendant de Knocke à Wytschaëte, la 8e armée française ; elle a en ligne, du nord au sud, les 32e et 20e, 9e et 16e corps ; elle dispose de la valeur d'une division et demie en réserve. Je garde en outre à ma disposition la brigade de fusiliers-marins, la 87e division territoriale, le 1er et le 2e corps de cavalerie.

3. De Wytschaëte à Festubert, l'armée britannique, ayant en première ligne, de gauche à droite : les 2e, 3e, 4e corps et le corps indien. Le 1er corps et le corps de cavalerie sont en réserve.

4. De Festubert à Beaumetz-Les-Loges, la 10e armée française avec, en première ligne, du nord au sud, les 21e, 33e et 10e corps.

L'organisation des positions défensives de deuxième ligne est vivement poussée dans le secteur d'Ypres. Toujours incertains de la situation de l'adversaire, nous entreprenons en même temps des reconnaissances d'avions et de cavalerie, en vue de déterminer si des mouvements de retrait de troupes ennemies ne sont pas en cours, et nous demandons à la marine de Dunkerque de déterminer les emplacements des batteries allemandes de la côte, au nord de Nieuport.

Ces reconnaissances constatent que les tranchées allemandes sont fortement occupées. Elles se heurtent partout à des coups de fusils et à des coups de canons. Celles de la marine ne peuvent s'aventurer dans les champs de mines semées contre les sous-marins au débouché des rades belges. Au total l'ennemi semble s'installer solidement sur ses positions.

Chapitre IV — Les événements sur le reste du front des armées du nord. 17 octobre-20 novembre.

Combats livrés sur le front des 2e et 3e corps britanniques, 17 octobre-9 novembre. – lutte autour d'Arras. – attaque de la 2e armée française. – offensive franco-belge de Nieuport, 7-12 novembre.

L'action ne s'était pas bornée à une lutte violente dans les Flandres et autour d'Ypres. Elle s'était étendue en même temps aux autres parties du front des armées du nord. Elle s'était accompagnée de : 1. Combats livrés sur le front des 2e et 3e corps britanniques, du 17 octobre au 9 novembre ; 2. Une lutte autour d'Arras, pendant la même période de temps ; 3. Une attaque entreprise par la 2e armée française, plus au sud, les 28 et 30 octobre ; 4. Une offensive franco-belge en avant de Nieuport, du 7 au 12 novembre.

1. Les combats livrés sur le front des 2e et 3e corps britanniques (17 octobre-9 novembre).

Poursuivant leur mission initiale d'offensive, les 2e et 3e corps britanniques, dont la liaison était assurée par le corps de cavalerie Conneau, avaient continué d'attaquer, du 17 au 20 octobre, entre Givenchy et Messines. Le 3e corps enlevait Armentières, le 2e échouait sur La Bassée. À partir du 21, l'ennemi renforcé passait à son tour à l'attaque. Dans une action de plusieurs jours, il refoulait légèrement le corps de cavalerie français, puis, lançant de violentes attaques sur les corps britanniques, il repoussait leurs lignes sur le front : Givenchy, Neuve-Chapelle, dont il s'emparait. Partout ailleurs, le front allié résistait avec succès. Après un dernier effort, le 2 novembre, dans la région de Neuve-Chapelle, où le 21e corps français venait soutenir le 2e corps britannique et arrêta tout progrès, l'ennemi impuissant abandonnait ses tentatives au sud de la Lys, pour reporter ses efforts dans la région au nord de la rivière, en union plus étroite avec les tentatives sur Ypres. De là, de violents combats sans résultats, les 7 et 8 novembre, à la liaison est du bois de Ploegsteert.

2. La lutte d'Arras (17 octobre-9 novembre).

Dans le même temps, on continuait à se battre sur le front Arras-La Bassée. Cherchant à améliorer ses positions, la 10e armée française luttait pour la possession de quelques points d'appui, comme Carency, Albain-Saint-Nazaire, Vermelles, où l'ennemi était solidement accroché. Cette lutte se poursuivait par tous les moyens durant la deuxième quinzaine d'octobre, sans modifier notablement la situation. De leur côté, les allemands s'acharnaient plus particulièrement contre les deux ailes de la 10e armée, au sud visant à Saint-Laurent le saillant d'Arras, au nord cherchant à progresser le long du canal de La Bassée. Du 22 octobre aux premiers jours de novembre, ils réussissaient, après des combats opiniâtres, à se rendre maîtres de Saint-Laurent, sans pouvoir étendre leur succès. La lutte s'éteignait alors progressivement de part et d'autre. À partir du 9 novembre, le front d'Artois ne donnait plus lieu à aucun incident notable.

3. Les attaques de la 2e armée française (28-30 octobre).

Se conformant aux directives du général commandant en chef, prescrivant des offensives en différents points du front pour rompre les lignes adverses, la 2e

armée avait entrepris, à partir du 28 octobre, des attaques au nord et au sud de la Somme. Ces attaques ne gagnaient que peu de terrain. Le 3 novembre, les combats prenaient fin de part et d'autre, et, le 4, la 2^e armée cessait, par ordre du général en chef, de relever de mon commandement.

4. L'offensive alliée en avant de Nieuport (7-12 novembre).

Comme on l'a vu plus haut, dès les tout derniers jours d'octobre, l'inondation de la vallée de l'Yser avait obligé les allemands à se replier sur la rive droite du fleuve, ne laissant sur la rive gauche que quelques éléments d'avant-postes dans des fermes isolées. Des chaussées encore à fleur d'eau permettaient l'accès à ces fermes. D'autre part, l'inondation ne commençant qu'au sud de Nieuport, il restait une partie de terrain libre entre cette ville et l'embouchure de l'Yser. Les belges avaient même organisé en avant de Nieuport, sur la rive droite de la rivière, une solide tête de pont. J'avais décidé de mettre à profit cette situation pour lancer une attaque contre l'extrême droite allemande. Cette opération, outre qu'elle répondait aux intentions exprimées par le général en chef, était susceptible d'avoir une répercussion heureuse sur la bataille engagée devant Ypres. Les allemands avaient retiré du front de l'Yser leurs meilleures unités et nous pouvions, dans ces conditions, tenter l'entreprise, même avec des troupes incomplètement réorganisées. J'arrêtais avec le général Willemans, chef d'état-major de l'armée belge, dans une réunion tenue à Cassel le 6 novembre, les détails de l'attaque. Elle comportait une action de la 81^e division territoriale, débouchant de Nieuport et attaquant sur Lombartzyde-Westende, et une action de l'armée belge, appuyée par de l'artillerie lourde française, visant à rejeter les détachements ennemis de la rive gauche de l'Yser. Les opérations se poursuivirent du 7 au 11 novembre, sans que des progrès appréciables pussent être réalisés. L'ennemi engageait dans la bataille une division de marine, fraîchement débarquée à Ostende... le 12, l'offensive était suspendue.

Comme on le voit, pendant que la lutte avait pris une activité des plus grandes autour d'Ypres, elle s'était étendue et entretenue avec une activité, variable il est vrai, sur un front de plus de cent cinquante kilomètres, de Nieuport à Roye. Cette étendue nous avait obligés tout d'abord à y consacrer toutes les forces dont nous disposions. Par là, nous avons été privés de toute réserve, et nous étions constamment menacés du danger de ne pouvoir faire face à une percée de l'ennemi, sur un point de ce vaste front de combat, que par des troupes déjà en ligne.

Chapitre V — Coup d'œil d'ensemble sur la bataille des Flandres.

L'action alliée faite de solidarité et d'activité. – la valeur des troupes. – les forces en présence. – les résultats obtenus. – puissance de la défensive ; importance du matériel. – programme d'avenir. – visite et mort de lord Roberts. – visite du roi Georges V. – l'exercice du commandement dans une coalition.

Pour mener aussi longtemps une action aussi étendue, que les circonstances avaient particulièrement enchevêtrée, avec des éléments hétérogènes, bientôt entremêlés, toujours en nombre réduit et d'une arrivée tardive, il nous avait fallu une étroite union d'abord du commandement, cherchant à connaître la situation réelle de cette bataille difficile à embrasser dans son ensemble. De là, un service de liaison très actif entre les combattants alliés, comme entre les commandants de leurs unités. De là, un admirable esprit de solidarité, une confraternité d'armes inoubliable, appelée à créer pour longtemps un solide lien d'amitié entre les nations alliées.

Les chefs alliés se voyaient fréquemment au cours de la journée. Mais, en fin de journée, pour aligner nos affaires et préparer les ordres pour le lendemain, je convoquais souvent à 20 heures, à Wormoudt, le général D'Urbal, dont le quartier général était à Rousbrughe, et presque chaque jour je recevais à 22 heures, à mon quartier général de Cassel, le général sir H. Wilson, m'apportant les renseignements et les intentions du grand quartier général britannique de Saint-Omer. Nous vivions de même dans une entière unité de vue avec le grand quartier général belge, toujours à Furnes. Jamais peut-être la devise de nos alliés l'union fait la force ne trouva une consécration mieux établie, en la prolongeant de l'application par tous de la plus grande activité. Quel faisceau de volontés s'éclairant mutuellement et se dépensant sans compter ne réunit pas cette bataille en commun ! C'est là certainement qu'il faut trouver l'explication de cette grande défense improvisée, capable de résister, victorieusement pour finir, à une formidable attaque, puissamment montée et obstinément répétée, et soutenue pendant près d'un mois.

J'étais, bien entendu, resté en relation étroite avec mon général en chef. Bien que je ne l'eusse pas vu depuis le 2 novembre, nos échanges de vues avaient été quotidiens. Sans méconnaître aucunement l'importance de l'action engagée dans les Flandres, il ne pouvait y consacrer immédiatement la totalité des forces qu'elle exigeait. Il était obligé, avec ses armées fortement éprouvées par deux mois de dure guerre, et faiblement approvisionnées en artillerie, en engins de toute nature, comme aussi en munitions, de pourvoir à la sécurité d'un front encore peu organisé et dont la longueur s'était rapidement élevée à près de six cents kilomètres, des Vosges à la Lys.

Quelle surprise l'ennemi ne pouvait-il pas effectuer sur une pareille étendue, où les deux partis étaient partout en contact étroit ? C'est ce qui explique l'arrivée en quelque sorte goutte à goutte de renforts, à la bataille d'Ypres, comme aussi la durée d'action qu'il a fallu demander aux troupes qui s'y trouvaient engagées dès le début. On était bien obligé de les y maintenir, puisqu'il n'y en avait pas d'autres pour les relever. Leur valeur a été à la hauteur de toutes les nécessités de la lutte. Pour n'en citer que deux exemples, rappelons le 1er corps britannique cruellement éprouvé dès le 31 octobre, et déjà sur la route de la retraite ce jour-là, mais reprenant aussitôt toute son ardeur à la bataille, subissant encore de

violentes attaques et ne quittant le terrain que le 18 novembre après l'arrêt définitif de l'ennemi. Citons également le 9^e corps, la 42^e division et les corps de cavalerie français, engagés sans discontinuer dans la bataille, du 23 octobre au 15 novembre, et relevés seulement quelques jours plus tard. Quelle ténacité et quelles fatigues représentaient de pareils efforts !

En définitive, la bataille d'Ypres s'est étendue sur un front de 45 kilomètres, depuis Nordschoote jusqu'à la Lys d'Armentières. Les allemands y ont engagé la valeur de quinze corps, les alliés la valeur de dix. Le 31 octobre, les français tenaient 25 kilomètres de ce front et les anglais, 20 ; le 5 novembre, les français en tenaient 30 et les anglais 15. Comme on le voit, les troupes françaises, par l'étendue du front qu'elles occupaient, et par leur nombre, ont entretenu et soutenu la majeure partie de la bataille. Aussi serait-il contraire à la vérité de faire de la bataille d'Ypres une bataille et une victoire exclusivement anglaises.

Dans les deux camps opposés, les pertes étaient très fortes. Pour avoir raison d'une résistance obstinée, les allemands avaient engagé une artillerie lourde très supérieure à celle des alliés et comprenant de nombreux canons de gros calibre, jusqu'au 380. Leurs troupes de réserve, particulièrement ardentes, mais surprises et déconcertées par la ténacité de l'adversaire, avaient été poussées dans les assauts violents et bruyants, en des formations massives d'où étaient résultées pour elles des hécatombes sérieuses. Leur moral en était atteint. L'impression se transmettra profonde en Allemagne. Un an plus tard, le *lokal anzeiger* écrira : Jour de Langemarck : jamais les plaines des Flandres n'ont été arrosées de tant de sang, malheureusement du sang pur de notre jeunesse la plus fière et la plus belle. Aussi ne verra-t-on jamais autant de larmes en Allemagne que ce jour-là... et la *gazette de Francfort* : Ces régiments se sont jetés dans la mort. Des sacrifices immenses et irréparables ont été faits ce jour-là. Les jours brumeux de l'automne réveillent pour beaucoup d'entre nous des souvenirs effrayants, des douleurs vives et inconsolables.

Dès le 13, je pouvais adresser au général en chef un rapport d'ensemble dans lequel je résumais les événements, comme aussi les conséquences de nos grandes rencontres. En voici le début et la fin :

Mon général,

Les attaques de l'ennemi s'arrêtent. Il semble abandonner l'idée d'enlever Ypres – et par là renoncer à son plan débordement de notre gauche.

Les renforts que vous avez bien voulu m'envoyer sont en grande partie arrivés, ils continuent à débarquer sans interruption. Un certain nombre sont déjà en première ligne, relevant les troupes engagées ; les autres s'y portent.

Pendant ce temps, les compagnies du génie organisent ou renforcent des positions, avec tous les éléments disponibles. On regroupe nos unités mélangées.

Notre situation se consolide donc et s'améliore à chaque instant. Il en est de même de l'armée anglaise. Si donc l'ennemi reprend ses attaques, nous sommes en meilleure situation que jamais pour les repousser.

Là sans doute se bornera pour le moment notre avantage, parce qu'il nous faut encore du temps pour être en état de repartir, parce que l'encercllement devant nous semble très fort.

Mais par de petites actions bien combinées, nous pouvons espérer reprendre certains points qui pénètrent en avant dans nos lignes, en un mot redresser notre front. Cela va être entrepris. Je profite de l'accalmie momentanée pour résumer les faits accomplis et les résultats obtenus.

De notre côté, si nous avons réalisé la réunion de toutes les forces alliées et assuré nos bases maritimes, le résultat tactique que nous avons obtenu est encore purement négatif. Nous avons empêché l'ennemi de réaliser son plan, quels que soient les sacrifices qu'il ait faits pour y arriver.

Nous le maintiendrons.

Car de l'impuissance de l'adversaire peuvent sortir dans les circonstances actuelles d'importantes décisions à notre avantage. tel est le point auquel nous sommes arrivés, mon général.

La résistance de nos troupes a été à hauteur de toutes les nécessités ; nos pertes sont sérieuses. Celles de l'ennemi doivent l'être beaucoup plus, étant données les formations denses et profondes de ses attaques.

J'aurai prochainement l'honneur de vous adresser des propositions justifiées par la valeur qu'a déployée le commandement. recevez, mon général, l'assurance de mon bien attaché respect.

signé : Foch.

Aux termes de ce document, écrit sous l'impression encore présente des faits, nous n'avons pas remporté sur l'ennemi une grande victoire, mais nous la lui avons arrachée, et nous lui avons par là interdit des résultats considérables qu'il devait en faire sortir.

Par le développement successif de la manœuvre débordante, entreprise peu de jours après la victoire de la Marne, nous avons été amenés à étendre notre front de combat de la Suisse à la mer du Nord, sur une étendue de six cent quatre-vingts kilomètres, insoupçonnée jusqu'alors dans l'histoire, et à improviser à l'extrémité nord de ce front, six semaines après la Marne, une nouvelle bataille décisive. Que d'inquiétudes ne pouvait-on éprouver tout d'abord sur l'issue d'une pareille rencontre, si l'on considérait les formidables réserves d'hommes et de matériel préparés et organisés dans la paix par l'ennemi, et qui lui assuraient une avance redoutable ! Pénurie d'hommes, encore plus de matériel, encore plus de munitions, organisation à improviser avec les alliés, comme dans nos troupes, telles étaient les conditions dans lesquelles nous avons abordé la rencontre. L'union de tous avait pourvu aux difficultés, et par-dessus tout, la vigilance et la décision avec laquelle le général en chef français avait répondu au danger, sans craindre de prendre au compte des armées françaises la plus grande partie du front allié.

Le résultat était considérable. Par l'arrêt définitif que les armées alliées avaient infligé à l'ennemi sur les rives de l'Yser et à Ypres pour finir, elles avaient bien renversé son plan de battre les armées d'occident avant de s'attaquer à la Russie

; elles avaient sauvé de l'invasion et de l'occupation les provinces particulièrement riches du nord de la France, comme aussi les ports de la mer du Nord et de la Manche, c'est-à-dire les communications de la France et de l'Angleterre ; elles avaient protégé l'Angleterre contre une attaque allemande ; elles avaient conservé à la Belgique un lambeau de territoire qui lui gardera une place sur la carte de l'Europe, tandis que son gouvernement est hors des atteintes de l'ennemi. Les trois armées alliées avaient pris part à la bataille de plus d'un mois, et par leur union elles avaient fait la victoire. Comment le sang versé en commun, en pareilles circonstances, ne cimenterait-il pas une solide amitié des trois nations ? C'était bien là un avoir important acquis au profit de la coalition.

Les allemands s'étaient dédommagés de leur échec en redoublant la violence de leur bombardement sur Ypres. Le 22 novembre, ils avaient pris comme objectif de leurs obus incendiaires la cathédrale Saint-Pierre et les halles. Ces magnifiques monuments ne représentaient bientôt plus que des ruines lamentables.

Les luttes autour d'Ypres avaient montré une fois de plus la puissance que la défensive avait acquise par le développement des feux, l'emploi de la mitrailleuse en particulier. L'offensive n'avait pas encore grandi dans la même proportion. Il allait en résulter cette longue période de stagnation des armées l'une en face de l'autre, dans laquelle on a vu une nouvelle nature de la guerre, la guerre de position, opposée à la guerre dite de mouvement, tandis qu'elle n'était qu'un aveu d'impuissance, qu'une crise de l'activité guerrière, incapable de renverser, par une offensive convenablement armée, les moyens de résistance dont disposait la défensive. Il lui fallait trouver le moyen de briser l'obstacle et la cuirasse que la terre permet au soldat de dresser devant elle en tout point, et de combattre en l'abordant de près cet engin insaisissable, la mitrailleuse, qui, dans son tir souvent aveugle, fauche implacablement le champ de bataille. En résumé, le matériel avait pris dans la lutte une importance capitale. Nous avons échoué à Ypres, dans nos tentatives d'offensive, en particulier par insuffisance d'artillerie lourde. Les allemands en ont une plus puissante que la nôtre ; ils échouent également par insuffisance encore du nombre de pièces, comme aussi du mode d'emploi. En réalité, pour rendre à l'offensive tout son élan, il nous faudra plus que décupler le nombre de nos canons d'artillerie lourde et la quantité de nos munitions de tous calibres, systématiser les tirs de notre artillerie ; il nous faudra, avec des engins blindés, rechercher et détruire la mitrailleuse ennemie.

L'offensive richement dotée de la sorte ne connaîtra pas plus qu'au temps de Napoléon la guerre de position. Elle reprendra tout son mouvement qu'elle a perdu par anémie, par impuissance devant l'obstacle. Une fois de plus l'allure de la guerre résulte des engins et du matériel dont elle dispose. L'homme, si vaillant soit-il, ne peut à lui seul la modifier. Sans ce matériel, il est totalement impuissant. Et comme ce matériel augmente constamment, un des premiers rôles du soldat aux armées est d'animer, de servir ce matériel. Tels étaient déjà les enseignements de la fin de 1914.

Que n'y a-t-il pas à attendre dans les luttes de l'avenir du progrès de l'aviation et du développement de la guerre chimique ? Aussi, dans nos préparatifs militaires pour l'avenir, n'avons-nous pas d'abord à envisager le matériel formidable et varié à mettre en oeuvre dans la bataille, à le préparer en partie, et à rétablir en temps de paix une organisation de troupes qui garantisse le service de ce matériel à la guerre ? En tout cas, dès la fin de 1914, il était évident que nous ne

pourrions pas mener la lutte à destination, à la victoire, sans augmenter dans de considérables proportions notre matériel d'artillerie et de mitrailleuses, comme nos approvisionnements en munitions. Des fabrications de l'arrière pouvait seulement résulter le succès des armées. Une première tâche du commandement était d'éclairer entièrement le gouvernement sur cette inéluctable condition. Ce sont là des considérations que j'exposais au général en chef dans ma lettre ci-dessous du 19 novembre, en y joignant les perspectives sur lesquelles la guerre était à orienter dans l'avenir :

Mon général,

La situation se maintient la même ; on ne nous attaque plus sérieusement. Nous nous reconstituons.

Envisageant cette situation et celle de la frontière russe, je la résume comme il suit : le plan fondamental allemand consistait à détruire l'adversaire de l'ouest en débordant son aile gauche d'Ypres à la mer, avant de se retourner contre l'adversaire de l'est, l'armée russe. La première partie du programme est cassée. Les allemands n'ont pu ni tourner notre aile gauche, ni nous détruire. Bien mieux, nous sommes en parfaite condition matérielle et morale pour les attaquer.

Au total, après trois mois de campagne, ils aboutissent à une douloureuse impuissance à l'ouest. Ils ont tout à entreprendre à l'est avec une armée très affaiblie. Quel que soit le traitement qu'ils appliquent à la question est, - il y en a plusieurs en effet - ils ne peuvent pas ne pas retirer des troupes du front ouest, pour cela réduire leur front. Le premier front sérieux qu'ils vont nous opposer s'étendra sans doute de Strasbourg par Metz, la Meuse de Mézières, Namur, à Bruxelles et Anvers.

1. Nature de la guerre. - Avant de l'aborder, nous aurons sans doute d'autres lignes défensives à attaquer. Dans tous les cas, la guerre contre des positions fortifiées va devenir de plus en plus notre lot. L'organisation de cette guerre me semble devoir être prise de plus en plus en considération. Qu'exige-t-elle ? Une artillerie de siège, nombreuse, bien munitionnée, adéquate à la place visée. Il est évident qu'il ne faut pas le même matériel pour l'attaque de la fortification en terre et celle en béton. Il est également évident que dans la guerre de tranchées à l'ordre du jour, il faut pouvoir lancer des bombes, donc prévoir des mortiers ou autres engins, encore avec beaucoup de munitions, etc. indépendamment d'une artillerie de cette nature, il nous faut prévoir un génie fortement organisé pour travaux de sapes, pour la guerre de mine. Là je suis moins documenté. Mais une idée me travaille. Après la construction des puits artésiens, après les travaux souterrains du métro de Paris, du nord-sud (tubes Berlier) n'y aurait-il pas des moyens mécaniques, plus rapides que les anciens, de forer des galeries de mine, de les revêtir, pour permettre de porter de fortes charges d'explosif sous certains points de la résistance ennemie ?

2. Quant aux directions à donner à nos attaques, je dis : les destinées de l'Europe se sont toujours réglées en Belgique jusqu'à Waterloo. Il paraît difficile d'abandonner ce terrain. Nous y aurons toujours la collaboration des anglais et des Belges, à la condition de les entraîner. Ailleurs et sans cette condition elle peut rester improductive. Jusqu'à la

Meuse nous n'avons pas d'obstacle naturel sérieux. Les organisations défensives allemandes de cette région étant plus récentes peuvent être moins solides que dans d'autres régions. De cet ensemble de considérations, je conclus à la nécessité dans le nord d'une forte attaque visant l'intervalle Anvers-Namur qui sera sans doute complétée par une place du moment autour de Bruxelles ; visant ensuite la Meuse de Namur à Liège. Là, sans doute, notre offensive rencontrera de fortes résistances. Il en sera de même sans doute sur la Meuse de Namur à Mézières, Sedan, Mouzon... Nous ne pourrions vraisemblablement avoir raison de cette résistance que par une manœuvre sur la rive droite, partant de Verdun et de ses abords. Une forte attaque par notre gauche pour commencer, une forte attaque par notre droite pour finir, voilà le système auquel j'aboutis. Le centre de notre dispositif tendrait à avancer en profitant des résultats d'aile acquis et en condensant ses forces à mesure de leur resserrement, vers notre gauche d'abord, vers notre droite ensuite.

3. À tout ce système on peut opposer qu'il ne mettra pas en nos mains du premier coup les territoires que nous revendiquerons. Je reste fidèle à la théorie pure, de la destruction des forces ennemies qui réglera tout ; à l'idée que nos opérations sont à maintenir dans la direction la plus militaire ; que c'est la direction par laquelle nous gagnerons le plus de territoire et pourrons tenir le plus haut nos revendications, à la condition bien entendu de poursuivre notre effort militaire sans trêve ni merci.

4. Reprenant les prémices de tous mes raisonnements, je vois l'offensive allemande définitivement arrêtée à l'ouest. Les allemands ne peuvent recommencer, avec des forces de deuxième qualité, l'effort violent tenté sur Ypres, le 1er novembre ; s'ils le recommençaient, ils échoueraient. Ils sont forcément voués à la défensive sur le front ouest. Ils ne peuvent plus manoeuvrer que sur le front est et encore ? La première chose à faire pour cela est de leur part d'y monter une manœuvre. Ils mettent à cette opération un temps et une indécision notables. Nous ayant arrêtés le 15 septembre sur tout le front actuel, c'est seulement le 1er novembre, un mois et demi après, qu'ils ont abouti à l'attaque d'Ypres. Ils nous auraient bien embarrassés, s'ils nous avaient servi le même effort, le 10 ou le 15 octobre, sur Arras, alors que les anglais n'étaient pas transportés... la morale que j'en tire est qu'il faut prévoir une grande lenteur dans leur retournement vers l'est, dans l'enlèvement de leurs forces de ce côté, dans la modification de leur façade devant nous, bien que par derrière ils me semblent enlever des unités, appeler des renforcements à celles qu'ils maintiennent ; appeler des meilleures garnisons (Metz et Strasbourg) à l'occupation des places qu'ils voient devenir de première ligne : Anvers, Bruxelles, Namur.

De tout cela je conclus encore la nécessité pour nous d'organiser l'offensive contre des positions fortifiées, c'est-à-dire d'une puissante guerre de siège.

Voilà, mon général, un certain nombre de réflexions que j'ai écrites à mesure qu'elles me venaient, dans des loisirs relatifs. Excusez le décousu qui peut y régner et croyez toujours à mon attaché respect.

signé : Foch.

Le 13 novembre, au lendemain de sérieuses affaires, j'avais la visite, à mon quartier général de Cassel, du maréchal Roberts, qu'accompagnait sa fille lady Edwina Roberts. C'était une admirable figure de soldat, de patriote, un grand anglais au sens le plus large du mot. Malgré ses quatre-vingts ans sonnés, il était encore d'une merveilleuse activité, en pleine possession de ses facultés. Il n'avait pu se désintéresser ni de la guerre qui mettait en question l'existence de nos deux pays, ni des soldats qui la faisaient. Je le connaissais depuis plusieurs années et j'étais plein d'admiration pour la clairvoyance de son esprit, la grandeur et la droiture de son caractère. Je l'avais vu cette année 1912, où dans des conférences inspirées par ses angoisses, il réclamait le service obligatoire de son pays endormi dans la paix.

Pendant une heure environ, nous causions de la bataille, je lui montrais nos cartes, tenues au jour le jour, sur lesquelles étaient portés les mouvements successifs de nos troupes, les positions occupées ou perdues, seul tableau possible de notre guerre enterrée, dans un terrain déjà très couvert par lui-même. Il voulut bien causer avec les officiers de mon état-major, entendre de leur bouche les incidents divers des dernières journées. Par la vivacité de son regard, l'activité de son esprit, il se montrait peut-être le plus jeune de nous tous. C'était néanmoins la dernière fois que je devais le voir. En nous quittant vers 14 heures, il se rendait près des troupes indoues, pour lesquelles il avait conservé une affection particulière. Elles venaient d'être retirées d'une sévère bataille et mises au repos. Toujours confiant dans sa verte jeunesse, et malgré la rigueur de la saison, il quittait son manteau pour les passer en revue. Un refroidissement qu'il prenait ainsi l'obligeait à se coucher en rentrant le soir à Saint-Omer. Le lendemain il était mort. Mais il avait vu victorieux ses fidèles soldats de l'Inde. Il avait parcouru le champ de bataille qu'ils avaient arrosé de leur sang, pour arrêter l'ennemi de la Grande-Bretagne. C'était bien là une fin digne de son glorieux passé.

De même que lord Kitchener, dont j'ai dit les angoisses le 1er novembre, le peuple britannique avait partagé l'anxiété de la longue bataille d'Ypres, qui avait menacé de porter la guerre dans son île. L'issue de la bataille avait été pour lui un véritable soulagement et le roi venait bientôt exprimer toute sa satisfaction à son armée. Le 2 décembre, accompagné des généraux sous mes ordres, D'Urbal, De Maud'huy, Conneau, De Mitry, Grossetti et Maistre, comme aussi d'une partie de mon état-major, j'allais le trouver au quartier général de Saint-Omer, où il m'avait donné rendez-vous. Parfaitement éclairé par le maréchal French sur les événements accomplis, il me recevait à part, et, en termes pleins de bienveillance, me remerciait de ce que j'avais fait pour son armée, de l'aide puissante et continue que j'avais donnée à ses troupes et qui nous avait assuré les grands résultats de la bataille d'Ypres. Je le félicitais à mon tour sur la vaillance de son armée, qui, exposée aux coups les plus violents, avait soutenu le choc pendant plus de trois semaines. Il terminait la visite en me remettant la grand'croix de l'ordre du bain, qu'il avait tenu à m'apporter, bien que cette dignité fût supérieure à celle que comportaient mes fonctions du moment, me dit-il. Après avoir reçu et décoré les généraux français, il voulut bien voir également et honorer de ses distinctions, comme de ses paroles aimables, les officiers de mon état-major, et en particulier le colonel Weygand, le commandant Desticker.

Nos relations, déjà très franches et cordiales avec l'armée britannique, s'étaient encore resserrées au cours de la bataille menée en commun et gagnée par notre entière union. Cette amitié parfaite du champ de bataille d'Ypres avait gagné les deux nations, comme le roi venait en témoigner. Elle ne fera que se consolider dans la suite de la guerre, pour aboutir à la victoire. Son maintien sera pour longtemps un gage de la paix du monde. Les deux batailles de l'Yser et d'Ypres avaient été gagnées par l'effort commun, étroitement resserré, des armées de trois nations, fortement éprouvées cependant, et dont les éléments s'étaient réunis à l'improviste, chacune avec son chef. C'étaient le roi des belges, le maréchal French et moi-même. Malgré tout, l'unité de volonté et d'action ne s'est jamais montrée plus entière, plus absolue, que dans cette réunion de forces, improvisée pour sauver la cause commune, en face d'un puissant adversaire jouant, avec des troupes fraîches et des ressources considérables, un de ses coups décisifs.

S'il m'a été donné de prendre aux deux batailles une part importante, d'inspirer certaines décisions et d'animer différents actes, à côté de ces chefs d'armée qui étaient un roi et un maréchal d'Angleterre ayant fait ses preuves, ce n'était pas d'un décret fixant un droit au commandement des alliés qu'a résulté pour moi une pareille situation, mais bien de la confiance que ces hautes autorités m'avaient témoignée, et par là de l'autorité qu'elles m'accordaient dans leurs conseils.

Il en est forcément ainsi entre les alliés dans toute coalition. Les armées sont de formation d'esprit différente ; chacune a son gouvernement à satisfaire, et celui-ci a des intérêts et des besoins particuliers. Elle a en outre son amour-propre. Elle évalue très haut le poids des charges que la guerre lui a apportées et monte au même degré son impossibilité de faire de nouveaux efforts, de subir de nouveaux sacrifices dans la bataille. De là résulte qu'une commune direction se crée et se maintient surtout par le crédit que les gouvernements et les généraux en chef alliés reconnaissent à une personne déterminée.

Ce que l'on a appelé par la suite le commandement unique donne une idée fautive du pouvoir de cette personnalité, si l'on y attache l'idée qu'elle peut commander au sens militaire du mot, comme elle le ferait dans l'armée française par exemple. Elle ne peut mener avec le même caractère d'absolutisme des troupes alliées, car ces troupes lui échappent, notamment dans les sanctions qui seraient à prendre au besoin. Mais par la persuasion elle entraîne ou retient leur commandement, elle fixe la ligne de conduite à tenir, et aboutit ainsi aux actions d'ensemble d'où sort la victoire, même avec des armées foncièrement différentes. Qu'une lettre de commandement fixe, un jour venu, aux yeux et à l'égard de tous les alliés, la situation de cette personnalité, rien n'est plus à désirer, à la condition toutefois que le chef ainsi désigné en justifie bientôt la concession, car la grandeur d'un titre ne le gardera pas longtemps des critiques, des résistances ou de la divergence de vues et d'efforts d'armées qui lui restent malgré tout étrangères, mais qui seront facilement maintenues par la reconnaissance de son autorité jugée à l'épreuve.

Un commandement étroit divise les efforts d'une coalition. La confiance les unit et les renforce. Ni à l'Yser ni à Ypres je n'avais de lettre de commandement.

Chapitre VI — Premières tentatives alliées contre le front fortifié allemand. – Regroupement des forces alliées dans les Flandres. Décembre 1914-avril 1915.

Pourquoi attaquer ? Programme d'offensive. – attaque de la 8e armée française dans la région d'Ypres. – attaque de la 10e armée française au nord d'Arras. – enseignements à en tirer. – attaque du 2e corps de cavalerie à Nieupoort. – accident d'automobile du général Joffre. – relève de la 8e armée par les anglais. – dispositif général des forces alliées dans le Nord en avril 1915. – l'armée belge et son roi.)

Si l'offensive allemande était bien arrêtée sur le front de l'ouest et allait de ce fait y laisser aux armées alliées un repos relatif, elle devait, sous peine des dangers les plus graves, se déchaîner sur le front est, contre les armées russes dont les progrès étaient très inquiétants. Elle devait y appeler la plus grande quantité possible des forces allemandes de l'ouest, et par là reparaissait pour les alliés l'obligation d'agir en vue de maintenir sur le front ouest le plus grand nombre possible de ces forces. L'offensive à entreprendre dans ce but par les armées françaises devait se produire dans les secteurs présentant les conditions les plus favorables comme terrains d'attaque et comme possibilités d'exploitation. Pour disperser les efforts ennemis, elle s'étendrait sur un front aussi large que possible.

J'envisageais, en conséquence, les opérations suivantes : 1. à la 8e armée, une attaque dans la région sud-est d'Ypres, en liaison avec l'armée anglaise ; 2. à la 10e armée, une attaque importante au nord d'Arras, visant la crête de la Folie, entre Souchez et Givenchy-En-Gohelle. Dès la fin de novembre, les études étaient entamées et poursuivies avec activité dans ces armées. Le 6 décembre, je me rendais au grand quartier général à Chantilly, pour soumettre le programme au général en chef. Le 8 décembre, celui-ci adressait aux armées une instruction générale qui se résume ainsi :

Le moment est venu de reprendre l'offensive pour rejeter l'ennemi vers le nord-est et préparer une action ultérieure de notre part sur ses communications.

Dans ce but, des attaques principales seront exécutées.

1. L'une, partant de la région d'Arras, en direction de Cambrai et de Douai, sera conduite par la 10e armée renforcée ;
2. L'autre en Champagne, en direction d'Attigny, par la 4e armée.

Des actions secondaires auront lieu, en outre, sur diverses parties du front, notamment : à la 8e armée et à la gauche de l'armée britannique, attaquant concentriquement en direction de Wervicq. À la 2e armée, attaquant en direction de Comblès. Etc.

Attaque de la 10e armée.

La relève par les anglais de la droite de la 8e armée avait permis au général d'Urbal de retirer du front des forces assez importantes qui furent rendues à la 10e armée, d'où elles avaient été envoyées pendant la bataille d'Ypres. D'autre part, l'état-major belge ayant consenti à étendre son front vers le sud, il avait pu retirer de ce côté tout le 32e corps et le mettre en réserve. Dans ces conditions,

le général commandant la 8e armée pouvait préparer, pour la première quinzaine de décembre, l'exécution de l'offensive prescrite en liaison avec l'armée anglaise. Ses attaques, lancées les 14, 15 et 16 décembre, échouaient dans l'ensemble ou ne réalisaient que des progrès insuffisants. Non seulement on se heurta partout à un ennemi sur ses gardes et fortement organisé, mais bien plus encore aux difficultés résultant de l'état du terrain marécageux dans lequel les hommes enfonçaient jusqu'aux cuisses ; nos engins ne pouvaient quitter les routes.

Nos troupes entreprenaient alors, sur leur front d'attaque, des travaux de sape et mine, en vue de réduire les points essentiels de la défense ennemie. L'exécution en était très ralentie par les difficultés insurmontables du terrain détrempe.

Dans la partie nord du saillant d'Ypres nous avons rencontré les mêmes obstacles et n'avons réalisé que quelques légers progrès. Il en était de même des tentatives britanniques faites au sud, dont les résultats se limitaient à quelques avances locales. Dès le 19, en raison des difficultés du terrain, nous arrêtons l'action offensive. Le 24, n'ayant plus rien à attendre des attaques anglaises sur la Lys, nous réduisons la densité de nos forces en première ligne et nous reconstituons des disponibilités. C'est ainsi que nous reprenons une attitude défensive dans la région au nord de la Lys.

Dès la fin de novembre, la 10e armée avait envisagé des possibilités d'attaques menées de part et d'autre d'Arras. La réussite de ces attaques aurait au minimum pour avantage, pensait-on, de réduire le saillant d'Arras, par conséquent d'en rendre la défense plus facile et moins dispendieuse. Pour concentrer nos moyens, nous bornions toutefois nos vues à l'attaque du nord. Seule elle était susceptible de résultats importants et peut-être décisifs. La longue crête qui, de Souchez par la Folie et Thélus, va rejoindre le plateau du point du jour à l'est d'Arras, constitue une falaise qui domine presque à pic les villages de Givenchy-En-Gohelle, Vimy, Farbus, Bailleul, et commande la vaste plaine jusqu'à Douai. Se saisir de la crête, y installer de l'artillerie, des observatoires, c'était rendre impossible à l'ennemi toute installation sérieuse dans la plaine, c'était l'obliger à un recul important jusqu'à la ligne de la Sensée et de la haute Deule, et par là même à une rectification de front au bénéfice de nos armées.

Cette crête était l'objectif de l'attaque qui visait à briser la ligne allemande dans la région de Souchez et au sud, à s'emparer des hauteurs qui dominent Givenchy et Vimy, et à exploiter ces résultats. L'offensive devait être conduite par le 33e corps d'armée, commandé par le général Pétain, et le 21e corps commandé par le général Maistre, agissant concentriquement sur l'objectif. La date en était fixée entre le 16 et le 20 décembre. D'ici là on devait travailler à améliorer la situation de départ et à exécuter quelques opérations préliminaires, du 21e corps sur Notre-Dame-De-Lorette, du 33e sur Carency et La Targette, du 10e sur Saint-Laurent et Blangy. L'expérience nous avait montré la nécessité non pas d'aller vite, mais d'aller sûrement, de résultat en résultat, ce qui interdisait un programme entièrement réglé jusqu'à la fin. C'est ainsi que l'attaque principale du 33e corps ne pouvait être fixée a priori, le moment de son exécution dépendant de la réussite des attaques secondaires et d'une préparation complète par l'artillerie.

Dans cet ordre d'idées, le 21e corps attaquait le 17 sur le plateau de Lorette et réussissait à s'emparer de la première ligne allemande, entre le versant nord du plateau et la grand'route de Béthune à Arras. Mais la pluie rendait bientôt le

terrain impraticable, entravant la progression de l'infanterie, les ravitaillements et même l'installation sur le terrain conquis ; toute organisation en était impossible dans une mer de boue. Il fallait la valeur de l'infanterie du 21^e corps pour maintenir l'occupation de la position qu'elle avait gagnée. Pendant ce temps, le 33^e corps se trouvait aux prises avec de grandes difficultés. Dans ses deux attaques, l'une au nord sur Carency, l'autre au sud sur La Targette, il échouait devant des défenses sérieuses, une organisation solide de l'adversaire, dont ses moyens de destruction ne lui permettaient pas d'avoir raison. On différait donc l'attaque principale contre la crête de Vimy.

En résumé, à la date du 23 décembre, nos offensives dans le Nord avaient échoué ou donné des résultats insignifiants. C'étaient de nouveaux procédés d'attaque avec de puissants moyens de destruction qu'il fallait mettre en oeuvre. La défensive s'était dressée devant nous formidablement organisée. Dans la guerre de campagne, elle avait déjà témoigné d'une particulière solidité, en utilisant la puissance de feu de la mitrailleuse, comme aussi l'abri qu'elle trouvait en s'enterrant. Le temps lui avait permis de se renforcer de réseaux de fils de fer, d'abris bétonnés, occupés par des mitrailleuses ou des pièces de flanquement, de communications souterraines ou blindées, de sorte que les lieux habités notamment constituaient, pour la défense, de véritables citadelles, dont la destruction préalable s'imposait à l'offensive avant toute attaque de l'infanterie. Cette opération exigeait une forte artillerie, capable d'effets d'écrasement sur les abris et les tranchées, comme de destruction sur les réseaux de fils de fer. Le manque de matériel avait déjà brisé notre offensive dans la guerre de manoeuvre ; il se faisait sentir plus fortement encore dans la guerre de positions rapidement dressée. Nous ne pourrions à coups d'hommes enlever les organisations que les moyens modernes avaient permis d'installer ; il nous fallait au plus tôt demander à notre industrie le matériel pour les réduire ; les préoccupations du commandement devaient se reporter vers sa capacité de production. Là étaient les seules possibilités de relancer la guerre en avant, tout au moins sur le front d'occident.

Mais nous ne pouvions, pendant le temps nécessaire à cette évolution de notre tactique, oublier nos alliés du front d'orient, l'armée russe, qui, par son active intervention, avait détourné sur elle une partie importante des forces ennemies et nous avait ainsi permis de vaincre à la Marne. Il nous fallait, dans toute la mesure possible, lui venir en aide. De là, la nécessité des actions entreprises, malgré leur apparence improductive, de là l'obligation d'en entretenir d'analogues par la suite. à défaut de la victoire que nous ne pouvions encore faire, il nous fallait retenir sur le front d'occident toutes les forces que l'ennemi y avait accumulées, pour l'empêcher de les transporter sur le front d'orient et d'y monter une offensive décisive qui pourrait être le prélude de la victoire finale.

Mais, sur ce point de la corrélation à établir entre les opérations sur les deux fronts, je dépendais entièrement des directives du commandement en chef des armées françaises. Ce n'est donc pas mon initiative qui animait les offensives dans le Nord, si ce n'est pour maintenir l'exécution dans les vues du haut commandement et pour assurer toute la collaboration possible de nos alliés britanniques et belges. à la fin de cette année 1914, avait d'ailleurs commencé en Champagne une offensive dont les débuts (20 décembre) s'étaient montrés satisfaisants.

Ma formule du moment était : [de l'activité dans les états-majors, du repos dans les troupes, en attendant qu'une amélioration du temps permit de passer à](#)

[l'exécution avec chance de succès](#). Le général en chef approuvait ces dispositions et prescrivait de mettre au repos toutes les troupes qui n'étaient pas indispensables. Mais, comme la durée des opérations exécutées en Champagne exigeait la constitution de réserves importantes, les armées du nord étaient invitées à constituer des disponibilités.

À mesure que le temps passait et que l'opération de Champagne prenait de l'importance, le général en chef prescrivait, le 27 février, d'arrêter toutes les entreprises entrevues à la 10^e armée, tout en ordonnant d'en poursuivre les études activement, afin de pouvoir les lancer sans délai le moment venu. C'est ainsi que l'hiver se terminait sans actions nouvelles de notre part, sauf à Nieuport. Beaucoup de nos troupes avaient été mises au repos ou même remises à la disposition du général en chef, et devaient quitter le Nord. J'avais profité de ces circonstances pour les voir les unes après les autres. Je ne manquais pas à cette occasion de réunir les officiers et de causer avec eux. Et je ne saurais assez dire le bel esprit qui les animait tous, officiers et soldats, après un hiver des plus rudes cependant. Ils se rendaient bien compte du résultat important qu'ils avaient obtenu en brisant une fois de plus les projets de l'ennemi, sur l'Yser et à Ypres. Ils ne doutaient pas d'en avoir bientôt raison dans des attaques à entreprendre. La confiance qui les tenait tous était impressionnante.

[Les attaques du 2^e corps de cavalerie à l'est de Nieuport.](#)

La côte belge de la mer du Nord présentait pour l'ennemi un intérêt particulier, en raison des établissements qu'il pouvait y faire pour soutenir la lutte sous-marine contre l'Angleterre et gêner notamment les communications de la Manche. Ostende était le port le plus rapproché de nous qu'il possédât. Sa défense devait immobiliser d'importantes forces allemandes. De là, l'intérêt des attaques que nous entreprendrions dans cette direction. La côte même fournissait un terrain constitué par des dunes de sable assez élevées et qui échappaient aux inondations de l'Yser. Il y avait encore là quelques possibilités d'agir pour nous. Dès le commencement de décembre, j'avais fait étudier par le général De Mitry, commandant le 2^e corps de cavalerie, un projet d'offensive partant de Nieuport. Le gouverneur de Dunkerque avait fait préparer les moyens de passage nécessaires pour franchir l'Yser en aval de Nieuport. Enfin tout un matériel nautique, comprenant notamment des doris et des vedettes à moteur, était rassemblé à la disposition du général De Mitry. Mais nous n'étions pourvus que d'artillerie de campagne.

Le 15 décembre, l'attaque partait en direction générale de Westende-Ostende. Nous prenions pied dans les premières maisons de Lombartzyde et du Polder, sans pouvoir cependant progresser sensiblement le long même de la côte, en raison des puissantes installations faites par l'ennemi dans les dunes de sable ; et nous parvenions à six cents mètres de Saint-Georges, tandis que les marins français et les soldats belges en doris prenaient quelques fermes au sud-ouest de la localité. L'opération se poursuivait dans les journées suivantes. C'est en vain que l'ennemi lançait de vigoureuses contre-attaques, elles étaient toutes repoussées. En fait, le 19, nous avons conquis et organisé une solide tête de pont sur la rive droite de l'Yser. Nous installions en même temps de nombreux passages sur le fleuve.

Quand nous voulions repartir à l'attaque le 25, tous nos efforts se brisaient, de Lombartzyde à la mer, devant les défenses de l'ennemi, ses réseaux de fils de fer, que notre insuffisance en artillerie n'avaient pas permis de bouleverser. Le 28, nous enlevions Saint-Georges, pendant que la 5^e division belge, franchissant

l'Yser au sud de Dixmude, établissait une petite tête de pont sur la rive droite. Avant de procéder à de nouvelles attaques en forces, il importait de s'établir solidement ; cela demanda du temps, car ce ne furent pas des jours mais des semaines qu'exigea l'organisation du terrain, les circonstances atmosphériques étant un obstacle des plus sérieux. L'eau ou le sable envahissait tranchées et boyaux. De fréquentes tempêtes coupaient les communications. Le pont de tonneaux jeté à l'embouchure de l'Yser était sans cesse endommagé par l'artillerie allemande. En dépit de toutes ces difficultés, nos troupes firent preuve d'une activité remarquable. Pendant un mois, du 27 décembre au 27 janvier, elles luttèrent sans trêve pour préparer, par des travaux d'approche, la reprise de l'offensive qui devait se produire sur le polder et sur Lombartzyde.

Le 28 janvier, cette nouvelle attaque était déclenchée. Elle s'emparait de la première ligne allemande. Mais, à la tombée de la nuit, ayant subi des pertes sérieuses et en raison de l'eau qui, dans les tranchées conquises, empêchait tout travail de consolidation, nos troupes qui eussent été à la merci du moindre retour offensif rentraient dans leurs positions de départ. Tandis que cette opération se déroulait en face du polder, un coup de main tenté par une section de tirailleurs réussissait à enlever un fortin ennemi établi en avant de la Grande-Dune, mais, pris d'enfilade par le feu, contre-attaqué à la baïonnette, ce petit détachement était presque anéanti. Six hommes et un gradé résistèrent toute la journée et une partie de la nuit ; ils furent tués sur leur position.

Ces faits dénotaient incontestablement l'excellent esprit et l'ardeur qui animaient les troupes du détachement français de Nieuport. Mais, quelles que fussent leurs qualités, elles étaient impuissantes à surmonter les difficultés de toutes sortes accumulées par les éléments physiques. Elles n'en pouvaient humainement venir à bout, et c'eût été folie que de prolonger, en plein cœur de l'hiver, une offensive qui manifestement était vouée à un insuccès certain. La journée du 28 janvier marqua en réalité la fin de cette offensive.

C'est au courant du mois de janvier, le 17 de ce mois, que survenait au général Joffre un accident d'automobile qui eût pu avoir des conséquences graves. Nous voyagions dans la même voiture sur la route de Rousbrugge à Dunkerque, quand brusquement notre chemin se trouva barré par un camion dont la direction était brisée. Il en résulta entre les deux voitures une collision dont le général en chef sortit fortement contusionné, et assez blessé pour devoir interrompre la tournée qu'il comptait faire et rentrer directement par chemin de fer à son quartier général de Romilly. Je sortais indemne de l'aventure, mais non sans préoccupation sur ce qui attendait mon chef ; mon inquiétude augmentait après que je l'eus quitté à la gare de Dunkerque. Heureusement il se rétablissait entièrement en quelques jours. Peu de temps après, en raison de mes fonctions d'adjoint au général en chef, je demandais par écrit au ministre de la guerre ce que j'aurais dû faire dans le cas où le général Joffre aurait été, à la suite de son accident, dans l'impossibilité d'exercer le commandement, et quelle personnalité devait dans ce cas, aux armées, ordonner les dispositions pour parer aux surprises toujours possibles de la part de l'ennemi. On me fit savoir que je n'avais pas à me préoccuper, que le gouvernement avait pourvu à l'éventualité. En fait, le général Galliéni avait été désigné, dès le mois d'août, pour prendre en ce cas le commandement des armées. Malgré sa haute intelligence et son indiscutable valeur, il n'avait, en janvier 1915, encore pris qu'une faible part à la guerre, notamment à la bataille de tranchées. C'est trop facilement que les hommes de cabinet jugent les hommes de guerre. Ceux-ci ne valent et ne se mesurent que sur le champ de bataille, aux résultats qu'ils obtiennent.

Relève de la 8e armée française par les anglais.

Dès le commencement de décembre, le gouvernement britannique avait exposé au gouvernement français son désir de voir les forces britanniques remonter dans les Flandres, tenir une partie du front allié plus voisine de la côte et appuyer en particulier leur gauche à la mer. Ce serait là, pensait-il, une grande satisfaction donnée à l'opinion publique anglaise. De la côte belge d'Ostende et de Zeebrugge, l'ennemi constituait pour la Grande-Bretagne une menace continuelle, que l'attaque de l'armée anglaise le long de la côte pourrait faire cesser en se portant sur la base navale d'Ostende. Cette idée était particulièrement chère au ministre de la marine britannique, M. Winston Churchill. Elle l'était beaucoup moins au commandant en chef des armées britanniques, le maréchal French, et encore moins au commandant en chef des armées françaises. L'un et l'autre voyaient un grave inconvénient à consacrer le principal effort de l'armée britannique à un but qui n'intéressait que la lutte navale, et à le détourner de l'action sur terre, avec le principal adversaire de la coalition, l'armée allemande, de l'action qui devait fixer le sort de la guerre. Dans ces conditions et après de nombreux entretiens, il était convenu, dans les derniers jours de décembre, que l'armée britannique, tout en maintenant sa droite à La Bassée, relèverait successivement les corps de la 8e armée française, en profitant pour cela des renforts successifs qu'elle devait recevoir ; que l'armée française, maintenant à l'occupation de Nieupoort les troupes qu'elle y avait, évacuerait progressivement la boucle d'Ypres, pour ne garder qu'un détachement à Elverdinghe, intercalé entre la gauche anglaise et la droite belge.

L'opération de relève préparée de la sorte allait subir en réalité de sérieux retards, tout d'abord du fait de la lente arrivée des renforts britanniques. Lord Kitchener, ministre de la guerre, tenait en effet à n'envoyer sur le continent que des troupes entièrement organisées et constituées en divisions ou corps d'armée, tandis que le maréchal French se serait contenté de les recevoir en bataillons. La pénurie de munitions gênait également ce dernier dans l'extension de son front, en lui causant de graves préoccupations, et la fabrication des munitions d'artillerie s'organisait très lentement en Angleterre.

En même temps, le ministre de la marine britannique tentait de faire reprendre son projet d'attaque sur Ostende, en offrant de fournir au détachement français de Nieupoort un renfort de trois mille fusiliers-marins. Le haut commandement français s'en tenait à ses vues d'une bataille à fins terrestres, et maintenait au contraire que c'était à la gauche de notre 10e armée, dans la région de La Bassée, que l'armée britannique devait porter ses efforts. Il s'employait donc avec le maréchal French à réaliser la double entente nécessaire pour obtenir de celui-ci à la fois l'extension de son front et sa coopération active à nos attaques.

Comme on le voit, la guerre s'était arrêtée par insuffisance de moyens matériels du côté allié. Cet arrêt, en se prolongeant et en fournissant des sujets d'inquiétude à l'opinion publique, avait amené les membres de certain gouvernement à intervenir dans la direction des opérations, à les entraîner dans de fausses voies et à rendre ainsi plus difficile la tâche du commandement. Une fois de plus se manifestaient ici les conséquences de l'insuffisance de matériel. L'armement des troupes, le ravitaillement en munitions ont pris dans la lutte moderne une importance capitale et doivent être mis au premier rang des préoccupations du haut commandement, tant pour poursuivre ses opérations en face de l'ennemi que pour en maintenir la direction malgré les inquiétudes de l'arrière, opinion publique ou gouvernement.

Par suite de ces difficultés diverses, l'armée britannique n'avait relevé, à la fin de janvier, que le 16e corps français, contrairement aux prévisions faites dans un accord commun. Les 9e et 20e corps restaient encore à relever. Et cette situation se prolongeait sans modification sensible jusqu'au mois de mars. Mais, à cette date, les préparatifs d'attaque de la 1ere armée britannique s'achevaient dans la région de La Bassée. Les négociations en cours furent interrompues et ne purent être reprises que lorsque cette attaque eut produit ses résultats.

La 1ere armée britannique, commandée par le général Haig, était chargée de l'exécution de cette offensive. Les troupes partaient à l'attaque le 10 mars et obtenaient d'entrée de jeu des résultats qui ne purent être élargis ni même entièrement conservés dans les jours suivants.

Dans la nuit du 12 au 13, le général Haig donnait l'ordre de suspendre l'offensive et de s'établir solidement sur les positions conquises dans la journée du 10. La décision prise par le commandant de la 1ere armée britannique s'expliquait à la fois par la crainte de manquer de munitions et par les pertes subies.

Il fut alors possible de revenir au projet de relève des corps français autour d'Ypres. Dans une conférence à laquelle prirent part, à Chantilly, le maréchal French, lord Kitchener, le général Joffre et M. Millerand, il fut décidé que la 2e armée britannique relèverait avant le 20 avril les 9e et 20e corps français, que deux nouvelles divisions britanniques seraient envoyées en France et que l'offensive française en Artois serait exécutée à la fin du mois d'avril.

Les opérations de relève se poursuivirent activement. Le 7 avril, le 9e corps était entièrement retiré du front et acheminé vers la zone de la 10e armée. Le 19 avril, le 20e corps prenait la suite. à la fin d'avril 1915 nous aboutissions donc dans le nord à une nouvelle répartition des forces alliées. Les forces britanniques s'étendaient du canal de La Bassée à la route d'Ypres à Poëlcappelle. Elles étaient groupées en deux armées : au sud, la 1ere, sous les ordres du général sir D. Haig ; au nord, la 2e, sous les ordres du général Smith Dorrien. La 8e armée française, dissoute le 4 avril, était remplacée dans les Flandres par le détachement d'armée de Belgique aux ordres du général Pütz. Ce détachement comprenait deux groupements : celui d'Elverdinghe entre les belges et les anglais, celui de Nieuport à l'extrémité gauche du dispositif allié.

L'armée belge, qui avait sur ma demande consenti une nouvelle extension, s'étendait désormais entre Nieuport, tenu par un groupement français, et Strenstraete. Son état d'esprit n'avait cessé de s'améliorer depuis son arrivée sur l'Yser. Le roi était toujours animé des mêmes intentions, et, si l'on ne pouvait escompter de la part de ses troupes des opérations de grande envergure, du moins était-on en droit d'attendre d'elles une activité très profitable. Elles en faisaient preuve dès le mois de mars. Les divisions en ligne préparaient et exécutaient des opérations de détail qui se poursuivaient presque sans arrêt pendant un mois, du 11 mars au 11 avril. Si elles n'obtenaient pas des résultats d'importance, ces opérations développaient du moins chez le soldat belge le goût d'entreprise et témoignaient du désir qu'il avait de s'employer. Cette activité n'était pas du reste sans provoquer des ripostes assez vives de l'ennemi.

Nous avions noué avec les généraux belges, et à tous les grades avec les officiers belges, des relations de plus en plus fréquentes et étroites. Par là, l'esprit des armées se mettait à l'unisson, et la confraternité d'armes se resserrait pour créer, au jour du besoin, une camaraderie de combat des plus heureuses.

Le grand quartier général belge avait dû, au mois de janvier, évacuer la ville de Furnes fréquemment et fortement bombardée par l'ennemi. Il s'était établi dans une localité plus modeste, à Houthem. Le roi était installé, avec la reine et les princes, non loin de là dans une ville des bords de la mer, à La Panne. Il venait tous les jours au grand quartier général et s'établissait alors au presbytère de Houthem, où se trouvaient certains de ses bureaux. Le presbytère n'avait rien d'imposant ; c'était un solide bâtiment carré, entouré d'eau de tous côtés, qu'on abordait par un étroit pont en bois. Dans ce modeste réduit allait continuer de battre le cœur de la Belgique. Là était le foyer de l'énergie qui allait permettre de tenir tête pendant près de quatre ans à un formidable ennemi, et d'en repartir en 1918 à la conquête du sol natal. Il reste à mes yeux le monument le plus capable de témoigner devant les générations à venir de la grandeur d'un petit pays triomphant, sous la chevaleresque direction de son roi et par la vaillance de ses enfants, de la plus violente et de la plus inique des agressions.

DE MARS 1918 À LA FIN DE LA GUERRE

Chapitre premier — L'offensive allemande du 21 mars et l'accord de Doullens.

L'attaque allemande du 21 mars ; ses chefs, ses procédés, son but. – insuffisance des dispositions prises du côté allié ; la conférence de Londres du 15 mars. – enfoncement de la 5e armée anglaise ; décisions prises par les commandants en chef britannique et français ; démarches du général Foch à Paris et du maréchal Haig à Londres, 24 mars ; conférences de Compiègne et d'Abbeville, 25 mars, – conférence de Doullens, 26 mars.

Le 21 mars 1918, à 4 heures du matin, sur tout le front compris entre la vallée de la Scarpe et celle de l'Oise, l'artillerie allemande entra en soudainement et violemment en action à 9 heures, l'infanterie ennemie, à la faveur d'un épais brouillard, abordait les positions sur lesquelles, depuis le printemps de 1917, étaient établies les armées anglaises : au nord, 3e armée (général Byng), entre Arras et la région du Catelet ; au sud, 5e armée (général Gough), de la région du Catelet à Barisis-Aux-Bois. La 3e armée, sur son front de quarante kilomètres d'étendue, disposait de dix divisions en première ligne et de six en réserve. La 5e armée, pour défendre un front de soixante kilomètres, avait onze divisions en ligne, trois divisions d'infanterie et trois de cavalerie en réserve. En face d'elles, les masses allemandes d'attaque étaient groupées en trois armées : au nord, dans la région d'Arras, la XVIIe armée (Otto Von Below) ; au centre, entre Cambrai et le Catelet, la IIe armée (Von Der Marwitz) du groupe d'armées du kronprinz de Bavière ; au sud, appuyée à la vallée de l'Oise, la XVIIIe armée (Von Hutier) du groupe d'armées du kronprinz impérial.

Si, au moment où elles se lançaient à l'assaut des positions anglaises, on ignorait dans le camp allié la force exacte de leurs effectifs, on en avait pourtant une idée approximative. Une étude faite trois mois auparavant au grand quartier général français avait établi que les Allemands, soulagés par la défection russe, pourraient disposer sur le front occidental, vers le 1er mars 1918, d'environ deux cents divisions fournissant une masse offensive de quatre-vingts divisions avec un millier de batteries lourdes. Il était permis de supposer qu'une cinquantaine au moins de ces divisions seraient affectées d'emblée aux premières actions engagées, ce qui leur procurerait, dans le secteur d'attaque, une supériorité numérique du double au simple.

On connaissait également la valeur du commandement qui devait les diriger ; il avait fait ses preuves. Le général Von Below, dans les opérations menées contre le front italien au mois d'octobre 1917, s'était acquis une réputation solidement établie, et le général Von Hutier avait, vers la même époque, obtenu à Riga des résultats considérables par une attaque préparée dans le secret et menée avec vigueur et soudaineté. Les procédés qui avaient réussi à Caporetto et à Riga étaient ceux-là mêmes que le commandement allemand allait appliquer en France au printemps de 1918 ; on peut les résumer ainsi :

1. Recherche de la surprise par le transport secret de la masse de manoeuvre à pied d'oeuvre (mouvements effectués de nuit, absence de lumières dans les cantonnements et les camps, dissimulation aux investigations aériennes de l'adversaire, etc.), et la mise en place au dernier moment des unités d'attaque ;
2. Brutalité et brièveté de la préparation d'artillerie sur une profondeur de quatre à cinq kilomètres avec un large usage d'obus toxiques ; attaque de l'infanterie qui, pendant la préparation d'artillerie, s'est rassemblée à deux ou trois cents mètres des premières lignes à enlever ;
3. Rapidité d'exécution obtenue par la vitesse de marche de l'infanterie, protégée d'abord par le barrage roulant d'artillerie, puis par les batteries et les minenwerfer d'accompagnement, et surtout par les mitrailleuses légères ;
4. La brèche étant faite, chercher à l'élargir par des attaques dirigées sur les flancs ;
5. Recherche d'une pénétration rapide dans les positions ennemies (marche résolue des troupes sur des objectifs déterminés à l'avance et situés à grande distance, de manière à désorganiser la défense adverse en lui enlevant les points essentiels de son organisation) ;
6. Initiative des chefs : le rôle du commandement est décisif à tous les échelons et dans toutes les armes. Quand la bataille est commencée, les ordres particuliers n'atteignent plus les intéressés, chacun doit alors agir de sa propre initiative ;
7. Emploi des réserves, non pas contre des centres de résistance qui exigent des sacrifices inutiles, mais sur les points où l'attaque progresse et où son avance peut être facilitée.

Tels étaient les principes généraux à la pratique desquels les divisions allemandes avaient été entraînées dans des exercices répétés au cours des semaines précédant l'attaque. En fait, l'outil que les mains D'Hindenburg et de Ludendorff maniaient au printemps de 1918 apparaissait par son matériel et l'instruction de la troupe comme un instrument de combat dont la mise au point et la trempe ne laissaient rien à désirer. Chaque soldat allemand était convaincu qu'il allait livrer et gagner les grandes batailles pour la paix. Confiant dans cet outil excellent, la direction suprême allait l'appliquer à un but stratégique, dont elle espérait des résultats aussi rapides que décisifs. En visant le front allié dans une de ses parties les plus délicates, la jonction entre les armées britannique et française, elle pouvait séparer ces deux armées par une action fortement constituée et vigoureusement conduite en direction d'Amiens. En exploitant le succès initial et en élargissant la brèche faite de manière à rejeter les Anglais à la mer, les Français sur Paris, elle pouvait rompre la coalition, et mettre ses deux principaux adversaires hors de cause avant que le concours américain ait eu le temps d'intervenir efficacement. Telles étaient les possibilités qui s'offraient à la direction suprême allemande.

Dans la région du nord de la France, elle trouvait d'ailleurs des facilités de manoeuvre particulières dans un réseau ferré dense et bien orienté. Il menait vers un des points vitaux des communications alliées, Amiens. Sur la majeure partie du front d'attaque choisi, elle rencontrerait vraisemblablement une

résistance moins affirmée que partout ailleurs, car les alliés n'occupaient que depuis un an des positions qui leur avaient été volontairement cédées et qu'en arrière de ces positions, jusque vers Amiens, s'étendait un terrain rendu désertique, ici par les destructions systématiques opérées au printemps de 1917, là par les ravages de la bataille de la Somme à l'été de 1916. La direction suprême pensait donc avoir mis tous les atouts dans son jeu. Cependant, le haut commandement, tant britannique que français, n'était pas dans l'ignorance des projets de l'ennemi. Dès le mois de février, les renseignements qui lui étaient parvenus avaient montré comme zones d'attaques principales, celle de l'Oise à la Scarpe, et celle de Champagne de part et d'autre de Reims.

Mais, tandis que les Anglais estimaient que le gros effort de l'ennemi porterait en Champagne, le général Pétain pensait que cet effort serait dirigé sur le front anglais au nord de l'Oise. Dans cette dernière hypothèse, le point de jonction des forces britanniques et françaises lui était apparu inévitablement comme un point de moindre résistance, où il serait **plus difficile qu'ailleurs de conduire une bataille**. Le chef d'état-major général français et les représentants militaires de Versailles avaient bien, au cours de l'hiver, tenté de remédier à cet ensemble plein de faiblesse, mais leurs efforts étaient restés pratiquement stériles. Les 13, 14, 15 mars, les gouvernements alliés s'étaient réunis en conférence à Londres pour examiner notamment la formation de la réserve générale alliée, dont j'avais la charge comme président du comité exécutif de Versailles. Dans la séance du 14, le maréchal Haig, qui prenait part à la conférence, avait déclaré ne pouvoir assurer à cette réserve la participation qui lui était demandée et fournir le nombre de divisions qu'elle réclamait ; malgré mes observations, le gouvernement anglais s'était rallié à son opinion et le gouvernement français avait accepté sans réserve la proposition britannique.

Dans la séance du 15, cette solution des gouvernements m'inspirant toujours des inquiétudes, j'avais demandé la parole et insisté sur les lacunes que présentait l'organisation du commandement, au moment de livrer une bataille alliée défensive des plus sérieuses et des plus proches, semblait-il. L'expérience me permettait de le dire. Depuis le début de la guerre, nous avons livré de nombreuses batailles auxquelles avaient pris part les différentes armées alliées ; en 1914, à la Marne, à Arras, les Français et les Anglais ; sur l'Yser et à Ypres, les Français, les Anglais, les Belges ; sur le Piave en 1917, les Italiens, les Français, les Anglais. Aucune d'elles n'aurait pu aboutir sans un organe d'entente assurant par une action concertée la tâche de faire triompher la cause alliée, en faisant concorder et converger les efforts des armées de nationalité différente, forcément morcelés sans cela.

Dans les circonstances actuelles, cet organe aurait été le commandement de la réserve générale alliée, si elle avait été constituée. Mais, en l'absence de cet organisme allié, il était à redouter que chacune des deux armées, française et anglaise, sur lesquelles les coups de l'ennemi allaient porter, ne se laissât dominer par la considération de ses intérêts propres et des dangers qu'elle courait, et ne perdît de vue l'intérêt commun à assurer cependant tout d'abord. Au total, la bataille alliée pouvait être sérieusement compromise dans les conditions présentes par défaut d'unité de vues, de direction. Mes observations et prévisions figurent au procès-verbal de la conférence du 15 mars à Londres. Ces observations avaient bien frappé certain chef de gouvernement, M. Lloyd George, sans amener la conférence à modifier ses décisions du 14. Elles allaient recevoir six jours plus tard sur le champ de bataille une justification des plus établies. En tout cas, à la veille de la grande offensive allemande, les

gouvernements alliés avaient finalement décidé de s'en remettre au seul accord existant entre le maréchal Haig et le général Pétain du soin de faire face à une situation qui s'annonçait grosse de périls.

En fait, les deux commandants en chef avaient répondu au danger menaçant par des dispositions particulières : le général Pétain, en mettant en réserve à Clermont la 3^e armée (général Humbert), forte de cinq divisions d'infanterie, un corps de cavalerie, et trois régiments d'artillerie, destinés à intervenir en zone anglaise, soit entre l'Oise et la Somme, soit même au nord de la Somme ; le maréchal Haig, en s'engageant à envoyer, en cas d'attaque ennemie sur le front français, une armée forte de six à huit divisions, quatre à six groupes d'artillerie de campagne et deux groupes d'artillerie lourde, mais sous la réserve que cette intervention n'aurait lieu qu'autant que le front britannique ne serait pas englobé dans une offensive allemande de grande envergure. Ces dispositions, quelle que fût leur valeur, présentaient néanmoins des imperfections et des lacunes sérieuses pour répondre à une offensive capable de frapper en différents points et de poursuivre un succès dans une direction préalablement visée.

Les promesses d'appui mutuel des deux commandants en chef étaient d'ailleurs grevées de réserves, avouées de la part du maréchal Haig, mais également présentes dans l'esprit du général Pétain, car celui-ci, tout en regardant vers le front britannique, envisageait [les possibilités toujours plus grandes d'une offensive allemande affectant à la fois notre front en Champagne et le front anglais](#).

Dans ces conditions, le jour de la bataille venu, avec ses brumes épaisses et menaçantes, étendues sur un vaste horizon, lequel des deux chefs oserait abandonner les réserves de ses engagements ? Que deviendraient d'ailleurs ces engagements en face de l'imprévu qui accompagne toujours dans la forme ou dans l'exécution une grande entreprise de l'adversaire, et qui dépasserait ou modifierait les conditions dans lesquelles avaient été établis les arrangements des deux chefs alliés ? Comment chacun d'eux, responsable d'ailleurs vis-à-vis de son gouvernement des intérêts propres de son pays, comme des renforts et des sacrifices à lui demander, oserait-il voir plus loin que le champ d'action limité de son armée ? Et à l'heure des graves décisions saurait-il s'abstraire de cette responsabilité, pour apporter au voisin en péril un secours approprié, prompt, puissant, à envoyer parfois à grande distance ? Du reste, l'eût-il voulu — car il s'agissait ici de livrer une bataille défensive d'une violence certaine et d'une étendue indéterminée — pourrait-il engager ses renforts rapidement, par une intervention heureuse, dans l'action de son voisin, alors que les états-majors et les exécutants étaient encore étrangers les uns aux autres dans la connaissance précise de leurs besoins, de leurs moyens, de leurs manières d'agir, et procédaient par conventions ou protocoles naturellement pleins de raideur ou du moins de lenteur ?

C'est par cela que l'accord intervenu entre les commandants en chef m'était apparu à Londres plein de faiblesse et absolument insuffisant, comme les événements allaient le prouver sans tarder. C'est par cela que les gouvernements alliés avaient encouru une lourde responsabilité, en n'hésitant pas à faire reposer leur confiance et leur quiétude sur ce simple accord de deux chefs à intérêts propres.

Le 21 mars, le plan de l'état-major allemand s'exécutait dans toute son ampleur. Les moyens matériels mis en oeuvre, cinquante divisions, l'étendue de l'attaque, quatre-vingts kilomètres, dépassaient de beaucoup ce que l'on avait vu depuis la

stabilisation des fronts sur le théâtre occidental. Les résultats obtenus n'étaient pas moindres. Au nord, la 3e armée anglaise maintenait dans l'ensemble ses positions, mais il n'en était pas de même à la 5e armée du général Gough, emportée sur presque tout son front, et dont la droite en particulier était rejetée à l'ouest de le lendemain 22, cette armée fortement ébranlée battait en retraite vers la Somme. Fait incompréhensible et inexplicable, si ce n'est par la contagion de l'émoi et du trouble qui emportent les troupes fortement attaquées sur la première ligne, la Somme, située à plusieurs kilomètres en arrière, était enlevée par l'ennemi, sans coup férir pour ainsi dire. La même observation, nous aurons à la faire pour l'Aisne, lors de l'attaque du 27 mai.

Malgré l'intervention des réserves britanniques, le mouvement général de repli de la 5e armée s'effectuait à une allure qui dénotait de sa part un pouvoir de résistance fortement amoindri. Inquiet, le maréchal Haig demandait au général Pétain de faire relever d'urgence par des troupes françaises les contingents britanniques échelonnés entre l'Oise et la Somme de Péronne. Mais le général Pétain n'était pas libéré de toute préoccupation pour son front de Champagne. Il ne pouvait faire plus pour le moment que de s'en tenir aux arrangements antérieurement conclus, à savoir l'intervention en zone britannique de la 3e armée française ; encore cette intervention, en raison des délais qu'elle exigeait, ne pourrait-elle se faire sentir pleinement qu'à partir du 27. Jusque-là, les Britanniques allaient être plus ou moins livrés à eux-mêmes.

Pour atténuer en partie la gravité de leur situation, le commandant en chef français décidait, d'accord avec le maréchal Haig, de confier au général Fayolle, commandant le groupe d'armées de réserve, la direction de la bataille entre Barisis-Aux-Bois et Péronne. Le général Fayolle aurait ainsi sous ses ordres les divisions anglaises combattant dans cette zone, comme aussi la 3e armée française lorsqu'elle serait arrivée, et ultérieurement la 1ere armée française, actuellement en voie de retrait de la région de Woëvre. Il lui était demandé de reconstituer à tout prix un front défensif solide sur la ligne Péronne, Guiscard, Chauny, Barisis-Aux-Bois ou au minimum sur la ligne Nesle, Noyon.

Cependant les événements se déroulaient avec une rapidité qui défiait les prévisions. Le 23 mars, les Allemands étendaient leur front d'attaque jusqu'à l'est d'Arras. La 3e armée britannique, sauf un léger recul à l'ouest de Croisilles, résistait victorieusement aux assauts de l'ennemi, mais, pour maintenir la liaison avec la 5e armée, elle devait replier sa droite en direction de Bapaume. La 5e armée britannique, en effet, poursuivait sa retraite d'une façon continue. Dans la journée du 23, elle abandonnait la tête de pont de Péronne, et, le lendemain 24, la ligne de la Somme entre Péronne et Ham. Vainement le 5e corps français (3e armée), s'engageant en hâte, essayait-il de défendre Noyon et le canal du Nord ; il était débordé, et, le 25, Noyon tombait au pouvoir des Allemands. C'est que la droite du général Gough, au lieu de se replier sur la direction Roye-Montdidier, qui l'aurait maintenue en liaison avec la gauche française, battait en retraite sur la direction Nesle-Amiens, qui l'en éloignait pour la rapprocher des bases anglaises.

Ainsi se créait, entre cette droite anglaise et cette gauche française, un trou de vingt kilomètres que notre 2e corps de cavalerie, malgré ses efforts, était impuissant à combler et dans lequel l'ennemi progressait avec rapidité. Le général Fayolle comptait bien y jeter les unités de la 3e armée, au fur et à mesure de leurs débarquements, mais en aurait-il le temps, et, si la dislocation de l'armée Gough continuait, n'était-il pas à craindre que les unités fussent elles-

mêmes emportées par la tourmente avant d'avoir pu rétablir la continuité du front ?

Le général en chef français, qui avait vu le maréchal Haig dans la journée du 23 à Dury et s'était déclaré d'accord avec lui sur la nécessité d'assurer une liaison étroite entre les armées britannique et française, doutait maintenant que cette liaison pût être rétablie. Devant la tournure prise le 24 par les événements, il désespérait d'une résistance britannique permettant aux divisions françaises d'intervenir dans de bonnes conditions à la droite de la 5e armée anglaise, et il jugeait que la situation comportait dès à présent de nouvelles dispositions. Il les faisait connaître le jour même, 24 mars, dans une instruction à ses commandants de groupe d'armées aux commandants de groupe d'armées : **il s'agit avant tout, leur écrivait-il, de maintenir solide l'armature de l'ensemble des armées françaises ; en particulier ne pas laisser couper le groupe d'armées de réserve du reste de nos forces. Ensuite, si possible, conserver la liaison avec les forces britanniques...**

C'était une grave décision ; elle semblait répondre imparfaitement aux intérêts des alliés et elle risquait en outre de porter un nouveau coup au moral déjà fortement atteint des troupes anglaises. Le lendemain 25 mars, le maréchal Haig remettait à son tour, à Abbeville, au général Weygand, une note précisant ses demandes et ses intentions. Ses demandes avaient pour objet la concentration immédiate **à cheval sur la Somme, à l'ouest d'Amiens, d'au moins vingt divisions françaises pour agir sur le flanc de l'attaque allemande contre l'armée anglaise.** C'était entrevoir déjà la résistance anglaise reportée par les événements à l'ouest d'Amiens. Quant à ses intentions, elles tenaient dans cette simple phrase : **l'armée anglaise devra combattre lentement en retraite en couvrant les ports du Pas-De-Calais.**

Comme on le voit, à l'heure de la crise violente et continue qui se précipitait, chacun des deux commandants en chef se trouvait en face de sa responsabilité propre devant son pays. Ce qui était à redouter se produisait. Chacun d'eux se préoccupait avant tout de maintenir et de conserver son armée, de l'orienter pour cela vers ses bases, dans la direction la plus propre à assurer la sauvegarde des intérêts de sa nation. C'étaient, pour les britanniques, les ports de la Manche, pour les Français, Paris et la France en arrière ; c'était la tâche qui paraissait essentielle à chacun d'eux. Il allait peut-être en résulter une manoeuvre divergente. L'aide au voisin n'était plus qu'une tâche éventuelle à remplir, s'il était possible.

En face d'une bataille allemande, se livraient du côté de l'entente deux batailles distinctes : une bataille britannique pour les ports et une bataille française pour Paris. Elles allaient se poursuivre distinctes et en s'éloignant l'une de l'autre. Par là, les commandants alliés tendaient à accentuer la séparation de leurs armées, but primordial des opérations allemandes. Ils risquaient de la rendre définitive. On courait alors à une défaite certaine, à moins que les gouvernements alliés, qui avaient la plus grosse part de responsabilité dans cet état de choses, n'intervinssent à temps par une décision rapide pour assurer le salut de la coalition, en affirmant l'unité de ses intérêts, et en instituant au-dessus des armées un organe supérieur, qui prendrait en main la sauvegarde de ces intérêts communs comme aussi l'emploi de l'ensemble des moyens de la coalition.

Dès le dimanche 24 mars, vers 15 heures, avant même que le général Pétain eût fait paraître l'instruction qui devait consacrer sa divergence de vues avec le maréchal Haig, j'avais de ma propre initiative demandé à voir M. Clemenceau,

président du conseil, et je lui avais remis une note écrite par laquelle j'appelais son attention sur l'évolution de la bataille en cours ; je lui exposais les dispositions militaires à prendre immédiatement, comme aussi la nécessité d'un organe directeur de la guerre, capable d'en donner les directives, et de veiller à leur exécution. Sans cela, on risquerait d'avoir, du côté de la coalition, une bataille à conséquences graves, insuffisamment préparée, insuffisamment montée, insuffisamment conduite. Ses premières paroles, après la remise de ma note, furent : Vous n'allez pas me lâcher, vous ! Je suis d'accord avec Haig et avec Pétain ; que peut-on faire de plus ? — Non, monsieur le président, lui répondis-je, je ne vous lâcherai pas, mais il faut que chacun prenne sans retard ses responsabilités, et c'est pour cela que je vous remets cette note.

Comme chef d'état-major de l'armée, j'étais le conseiller militaire du gouvernement français. A l'heure où des événements importants se passaient, je ne pouvais rester spectateur impassible devant l'imminence d'un désastre ; il importait que chacun prît ses responsabilités, et il fallait que le gouvernement français sût bien que l'ardeur patriotique de son président du conseil, son incomparable activité, et ses conversations répétées avec le général Pétain ou avec le maréchal Haig, ne pouvaient suffire à mener une grande, longue et dure bataille des armées alliées. Pour résoudre l'affaire, il fallait au plus tôt établir un organe directeur, entièrement et uniquement consacré à la conduite de la guerre alliée, choisi pour cela par les gouvernements alliés et responsable devant eux, ayant l'expérience, l'autorité, le savoir comme aussi les états-majors convenables, ou bien la lutte finissait dans la division des efforts, l'impuissance, le désastre. Ce ne pouvaient être ni le comité exécutif de Versailles, dépouillé le 14 mars de tout moyen et partant de toute autorité, ni a fortiori le conseil supérieur de guerre des gouvernements dont les décisions concertées ne manqueraient pas d'être toujours en retard sur les événements. Cette nécessité, le maréchal Haig la reconnaissait également le même jour.

Le 24 mars, en effet, vers 23 heures, alors qu'il ne pouvait plus douter des intentions qui guidaient le commandement français, il télégraphiait au chef d'état-major impérial à Londres de venir en France immédiatement, afin qu'un commandement suprême pour tout le front ouest fût nommé le plus tôt possible. Répondant à cet appel, le général Wilson débarquait à Boulogne dans la matinée du 25. Il avait été précédé dans son voyage par lord Milner, membre du cabinet de guerre britannique, arrivé la veille à Versailles, par ordre de M. Lloyd George, en vue d'adresser au cabinet un rapport personnel sur la situation. Profitant de la présence en France de ces deux personnalités anglaises, M. Clemenceau organisa une réunion au grand quartier général français à Compiègne, dans l'après-midi du 25. Malheureusement, ni le général Wilson, ni le maréchal Haig, retenus à Abbeville, ne purent s'y rendre, et il y eut, en réalité, ce jour-là, deux réunions : l'une à Compiègne, à laquelle j'assistai avec le président de la république, MM. Clemenceau et Loucheur, lord Milner, le général Pétain ; l'autre à Abbeville, entre le général Wilson, le maréchal Haig et mon chef d'état-major, le général Weygand.

À celle de Compiègne, le général Pétain exposa l'état de désorganisation profonde de la 5e armée britannique et les mesures qu'il avait prises pour venir à son secours : envoi de quinze divisions, dont six étaient déjà fortement engagées ; il déclara également que c'était tout ce qu'il pouvait faire pour l'instant, étant donné la nécessité où il se trouvait de défendre la route de Paris, menacée par la vallée de l'Oise et peut-être du côté de la Champagne. Invité de mon côté à faire connaître mon point de vue, je montrai, comme dans ma note de la veille, que le

danger pressant était du côté d'Amiens, où l'offensive allemande avait provoqué la rupture du front franco-britannique, effectué une large brèche, dont la séparation des armées britannique et française était la première conséquence, qu'il fallait rétablir à tout prix ce front et la liaison des deux armées, dût-on encourir certains risques par ailleurs. Amener le nombre de divisions nécessaires pour fermer la brèche et les amener vite, tels devaient être, à mon avis, la ligne de conduite à pratiquer et le but des efforts de tous.

Dans quelle mesure les Anglais étaient-ils en état de participer à cette tâche ? Lord Milner, en l'absence de ses conseillers militaires, ne put répondre à cette question posée par M. Clemenceau. Il proposa de tenir le lendemain 26 une nouvelle réunion avec les généraux anglais. On se séparait donc à Compiègne vers 17 heures, en fixant que cette réunion aurait lieu le lendemain à 11 heures à Dury. D'ailleurs, tandis que la conférence de Compiègne s'achevait sans qu'aucune décision n'ait été prise, le maréchal Haig s'entretenait à Abbeville avec le général Wilson, et, conscient du péril que courait l'entente du fait de la séparation des armées britannique et française, convaincu qu'il fallait à tout prix l'empêcher, il proposait au chef d'état-major impérial que le général Foch fût immédiatement nommé commandant en chef. Son avis n'était encore qu'en partie écouté.

Le général Wilson arrivait, en effet, dans la soirée même à Versailles, s'entretenait avec lord Milner, et venait ensuite me trouver à Paris vers 23 heures. Il me proposait de confier à M. Clemenceau, dont j'aurais été le conseiller technique, le soin d'assurer une coopération plus étroite des armées et la meilleure utilisation de toutes les réserves disponibles. Je n'eus pas de peine à lui faire observer combien la réalisation de ce projet serait peu souhaitable, car, bien loin de simplifier les choses, elle risquerait d'en rendre l'exécution plus difficile encore. Mes vues, développées dans cet entretien, ont été clairement résumées dans le mémorandum de lord Milner : **quant à lui, général Foch, il n'avait aucun désir de rien commander. Tout ce qu'il demandait, c'est d'être expressément autorisé par les deux gouvernements dans la mission d'assurer le maximum de coopération entre les deux commandants en chef. Il demandait, en d'autres termes, à occuper le même genre de situation que celle qu'il avait eue naguère, au moment de la bataille d'Ypres (en 1914), lorsque le maréchal Joffre l'avait chargé d'obtenir, si faire se pouvait, une collaboration plus étroite entre les Britanniques et les Français. Seulement il voulait aujourd'hui être placé dans cette situation en vertu d'une délégation spéciale et plus haute, celle des deux gouvernements alliés.** Lord Milner et Wilson s'accordaient à penser que ce serait, dans le cas présent, la meilleure solution. Tel était à peu près l'état de la question, dans la matinée du 26 mars, au moment où s'ouvrait la conférence de Doullens.

Quand j'arrivais dans cette ville, vers 11 heures et demie, le maréchal Haig recevait dans la salle de l'hôtel de ville le rapport de ses commandants d'armée auquel assistait bientôt lord Milner. La séance se prolongeait et les loisirs qu'elle fournissait me donnaient le temps de revoir les locaux modestes de l'école, où je m'étais installé avec mon état-major le 6 octobre 1914 pour poursuivre la manoeuvre qui emportait alors les armées opposées vers le nord. Elle avait abouti, comme on le sait, aux batailles de l'Yser et d'Ypres et à l'arrêt définitif de l'ennemi. Quand je me reportais à ces temps déjà vieux et que je comparais nos effectifs, nos organisations, notre armement et nos approvisionnements de 1918 à ceux de cette époque, je ne pouvais me résoudre à admettre que, puissamment renforcés comme nous l'étions en 1918, nous devions nous laisser

battre, là où dans une pénurie relative nous avons vaincu en 1914. C'était dans l'emploi combiné des moyens et dans l'application d'une solide morale que devait se trouver encore la formule du succès ; avec les moyens dont nous disposions, arrêter la marche de l'ennemi était d'abord une affaire de volonté du haut commandement. L'issue de l'entreprise n'était pas douteuse à mes yeux, à la condition de la dominer dans un esprit d'entente étroite et énergique des chefs alliés, vigoureusement orientés et entraînés sur chaque danger successif. Que n'avions-nous fait en 1914, à l'Yser et à Ypres, et dans quelles conditions ? Ces idées fondamentales, je les développais devant les membres du gouvernement français dans le jardin de l'hôtel de ville de Doullens, en attendant l'ouverture de la conférence alliée. Celle-ci commençait à 12 h. 45 à l'hôtel de ville. Y assistaient du côté français : le président de la république, MM. Clemenceau et Loucheur, les généraux Foch, Pétain, Weygand ; du côté anglais : lord Milner, le maréchal Haig, les généraux Wilson, Lawrence, Montgomery.

Dès l'abord, tout le monde fut unanime à reconnaître qu'Amiens devait être sauvé à tout prix et que le sort de la guerre s'y jouait. J'intervenais énergiquement dans ce sens. Notre front était déjà refoulé jusqu'à Bray-Sur-Somme, en arrière des lignes de 1916. Il fallait ne reculer à aucun prix. Ne pas céder sans combat un pouce de terrain, mais se maintenir coûte que coûte sur place, avec la dernière énergie, tel était le premier principe à bien fixer, à faire connaître à tous, et dont il y avait à assurer l'exécution au plus tôt, en particulier en activant l'arrivée des réserves, et en les appliquant à la soudure des armées alliées. Or les Anglais n'avaient plus de disponibilités à envoyer au sud de la Somme, à moins de les prendre dans le secteur d'Arras qui était fortement attaqué et qu'on ne pouvait songer à affaiblir. Le secours ne pouvait venir que de l'armée française.

Interrogé, le général Pétain exposa son programme. Il avait décidé d'augmenter le nombre des divisions à envoyer en Picardie ; au lieu des quinze indiquées la veille à la réunion de Compiègne, c'est vingt-quatre qu'il avait l'intention de diriger sur Montdidier. Il espérait ainsi, sans pouvoir l'affirmer, étendre son front jusqu'à la Somme ; mais cette extension ne serait que progressive et lente, parce que le transport des divisions, à raison de deux par jour, exigerait un délai assez long.

Lord Milner eut alors avec M. Clemenceau un entretien particulier, à la faveur duquel il lui proposa de me confier la direction des opérations. Le président du conseil se rallia à cette idée et élaborait de suite un texte aux termes duquel j'étais chargé de coordonner les opérations des forces alliées [autour d'Amiens](#). Le maréchal Haig, apercevant aussitôt l'étroitesse et la petitesse de la combinaison, déclarait qu'elle ne répondait pas au but qu'il poursuivait. Il demanda que celle-ci fût étendue aux forces britanniques et françaises opérant en France et en Belgique. Finalement, la formule fut encore élargie de manière à comprendre toutes les forces alliées opérant sur le front occidental, et on tomba d'accord sur le texte suivant qui fut signé par lord Milner et M. Clemenceau :

[Le général Foch est chargé par les gouvernements britannique et français de coordonner l'action des armées alliées sur le front ouest. Il s'entendra à cet effet avec les généraux en chef qui sont invités à lui fournir tous les renseignements nécessaires.](#)

À 14 h. 30, la conférence de Doullens prenait fin. Nous allions rapidement déjeuner à [l'hôtel des quatre-fils-Aymon](#) que je connaissais depuis 1914. Et c'est en nous mettant à table que M. Clemenceau m'abordait avec ces paroles : [Eh](#)

bien ! Vous l'avez votre situation si désirée ! je n'avais pas de peine à lui répondre, et M. Loucheur se joignait à moi, que prendre la direction d'une bataille grandement perdue sept jours de suite ne pouvait exciter de ma part aucun désir, mais constituait par ses risques un acte de dévouement et de sacrifice au service du pays.

Chapitre II — Les premiers actes du commandement.

Le général Foch va trouver immédiatement les chefs alliés engagés dans la bataille, 26 et 27 mars ; prise de Montdidier, 27 mars ; rétrécissement du front d'attaque allemand ; arrivée des divisions françaises. – la résistance des alliés s'affirme ; constitution de réserves françaises dans la région de Beauvais ; l'armée américaine offre sa participation à la bataille, 28 mars ; reconstitution de réserves anglaises ; installation du général Foch à Beauvais ; envoi d'une instruction générale, 29 mars ; derniers efforts allemands de part et d'autre de Montdidier, 30 mars-4 avril, et sur le canal de l'Ailette, 6 avril.

Journée du 26 mars.

Aussitôt investi de la mission qui m'était conférée par les deux gouvernements alliés, et m'inspirant de ce que j'avais déjà écrit l'avant-veille au président du conseil, je fixais mon programme d'action :

1. Les troupes françaises et britanniques resteront étroitement liées pour couvrir Amiens.
2. Dans ce but, les forces déjà engagées seront maintenues sur place à tout prix.
3. Sous leur protection les divisions françaises envoyée en renfort achèveront de débarquer et seront consacrées :
 - a) d'abord à consolider la 5. Armée britannique ;
 - b) ensuite à constituer une masse de manoeuvre dans des conditions qui seront précisées ultérieurement.

Au lieu d'une bataille anglaise pour couvrir les ports de la Manche et d'une bataille française pour couvrir Paris, nous aurons d'abord une bataille anglo-française pour couvrir avant tout Amiens, trait d'union des deux armées.

Dans ce cadre d'ensemble, j'arrêtais les mesures de détail, et, comme le temps pressait, j'allais les indiquer moi-même aux principaux intéressés. C'est ainsi qu'avant 16 heures j'étais à Dury auprès du général Gough, commandant la 5e armée britannique, et je lui prescrivais de se maintenir à tout prix sur le front qu'il occupait en y arrêtant ses troupes coûte que coûte jusqu'à ce que des forces françaises vinssent libérer une partie de son armée, en commençant par le sud. Au général Barthélemy, chef d'état-major du général Fayolle, commandant le groupe d'armées de réserve, que je rencontrais également à Dury, je remettais une instruction analogue en vue d'assurer à tout prix la protection d'Amiens. Je demandais au commandant Moyrand, officier de liaison du grand quartier général, de communiquer ces directives au général Pétain. Enfin, je téléphonais au général Debeney, commandant la 1ere armée, mes instructions sur la conduite à tenir.

Le rôle de cette armée, encore en formation face à Montdidier, était particulièrement important. C'était d'elle que dépendait à l'heure actuelle le rétablissement d'un front franco-britannique continu. Aussi, ne me bornant pas à la communication téléphonique, je me rendais de Dury à Maignelay pour y voir le général Debeney lui-même et lui préciser à nouveau sa mission : engager sans

tarder les unités dont il disposait pour relever le 18e corps britannique sur les positions où il se trouvait et remettre les unités relevées de ce corps d'armée à la disposition du général Gough qui les utiliserait comme réserves ; tenir à tout prix sur la ligne où l'on se trouvait, en se reliant à gauche aux Anglais vers Rouvroy. Dans la soirée même du 26, j'avais ainsi orienté sur mes intentions tous les chefs qui avaient des troupes engagées. Ce soir-là, d'ailleurs, le général Pétain, annulant son instruction du 24 mars, ordonnait au général Fayolle de couvrir Amiens et de maintenir la liaison avec les forces du maréchal Haig. Il prescrivait, en outre, le transport vers le groupe d'armées de réserve de dix divisions et quatre régiments d'artillerie lourde prélevés sur d'autres groupes d'armées.

Journée du 27 mars.

Après avoir passé la nuit à Paris, et toujours accompagné du général Weygand et du colonel Desticker, je reprenais le 27 au matin le chemin du front. Avant mon départ, toutefois, j'avais écrit une lettre particulière au général Pétain pour insister sur le caractère à donner à nos actions et lui demander d'en faire comprendre la nécessité aux armées françaises. Inutile de dire que, de son côté, comme chez tous ses subordonnés, j'allais trouver une admirable résolution pour marcher dans la voie de la résistance que je traçais, et qu'il nous restait à organiser. Je me rendais d'abord à Clermont au quartier général du général Humbert, commandant la 3e armée. J'y rencontrais le général Fayolle. Je répétais mes instructions, toujours inspirées de la même idée : tenir à tout prix, s'organiser sur place, n'envisager de relève que lorsque ce premier résultat serait atteint. À midi trente, je partais pour Dury voir le général Gough. La liaison entre la droite britannique et la gauche française paraissait mal établie par suite du retrait trop hâtif de certains éléments du 18e corps britannique ; aussi, je prescrivais de nouvelles mesures au général Mesple, commandant le groupement de gauche de la 1ere armée française, et je demandais au général Gough de s'assurer personnellement de nos instructions et en assurer l'exécution.

Je me rendais de là à Beauquesne chez le général Byng, commandant la 3e armée britannique. Il m'exposait sa situation. Elle ne lui inspirait pas d'inquiétude pour le moment et il se déclarait parfaitement d'accord avec moi sur la nécessité de résister sur place, en y mettant tous les moyens disponibles. Il est évident qu'en l'absence d'une réserve générale dont l'intervention eût pu rétablir d'emblée la situation, la nécessité s'imposait de ressouder au plus tôt les fractions du front allié, qui avait été brisé par l'attaque allemande et qui se trouvait forcément allongé ; d'y faire coopérer sans aucun retard les troupes en retraite, comme les renforts qui arrivaient, quelle que fût leur nationalité, toute idée de relève étant momentanément écartée. Sans cela, on ne pouvait entrevoir de plusieurs jours l'arrêt de l'ennemi. Une prompte reconstitution du front dans ces conditions, comme aussi un changement d'attitude bien résolu et simultané de la part des deux armées alliées, ne pouvaient évidemment résulter que d'une intervention directe du haut commandement allié sur les points encore menacés.

En rentrant dans la soirée à Clermont, j'apprenais que les Allemands, après avoir débouché de Roye et s'être glissés entre les 1ere et 3e armées françaises, dont la soudure n'avait pu être encore solidement réalisée, s'étaient emparés de Montdidier. Quelle que fût son importance, cet événement fâcheux était heureusement compensé par certains résultats favorables, qui permettaient d'espérer que la journée du 27 mars marquerait le point culminant de la crise, et que le danger, qui depuis une semaine menaçait si gravement les alliés, ne tarderait pas à être conjuré. Le front d'attaque des Allemands, loin de s'étendre,

diminuait chaque jour d'étendue, grâce à la solidité de la 3e armée britannique accrochée au nord au point d'appui d'Arras et de la 3e armée française accrochée au sud au massif boisé de Ribécourt-Lassigny.

Entre ces deux mûles de résistance, la poussée ennemie vers l'ouest allait se rétrécissant et s'étirant. Elle était difficilement soutenue dans ses arrières. En réalité, le terrain où elle opérait était l'ancien champ de bataille de la Somme de 1916, terrain ravagé, cahoteux et désertique, dont les communications peu nombreuses venaient d'être définitivement mises hors de service par la dernière bataille. Une offensive anémiée par ce fait devait fatalement s'arrêter le jour où les alliés auraient rétabli en face d'elle un système de résistance organisé. Or ce jour approchait. D'ailleurs, les divisions françaises, envoyées en renfort, débarquaient aujourd'hui sans interruption. Tandis que les premières allaient à notre 1ere armée, les autres constitueront, dans la région de Beauvais, une masse de manoeuvre à la disposition du haut commandement. La 5e armée anglaise allait recevoir un nouveau chef, le général Rawlinson, soldat énergique et capable, qui lui rendra la confiance. Des effectifs importants (75.000 hommes) arrivaient d'Angleterre. Trois divisions britanniques, déjà reconstituées, avaient remplacé dans des secteurs calmes des divisions fraîches, qui allaient entrer dans la bataille. Une organisation méthodique succédait bientôt au désarroi du début.

Journée du 28 mars.

Dans la journée du 28 mars, l'effort principal de l'ennemi portait sur le plateau du Santerre, entre la vallée de la Somme et celle de l'Avre. Dans ce pays de parcours facile, les Allemands réussissaient à gagner du terrain vers Amiens, en refoulant la droite de la 5e armée britannique toujours chancelante. Le général Debeney n'avait pu encore amener les forces suffisantes pour l'étayer convenablement. L'avance profonde de l'ennemi sur Montdidier l'avait, en effet, obligé à diriger de ce côté ses premières disponibilités. Celles-ci étaient intervenues avec vigueur dans la bataille et avaient même repris à l'adversaire plusieurs localités : Mesnil-Saint-Georges, le Monchel, Assainvillers ; la lutte néanmoins restait vive et le péril n'était pas entièrement conjuré. Pour y faire face, le commandant de la 1ere armée devait ajourner la relève des forces britanniques au sud de la Somme ; la 5e armée britannique, au moins pour le moment, resterait en ligne et se reconstituerait sur place. Malgré tout, il fallait que la résistance s'affirmât sur toute notre ligne. Cela devait être un dogme absolu, et je ne cessais d'en pénétrer l'esprit de tous.

C'est ainsi que le général Gough, qui projetait de replier son quartier général, le maintenait en place. Le général Pétain, écartant toute idée d'une séparation possible des forces anglaises avec celles du groupe d'armées de réserve entraînant la perte d'Amiens, prescrivait à celui-ci **de tenir à tout prix sur les positions actuelles... de refouler dès que possible l'ennemi à distance de Montdidier et d'Amiens et, en tout cas, d'assurer la liaison avec les armées britanniques.** Enfin, le général Fayolle transportait son quartier général de Verberie à Beauvais pour se rapprocher du point sensible de la bataille, la gauche de la 1ere armée française, où se faisait la jonction avec les Britanniques.

Pendant ce temps, la constitution des réserves françaises se poursuivait à l'arrière dans la région de Beauvais ; il importait d'en assurer l'organisation et le commandement. Le général Pétain, dans ce but, avait déjà retiré du front de Champagne l'état-major de la 5e armée. Il était décidé de même, au cours d'une réunion qui se tenait à Clermont dans l'après-midi du 28, entre le général Pétain,

les ministres Clemenceau, Loucheur et moi-même, que l'état-major de la 10e armée serait rappelé d'Italie. Quelques heures auparavant, le général Pershing était venu dans un élan magnifique m'offrir spontanément son concours direct en engageant immédiatement à la bataille les divisions américaines déjà instruites. Et le général Bliss, représentant américain au comité de Versailles, venait me dire dans le même sentiment : nous sommes ici pour nous faire tuer, qu'attendez-vous pour user de nous ?

Journée du 29 mars.

Dans la journée du 29, l'étendue des attaques allemandes se restreignait encore. Elle embrassait seulement la partie du front comprise entre Montdidier et la route Amiens-Péronne. Si, dans la région de Montdidier, elles échouaient à peu près complètement, ne gagnant un peu de terrain qu'au nord-ouest de la ville, elles accusaient des progrès plus sensibles entre l'Avre et la route Amiens-Péronne, où l'aile droite anglaise et le détachement Mesple étaient rejetés sur la ligne Marcelcave-Villers-Aux-Érables. Malgré ce recul, la situation des alliés n'en continuait pas moins à s'améliorer. Cinq divisions fraîches étaient arrivées à la 1ere armée ; celle-ci avait déjà pu relever entièrement le 18e corps britannique (droite de la 5e armée), et les éléments du 3e corps britannique qui combattaient encore avec la 3e armée française rejoignaient l'armée anglaise, à l'exception d'une division (la 58e), maintenue provisoirement au sud de l'Oise. Le maréchal Haig se trouvait ainsi en mesure de reconstituer ses réserves et par conséquent de réorganiser sa 5e armée tout en la maintenant en ligne. Et, après un entretien que nous avons ensemble à Abbeville sur l'importance capitale de ce dernier point, il était prescrit au général Rawlinson de maintenir à tout prix son front au sud de la Somme, ce qui ne pouvait présenter de difficulté, réduit comme il l'était actuellement. Dans la soirée du 29, j'établissais mon quartier général à Beauvais, où, depuis le matin, fonctionnait le quartier général du général Fayolle, et où le général Pétain lui-même installera un poste de commandement quatre jours après.

Fin de la bataille de Montdidier-Amiens.

Depuis la journée du 26 mars, mon activité s'était exercée au plus pressé, courant les quartiers généraux pour dicter à chacun la conduite du moment et reconstituer, en le réparant d'urgence, le front qui s'était trouvé disloqué. Aujourd'hui, une organisation méthodique pouvait présider à la résistance des forces alliées. Il y avait lieu de fixer les règles d'ensemble d'après lesquelles la bataille devait être conduite. Dans ce but, j'adressais aux commandants en chef une directive générale, synthèse des instructions de détail que j'avais données depuis le 26 mars. Le but essentiel assigné aux efforts communs restait toujours *une liaison étroite entre les armées britannique et française, notamment par la possession puis par la libre disposition d'Amiens*. Ce but était à poursuivre :

1. Par le maintien et l'organisation d'un front défensif solide sur les positions actuellement tenues ;
2. Par la constitution, au nord d'Amiens pour les forces anglaises, au nord-ouest de Beauvais pour les forces françaises, de fortes réserves de manœuvre destinées à répondre à l'attaque ennemie ou à prendre l'offensive.

Pour constituer cette masse de manoeuvre aussi fortement et rapidement que possible, *les prélèvements devaient être faits résolument* sur les fronts non attaqués. Mais, à l'heure où cette directive parvenait à ses destinataires,

l'ennemi redoublait d'efforts. Le 30 mars, il reprenait et élargissait ses attaques en opérant de part et d'autre de Montdidier, sur le front compris entre la route Amiens-Péronne et Lassigny. C'était là une seconde bataille qu'il engageait, alors que nous n'étions pas encore bien solidement établis sur nos positions ; cependant, en dépit des effectifs et des moyens mis en oeuvre, il obtenait des résultats encore inférieurs à ceux de la veille. Il ne gagnait un peu de terrain que dans la vallée de l'Avre en direction de Moreuil, et, à l'est de Montdidier, dans la région de Rollot-Roye-Sur-Matz.

Le lendemain, 31 mars, il renouvelait ses actions, mais, cloué sur place par la résistance et les contre-attaques des troupes alliées, c'est à peine s'il pouvait enregistrer une légère avance dans la coupure de la Luce, entre Moreuil et Marcelcave. Cette avance, il est vrai, affectait un point particulièrement sensible, sur la direction même d'Amiens, à la liaison franco-britannique encore peu solide. Pour y remédier, on assurait la résistance à tout prix de la 5e armée britannique sur ses positions actuelles en lui donnant les forces suffisantes pour remplir sa mission. De plus, la 1ere armée française étendait son front jusqu'à Hangard. Quoiqu'il en fût, la bataille de Montdidier-Amiens paraissait bien toucher à sa fin. Le soir du 1er avril, je pouvais écrire au président du conseil : [les initiatives de l'ennemi semblent dès aujourd'hui enrayées et paralysées](#). En fait, l'ennemi, après un court répit, attaquait encore violemment dans la journée du 4 avril les positions des 4e armée britannique et 1ere armée française entre la Somme et Montdidier. Le centre de la 4e armée britannique était rejeté sur Villers-Bretonneux. La 1ere armée française marquait de son côté, sur le plateau de Rouvrel, un recul assez sérieux, qu'elle réparait en partie par des contre-attaques exécutées le lendemain 5 avril. Mais un fait capital s'était produit, la liaison des deux armées avait été solidement maintenue dans la région de Hangard, et, pour l'assurer définitivement, le général Rawlinson était invité à employer ses réserves et son artillerie disponibles à soutenir la gauche française. Dans un ordre d'idées analogue, pour bien affirmer notre volonté de ne pas céder de terrain, je demandais au maréchal Haig d'intervenir auprès de ce général pour l'empêcher de replier son quartier général comme il en avait exprimé l'intention. Dans cette journée, j'avais eu à Beauvais les visites de Clemenceau, de Loucheur, de Winston Churchill, puis du président de la république ; c'est dire l'anxiété qui régnait dans les gouvernements alliés. Désormais, les Allemands ne pouvaient plus espérer de résultats sérieux de la bataille en cours. En face du renforcement des alliés, leurs attaques devenaient de plus en plus difficiles et coûteuses, et ils se voyaient bientôt contraints de les arrêter sans avoir pu atteindre les buts stratégiques qu'ils s'étaient proposés. Ils ne sépareront pas l'armée française de l'armée anglaise.

Pour finir sur un succès facile, ils entreprenaient, le 6 avril, la conquête du coin de terrain que la 6e armée française occupait à l'ouest de la forêt de Saint-Gobain, entre l'Oise et le canal de l'Ailette. Cette action ennemie était, du reste, tellement prévue que la 6. Armée, très en flèche de ce côté, n'avait maintenu que de faibles avant-postes au nord du canal de l'Ailette. L'attaque allemande ne trouva devant elle que des éléments épars qui reculèrent en combattant ; elle avança néanmoins avec une grande circonspection et mit quatre jours pour arriver jusqu'à l'Ailette (6-9 avril).

Chapitre III — L'accord de Beauvais.

Insuffisance des pouvoirs conférés par l'accord de Doullens au général Foch ; l'accord de Beauvais lui confie la direction stratégique des opérations sur le front occidental, 3 avril. – l'Italie adhère à l'accord de Doullens, 2 mai ; le roi des Belges, lié par la constitution de son pays, se tient théoriquement en dehors des arrangements conclus, 3 juillet. – le général Foch est nommé commandant en chef des armées alliées, 14 mai.

Tenant compte de la situation qui résultait à la fois de l'arrêt momentané de l'offensive allemande, des renseignements recueillis sur l'ennemi et du renforcement des troupes alliées au sud de la Somme, les prévisions que j'établissais alors reposaient sur les bases suivantes :

1. L'ennemi, arrêté de l'Oise à Arras, pouvait reprendre ses attaques : difficilement au sud de la Somme, plus facilement au nord. Entre cette rivière et Arras, il fallait donc organiser une défense particulièrement solide, affaire du commandement britannique. Il fallait aussi que les réserves françaises, réunies dans la région de Beauvais, pussent intervenir au nord de la Somme et que leur transport fût préparé à l'avance, affaire du commandement français ;
2. Quelle que fût l'attitude des Allemands, il nous fallait agir au plus tôt au sud de la Somme, pour éloigner l'ennemi de la voie ferrée Paris-Amiens et du noeud de chemin de fer d'Amiens, indispensables à nos communications et à nos ravitaillements.

Dans ce but, les troupes françaises auraient à exécuter une offensive dans la région de Montdidier, en vue de rejeter l'ennemi sur Roye ; les troupes britanniques, une offensive de part et d'autre de la Somme, pour dégager Amiens. On était ainsi amené à envisager pour les armées alliées une action offensive, à concevoir pour elles non plus seulement l'attitude passive et de consolidation que les événements leur avaient imposée depuis le 21 mars, mais une conduite active. Or, pour créer l'action, la diriger, l'animer, la faire entretenir par les commandants en chef, comme aussi pour aboutir à une juste répartition des forces, les pouvoirs que je détenais de l'accord de Doullens devenaient nettement insuffisants. Ils l'étaient déjà pour le cadre cependant restreint des opérations actuellement défensives ; à fortiori le seraient-ils quand, dans un avenir plus ou moins rapproché, j'aurais à juger et à décider de l'emploi stratégique des forces alliées, rénovées et accrues par le concours américain, à discerner, suivant les circonstances, le point d'application de ces forces, à répartir entre elles les missions offensives et les missions défensives, à jouer peut-être d'échanges entre le front français et le front italien.

Le simple rôle de coordinateur ne pouvait satisfaire au programme élargi qui fatalement s'imposerait demain. Il donnait trop peu d'initiative au chef qui le détenait pour lui permettre de répondre rapidement et fortement aux éventualités que lui créait la bataille défensive, ou pour lui permettre d'organiser et de monter de sérieuses entreprises offensives. Il fallait transformer ce rôle en celui d'un organe de direction. Pour faire rendre à l'organe interallié, créé à Doullens par la confiance des gouvernements, tout ce qu'on attendait de lui, il était indispensable qu'on accrût dès à présent ses pouvoirs, qu'on lui conférât la direction stratégique de la guerre sur le front occidental, qu'on affirmât son

autorité sur les commandants en chef alliés, qu'on l'étendit aux commandants en chef alliés, qu'on l'étendit à toutes les troupes qui combattaient de la mer du nord à l'Adriatique.

Une expérience de quelques jours avait suffi pour démontrer l'insuffisance de l'accord de Doullens. L'intérêt présent, comme l'avenir de la coalition, exigeaient qu'il fût remanié sans retard. C'est dans cet esprit que je posais la question au président du conseil, et je lui demandais que la décision prise à mon égard le 26 mars par les gouvernements britannique et français fût complétée. M. Clemenceau, après m'en avoir parlé dans la journée du 1er avril, décidait de réunir une nouvelle conférence à laquelle il convoquait, outre les représentants anglais et français, les représentants américains. Cette conférence se tenait à l'hôtel de ville de Beauvais le surlendemain 3 avril, et aboutissait à la résolution suivante :

Le général Foch est chargé par les gouvernements britannique, français et américain de coordonner l'action des armées alliées sur le front occidental ; il lui est conféré à cet effet tous les pouvoirs nécessaires en vue d'une réalisation effective. Dans ce but, les gouvernements britannique, français et américain confient au général Foch la direction *stratégique* des opérations militaires, les commandants en chef des armées britannique, française et américaine exercent dans sa plénitude la conduite *tactique* de leur armée. Chaque commandant en chef aura le droit d'en appeler à son gouvernement si, dans son opinion, son armée se trouve mise en danger par toute instruction reçue du général Foch.

Pour cette conférence, M. Lloyd George était venu de Londres. Après avoir débarqué à Boulogne, en nous rejoignant par automobile à Beauvais, où se trouvait également M. Clemenceau, il avait coupé les routes par lesquelles se repliaient les troupes anglaises retirées de la bataille. Il est évident que l'ordre et l'état moral de ces éléments n'avaient pu lui fournir un tableau particulièrement avantageux de la situation. Indépendamment d'un retard notable dans son arrivée, il apportait à Beauvais de noires impressions. Dans cet état d'esprit, mais reprenant toujours cette énergie et cette vivacité qui le caractérisent, il avait déclaré, au cours de la conférence, à mon égard : **le peuple anglais a confiance en vous. Votre désignation comme commandant en chef des armées alliées n'a été nulle part aussi bien accueillie que dans mon pays.** Puis brusquement, au sortir de la conférence, avec son enjouement habituel : **et maintenant pour qui dois-je parier ? Pour Ludendorff ou pour Foch ?** et moi de lui répondre avec calme : **vous pouvez d'abord parier pour moi, vous gagnerez. Pour Ludendorff, il s'agit de nous enfoncer, il n'y arrivera plus ; pour nous, il s'agit de l'arrêter, nous le ferons certainement. — Quand il s'agira plus tard de l'enfoncer à notre tour, il y aura à réfléchir, on verra ce que nous pourrons faire.** Et là-dessus notre conversation prenait fin. Bien que ne répondant pas entièrement à mes propositions, puisqu'en réalité mon autorité ne s'exerçait ni sur l'ensemble du front occidental de la mer du nord à l'Adriatique, ni sur toutes les troupes alliées qui y combattaient, la décision de Beauvais contenait néanmoins l'essentiel de ce qui était nécessaire pour mener la bataille sur le front de France, théâtre principal d'opérations, avec les armées américaine, britannique et française. Assuré de l'adhésion des gouvernements britannique et américain à la nouvelle formule, M. Clemenceau avait sans doute voulu, pour gagner du temps, limiter tout d'abord à ce théâtre d'opérations et à ces armées le domaine du généralissime interallié ; ce résultat étant acquis, il se réservait de

poursuivre dans l'avenir l'extension de l'accord de Beauvais au théâtre d'opérations italien et à l'armée italienne d'une part, à l'armée belge d'autre part. En fait la question de l'Italie fut examinée par le conseil supérieur de guerre, le 2 mai, à Abbeville.

MM. Orlando et Sonnino, au nom du gouvernement italien, déclarèrent ne pouvoir adhérer sans réserve au texte de Beauvais et proposèrent une formule transactionnelle, qui établissait une distinction entre le front italien et le commandement de l'armée italienne. Cette formule, à laquelle les autres gouvernements allaient se ranger, était la suivante :

1. Le front italien était dès à présent soumis aux pouvoirs de coordination du général Foch, tels qu'ils étaient définis par l'accord de Doullens ;
2. Le commandement supérieur de l'armée italienne ne serait par contre attribué à ce général que le jour où les circonstances amèneraient la présence au delà des Alpes d'autres armées alliées y combattant sous ses ordres, dans les mêmes conditions qu'en France.

La restriction ainsi imposée par le gouvernement italien n'en laissait pas moins au commandement interallié un droit de regard sur le front italien et la possibilité, s'il le jugeait opportun, d'utiliser le théâtre d'opérations transalpin pour la réalisation de ses plans stratégiques. En ce qui concerne l'armée belge, la question fut discutée devant le conseil supérieur de guerre, le 3 juillet, à Versailles, au moment où les armées alliées se préparaient à reprendre l'offensive en France. Comme il était à prévoir que les divisions belges seraient appelées à participer activement à cette offensive, il eût été souhaitable qu'elles fussent, comme les autres divisions alliées, à ma disposition. Mais on ne put aboutir dans cette voie, le lieutenant général Gillain, chef d'état-major de l'armée belge, ayant invoqué la constitution de son pays pour y trouver une opposition formelle. En réalité, cette attitude, qui découlait surtout d'une intransigeance de principe, ne fut pas définitive, car, quelques semaines plus tard, on verra le roi des Belges accepter sans réserve de diriger, dans les Flandres, les opérations des troupes alliées belges, françaises, anglaises, américaines, d'après les directives du haut commandement allié. Pour en terminer avec cette question du commandement allié, il convient d'ajouter qu'une décision des gouvernements en date du 2 mai, supprima le comité exécutif créé trois mois auparavant et devenu désormais sans objet. Le 14 mai, je recevais le titre officiel de commandant en chef des armées alliées en France.

Mais tout cela n'était que les pièces d'une procédure, établissant des droits sur le papier. Il restait à voir à l'action le commandement allié ainsi créé. Une fois de plus, qu'il me soit permis de dire, comme je l'ai fait après Ypres, qu'il vivra et tirera uniquement sa force de la confiance que lui accorderont les différentes armées placées sous ses ordres, de l'entente qu'il maintiendra à tout prix avec elles et entre elles, qu'il resserrera et développera dans le seul but du triomphe de la cause commune. En tout cas, aux premiers jours d'avril 1918, il n'avait pas de temps à perdre pour améliorer, avec les troupes fortement éprouvées, une situation des plus précaires encore, sur un front qui s'était étendu par suite du succès de l'ennemi.

Chapitre IV — Le rétablissement de la situation alliée à la Somme et l'effort allemand dans les Flandres.

Directive du général Foch en vue d'une offensive franco-britannique pour dégager Amiens, 3 avril. – attaque allemande dans les Flandres, 9 avril ; mouvements vers le nord des réserves françaises. – extension et renforcement du front d'attaque ennemi, 11 avril ; des unités françaises sont envoyées dans les Flandres, 12 et 13 avril ; inquiétudes de l'état-major anglais, 14 avril ; les Belges s'étendent jusqu'au nord d'Ypres, 18 avril. – attaques allemandes sur les monts de Flandre, prise de Bailleul, 15 avril ; nouvel envoi de forces françaises dans le nord, 16 avril ; les Anglais envisagent une retraite, intervention du général Foch, 16, 17 et 18 avril. – constitution d'un détachement d'armée français dans les Flandres ; glissement général des réserves françaises vers le nord, 17-23 avril. – prise de Villers-Bretonneux, 23 avril ; contre-attaque heureuse des Australiens. – nouveaux efforts ennemis dans les Flandres ; prise du mont Kemmel, 25 avril ; transport de forces françaises importantes ; repli anglais dans le saillant d'Ypres, 27 avril ; nouvelle intervention du général Foch et nouvel envoi de divisions françaises ; fin de la bataille, 8 mai. – coup d'oeil d'ensemble sur cette bataille et ses conséquences, appel fait aux divisions américaines.

Après avoir obtenu ce premier résultat de colmater rapidement et par des moyens de fortune la violente déchirure produite dans le front franco-britannique par l'offensive allemande du 21 mars, il importait d'abord de consolider le nouveau front par une organisation méthodique de la défensive et par la constitution de réserves, comme aussi d'assurer les besoins des troupes et ceux de la population, en reprenant, par des actions offensives, certaines parties du terrain conquis par l'ennemi, sans la possession desquelles la satisfaction de ces besoins restait compromise. De là, les instructions du 3 avril au maréchal Haig et au général Pétain, d'une part en vue de l'organisation d'un front solide au nord de la Somme, d'autre part en vue d'une offensive au sud de cette rivière, pour dégager Amiens :

L'ennemi est aujourd'hui arrêté d'Arras à l'Oise. Sur ce front il peut reprendre l'offensive :

- a) facilement au nord de la Somme, et en particulier dans la région d'Arras, grâce aux nombreuses voies ferrées dont il dispose ;
- b) plus difficilement au sud, les voies ferrées qu'il a conquises étant moins nombreuses que les précédentes, en mauvais état, et en partie sous notre canon...

Nous pouvions donc nous attendre :

Sur le front nord de la Somme à une offensive, peut-être même à une forte offensive ; au sud à une offensive moindre ou retardée.

Du point de vue de nos intérêts, il nous fallait éloigner le plus tôt possible l'ennemi :

1. De la voie ferrée Saint-Just, Breteuil, Amiens ;
2. Du noeud de chemin de fer d'Amiens.

Et pour cela :

1. L'attaquer au sud de la Somme dans la région de Montdidier ;
2. L'attaquer à cheval sur la Somme, de la Luce à l'Ancre.

Nous poursuivions ainsi d'ailleurs la réalisation des idées maîtresses qui avaient dirigé jusqu'ici nos opérations, affermir la liaison des armées françaises et britanniques, et couvrir Amiens. D'autre part, sans prétendre à des résultats décisifs, nous pouvions, grâce à la forme en équerre de notre front, infliger à l'ennemi un sérieux échec par une offensive sur et au sud de la Somme, qui serait la meilleure parade à son attaque possible au nord de la rivière.

... ces considérations amènent à fixer ainsi qu'il suit la tâche des armées alliées pour la prochaine période des opérations :

1. Aussitôt que possible, offensive des armées françaises dans la région de Montdidier, visant à dégager la voie ferrée Saint-Just, Amiens, et mettant à profit la forme avantageuse de notre front pour rejeter vers l'est l'ennemi dans l'Avre, et pousser vers le nord en direction de Roye ;
2. Offensive des armées anglaises à cheval sur la Somme en direction de l'est, de la Luce à l'Ancre, visant à dégager Amiens.

Il y aurait le plus grand intérêt à exécuter simultanément ces deux offensives dont les directions se conjuguent heureusement.

MM. les commandants en chef sont en conséquence priés de vouloir bien faire connaître la date à laquelle ils estiment pouvoir entreprendre ces opérations qu'il importe de faire dans le plus bref délai...

En outre, pour parer à de nouvelles tentatives de l'ennemi au nord de la Somme, il convenait de prendre de ce côté toutes dispositions défensives, tant en ce qui concernait le terrain que les réserves. Les commandants en chef britannique et français étaient par suite invités à organiser rapidement le front compris entre Arras et Albert. Dans le même ordre d'idées, le général Pétain **devait maintenir une réserve française dans la région au nord de Beauvais et en préparer le transport vers le nord...** J'avais déjà entretenu de ces questions le général Pétain dans l'après-midi du 2 avril et examiné avec lui les conditions de réalisation du côté français. Le 4 avril, le général Weygand se rendait à son tour à Montreuil pour voir avec le maréchal Haig comment l'état-major britannique comptait appliquer la directive ci-dessus. La tâche essentielle qui sollicitait actuellement l'activité du maréchal devait être la défense du front anglais de la région d'Arras aux abords de la Somme ; j'insistais particulièrement sur ce point dans une lettre que j'écrivais au commandant en chef des armées britanniques, en lui faisant observer que l'intervention des réserves françaises sur le front anglais nécessiterait encore un certain délai, et que, par conséquent, les dispositions de l'armée anglaise devaient lui permettre de durer même en présence d'une très puissante attaque ennemie. Le maréchal qui, d'après les derniers renseignements reçus, s'attendait à une forte offensive allemande sur le front Béthune-Arras, aurait désiré que le concours des troupes françaises lui fût dès à présent accordé sous forme soit d'une grande offensive destinée à détourner et absorber les disponibilités allemandes qui le menaçaient, soit d'une relève des troupes britanniques au sud de la Somme, soit encore de la constitution d'une réserve française, en zone anglaise, dans la région de Saint-Pol. Je m'entretenais avec lui de ces différentes questions, dans l'après-midi du 7 avril, à Aumale, bien désireux de lui donner satisfaction dans la mesure du possible, mais soucieux

également de ne point disperser ou dépenser prématurément les disponibilités françaises. à l'issue de cette réunion, il était décidé que quatre divisions d'infanterie et trois divisions de cavalerie françaises, prélevées sur la réserve de Beauvais, seraient remontées en zone anglaise jusqu'à l'ouest d'Amiens ; elles seraient prêtes de là à libérer des réserves britanniques, en cas de forte attaque ennemie dans la région d'Arras. En ce qui concernait la préparation de l'offensive franco-britannique à mener au sud de la Somme, les grandes lignes en étaient déjà fixées ; j'en précisais le but immédiat : reconquérir au plus tôt le front Moreuil-Demuin-Aubencourt-Warfusée, et je chargeais le général Fayolle d'établir l'entente nécessaire dans ce but entre la 1^{ère} armée française et la 4^e Armée britannique. Le lendemain 8 avril, le général Fayolle réunissait à Breteuil le général Debeney et le général Rawlinson et arrêtait avec eux les conditions de l'attaque en tenant compte des moyens réduits dont disposait la 4^e armée britannique ; cette attaque était fixée en principe au 12 avril. Mais nous étions devancés dans l'exécution de ce projet. L'attaque n'avait pas lieu à cette date. Le 9, en effet, les Allemands entamaient dans les Flandres une puissante offensive qui absorbait les réserves britanniques et une partie des réserves françaises. Dès le 10, le maréchal Haig m'informait que je ne devais plus compter sur le concours de la 4^e armée anglaise pour l'attaque au sud de la Somme ; et le général Pétain, invité à continuer la préparation d'une attaque française contre le front Moreuil-Demuin, en la prolongeant au besoin vers le nord, faisait savoir que le général Fayolle ne disposait plus lui-même de forces suffisantes pour escompter un succès. Il devait se borner à une opération de détail dans la région de Moreuil. Cette opération était exécutée avec succès le 18 avril par la 1^{ère} armée française.

L'offensive allemande dans les Flandres (9 avril)

En effet, depuis le 9 avril, une nouvelle grande bataille se livrait dans les Flandres. Ce jour-là, la VI^e Armée allemande (Von Quast), mettant en ligne neuf divisions, attaquait entre La Bassée et Armentières les positions tenues par trois divisions anglaises et une division portugaise de la 1^{ère} armée britannique (général Horne). Surprise dans une opération de relève, la division portugaise était rejetée ; une brèche s'ouvrait dans le front anglais ; l'ennemi poussait droit au centre sur Laventie, dépassait cette localité, atteignait la Lys entre Estaires et Sailly. Le 10, il poursuivait son effort au nord, vers Messines, par l'entrée en ligne de cinq nouvelles divisions ; il englobait ainsi dans son attaque la droite de la 2^e Armée britannique (général Plumer). Armentières et Messines tombaient en son pouvoir ; il franchissait la Lys sur le front de vingt-cinq kilomètres, qui s'étendait du Touquet à Estaires ; il s'avancait vers l'ouest en direction d'Hazebrouck-Saint-Omer.

Dès le premier jour de l'attaque allemande, je m'étais préoccupé de préparer l'intervention en zone britannique de la réserve française alors en voie de réunion à l'ouest d'Amiens. Dans ce but, il avait été décidé, d'accord avec le maréchal Haig, que cette réserve disposerait, pour déboucher éventuellement au nord de la Somme, des ponts de Montières, Dreuil-Les-Amiens, Ailly-Sur-Somme et Picquigny. Cette décision ne satisfaisait pas entièrement le maréchal. Encore sous le coup de la bataille de Picardie, il voyait les Allemands s'acharner derechef contre ses troupes ; il comptait sur un appui plus immédiat et plus direct des Français. Mais, si désireux que je fusse de rétablir la confiance anglaise, je ne pouvais cependant engager encore les divisions françaises en voie de réunion, sans être fixé davantage sur les véritables intentions de l'ennemi. L'attaque en cours dans les Flandres n'avait jusqu'ici comporté qu'une faible partie des

disponibilités allemandes ; les effectifs mis en ligne par l'adversaire, aussi bien que l'étendue du front et la direction nouvelle de son attaque, permettaient de supposer qu'il visait, pour le moment, moins une offensive à caractère décisif qu'une diversion destinée à attirer les réserves alliées et à couvrir une action plus importante engagée dans une autre région. Il nous fallait ménager l'engagement de nos réserves. Les moyens dont disposait le maréchal Haig devaient actuellement lui suffire. Ils comprenaient la presque totalité des divisions britanniques de deuxième ligne, auxquelles le maréchal avait fait appel. Par là, il était permis d'escompter que l'irruption allemande serait sans retard endiguée et qu'en tout état de cause aucune portion de territoire non attaquée par l'ennemi ne serait volontairement évacuée ; j'appelais tout spécialement l'attention du grand quartier général de Montreuil sur ce dernier point.

Cependant, il fallait également prévoir que l'ennemi, poursuivant son effort dans les Flandres en direction de Saint-Omer ou de Dunkerque, pourrait réussir à absorber toutes les disponibilités anglaises, et que, revenant alors à son plan initial, il développerait une offensive puissante sur Arras, en direction d'Abbeville. Il était évident que, dans ce cas, les réserves françaises présentement réunies au sud de la Somme seraient trop loin de leur champ éventuel d'action. Il nous fallait les remonter sans retard. Aussi, après en avoir entretenu le général Pétain à son poste de commandement dans l'après-midi du 10 avril, je prescrivais que la 10^e armée serait disposée à cheval sur la Somme, de Picquigny à Amiens, en direction du front Doullens-Acheux, et que, derrière elle, la 5^e armée viendrait jusqu'à la ligne Beauvais-Breteil.

Ce dispositif d'attente permettait de répondre à une double éventualité, en donnant aux réserves françaises la possibilité d'intervenir, suivant le cas, en vingt-quatre heures sur le front d'Artois et en quarante-huit heures sur celui des Flandres. Mais le maréchal Haig, impressionné par l'acharnement de l'ennemi contre les forces anglaises, n'en jugeait pas moins ces mesures insuffisantes, et, dans la soirée du 10, il m'écrivait pour demander instamment que les Français, relevant une partie du front anglais, prissent une part active à la bataille. L'anxiété qui se dégagait des lignes écrites par le maréchal m'engageait à partir d'urgence pour Montreuil ; et, après une conversation que j'eus dans la nuit avec sir Douglas, il était reconnu qu'une relève des troupes anglaises exigerait un délai que les circonstances ne permettaient pas ; que, d'autre part, une attaque allemande était toujours à craindre en Artois, et que, dans cette hypothèse, il fallait avoir le plus tôt possible au nord de la Somme un groupement de forces françaises à portée d'intervention du côté d'Arras.

Dans ce but, le général Pétain était invité à pousser, dès le 12 avril, les têtes de colonnes de la 10^e armée jusqu'à hauteur de Villers-Bocage, et, en vue de donner aux Anglais un appui matériel dans le nord, à transporter une division française, la 133^e, par chemin de fer sur Dunkerque. Les inquiétudes du maréchal Haig n'étaient point dénuées de fondement. L'ennemi, pour exploiter sans retard son succès du 9, avait élargi son front d'action. Le 11, la bataille s'étendait sur les trente kilomètres qui séparent le canal de La Bassée du canal d'Ypres à Comines ; elle se renforçait en même temps par l'arrivée de nouvelles divisions. Le 14 avril, vingt-cinq divisions allemandes seront en ligne. Cet accroissement de forces se traduisait par des progrès sensibles de l'ennemi vers Hazebrouck. Ayant franchi le canal de la Lawe, les troupes du général Von Quast s'emparaient de Locon, d'Estaires, et, plus au nord, d'Hollebeke. Dès le 12, Merville et Merris tombaient entre leurs mains et déjà leurs avant-gardes

venaient aux lisières de la forêt de Nieppe. Leur avance en profondeur atteignait ainsi dix-huit kilomètres.

En face de ce développement de la bataille, le maréchal Haig voyait ses ressources rapidement dépensées et jugeait plus que jamais indispensable le concours des Français dans les Flandres. Dans la soirée du 11, il m'envoyait à Sarcus son chef du 3e Bureau, le général Davidson, porteur d'une lettre dans laquelle il m'exposait l'épuisement des forces britanniques et concluait à la nécessité de concentrer immédiatement une masse française d'au moins quatre divisions entre Saint-Omer et Dunkerque. Dans cet entretien, il était établi avec le général Davidson que l'ensemble des réserves britanniques, y compris celles qui étaient encore à la droite de l'armée anglaise, au total dix-sept divisions, agissant avec les unités françaises en cours de transport vers le nord, devaient permettre au maréchal de rétablir la situation en avant d'Hazebrouck, à la condition de :

1. Contenir l'ennemi avec le minimum de forces en première ligne ;
2. L'arrêter définitivement sur la ligne Mont-Kemmel, Bailleul, forêt de Nieppe, vallée de la Clarence, mont Bernenchon, Hinges ;
3. Soutenir la défense par un système d'artillerie organisé, agissant en particulier sur les flancs de l'attaque.

Mais, en comprenant dans l'évaluation des moyens dont le maréchal Haig pouvait disposer sur la Lys les divisions anglaises maintenues jusqu'ici en réserve dans la région d'Arras, j'étais obligé par là même de confier la défense éventuelle de cette région aux réserves françaises, et j'étais ainsi amené à remonter la 10e armée jusqu'à la ligne Doullens, Vauchelles, qu'elle atteignait le 13 avril, après avoir passé en zone britannique. Le général Pétain, de son côté, portait vers le nord, jusqu'à hauteur d'Amiens, la 5e armée renforcée par des prélèvements sur le groupe d'armées de réserve, dont la tâche offensive n'était plus envisagée pour le moment ; il déplaçait également vers l'ouest le groupe de l'Oise (deux divisions), dont une partie venait sur la rive droite de cette rivière ; enfin il acheminait le 1er corps de cavalerie des Andelys vers Aumale. Le général Fayolle était invité à articuler immédiatement les réserves à sa gauche de manière à pouvoir, le cas échéant, soutenir la 4e armée britannique dans le secteur Luce-Somme. Enfin, le général Maistre, commandant la 10e armée, recevait des instructions concernant sa mission éventuelle sur le front d'Arras. La position principale de résistance, qui devait être tenue à tout prix en cas d'attaque ennemie, lui était fixée ainsi qu'à la 3e armée britannique ; son dispositif initial et son mode d'intervention dans la bataille lui étaient également indiqués.

Tout en prenant des dispositions d'ensemble pour préparer l'intervention éventuelle des divisions françaises entre Arras et la Somme, j'entendais aussi soutenir, dans toute la mesure du possible, le haut commandement britannique, aux prises avec les difficultés matérielles et morales de la bataille dans les Flandres. Dans la journée du 12, je décidais d'accentuer l'aide directe dont j'avais l'avant-veille jeté les premières bases. C'est ainsi que je donnais au 2e corps de cavalerie, en réserve dans la région d'Aumale, l'ordre de se mettre en route pour atteindre Saint-Omer dans la journée du 13 et y être en état de coopérer avec la 133e division française au renforcement de la 2e armée britannique. Le général Robillot, qui le commandait, venait prendre à Sarcus mes instructions, et, en lui indiquant sa mission dans le cadre général de la bataille en cours, j'insistais notamment sur le rôle de liaison qu'il aurait à remplir entre les

1ere et 2e armées anglaises. Quant au cadre général de la manoeuvre, je le concevais de la manière suivante :

1. Tenir à tout prix les deux flancs de la brèche :

a) au nord, *par l'occupation progressive de la ligne générale Mont-Kemmel, Cassel, face au sud* ;

b) au sud, *par l'occupation progressive de la ligne générale Béthune-Saint-Omer, face au nord-est*.

2. Entre ces deux flancs solidement tenus, ralentir puis arrêter l'ennemi de front par l'occupation face à l'est des points d'appui successifs du terrain.

En fait, les réserves anglaises, s'engageant jusqu'ici sur la direction la plus menacée, avaient été mises en ligne entre le canal de La Bassée et la voie ferrée Hazebrouck-Lille, c'est-à-dire sur le flanc sud de la brèche. Il fallait maintenant assurer le flanc nord, dont la défense était des plus importantes, car, si l'ennemi venait à se rendre maître des monts de Flandre et du mont Cassel, il menacerait dangereusement les forces alliées établies entre Ypres et la mer. La défense de ce flanc était confiée au général Plumer et à sa 2e armée britannique ; il importait de leur donner les moyens nécessaires pour l'assurer. C'est dans ce but qu'avait été décidé l'envoi de la 133e division et du 2e corps de cavalerie français ; mais ce secours pouvait devenir bientôt insuffisant. Aussi je demandais au général Pétain de préparer le transport vers le nord d'une autre division française prise au besoin parmi les unités en reconstitution ; ce sera la 28e division.

J'invitais de même le chef d'état-major de l'armée belge à mettre à la disposition du général Plumer celles des unités belges qui n'étaient pas indispensables à la tenue du front ; malheureusement le haut commandement belge, pour des raisons plus constitutionnelles que militaires, ne put donner suite à cette demande. J'envoyais, enfin, mon aide-major général, le colonel Desticker, à Cassel, pour poster au général Plumer des instructions, veiller à l'exécution et coordonner l'action des unités françaises transportées dans le nord. La défense du flanc sud de la brèche étant assurée, celle du flanc nord en voie d'amélioration, il s'agissait d'organiser la résistance au centre. On pouvait y pourvoir d'abord en transportant le corps de cavalerie britannique aux environs d'Aire, d'où il serait en mesure d'aider les troupes de cette région à arrêter la marche des Allemands dans la direction d'Hazebrouck.

D'autre part, tant pour arrêter l'avance de l'ennemi si elle s'accroissait vers Dunkerque et Calais, que pour mettre Dunkerque à l'abri de toute surprise, le général Pauffin de Saint-Maurel, gouverneur de la place, était invité à tendre des inondations d'eau douce de Saint-Omer à la route de Dunkerque-Furnes, par Watten et Bergues. Enfin je me rendais dans l'après-midi du 13 à Ranchicourt, quartier général de la 1ere armée britannique, et m'entretenais avec le général Horne des dispositions prises ou à prendre pour arrêter l'attaque allemande en direction d'Hazebrouck et protéger la région minière de Béthune. Le lendemain 14, dans une note que j'adressais au colonel Desticker, j'insistais pour que la défense d'Hazebrouck fût faite au plus près à la lisière est de la forêt de Nieppe. Une préoccupation du reste tenait l'état-major anglais, en présence de mon attitude réservée : *en cas d'échec nouveau, disait-il, quelle base couvrerez-vous ? Maintiendrez-vous, avant tout, la protection de Paris et de la France en abandonnant celle des ports de la Manche, bases de l'armée anglaise ? Ou bien, pour couvrir les ports de la Manche, négligerez-vous la protection de Paris ? et*

moi de lui répondre : j'entends n'abandonner ni découvrir d'aucune façon pas plus la route de Paris que celle des ports de la mer ; la première est indispensable à l'armée française, la seconde est indispensable à l'armée britannique comme aussi au salut de l'armée belge. Mais enfin, reprenait-on, si vous êtes contraint par un échec à concentrer vos forces sur l'une de ces deux directions divergentes, quelle sera celle que vous sacrifierez ? Je répliquais : je compte ne sacrifier aucune des deux directions, ni celle des ports, ni celle de Paris, car en perdre une serait réduire nos forces et nos ressources de moitié. Je m'évertue et m'acharnerai à les conserver toutes deux. La chose me semble possible à réaliser, à la condition de ne pas dépenser d'emblée toutes nos disponibilités dans la direction attaquée aujourd'hui, celle des ports.

Malgré tout, nous nous trouvions en présence de réelles difficultés par le danger d'engager nos dernières disponibilités françaises sur une partie du front anglais, alors que nous avions à redouter de nouvelles entreprises de l'ennemi sur d'autres parties du front total. C'est ainsi que, dans une entrevue à Abbeville, dans la matinée du 14, entrevue à laquelle assistait lord Milner, le maréchal Haig revint encore sur l'état de fatigue de l'armée britannique, sur la pénurie des renforts. Il demandait à nouveau que les Français relevassent les Anglais sur une partie de leur front, tandis que je devais me borner à répéter les arguments qui s'opposaient encore à cette solution : une relève, en cours de bataille, immobiliserait, pendant sa durée, à la fois les troupes remplaçantes et les troupes remplacées, et cela à un moment où les réserves alliées étaient en nombre à peine suffisant pour tenir l'ensemble du front. D'autre part, sous la menace d'une puissante attaque allemande qui pouvait se produire sur une autre partie du front, ce serait faire un bien mauvais usage des réserves françaises encore disponibles que de les condamner à un rôle définitif plus ou moins passif, alors qu'elles étaient présentement orientées et articulées en vue d'une intervention active puissante, au point que la vaste bataille révélerait dangereux.

Pas davantage je ne pouvais encore, malgré la demande du maréchal, faire remonter la 10^e armée française sur la ligne : Béthune-Lillers en la faisant suivre de la 5^e armée. Il eût été dangereux de dégager la région d'Artois, et, d'autre part, il semblait que le maréchal Haig avait pour le moment des forces suffisantes dans les Flandres. Outre les unités françaises qui lui avaient été envoyées (deux divisions d'infanterie et trois de cavalerie), il venait en effet de récupérer deux à trois divisions britanniques par suite de la réduction du front résultant de l'évacuation volontaire du saillant d'Ypres, à l'est de la ligne Bixchoote, Langemarck, Hollebecke (13-15 avril).

Soucieux, en tout cas, de soutenir le haut commandement anglais, je faisais prendre des dispositions tendant à diminuer les délais de l'intervention française dans le nord, si elle devenait nécessaire, en prescrivant à la 10^e armée d'échelonner une de ses divisions jusqu'au nord de Frévent, et d'étudier pour une autre division un dispositif analogue lui permettant d'appuyer rapidement la 1^{ère} armée britannique sur le front canal de La Bassée-Arras, ou Béthune-Hazebrouck. En outre, pour permettre au maréchal Haig d'augmenter ses réserves, je demandais au lieutenant général Gillain d'envisager et de préparer l'extension du front belge vers Ypres ; et le 18 avril, une division belge relevait, au nord de cette ville, une division et une brigade anglaises. Tandis que, par ces mesures, nous renforçons la défense dans les Flandres, l'ennemi se préparait à lui porter de nouveaux coups.

Après un répit de deux jours, pendant lesquels ses efforts s'étaient sensiblement ralentis, il repartait à l'attaque dans une nouvelle direction ; il s'était rendu compte, sans doute, qu'à continuer son avance vers l'ouest, sans s'être au préalable rendu maître de la ligne des monts de Flandre, il exposerait son flanc droit à un danger grave, et il décidait d'attaquer cette ligne avant de poursuivre sa route sur Hazebrouck et Dunkerque. Le 15 avril, dans la soirée, il lançait donc contre la 2e armée britannique, en direction du nord, de fortes attaques qui réussissaient à s'emparer de Bailleul et de Wulverghem. Le 16, il poursuivait son effort sur un front encore élargi, se rendait maître de Wytschaete et de Messines, et venait presque à distance d'assaut du mont Kemmel.

La bataille des Flandres s'étendait vers le nord, et, dès à présent, l'offensive allemande par son ampleur, sa puissance et surtout sa nouvelle direction, constituait, comme nous l'avons déjà remarqué, une menace sérieuse pour les forces alliées établies au nord d'Ypres. Ces forces, qui comprenaient en particulier l'ensemble de l'armée belge, risquaient d'être coupées de leurs arrières et d'être réduites à l'impuissance. Il nous fallait au plus tôt apporter un remède au danger qui menaçait la coalition et l'extrémité nord de son front, dans ce but, et malgré la difficulté des transports résultant de la réduction de nos voies ferrées à la suite de l'attaque du 21 mars, hâter d'abord l'envoi de réserves françaises dans les Flandres. Je prescrivais donc : au général Pétain, de préparer le transport dans la région de Bergues d'une nouvelle division prise au besoin parmi les unités en reconstitution ; au général Maistre (10e armée), de pousser, dès l'après-midi du 16, l'artillerie et les équipages de la 34e division sur Norrent-Fontès, et de se tenir prêt à transporter l'infanterie de cette division en automobile le 17 à la première heure. Ce mouvement exécuté, le 16e corps, tête de la 5a armée, devait franchir la Somme et passer aux ordres de la 10e armée, dont la mission restait celle qui avait été antérieurement définie.

Puis, afin de me rendre compte par moi-même de la situation dans les Flandres, après m'être entretenu avec le général Wilson et lord Milner à Abbeville, je partais pour Blendecques, quartier général de la 2e armée britannique. Le soir du 16, je rencontrais le général Plumer à Cappel près de Cassel, dans une entrevue nocturne où nous nous rendions avec les feux éteints, tandis que la canonnade résonnait violente aux environs, tant l'activité ennemie se multipliait actuellement en Flandre. J'y retrouvais le général Robillot, commandant le 2e corps de cavalerie français, et le colonel Desticker que j'avais envoyé à l'avance pour évaluer la situation des disponibilités britanniques. à 22 heures, nous étions de retour avec le général Plumer à son quartier général de Blendecques, d'où je téléphonais au général Weygand, à mon quartier général de Sarcus, de donner les ordres nécessaires pour que la 34e division fût, le lendemain, transportée en auto à Steenworde.

Le 17 au matin, dans une entrevue avec le lieutenant général Wilson, chef d'état-major impérial, qui partageait en cela l'avis du maréchal Haig et du général Plumer, l'état-major britannique proposait que les armées alliées des Flandres fussent repliées progressivement jusqu'à la ligne des inondations Aire-Saint-Omer-Furnes. Je me refusais à adopter une pareille mesure et ne m'associais pas davantage aux craintes que le maréchal Haig éprouvait au sujet du port de Dunkerque, dont il envisageait déjà l'évacuation et la destruction.

A mon avis, il ne pouvait, pour le moment, être question d'autre chose que d'organiser et de maintenir la résistance sur place, en faisant appel, dans la mesure des nécessités, aux réserves françaises, et en utilisant au mieux les

forces belges sur leur territoire. C'est ce même point de vue que j'exposais au roi des Belges et au chef d'état-major de l'armée belge, rencontrés dans la journée du 17, et qui inspira l'instruction laissée au général Plumer le 18, avant mon départ de Blendecques pour rentrer à Sarcus. C'est celui qui servit de base aux lettres que j'écrivais quelques heures plus tard au lieutenant général Gillain et au maréchal Haig pour leur préciser à nouveau la conduite à tenir, dans les circonstances présentes, et par l'armée belge et par la 2. Armée britannique. C'est enfin celui qu'on retrouvait dans une note générale que j'adressais aux armées alliées pour fixer les principes du combat défensif.

La notion d'une vigoureuse résistance ne devait pas exclure du reste, pour le commandement, le devoir de prévoir et d'organiser, pour le cas d'un échec, une ou plusieurs lignes de repli, comme aussi d'améliorer les organisations défensives existantes, telles que celles de la 1^{ère} armée anglaise des environs d'Arras aux environs de Saint-Omer. En même temps, dans une réunion des états-majors belge et britannique, nous faisons étudier l'ajustage des organisations successives anglaises avec les organisations existantes ou prévues de l'armée belge ainsi que la ligne de démarcation qu'il conviendrait d'adopter entre les deux armées. Enfin, dans le cas d'une offensive ennemie dirigée d'Ypres sur Poperinghe, l'emploi des réserves alliées, quelle que fût leur nationalité, britannique belge ou française, était prévu d'après un plan commun et arrêté de concert entre les commandements intéressés.

L'ensemble de ces précautions ne tardait pas à porter ses fruits.

Du 17 au 20 avril, l'ennemi, multipliant en vain ses efforts contre le front allié au sud des monts des Flandres, ne récoltait que des pertes sanglantes. Si les pertes allemandes étaient élevées, celles des Anglais ne l'étaient pas moins. Une lettre du maréchal Haig, en date du 18 avril, en montrait l'étendue. Heureusement, pour continuer la lutte, d'autres ressources allaient entrer en ligne, les réserves françaises. C'est ainsi qu'après la 34^e division transportée, comme nous l'avons vu, le 17 avril, les 154^e et 39^e divisions étaient amenées le 18 ; la 27^e division le 23. Elles formaient avec celles déjà à pied d'oeuvre un détachement d'armée du nord (d. A. N.) sous les ordres du général de Mitry. L'importance de ces forces françaises, cinq divisions d'infanterie et trois de cavalerie, comme aussi l'extension du front belge au nord d'Ypres, permettaient à la 2^e armée anglaise de retirer de la bataille sept divisions et seize brigades, et la mettaient ainsi en état de remplir sa mission. Néanmoins, pour le cas où, l'ennemi continuant son effort sans désespérer, il serait nécessaire de faire intervenir de nouvelles divisions françaises dans les Flandres, je prescrivais, dès à présent, que la 10^e armée avancerait ses têtes de colonne, le 16^e corps (31^e et 32^e divisions), jusqu'à la ligne Heuchin-Pernes, et que, tout en conservant sa mission de soutien éventuel dans la région d'Arras, elle étudierait l'intervention d'une partie de ses forces sur le front Cambrin, Béthune, Robecq. En même temps, les 46^e et 47^e divisions de la 5^e armée seraient avancées pour la suivre jusqu'à hauteur de Villers-Bocage.

Il se produisait de la sorte, par un glissement général, une extension des réserves françaises vers le nord, que justifiait la triple nécessité d'appuyer les Anglais dans les Flandres et d'agir au besoin avec eux dans la région d'Arras, tout en restant disposés pour intervenir sur la Somme. Toute menace allemande, en effet, n'était point écartée de ces deux dernières directions ; la lutte pouvait s'y rallumer d'un moment à l'autre ; l'ennemi, d'après les calculs de l'état-major français, disposait encore d'une soixantaine de divisions, dont il lui serait loisible

d'user pour tenter la séparation, jusqu'ici manquée, des forces françaises et anglaises.

En fait, le front au sud de la Somme, où depuis trois semaines régnait un calme relatif, fut subitement alerté le 23 avril. Une attaque allemande forte de huit divisions, s'avancant à la faveur du brouillard, enlevait Villers-Bretonneux à la 4e armée britannique, Hangard à la 1ere armée française, et poussait jusqu'à proximité immédiate de Cachy. L'établissement de l'ennemi à Villers-Bretonneux devait avoir pour nous les conséquences les plus fâcheuses. Il lui fournissait des observatoires et des emplacements qui lui permettaient d'entreprendre le bombardement, l'attaque et la conquête d'Amiens dans d'excellentes conditions, c'est-à-dire d'avancer grandement, suivant la ligne de la Somme, la rupture des communications des armées alliées et même la séparation de ces armées.

Villers-Bretonneux, localité importante, allait constituer en ses mains un point d'appui des plus forts, si on lui laissait le temps de l'organiser. Il nous fallait à tout prix le reprendre sans délai. Aussi, dès que la nouvelle me parvint, j'écrivais au général Rawlinson de tout mettre en oeuvre pour reconquérir Villers-Bretonneux dont la possession nous était capitale, et de s'entendre avec le général Debeney pour contre-attaquer. Le général Rawlinson entra aussitôt dans ces vues. La contre-attaque, confiée à des bataillons australiens, eut lieu dès la nuit du 24 au 25 ; elle reprit d'assaut la hauteur et le village de Villers-Bretonneux, tandis qu'à droite la division marocaine de la 1ere armée française regagnait du terrain au nord de Hangard. Pour consolider la situation de nouveau acquise, le général Debeney poursuivait le mouvement en avant, et, en même temps, le général Fayolle portait deux divisions vers le nord, pour être à même d'intervenir entre Somme et Luce. C'est qu'en effet, toutes les réserves de la droite anglaise avaient été engagées dans la lutte autour de Villers-Bretonneux ; elles y avaient subi de nouvelles pertes s'ajoutant à une usure déjà grande ; le maréchal Haig avait, dès le 24 au soir, appelé sur ce point mon attention. Il lui était donné satisfaction, non seulement en lui prêtant le concours éventuel des réserves françaises, disposées comme nous venons de le voir, mais encore en faisant relever le 3e corps britannique, droite du général Rawlinson, par la 1ere armée française.

En même temps j'invitais le général Fayolle à préparer avec la plus grande activité l'attaque de la 3e armée dans la région de Montdidier, car cette attaque, si elle était poussée au delà de l'Avre, aurait pour effet de couper les communications de l'ennemi au sud de la Somme, et par suite, de dégager la direction d'Amiens.

Au demeurant, l'effort allemand sur Villers-Bretonneux n'eut pas de lendemain. Les contre-attaques franco-britanniques, après avoir repris ce point d'appui important, s'épuisèrent de leur côté en vaines tentatives dans les journées des 25 et 26 avril, et furent définitivement arrêtées sur la ligne Villers-Bretonneux route de Hangard, le village de ce nom restant à l'adversaire. Toute l'attention de nouveau se portait dans les Flandres.

Le 25 avril, le kronprinz de Bavière a encore attaqué entre Bailleul et Ypres avec la droite de sa VIe Armée et la gauche de sa IVe. Tandis que celle-ci gagnait du terrain vers Ypres, celle-là s'emparait de Dranoutre et menaçait Locre, sur la route de Poperinghe. Au centre, le corps alpin bavarois enlevait d'assaut Kemmel et le mont Kemmel, prenant ainsi pied sur la partie orientale des collines flamandes. Le lendemain 26, la lutte se poursuivait avec acharnement sur le front Scherpenberg-Vormezeele, mais l'ennemi ne pouvait cette fois enregistrer

aucun progrès notable. Les renforts alliés, en effet, ne cessaient d'arriver ; dès le 25, c'était la 31e division du 16e corps à la disposition du détachement d'armée du nord, c'était l'autre division de ce corps d'armée, la 32e, portée sur Fauquemberges. En même temps je demandais au général Pétain de fournir deux régiments d'artillerie de campagne et douze groupes d'artillerie lourde au détachement d'armée du nord, un régiment d'artillerie de campagne à l'armée belge.

L'importance de ces renforts affirmait une fois de plus le désir d'étayer jusqu'à l'extrême limite le haut commandement britannique, en même temps que la volonté de maintenir à tout prix la défense sur place. Il n'y avait plus en effet le moindre terrain à perdre dans les Flandres. Le mont Kemmel n'est qu'à quarante kilomètres de Dunkerque. Il domine toute la plaine jusqu'à cette ville. Si l'ennemi s'y installait avec son artillerie de gros calibre, non seulement il pouvait briser toutes les résistances sur la route de ce port, c'est-à-dire gagner les rives de la Manche pour atteindre les communications avec l'Angleterre, mais encore mettre en un péril extrême l'ensemble de l'armée belge. Je ne parvenais pas cependant à empêcher que le front anglais, dans le saillant d'Ypres, fût ramené le 27 avril sous les murs de la ville, entraînant le repliement du front belge jusqu'au canal de l'Yperlée.

Repartant immédiatement pour le nord, dans l'après-midi du 27, je voyais successivement le général Plumer à Blendecques et le général de Mitry à Esquelbecq, et leur exposais, avec la gravité de la situation, les principes fondamentaux sur lesquels devait être basée la défensive dans les circonstances présentes, et j'insistais sur la nécessité de mettre toutes les troupes à leur place de bataille dès leur arrivée, avec une mission bien déterminée, les questions de cantonnement devant céder le pas aux exigences tactiques. Ceci dit, je devais me rendre compte de l'énorme usure des troupes alliées, soumises à des attaques et à des bombardements incessants, accompagnés d'un usage prodigieux de projectiles toxiques, et, pour y parer, j'ordonnais le transport dans les Flandres de trois nouvelles divisions françaises (32e, 129e, 168e), dont une partie servirait à relever le 22e corps britannique arrivé à l'extrême limite de ses forces. Je demandais, d'autre part, au général Pétain de prendre ses dispositions pour maintenir en permanence, derrière le front du détachement d'armée du nord, trois divisions françaises fraîches, tant que la violence des attaques allemandes l'exigerait, et ceci tout en laissant à quatre divisions la 10e armée, dans la région de Doullens-Saint-Pol, pour faire face à l'imprévu.

Le 29 avril, l'ennemi attaquait les monts Rouge et Noir et le Scherpenberg. Il était repoussé. Le 8 mai, il exécutait encore une attaque sur un front de trois kilomètres au sud-est de Dickebusch ; ce fut là une action isolée et sans lendemain. La bataille des Flandres était terminée. Elle avait comporté plus d'un mois d'efforts violents des plus soutenus. Si l'avance allemande représentait une pénétration moindre que celle de la fin de mars, à la Somme, c'est que son objectif, la côte, était ici plus rapproché, et que, par une fourniture plus rapide de troupes, nous étions parvenus, comme nous y étions tenus, à l'arrêter dans ses élans. Par le danger d'être jetées à la mer, elle obligeait en effet les armées alliées à combattre sur leur première ligne ; elle leur interdisait une résistance en profondeur, faute de terrain pour manoeuvrer. Par la difficulté de renforcer à temps l'extrémité nord du vaste front allié fortement ébranlé, elle avait à différents moments présenté de sérieux risques. En tout cas, si elle n'avait pas fourni à l'Allemagne les résultats stratégiques qu'elle visait, elle pouvait recommencer. L'ennemi pouvait trouver son intérêt, en reprenant sa marche

pour gagner malgré tout les côtes de la Manche et en multipliant sur cette mer ses entreprises sous-marines, à jeter le trouble dans les communications avec l'Angleterre, et à isoler la puissance britannique. Déjà elle avait obtenu des résultats tactiques, qui, pour les Alliés, se soldaient en préjudices incontestables.

Après une perte de terrain sensible, les monts de Flandre (Rouge, Noir, Scherpenberg), assise maîtresse de la défense alliée dans le nord, restaient sous la menace rapprochée des Allemands ; déjà maîtres du Kemmel. Il fallait à tout prix en assurer la conservation sous peine de voir cette défense dangereusement compromise. J'appelais donc l'attention du général de Mitry sur la nécessité, non seulement d'organiser solidement la défense des monts, mais encore d'en étendre l'occupation jusqu'au bas des pentes pour interdire à l'ennemi l'encercllement des sommets et l'abordage des cols. Des opérations de détail, exécutées dans ce but par le détachement d'armée du nord, le 4 mai, lui permirent de réaliser quelques progrès.

Je ne me lassais pas non plus d'inculquer la nécessité de la résistance sur place, coûte que coûte, sans envisager des repliements volontaires. Je retraçais une fois de plus la ligne de conduite à tenir, et je prescrivais qu'à l'avenir, si un repli important venait à être prévu, il serait préalablement soumis à mon approbation. Reprenant enfin la question dans son ensemble, je fixais, dans une note générale de principe, les règles qui devaient présider à l'organisation de la bataille défensive, afin que de l'unité de doctrine sortît chez les alliés l'unité d'action.

Une autre conséquence de la bataille des Flandres avait été de soumettre le bassin houiller de Béthune au bombardement de l'artillerie allemande. De profondes perturbations étaient, de ce chef, causées à l'exploitation de ces mines, par suite aux usines de guerre et aux chemins de fer qu'elles alimentaient. Nous pûmes y remédier par un certain nombre de mesures, dont l'armée britannique et la mission militaire française auprès du grand quartier anglais assureraient l'exécution avec vigilance. La bataille des Flandres, enfin, avait entraîné une usure considérable des effectifs. Les réserves britanniques y avaient fondu, et les prélèvements faits à leur profit sur les réserves françaises s'élevaient déjà à dix divisions.

Pour permettre au général Pétain de reconstituer celles-ci sans affaiblir ses premières lignes, j'avais obtenu du maréchal Haig que des divisions anglaises, retirées de la bataille, fussent mises en un secteur du front français pour le moment au calme ; elles y libéreraient ainsi autant d'unités françaises capables de reconstituer des réserves ; mais le mouvement ne put se faire que lentement. C'est ainsi que le général Pétain ne reçut tout d'abord que quatre divisions britanniques, formant le 9^e corps. Il fut affecté à la 6^e armée française et introduit, vers le milieu de mai, sur le front Craonne-Loivre. Des batailles qui se livraient depuis un mois, une autre conséquence, déjà mentionnée, fut le déséquilibre apporté au dispositif général des forces françaises. Au début de mai, 47 divisions françaises se trouvaient au nord de l'Oise (23 en première ligne et 24 en réserve) ; il n'en restait que 55 pour tenir de l'Oise à la frontière suisse, savoir 43 en ligne et 12 en réserve.

Le général Pétain appelait mon attention sur les dangers que présentait cette situation. Après avoir mesuré l'usure profonde de l'armée britannique, et en présence des conséquences redoutables que pouvait avoir pour les alliés, par la proximité d'objectifs décisifs, la reprise de l'attaque allemande toujours possible de l'Oise à la Lys, je maintenaient un groupement de quatre divisions au nord de la Somme, et un autre de même force au sud, sans préjudice des unités à envoyer

en Flandre pour alimenter le détachement d'armée du nord. Je faisais en même temps tout le possible pour faciliter la tâche du commandement français, en faisant appel aux troupes américaines et en demandant que les divisions américaines entrassent le plus tôt possible dans la bataille ou dans des secteurs calmes. Déjà la 1^{ère} division américaine avait été introduite le 26 avril sur le front de la 1^{ère} armée française, et elle donnait bientôt la preuve de ses capacités militaires en enlevant d'assaut le village de Cantigny (28 mai). Je demandais de même au général Pershing que ses 26^e, 42^e et 2^e divisions fussent dirigées le plus tôt possible vers le front de bataille ; que l'infanterie des 32^e, 3^e et 5^e divisions américaines fût employée à renforcer des divisions françaises revenant éprouvées de la lutte, et leur permît ainsi de rentrer rapidement dans des secteurs calmes. Je lui suggérais enfin de détacher des pilotes américains dans des escadrilles françaises, où ils poursuivraient leur dressage tout en soulageant l'effort de leurs camarades français.

Nous réduisions en même temps les exigences du détachement d'armée du nord, comme ses entreprises. Les pertes élevées qu'il subissait apparaissaient hors de proportion avec les résultats tactiques obtenus, et, tout en faisant la part des conditions sévères de la lutte soutenue dans les Flandres, notamment de l'intensité des bombardements par obus toxiques, il était évident que ces pertes étaient dues pour beaucoup à l'inexpérience de la troupe et au manque de vigilance du commandement. On était ainsi amené à prescrire au général de Mitry de hâter les rectifications de front, de manière à s'établir dans une situation défensive solide dont on lui traçait l'économie générale. On invitait d'autre part le général Pétain à reprendre l'instruction des petites unités, infanterie et artillerie, en la confiant à des généraux et officiers supérieurs, qui, ayant une connaissance complète de la guerre, avaient déjà pratiqué, en particulier au début des hostilités, le genre d'opérations avec lequel les troupes devaient être familiarisées. Cependant, malgré toute l'ingéniosité déployée par le haut commandement pour faire face aux exigences de la bataille, un problème capital dominait la situation générale des armées alliées en France, au milieu du printemps de 1918, le problème des effectifs.

Chapitre V — La question des effectifs des armées alliées en France.

Pertes de l'armée britannique au printemps de 1918 ; dissolution de neuf divisions ; interventions du général Foch et du gouvernement français ; les divisions *b* . – difficultés de reconstitution des divisions françaises ; le seul remède est dans le concours américain. – situation de l'armée américaine en France au milieu d'avril ; insuffisance des transports ; conférences de Sarcus, 25 avril, et d'Abbeville, 1er et 2 mai ; mesures prises par les alliés pour hâter l'arrivée en France des forces américaines ; concours de la marine britannique ; résultats obtenus ; organisation et instruction en France des divisions américaines.

1. Armée britannique.

À peine remise des pertes sanglantes que lui avaient causées ses offensives de 1917, l'armée britannique avait, au printemps de 1918, subi coup sur coup deux épreuves formidables : l'offensive allemande sur Arras-Amiens, commencée le 21 mars, et l'offensive allemande des Flandres, commencée le 9 avril. La première lui avait coûté plus de 120.000 hommes de perte ; la seconde avait porté ce chiffre à près de 300.000, dont 14.000 officiers. Les renforts envoyés d'Angleterre étaient loin de compenser de pareils vides, surtout pour les cadres.

On pouvait, il est vrai, escompter en juillet et en août une importante récupération des blessés des premières batailles ; on pouvait également prévoir qu'à cette époque les lois militaires récemment votées par le parlement anglais produiraient leur effet ; mais, jusque-là, comment parer au déficit énorme qui affectait les effectifs britanniques ?

Faute de trouver une solution au problème, le maréchal Haig se résignait à supprimer les divisions qu'il ne pouvait reconstituer : cinq, après l'offensive allemande de la Somme, et quatre, après la bataille des Flandres. L'armée britannique se trouvait ainsi réduite à cinquante et une divisions combattantes. La disparition d'un nombre aussi élevé de divisions avait, entre autres conséquences graves, celle de diminuer le total des réserves alliées au moment même où les disponibilités allemandes augmentaient. J'intervenais le 11 mai pour demander au maréchal Haig d'assurer la conservation de toutes les divisions anglaises et lui indiquer certains moyens qui, à mon avis, permettraient d'obtenir ce résultat ; mais ces moyens, le maréchal les déclarait impossibles à réaliser. Je l'invitais alors à reconstituer tout au moins quelques-unes des divisions dont la suppression avait été décidée, ne fût-ce que pour montrer au gouvernement de Londres l'importance qu'il fallait attacher au maintien du chiffre le plus élevé possible de divisions anglaises. Le maréchal Haig, devant cette insistance, sollicitait du war office qu'à défaut d'hommes capables de participer à des opérations actives, on lui envoyât des contingents de moindre qualité qu'il emploierait dans des secteurs calmes. De cette façon la réserve générale n'aurait pas à souffrir.

Tout en appréciant la valeur de cette proposition, je soulignais immédiatement le danger qu'elle constituerait, si, au lieu d'être considérée comme un expédient momentanée, elle allait consacrer pour l'avenir le partage de l'armée britannique en deux catégories de divisions, celles de bataille et celles d'occupation. Une telle conception, à vrai dire, était assez en faveur dans l'armée allemande ; elle n'en

était pas plus juste pour cela. Il fallait chercher, au contraire, à constituer des divisions de qualité sensiblement égale et également aptes au combat. En s'écartant de cette ligne de conduite, on encouragerait certains gouvernements à ne pas faire l'effort nécessaire, et, pour remettre de suite les choses au point, je demandais au gouvernement français d'intervenir sans retard auprès de M. Lloyd George.

Moi-même j'en entretenais le général Wilson à Abbeville, dans la journée du 20 mai. Je lui montrais la double nécessité impérieuse de reconstituer toutes les divisions britanniques et d'exclure toute distinction définitive entre elles. Le général Wilson se déclarait entièrement d'accord avec moi et m'annonçait peu après que le gouvernement anglais avait décidé d'envoyer en France 70.000 hommes de plus qu'il n'était prévu.

Sur ces entrefaites, l'attaque allemande du 27 mai contre le Chemin Des Dames fit une nouvelle brèche aux effectifs anglais : cinq divisions britanniques étaient englobées dans cette attaque et y subissaient des pertes élevées. J'écrivais aussitôt au général Wilson une lettre particulière pour lui demander d'activer le rechargement de l'armée anglaise. De son côté, le maréchal Haig m'adressait le 10 juin un programme de reconstitution de ses divisions. En lui témoignant ma satisfaction de voir résoudre une question à laquelle il attachait lui-même la plus grande importance, j'appelais l'attention du maréchal, d'une part sur le caractère provisoire qu'il convenait de donner à l'utilisation des contingents *b*, et d'autre part sur la nécessité de doter fortement en artillerie et mitrailleuses les divisions rechargées avec ces contingents.

Cependant il eût été téméraire de compter que l'armée britannique fût remise sur pied dans un avenir proche. En fait, pour recharger son outil de combat et le réajuster, il lui faudra encore des semaines. Ce n'est guère avant la fin de juillet qu'elle aura recouvré sa valeur combative, et il lui faudra attendre le commencement de septembre pour récupérer la totalité de ses unités, à l'exception toutefois de deux divisions maintenues définitivement en divisions-cadres. Ainsi, du milieu d'avril au milieu de juillet, la situation de l'armée anglaise resta des plus précaires.

2. Armée française.

Sans avoir autant souffert que l'armée britannique, l'armée française, accourue à son secours, avait, depuis le 21 mars, supporté de multiples épreuves qui n'étaient pas restées sans influence sur ses effectifs. Le front confié à sa garde s'était augmenté de cent vingt kilomètres ; elle avait fourni quatre-vingt-six engagements de divisions, et ses pertes avaient été sensibles, surtout pendant la bataille des Flandres.

Le général Pétain rencontrait, lui aussi, de grosses difficultés pour la reconstitution de ses effectifs. Les ressources dont il disposait à cet effet ne lui permettaient pas d'attendre l'entrée en ligne de la classe 1919, qui ne pouvait être utilisée qu'au mois d'octobre, et s'il avait demandé au ministre de lui rendre 200.000 hommes employés à l'intérieur aux industries de guerre, 40.000 d'entre eux seulement lui avaient été fournis. Ainsi, vers la fin du printemps de 1918, la France et l'Angleterre éprouvaient les plus grandes difficultés à récupérer dans les ressources nationales les effectifs nécessaires pour combler immédiatement les pertes que leurs armées avaient subies. Mais, à cette situation difficile il y avait un remède possible, l'appel aux États-Unis, immense réservoir d'hommes,

encore intact. Dans quelle mesure l'Amérique était-elle capable d'apporter à ce moment aux alliés l'aide immédiate dont ils avaient besoin ?

3. Armée américaine.

Au milieu d'avril, alors que la crise des effectifs franco-britanniques était particulièrement aiguë, l'armée américaine ne comptait en France que cinq divisions de combat, dont une (1^{ère}) allait rejoindre la 1^{ère} armée française, trois autres (2^e, 26^e et 42^e) tenaient des secteurs calmes du front, et la dernière (32^e) avait son infanterie répartie provisoirement dans des divisions françaises pour compléter son instruction. Cette infanterie constituait donc le seul secours direct que l'armée américaine apportait pour combler les vides de l'armée française. C'était, en y ajoutant deux régiments noirs en service dans nos divisions, un total de 23.000 hommes d'infanterie, bien loin, comme on le voit, de répondre à des besoins pressants. Dans le courant du mois d'avril, l'infanterie de deux autres divisions américaines (3^e et 5^e) devait bien arriver en France, mais elle ne pourrait être incorporée dans des unités françaises avant un délai de trois à cinq semaines. Quant à l'armée britannique, le secours que lui apportait l'Amérique se bornait, pour le moment, à l'infanterie d'une division (77^e) en cours de transport. Au total, l'ensemble des armées franco-britanniques, pour réparer des pertes très importantes en infanterie, ne pouvait escompter le secours immédiat ou prochain de plus de 70.000 fantassins américains.

La faiblesse indiscutable de ce résultat exigeait que les errements suivis jusqu'ici pour le transport en France de l'armée américaine fussent modifiés. Il fallait, avant tout, que, pendant une période de quelques mois, les États-Unis envoyassent aux alliés uniquement de l'infanterie, à l'exclusion de toute autre arme ; à cette condition seulement, les armées britannique et française trouveraient les 300 ou 350.000 fantassins nécessaires pour surmonter la crise d'effectifs qu'elles traversaient. C'est ce point de vue que j'exposais dans une note détaillée au président du conseil, en lui demandant d'intervenir auprès du gouvernement américain pour en obtenir la réalisation. Ce dernier, à vrai dire, était déjà orienté et semblait se rallier à la thèse du commandant en chef des armées alliées. Il restait à y amener le général Pershing, tout entier à l'idée de commander le plus tôt possible une grande armée américaine, sans être entièrement au courant de l'urgence des besoins actuels.

Facilement, nous nous mettions d'accord sur ce point, le 25 avril, à Sarcus, dans une conférence à laquelle assistait également le général Bliss. Après une discussion serrée, il était décidé que les transports américains à effectuer en mai et en juin seraient en principe consacrés d'abord aux troupes d'infanterie. Pour le mois de mai, la chose était déjà réglée ; pour le mois de juin, il fut admis qu'une décision définitive serait prise un peu plus tard, mais, dès à présent, il était entendu que le gouvernement de Washington préparerait le départ pour la France de l'infanterie d'au moins six divisions. Cet entretien avait en même temps fait apparaître la nécessité urgente de diriger l'effort qui se faisait aux États-Unis et de le coordonner au bénéfice de la coalition ; de le diriger, de manière à l'adapter aux nécessités successives du temps ; de le coordonner, de manière à éviter que des arrangements particuliers, comme celui conclu entre le général Pershing et lord Milner et exposé au cours de la conférence du 25 avril, n'aboutissent à l'émiettement de cet effort. Il fallait en un mot que les gouvernements alliés examinassent dans son ensemble la question des effectifs américains, et prissent d'accord les décisions voulues. C'est ce qu'ils firent à Abbeville, les 1^{er} et 2^e mai, pour aboutir aux résolutions suivantes :

1. Le gouvernement britannique s'engageait à fournir le tonnage nécessaire pour transporter des Etats-Unis en France 130.000 hommes en mai, et 150.000 en juin, *uniquement d'infanterie et de mitrailleuses*.
2. Le tonnage américain serait affecté aux transports des troupes d'artillerie, génie, services, etc.
3. Au début de juin, on procéderait à un nouvel examen de la situation afin de fixer les modalités de l'avenir.

Ces résolutions, comme on le voit, étaient de la plus haute importance. Elles donnaient pleine satisfaction, car, grâce au magnifique concours de la marine anglaise, au 1er juillet il y aura en France près de 450.000 fantassins et mitrailleurs américains, venant combler les vides des armées britannique et française, et le général Pershing, de son côté, ayant poursuivi en même temps les transports des autres armes et services à l'aide du tonnage américain, pourra bientôt constituer en France des divisions américaines autonomes. Les intérêts particuliers comme l'intérêt général de la coalition étaient ainsi sauvegardés. Alors qu'usant de ses seules ressources, l'Amérique n'avait pu transporter que 60.000 hommes en mars 1918 et 93.000 en avril, elle voyait, avec l'aide britannique, ces chiffres passer à 240.000 en mai et 280.000 en juin.

Mais, avec l'arrivée rapide de ces effectifs considérables, d'autres problèmes se posaient. Le temps manquait pour achever en Amérique l'instruction des troupes et leur organisation. On dut les reprendre et les achever en France. Or, si le problème de l'instruction fut relativement facile à résoudre, celui de l'organisation, de la fourniture des moyens de combat nécessaires à une armée moderne : équipement, armement, matériel de toutes sortes, chevaux, etc., était beaucoup plus compliqué ; il fallut le suivre de près pour éviter des erreurs, des oublis, des pertes de temps. Dans ce but, une section fut créée à mon état-major, à Paris, sous les ordres d'un aide-major général, dont la mission fut de centraliser et de coordonner toutes les questions relatives à l'achèvement de l'organisation des divisions américaines.

Chapitre VI — L'attaque allemande de Reims à Montdidier (27 mai-13 juin).

1. – l'attaque du Chemin-Des-Dames (27 mai-4 juin).

Temps d'arrêt ; les alliés préparent des contre-offensives entre l'Oise et la Somme et dans la région de la Lys. – attaque allemande contre le Chemin-Des-Dames, 27 mai ; l'ennemi s'empare de Soissons et franchit la Vesle, 28 mai ; dispositions prises par les généraux Foch et Pétain. – les Allemands, poursuivant leur offensive, atteignent la Marne ; le général Foch y envoie la 10^e armée, 30 mai. – crise de confiance dans les rangs français ; intervention énergique du général Foch, et mesures prises par lui pour renforcer les troupes engagées, 31 mai et 1^{er} juin ; arrêt des attaques ennemies, 4 juin.

Depuis le 9 mai, les attaques allemandes avaient cessé dans les Flandres, et le 18, comme nous l'avons vu, l'ordre avait été donné au général de Mitry de réduire ses forces en première ligne, de manière à augmenter ses réserves. Il avait été prescrit également au gouverneur de Dunkerque de faire baisser le niveau des inondations pour restreindre la gêne imposée aux populations. À la période des batailles, dont les canons allemands avaient marqué l'ouverture le 21 mars, succédait un calme auquel, depuis bientôt deux mois, on était déshabitué. Que cachait ce silence ?

On savait que l'ennemi avait des disponibilités nombreuses : 76 à 80 divisions, disait le 2^e bureau du grand quartier général, plus importantes encore que celles dont il disposait le jour de sa première attaque entre la Scarpe et l'Oise. Où allaient-elles surgir ? On scrutait l'horizon sans réussir à percer le mystère. Le maréchal Haig se croyait menacé d'une nouvelle offensive allemande entre Amiens et la mer, avec effort principal dans la région d'Albert ou dans celle d'Ypres. Le général Pétain penchait aussi pour cette hypothèse ; il ne craignait plus, en effet, une attaque ennemie en Champagne, et, faute de recoupements, il n'ajoutait pas foi aux dires des prisonniers, qui, dans les journées des 19 et 22 mai, déclaraient qu'une offensive allemande de grand style était en préparation entre l'Oise et Reims.

Tout en suivant de près les travaux d'investigation de mes subordonnés, je n'entendais pas que l'activité des armées alliées se limitât exclusivement à supputer et à discuter les intentions de l'ennemi. Une autre tâche s'imposait à elles, une tâche urgente, celle de se préparer à passer à leur tour à l'offensive. Seule, en effet, l'offensive leur permettra de terminer victorieusement la bataille et de reprendre, par l'initiative des opérations, l'ascendant moral. Mais il fallait que cette offensive, à l'heure où nous étions tenus à un strict ménagement de nos forces, poursuivît des résultats en rapport avec les sacrifices consentis. Deux champs d'action répondaient à une telle condition :

1. Le terrain entre l'Oise et la Somme, qui offrait les possibilités d'une attaque combinée des 3^e et 1^{er}e armées françaises avec la droite de la 4^e armée britannique, en vue de dégager la voie ferrée Paris-Amiens et le centre de communications d'Amiens ;
2. La région de la Lys, où une action combinée de la gauche de la 1^{er}e armée britannique, de la 2^e armée britannique et du détachement

d'armée du nord aurait pour objectif le dégagement du bassin houiller de Béthune et le dégagement d'Ypres.

Une fois ces deux terrains adoptés, un programme offensif des armées alliées fut adressé le 20 mai à chacun des commandants en chef. Les deux offensives devaient être préparées simultanément et sans retard. Si l'ennemi n'attaquait pas, elles fourniraient les moyens de le surprendre par une attaque puissante. S'il attaquait, elles constitueraient entre les mains du commandement une riposte qui pourrait être indispensable. De ces deux offensives, la plus importante, à ne considérer que les moyens mis en oeuvre, était incontestablement la première, celle d'entre Oise et Somme. Elle avait été mise à l'étude dès mon entrée en fonctions à Doullens ; le général Pétain et le général Fayolle s'y étaient attachés, afin que l'entreprise fût montée en vitesse autant qu'en force.

La coopération de l'armée britannique était réglée dans une lettre particulière au maréchal Haig. La préparation de l'offensive de la Lys était beaucoup moins avancée. Le maréchal, nous l'avons vu, avait déjà pris ses dispositions pour attaquer en direction de Merville-Estaires, mais il avait, par contre, tout à préparer dans la région du Kemmel et d'Ypres, et il était à prévoir que la période de préparation durerait assez longtemps. Il fallait, en effet, réorganiser les troupes qui sortaient à peine d'une dure bataille et constituer une base de départ sur des positions encore mal établies. Il fallait aussi opérer un regroupement des forces alliées dans les Flandres, où les nécessités d'une rapide intervention avaient entraîné notamment un mélange de divisions françaises et anglaises, préjudiciable à l'exercice du commandement.

Les choses en étaient là quand, soudain, on apprit qu'une nouvelle offensive était à la veille de se déclencher, et que cette fois elle viserait le front français. Dans l'après-midi du 26 mai, des prisonniers allemands déclaraient qu'une attaque contre le Chemin-Des-Dames aurait lieu dans la nuit suivante, après une courte préparation d'artillerie commencée à une heure du matin. Le renseignement était exact. à l'heure dite, l'artillerie allemande entamait sur le front Reims-Coucy-Le-Château, et sur une profondeur de dix à douze kilomètres, un bombardement d'une extrême violence, avec emploi massif d'obus toxiques ; on comptait, dans certaines parties, plus de trente batteries par kilomètre. À 3 h. 40, l'infanterie ennemie partait à l'assaut sur l'espace de cinquante-cinq kilomètres qui s'étend de Brimont à Leuilly, et, précédée par un barrage roulant très dense, appuyée en quelques points par des chars d'assaut, elle pénétrait d'un seul élan, profondément, dans le dispositif français. La surprise avait été à peu près complète, et elle était importante.

Trente divisions allemandes (VIIe armée, général von Boehn et droite de la 1ere armée, général von Below), dont le transport à pied d'oeuvre et la concentration étaient restés inaperçus du côté adverse, se ruaient à la conquête du Chemin-Des-Dames, et cette puissante masse d'attaque ne trouvait devant elle que sept divisions alliées, quatre françaises et trois britanniques, en première ligne, soutenues en arrière par deux divisions françaises et une division anglaise. Elle eut facilement raison de leur résistance. Au centre notamment, les 22e division française et 50e division britannique furent littéralement submergées sous le flot allemand. Rapidement maître du plateau où court le Chemin-Des-Dames, l'ennemi poussa jusqu'à l'Aisne. à 10 heures, il était en possession de cette rivière, de Vailly à Oeuilly.

Malheureusement, le commandant de la 6e armée avait dès le début de l'attaque envoyé la presque totalité de la 157e division, qui se trouvait sur l'Aisne, au secours de la première position, et laissé ainsi à peu près sans garde, sur un large front, la position de sûreté si importante de l'Aisne. Un hasard fatal voulut que les Allemands fissent leur effort principal de ce côté. Ils abordèrent ainsi la rivière sans coup férir, et purent, grâce à la rapidité de leur avance, s'emparer de tous les ponts entre Vailly et Pontavert, avant même que les dispositifs de rupture fussent chargés.

Dès lors, la situation était grave pour nous. À 11 heures du matin, il était impossible de garder quelque illusion. Les trois divisions en réserve encore disponibles furent données aux corps d'armée et employées contre les deux ailes de l'attaque allemande pour essayer tout au moins de l'endiguer ; mais, au centre, dans une brèche de quinze kilomètres d'ouverture, l'ennemi, libre de ses mouvements, courait à la Vesle et l'atteignait dans la soirée, entre Courlandon et Braine ; seul, Fismes lui était encore disputé par les premières unités d'une division française (13e) rapidement amenée en auto. Ici se renouvelait l'erreur que nous avons déjà vu se produire à la Somme le 23 mars.

Une ligne d'eau située à une dizaine de kilomètres de la première position ou plus, comme l'Aisne ou la Somme, constitue un obstacle qui arrête l'attaque ennemie victorieuse, l'oblige à renouveler une action d'artillerie méthodique, pour peu que le défenseur ait pris des dispositions de sûreté sur cette ligne, comme de laisser à chaque pont une compagnie ou même une section, un détachement uniquement chargé de défendre et de couvrir le passage. À l'abri de cette occupation permanente, la troupe de la première ligne, rejetée et emportée en désordre par la violence de l'attaque, peut s'écouler par les passages, se remettre en ordre en arrière de l'obstacle sans être poursuivie, et reprendre toute sa force. L'ennemi, parvenu devant la ligne d'eau, est obligé pour la forcer de monter une nouvelle attaque d'artillerie, et c'est toute une opération à recommencer pour lui. Que l'on ne dise pas que les détachements maintenus à la rivière vont manquer à la bataille de la première ligne. Par leur peu d'importance ils ne constituent pas une force sérieuse par elle-même, d'un effet appréciable dans cette bataille si on les y engage à l'improviste. Par contre, malgré leur peu d'importance, établis à la rivière, ils tirent une puissance particulière de leur rôle nettement déterminé en des points organisés du champ de bataille, aux passages de l'Aisne ou de la Somme. Ils mettent un terme à la poursuite ennemie et permettent aux troupes repoussées le rétablissement d'une résistance derrière une ligne bien tracée. Au total, s'assurer en tout temps, par un service de garde fortement organisé la disposition des points de passage de la rivière est une précaution indispensable au commandement qui veut garder sa liberté d'action au delà de la rivière, ou sur la rivière. Elle avait été perdue de vue sur l'Aisne comme sur la Somme. Dans l'après-midi du 27, le général Pétain m'avait mis au courant de ses dispositions pour parer d'urgence à la gravité de la situation.

Le quartier général de la 5e armée, six divisions d'infanterie, le 1er corps de cavalerie à trois divisions, quatre régiments de 75 porté, trois régiments et six groupes d'artillerie lourde à tracteurs, ainsi qu'un groupement de la division aérienne, étaient déjà en cours de transport. La moitié des divisions d'infanterie et deux divisions de cavalerie interviendraient dans la bataille dès le lendemain matin.

Le 28, l'ennemi, ayant bousculé les quelques éléments qui lui étaient opposés dans la région de Fismes, franchissait la Vesle sur un large front et s'installait sur les plateaux au sud de la rivière, sans du reste chercher à pousser plus loin. D'autre part, mettant à profit la brèche ouverte devant son centre, il combinait les attaques frontales avec des attaques à revers, et faisait tomber ainsi la résistance rencontrée aux deux ailes. À l'est, par une progression rapide dans les vallées de la Vesle et de l'Ardre, il rejetait le 9^e corps anglais sur les hauteurs de Saint-Thierry et de Savigny ; à l'ouest, il enlevait à notre 11^e corps les plateaux dominant Soissons au nord-est et pénétrait même dans cette ville à la nuit tombante. Vainement le général commandant la 6^e armée française avait-il jeté au-devant des Allemands les bataillons qui lui arrivaient, au fur et à mesure de leurs débarquements ; quatre divisions d'infanterie et deux divisions de cavalerie, engagées de la sorte dans la journée du 28, avaient été impuissantes à combler une brèche qui s'agrandissait d'heure en heure. Il fallait de toute urgence amener d'autres forces, et le général Pétain me rendait compte le 28, à Provins, qu'en plus des réserves dont il m'avait annoncé la veille le déplacement, il avait donné l'ordre de transporter sur le groupe d'armées du nord dix divisions d'infanterie, quatre régiments d'artillerie lourde, trois régiments de 75 porté ; qu'il avait d'autre part prescrit au général Fayolle de retirer de son front quatre divisions d'infanterie, et de diriger sur Creil et Chantilly le 2^e corps de cavalerie. C'était, en définitive, la presque totalité des disponibilités françaises qui était mise en route vers la bataille. La détermination ainsi prise par le général Pétain répondait aux nécessités premières devant lesquelles il se trouvait et je ne pouvais tout d'abord que l'approuver. Mais elle avait, au point de vue général, des répercussions auxquelles il nous fallait aussitôt parer dans toute la mesure du possible. Ainsi, la 5^e armée tout entière, son état-major et les quatre divisions qui la composaient, était envoyée au sud de l'Oise ; or, avec elle, disparaissait l'un des deux groupements français formant réserve générale en zone anglaise. De là découlait pour le maréchal Haig la nécessité de se mettre en mesure de parer à une offensive allemande en faisant presque uniquement état de ses propres forces, et, pour cela, de constituer une réserve générale britannique, susceptible d'être appliquée au moment et au point voulus. Je l'y invitais par une lettre du 28 mai.

Je prescrivais en même temps au commandant de la 10^e armée de tout mettre en oeuvre pour que l'intervention éventuelle, sur une partie quelconque du front anglais, des forces françaises réduites aux quatre divisions de son armée, pût se produire à temps et juste. Enfin, pour faciliter au général Pétain la constitution de nouvelles disponibilités, j'ordonnais au général de Mitry de remettre dans le plus bref délai les éléments non endivisionnés du 36^e corps à la disposition du grand quartier général et de prendre ses dispositions pour retirer une division du front par extension des autres. L'ennemi, après s'être arrêté délibérément le 28 sur les plateaux au sud de la Vesle, sans poursuivre son avance au delà dans le champ libre, relançait son attaque, le 29, avec un caractère plus violent encore que dans les journées précédentes. Ce jour-là, son centre prononçait un effort puissant en direction d'Oulchy-Le-Château, Fère-En-Tardenois, Ville-En-Tardenois, et, ne rencontrant devant lui que de faibles unités françaises, impuissantes à lui disputer le terrain et déjà sérieusement éprouvées, il avançait rapidement sur un front de vingt-cinq à trente kilomètres, et atteignait dans la soirée les hauteurs qui dominent la rive nord de la Marne, entre Château-Thierry et Dormans.

Sa droite faisait de même un effort vigoureux contre la région de Soissons, mais là elle rencontrait une résistance beaucoup plus affirmée. Elle réussissait néanmoins à rejeter la défense française à l'ouest de Soissons et sur les plateaux au sud de la ville. À leur gauche, les attaques allemandes étaient moins fortement montées, mais, bénéficiant de l'avance réalisée vers la Marne, elles obligeaient les troupes alliées à reculer vers la grand'route de Reims à Ville-En-Tardenois. On cédait ainsi du terrain sur toute la ligne, et la 6e armée, voyant fondre, au fur et à mesure qu'elle les jetait dans la bataille, les divisions qui lui étaient envoyées, continuait à se trouver dans un état d'infériorité si inquiétant que le général Pétain se demandait s'il réussirait à obtenir les résultats qu'il poursuivait, à savoir l'intégrité de la Marne, le maintien en notre possession de la montagne de Reims et des plateaux au sud de Soissons. Le 29 à midi, devant le développement croissant de l'offensive allemande, il me demandait de mettre à sa disposition la 10e armée et de faire opérer par les Anglais et les Belges la relève du détachement d'armée du nord.

Je ne pouvais déférer entièrement à cette requête. Malgré la puissance de l'attaque déclanchée au sud de l'Aisne, l'ennemi avait encore des disponibilités suffisantes pour mener une autre offensive dans la région de la Somme et au nord. En prévision de cette éventualité, il eût été prématuré d'enlever la 10e armée de la zone britannique ; mais, tout en les maintenant dans la région où elles étaient, les unités qui la composaient furent rapprochées de quais d'embarquement favorables. D'autre part, j'obtenais du général Gillain que l'armée belge, relevant la gauche anglaise, étendit son front jusqu'aux abords immédiats d'Ypres, de manière à permettre la constitution de nouvelles réserves britanniques. Pour lui faciliter la tâche, la 2e armée anglaise mettait à sa disposition un certain nombre de batteries et lui fournirait éventuellement un large appui de ses réserves. Mais je prévenais le maréchal Haig que la 10e armée française pourrait être appelée à quitter la zone anglaise, et je l'avertissais en même temps, qu'au cas où l'ennemi engagerait toutes ses forces disponibles contre le front français, je pourrais être amené à faire appel au concours de la réserve générale britannique que le maréchal venait de constituer.

Entre temps, pour fournir au groupe d'armées du nord les divisions qui lui étaient indispensables, le général Pétain avait dû puiser dans le groupe d'armées de réserve, et, malgré les dangers d'un pareil expédient, il avait ordonné au général Fayolle de mettre en réserve sept à huit divisions. Celui-ci ne pouvait le faire qu'en dégarnissant son front et en se dépouillant de ses réserves propres, au total en affaiblissant un point particulièrement sensible, la soudure entre les armées britannique et française. Pour remédier dans la mesure du possible à cette cause de faiblesse, je confiais au maréchal Haig le soin d'étayer la droite de la 4e armée anglaise au sud de la Somme et de garantir étroitement sa jonction avec la 1ere armée française. On voit, par là, combien la situation était tendue et combien la pénurie d'effectifs, dont nous avons déjà parlé, se faisait cruellement sentir. Le 30 mai d'ailleurs, les attaques allemandes se poursuivaient avec la même violence ; leur effort principal se faisait encore sentir au centre, d'une part dans la direction de la Marne qu'elles atteignaient sur tout le front de Château-Thierry à Dormans, d'autre part, dans la direction de l'Ourcq et de la forêt de Villers-Cotterets, où la 6e armée française marquait un recul sérieux. De même, au nord de Soissons, les Allemands gagnaient de nouveau du terrain et rejetaient les Français sur le plateau de Nouvron. Du côté de Reims seulement, la situation tendait de plus en plus à se stabiliser, par suite de l'entrée en ligne de la 5e

armée française, qui facilitait grandement l'organisation du commandement de la défense.

Le champ d'action de l'ennemi semblait se limiter, pour le moment, au terrain compris entre la Marne de Dormans et l'Oise de Noyon ; mais, sur cet espace de plus de cent kilomètres de front, la bataille était durement menée. La direction suprême faisait donner ses réserves ; six nouvelles divisions venant du groupe d'armées du kronprinz de Bavière étaient identifiées dans la journée du 30, et l'aviation, de son côté, signalait de grosses colonnes allemandes se portant vers l'ouest en direction générale de Paris. C'était par suite de ce côté que le général Pétain, après avoir organisé solidement la défense de la rive sud de la Marne, décidait de porter tous ses efforts, et, pour les seconder, j'ordonnais le transport immédiat de la 10^e armée et de ses quatre divisions, de la zone britannique vers la Marne. Ce déplacement s'imposait d'autant plus que des renseignements nombreux et précis affluaient au grand quartier général français, faisant prévoir une extension de l'attaque allemande jusqu'à l'ouest de l'Oise, de Noyon à Montdidier. La direction suprême, à n'en plus douter, voulait s'ouvrir à tout prix la route de Paris.

En fait, le 31 mai, les combats les plus acharnés se livraient entre la Marne et l'Oise ; les troupes françaises, encore insuffisantes en nombre, reculaient profondément dans la vallée de l'Ourcq et se voyaient rejetées jusque sur les avancées de la forêt de Villers-Cotterets, tandis qu'au nord de Soissons, elles étaient contraintes d'abandonner le plateau de Novron. À la demande pressante du général Pétain, tendant à la mise à sa disposition d'une partie des divisions du détachement d'armée du nord, des divisions américaines à l'instruction en zone britannique, et à l'envoi en arrière du groupe d'armées de réserve de quelques divisions anglaises disponibles, il ne pouvait être donné satisfaction pour le moment, car la possibilité d'une attaque allemande sur le front britannique subsistait toujours. La présence constatée sur la Marne de quelques unités provenant du groupe d'armées du kronprinz de Bavière n'était pas encore suffisante pour en faire rejeter l'hypothèse. Au surplus, l'arrivée prochaine au groupe d'armées du nord de la 10^e armée, de deux nouvelles divisions américaines instruites (3^e et 5^e), s'ajoutant aux divisions que le général Pétain venait de prélever sur le groupe d'armées de réserve et sur le groupe d'armées de l'est, devait permettre de rétablir les affaires, à la condition toutefois qu'une ligne de conduite fût bien arrêtée à tous les échelons, que les ordres fussent établis en conséquence et que leur exécution fût suivie avec la plus grande énergie. Cette considération, à mon avis, dominait à l'heure présente la situation, et seule elle permettrait de conjurer la crise. C'est ce que je déclarais nettement au général Pétain et au général Duchesne, dans l'après-midi du 31, à Trilport.

Cependant, tout en rappelant le commandement à une tâche essentielle, il n'en fallait pas moins continuer de prévoir les ressources à lui fournir. Dans la même journée du 31 mai, recevant à Sarcus le maréchal Haig, je l'entretenais de l'emploi éventuel dans des secteurs français des divisions américaines qui s'instruisaient à l'armée anglaise, du départ possible de deux divisions du détachement d'armée du nord, du concours que l'armée britannique pourrait être appelée à fournir dans le cas d'une offensive ennemie puissante contre le front français, et des dispositions qu'il convenait d'envisager dès maintenant pour préparer ce concours.

Le 1er juin, l'ennemi continuant sans relâche ses attaques faisait encore des progrès importants, d'une part entre la Marne et l'Ourcq, d'autre part vers la forêt de Villers-Cotterets dont il abordait les lisières orientales. Le général Pétain, estimant que des remèdes urgents s'imposaient de plus en plus en face de la gravité de la situation, m'écrivit de nouveau pour me redire la difficulté où il se trouvait d'alimenter la bataille et pour me réitérer ses demandes de la veille concernant les divisions américaines et les divisions britanniques. À cette lettre, il joignait un rapport du général de Castelnau rendant compte que, si les Allemands attaquaient en force le front du groupe d'armées de l'est actuellement démuné de toutes réserves, il n'aurait d'autre parti à prendre **que de retirer aussi rapidement que possible les divisions non attaquées, de les regrouper et de manoeuvrer pour contenir l'ennemi, en attendant mieux.** Tout cela était bien l'indice d'une crise de confiance, telle que je l'avais signalée, notamment dans mon entretien du 31 mai à Trilport et telle que je l'avais déjà constatée dans les semaines précédentes et dans des circonstances analogues chez certains Britanniques. Une fois de plus, il me fallait stimuler les énergies.

Le 2 juin, après avoir vu et entretenu à Pomponne le général Pétain, je lui laissais la note suivante qui résumait notre conversation :

1. La ligne de conduite à pratiquer par le commandement français est d'arrêter à tout prix la marche de l'ennemi sur Paris, en particulier par la région nord de la Marne ;
2. Le moyen est la défense pied à pied du territoire dans cette direction, avec la dernière énergie ;
3. Il importe pour cela d'assurer avant tout l'établissement des ordres qui doivent régler la conduite des troupes conformément à cette ligne de conduite ; de veiller à l'exécution stricte de ces ordres, en remplaçant tout commandement coupable de faiblesse.

Et pour redresser la confiance, j'ajoutais :

4. Toutes les troupes alliées sont orientées dans le même sens et seront engagées dans la bataille suivant les possibilités des transports.

À cet égard, je prenais du reste des mesures importantes.

Il était décidé, d'accord avec le général Pershing, d'envoyer sur le front français cinq divisions américaines à l'entraînement dans l'armée britannique, pour relever des unités françaises dans des secteurs calmes et les rendre ainsi disponibles pour la bataille.

Il était demandé au maréchal Haig d'acheminer par voie de terre trois divisions de sa réserve générale à l'ouest d'Amiens, où elles seraient en mesure d'agir, soit au profit de l'armée britannique, soit au profit de l'armée française en cas de besoin. Enfin, pour me rapprocher du grand quartier général français, je m'installais d'abord à Mouchy-Le-Châtel (1er juin), puis à Bombon (5 juin).

En faisant connaître ces décisions, j'insistais derechef sur la nécessité d'organiser la bataille et de faire appel sans aucun retard à **l'énergie et à l'activité résolues de tous les chefs.** Du reste, l'arrivée de nombreux renforts français, une répartition judicieuse de notre commandement sur le champ de bataille, comme aussi la fatigue de l'adversaire, devaient tendre de plus en plus à stabiliser la situation entre l'Oise et la Marne. Déjà, les 2 et 3 juin, les Allemands

n'avançaient plus que péniblement au sud de Soissons, et, le 4 juin, après s'être heurtés partout à un front solide, ils arrêtaient leurs attaques. Une autre bataille était en préparation, à l'ouest de l'Oise, entre Noyon et Montdidier.

2. – L'attaque allemande entre Noyon et Montdidier (9-13 juin)

Préparatifs allemands à l'ouest de l'Oise ; les mesures préparatoires prescrites par le général Foch pour y répondre provoquent une protestation du maréchal Haig ; conférence de Paris, 7 juin ; dispositions prises par le haut commandement allié à la veille de l'attaque ennemie. – l'attaque allemande du 9 juin, son avance dans la vallée du Matz. – contre-offensive du général Mangin, 11 juin ; arrêt de l'offensive allemande, 13 juin.

La bataille, que les Allemands préparaient ainsi, faisait en réalité partie du plan d'action dont la mise à exécution avait commencé le 27 mai, et qui visait, à l'origine, une action d'ensemble sur tout le front compris entre Reims et Montdidier. Faute de moyens suffisants en artillerie lourde et en minenwerfer, la direction suprême n'avait pu exécuter cette attaque d'un seul tenant, et elle avait dû se résigner à procéder à deux opérations successives : l'une, à l'est de l'Oise, ce fut l'attaque du 27 mai sur le Chemin-Des-Dames, l'autre, à l'ouest de la rivière ; elle ne pouvait être lancée qu'après le déplacement de l'artillerie qui avait servi à la préparation de la première. Mais, pour la seconde opération, les Allemands ne bénéficiaient plus des mêmes avantages que pour l'autre. La nécessité d'aller vite les obligeait à négliger les précautions minutieuses, qui leur avaient permis de dissimuler à la perfection leurs préparatifs d'attaque du 27 mai ; aussi leur nouveau dessein fut-il rapidement percé à jour par l'aviation et le service de renseignements français. Dès le 30 mai, le général Pétain était fixé sur les grandes lignes du projet ennemi ; un seul point restait encore obscur, l'importance des moyens que l'adversaire mettrait en oeuvre. Théoriquement elle pouvait être considérable. D'après les calculs de l'état-major français, le haut commandement adverse, qui disposait alors d'une soixantaine de divisions en réserve, aurait pu lancer entre l'Oise et la Somme une offensive de quarante-cinq divisions, plus forte encore par conséquent que celle déclanchée le 27 mai contre le Chemin-Des-Dames, très supérieure en tout cas au total de nos forces disponibles.

En réalité, la XVIII^e armée allemande (général von Hutier), qui fut chargée de l'opération, ne mit en première ligne que treize divisions, sur un front de trente-quatre kilomètres. Elle trouva devant elle les sept divisions de première ligne de la 3^e armée française (général Humbert), soutenues par cinq divisions en deuxième ligne ou en réserve, et pouvant être appuyées par sept autres divisions d'infanterie et trois divisions de cavalerie, qui se trouvaient réunies plus en arrière entre Beauvais et Senlis. Comme on le constate, ces forces étaient suffisantes, tout au moins au début, pour tenir en échec l'attaque allemande ; mais, dans l'incertitude où l'on était touchant le développement possible de celle-ci dans les jours qui la précédèrent, il avait fallu, de notre côté, prévoir largement l'avenir. Dans ce but, j'avais, le 4 juin, prévenu le maréchal Haig que si l'ennemi poursuivait sans répit sa manoeuvre en direction de Paris, entre Marne et Oise, ou s'il la développait sur un plus large front, entre Château-Thierry et Montdidier par exemple,... toutes les forces alliées en France auraient à concourir à la bataille qui déciderait vraisemblablement du sort même de la guerre... Je l'invitais, dans cette hypothèse, à préparer dans le détail le transport vers le front de toutes ses disponibilités, réserve générale et réserves partielles, comme aussi à prévoir une réduction éventuelle de ses forces en première ligne.

Cette demande fut la cause d'un malentendu avec le grand quartier général anglais. Le maréchal Haig, qui, conformément aux instructions précédentes, avait ordonné le mouvement de trois de ses divisions (22^e corps) vers la Somme à l'ouest d'Amiens, et qui, d'autre part, redoutait toujours une attaque entre la Lys et la Somme, protesta formellement **contre le fait de soustraire à son commandement une partie quelconque de l'armée britannique** aussi longtemps qu'une menace ennemie pèserait sur lui, et il en appela à son gouvernement en vertu de l'accord de Beauvais. Une réunion avait lieu le 7 juin, à Paris, chez le président du Conseil, réunion à laquelle assistèrent M. Clemenceau, lord Milner, le maréchal Haig, les généraux Wilson, Lawrence, Weygand et moi-même. Lord Milner y déclara que le gouvernement anglais, ému comme le maréchal Haig de l'appel fait aux réserves britanniques, avait sollicité la convocation de cette conférence. Je n'eus pas de peine à faire observer que je n'avais nullement touché aux réserves anglaises, que tout ce que je demandais jusqu'ici au maréchal, c'étaient des prévisions et des préparatifs, et qu'au surplus je n'avais aucunement l'intention de démunir celui-ci de ses réserves avant que la nécessité ne s'en fit réellement sentir.

L'incident fut aisément réglé ; mais ne montre-t-il pas à quel point le commandement d'armées coalisées se heurte parfois à des difficultés inattendues, du fait qu'on ne se comprend pas facilement d'une armée à l'autre ? Un orchestre important ne met-il pas toujours un certain temps à accorder ses instruments ? Et quand il est formé de provenances diverses, n'y a-t-il pas un diapason à faire intervenir ? À la fin de cette même réunion, où d'autres éventualités furent envisagées, le général Wilson, reprenant une question soulevée lors de la bataille des Flandres, me demanda, entre autres, quelle serait ma ligne de conduite à l'égard des armées britanniques, si le développement de l'offensive allemande venait à menacer à la fois Paris et les bases maritimes anglaises. Et moi de lui répéter que j'entendais assurer à la fois la liaison des armées anglaise et française, la défense de Paris et la couverture des ports, chacune de ces conditions étant nécessaire au succès de la guerre.

En fait, et sans parler de l'inquiétude des populations et par suite des gouvernements, l'ennemi était près d'atteindre un de ses objectifs principaux, Paris ou les ports de la Manche, et du côté allié nous étions pour le moment réduits à la défensive avec toutes ses perplexités, ses coups plus ou moins inattendus, les inquiétudes qu'elle répand partout, les incertitudes qu'elle provoque chez les chefs qui subissent ou attendent l'attaque et qui voient le danger incessant là où ils se trouvent ; tout autant de causes morales qui affaiblissent les forces déjà usées, limitées de par elles-mêmes à la suite des événements d'une guerre violente et de près de quatre ans. Heureusement, sous tous nos drapeaux, le soldat était bien résolu aux sacrifices nécessaires pour que le monde ne vît pas le retour d'abominations pareilles à celle qu'il avait subies. Les chefs de gouvernement, Clemenceau et Lloyd George, dépensaient une patriotique ardeur à soutenir la lutte ; le président Wilson, engagé tardivement dans la guerre, ne demandait qu'à y consacrer les immenses ressources de l'Amérique. Il appartenait au commandement supérieur, prenant en main tous les moyens d'abrèger au plus tôt la crise en veillant sur toutes les parties faibles, d'éviter de nouveaux ébranlements, et de retourner au plus tôt la marche des événements.

En attendant, pour répondre à l'attaque imminente entre Montdidier et Noyon, je mettais dès le 5 juin à la disposition du général Pétain une division du détachement d'armée du nord (14^e). Je demandais au maréchal Haig d'étudier la

relève par des troupes britanniques d'une autre division de ce détachement d'armée, et je lui proposais de lui rendre en échange l'état-major du 8e corps et deux divisions anglaises retirés de la bataille de l'Aisne. Nous prenions toute précaution afin de ne pas être, dans ces régions, à la merci d'attaques partielles que l'ennemi pourrait tenter en manière de diversion, en transportant en Lorraine et dans les Vosges des divisions françaises à reconstituer et des divisions américaines venues de l'armée britannique ; en préparant le transport éventuel d'un certain nombre de corps d'armée français vers le front britannique, pour être en mesure, le moment venu, de répondre à une offensive allemande toujours possible dans la région Somme-Arras-Lens ; en étudiant, au nord de la Somme, de petites actions offensives, comme aussi sur le front de la 5e armée française, pour le cas où il serait nécessaire de retenir les forces ennemies pendant la bataille défensive de l'Oise. Enfin, à la veille d'une bataille qui pouvait être décisive, je rappelais dans une lettre adressée au commandant en chef français les résultats stratégiques qu'il importait de poursuivre, la conduite générale à tenir, les devoirs du commandement et l'esprit qu'il convenait d'inspirer à tous les exécutants.

Le 9 juin, après un bombardement qui avait commencé à minuit et auquel notre contre-préparation avait répondu sans délai, l'infanterie du général von Hutier abordait nos lignes à 3 h. 45, entre Ayencourt et Thiescourt. À 6 heures, l'attaque ennemie s'étendait jusqu'à l'Oise. Les divisions allemandes n'étaient pas uniformément réparties sur le front d'attaque. Largement articulées aux ailes, elles se trouvaient massées au centre, entre Rollot et Thiescourt, où l'on comptait neuf des treize divisions qui menaient l'assaut. Ce fut là que la rupture se produisit. Sous le choc, les 58e et 125e divisions françaises se disloquèrent. Peu après 7 heures, elles étaient rejetées au delà de Gury. à 10 heures, l'ennemi entra dans Ressons-Sur-Matz, et, à 11 heures, il était maître de notre deuxième position sur une étendue de douze kilomètres, de Méry à Mareuil-Lamothe. Sa rapide avance dans la vallée du Matz lui permettait alors de tourner les défenses établies entre Ribécourt et Lassigny ; le plateau de Saint-Claude et le bois de Thiescourt étaient entre ses mains. L'intervention de six divisions françaises réservées le ralentit heureusement au cours de l'après-midi, et, en fin de journée, il était arrêté sur la ligne Méry, Belloy, Marquéglise, Vandelicourt. En définitive, l'attaque du général von Hutier, abstraction faite de l'aile droite qui n'avait gagné que peu de terrain, avait enfoncé un nouveau coin important dans la défense française. Compiègne était directement menacé.

À mon avis cependant, les forces du groupe d'armées de réserve suffisaient encore à la bataille, et, d'autre part, le fait que les disponibilités du kronprinz de Bavière ne semblaient point être intervenues dans l'affaire du 9 juin était un facteur déterminant pour laisser au maréchal Haig toutes ses forces. Par précaution, je demandais néanmoins à celui-ci de porter, dans la matinée du 10, la division sud du 22e corps dans la région de Conty et de la remplacer au sud de la Somme par une autre division, ce qui permettrait au général Pétain de descendre l'ensemble des réserves françaises présentement en arrière de sa 1ere armée.

Le 10, l'attaque ennemie se poursuivait sans obtenir, à beaucoup près, le même succès que la veille. Malgré l'entrée en ligne d'une nouvelle division, elle ne gagnait en effet que peu de terrain à l'ouest du Matz ; sa seule avance importante se produisait à l'est de cette coupure ; l'échec d'une division française (53 e) lui avait ouvert la route de Ribécourt et permis de s'installer sur la rive droite de l'Oise entre Montmacq et Sempigny. Par contre-coup, du reste, nos

troupes de la rive gauche (38e corps) étaient obligées de se replier jusqu'aux anciennes positions de 1914, à Bailly, Tracy-Le-Val, Puisaleine. Malgré cet événement regrettable, la physionomie d'ensemble de la journée du 10 restait satisfaisante. L'adversaire n'avait plus progressé avec cette facilité qu'il avait rencontrée au cours de ses attaques depuis le mois de mars. Nos divisions défendaient le terrain pied à pied ; nos échelons de commandement s'organisaient rapidement ; les renforts qui arrivaient étaient engagés avec économie et méthode. La défense française organisée en profondeur, conformément aux dernières instructions, avait amorti le départ et l'élan, c'est-à-dire la poussée toujours brusque et violente d'une attaque à base d'une puissante artillerie.

Bien plus, le général Fayolle allait mettre à profit cette situation pour contre-attaquer dans le flanc de l'ennemi, avec cinq divisions fraîches dont quatre en première ligne. Le général Mangin, alors en réserve de commandement, venait de recevoir la mission d'organiser et de mener cette attaque. Il s'y était mis aussitôt, et je le trouvais dans l'après-midi du 10 à Noailles en conférence avec son commandant de groupe d'armées, le général Fayolle. Il nous exposait le résultat de ses reconnaissances, ses intentions comme aussi les dispositions déjà prises, avec une parfaite clarté. Bien que la plus grande partie de ses troupes, et notamment l'artillerie, ne pût arriver que dans la nuit, il se faisait fort d'exécuter l'attaque dans la matinée du lendemain, avec un parfait ensemble. Il appelait pour cela sur le terrain, avant la fin du jour, les commandants de division, d'artillerie et des principales unités, leur assignait leurs objectifs, leur base de départ. Dans la nuit, les troupes, à mesure de leur arrivée, devaient s'établir en conséquence.

Dans la soirée, à la nuit, il donnait ses ordres aux commandants de division, leur fixant les heures de la préparation de l'attaque par l'artillerie et de l'exécution de l'attaque. Une pareille rapidité dans l'établissement d'un ensemble de dispositions si complexes, comportant une réunion de moyens épars et lointains encore, pouvait surprendre évidemment des esprits habitués, par une guerre de tranchées de plusieurs années, à plus de lenteur dans la préparation. Elle faisait douter de l'exécution qui allait en résulter, car il ne paraissait pas possible à certains esprits méthodiques que le général Mangin pût être prêt à agir correctement avec ses cinq divisions avant le 12. J'insistais de mon côté sur l'importance capitale qu'il y avait à contre-attaquer le plus tôt possible ; nous trouvions alors l'ennemi d'autant moins organisé défensivement que nous ne lui laissions pas de temps pour le faire. La contre-attaque lancée le 12 l'eût trouvé en meilleure forme de résistance que le 11.

Finalement, devant cette insistance et la netteté des vues du général Mangin, le général Fayolle établissait son ordre daté du 10, 16 heures, qui prescrivait que la contre-attaque aurait lieu le plus tôt possible dans la journée du 11. Et l'ordre du général, porté à la connaissance des troupes, se terminait en disant : **l'opération de demain doit être la fin de la bataille défensive que nous menons depuis un mois. Elle doit marquer l'arrêt des Allemands, la reprise de l'offensive et aboutir au succès. Il faut que tout le monde le comprenne.** En fait, l'attaque commençait le lendemain 11, à 11 heures du matin ; son effet était des plus marqués. Elle enlevait les villages de Méry et de Belloy, dégageait la vallée de l'Aronde et capturait un millier de prisonniers, avec plusieurs canons. Dans la journée du 12, je rencontrais à Chantilly le général Pétain et je m'entendais avec lui pour que l'opération du général Mangin ne fût poussée que jusqu'au point où elle pouvait produire un effet définitif, pour éviter ainsi des pertes sans profit. Il importait, en

effet, de ménager le plus possible nos divisions disponibles ; elles pouvaient être utiles ailleurs, sur la Somme par exemple, où la menace ennemie restait entière.

Ainsi n'y eut-il plus d'attaque sérieuse de notre part ; on se borna seulement à obtenir, par des opérations de détail exécutées le 14 juin, quelques rectifications avantageuses à la ligne de bataille. L'ennemi, de son côté, après avoir, le 11, amélioré ses positions par la prise en mains de la rive gauche du Matz en aval de Chevincourt, arrêta net son offensive à l'ouest de l'Oise. On put croire, il est vrai, que celle-ci ne cessait à l'ouest que pour mieux rebondir à l'est de la rivière, car le jour suivant, 12 juin, deux à trois divisions allemandes, livrant un assaut assez vif au nord de la forêt de Villers-Cotterets, s'emparèrent de Cutry et de Dommiers et rejetèrent les troupes françaises sur Coeuvres et Saint-Pierre-Aigle ; mais ce ne fut là en réalité qu'une opération toute locale et sans lendemain. Le 13 juin, le calme était rétabli et régnait de nouveau sur tout le front français.

Chapitre VII — Dans l'attente (13 juin-15 juillet).

Au lendemain de la troisième offensive exécutée par les Allemands en ce printemps de 1918, une tâche importante nous était imposée. Il s'agissait d'abord, à la lumière des enseignements tirés d'un passé récent, de consolider et d'assurer la situation présente, comme aussi de préparer les opérations futures des armées alliées.

1. Enseignements tirés des batailles du printemps de 1918. Note du général Foch sur la conduite à tenir en face des méthodes d'attaque allemandes ; ses prescriptions concernant la tenue des deuxièmes positions soulèvent des objections du grand quartier général français.

Dans les trois offensives que l'ennemi avait exécutées du 21 mars au 12 juin, ses procédés d'attaque n'avaient pas varié. Ils se caractérisaient par la surprise, la violence, la rapidité dans l'exécution, la manœuvre en vue d'élargir la brèche faite, la recherche d'emblée d'une pénétration profonde dans le dispositif adverse. à ces procédés il convenait que la défense opposât des moyens appropriés. Il s'agissait pour elle d'éviter la surprise, en poursuivant activement et sous toutes les formes l'obtention de renseignements ; de parer à la violence et à la rapidité de l'attaque adverse en occupant, avant le déclenchement de cette attaque et avec des effectifs suffisants, les premières et les deuxièmes positions, les troupes d'occupation ayant l'unique mission de résister sur place ; de s'opposer à la manœuvre adverse en vue d'élargir la brèche, comme aussi à la pénétration profonde de l'adversaire, en étayant les flancs de cette brèche avec la majeure partie des forces réservées, et en utilisant le reste à contenir l'ennemi de front et à l'arrêter ; ceci étant acquis, de contre-attaquer le plus tôt possible, de flanc notamment, avec toutes les troupes rendues ou restées disponibles de part et d'autre de la brèche.

En définitive, la méthode d'attaque brutale et violente de l'ennemi pouvait être facilement déjouée si le commandement de la défense s'était fixé par avance une ligne de conduite rationnelle, s'il avait arrêté un programme d'une exécution rapide et aussi sûre que possible, et s'il avait ensuite la fermeté de s'y tenir, en conduisant la bataille à tous les instants. Ces considérations faisaient l'objet d'une note adressée le 16 juin aux commandants en chef sous mes ordres, en leur demandant de la communiquer à leurs armées, s'ils n'avaient pas d'observations à présenter. Au lendemain de la bataille où nous avons perdu, sans coup férir, l'Aisne en mai et la Somme en mars, il importait en effet d'appeler l'attention du commandement sur la valeur des deuxièmes lignes, l'occupation à en faire, l'attitude à y tenir.

Mes instructions suscitèrent quelques objections sur l'occupation simultanée des première et deuxième positions par des effectifs suffisants. Le grand quartier général français croyait ne pas devoir les transmettre et en appelait de ma théorie au président du Conseil. Je n'avais pas de peine à faire comprendre ce qu'un commandement avisé devait entendre par l'occupation à l'avance des deuxièmes positions. Ce n'était nullement une occupation uniforme et imprécise de toute leur étendue, qui exigerait une dépense exagérée des forces, mais la tenue, par des effectifs relativement restreints, des points principaux et nettement désignés de ces positions. Ces points sûrement tenus constituaient une ossature suffisante pour assurer la résistance jusqu'à l'arrivée des troupes

de réserve plus importantes. J'eus l'occasion de remettre les choses au point, d'une part au cours d'un entretien avec le général Pétain le 18 juin à Bombon, d'autre part dans une note que j'adressai au président du conseil, à la demande de ce dernier. Une fois de plus, ce qu'il fallait retenir des succès des offensives allemandes du printemps de 1918, c'était la nécessité pour le commandement allié à tous les échelons, de préparer des dispositions judicieuses, de tenir la main à leur exécution, et d'exiger de la troupe les mêmes qualités d'énergie et de résolution qu'on exigeait de lui. à cet égard, des défaillances avaient été relevées au cours des dernières attaques ennemies. On avait pris des sanctions et opéré des remaniements dans le haut commandement français.

Cependant, si grand que fût l'intérêt des événements passés, il ne fallait pas perdre de vue les exigences présentes de la bataille. L'ennemi ne pouvait évidemment pas rester sur son échec du Matz. Il disposait encore de réserves sérieuses, 54 divisions, disait-on, au 15 juin, 61 divisions, au 20 juin, 75, dont 55 fraîches, au 30 juin. Au lendemain d'efforts qui, sur la Somme, en Flandre, en Champagne et sur l'Oise, s'étaient traduits en conquêtes incontestables de terrain et en pertes sérieuses infligées à son adversaire, l'intérêt de l'Allemand semblait devoir le pousser à utiliser rapidement ces disponibilités encore supérieures, car, d'une part, il ne pouvait douter que l'Amérique ne pesât bientôt d'un poids écrasant dans la lutte, et, d'autre part, il sentait venir la même crise redoutable d'effectifs, avec laquelle les armées britannique et française étaient aux prises. Il fallait donc s'attendre à une nouvelle offensive de sa part. Où se produirait-elle ? Tout en inclinant à croire qu'elle viserait le front britannique, on n'en admettait pas moins que la masse de manœuvre allemande pouvait être appliquée en une partie quelconque du théâtre d'opérations de France, et j'en conclusais que les réserves alliées devaient être prêtes à intervenir sur toute l'étendue du front, de la mer du nord aux Vosges, au profit de l'une ou de l'autre des armées anglaise ou française. De là découlait la nécessité d'une mise en garde générale de ces armées.

2. Mise en garde des armées alliées.

Renforcement des fronts britanniques et français ; incident avec le grand quartier général français au sujet de certaines mesures de défense prises par le général Foch ; regroupement des forces alliées. – le général Foch proscrit à nouveau tout repli volontaire ; situation des réserves françaises au 10 juillet. – directive du général Foch sur la conduite à tenir en cas d'attaque ennemie, 1er juillet. – la défense rapprochée de Paris ; conférence de Bombon, 15 juin.

Le premier point à réaliser était de préparer l'intervention rapide des réserves françaises en zone britannique et celle des réserves britanniques en zone française. Cette étude avait été déjà faite séparément et pour un certain nombre de divisions par le maréchal Haig et par le général Pétain. Il importait maintenant de la reprendre en commun et de l'envisager pour la totalité des réserves alliées. De là, ma lettre du 13 juin aux deux commandants en chef. Dès le 20, le travail fut terminé. Il fallait également renforcer la défense de chacun des fronts britannique et français. En ce qui concernait le front anglais, indépendamment de l'occupation à l'avance des deuxième positions, il était proposé d'utiliser, dans ce but, les divisions américaines ainsi que certaines divisions britanniques. On remettait à la disposition du maréchal Haig son 22e corps, en l'autorisant à le remonter tout entier jusqu'à la Somme et en prescrivant au général Pétain d'assurer, au sud de la rivière, avec des forces françaises, la gauche de l'armée Debeney.

On invitait le général Pétain à organiser au plus tôt le groupement en corps d'armée des divisions françaises désignées pour intervenir en zone britannique, en premier lieu de celles qui se trouvaient déjà réunies à proximité de cette zone. Enfin il était demandé au grand quartier général français de renforcer le détachement d'armée du nord de deux régiments d'artillerie lourde, d'un régiment de 75 porté et d'un groupe de mortiers de 280. Cette dernière demande provoqua une protestation de la part du grand quartier général, qui, le 17 juin, m'écrivait, qu'eu égard au nombre de batteries dont disposait le général de Mitry le renforcement en artillerie du détachement d'armées du nord ne s'imposait pas et qu'au surplus ce renforcement serait dangereux parce qu'il entraînerait non seulement des retraits sur le front de bataille au sud de la Somme, mais encore l'engagement des dernières réserves mobiles... Le général en chef ne se bornait pas, du reste, à ce refus ; il ajoutait :

... 1. Les armées françaises ont été engagées dans chacune des quatre batailles livrées par l'ennemi depuis le 21 mars dernier ; elles ont supporté tout le poids de deux de ces batailles ; elles comptent donc, sur les fronts de bataille, un grand nombre de divisions très fatiguées ou usées, dont la relève s'imposera à bref délai. C'est là un état de fait, qui aura nécessairement de longues répercussions sur l'emploi de nos réserves.

2. Les armées britanniques ont eu déjà deux mois de répit pour se refaire et amalgamer leurs renforts ; elles tiennent leur front de cent cinquante kilomètres avec une densité d'infanterie et d'artillerie qu'il ne m'a jamais été possible de réaliser dans celles de mes armées qui ont été engagées ; elles sont donc en situation de se suffire à elles-mêmes et de donner aux armées françaises le temps de se refaire à leur tour pour résister à un nouveau choc en direction de Paris, qui ne peut manquer de se produire. Or les moyens des armées françaises sont à l'heure actuelle à peine suffisants pour assurer les relèves indispensables, on ne saurait donc présentement diminuer ces moyens au bénéfice du front britannique sans engager gravement l'avenir.

Et il concluait en me rendant compte qu'étant donné la gravité de la question, il adressait une copie de sa lettre au président du conseil, ministre de la guerre. Dix jours après le maréchal Haig, le commandant en chef français faisait donc appel à son tour à son gouvernement. Le gouvernement français heureusement comprit que ma tâche deviendrait rapidement impossible si les décisions importantes que je prenais dans l'intérêt général étaient mises en discussion chaque fois qu'elles lésaient les intérêts particuliers. Résolu à faire tout ce qui dépendait de lui pour éviter de nouvelles difficultés, il décida que la clause de l'accord de Beauvais, conférant aux commandants en chef le droit d'appel à leur gouvernement, ne serait plus valable pour le commandant en chef des armées françaises. Néanmoins, il était indispensable de réagir contre un état d'esprit qui tendait à établir des comparaisons entre les efforts réciproques fournis par les armées alliées, et qui, tout en s'expliquant, du côté français notamment, par la tension nerveuse des dures semaines de la dernière bataille, n'en était pas moins fâcheuse.

Dans ce but, on procédait à quelque remaniement dans le personnel, et, l'attaque allemande ne se produisant pas, on entreprenait un regroupement des forces alliées, en vue de replacer celles-ci dans leurs zones d'action normales. C'est ainsi que je proposais au maréchal Haig de faire relever par des unités

britanniques les troupes du détachement d'armée du nord qui seraient rendues au général Pétain, et de restituer en échange au grand quartier général anglais le 9^e corps et les quatre divisions anglaises employées sur le front français. Le maréchal accepta sans difficultés le principe de l'opération ; il fallut seulement lui en faire presser la réalisation, de manière que celle-ci fût terminée dans les premiers jours de juillet. En même temps étaient abordées certaines questions relatives à la défense du front français, car le même état d'esprit y avait régné dans les prévisions d'une bataille défensive.

Alors que, dans une instruction envoyée le 23 juin par le grand quartier général français au commandant du groupe d'armées de l'est, on envisageait, entre autres hypothèses, le repli partiel ou total des forces de ce groupe d'armées, en cas d'offensive ennemie sur son front ou dans une région voisine, je rappelais en insistant formellement, qu'en toutes éventualités l'occupation des parties de notre ligne non attaquées devait être indiscutablement maintenue par nos troupes. Et comme la soudure entre l'armée française et l'armée britannique était un point toujours de grande importance, je demandais au grand quartier général français de faire établir par le général Debeney une ligne fortifiée en avant du plateau de Cachy, englobant le village de Cachy et se raccordant aux organisations établies par les Anglais au sud-ouest de Villers-Bretonneux. En conséquence de ces remaniements, le grand quartier général français me faisait savoir que, vers le 10 juillet, il aurait ses réserves constituées en deux masses principales :

1. Au nord de l'Oise (région de Beauvais), dix divisions d'infanterie et un corps de cavalerie.
2. Entre l'Oise et la Marne, onze divisions d'infanterie.

Il aurait en outre :

Au sud de la Marne, dix divisions d'infanterie et un corps de cavalerie.
Entre Reims et l'Argonne, trois divisions d'infanterie. Entre l'Argonne et la Meuse, deux divisions d'infanterie.

Dans ces conditions on pouvait compter que, avant le 15 juillet, la réorganisation, le regroupement et la mise en garde des armées alliées seraient entièrement terminés. Quelle était la conduite à tenir si l'ennemi les attaquait vers cette date ? C'est ce que j'exposais dans la directive générale n° 4 du 1^{er} juillet :

Que les Allemands se portassent sur Abbeville, dont ils n'étaient plus qu'à soixante kilomètres, ou sur Paris, dont une distance égale les séparait, ils obtiendraient, dans l'un et l'autre cas, des résultats d'importance considérable pour l'issue de la guerre et qu'ils ne pouvaient retrouver sur aucune autre direction. Leur avance dans ces deux directions devait donc être arrêtée à tout prix et au plus tôt. Or, pour agir contre Paris et Abbeville, ils étaient obligés de partir du front Château-Thierry-Lens.

C'était par suite en face de ce front et sur toute la profondeur possible, que les armées alliées devaient prendre leurs dispositions les plus fortes pour réaliser une défense pied à pied : *organisations défensives* solides, répétées, bien nouées par des bretelles ; *positions* de batteries fortement établies, tirs soigneusement réglés ; instructions nettes et

précises données aux troupes chargées de tenir les positions ou de contre-attaquer.

Ces dispositions étant réalisées, il importait que le *commandement* agît, le moment venu, avec énergie, en pleine initiative, conduisant la bataille sur le terrain même.

Les *réserves alliées* enfin devaient être articulées et organisées, de manière à se porter facilement là où leur intervention serait nécessaire : les réserves françaises s'engageant au profit de l'armée britannique, si celle-ci était fortement attaquée, et de même, les réserves anglaises au profit des armées françaises, si l'ennemi concentrait ses masses dans la direction de Paris.

Parallèlement à la mise en garde des armées alliées, visant en particulier la défense éloignée de Paris, on avait organisé, en toutes éventualités, la défense rapprochée de la capitale. Le général Guillaumat, rappelé d'Orient, fut spécialement chargé de cette dernière mission.

Le 15 juin, au cours d'une conférence réunie au grand quartier général des armées alliées, à Bombon, sous la présidence de M. Clemenceau, les attributions de chacune des autorités militaires intéressées à la question furent définies et délimitées. Le principe ayant été tout d'abord posé que la défense de Paris était assurée par les armées qui avaient reçu du général Foch la mission de défendre pied à pied le territoire et la capitale avec la dernière énergie, il fut décidé que, si l'avance ennemie sur Paris venait à atteindre la ligne générale Meaux, Creil, vallée du Thérain, le gouverneur militaire, commandant les armées de Paris, prendrait, sous les ordres du général en chef français, le commandement des armées défendant les vallées de l'Oise et de la Marne, ainsi que la région comprise entre ces vallées. En attendant, il préparerait la défense rapprochée de la capitale, sur toute l'étendue du camp retranché, depuis les Andelys jusqu'à Nogent-Sur-Seine, par la construction et l'armement des lignes de défense, l'établissement des plans de défense et la préparation de l'entrée en ligne des troupes de défense, tant au point de vue de leur action que de leurs communications. Pour lui donner toutes facilités dans l'accomplissement de sa mission, il fut en outre décidé que Paris serait placé dans la zone des armées, et que, par une liaison établie et entretenue avec le grand quartier général français, le général Guillaumat se tiendrait soigneusement au courant de la situation des armées françaises.

3. Préparatifs alliés pour la contre-offensive

Projet d'attaque du général Foch sur Soissons, 14 juin. – instructions données pour préparer les troupes alliées à la reprise de l'offensive.

Par l'ensemble de ces mesures, qui embrassaient à la fois la zone de l'avant et celle de l'arrière, on entendait répondre du côté des alliés aux nouvelles offensives de l'ennemi et se préparer à la grande bataille défensive qu'ils s'attendaient à livrer. Mais, tout en arrêtant, en ce qui me concernait, les mesures propres à faire de cette bataille un échec pour l'ennemi, je ne perdais pas de vue la tâche offensive que les armées alliées avaient le devoir de préparer dès à présent, et d'entreprendre dès que cela serait possible, puisque seule l'offensive leur permettrait de terminer victorieusement la guerre. Nous avons vu que deux terrains d'action avaient été primitivement choisis dans ce but ; les travaux préparatoires nécessaires y étaient poursuivis par les armées intéressées, l'armée anglaise dans la région de la Lys, l'armée française entre

l'Oise et la Somme. L'avance profonde, qui venait d'amener les Allemands de l'Aisne jusqu'à la Marne de Château-Thierry, ouvrait maintenant de nouvelles perspectives et un champ nouveau à l'activité des alliés. Il était facile de constater, en effet, que, dans la poche profonde mais relativement étroite où l'ennemi était engagé de ce côté, il n'avait pour ravitailler convenablement ses troupes que des voies ferrées passant toutes par Soissons. Le jour où nous tiendrions sous notre canon ce nœud vital de communications, [toute l'offensive allemande poussée vers Château-Thierry serait anémiée.](#)

Dans la situation actuelle de notre front de combat, seuls les canons à longue portée étaient en mesure de tirer sur Soissons. Or, s'ils pouvaient gêner les ravitaillements de l'adversaire, ils ne pouvaient prétendre les interdire complètement. L'interdiction totale ne pouvait être espérée que de l'artillerie lourde mobile et de l'artillerie de campagne, seules capables d'assurer et de maintenir des résultats permanents. Il fallait donc mettre ces artilleries à portée d'interdiction efficace. J'étais ainsi conduit à demander au général Pétain, le 14 juin, [de monter une action offensive ayant pour but de nous rendre maîtres des plateaux dominant Soissons à l'ouest, en vue d'interdire définitivement à l'ennemi ce point d'une importance considérable pour lui.](#)

Conformément à une instruction antérieure, en date du 7 juin, la 5e armée avait préparé une attaque contre le flanc est de la poche de Château-Thierry, dont l'attaque allemande sur Compiègne avait réduit la portée. L'ennemi ayant été arrêté sur le Matz, elle ne présentait plus un intérêt immédiat ; elle pouvait par conséquent être réduite ou différée. C'est pourquoi, précisant à nouveau ma pensée, je demandais au général Pétain de porter tous ses efforts sur la préparation d'attaque de la 10e armée, en confiant à celle-ci la mission de reconquérir le plateau de Dommiers jusqu'au ravin de Missy-Aux-Bois. Cette opération devait être exécutée le plus tôt possible, de manière à la faire bénéficier d'une moindre organisation de l'adversaire. Le général Pétain donna aussitôt les ordres nécessaires et fixa à la 10e armée comme front minimum à atteindre [la ligne jalonnée par Pernant, Missy-Aux-Bois, Longpont.](#)

Quelques jours après, le 20 juin, le général Mangin, commandant cette armée, avait établi un plan d'opérations que le général en chef français approuvait dans son ensemble. Ainsi, à la fin de juin, les armées alliées avaient à leur disposition trois terrains d'offensive en voie de préparation dans des régions très différentes, la Lys, la Somme, la Marne. C'était à cette dernière, comme nous venons de le voir, que nous avions l'intention d'appliquer le premier effort, dès que ce serait possible. Mais cela n'empêchait pas de prévoir et d'envisager une reprise plus généralisée de l'offensive, et il fallait que le commandement comme les troupes ne fussent pas pris au dépourvu quand l'heure en sonnerait.

Le moment et la forme à donner à notre offensive étaient à prendre avec une certaine délicatesse. Il ne fallait pas perdre de vue que les armées alliées se trouvaient, depuis le 21 mars, sous le coup d'efforts allemands d'une violence et d'une puissance formidables, couronnés tout d'abord d'indiscutables succès, et qui n'avaient été arrêtés qu'au prix des sacrifices les plus sérieux. Il en était résulté chez elles des pertes très grandes et une impression marquée de la force militaire ennemie. Pour remonter ce courant, nos premières initiatives devaient être marquées par le succès, et, si elles étaient arrêtées dans leur développement, au moins ne fallait-il pas qu'elles nous laissassent dans une situation périlleuse.

C'est d'ailleurs dans cet ordre d'idées que l'attaque projetée contre la ligne de Soissons à Château-Thierry allait toujours avoir son flanc gauche couvert par l'Aisne ; par suite, si elle se voyait arrêtée en cours d'exécution, son avance ne constituerait pas une poche à flancs dangereux. Enfin, bien que nous ne voulions attaquer au début que sur un seul point, nos entreprises successives devaient être montées en une série telle que chacune d'elles profitât sans aucun retard de l'ascendant moral conquis par la précédente et du désarroi apporté dans les dispositions de l'ennemi. La direction distincte de chacune d'elles devait également être fixée de façon à aboutir finalement à une même résultante commune, qui augmenterait notablement les effets de toutes nos entreprises.

En tout cas, après trois ans de guerre de tranchées, il fallait également songer à remettre en vigueur, dans nos armées, la notion de force qui réside dans le mouvement, comme sa pratique et l'aptitude physique qu'il réclame, et à le faire savoir en un langage qui pût être entendu des armées engagées depuis le commencement de la guerre et de celles qui débutaient dans la lutte. Aussi, dès le 27 juin, le général Pétain était invité à formuler, dans une directive très générale à l'usage de toutes les armées alliées, les grands principes qui devaient présider à l'organisation et à la conduite d'une action offensive ; en outre, à assurer par des périodes d'entraînement dans les camps la mise au point des grandes unités françaises et américaines destinées à l'offensive. Enfin on lui indiquait que la bataille offensive pourrait à de certains moments être menée par une masse de forces alliées, françaises, américaines et britanniques, dont la préparation devait être terminée **dans deux mois au plus tard**, et pour laquelle on pouvait tabler sur un minimum de douze divisions américaines et d'une dizaine de divisions françaises, auxquelles s'ajouteraient sept ou huit divisions britanniques, soit au total une trentaine de divisions.

Dans ces prévisions, on comptait donc, pour une large part, sur la coopération américaine. Celle-ci, en effet, bien qu'elle ne fût encore qu'à ses débuts, commençait à peser dans la balance, et la confiance, que dès l'origine les alliés avaient placée dans son avenir, trouvait chaque jour des raisons nouvelles de s'affirmer. Encore fallait-il que le commandement allié, qui avait à utiliser sur le champ de bataille cette coopération, orientât sans cesse, d'après ses prévisions et ses projets, ceux qui étaient chargés de la lui préparer. Il n'y manquait point.

4. Poursuite de l'établissement du programme de la coopération américaine.

Programme établi pour le transport des divisions américaines en juillet ; les alliés demandent que cent divisions soient constituées pour le 1er août 1919 ; difficultés matérielles auxquelles se heurte l'organisation de l'armée américaine ; le président Wilson déclare qu'en dépit de tous les obstacles il y aura cent divisions en France le 1er juillet 1919. – c'est le manque d'artillerie surtout qui retarde la formation d'une armée américaine autonome. – projet d'intervention des forces américaines en Sibérie. – le champ d'action du haut commandement allié s'élargit de plus en plus.

Dans leur réunion d'Abbeville, les 1er et 2 mai, les gouvernements alliés avaient fixé dans ses grandes lignes le plan de transport en France des troupes américaines durant les mois de mai et juin. Le 2 juin, réunis de nouveau à Versailles, ils se chargeaient avec lord Milner et le général Pershing de proposer un programme des transports américains pour le mois de juillet. Un accord fut conclu en conséquence entre ces trois personnalités qui, après avoir confirmé la priorité absolue à donner aux transports d'infanterie pendant le mois de juin,

demandèrent que la même priorité fût observée pendant le mois de juillet, et que 140.000 fantassins et mitrailleurs fussent, durant ce mois, amenés en France. Le conseil supérieur de guerre non seulement ratifia cet accord, mais en outre émit le vœu que le gouvernement des États-Unis, pour assurer la supériorité numérique de l'entente, et par là sa victoire, constituât pour le 1er août 1919 une armée de 100 divisions, ce qui exigerait des levées mensuelles de 300.000 hommes au moins. À cet appel des alliés à l'effort américain, le général Pershing avait l'occasion de répondre bientôt d'une façon indirecte, mais particulièrement expressive. Le 9 juin, au moment où la XVIII^e armée allemande lançait ses attaques en direction de Compiègne, le commandant des forces expéditionnaires américaines, renouvelant son geste du 28 mars, venait me trouver à Bombon, m'assurant de sa solidarité entière à la cause commune, de son désir plus que jamais ardent de voir toutes ses divisions prendre part à la bataille, et il se faisait en même temps l'interprète du sentiment unanime de la nation américaine, plus que jamais résolue, disait-il, à jeter toutes ses forces dans la lutte, sans compter. On voit dans quelle mesure la manifestation de tels sentiments pouvait faciliter la tâche des gouvernements alliés. En fait, seuls des obstacles matériels mettaient une limite à la coopération américaine. Malheureusement, ces obstacles étaient sérieux, et j'en soulignais l'importance dans une note adressée le 14 juin au président du conseil.

Examinant dans cette note sur quelles bases il conviendrait d'établir le programme des transports de troupes d'Amérique en France pendant le deuxième semestre de 1918, je faisais ressortir, à côté de mon désir légitime de voir arriver en France le plus grand nombre possible d'hommes, les éléments qui seraient susceptibles d'en limiter la réalisation, et je citais entre autres : les disponibilités en tonnage, la possibilité de trouver en France ou à proximité les chevaux nécessaires à l'organisation des unités américaines débarquées chaque mois, les ressources de l'armement français et des fabrications américaines, enfin les besoins toujours croissants du ravitaillement de l'armée américaine en France. La complexité du problème exigeait par suite des études préalables très poussées, de la part d'organes très divers, comme aussi des ententes entre les gouvernements, afin d'en établir des données exactes. Avec l'assentiment du président du conseil, je dirigeai ces études, et, en collaboration avec M. Tardieu, à ce moment en France, j'élaborai un programme sur les bases suivantes :

Pour que l'entente fût à coup sûr capable d'un effort décisif en 1919, il lui fallait une supériorité numérique indiscutable sur les 220 ou 240 divisions allemandes, ce qui nécessitait de l'Amérique un apport de 80 divisions pour le mois d'avril, de 100 divisions pour le mois de juillet de 1919.

Pour que ces divisions aient eu avant leur embarquement une instruction de trois mois, il fallait que la dernière des divisions d'avril 1919 eût été appelée en décembre 1918. La formation de chaque division, compte tenu de la proportion correspondante de services, d'éléments d'armée, de corps d'armée, etc., entraînant l'incorporation de 41.600 hommes, c'était donc, avec les effectifs de remplacement à assurer, un minimum de 300.000 hommes à enrôler pendant chacun des six derniers mois de 1918 et des quatre premiers mois de 1919. Ce programme, approuvé tout d'abord par le général Pershing au cours d'une conférence tenue à Chaumont le 23 juin, était soumis le 2 juillet, à Versailles, aux membres du conseil supérieur de la guerre, qui l'adoptèrent également et le transmirent au président Wilson. Celui-ci répondit sans délai qu'il y aurait en France cent divisions américaines le 1er juillet 1919, et que d'autres divisions

suivraient si c'était nécessaire. La principale difficulté, celle du tonnage, était ensuite résolue, d'une part grâce au formidable essor que prenait la marine marchande américaine, ensuite grâce à l'aide de l'amirauté britannique qui s'engagea à parer au déficit éventuel. Cependant le rapide accroissement des forces américaines rendait plus pressant encore le désir du général Pershing de les constituer en une armée autonome.

Le 10 juillet, il venait me trouver pour me demander de hâter le plus possible la formation en corps d'armée des divisions américaines se trouvant en zone française, et de fournir à celles qui en étaient encore dépourvues l'artillerie nécessaire, en la prélevant au besoin sur des unités françaises. Je ne manquai point en cette circonstance de lui renouveler l'assurance que personne ne désirait plus vivement que moi la constitution de corps d'armée, d'armées, de secteurs américains, pour la bataille américaine, et que tous mes efforts tendaient vers ce but. Je restais, en effet, profondément convaincu que les soldats d'un pays ne rendent jamais tant que lorsqu'ils combattent avec leurs chefs et sous leur drapeau. L'amour-propre national est alors engagé. L'expérience et le caractère du général Pershing garantissaient en outre que là où il engagerait les troupes américaines, il ne s'arrêterait qu'au lendemain du succès. Malheureusement, le défaut d'artillerie empêchait encore de doter de canons toutes les divisions ou corps d'armée américains que l'on eût pu former. L'entente, en effet, visait à acquérir une supériorité numérique indispensable et il eût été peu conforme à ses intérêts de priver de leur artillerie des unités françaises au profit d'unités américaines. Au contraire, les divisions américaines qui n'avaient pas d'artillerie pouvaient être très avantageusement utilisées à relever dans des secteurs calmes, et à rendre disponibles pour la bataille, des divisions françaises. La collaboration des forces américaines ne s'exerçait pas seulement au profit du front occidental. Le 17 juin, le général Bliss était venu à Bombon m'entretenir d'une demande adressée par lord Milner au président Wilson, en vue du transport d'un contingent américain de 4.000 hommes (trois bataillons et deux batteries), à Mourmansk et Arkhangel. Le président Wilson, par prudence et pour ne pas diminuer le nombre des troupes américaines et les moyens de transport destinés au front français, était peu disposé à accueillir la demande de lord Milner.

Toutefois, six jours plus tard, ayant appris que les Allemands avaient ramené de Russie en France un certain nombre de divisions, je télégraphiais à mon tour au président Wilson que cet événement était à considérer comme **un argument militaire décisif en faveur de l'intervention des alliés en Sibérie**, et j'insistais derechef, le 27 juin, dans un second télégramme au président des États-Unis, lui demandant d'envoyer d'urgence deux régiments américains en Sibérie. Le 2 juillet, la question était soumise à la réunion du conseil supérieur de guerre à Versailles et l'affaire prise en mains par les chefs des gouvernements alliés. L'action du commandement allié avait à s'étendre, comme on le voit, dans des limites de plus en plus larges, jusqu'aux arrières dans chaque pays allié, pour assurer la formation ou l'entretien des troupes, comme aussi sur l'ensemble des théâtres d'opérations où leurs intérêts étaient engagés. La formule de Doullens s'était étrangement agrandie. Mais, tout en embrassant du regard l'ensemble de la guerre, c'était toujours sur le front occidental que se jouait la partie décisive, et le front occidental, c'était tout le vaste terrain qui s'étendait de l'embouchure de l'Yser à celle du Piave. Malgré le souci des opérations en France, l'importance et l'intérêt que présentait le théâtre d'opérations italien ne pouvaient être perdus de vue. Forcément les événements avaient les uns sur les autres une répercussion réciproque en deçà et au delà des Alpes. Il importait, en effet, que

la cause alliée n'y souffrît pas de dommage tout d'abord, et qu'elle fût mise au plus tôt en état de vaincre. C'est dans ce but que la conférence d'Abbeville m'avait confié sur le théâtre d'opérations italien une mission de coordination.

5. Les opérations sur le front italien

Le général Foch prend contact avec le commandement italien et suit ses projets offensifs, 7 mai ; des menaces d'attaque ennemie font ajourner ceux-ci ; le général Foch approuve la conduite du général Diaz. M. Clemenceau s'en émeut, 28 mai-12 juin. – l'attaque autrichienne, son échec complet, 15 juin-23 juin ; le général Foch invite alors le général Diaz à reprendre ses projets d'offensive en les élargissant, 27 juin.

En vertu de cette mission, j'avais, dès le 7 mai, écrit au général Diaz pour lui demander quelles seraient les grandes lignes de l'action offensive que le commandement italien projetait dans la région des Mélettes, ainsi que la participation qu'il envisageait des forces alliées, françaises et britanniques, à cette action comme aussi la date à laquelle la préparation en serait achevée. Les dures batailles livrées sur le front franco-britannique de France, l'inaction et l'hésitation dont les armées autrichiennes faisaient preuve depuis l'hiver, enfin la supériorité des forces alliées en Italie constituaient autant de facteurs décisifs pour le déclenchement prochain d'une importante offensive italienne. Elle devait avoir pour effet de briser la résistance autrichienne, ou tout au moins de reporter de ce côté une partie des forces allemandes engagées à ce moment sur le front de France. Dans le but de développer et de préciser ces considérations au général Diaz, comme aussi d'être tenu au courant des intentions de celui-ci, j'avais même détaché en mission temporaire au comando supremo un officier de mon état-major, le lieutenant-colonel Lepetit.

On en était là, lorsque, le 28 mai, le général Graziai, commandant les troupes françaises en Italie, rendait compte par télégramme que le commandement italien, craignant une attaque ennemie sur le Piave, ajournait l'exécution de l'offensive qu'il avait projetée dans la région d'Asiago. Cette décision était confirmée, deux jours après, par le colonel Cavallero, chef du bureau des opérations, que le général Diaz m'avait envoyé à Sarcus, avec une lettre particulière. Dans cette lettre, le chef d'état-major général de l'armée italienne exposait en détail les raisons pour lesquelles il lui était impossible, en face de la menace autrichienne, de mettre à exécution pour le moment un projet d'offensive. Dans ces conditions, nous étions amenés à partager cette manière d'apprécier la situation, et, en approuvant les dispositions prises dans les circonstances présentes, à entrevoir que l'armée italienne serait tenue constamment prête à reprendre, le moment venu, les opérations offensives dont la préparation était déjà commencée.

Le 9 juin, le colonel-brigadier Calcagno, envoyé par le général Diaz comme agent de liaison permanent à mon quartier général, arrivait à Bombon. Il confirmait les renseignements du comando supremo touchant cette attaque, sans donner d'ailleurs plus de précisions sur son imminence, et il ajoutait que le programme offensif de l'état-major italien se bornait, pour le moment, à une opération locale qui serait exécutée prochainement dans la région du Tonale.

Sur ces entrefaites, le président du conseil, M. Clemenceau, me transmettait une conversation que M. Camille Barrère, notre ambassadeur à Rome, venait d'avoir avec M. Orlando, et d'où il résultait que le général Diaz n'avait ajourné son offensive qu'après m'avoir consulté et obtenu mon assentiment. Très ému, M.

Clemenceau me demandait de m'expliquer à ce sujet. Je n'avais pas de peine à lui répondre sur-le-champ que si, en effet, j'avais approuvé, le 30 mai, l'attitude du général Diaz, je lui avais également recommandé d'attaquer dès que les conditions seraient modifiées. Il me semblait, du reste, que l'hésitation autrichienne sur le front italien et la persistance de l'effort allemand sur le front franco-britannique devaient justifier prochainement un changement d'attitude du comando supremo. Effectivement, après avoir de nouveau examiné la situation avec le colonel brigadier Calcagno, j'écrivais le 12 juin au général Diaz pour lui demander de reprendre sans délai la réalisation de son plan d'attaque, et je soulignais dans ma lettre que les résultats à attendre d'une action italienne large et énergique seraient de nature à soutenir puissamment les troupes du front franco-britannique dans la rude bataille qu'elles livraient depuis plus de deux mois.

En rendant compte de l'envoi de cette lettre au président du conseil, je priais M. Clemenceau d'en aviser également M. Barrère, afin que celui-ci fût à même, si c'était nécessaire, d'agir dans le sens voulu auprès du gouvernement italien. Mais à peine cette démarche était-elle faite, que la grande offensive autrichienne se déclanchait. Le 15 juin, les 6^e, 7^e et 3^e armées italiennes étaient attaquées sur le front s'étendant des débouchés de la Brenta à l'embouchure du Piave ; elles maintenaient du reste fermement leurs positions et l'ennemi ne réussissait à franchir le Piave qu'en quelques points. La bataille se poursuivait pendant plusieurs jours sans que les Autrichiens pussent accroître leurs faibles gains, et, le 23 juin, ils étaient même contraints de repasser sur la rive gauche du Piave. Leur offensive avait subi en définitive un échec complet. Il importait que les Italiens profitassent sans retard de l'avantage incontestable qu'ils avaient acquis de la sorte.

Aussi, le 27 juin, j'écrivais de nouveau au général Diaz. Après l'avoir félicité du grand succès remporté par ses armées, je l'invitais à reprendre et à exécuter le plus tôt possible ses projets d'offensive en les élargissant, de manière à conquérir le massif des Mélettes et le mont Lisser. Cette conquête, qui amènerait l'armée italienne à proximité de la route de Feltre, lui fournirait une base de départ favorable à des entreprises ultérieures en direction de Trente, le jour où les alliés passeraient à une offensive d'ensemble sur tous les fronts, c'est-à-dire vraisemblablement au mois de septembre prochain. Le lieutenant-colonel Lepetit était chargé de porter cette lettre au général Diaz et de lui en développer les conclusions. Et comme, d'autre part, le gouvernement français se déclarait prêt, le 11 juillet, à fournir au comando supremo certains moyens matériels qui pourraient lui être nécessaires, notamment des chars d'assaut et des obus à ypérite, on espérait voir partir bientôt l'offensive italienne. Mais à ce moment déjà notre attention se concentrait tout entière sur le front français, où une quatrième offensive allemande était à la veille d'être lancée.

Chapitre VIII — La deuxième bataille de la Marne.

Préparatifs d'attaque allemande et de contre-offensive alliée dans la première quinzaine de juillet. – l'attaque allemande en Champagne, 15 juillet. – la contre-offensive alliée, 18 juillet. – l'arrêt ordonné à la Vesle, 2 août.

Au début de juillet, le commandement allié, grâce à l'activité des organes d'investigation et à d'heureux coups de main exécutés en différents points du front, possédait des indications touchant les intentions de l'ennemi. Une nouvelle offensive allemande, s'étendant sur les cent vingt kilomètres qui séparent Château-Thierry de l'Argonne, était en préparation. Elle comportait le franchissement de la Marne dans la région de Dormans, et devait être exécutée dans la première quinzaine de juillet. Une autre offensive ennemie était également en préparation entre Arras et Ypres. Elle devait comporter des forces très importantes. L'organisation simultanée de ces deux actions, séparées par une grande distance, et qui devaient marcher l'une (celle de Champagne) vers le sud, l'autre (celle d'Artois-Flandre) vers l'ouest, divergentes par conséquent, nous paraissait difficile à comprendre et à justifier. En tout cas, l'état des disponibilités allemandes semblait interdire pour le moment qu'elles pussent être exécutées en même temps. Il nous restait par suite à pressentir et à déterminer celle qui aurait la priorité, et, en toute éventualité, à ne pas perdre de vue la seconde afin d'être en état d'y répondre si cela devenait nécessaire. Avec le temps, certains indices permettaient de conclure que ce serait celle de Champagne. Là, en effet, l'ennemi poursuivait activement ses préparatifs, et même, dans sa hâte, il en arrivait à négliger les précautions de nature à les dissimuler. Les alliés ainsi éclairés prenaient leurs dispositions et arrêtaient leur ligne de conduite. Après avoir, le 3 juillet, appelé l'attention du général Pétain sur la nécessité dans la défensive de fixer la mission de chacun par des ordres précis et contrôlés, j'invitais, dès le 5 juillet, le commandant en chef des armées françaises à renforcer résolument, en aviation, artillerie de campagne et en divisions d'infanterie, le front menacé.

Le 11, je lui écrivais encore : l'extension des préparatifs d'attaque (ennemie) en Champagne a pour conséquence d'éloigner la probabilité d'une attaque allemande au nord de la Somme, ou de diminuer l'importance vraisemblable de cette attaque. Dans ces conditions il y a lieu, semble-t-il, de prendre des mesures pour pouvoir réunir rapidement, en arrière de notre front de Champagne, les réserves suffisantes pour arrêter à bref délai une offensive ennemie puissante... et je lui demandais de prélever, à cet effet, quelques divisions parmi celles qui se trouvaient alors réunies à la gauche française en vue d'une intervention éventuelle en zone britannique. En même temps on avisait le maréchal Haig de ce prélèvement, et on lui demandait de porter au sud de la Somme deux divisions de sa réserve générale, de manière à assurer en tout état de cause la jonction des armées britanniques et françaises. On l'invitait d'autre part à prévoir le cas où, la bataille attendue épuisant toutes les réserves françaises, il deviendrait nécessaire de faire appel à des renforts anglais pour y suppléer. Enfin on lui signalait l'intérêt que pourrait présenter une attaque anglaise sur le front Festubert-Robecq, si l'offensive ennemie contre l'armée française prenait une extension capable d'absorber la majeure partie des réserves allemandes. Dès le lendemain, 13 juillet, je faisais du reste appel aux réserves britanniques en demandant au maréchal Haig d'envoyer immédiatement

vers le front français quatre de ses divisions, et de préparer le transport de quatre autres divisions en cas de besoin, en raison du développement que semblait devoir prendre la bataille imminente en Champagne. En vue de cette bataille, nous prenions chaque jour des dispositions défensives de nature à arrêter l'ennemi, en même temps que de fortes mesures destinées à préparer la contre-offensive envisagée au sud-ouest de Soissons. Elle devait avoir de plus en plus d'ampleur et constituer dans le Tardenois une forte riposte à l'attaque de Champagne.

Les circonstances, en effet, semblaient favorables au succès de cette entreprise. Entre la Marne et l'Aisne, elle frappait dès aujourd'hui dans le flanc de l'ennemi, et ce flanc allait s'allonger et s'affaiblir le jour où l'adversaire, attaquant de Château-Thierry à l'Argonne, engagerait la masse de ses forces vers la Marne, dans la direction du sud. Pour mener à bonne fin ce double jeu, toutes les disponibilités françaises avaient à être concentrées entre l'Oise et l'Argonne. Recomplétées, refaites, elles allaient constituer, avec un certain nombre de divisions américaines et britanniques, une masse imposante de trente-huit divisions d'infanterie et six divisions de cavalerie, permettant de satisfaire à la fois aux exigences de notre front défensif de Champagne et de nos opérations offensives du Soissonnais. Ces réserves, du reste, ne feraient qu'augmenter dans un avenir rapproché, car l'armée américaine, déjà forte de vingt-sept divisions en France, voyait sans cesse s'accroître ses effectifs. Du côté allemand, au contraire, la direction suprême témoignait de la difficulté où elle se trouvait d'entretenir ses unités, et il était évident que la supériorité numérique passerait sous peu du côté des alliés.

Dès lors on pouvait, à partir du milieu de juillet, voir le moment où les forces adverses allaient se faire sensiblement équilibre. Le moment était bien venu de prendre l'offensive si l'ennemi n'attaquait pas, et, s'il attaquait, de joindre à notre parade une riposte sévère. Pour donner à cette riposte encore plus de valeur, je prescrivais le 9 juillet au général Pétain de conjuguer avec l'offensive de la 10^e armée une autre action offensive, qui serait exécutée simultanément, entre la Marne et Reims, sur le flanc est de la poche, par la 5^e armée française, commandée par le général Berthelot. Enfin, le 13 juillet, je résumais ces intentions dans une lettre au commandant en chef français, qui déterminait la répartition à faire de nos forces pour la bataille en préparation.

La première opération, l'arrêt de l'ennemi, exigeait un apport de forces qui était en grande partie réalisé, mais qu'il était encore possible d'augmenter. Quant à la seconde, la contre-attaque, qui devait constituer, **en dehors de ses avantages propres, un moyen défensif d'une efficacité supérieure**, il convenait de lui consacrer sans retard, tant qu'il serait possible, toutes les forces nécessaires. Dans l'après-midi du 14 juillet, je me rendais encore à Provins, et il était décidé d'une façon ferme que cette contre-offensive française serait déclenchée comme riposte à l'attaque allemande en Champagne, qui s'annonçait comme très prochaine. La préparation de cette contre-attaque, étudiée depuis quelques semaines, exigeait une durée de quatre jours, notamment pour la réunion et la mise en place des renforts à faire arriver des différentes parties du front, et, pendant cette période de temps, ces troupes pouvaient faire défaut sur les secteurs d'où elles provenaient, s'ils étaient attaqués. C'était donc quatre jours de risque, et peut-être de crise, à courir avant de pouvoir entreprendre une action utile.

Malgré cela, et pour hâter la marche des événements, nous avons prescrit de commencer cette préparation dès le 14 juillet, et, comme à cette date l'attaque allemande de Champagne paraissait de plus en plus proche, dans une entrevue à Provins avec le général Pétain, nous arrêtons que la contre-attaque, activement poussée et entièrement terminée le 18, serait déclenchée comme riposte à l'offensive ennemie, quand elle aurait lieu. Tandis que se poursuivaient nos préparatifs, s'était produite, dans une réunion du conseil suprême tenue à Versailles le 4 juillet, une de ces manifestations de l'inquiétude que les militaires investis de pouvoirs étendus inspirent à certains hommes politiques. Ce jour-là, au moment où la séance de l'après-midi se terminait tard, M. Lloyd George déposait et faisait insérer au procès-verbal de la séance une résolution rédigée en anglais, que M. Clemenceau, président du conseil, déclarait accepter au nom du gouvernement français. Aux termes de cette résolution, le comité de Versailles rentrait en scène, et les représentants militaires qui le constituaient reprenaient le droit de contrôle, sinon d'initiative, sur les plans d'action des armées alliées, ce qui enlevait au commandant de ces armées toute indépendance dans l'établissement des plans et toute liberté dans leur exécution.

Dès que ce document put être traduit et que j'eus connaissance du texte, dont la gravité semblait avoir échappé aux membres du conseil, j'allais à Paris trouver M. Clemenceau et lui dire que je ne pouvais l'accepter, ni continuer à commander les armées alliées, s'il était maintenu dans sa forme du moment. Nous repartions ensemble pour Versailles trouver M. Lloyd George, qui s'apprêtait à dîner avec les représentants des dominions. Malgré le trouble apporté dans la réunion, une discussion s'engageait aussitôt avec le premier ministre britannique. Une nouvelle rédaction était établie, d'après laquelle je gardais toute latitude pour l'établissement des plans d'opérations, n'en devant compte qu'aux chefs des gouvernements, tandis que les représentants militaires étaient tenus de s'entendre au préalable avec moi sur les propositions qu'ils auraient à présenter pour la conduite de la guerre.

Pendant ce temps, les préparatifs de l'ennemi s'étaient poursuivis et fortement avancés. Le 14 juillet, à 20 heures, un coup de main exécuté au 4^e corps français ramenait vingt-sept prisonniers. Interrogés sur-le-champ, ils révélaient que l'attaque allemande attendue par les alliés serait lancée dans la nuit même du 14 au 15 et que la préparation d'artillerie en commencerait à minuit dix. Avant que celle-ci fût entamée, nos tirs de contre-préparation et de contrebatterie étaient lancés sur tout le front du groupe d'armées du centre. L'ennemi était devancé dans l'ouverture du feu, et surpris par le nombre de nos batteries, dont la plupart se dévoilaient pour la première fois. Il n'en mettait pas moins son programme à exécution. à l'heure dite, son artillerie entra en action, et, entre 4 h. 15 et 5 h. 30, sur le front de quatre-vingt-dix kilomètres de Château-Thierry à Massiges, le saillant de Reims étant excepté, l'infanterie allemande s'élançait à l'assaut. à l'est de Reims, grâce aux mesures judicieusement prises par le général Gouraud, elle subissait un échec complet. Avant d'avoir pu aborder la position de résistance, sur laquelle était établi solidement le gros de la 4^e armée française, les colonnes ennemies étaient dissociées par le feu précis et dense de nos batteries, comme aussi par le tir des mitrailleuses réparties sur la ligne des avant-postes. Vainement le commandement allemand essayait-il à plusieurs reprises, pendant la journée, de reprendre d'assaut cette position de résistance ; il ne réussit pas à l'entamer sur un seul point.

À l'ouest de Reims, la journée ne nous était pas aussi favorable. Devant la 5e armée, l'ennemi faisait des progrès assez rapides entre la Marne et l'Ardre en direction générale d'Épernay, et rejetait le centre de cette armée (5e corps français et 2e corps italien) sur sa deuxième position. En même temps, il franchissait la Marne de part et d'autre de Dormans, repoussait les avant-postes établis au sud de la rivière, et établissait une tête de pont sur la ligne générale Mareuil-Le-Port, Comblizy, Saint-Agnan, Fossoy, que tenaient la gauche de la 5e armée française et la droite de la 6e. Pour faire face à cette poussée adverse, les réserves d'armée et la presque totalité des divisions en réserve générale étaient engagées dans la journée du 15. Le soir, le général Pétain n'avait plus qu'une division d'infanterie et une division de cavalerie en arrière de la 4e armée, et une division en arrière de la 5e. Ainsi, l'offensive allemande, franchement arrêtée sur le front de notre 4e armée, avait obtenu d'incontestables succès devant notre 5e armée et à la jonction de celle-ci avec notre 6e. Là elle avait abouti à rompre notre front et même à franchir la Marne à Dormans. De cet avantage partiel allait-elle pouvoir faire sortir une avance assez marquée et assez prompte pour troubler nos installations voisines et nous interdire la réalisation de notre programme ; allait-elle nous détourner de notre contre-offensive dont la préparation demandait encore deux jours ? Telle était la question qui pouvait se poser au cours de la journée du 15. Toutefois l'indécision cessait si l'on comparait la faiblesse des résultats obtenus par l'ennemi à la grandeur de son effort et à la puissance qu'avait déchaînée son initiative, si l'on considérait au total l'étendue de son échec.

Il avait échoué sur plus de quarante kilomètres de front en Champagne. Il avait franchi la Marne sur près de vingt kilomètres à Dormans. Les deux terrains étaient séparés, sur un espace d'une trentaine de kilomètres, par le puissant môle de la ville et de la montagne de Reims, qui restait entre nos mains. Dès lors il était hors d'état, dans les quarante-huit heures encore nécessaires à l'achèvement de la préparation de notre contre-offensive, d'élargir et d'agrandir ses avantages de la Marne au point d'en faire sortir la décision de la bataille engagée par lui, tandis que, ce délai passé, nous pouvions l'attaquer de l'Aisne à la Marne, sur un front de quarante kilomètres, avec des moyens puissants, de flanc, dans une direction et sur un terrain nouveaux, en surprise et en forces, au total dans des conditions de nature non seulement à neutraliser ses avantages, mais même à les rendre désastreux. Nous n'avions pour cela qu'à maintenir implacablement l'ordre d'idées et le programme d'exécution suivant lesquels se préparait notre reprise de l'initiative et de l'offensive entre l'Aisne et la Marne. Sans perdre de vue les entreprises de l'ennemi, et tout en parant au plus tôt aux dangers qui pouvaient être immédiats, il fallait maintenir et au besoin accentuer cette ligne de conduite. C'est à quoi je consacrai ma journée du 15.

Tout en partageant cette confiance, le commandant en chef des armées françaises, plus directement en contact avec les événements du champ de bataille, était préoccupé en particulier de l'avance allemande au sud de la Marne et en direction d'Épernay. Pour y faire face, il avait envisagé de prélever des troupes sur celles qui devaient exécuter la contre-attaque et d'en faire suspendre les préparatifs. Faisant route vers Mouchy-Le-Châtel, où je devais rencontrer le maréchal Haig, j'eus l'occasion de m'arrêter à Noailles, quartier général du général Fayolle, et d'y être instruit de ces dispositions. J'adressais aussitôt au grand quartier général un message qui opéra le redressement nécessaire. La préparation de la contre-attaque put se poursuivre sans qu'aucun retard y eût été apporté.

Mais, tenant compte des légitimes préoccupations du commandement français, je demandai au maréchal Haig de faire suivre sans interruption les deux divisions anglaises, qui, conformément à ma lettre du 13, porteraient à quatre les unités anglaises du front français. Malgré ses craintes de voir se produire dans les Flandres une offensive secondaire analogue à celle de Champagne, et un effort principal sur la partie du front comprise entre Château-Thierry et Lens, il accédait à ma manière de voir, et deux nouvelles divisions anglaises, les 13^e et 34^e, étaient dirigées vers le front français.

Dans ces conditions, les deux divisions britanniques déjà en route, et constituant le 22^e corps britannique, étaient mises à la disposition du général Pétain pour renforcer le front du groupe d'armée du centre momentanément sur la défensive, tandis que celles dont le transport commençait allaient débarquer dans la région de l'Oise pour y rester à ma disposition et s'employer ensuite, soit offensivement en renforcement de notre 10^e ou 6^e armée, soit défensivement au profit de la 3^e. C'est ainsi qu'il fut pourvu aux besoins immédiats de la défense, tout en maintenant la préparation de notre contre-offensive et en renforçant ses moyens. La journée du 16 se passait sans incident nouveau. L'attaque allemande, frappée d'insuccès la veille, ne parvenait pas à obtenir de meilleurs résultats. Elle dégénérait sur le front de Champagne en actions locales, décousues, impuissantes.

Au sud de la Marne, l'ennemi tentait vainement d'élargir sa tête de pont ; il se heurtait non seulement à une défensive opiniâtre, mais encore à des contre-attaques énergiques de la part de la 6^e armée française, qui l'arrêtait partout et même lui reprenait certains points d'appui. Si l'on ajoute que [notre artillerie et notre aviation, bombardant sans trêve les passages sur la Marne, rendaient difficile l'arrivée de ses renforts, de ses munitions et de ses vivres](#), on voit combien était précaire son établissement dans le fond de la poche de Château-Thierry. Les seuls progrès qu'il put enregistrer, dans la journée du 16, furent accomplis au sud-ouest de Reims, entre Vesle et Marne, en particulier le long de cette rivière, mais ils étaient si localisés qu'ils ne pouvaient influencer la situation d'ensemble et si coûteux qu'ils ne pouvaient être renouvelés sans préjudices. Après deux jours d'efforts infructueux pour améliorer les avantages déjà périlleux qu'elle avait obtenus sur la Marne, que pouvait faire la direction suprême allemande si ce n'est hésiter ? Quel devait être l'état moral de son armée entraînée et arrêtée dans le *Friedensturm*, le choc d'où sortirait la paix ? Il n'en sortait pour elle, en réalité, que la déception et l'amertume, prodromes de la défaite. Le 17 juillet, l'armée allemande était bien réduite à l'impuissance. Le 18, les canons alliés allaient à leur tour faire entendre leur tonnerre, au moment et sur le terrain qui leur avaient été fixés.

Comme on l'a vu précédemment, l'attention avait été appelée, dès le mois de juin, sur l'importance du noeud de chemins de fer de Soissons, qui était absolument indispensable à l'ennemi pour ravitailler convenablement ses troupes engouffrées dans la poche profonde, mais relativement étroite, de Château-Thierry. L'élaboration d'une offensive contre ce point de Soissons, peu éloigné de nous, avait été entreprise d'après mes notes des 14 et 15 juin, et le général Mangin en avait établi le plan dès le 20 juin. Depuis cette époque, nous avons entrevu des résultats beaucoup plus considérables qu'une simple perturbation des communications, à faire sortir de cette attaque dirigée d'ouest en est, à la condition qu'elle fût étendue dans sa base de départ et renforcée dans les moyens mis à sa disposition. C'est ainsi que le général Mangin avait progressivement étendu le front de son projet aux vingt-quatre kilomètres qui

séparaient ses positions de l'Aisne de celles de l'Ourcq, où il se liait à la gauche de notre 6e armée, et qu'il voyait successivement accroître ses forces, au point qu'il aura pour débiter 18 divisions (dont les 1ere et 2e divisions américaines formant le 3e corps américain), 3 divisions de cavalerie, 240 batteries de 75, 231 batteries d'artillerie lourde, 41 escadrilles, 375 chars d'assaut.

De son côté, le général Degoutte, commandant la 6e armée, avait fait connaître qu'il pourrait agir dans le même sens, prolonger à droite la 10e armée et étendre au delà de l'Ourcq l'attaque envisagée. Il avait établi un projet de reprise de l'offensive de la 6e armée, en prolongeant sur le front Ourcq-Clignon l'action entreprise à sa gauche par la 10e. Le moment venu, on mettrait à sa disposition un régiment de chars et une ou deux divisions d'infanterie. Avec ce supplément de forces, portant à huit divisions ses troupes d'attaque, il étendrait de vingt-six kilomètres le front offensif. Nous avions également prévu, dès le 9 juillet, une action concomitante de la 5e armée, exécutée entre la Marne et Reims en direction de l'ouest. Mais depuis cette date, la situation de cette armée s'était profondément modifiée, son intervention ne pouvait être que secondaire.

Entre temps, les 10e et 6e armées avaient, par des actions exécutées successivement, amélioré leur base de départ. C'est ainsi qu'à l'ouest de Soissons, la 10e armée s'était établie sur le plateau de Cutry-Dommiers, que plus au sud elle avait enlevé les villages de Longpont et de Corcy en bordure de la forêt de Villers-Cotterets, et qu'elle avait établi ses avant-postes à l'est du ruisseau de Savières. La 6e armée de son côté avait reconquis, à l'ouest de Château-Thierry, des positions importantes, telles que le village de Vaux, le bois des Roches et le bois Belleau, où la 2e division américaine s'était brillamment comportée. Ces opérations de détail, préparées avec le plus grand soin, ne nous avaient coûté que des pertes relativement minimales en comparaison des résultats moraux et tactiques qu'elles avaient procurés. Elles avaient montré en tout cas, dans cette région, une diminution certaine du degré de résistance de l'adversaire, ainsi que l'indiquait le nombre élevé des prisonniers capturés.

Pour parer à la crise d'effectifs qu'il subissait, le haut commandement allemand avait sans doute fait de ses divisions deux catégories, celles simplement chargées de tenir le terrain face à l'ouest, et celles chargées de le conquérir face au sud. Leur valeur apparaissait bien inégale. Tels étaient l'ordre d'idées envisagé, comme aussi la nature de nos préparatifs, lorsque l'attaque allemande était venue faire sentir le poids de sa puissance, bientôt amortie il est vrai. Malgré cette attaque, et en dépit de certaines inquiétudes, nous avons maintenu et poussé la poursuite pleine de promesses des préparatifs des 10e et 6e armées entre la Marne et l'Aisne, tandis que nous consolidions, par des moyens de fortune, notre situation momentanément affaiblie au sud de la Marne et devant notre 5e armée.

Le 18 au point du jour, les 10e et 6e armées passaient à l'offensive. À 4 h. 35, sur le front compris entre la vallée de la Marne et le plateau de Nouvron, l'artillerie très renforcée des deux armées entrait soudainement en action, tandis que l'infanterie sortant de ses tranchées, sans autre préparation, se portait en avant, précédée par ses chars de combat et survolée par une aviation nombreuse. Au nord de l'Ourcq, la 10e armée pénétrait largement dans la position de résistance de l'ennemi ; vers 10 heures, elle était maîtresse de Chaudun, Vierzy, Villers-Hélon. Au sud, la 6e armée, après s'être emparée de la ligne des avant-postes allemands, avait, conformément à son programme, effectué une préparation d'artillerie d'une heure et demie sur la position de

résistance adverse. Elle avait ensuite repris son mouvement en avant avec succès, et, vers midi, elle tenait cette position de Marisy-Saint-Mard à Torcy. Devant la tournure favorable des attaques, j'envoyais le jour même une directive particulière au général Pétain, lui disant :

1. La région au nord de la Marne de Château-Thierry se montre la plus favorable à une offensive féconde. Par suite, il y a lieu d'y renforcer d'abord l'action entreprise aujourd'hui par nos 6e et 10e armées, et de préparer ensuite le développement vers le nord de cette action.
2. Dans ce double but, il est nécessaire d'y concentrer sans retard toutes les unités fraîches qui sont disponibles au sud de la ligne Château-Thierry, Reims, Massiges, appelée à devenir, sans doute, notre champ démonstratif.
3. Les unités à prévoir sont entre autres : 22e corps britannique, qui irait rejoindre les 15e et 34e divisions britanniques. 42e division américaine. unités françaises ou américaines venant de l'est.
4. Cette nouvelle répartition des forces ne doit en rien restreindre l'activité offensive demandée aux 9e, 5e, 4e armées. C'est par la réorganisation des forces engagées, et non par l'introduction de nouvelles forces, qu'elle sera entretenue.

En même temps, j'avisais le maréchal Haig qu'afin d'être en mesure d'exploiter les résultats déjà obtenus, les 15e et 34e divisions anglaises étaient portées dans la région de Villers-Cotterets, où, tout en restant en réserve, elles pourraient préparer leur intervention dans la bataille. Les résultats obtenus le 18 juillet étaient en effet importants. Outre le gain de terrain qui, en fin de journée, amenait leurs avant-gardes jusqu'à la ligne générale Pernant, Neuilly-Saint-Front, Torcy, les 6e et 10e armées pouvaient enregistrer la capture de 10.000 prisonniers et de plusieurs centaines de canons. L'adversaire surpris n'avait opposé dans l'ensemble qu'une résistance médiocre. L'usage des voies ferrées de Soissons lui était dès à présent interdit.

Le 19, notre avance se poursuivait sur tout le front sans trop de difficultés, tandis que notre aviation de bombardement prenait à partie les passages de la Marne et les rassemblements ennemis signalés à Oulchy-Le-Château et Fère-En-Tardenois. Ces rassemblements semblaient montrer que la direction suprême allait défendre la vallée de l'Ourcq, par où une avance alliée compromettrait gravement et la possession des plateaux de Soissons et celle de la tête de pont au sud de la Marne. On pouvait donc prévoir qu'une grosse bataille allait s'engager dans le Tardenois. Aussi, après avoir vu le général Pétain dans la matinée du 19, je lui adressais l'instruction suivante :

La bataille engagée doit viser la destruction des forces ennemies au sud de l'Aisne et de la Vesle. Elle sera conduite avec la plus grande activité et la dernière énergie, sans perte de temps, pour exploiter la surprise réalisée.

Elle sera poursuivie par : la 10e armée, se couvrant de l'Aisne et ultérieurement de la Vesle, visant la conquête des plateaux au nord de Fère-En-Tardenois, sa droite à Fère-En-Tardenois. La 6e armée, appuyant la marche de la 10e et portant sa gauche à Fère-En-Tardenois. Les 9e et 5e armées, reprenant au plus tôt une offensive vigoureuse : la 9e armée, pour refouler l'ennemi au nord de la Marne.

La 5e, pour reconquérir d'abord le front Châtillon, Bligny et ultérieurement la route Ville-En-Tardenois, Verneuil.

En fait, dès le 20 juillet, la résistance ennemie s'affirmait. Ce jour-là, la 10e armée restait clouée sur les plateaux à l'ouest et au sud-ouest de Soissons. Sa droite seule gagnait du terrain vers Oulchy-Le-Château. La 6e armée rencontrait également de grosses difficultés entre l'Ourcq et la Marne et ne réalisait que des progrès insignifiants, tandis que la 5e armée, passant à son tour à l'offensive, enregistrait, avec l'appui de deux divisions britanniques, quelques avances entre Marvaux et Belval. La direction ennemie, surprise tout d'abord, n'avait pu manquer de saisir l'importance des coups qui lui avaient été portés par nos 10e et 6e armées les 18 et 19 juillet, comme aussi les dangers qui résultaient, pour ses troupes avancées à la Marne et au delà de la Marne, de nos progrès le long de l'Aisne et le long de l'Ourcq vers Fère-En-Tardenois. C'étaient des communications fortement menacées et sur le point d'être compromises, pour les troupes et pour les approvisionnements réunis à la Marne en raison de l'attaque du 15. Il lui fallait les replier au plus tôt, et pour cela arrêter à tout prix ou au moins ralentir, sans compter les sacrifices à faire sur ses deux flancs, les attaques de nos 10e et 6e armées venant de l'ouest et celles de la 5e venant de l'est. Elle pouvait à ces conditions effectuer, les 19 et 20 juillet, le repli des troupes et du matériel qui se trouvaient au sud de la Marne et opérer, dans les journées suivantes, l'évacuation vers la ligne de l'Ourcq des approvisionnements de toutes sortes accumulés dans la région boisée au nord de la rivière.

Dès lors, l'intérêt de notre manoeuvre remontait vers le nord de cette ligne, et, dès le 21 juillet, je donnais au général Pétain des instructions en conséquence :

... pour faire produire à la bataille en cours tous les résultats dont elle est susceptible, il est nécessaire de pousser au plus haut point l'action de la 10e armée sur les plateaux nord de Fère-En-Tardenois ; dans ce but, d'y affecter toutes les ressources disponibles, sans parler de l'appui constant que devra lui donner la gauche de la 6e armée et de l'offensive à maintenir sur les fronts des 9e et 5e armées...

Le surlendemain, 23 juillet, j'insistais de nouveau :

... il importe de reprendre vigoureusement et sans tarder la maîtrise des opérations pour tirer de la bataille en cours tous les résultats qu'elle peut encore produire... tous les moyens disponibles doivent être affectés à la 10e armée... il faudra que cette armée les concentre sur une partie de son front, pour exécuter une attaque puissante dans une direction particulièrement intéressante, la région de Fère-En-Tardenois.

Appuyée à droite par la 6e armée, concentrant à son aile gauche toutes ses disponibilités, cette attaque pourra avoir pour résultat d'obliger l'ennemi à évacuer dans des conditions difficiles toute la région au sud de Fère-En-Tardenois.

Par suite de l'affectation à la 10e armée de tous les moyens disponibles, la 5e armée ne disposera que de moyens restreints. Il y a donc lieu, pour la 5e armée, d'exécuter des opérations successives, en concentrant les moyens au profit de chacune d'elles et en déterminant les ordres de succession, de telle sorte que chacune place la suivante dans des conditions favorables. C'est ainsi qu'une progression sur les hauteurs au nord de l'Ardre facilitera une attaque ultérieure au sud de

la rivière, et que celle-ci obligera à son tour l'ennemi à évacuer la région au nord de la Marne...

Entre temps d'ailleurs, tout en renforçant et en conduisant ainsi la bataille en cours, je ne pouvais négliger la possibilité d'une riposte allemande sur un autre terrain. La direction suprême des empires centraux, pour échapper à l'étreinte dont elle était menacée, pouvait être tentée d'employer ses réserves dans une diversion au nord de l'Oise ou contre le front anglais. Pour être en état d'y faire face, je demandais au général Pétain de regrouper, en arrière de la gauche française, les divisions fatiguées retirées de la bataille, et je rendais au maréchal Haig l'entière disposition des deux divisions britanniques, que, le 12 juillet, je lui avais fait porter au sud de la Somme.

Cependant les 6e et 10e armées, ayant concentré de part et d'autre de l'Ourcq la majeure partie de leurs moyens d'action, les lançaient à l'attaque, le 25 juillet, en direction d'Oulchy-Le-Château. Dans un brillant assaut, Oulchy-La-Ville, Oulchy-Le-Château étaient enlevés, et nos troupes prenaient pied sur les pentes occidentales de la butte Chalmont qui domine la vallée de l'Ourcq, important succès qui enlevait à l'ennemi l'espoir et la possibilité de se rétablir sur la ligne de l'Ourcq. Dès le lendemain, les allemands opéraient leur retraite vers les hauteurs au nord de cette rivière, à une allure si rapide qu'en plusieurs points nos avant-gardes ne purent garder le contact. Le soir du 29, les 10e, 6e et 5e armées françaises étaient arrêtées devant ces hauteurs, sur la ligne générale Grand-Rozoy, Fère-En-Tardenois, Cierges, Ville-En-Tardenois, Vrigny. L'ennemi y faisait tête. Les 30 et 31 juillet, nos efforts pour le déloger restaient infructueux. Les villages de Seringes, Sergy, Villers-Agron, âprement disputés, repassaient plusieurs fois de main en main. La bataille, de nouveau, en était à un point mort.

Mais la lutte se poursuivant en vertu de mes directives du 27 juillet et des instructions du général Pétain du 29 juillet, la 10e armée se portait à l'attaque le 1er août, à 4 h. 45. Les 25e, 41e, 68e divisions françaises et la 34e division anglaise, appuyées par des unités de chars, s'élançaient à l'assaut des hauteurs de Grand-Rozoy. Malgré une âpre résistance de l'ennemi, elles enlevaient de haute lutte la position allemande entre l'Orme du Grand-Rozoy, le signal de Servenay et le village de Cramaille, et elles s'y maintenaient en dépit de nombreuses et puissantes contre-attaques. Cette action décisive contraignait les Allemands à un nouveau repli. Le 2 août au point du jour, les 10e, 6e et 5e armées trouvaient le vide devant elles et, le soir, elles atteignaient sans coup férir les plateaux au sud de la Vesle. Soissons était réoccupé.

Le 3, la progression continuait. Nos troupes, venant border la rive gauche de la Vesle, reprenaient contact avec l'ennemi et poussaient même sur certains points quelques éléments au nord de la rivière. Néanmoins, arrivés sur la ligne de la Vesle, nous y trouvions, le 4, les Allemands solidement installés. Ils paraissaient décidés à la défendre. Pour les en déloger, il eût été nécessaire de monter une nouvelle action avec de puissants moyens, sans qu'on pût en attendre de longtemps des résultats décisifs, tandis que nous préparions dès ce moment une autre bataille susceptible de conséquences graves, celle de Picardie et du Santerre. Nos disponibilités ne nous permettaient pas de mener à la fois cette bataille et une attaque contre la Vesle. Aussi, était-il prescrit aux groupes d'armées de réserve et du centre de s'établir sur les positions au sud de la Vesle, tout en continuant à donner à l'ennemi l'impression que la préparation d'une attaque de vive force se poursuit...

Ainsi se terminait, après trois semaines de lutte, la deuxième bataille de la Marne, commencée infructueusement par les Allemands le 15 juillet, retournée et poursuivie avec succès par les alliés depuis le 18. Un concours heureux de circonstances y avait amené des divisions américaines, britanniques, italiennes et françaises. Elle se soldait pour celles-ci par des bénéfices importants : 30.000 prisonniers, plus de 600 canons, de 200 minenwerfer, de 3.000 mitrailleuses capturés ; le front raccourci de quarante-cinq kilomètres, la voie ferrée Paris-Châlons rétablie, la menace contre Paris supprimée. Mais surtout le moral de l'armée allemande était atteint, celui des alliés grandi. Après quatre mois de défensive imposée par la supériorité adverse, une contre-offensive victorieuse avait remis entre nos mains l'initiative des opérations et la conduite des événements de cette longue et grande guerre. Il importait au plus haut point de conserver la maîtrise dans la conduite de la guerre, en en développant et précipitant les phases et les efforts dans une série d'actions ordonnée, mettant en jeu tous les moyens des alliés, aussi rapidement que possible pour interdire le rétablissement à l'adversaire, jusqu'à sa ruine définitive.

Chapitre IX — Le mémoire du 24 juillet.

Hanté de ces idées, en particulier depuis l'arrêt de l'offensive allemande, nous en fixions l'application à mesure que s'affirmait notre victoire en Tardenois. Cette application immédiate devait être basée sur les ressources dont nous disposions dans le moment, puis sur celles à venir. Elle avait également à poursuivre, avec des succès tactiques, des résultats capables d'accroître ces ressources ou d'en faciliter l'emploi. Enfin, pour entraîner tous les esprits, elle devait être présentée de façon à montrer que, par cet accroissement progressif de forces, nous pouvions entrevoir un effort d'ensemble à résultats décisifs, à la condition de hâter et de coordonner nos actions dans le temps. De là le mémoire ci-dessous :

I. – La cinquième offensive allemande, enrayée à son départ, a été dès le début un échec. L'offensive prise par les 10^e et 6^e armées françaises l'a transformée en une défaite. Cette défaite est tout d'abord à exploiter à fond sur le terrain même de la bataille ; c'est le but que nous visons en y poursuivant les attaques sans désespérer, et avec la plus grande énergie, mais ces conséquences s'étendent au delà de cette bataille même.

II. – La défaite de l'ennemi conditionne également l'attitude générale que doivent prendre les armées alliées. En effet aujourd'hui : sans que la supériorité soit encore de notre côté en tant que nombre de divisions, nous avons déjà atteint au moins l'égalité dans le nombre des bataillons, et d'une manière plus générale dans le nombre des combattants. Pour la première fois, par suite de la quantité des divisions que les Allemands ont été obligés d'engager, nous avons la supériorité dans le nombre des réserves, et, en raison du nombre élevé de divisions fatiguées que les Allemands vont être obligés de relever sur le front de bataille, nous aurons également la supériorité dans le nombre des réserves fraîches. D'autre part, tous les renseignements concordent pour nous montrer un ennemi réduit à avoir deux armées : une armée d'occupation sacrifiée, sans effectifs, maintenue longtemps sur le front, et, manoeuvrant derrière cette façade fragile, une armée de choc, objet de tous les soins du haut commandement allemand, mais déjà fortement entamée. De plus, une supériorité matérielle indiscutable se trouve du côté allié, en aviation, en chars d'assaut. En artillerie, la supériorité minime encore est destinée à s'accroître au fur et à mesure de l'arrivée de l'artillerie américaine. Enfin, en arrière des armées, du côté allié, la puissante réserve de forces de l'Amérique déverse chaque mois 250.000 hommes sur le sol de France ; du côté ennemi, on connaît les mesures exceptionnelles qu'il a été nécessaire de prendre pour parer à la crise des effectifs du mois de mai, et on voit par la difficulté qu'il éprouve encore à maintenir les effectifs de ses unités, qu'une nouvelle crise se manifeste. À toutes ces constatations de retournement en notre faveur du facteur force matérielle s'ajoute l'ascendant moral maintenu de notre côté depuis le début de la bataille par le fait que l'ennemi n'a pu, malgré ses efforts sans précédents, obtenir le résultat décisif qui lui était nécessaire ; ascendant moral grandi aujourd'hui par la victoire remportée par les armées alliées. Les armées alliées arrivent donc au

tournant de la route. En pleine bataille elles viennent de reprendre l'initiative des opérations ; leur force leur permet de la conserver, les principes de la guerre leur commandent de le faire. Le moment est venu de quitter l'attitude générale défensive imposée jusqu'ici par l'infériorité numérique, et de passer à l'offensive.

III. – Sans rechercher une décision, cette offensive, par une série d'actions à entreprendre dès maintenant, visera des résultats utiles :

1. Au développement ultérieur des opérations ;
2. à la vie économique du pays ; et elle maintiendra du côté des alliés la conduite de la bataille.

Ces actions doivent pouvoir être exécutées dans des conditions de rapidité, qui permettent de frapper sur l'ennemi des coups répétés ; cette condition en limite nécessairement l'étendue. Cette étendue est également limitée, d'ailleurs, par le nombre réduit d'unités, dont disposeront, pour l'offensive, les armées alliées, après quatre mois de bataille. En s'inspirant de ces considérations, le programme des actions offensives prochaines s'établit ainsi qu'il suit :

1. Opérations visant le dégagement des voies ferrées indispensables aux manoeuvres ultérieures des armées alliées :

a) dégagement de la voie ferrée Paris-Avrincourt, dans la région de la Marne, c'est le résultat minimum à obtenir de l'offensive actuelle ;

b) dégagement de la voie ferrée Paris-Amiens, par une action combinée des armées britanniques et françaises ;

c) dégagement de la voie ferrée Paris-Avrincourt, dans la région de Commercy, par la réduction du saillant de Saint-Mihiel, opération à préparer sans retard et à entreprendre par les armées américaines, dès qu'elles disposeront des moyens nécessaires.

2. Opérations visant à dégager la région des mines du nord et à écarter définitivement l'ennemi de la région de Dunkerque et de Calais. Ces opérations comportent deux attaques, pouvant être exécutées séparément ou en conjugaison l'une avec l'autre. Comme il a été dit ci-dessus, ces actions sont à mener à court intervalle, de façon à troubler l'ennemi dans le jeu de ses réserves et à ne pas lui laisser le temps de refaire ses unités. Elles sont à doter puissamment de tous les moyens nécessaires de façon à réussir à coup sûr. Elles doivent réaliser, enfin, à tout prix, la surprise. Les récentes opérations montrent que c'est là une condition indispensable du succès.

IV. – Jusqu'où nous conduiront, dans l'espace et dans le temps, les différentes opérations envisagées ci-dessus, c'est ce qu'il est impossible de prévoir dès maintenant. Toutefois, si les résultats qu'elles visent sont atteints avant que la saison soit trop avancée, il y a lieu de prévoir, dès maintenant, pour la fin de l'été ou pour l'automne, une offensive d'importance, de nature à augmenter nos avantages et à ne pas laisser de répit à l'ennemi. Il est encore trop tôt pour pouvoir la déterminer d'une façon plus précise.

V. – Il faut enfin prévoir qu'au cours de ces opérations, l'ennemi, pour échapper à l'étreinte ou pour ménager ses effectifs, peut être amené à

exécuter des replis successifs sur des lignes plus courtes préparées à l'avance. Ces manoeuvres ne doivent pas surprendre les armées alliées. Il importe donc dans chaque armée : de déterminer les replis possibles par l'étude du tracé des organisations arrières de l'ennemi ; de surveiller l'ennemi pour saisir tous les indices de repli ; d'avoir préparé toutes les actions nécessaires pour qu'il ne puisse pas exécuter ces manoeuvres à loisir.

Le 24 juillet, tandis que se poursuivait la bataille victorieuse du Tardenois, les commandants en chef des armées alliées, maréchal Haig, général Pétain, général Pershing, étaient réunis à mon quartier général de Bombon pour examiner ensemble les possibilités de l'avenir. à notre réunion, je leur donnais connaissance du mémoire ci-dessus ; il fut lu par mon chef d'état-major, le général Weygand. Et je dois avouer que ce ne fut pas sans provoquer chez eux une certaine surprise par ses prétentions, par l'ampleur et le nombre des entreprises envisagées dans le mémoire. Chacun d'eux, se plaçant à son point de vue qui ne manquait pas de justesse, me disait, le maréchal Haig : l'armée britannique, entièrement désorganisée par les événements de mars et d'avril, est encore loin d'être refaite ; le général Pétain : l'armée française, après quatre ans de guerre et de rudes épreuves, est aujourd'hui épuisée, et encore anémiée, exsangue ; le général Pershing : l'armée américaine ne demande qu'à se battre, mais elle n'est pas encore formée. Comment, dans ces conditions, entrevoir la possibilité de réaliser des offensives répétées et de grande ampleur ?

Tout en reconnaissant le bien-fondé de chacune de ces observations, j'insistais sur le compte qui avait été tenu de ces faiblesses du moment et sur la combinaison faite de nos forces, pour estimer le programme viable et praticable avec la possibilité de le mettre à exécution à une allure que je fixerais d'après les circonstances, pour la précipiter ou la ralentir suivant le succès qui suivrait nos actions. Les généraux commandants en chef ne présentaient pas d'objections formelles. Après m'avoir quitté en emportant le texte de la note du 24 juillet, ils y adhéraient pleinement le lendemain ; ils acceptaient le principe des opérations projetées.

Un deuxième point était traité dans la conférence du 24 juillet, c'était la nécessité pour les alliés d'amener en tout cas la décision de la guerre en 1919. Personnellement, j'avais dans une lettre récente demandé à M. Clemenceau de convoquer la classe 1920 dès le mois d'octobre 1918, et je lui en avais donné les raisons : l'année 1919 sera l'année décisive de la guerre. Dès le printemps, l'Amérique aura produit son plus grand effort. Si on veut abrégé la lutte, il nous faut dès ce moment lui donner toute l'intensité possible et par suite avoir dans nos armées toutes les ressources possibles... car, concluais-je, plus nous serons forts, plus tôt nous serons victorieux, mieux nous serons écoutés. C'est dans le même esprit que je m'adressais, le 24 juillet, aux commandants en chef en les invitant à établir le bilan des ressources dont chacun d'eux pourrait disposer au début de 1919 en effectifs, grandes unités, artillerie, aviation, chars d'assaut, moyens mécaniques de transport à travers champ. J'insistais particulièrement sur la nécessité non seulement de maintenir, mais de développer notre supériorité en chars d'assaut, et je sollicitais les commandants en chef d'agir auprès de leurs gouvernements respectifs pour que la production de ce matériel fût activée. S'en tenant au programme des opérations prochaines, le général Pétain envoyait le 26 juillet son adhésion écrite, ajoutant qu'à son avis l'attaque du saillant de Saint-Mihiel constituerait avec les opérations dans la poche d'Armentières, l'offensive d'importance envisagée pour la fin de l'été et pour

l'automne. Elle épuisera probablement, mais pour un résultat utile et complet, les ressources françaises pour l'année 1918... Les deux autres commandants en chef n'envoyèrent pas de réponses écrites, relativement au mémoire présenté, s'en tenant à leur adhésion verbale.

Chapitre X — Offensives partielles des alliés (août-septembre 1918).

1. Dégagement d'Amiens et de la voie ferrée Paris-Amiens.

Préparation de l'attaque. – la bataille du Santerre, 8 au 12 août. – la résistance ennemie s'organise ; prévisions faites en conséquence.

En conséquence de ces manières de voir, et des dispositions prises pour y répondre, nous allions engager dès le 8 août une seconde grande offensive, franco-britannique celle-ci, la bataille du Santerre. Ses suites devaient être particulièrement graves. Depuis le 3 du mois d'avril, nous avions poursuivi l'idée de reprendre le saillant ennemi de Montdidier, dont la proximité empêchait l'utilisation de la voie ferrée Paris-Amiens. Ensuite était venu l'établissement des Allemands aux environs de Villers-Bretonneux, dont le voisinage menaçait les dernières communications franco-britanniques par voie ferrée, et d'où leur canon atteignait déjà le noeud de chemins de fer d'Amiens. Il importait au plus tôt de dégager la région d'Amiens et la voie ferrée Amiens-Paris. Cette nécessité avait frappé le maréchal Haig. Il m'avait écrit le 17 juillet : l'opération qui, à mon avis, est de la plus haute importance et que je vous propose comme devant être exécutée le plus tôt possible, consisterait à faire progresser le front allié à l'est et au sud-est d'Amiens, de manière à dégager cette ville et la ligne de chemin de fer. Le meilleur moyen d'atteindre ce but, c'est d'effectuer une opération combinée franco-britannique, les Français attaquant au sud de Moreuil et les Anglais au nord de la Luce...

Cette proposition rentrait trop bien dans mes instructions antérieures et dans ma manière de voir, surtout depuis nos succès du Soissonnais et du Tardenois, pour ne pas y donner suite sans retard, en l'agrandissant le plus possible. Le 20, j'écrivais au maréchal Haig : au point où nous en sommes, il est indispensable de saisir l'ennemi et de l'attaquer partout où nous pouvons le faire avec avantage. Je suis donc particulièrement heureux de votre lettre du 17 me donnant connaissance des différents projets que vous envisagez sur votre front... l'opération combinée entre la 4e armée britannique et la 1ere armée française visant à dégager Amiens et la voie ferrée me paraît également, en raison de résultats des plus profitables, à exécuter en ce moment... je vous propose que les généraux commandant la 4e armée britannique et la 1re armée française soient invités à s'entendre pour mettre d'aplomb sans retard un projet sur lequel nous nous mettrions définitivement d'accord par la suite... et je concluais : ... l'ennemi semble aujourd'hui en être réduit à avoir deux armées : l'une, d'occupation, sacrifiée et par suite sans grande valeur, comme le prouve le succès complet des multiples opérations de détail récemment entreprises et le chiffre élevé des prisonniers capturés dans ces opérations ; l'autre, de choc, particulièrement entraînée, mais déjà sérieusement entamée. Il y a dans cette situation une cause de faiblesse à exploiter, plusieurs offensives à entreprendre sans retard sur les parties du front simplement tenues par des troupes d'occupation. Il y a dans l'échec, qui paraît s'affirmer chaque jour plus grand, de la dernière offensive ennemie, une occasion à saisir. Nous ne devons pas y manquer.

Cette offensive franco-britannique, visant le dégagement du chemin de fer et d'Amiens, rentrait, comme on l'a vu, dans le plan du mémoire du 24 juillet communiqué aux généraux en chef à Bombon. Dès le 26, à Sarcus, dans une conférence avec le maréchal Haig, en présence des généraux Rawlinson et

Debeney, nous arrêtons les grandes lignes de l'attaque. Celle-ci partirait du front Somme-Hargicourt ; la 4e armée britannique avec douze divisions, se portant en direction de Chaulnes ; la 1ere armée française, forte de quatre à six divisions, en direction de Roye. Le 28 juillet, l'opération était précisée dans la directive ci-dessous :

1. Le but de l'opération est de dégager Amiens et la voie ferrée Paris-Amiens, comme aussi de battre et de rejeter l'ennemi entre Somme et Avre.
2. Pour cela, l'offensive, couverte au nord par la Somme, est à pousser aussi loin que possible en direction de Roye.
3. Elle sera exécutée par :
 - a) la 4e armée britannique, forte, pour commencer, de douze divisions d'infanterie et de trois divisions de cavalerie, appuyée par :
 - b) la 1ere armée française, renforcée de quatre divisions, agissant l'une au nord, l'autre au sud de la route de Roye, une fois assuré le débouché au sud de la Luce et à l'est de l'Avre.

Comme, à cette date, notre victoire du Soissonnais aurait sans doute donné la plus grande partie des résultats qu'on pouvait en attendre, il y avait intérêt à hâter la préparation de l'offensive au sud de la Somme, de façon à ne pas laisser de répit à l'ennemi. Enfin, pour assurer la parfaite entente entre la 4e armée britannique et la 1ere armée française appelées à agir ensemble, comme aussi une plus grande vigueur à l'exécution, je demandais au maréchal Haig de prendre lui-même le commandement de ces deux armées ; de là ma seconde communication de ce jour, remise par le général Weygand au maréchal Haig, à Montreuil :

Aujourd'hui 28, nos progrès vers l'Ardre et l'Aisne s'accroissent rapidement. L'ennemi se retire dans la région de la Marne vers le nord.

Il y prendra sans doute, derrière une rivière, une position défensive que nous ne pourrions pas attaquer immédiatement et qui lui permettra vraisemblablement de réorganiser ses forces et de récupérer dans quelque temps des disponibilités.

Dans ces conditions, il y aurait intérêt, semble-t-il, à hâter l'action combinée de votre 4e armée avec notre 1ere armée. Elle trouverait certainement un ennemi moins en état de la recevoir.

Je vous demande donc d'avancer, dans la mesure du possible, la date de cette opération. Je ferai avancer dans la même proportion le retour de votre 22e corps d'armée.

Enfin, comme à cette opération de deux armées alliées il faut une direction unique, je vous demande de vouloir bien en prendre le commandement vous-même.

Le 29, sir Douglas adressait au général Debeney ses directives générales, et, le 31, celui-ci donnait ses ordres aux trois corps d'armée français, qui allaient opérer au sud de la 4e armée britannique. En outre, pour faciliter le débordement de Montdidier, le corps de gauche de la 3e armée, en position au sud de la ville, était rattaché à la 1ere armée. Des opérations de détail, exécutées dans les semaines précédentes, avaient déjà procuré aux armées une

base de départ meilleure. C'est ainsi que, le 4 juillet, la 4e armée britannique s'était emparée, au sud de la Somme, du bois de Vaire et du village de Hamel, que la 1ere armée française, après avoir enlevé le 12 juillet la ferme Anchin et Castel, s'était, le 23, rendue maîtresse des villages et plateaux de Mailly-Raineval, Sauvillers, Aubvilliers, capturant près de 2000 prisonniers et plusieurs canons. Cette dernière action, en particulier, avait eu des conséquences avantageuses pour nous. Menacé dans son établissement sur la rive gauche de l'Avre, l'ennemi s'était replié sur la rive droite de cette rivière, ne conservant que quelques avancées à l'ouest de Montdidier (3 et 5 août). Si l'on ajoute que, dans le même temps, les Allemands, devant la 3e armée britannique, repassaient à l'est de l'Ancre, entre Saint-Pierre et Dernancourt, et que dans les Flandres ils abandonnaient à la 2e armée britannique une partie de leurs positions au sud de la Lys, on voit quels symptômes d'épuisement l'ennemi donnait en ces premiers jours d'août, et sous quels auspices favorables se présentait l'attaque franco-britannique de Picardie.

En fait, le 8 août à 4 heures, au milieu d'un brouillard qui couvrait encore les approches de préparatifs achevés dans la nuit, l'artillerie ouvrait un feu des plus intenses, écrasant les batteries ennemies. À la 4e armée britannique, l'infanterie et les tanks marchaient aussitôt à l'attaque ; à la 1ere armée française, dont la base de départ était en équerre par rapport à celle des Britanniques, l'attaque partait après une préparation d'artillerie de quarante-cinq minutes. L'ennemi était complètement surpris par la violence et la rapidité de l'attaque. Il se repliait dans un profond désarroi, abandonnant une quantité de matériel. C'était une avance de plus de dix kilomètres que nous effectuions dans la journée, sur un front de plus de vingt kilomètres. Nous prenions solidement pied sur le plateau du Santerre et atteignions la ligne Morlancourt, Morcourt, Harbonnières, Caix et Hargicourt. Plus de 130.00 prisonniers et de 300 canons témoignaient de l'importance de la journée. Il fallait vigoureusement poursuivre le succès, en maintenant l'action entreprise. C'est dans ce but que le colonel Desticker remettait de ma part au général Debeney, dans la matinée du 9, la note suivante :

Il est bien entendu que la 1ere armée française doit atteindre Roye au plus tôt et y tendre la main à la 3e.

Quand le résultat sera obtenu, la situation seule indiquera ce qu'il y aura à faire, s'arrêter ou aller encore de l'avant.

C'est précisément parce qu'on ne le peut fixer aujourd'hui qu'il ne faut s'interdire aucune possibilité. Dans ce but et à aucun prix il ne faut renvoyer de divisions en arrière. Celles qui ne peuvent plus avancer sont doublées, passent en deuxième ligne et appuient jusqu'à ce que soit obtenu le résultat voulu par le commandement supérieur.

Donc : aller vite, marcher fort en manoeuvrant par devant ; appuyer par derrière, avec tout le monde jusqu'à obtention du résultat. Ces trois conditions réalisées éviteront les pertes dans quelques jours.

Peu après j'adressais un nouveau message au général Debeney, dont l'attention semblait absorbée par les difficultés que son aile droite rencontrait dans le franchissement de l'Avre en aval de Montdidier :

Après avoir assuré le pivot de sa manoeuvre au delà de Montdidier, le général Debeney ne doit pas perdre de vue que son aile marchante est sur la rive droite de l'Avre sur la route de Roye, au contact de l'armée

anglaise, la plus forte. C'est là qu'il doit surtout agir personnellement, pousser en particulier le 31^e corps, tambour battant, sur Roye, sans perdre une minute, supprimant tous retards et hésitation.

C'est là qu'est la grosse décision, par suite sa place et son action.

Dans la journée du 9, une avance sérieuse était de nouveau réalisée sur le front franco-britannique porté jusqu'à la ligne Morlancourt, Chipilly, Rosières-En-Santerre, Bouchoir, Pierrepont, Assainvillers, Le Troquoy. Encerclé par le nord et par le sud, Montdidier était évacué par l'ennemi dans la nuit suivante. Le 10, les attaques se poursuivaient et gagnaient encore un terrain appréciable : au nord de la Somme, vers Bray, et au sud vers Chaulnes et Roye. Entrant à son tour en action, en exécution des ordres du général Fayolle, qui, depuis le 5 août, envisageant les répercussions à escompter de l'offensive franco-britannique, avait préparé l'intervention de la 3^e armée à la droite de la 1^{ère}, en vue de faire tomber, par contrecoup, toute la Petite Suisse, au sud de Noyon, la 3^e armée française se portait sur Lassigny et atteignait, dans la soirée du 10, le front Conchy-Les-Pots, Ressons-Sur-Matz, Machemont. En présence de ces résultats, le haut commandement allié adressait le 10 à ses subordonnés une directive générale en vue de coordonner et d'orienter leurs efforts communs :

1. L'action des 4^e armée britannique et 1^{ère} armée française est à poursuivre vers l'est en direction générale de Ham..., la 4^e armée britannique visant à atteindre la Somme en aval de Ham pour en préparer le passage, tout en poursuivant son action à cheval sur cette rivière de Bray à Péronne ; la 1^{ère} armée française appuyant cette marche en visant la route Ham-Guiscard.
2. Dès à présent, la marche de la 3^e armée française est entreprise en direction de Lassigny-Noyon pour exploiter l'avance de la 1^{ère} armée française et nettoyer la région de Montdidier et ultérieurement celle de Noyon.
3. L'attention de M. Le maréchal Haig est appelée sur l'intérêt certain de préparer au plus tôt des entreprises de la 3^e armée britannique en direction générale de Bapaume et Péronne, pour ébranler le front ennemi et en exploiter sans retard le fléchissement.

Il fallait, en effet, tandis que se poursuivait notre marche victorieuse sur la rive gauche de la Somme, prévoir le moment où elle s'arrêterait à bout de souffle, ou devant un sérieux obstacle encore défendu par l'ennemi. Il fallait préparer pour ce moment une action immédiatement exécutable sur la rive droite de la Somme et en Artois. De là, le troisième paragraphe de ma directive du 10.

Dans la matinée du 10, je m'étais rendu près du maréchal Haig pour lui développer cette idée de préparer au nord de la Somme et vers Arras une extension de ses attaques. Par là, nous éviterions de laisser s'étioler dans une lutte étroite les avantages acquis ; nous profiterions du trouble apporté dans les dispositions ennemies par nos victoires successives ; nous continuerions d'ébranler sa résistance en portant de nouveaux coups sur des points où elle avait dû perdre des forces. Encore fallait-il commencer les préparatifs de ces opérations. Cependant, après trois jours d'attaques menées sans désespérer, les armées franco-britanniques rencontrèrent soudain des résistances sérieuses. L'ennemi avait atteint, en de nombreux points, ses anciennes positions de 1914 ; il semblait y vouloir faire tête. En effet, le 11 août, la gauche de la 1^{ère} armée française et la 4^e armée britannique n'avançaient plus que péniblement entre

l'Avre et la Somme, tandis que la 3e armée française et la droite de la 1ere opéraient une progression notable en direction de Lassigny.

J'insistais près du maréchal Haig pour que la marche sur Bray fût poursuivie avec énergie, et je me rendais personnellement auprès de lui, dans la soirée du 11, pour le solliciter de nouveau de donner à ses attaques toute la puissance désirable. Il fallait toutefois, dès le lendemain, reconnaître, comme je le fixais dans une lettre aux commandants en chef des armées britannique et française, qu'il était nécessaire d'adopter une nouvelle tactique pour assurer les résultats dont il convenait de poursuivre l'obtention entre la Somme et l'Oise, à savoir le rejet de l'ennemi sur la Somme et la mainmise sur les passages de la rivière à Ham et en aval :

En présence de la résistance offerte par l'ennemi, il ne peut être question pour les atteindre de pousser uniformément sur tout le front, ce qui conduirait à être faible partout. Il y a lieu, au contraire, de viser par des actions concentrées et puissantes les points importants de la région, c'est-à-dire ceux dont la possession augmentera la désorganisation de l'ennemi, en particulier en compromettant ses communications. Ces actions doivent être promptement et fortement montées par une réunion et une mise en oeuvre rapides de moyens à portée et appropriés à la nature des résistances rencontrées (tanks, artillerie, infanterie en bon état...)

C'est ainsi qu'il importait d'entreprendre :

a) *au plus tôt*, une attaque combinée de la 1ere armée française et de la droite de la 4e armée britannique visant la possession du noeud de routes de Roye, attaque appuyée au sud par la 3e armée française en vue de nettoyer la région de Noyon ;

b) *sans retard*, une attaque du centre de la 4e armée britannique partant de la région de Lihons-Herléville, en direction du nord-est, visant à prendre, ou tout au moins à tenir sous le canon de campagne, la grand'route d'Amiens à Brie, attaque à combiner avec la gauche de la 4e armée britannique, en direction de l'est.

Mais toujours soucieux de donner à notre offensive une ampleur accrue nous ajoutions :

Ces résultats peuvent être étendus dans de vastes proportions par une extension des attaques sur les deux flancs de la bataille en cours, au nord de la Somme d'une part, à l'est de l'Oise d'autre part.

Et nous préconisons dans ce but :

a) au nord de la Somme, une attaque de la 3e armée britannique en direction générale de Bapaume-Péronne ;

b) à l'est de l'Oise, une attaque de la 10e armée française en direction de Chauny et de la route Chauny-Soissons.

Nous concluons :

Les résultats obtenus par la 3e armée française avec ses seuls moyens montrent ce qu'on peut attendre de l'extension des actions offensives sur le flanc d'une attaque victorieuse. Depuis le 15 juillet, l'ennemi a engagé dans la bataille 120 divisions. Il y a aujourd'hui une occasion à

saisir qui ne se retrouvera pas sans doute de longtemps et qui commande à tous un effort que les résultats à atteindre justifient pleinement... l'intérêt de nos affaires demande que les attaques indiquées ci-dessus soient exécutées le plus tôt possible et avec les moindres intervalles de temps possible.

Dans l'après-midi du même 12, je rencontrais à Flixécourt, près d'Amiens, le maréchal Haig et le général Pétain, convoqués comme moi à une audience de sa majesté le roi d'Angleterre ; ils me donnaient l'assurance de leur accord complet touchant la directive d'opérations ci-dessus. On allait donc repartir sur de nouvelles bases, avec des attaques puissamment montées. Dès le 13, on commençait dans les différentes armées le regroupement et la concentration des forces ; le 14, les tirs de préparation étaient entamés aux 4e armée britannique et 1ere armée française, que le général Humbert (3e armée) et le général Mangin (10e armée) s'apprêtaient à appuyer au sud. La reprise de l'offensive combinée sur Roye, Noyon, Chauny, était fixée au 16 août.

Dans l'après-midi du 14, je me rendais à Provins pour entretenir le général Pétain des opérations projetées. En cours de route, vers 16 heures, j'étais rejoint par un officier anglais, venu en avion, porteur d'une lettre du maréchal Haig. Ce dernier rendait compte que, depuis quarante-huit heures, le tir de l'artillerie ennemie sur le front des 4e armée britannique et 1ere armée française s'était développé de façon considérable, que les organisations allemandes sur la ligne Chaulnes-Roye étaient solidement tenues, et que, pour ces raisons, il avait décidé de différer l'opération prévue pour le 16, jusqu'à ce qu'une préparation d'artillerie appropriée ait été exécutée en vue d'opérer une attaque bien au point sur les positions. On pourrait mener cette action conjointement avec l'attaque sur le front de la 3e armée (anglaise), dont la préparation était activée aussi rapidement que possible. Séance tenante, et tout en comprenant qu'il ne fallait pas lancer des troupes à l'attaque sans une préparation effective d'artillerie, je ne voyais pas la nécessité de subordonner la date de l'attaque de la 4e armée anglaise et de la 1ere armée française à celle de la 3e armée britannique. Tout au contraire il y avait lieu de hâter le plus possible l'attaque de la 4e armée britannique et de la 1ere armée française, comme aussi de la faire suivre le plus rapidement possible de celle de la 3e armée britannique. Et je répondais dans ce sens à la note du maréchal Haig.

Une fois rentré à mon quartier général de Bombon, et après m'être renseigné sur la situation du côté français, je complétais ma pensée par un nouveau message au commandant en chef britannique, lui indiquant qu'en raison des dispositions déjà prises par la 1ere armée française, de la préparation d'artillerie déjà commencée, un retard apporté à l'opération sur Roye, décidée pour le 16, aurait les plus graves inconvénients. La date prévue devait donc être maintenue et la 4e armée britannique donner, le 16, l'appui jusqu'à Hattencourt à la 1ere armée française, à moins d'une impossibilité absolue de la part des troupes de l'aile droite de cette armée, que le maréchal Haig était invité à faire connaître sans retard. Comme on le voit, l'ennemi, à l'ouest de la Somme, s'était redressé et avait consolidé sa résistance en utilisant pour cela les anciennes lignes de défense de 1916. Dans quelle mesure fallait-il tenir compte de cette situation ?

Dans la matinée du 15 août, m'étant rendu à Sarcus, j'y recevais le général Debeney. Il me déclarait que l'attaque projetée sur Roye serait incontestablement dure et qu'il estimait pour sa part que, si ses forces étaient suffisantes pour l'exécuter, elles seraient trop faibles pour la soutenir. Dans

l'après-midi du même jour, j'avais encore un entretien avec sir Douglas. Il m'exposait à nouveau les raisons pour lesquelles il voyait l'attaque très dure au sud de la Somme et le succès douteux même au prix de pertes considérables. à son avis le résultat pouvait être obtenu d'une manière indirecte, mais plus sûre, par la 3e armée britannique, qui, attaquant au nord de l'Ancre, sur le front Miraumont, Monchy-Le-Preux, en direction du sud-est, tournerait la ligne de la Somme au sud de Péronne.

Je me rangeais définitivement aux vues du maréchal Haig et je modifiais mes ordres du 12 août concernant les opérations de la Somme, mais sous réserve que l'allure à donner à l'attaque de la 3e armée britannique devrait permettre de reprendre activement la poussée au sud de la rivière en vue d'y conquérir les objectifs antérieurement assignés. Je confirmais ces différents points dans une lettre que je lui adressais le soir même. Désormais il fallait entrevoir une action des 4e armée et 3e armée britanniques liées l'une à l'autre, et une action de la 1ere armée française rattachée à celles des 3e et 10e armées françaises. Aussi la 1ere armée rentrait-elle, à la date de ce jour, aux ordres de son commandant de groupe, le général Fayolle, sous le haut commandement du général Pétain. En même temps, j'avisais par télégramme le commandant en chef des armées françaises que les attaques sur Roye et Chaulnes étaient pour le moment différées, que les armées britanniques se préparaient activement à étendre leur action au front Ancre-Scarpe et qu'elles comptaient que cette action prendrait tout son développement vers le 20 août. Il était, en conséquence, invité à combiner les opérations de ses 1ere, 3e et 10e armées, en vue de dégager la région de Lassigny, Noyon, forêt de Carlepont, et de préparer le dégagement ultérieur de la région de Roye, Chauny, Noyon. Ces opérations, ainsi que celles des armées britanniques, ayant pour objet de déterminer le repli des troupes allemandes en position à l'ouest de la Somme, une pression énergique devait être maintenue de ce côté.

2. Extension du front d'attaque franco-britannique

L'offensive est prise de l'Aisne à la Scarpe, 20-21 août. – résultats obtenus depuis le 18 juillet ; le dégagement de la région minière du nord s'est opéré sans coup férir ; perspectives d'avenir.

Dès le milieu du mois d'août, une préoccupation me tenait, c'était la crainte de voir le commandement allemand décoller ses armées de notre emprise et rompre brusquement le combat pour aller le reprendre à une certaine distance en arrière, dans une meilleure situation de front plus réduit, avec des obstacles et un terrain plus favorables à la défensive, comme aussi avec une nouvelle répartition de ses forces, susceptible de fournir une avantageuse contre-attaque, en un mot de tenter, dans le domaine de la guerre de position, une manœuvre analogue à celle par laquelle le général Joffre avait préparé et gagné la première bataille de la Marne.

Dans une solution purement militaire de cette sorte, dont il prendrait et garderait l'initiative, il était en état de chercher à rétablir le sort des armées allemandes. Elle pouvait consister à se dégager au plus tôt de notre étreinte, à rompre le contact que nous maintenions étroit partout, et, en profitant du temps que lui assurait la lenteur de notre avance dans des régions dévastées, à se rétablir sur une ligne de repli telle que Anvers, Bruxelles, Namur, la Meuse, la Chiers, Metz, Strasbourg, pour y réunir l'ensemble de ses forces, et monter une résistance nouvelle nous imposant un sérieux effort à l'entrée de l'hiver. Cette ligne était presque moitié moindre que le front qui s'étendait de la mer du nord aux Vosges.

Elle comportait de sérieux obstacles, de par la nature, sur la plus grande partie de son étendue, et à ses deux extrémités la fortification lui prêtait un appui des plus solides. Elle ne pouvait être abordée par les armées alliées en bonne forme avant une quinzaine de jours, qui eussent pu être fortement utilisés par l'état-major allemand. Et c'était alors, pour ces armées, une forte bataille à recommencer avec de longs et sérieux préparatifs, en face d'un champ de bataille embrassant la Lorraine, si fortement organisée, le pays des Ardennes, d'une pénétration difficile, et sur une faible étendue les pays bas de Belgique. Peut-être aurions-nous été obligés d'y passer l'hiver.

Mais le recul que comportait une pareille manoeuvre, seule capable de rétablir la fortune des armées allemandes, eût été l'aveu, par l'état-major allemand, d'une sensible défaite militaire, capable d'influencer dangereusement l'opinion publique de l'Allemagne. C'était l'abandon d'une partie de la France, de la plus grande partie de la Belgique, comme aussi de la Haute Alsace. C'eût été une modification profonde de la carte de guerre, au moment où l'on envisageait des propositions de paix, enfin l'enlèvement ou l'abandon d'un formidable matériel de guerre à risquer tout d'abord. En tout cas, l'état-major allié, en précipitant ses actions, prenait ses dispositions pour lui enlever toute possibilité d'une telle manoeuvre. En conséquence des dispositions concertées, l'offensive franco-britannique allait désormais s'étendre depuis la vallée de l'Aisne jusqu'à celle de la Scarpe. La reprise en était prévue pour le 20 août.

À l'aile droite, la 10^e armée française avait, dans les journées du 17 et du 18, préparé ses opérations d'ensemble par des actions de détail, qui l'avaient rendue maîtresse des hauteurs situées entre Tracy-Le-Val et Morsain et lui avaient permis d'avancer une partie de son artillerie. Le 20, elle s'élançait à l'assaut de la position principale de l'adversaire, débusquait l'ennemi du plateau de Nouvron et le rejetait vers la région boisée du mont de Choisy et de Carlepont. Le 21, elle s'en emparait, et, poursuivant l'Allemand battu, venait, dans les journées des 22 et 23, border l'Oise et l'Ailette. En même temps, la 3^e armée française occupait Lassigny et la rive droite de la Divette. La première mission assignée à ces armées, le dégagement de la région de Lassigny, Noyon, forêt de Carlepont, était ainsi, en trois jours, menée à bien. À l'aile gauche du dispositif, la 3^e armée britannique, commandée par le général Byng, entrait à son tour en action. Par suite d'un retard dans l'arrivée de certaines unités, retard dont le maréchal Haig avait rendu compte, l'attaque avait été remise au 21. Pour éviter tout nouveau délai, en présence des résultats obtenus par la 10^e armée française, j'avais adressé dès le 19 un pressant appel à sir Douglas :

... l'ennemi est partout ébranlé par les coups qu'il a déjà reçus ; nous devons répéter ces coups sans perdre de temps et en y consacrant toutes les divisions susceptibles d'intervenir sans retard.

Je compte donc que l'attaque de votre 3^e armée, déjà remise au 21 août, va partir ce jour-là avec violence, entraîner les divisions voisines de la 1^{ère} armée et l'ensemble de votre 4^e armée. Au lendemain de vos brillants succès des 8, 9, 10..., une conduite timide de leur part répondrait peu à la situation de l'ennemi et à l'ascendant moral que nous avons pris sur lui.

La 3^e armée britannique ne faillit point à ce qu'on attendait d'elle. Le 21 août, après une pénétration rapide dans les lignes allemandes, elle rejetait l'ennemi au delà de la voie ferrée Arras-Albert, entre Moyenneville et Beaucourt, reprenait le 23 son mouvement en avant, et, le 25, récoltant le fruit de ses efforts, elle

arrivait aux portes de Croisilles et de Bapaume. Profitant de cette avance, la 4e armée britannique progressait au nord de la Somme et venait occuper le plateau de Mametz et les hauteurs de Bray. Mais, pendant que les attaques victorieuses se développaient aux deux ailes, au nord de la Somme et sur l'Oise, le centre franco-britannique continuait de mener, entre la Somme et l'Oise, de durs combats en direction de Roye sans obtenir de résultats appréciables.

Il apparaissait de plus en plus certain que la résistance allemande dans cette région centrale ne serait brisée que par l'action des ailes, sans cesse élargie et renforcée. Aisément je ralliais les commandants en chefs à cette manière de voir. Dès le 22 août, en particulier, le maréchal Haig, avec une justesse de vue et un entrain indiscutables, m'informait au cours d'une entrevue à Mouchy-Le-Châtel, que l'attaque de sa 3e armée serait poursuivie avec la plus grande énergie, appuyée au nord de la Somme par la 4e armée britannique. Les commandants de ces deux armées, le général Byng et le général Rawlinson, avaient pour mission d'atteindre le plus tôt possible la ligne Quéant, Velu, Péronne. En même temps, la 1ere armée britannique allait à son tour passer à l'attaque au delà de la Scarpe, vers le 26, et chercher à percer la ligne Drocourt-Quéant. Ces dispositions, précisées dans l'ordre général d'opérations du grand-quartier général britannique en date du 24 août, répondaient pleinement à ma manière de voir la situation, à ma tendance à précipiter les événements et à étendre le front de nos attaques. Aussi, dès le 26, j'écrivais au maréchal Haig :

Vos affaires vont très bien. Je ne puis qu'applaudir à la manière résolue dont vous les poursuivez, sans laisser de répit à l'ennemi et en étendant toujours la largeur de votre action. C'est cette étendue croissante de l'offensive, d'une offensive nourrie, et fortement poussée en avant sur des objectifs bien choisis, sans préoccupation d'alignement ni d'une liaison trop étroite, qui nous donnera les plus grands résultats, avec les moindres pertes, comme vous l'avez parfaitement compris. Inutile de vous dire que les armées du général Pétain vont repartir incessamment dans le même style.

L'ardeur offensive, qui animait alors sir Douglas, l'entraînait même à vouloir emporter les divisions américaines sur ses traces victorieuses :

... je suis expressément d'avis, m'écrivait-il le 27 août, qu'il est à désirer que les divisions américaines prennent sans retard une part active à la bataille, et j'ai l'honneur de soumettre à votre examen que la répartition de ces divisions soit combinée de telle sorte qu'on envisage d'opérer un mouvement concentrique sur Cambrai, et, en partant du sud, sur Mézières.

La direction actuelle de mes attaques m'amènera à Cambrai, pourvu que la pression exercée sur le reste du front ennemi soit maintenue de façon constante.

Nous voyions ainsi approcher l'heure de l'offensive d'importance envisagée dans le mémoire du 24 juillet. Nous avons bien réussi les opérations de dégagement prévues au nord de l'Oise. Avant de pouvoir passer à la marche concentrique vers Cambrai-Mézières, il nous fallait entreprendre celles qui étaient prévues sur la Meuse, et réserver pour cela un groupement important de forces américaines. Aussi je répondais à sir Douglas :

... les objectifs finaux que vous m'indiquez dans votre lettre sont bien ceux que j'envisage de mon côté et vers lesquels je fais tendre les actions des armées alliées.

Ces actions sont actuellement montées dans différentes régions, suivant un certain style pour chacune, à des dates rapprochées les unes des autres. Il n'y a donc qu'à les faire se développer avec le plus d'activité possible. C'est à quoi je m'applique.

Les événements qui vont se produire, avec leurs résultats, permettront seuls de fixer une nouvelle répartition des forces disponibles, de dire s'il y a lieu d'attribuer à l'armée anglaise de nouvelles divisions américaines. Pour le moment, nous n'avons plus qu'à pousser fort et en avant le plus loin possible.

En fait on poussait fort. Le 26 août, la droite de la 1^{ère} armée britannique, commandée par le général Horne, attaquant à l'est d'Arras, enlevait brillamment la hauteur de Monchy-Le-Preux, saisissait le lendemain les passages de la Sensée en aval de Croisilles, et, après s'être emparée le 28 de cette dernière localité, arrivait au contact de la ligne fortifiée Drocourt-Quéant, qui constituait un sérieux obstacle à son avance, autant qu'une base solide pour l'ennemi. Celui-ci s'en servait pour lancer, le 29, de violentes contre-attaques contre la 1^{ère} armée anglaise, sans réussir cependant à l'ébranler, mais gagnant par là le temps nécessaire au repli qui s'effectuait plus au sud. Menacé, en effet, par l'action rapide du général Horne, pressé de façon continue par les 3^e et 4^e armées britanniques et par la 1^{ère} armée française, l'ennemi exécutait, dans les journées des 27, 28 et 29 août, un large mouvement de retraite entre la Sensée et l'Oise et se repliait sur les hauteurs à l'est de Bapaume, derrière la Somme en amont de Péronne et derrière le canal du nord, abandonnant aux armées alliées des centres importants comme Combles, Chaulnes, Roye, Noyon. Il ne maintenait à l'ouest de la Somme qu'une tête de pont établie en avant de Péronne, d'où il fallut le déloger de vive force. Le 30 août, la 4^e armée britannique s'emparait du pont du chemin de fer au sud de la ville, et, dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre, elle enlevait d'assaut le mont Saint-Quentin, clef de la défense de Péronne. Au lever du jour, la vieille cité était libre d'Allemands. Pendant que la 1^{ère} armée britannique, poursuivant son avance à l'extrémité gauche de la bataille, se préparait à attaquer la ligne Drocourt-Quéant et que le centre franco-britannique (3^e et 4^e armées britanniques, 1^{ère} et 3^e armées françaises) tournait et enlevait la ligne de la Somme, la 10^e armée française, droite de la bataille, livrait de durs combats entre l'Aisne et l'Ailette sur les plateaux au nord de Soissons, où l'ennemi solidement retranché faisait tête avec acharnement. Il s'agissait pour lui d'empêcher le débordement par le sud du massif de Saint-Gobain, assise principale de son système défensif depuis quatre ans. Malgré cette résistance, la 10^e armée, dans une lutte pied à pied, gagnait chaque jour du terrain, de telle manière que, le 2 septembre, elle parvenait sur les hauteurs de Crouy et atteignait la grand'route de Soissons à Coucy-Le-Château.

À l'autre extrémité de la bataille, la 1^{ère} armée britannique, toujours dans une action de large envergure, repartait à l'attaque. Le 2 septembre, par une lutte violente et opiniâtre, elle enfonçait la ligne Drocourt-Quéant et la dépassait de plusieurs kilomètres dans la direction de Marquion. Après ce coup brutal, l'ennemi se mettait en retraite sur tout le front compris entre la Somme et la Sensée et se repliait derrière la Tortille et le canal du nord, vers la position Hindenburg. C'est ainsi qu'au début de septembre, la victoire était passée sous les drapeaux alliés par le développement successif et rapide des opérations consécutives à l'offensive allemande du 15 juillet, et avec les résultats visés dans le mémoire du 24.

Le 18 juillet, le groupe d'armées de réserve (6e et 10e armées) est parti à l'attaque entre l'Aisne et la Marne, bientôt suivi par le groupe d'armées du centre (9e et 5e armées) attaquant entre la Marne et la Vesle. En trois semaines l'ennemi a été ramené sur cette dernière rivière, et la voie ferrée Paris-Châlons largement dégagée. Le 3 août, l'attaque franco-britannique est lancée entre l'Ancre et l'Avre et bientôt étendue jusqu'à l'Oise. En trois jours l'ennemi a été ramené sensiblement à ses positions de 1914. Amiens et la voie ferrée Paris-Amiens sont entièrement soustraits à ses coups.

Ces résultats acquis, l'offensive est poursuivie par trois armées britanniques (1ere, 3e, 4e) et trois armées françaises (1ere, 3e, 10e) opérant simultanément sur tout le front compris entre Arras et Soissons. Après quinze jours de lutte, l'ennemi désarmé bat en retraite vers la position Hindenburg. En outre, les attaques incessantes qu'ils ont subies depuis le 18 juillet, les pertes importantes qu'elles leur causaient en hommes et en matériel, la nécessité d'alimenter une bataille qui se développait sans répit, le souci peut-être de ne pas rester aventurés dans un saillant où ils risquaient encore d'être attaqués dans de mauvaises conditions, ont déterminé les Allemands à raccourcir leur front dans la région du nord et à renoncer bénévolement aux gains de terrain qu'ils avaient acquis en avril dans la direction d'Hazebrouck. Entre le 8 août et le 4 septembre, la direction suprême ramenait ses troupes du saillant au sud d'Ypres, et les établissait sur la ligne Wyschaète, Armentières, La Bassée, abandonnant des positions importantes comme le Kemmel et levant la lourde hypothèque qui depuis quatre mois pesait sur le bassin houiller de Béthune. C'était là pour les alliés un des avantages, et non le moindre, qu'ils retiraient d'une victoire cependant encore à ses débuts.

Bref, en six semaines, l'ennemi a perdu tous ses gains du printemps. Il a perdu quantité d'hommes et de matériel. Il a surtout perdu la direction de la guerre, l'ascendant moral. Quel ne doit pas être son désarroi matériel et moral ? Nous n'avons qu'à continuer l'exécution de notre programme, activer le dégagement de la voie ferrée Paris-Avrincourt, aux environs de Commercy, avec l'armée américaine, comme nous avons effectué celui de Paris-Amiens et de Paris-Châlons avec les armées françaises et britanniques ; au total, pousser au plus tôt dans la bataille générale, en l'étendant à l'est, la dernière armée entrée dans la lutte, celle des États-Unis, comme il avait été prévu dans le mémoire du 24 juillet. D'autre part, en présence des mouvements de retraite de l'ennemi dénotant son état de fatigue et son manque de réserves, je faisais remarquer au maréchal Haig et au lieutenant général Gillain qu'il y avait une situation favorable à exploiter dans le nord :

... il semble, en particulier, leur écrivais-je le 2 septembre, qu'il serait possible d'entreprendre à peu de frais une opération menée par l'armée belge et la 2e armée britannique, en vue d'occuper les hauteurs de Clercken, la forêt d'Houthulst, la crête de Passchendaele, les hauteurs de Gheluwelt et de Zandworde, Comines. En dehors des avantages immédiats que cette attaque apporterait à l'offensive actuelle par l'extension inopinée du front d'attaque au nord de la Lys, les résultats indiqués ci-dessus donneraient une excellente base de départ pour des opérations ultérieures en direction de Roulers et de Courtrai...

En invitant le commandant en chef de l'armée britannique et le chef d'état-major de l'armée belge à étudier sans retard les projets de ces opérations, je préparais

ainsi la mise en train de l'offensive d'ensemble que, dès à présent, j'envisageais pour les armées alliées, offensive rendue possible par le succès de toutes les opérations partielles exécutées depuis le 18 juillet et dont la conclusion allait être donnée par la 1^{ere} armée américaine dans le saillant de Saint-Mihiel.

3. Le dégagement de la voie ferrée Paris-Avricourt dans la région de Commercy

Formation des armées américaines. – première conception de la bataille de Saint-Mihiel. – modification qui lui est apportée à la fin d'août en raison du programme d'ensemble des offensives alliées. – bataille de Saint-Mihiel, 12 septembre.

Le projet d'une attaque américaine en Woëvre faisait partie, comme nous l'avons vu, du mémoire du 24 juillet. C'est dans ce but qu'avait été décidée, le 22 juillet, outre la constitution d'une 1^{ere} armée américaine sur la Marne, la formation, dans la Meuse, d'une 2^e armée américaine qui devait prendre possession, au fur et à mesure de l'arrivée de ses éléments, du secteur s'étendant de Nomény à la région nord de Saint-Mihiel. La possibilité de créer ces deux grandes unités à la fin de juillet soulignait bien l'importance que le concours américain prenait sur le front français, et elle témoignait également de l'ardent désir des soldats américains, souvent exprimé par le général Pershing, de voir les forces expéditionnaires, réunies au plus tôt sous ses ordres, jouir d'une autonomie analogue à celle des autres armées alliées, et engager au plus tôt dans la bataille le drapeau étoilé.

J'étais plus convaincu que personne de la nécessité de former au plus tôt une grande armée américaine, aux ordres de son chef, sachant bien que dans les armées nationales le soldat ne se bat jamais aussi bien qu'aux ordres des officiers que son pays lui a donnés, qui parlent la même langue que lui et défendent la même cause avec les idées et les procédés qui lui sont familiers. Mon désir était très grand de donner au plus tôt satisfaction au général Pershing. Encore ne fallait-il pas pour cela arrêter ou ralentir, en fin de juillet, les opérations heureusement engagées et poursuivies dans le Tardenois et auxquelles participaient des divisions de la 1^{ere} armée américaine. Encore fallait-il réserver les cas imprévus où apparaîtrait la nécessité d'engager des troupes américaines hors du commandement de son général en chef. C'est ce que j'écrivais le 28 juillet au général Pershing. Il comprenait si bien le sens de ma lettre appliqué au front de France qu'il me communiquait, le 29 juillet, ses inquiétudes au sujet de l'envoi de renforts américains en Italie et me demandait de maintenir sur ce point ma manière de voir qui lui était connue, **la nécessité de concentrer notre effort militaire sur le front occidental, l'impossibilité de détourner vers une autre région une partie quelconque des forces américaines.** C'est d'ailleurs dans le même sens que je répondais au ministre de la guerre qui, peu de temps après, me transmettait une demande de M. Noulens tendant au renforcement par des contingents américains des forces alliées opérant en Russie septentrionale. En faisant des réserves sur la nécessité d'augmenter ces forces au delà de l'effectif fixé par le conseil supérieur de guerre, j'ajoutais qu'aucun prélèvement de troupes ne saurait en tout cas être effectué sur le front français.

Pour l'instant, nous poussions le plus possible les préparatifs de l'attaque de Woëvre, en demandant le 4 août, à mon quartier général de Bombon, au général Pétain d'avoir terminé ces préparatifs pour la fin du mois ; au général Pershing de hâter la constitution de l'armée américaine de Woëvre. Le 9 août, en présence du magnifique développement des opérations dans la Somme, il importait de

passer au plus tôt à l'attaque de Woëvre, et, pour gagner du temps, nous décidions dans une entrevue à Sarcus, avec le général Pétain et le général Pershing, que la 1^{ère} armée américaine serait constituée dans cette région et non plus, comme il avait été antérieurement prévu, dans la région de l'Aisne où le front se trouvait maintenant stabilisé. On se bornait, comme on le voit, provisoirement à la création d'une seule armée américaine.

Le 17 août, le général Pershing recevait les directives pour l'attaque projetée. Après lui en avoir rappelé le but, dégagement de la voie ferrée Paris-Avrincourt par la réduction du saillant de Saint-Mihiel, elles lui faisaient connaître les objectifs à atteindre, à savoir la ligne générale : Bouxières-Sous-Froidmont (six kilomètres nord-est de Pont-à-Mousson), Mars-La-Tour, Parfondrupt, Bezonvaux. Elles lui indiquaient les modalités de l'action qui comprendrait trois attaques : 1. L'une à l'est du saillant de Saint-Mihiel, partant du front Lesménils-Seicheprey en direction du nord ; 2. L'autre au nord du saillant, partant du front tranchée de Calonne-Haudimont, en direction de l'est ; 3. La troisième flanquant celle-ci à gauche et partant du front Châtillon-Sous-Les-Côtes-Bezonvaux. Au total dix-huit à dix-neuf divisions seraient nécessaires.

Les objectifs ainsi définis assureraient en réalité, bien au delà de la limite nécessaire, le dégagement de la voie ferrée Paris-Avrincourt ; et, tout en poursuivant son but immédiat, l'opération de Woëvre aurait encore d'autres conséquences telles que de porter à l'ennemi le coup le plus rude possible, d'obtenir tous les résultats que comporte une action d'importance et de conquérir une base de départ avantageuse pour des offensives ultérieures. On donnait du reste au général Pershing tous les moyens nécessaires, à la demande de ce dernier, trois divisions américaines (33^e, 78^e, 80^e), prélevées sur celles dont disposait le maréchal Haig, étaient transportées de la zone britannique vers la Meuse.

La 1^{ère} armée américaine recevait de l'armée française un certain nombre de ressources supplémentaires en artillerie, munitions, chars d'assaut, aviation, etc. Enfin, le général Pershing prenait sous son commandement les forces françaises (trois corps d'armée) qui devaient coopérer à l'attaque américaine. Le 24 août, le commandant en chef des forces américaines venait à Bombon et m'exposait le plan général et l'organisation du commandement de l'opération de Woëvre. Il se mettait également d'accord avec moi sur l'emploi à faire de certaines divisions américaines dans les armées alliées ; c'est ainsi qu'il était décidé que deux divisions (27^e et 30^e) seraient maintenues sous les ordres du maréchal Haig et participeraient aux opérations en zone britannique ; qu'à partir du 8 septembre, deux autres divisions de la réserve du général Pershing (comptées en sus des quatorze divisions prévues pour l'opération de Woëvre) seraient tenues prêtes à marcher selon les circonstances, ou dans les attaques des armées françaises, ou dans celle de l'armée américaine. Sur ces entrefaites, en présence de l'heureux développement des offensives exécutées par les alliés depuis le 18 juillet et de la désorganisation grandissante de l'adversaire, je décidais, comme nous le verrons plus loin, de passer à cette offensive d'importance que le mémoire du 24 juillet avait fait prévoir pour la fin de l'été ou pour l'automne.

À la fin du mois d'août, la série de nos actions victorieuses permettait d'entrevoir des résultats plus vastes que le simple dégagement de la voie ferrée de Commercy par la conquête de la poche de Saint-Mihiel. Nous pouvions songer à la bataille de Mézières, à la condition de ramener à cette bataille toutes les armées alliées, de ne pas laisser en particulier l'armée américaine s'emporter

dans une offensive propre et sur une direction divergente, que lui aurait ouverte le prolongement de la marche dans la Woëvre. Aussi, le 30 août, après avoir dans la matinée mis le général Pétain au courant de ce nouveau programme, je me rendais à Ligny-En-Barrois et voyais le jour même le général Pershing. Je lui exposais les grandes lignes de la manoeuvre projetée, qui consisterait à conjuguer avec les attaques franco-britanniques actuellement en cours vers Cambrai-Saint-Quentin, une attaque franco-américaine vers Mézières par les deux rives de la Meuse. Cette attaque serait confiée à une armée américaine disposée à cheval sur l'Aisne, encadrée à gauche par la 4e armée française et ultérieurement à droite par la 2e armée française, renforcées de douze à seize divisions américaines.

Elle devrait commencer entre le 15 et le 20 septembre. D'ici là, tant pour ne laisser à l'ennemi aucun répit que pour faciliter le décrochage et le déplacement des unités américaines destinées à l'attaque sur Mézières, l'opération de Woëvre serait exécutée vers le 10 septembre, avec des effectifs réduits à environ neuf divisions et des objectifs limités au simple dégagement de la voie ferrée Paris-Avrincourt, c'est-à-dire à la conquête de la ligne Vigneulles-Thiaucourt-Regnéville. En un mot, pour pouvoir monter sur Mézières une offensive dont j'escomptais les plus grands résultats, j'étais amené à donner à l'opération de Woëvre une importance beaucoup moindre que celle que j'avais envisagée dans ma directive du 17 août, et à demander au général Pershing d'entreprendre une nouvelle opération. Avant de quitter Ligny, je laissais au général Pershing une note résumant et précisant les différents points qui avaient été abordés au cours de l'entretien. Cette note amenait de sa part quelques observations que le commandant en chef de l'armée américaine développait dans une lettre qu'il m'adressa le 31 août. Pour lever toute difficulté et toute perte de temps, nous nous réunissions, le général Pershing, le général Pétain et moi-même, le 2 septembre, à mon quartier général. Là, nous reprenions comme base de conversation la réponse ci-dessous que j'avais adressée la veille au général Pershing :

Ma note du 30 août et mes explications verbales du même jour visent l'organisation immédiate d'une bataille générale des alliés :

1. Dans une direction déterminée ;
2. Avec le maximum de forces alliées ;
3. Dans le minimum de temps ;
4. Dans les meilleures conditions de ravitaillement et pour cela de communications. pour réaliser cet ensemble, j'ai envisagé de la part de l'armée américaine :
 - a) une opération de Saint-Mihiel plus ou moins réduite ;
 - b) une attaque à l'ouest de la Meuse. l'attaque à l'ouest de la Meuse sera maintenue à tout prix : comme direction ; comme importance de forces engagées ; comme conditions de temps.

Si vous estimez, comme vous me le faites connaître dans votre lettre du 31 août, ne pouvoir faire l'opération de Saint-Mihiel préalablement ou simultanément, même en la réunissant, j'estime qu'il y a lieu d'y renoncer.

En tout cas, en vue d'organiser dès maintenant et sans aucune perte de temps les opérations à l'ouest de la Meuse, je vous demande de vouloir bien vous réunir au général Pétain et à moi-même demain 2 septembre à 14 heures à mon quartier général afin que les grandes lignes de ces opérations puissent être définitivement arrêtées sur place...

Au cours de cette réunion, qui eut lieu dans les conditions indiquées, et après avoir fait le compte des divisions américaines susceptibles de mener une offensive, le général Pershing admettait que l'opération de Saint-Mihiel et l'offensive sur Mézières n'étaient nullement exclusives l'une de l'autre, pourvu qu'elles se succédassent rapidement et qu'elles fussent pour cela combinées dans le temps. Dans ces conditions, il était décidé que :

1. L'attaque de Saint-Mihiel, limitée à l'obtention de la ligne Vigneulles, Thiaucourt, Régnéville, serait préparée pour être déclenchée le 10 septembre, avec huit à dix divisions ;
2. L'attaque à l'ouest de la Meuse serait exécutée entre le 20 et le 25 septembre par l'armée américaine (douze à quatorze divisions, sans compter celles à récupérer de l'attaque précédente), entre la rivière et l'Argonne, appuyée à gauche par une attaque de la 4e armée française, le tout sous le haut commandement du général Pétain.

Ces décisions firent l'objet d'un protocole remis séance tenante aux deux commandants en chef, en attendant la directive générale qui leur fut adressée le lendemain, 3 septembre. C'est ainsi que l'opération de Saint-Mihiel, après les retouches et les négociations que nous venons d'exposer, put être enfin menée à bien. Elle devait encore cependant subir un retard de quarante-huit heures sur les prévisions, par suite de l'extrême complexité des mouvements de concentration.

Le 12 septembre, après une préparation qui, durant quatre heures, fut exécutée par près de 3000 pièces d'artillerie, l'attaque principale (4e et 1er corps américains), partant du front Seicheprey, Limey, s'élançait à 5 heures en direction de Vigneulles-Thiaucourt. Elle était si violente et si résolument exécutée que l'ennemi ne réussissait en aucun point à l'enrayer. Partout, les épais réseaux étaient franchis, les nids de résistance débordés et dépassés, les objectifs atteints dans la soirée. Pendant ce temps, l'attaque secondaire (5e corps américain), ayant débouché à 8 heures du front des Épargnes, marchait à la même allure que l'attaque principale, et, poursuivant son avance pendant toute la journée, elle atteignait dans la nuit suivante Vigneulles-Les-Hattonchâtel, où, le 13 au matin, la liaison était faite entre l'attaque secondaire et l'attaque principale. Quelques heures avaient suffi pour nettoyer ce saillant de Saint-Mihiel, où depuis quatre ans l'ennemi était établi, et dont il n'avait pu effectuer à temps la complète évacuation, 13.250 prisonniers et 460 canons restaient aux mains de la 1ere armée américaine. C'était là un beau succès dont je m'empressais de féliciter le général Pershing. Pour le compléter, la 1ere armée américaine n'eut plus, dans les journées suivantes des 13, 14 et 15 septembre, qu'à venir s'installer en face des nouvelles positions tenues par l'ennemi, et à s'établir sans retard dans une situation défensive solide. Il lui fallait, en effet, retirer d'urgence des forces pour les transporter à l'ouest de la Meuse, où l'attendaient un nouveau labeur et de nouveaux destins.

Chapitre XI — L'offensive générale des armées alliées, du 26 septembre au 15 octobre. Enlèvement de la position Hindenburg.

Instructions données par le commandant en chef des armées alliées pour l'exécution de l'offensive générale de la Meuse à la mer du Nord. – combats sur les avancées de la position Hindenburg. – offensive franco-américaine entre Suippe et Meuse. – offensive franco-britannique contre le front Saint-Quentin-Cambrai.
Offensive du groupe d'armées des Flandres au nord de la Lys.

Pendant que l'armée américaine préparait et livrait en Woëvre une action d'une utilité incontestable pour le développement futur des opérations, l'avance des armées franco-britanniques se poursuivait entre l'Aisne et la Scarpe. Ébranlé par l'enfoncement de la ligne Drocourt-Quéant, chassé de la vallée de la Somme par la perte de Péronne, talonné sur les plateaux au nord de Soissons, l'ennemi, nous l'avons vu, avait été contraint de se replier vers la position Hindenburg. Cette retraite, commencée le 2 septembre, se prolongeait jusqu'au 9 et amenait les alliés sur la ligne générale Arleux-Marquion-Vermand-Tergnier-Vailly. Sur ce vaste front ils avaient avancé de vingt à cinquante kilomètres en un mois.

Ils avaient maintenant à aborder le redoutable système défensif que l'adversaire avait érigé, au cours de l'hiver de 1916-1917, sur le front Cambrai-Saint-Quentin-La Fère-Saint-Gobain. Ce système était lui-même prolongé au nord et au sud par les positions sans cesse renforcées devant lesquelles nous avions été arrêtés à la fin de 1914. Pour chasser l'ennemi de cet ensemble fortifié, pour briser cet obstacle, il était nécessaire de l'attaquer en poursuivant et soutenant les attaques de nos armées déjà victorieuses. Mais le procédé pouvait ne pas être suffisant, car, si nous nous bornions à cet effort, nous risquions de rencontrer toutes les réserves de l'ennemi accumulées sur les directions d'attaques de ces armées, et capables avec l'aide de la fortification de briser leurs efforts. Il nous fallait donc au plus tôt (toujours pour exploiter la désorganisation ennemie) lancer de nouveaux coups sur de nouvelles directions, joindre aux attaques déjà en cours, et qui restaient à maintenir, de nouvelles attaques capables d'absorber une partie de l'activité ennemie, et, par leurs directions convergentes, de faire concorder leurs effets avec ceux des entreprises déjà réussies par nos armées victorieuses. Il nous fallait, au total, étendre le front de notre offensive, maintenue toutefois dans la même orientation générale. Cela allait être la tâche de l'armée américaine à droite, de l'armée belge à gauche.

Aussi après avoir réglé, comme on l'a vu, le 2 septembre le développement de l'opération à objectif limité de Saint-Mihiel, nous envoyions, dès le 3 septembre, aux commandants en chef britannique, français et américain, une directive qui lançait la masse de leurs armées vers la ligne Cambrai, Saint-Quentin, Mézières, où elle atteignait la principale ligne de rocade allemande et qui comportait l'entrée en scène d'une nouvelle et forte attaque américaine à l'ouest de la Meuse :

Actuellement, l'offensive alliée se développe avec succès de la Scarpe à l'Aisne, forçant l'ennemi à reculer sur tout ce front.

Pour développer et accroître cette offensive, toutes les forces alliées s'engagent dans la bataille, suivant des directions convergentes et par les parties favorables du front. dans ce but, tandis que :

1. Les armées britanniques, appuyées par la gauche des armées françaises, continuent d'attaquer en direction générale de Cambrai-Saint-Quentin,

2. Le centre des armées françaises continue ses actions pour rejeter l'ennemi au delà de l'Aisne et de l'Ailette,

3. L'armée américaine exécutera les opérations suivantes :

a) l'offensive prévue en Woëvre, réduite à l'obtention de la ligne Vigneulles, Thiaucourt, Régnéville, suffisante pour assurer les résultats visés : dégagement de la voie ferrée Paris-Avrincourt et base de départ satisfaisante pour des opérations ultérieures. Cette attaque est à déclencher le plus tôt possible afin de ne laisser aucun répit à l'ennemi, au plus tard le 10 septembre.

b) une offensive en direction générale de Mézières, aussi forte et violente que possible, couverte à l'est par la Meuse et appuyée à gauche par une attaque de la 4^e armée française. Cette dernière offensive est à monter avec la plus grande rapidité, pour être déclenchée au plus tard du 20 au 25 septembre. Elle visera tout d'abord, par des actions menées de part et d'autre de l'Argonne, à rejeter l'ennemi sur la ligne Stenay, Le Chesne, Attigny, puis à gagner la région de Mézières, tout en manoeuvrant par l'est pour vaincre la résistance de l'Aisne. Ses étapes successives sont marquées par les lignes : Dun, Grandpré, Challerange, Somme-Py. Stenay, Le Chesne, Attigny.

Mais, tout en traçant ces grandes lignes, je n'en sollicitais pas moins une action vigoureuse et directe des armées britanniques contre la ligne Hindenburg. C'est ainsi que j'écrivais le 8 septembre à sir Douglas d'entreprendre dès maintenant la préparation de l'offensive visant à s'emparer de cette ligne et à pousser au delà vers des objectifs indiqués (Valenciennes, Solesmes, Le Cateau, Wassigny). Il y a intérêt, pour y trouver l'ennemi le moins organisé possible, à déclencher cette offensive sans retard. Et en vue d'agrandir jusqu'aux limites possibles le champ des opérations, le lendemain 9 septembre j'étais rendu à la Panne, résidence de s. M. Le roi des belges. Nous constatons avec le souverain que l'ébranlement et l'usure de l'ennemi, comme aussi la concentration de ses forces en France créaient une situation exceptionnellement favorable pour le battre en Belgique et reconquérir la province au nord de la Lys. Nous examinions qu'elles pourraient être les grandes lignes de l'action à entreprendre dans ce but par l'armée belge avec le concours des armées britanniques et françaises.

Le roi Albert étant pleinement entré dans ces vues et ayant donné son adhésion de principe à l'exécution entrevue, je me rendais à Cassel. Là, dans une conférence avec le maréchal Haig, le général Plumer et le lieutenant général Gillain, j'exposais, en entrant dans plus de détails, le projet ci-dessus, et nous arrêtons le plan des opérations qui devait y répondre. Il s'agissait en somme de se ménager tout d'abord une base de départ par l'enlèvement de la ligne : crête de Clercken, forêt d'Houthulst, crête de Passchendaële, hauteurs de Gheluvelt, Zandworde, canal de Comines, pour de là marcher résolument en direction de Bruges d'une part, de manière à libérer la côte belge, et en direction de Thielt et

Gand d'autre part. La première opération exigerait neuf divisions belges et deux divisions britanniques. à la deuxième prendraient part l'ensemble de l'armée belge, la 2e armée britannique, trois divisions d'infanterie et trois divisions de cavalerie françaises. À l'issue de la réunion, je remettais aux intéressés une note écrite fixant les dispositions arrêtées. Le général Pétain était, bien entendu, tenu au courant de ces projets, comme aussi de mon intention de faire, le cas échéant, appel au général Degoutte pour leur mise à exécution.

Le roi des belges étant venu à Bombon dans la matinée du 11 septembre, je le priais de prendre, avec le commandement de l'armée belge, celui des forces françaises et britanniques réunies pour ces opérations. Il acquiesçait à cette demande et sollicitait lui-même qu'un ordre de service lui fût rédigé dans ce but. Sa majesté ayant demandé en outre qu'un général français fût mis à sa disposition, le général Degoutte était définitivement désigné, et il prenait immédiatement ses fonctions de chef d'état-major de l'armée alliée des Flandres aux ordres de S. M. Le roi Albert. Notification de ces décisions était faite au lieutenant général Gillain, au maréchal Haig et au général Pétain. En même temps je demandais de veiller à ce que le secret le plus absolu fût observé par tous. Le maréchal Haig était bien entré dans mes vues, car, à ma lettre du 8 septembre, il répondait le 14 que son intention était de déclencher à brève échéance une attaque en règle entre Vermand et Gouzeaucourt, de manière à s'emparer des défenses ennemies à l'ouest du canal de Saint-Quentin et de l'Escaut, et à amener ainsi la 4e armée britannique à portée d'assaut de la position Hindenburg. Pour seconder cette action, je prescrivais au général Debeney d'appuyer avec sa gauche la droite de la 4e armée britannique, ce qui, au demeurant, devait constituer sa mission essentielle et permanente : [dans la période à venir, la gauche de la 1ere armée française doit constamment appuyer la droite de la 4e armée britannique et lui rester étroitement liée...](#)

C'est ainsi que, le 18 septembre, la 4e armée britannique, soutenue par la gauche de la 1ere armée française et la droite de la 3e armée britannique, attaquait avec succès entre Holnon, Fresnoy-Le-Petit, Hargicourt, Lempire, Gouzeaucourt. Tous ses objectifs étaient atteints. Plus de 10.000 prisonniers et 150 canons restaient entre ses mains, et par-dessus tout le résultat cherché était obtenu. Elle se trouvait maintenant à distance d'attaque de la position Hindenburg, résultat d'autant plus important que l'intention du maréchal Haig était précisément de porter son effort principal contre cette position dans l'intervalle compris entre Saint-Quentin et Cambrai. On se préparait immédiatement à cet effort. Le 22 septembre, sir Douglas donnait ses ordres pour l'attaque générale de la position à ses 1ere, 3e et 4e armées, et s'il taisait encore à ses subordonnés la date du commencement de l'action, il la fixait dans son esprit aux environs du 25.

De son côté, le général Pétain était mis au courant des intentions du haut commandement britannique, et invité à renforcer sans aucun retard la 1ere armée française en artillerie notamment. Il lui était prescrit, dans ce but, de prélever largement les moyens nécessaires sur le centre du groupe d'armées de réserve [où aucune action d'importance n'était à envisager pour le moment](#). Il était facile au général Pétain de déférer à cette demande, car le front du groupe d'armées de réserve, en raison des avances opérées depuis deux mois, s'était raccourci considérablement, à telle enseigne que, dans la première quinzaine de septembre, deux de ses armées, les 6e et 3e, avaient pu être mises en réserve. Pendant que s'opérait la concentration des forces alliées destinées à faire brèche dans la forteresse allemande, et pour les dissimuler autant que possible en

détournant l'attention ennemie de l'orage qui se préparait à notre gauche, j'effectuais, du 19 au 22 septembre, une tournée d'inspection sur le front de Lorraine et des Vosges. Je passais successivement à Chaumont, à Saint-Mihiel, à Nancy, à Lure, à Massevaux et à Belfort, reconnaissant les positions avancées et prescrivant d'établir aussitôt des projets d'attaques importantes dans ces régions, ainsi que l'exécution des mouvements préparatoires à ces attaques. Puis, revenu à mon quartier général de Bombon, et après une entente avec les commandants en chef, j'arrêtais définitivement les conditions de temps dans lesquelles allait se produire l'offensive générale de la Meuse à la mer du Nord :

le 26 septembre, attaque franco-américaine entre Suippe et Meuse.

le 27, attaque des 1^{ere} et 3^e armées britanniques, en direction générale de Cambrai.

le 28, attaque du groupe d'armées des Flandres, entre la mer et la Lys, sous le commandement du roi des belges.

le 29, attaque de la 4^e armée britannique, appuyée par la 1^{ere} armée française, en direction de Busigny.

Offensive franco-américaine entre Suippe et Meuse (26 septembre – Octobre 1918).

Le plan de cette offensive comportait :

1. Une opération **b**, menée entre Meuse et Argonne, par la 1^{ere} armée américaine, en direction générale de Buzancy-Stonne ;
2. Une opération **c**, menée entre Aisne et Suippe, par la 4^e armée française, suivant l'axe général de la route Châlons-Mézières.

Un détachement mixte franco-américain opérerait sur la rive droite de l'Aisne, assurant la liaison entre les deux opérations. D'autre part, le général Pétain avait décidé de prolonger vers l'ouest le front d'attaque du groupe d'armées du centre par une opération **d**, à exécuter par la 5^e armée, pour faire tomber la position des forts de Reims et des monts de Champagne, en combinaison avec l'exploitation latérale des premiers succès de la 4^e armée. Les opérations **b** et **c** étant fixées au 26 septembre, l'opération « d » devait être tenue prête pour le 28, midi. Enfin, pour mettre à profit le succès éventuel de cette dernière et déloger l'ennemi du Chemin-Des-Dames, où il pourrait être amené à se rétablir, la 10^e armée avait reçu l'ordre de préparer une action de son aile droite en direction de Chavignon et de la Malmaison.

La manoeuvre franco-américaine était ainsi montée de manière à pouvoir être, au gré des événements, étendue de la Meuse jusqu'à l'Ailette. Ces ordres parfaitement établis me donnaient satisfaction, sauf en ce qui concernait la limitation imposée à l'avance de chaque armée dans le but de mieux assurer la liaison entre les deux armées, mais aussi au risque d'empêcher à priori une exploitation favorable qui pouvait se présenter et de briser un élan qu'il fallait à tout prix et par-dessus tout maintenir intact. De là ma note du 25 septembre :

La nature et l'importance de l'opération entreprise le 26 exige que l'on profite sans aucun retard de tous les avantages acquis ; que la rupture de la ligne de résistance soit exploitée sans désemperer aussi profondément que possible, pour cela que tout temps d'arrêt soit évité. En particulier, la marche de l'armée américaine entre la Meuse et la 4^e armée française, comme aussi les effectifs de cette armée lui évitent

tout risque ; il faut donc que, sans indication nouvelle, sur l'initiative de son chef, elle pousse sa marche en avant aussi loin que possible.

L'armée américaine doit donc se préoccuper avant tout de pousser aussi loin et aussi vite que possible ses avantages en direction de Buzancy.

La 4e armée française, par une avance exécutée vers l'Aisne de Rethel, dans les mêmes conditions de rapidité, de décision, d'initiative, couvrira l'armée américaine. Elle doit, en tout cas, rechercher à poursuivre la liaison avec elle, mais à aucun prix elle ne doit ralentir le mouvement de cette armée qui reste décisif.

Par suite, il ne saurait être question de fixer pour ces deux armées des fronts à ne pas dépasser, sans nouvel ordre, une telle indication restrictive étant de nature à les empêcher d'exploiter à fond les circonstances favorables et à briser l'élan qui doit être maintenu avant tout.

Dans les circonstances actuelles, il s'agit de développer avant tout la puissance de choc des armées alliées.

Le maréchal commandant en chef les armées alliées compte sur l'esprit de décision et d'initiative de chacune de ces armées.

Le général commandant en chef les armées du nord et du nord-est voudra bien y faire le plus large appel.

Cette note était suivie d'une seconde, datée du 27, sur les principes qui devaient inspirer les décisions du commandement à chaque échelon dans les circonstances présentes :

Au point où en sont arrivées nos affaires, la surprise et les attaques étendues que nous lançons sur l'ennemi le mettent dans l'obligation de parer au plus pressé pour soutenir ses troupes d'occupation et lui interdisent soit d'amener ensemble des troupes en bonne forme, capables de mener une action ordonnée, soit de réunir des forces d'artillerie et d'infanterie sur une position de défense d'une certaine étendue organisée à l'avance, l'empêchant au total de monter une bataille, même défensive, importante.

Par suite, si nous ne donnons pas à l'ennemi le temps de se reprendre, nous ne rencontrerons partout que la désorganisation, un mélange d'unités, ou, tout au moins, de l'improvisation dans l'emploi des moyens.

De nombreuses mitrailleuses peuvent sans doute jalonner ou couvrir la retraite de l'ennemi. Elles ne suffisent pas à monter un système solide, et la manoeuvre des petites unités en particulier permet en tout cas d'y répondre.

Dans ces conditions, l'attaque doit chercher sans désespérer à produire des effets de rupture, en organisant pour cela des groupes d'attaque (infanterie, artillerie), destinés à marcher sur des objectifs dont la possession lui garantira l'ébranlement du front ennemi.

Il y a donc lieu :

Dans les corps d'armée, de déterminer et d'indiquer les objectifs éloignés et capitaux. dans les divisions, de choisir des objectifs intermédiaires.

Et, pour les petites unités (régiments, bataillons), de manoeuvrer avec précision et rapidité les points sur lesquels des mitrailleuses, en particulier, les arrêtent partiellement. la bataille est dorénavant faite de la décision des commandants de corps d'armée, de l'initiative et de l'énergie des commandants de division.

Une fois de plus l'activité du commandement, comme aussi l'endurance de la troupe, qui ne manque jamais à condition qu'on y fasse appel, font la loi de la bataille.

Entamée le 26 septembre, à 5 h. 30 par la 1^{ere} armée américaine, à 5 h. 25 par la 4^e armée française, après une violente préparation d'artillerie, l'offensive alliée, opérations **b** et **c**, obtenait tout d'abord des résultats sensibles entre la Meuse et la Suippe. Sur tout le front d'attaque, la première position ennemie était enlevée et en plusieurs points dépassée ; la progression de nos troupes atteignait en moyenne trois à quatre kilomètres. Pour suivre de plus près le développement des opérations, je m'étais installé, dans l'après-midi du 26, en poste de commandement au château de Trois-Fontaines (nord de Saint-Dizier). J'y restais le 27, et me rendais successivement auprès du général Pétain, établi provisoirement à Nettancourt, et au quartier général du général Gouraud, à Châlons-Sainte-Memmie. Dans les journées des 27 et 28, la résistance adverse devenait à la fois plus solide et plus active. La 4^e armée se heurtait bientôt à des défenses établies par les allemands dans la vallée de la Py, tandis que la 1^{ere} armée américaine, gênée par les flanquements de l'Argonne, se trouvait immobilisée à hauteur d'Apremont.

Le 29 septembre, cependant, la 4^e armée française, concentrant ses efforts au centre, réussissait à déborder la ligne de la Py et à rejeter l'ennemi sur une deuxième position établie entre Somme-Py et Monthois. Mais, de son côté, la 1^{ere} armée américaine, entassée dans l'étroit couloir entre la Meuse et l'Argonne, rencontrant devant elle une résistance d'autant plus forte qu'elle était favorisée par la nature d'un terrain difficile et coupé, entravée dans sa progression à la fois par les flanquements de l'Argonne et par ceux de la rive est de la Meuse, continuait à piétiner. Elle pensa venir à bout de ses difficultés en augmentant ses forces de première ligne ; elle ne fit que les accroître et ce fut bientôt l'embouteillage complet de ses arrières et de ses communications. Pour remédier à cette situation, je décidais, d'accord avec le général Pétain, de retirer un certain nombre de divisions du secteur d'attaque américain et de les employer, d'une part à l'est de la Meuse, d'autre part à l'ouest de l'Argonne. Pour éviter toute perte de temps, elles seraient placées dans le cadre des corps d'armée français actuellement en place. Le général Pershing prendrait alors sous ses ordres les forces franco-américaines agissant sur les deux rives de la Meuse, tandis qu'un nouveau commandant d'armée français (2^e armée) prendrait le commandement des forces alliées opérant de part et d'autre de l'Argonne.

Le général Weygand fut chargé de communiquer ces dispositions au général Pershing, qui les accueillit dans l'ensemble, mais se refusa à admettre l'introduction d'une nouvelle armée française dans la région de l'Argonne. Pour lui donner satisfaction, j'acceptais de maintenir l'organisation actuelle du commandement, à condition que les attaques américaines repartissent sans tarder, et qu'une fois parties, elles fussent continuées sans arrêt... pendant que

la 1^{ère} armée américaine remettait de l'ordre dans ses unités avant de reprendre les opérations en direction de Mézières, la 4^e armée française coopérait, par son centre et sa gauche, aux attaques de la 5^e armée visant à faire tomber les monts de Champagne et le massif de Reims (opération **d**). Le 30 septembre, la 5^e armée attaquait par surprise entre la Vesle et l'Aisne, et, malgré une forte résistance de l'ennemi, elle rejetait les allemands. Poursuivant son offensive le 1^{er} octobre, elle obtenait des résultats encore plus importants que la veille en obligeant l'adversaire à repasser sur la rive est du canal de l'Aisne à la Marne, de Berry-Au-Bac à la Neuville, et à abandonner entre ses mains 2500 prisonniers et une trentaine de canons. En même temps la 4^e armée, avec le concours de la 2^e division américaine, attaquait et enlevait la forte position allemande établie sur les hauteurs sud d'Orfeuil, s'emparait de points d'appui solides comme ceux de Notre-Dame-Des-Champs et du Blanc-Mont, et capturait plus de 18000 prisonniers et 200 canons (1^{er} et 3 octobre). Ce double succès ne tardait pas à porter ses fruits. Dans les journées des 5, 6 et 7 octobre, les allemands opéraient un large mouvement de repli au nord-est de Reims pour aller s'établir derrière la Suippe et la ligne de l'Arnes.

Cependant, le 4 octobre, la 1^{ère} armée américaine repartait à l'attaque. Sa gauche et son centre, s'élevant le long de l'Argonne, atteignaient Apremont, Exermont, Gesnes. Sa droite, gênée par les flanquements établis sur les hauteurs à l'est de la Meuse, ne gagnait que peu de terrain. Il était de toute nécessité de supprimer ces flanquements par la possession de la falaise de Dun-Sur-Meuse à Damvillers. Du 8 au 10 octobre, le 17^e corps français, aidé de deux divisions américaines (33^e et 39^e), entamait les opérations sur la rive droite de la Meuse et venait s'établir, après de durs combats, sur la ligne Sivry-Sur-Meuse, Beaumont. Quelque appréciables qu'aient été les résultats obtenus par l'offensive franco-américaine, ils apparaissaient cependant **comme étant inférieurs à ceux qu'il était permis d'escompter sur un adversaire saisi de toute part et qui ne résiste, sur certains points, qu'avec des éléments usés, hétérogènes et réunis à la hâte, et dans une région où toutes les organisations ennemies ont déjà été enlevées.** Faute d'être suffisamment conduite, la bataille engagée présentait un certain décousu. Le commandement, trop distant de l'action, ne semblait pas **la mener lui-même avec la dernière énergie,** en assurant l'exécution de ses combinaisons. Aussi était-il demandé au général Pétain de donner des instructions au haut commandement (groupes d'armées et armées) **en vue d'assurer, dans la phase actuelle de la guerre de mouvement, une conduite personnelle et agissante sur le terrain, à des jours déterminés, de la bataille. Animer, entraîner, veiller, surveiller, reste avant tout sa première tâche.** Le général Pétain en donnant ces instructions précisait de nouveau les buts à atteindre : à la 4^e armée, marcher droit à l'Aisne, en direction de Rethel. À la 5^e armée, pousser en direction de Neufchâtel, Soissons, en vue de favoriser le mouvement de la 10^e armée sur Laon.

Ainsi orientées, les attaques d'ensemble repartaient le 8 octobre. Tandis que la 1^{ère} armée américaine, dégageant l'Argonne, atteignait les débouchés sud de Grandpré et s'emparait des hauteurs de Romagne et de Cunel, la 4^e armée française, attaquant en force en direction de Cauroy-Machault, prenait pied sur la rive nord de l'Arnes et sur les hauteurs de Monthois. à sa gauche, la 5^e armée enlevait de haute lutte le passage de la Suippe entre Aguilcourt et Saint-étienne, cependant qu'au nord de l'Aisne la 10^e armée, s'ébranlant à son tour, forçait la ligne de l'Ailette et gagnait les hauteurs de Cerny-En-Laonnois et de Jumigny. Ces avances menaçantes portaient un coup sensible à l'adversaire. Dans les

jours des 11, 12 et 13 octobre, il se voyait contraint d'exécuter un large mouvement de retraite sur tout le front compris entre l'Aisne de Vouziers et l'Oise de la Fère, et de se replier sur la forte position (Hunding Stellung et Brunehild Stellung) établie sur la ligne générale La Fère, Crécy-Sur-Serre, Sissonne, Château-Porcien et la vallée de l'Aisne en aval de Grandpré. Le 15 octobre, les armées franco-américaines étaient au contact de cette position et prenaient immédiatement les dispositions nécessaires pour lui donner l'assaut. offensive franco-britannique contre le front Cambrai-Saint-Quentin.

Le 27 septembre, les 1^{ère} et 3^e armées britanniques (généraux Horne et Byng) se portaient en avant en direction de Cambrai, et attaquaient au point du jour les positions allemandes entre la Sensée et Villers-Guislain. Ayant franchi le canal du Nord, elles s'emparaient dans un élan magnifique des points d'appui célèbres de Marquion, Bois-Bourlon, Flesquières, et s'avançaient de six kilomètres dans les lignes adverses, capturant plus de 8.000 prisonniers et de 100 pièces d'artillerie. Le 28, elles poursuivaient leur avance, enlevaient Fontaine-Notre-Dame et Marcoing, franchissaient l'Escaut au nord de cette dernière localité, et, le lendemain 29, elles atteignaient les portes mêmes de Cambrai. Toute la position Hindenburg dans leur secteur d'attaque était entre leurs mains. À ce brillant succès, la 4^e armée britannique (général Rawlinson) répondait plus au sud par un égal succès. Le 29 septembre, elle attaquait à son tour la position Hindenburg entre Vendhuile et Holnon, en enlevait les premières lignes et, marchant résolument sur Bohain, franchissait le canal de Saint-Quentin entre Ballicourt et Lahaucourt. À sa droite, la 1^{ère} armée française (général Debeney) attaquait au sud de Saint-Quentin et s'emparait dans de durs combats du point d'appui de Cérizy.

L'offensive franco-britannique se poursuivait avec acharnement dans les journées suivantes. Le 3 octobre, tandis que les armées britanniques, bordant l'Escaut en amont de Masnières, atteignaient les lisières du Catelet et la ligne des hauteurs à l'est du canal de Saint-Quentin, la 1^{ère} armée française, ayant étendu son front d'attaque au nord de Saint-Quentin, franchissait le canal aux environs du Tronquoy, débordait Saint-Quentin par le nord et par le sud, et réoccupait la ville. Il ne restait plus à enlever de ce côté que les derniers réduits de la position Hindenburg. Le 5 octobre, on en donnait l'assaut. La 4^e armée britannique, franchissant l'Escaut entre Crève-Coeur et le Catelet, s'emparait du plateau de Beaurevoir-Montbréhain, et par ce succès achevait dans son secteur d'attaque la conquête de la fameuse position. Par contre, à sa droite, la 1^{ère} armée française, maintenue dans sa mission essentielle d'appuyer [à tout prix la droite de l'armée britannique](#) se heurtait à une résistance des plus énergiques à l'est et au nord-est de Saint-Quentin. Renouvelant ses attaques dans les journées suivantes, elle s'emparait de Lesdin (6 octobre) et progressait sur Fontaine-Uterte. Le 8, elle enlevait cette dernière localité et débordait les défenses allemandes établies au nord-est de Saint-Quentin. Elle allait bientôt, secondée par les progrès de la 4^e armée britannique, récolter le fruit de sa ténacité.

Le jour même où la position Hindenburg était tombée entièrement entre les mains de ses armées, le maréchal Haig avait donné des ordres pour que l'exploitation du succès suivît sans retard et que, grâce à la rapidité du mouvement, le temps ne fût pas laissé à l'ennemi de se rétablir solidement sur sa deuxième ligne de repli, la Hunding Stellung, qui, au sud de Cambrai, était plus rapprochée que partout ailleurs de la position Hindenburg. Il avait en conséquence prescrit à ses 3^e et 4^e armées, toujours couvertes à droite par la 1^{ère} armée française, d'exécuter le 8 octobre une attaque générale en direction

de Bohain-Busigny, et de s'emparer des hauteurs au sud de Cambrai. Ce résultat atteint, la 1^{ère} armée britannique tenterait le forçement de l'Escaut, au nord de cette ville, dans la région de Ramillies.

En exécution de ces ordres, l'attaque des 3^e et 4^e armées anglaises s'effectuait le 8 octobre avec plein succès entre Cambrai et Sequéhart ; d'un seul élan elle enlevait la Hunding Stellung sur tout le front visé. L'armée Debeney, en s'emparant comme nous l'avons vu plus haut du plateau de Fontaine-Uterte, avait prolongé et appuyé efficacement l'action britannique. Le 9 octobre, la 1^{ère} armée anglaise forçait à son tour les passages de l'Escaut à Ramillies et au sud. Ce succès, s'ajoutant à ceux des jours précédents, portait un coup profond aux allemands et les obligeait à effectuer un large mouvement de retraite entre la Sensée et l'Oise. Serrant de près l'ennemi, les avant-gardes alliées venaient, le 12 octobre, border la rive gauche de la Selle entre Haspres et le Cateau, la lisière ouest de la forêt d'Andigny, et la rive nord de l'Oise en aval de Bernot. Elles arrivaient ainsi, à leur gauche, au contact d'une troisième position de repli ennemie établie sur la ligne générale Bouchain, la Capelle, le Cateau, Hirson, Mézières, et, à leur droite, devant la portion de la Hunding Stellung qui bordait la rive occidentale de l'Oise entre Mont d'Origny et le confluent de la Serre.

Offensive du groupe d'armées des Flandres au nord de la Lys.

La constitution du groupe d'armées des Flandres (g. A. F.), arrêtée le 11 septembre comme nous l'avons vu, s'était poursuivie avec la plus grande rapidité. Le temps nous pressait absolument, car dans le pays bas des Flandres dévasté par la guerre, si la mauvaise saison nous trouvait encore réduits à de simples préparatifs, il devenait pour ainsi dire impossible de retirer l'armée belge du terrain qu'elle occupait ou qu'elle avait consolidé sur la rive gauche de l'Yser, pour la jeter, à travers les rives toujours basses de cette rivière transformées en borbiers, sur la rive droite que quatre ans de bataille et de bombardements avaient changée en un marais presque continu et que le mauvais temps eût rendue absolument impraticable.

Après avoir assuré au groupe d'armées des Flandres une direction, s. M. Le roi des belges assisté du général Degoutte avec son état-major, il avait fallu lui donner les forces nécessaires pour exécuter la mission qui lui incombait dans le plan général de l'offensive alliée. Outre l'armée belge, ces forces comprenaient la 2^e armée britannique (général Plumer), le 2^e corps de cavalerie et deux corps d'armée français (7^e et 34^e). Pour les doter du matériel nécessaire de combat, de transport et de transmission, il avait été fait appel à l'armée anglaise, à l'armée française et même au gouvernement militaire de Paris. La marine britannique assurait de son côté la coopération de jour et de nuit d'un groupe d'aviation.

J'avais insisté pour que tous les moyens mis ainsi à la disposition du roi des belges fussent employés dès le début, afin d'obtenir d'emblée les résultats les plus étendus. J'avais dans ce but demandé au maréchal Haig d'agir auprès du général Plumer, et, afin d'éviter toute fausse interprétation, de spécifier que la 2^e armée britannique serait tout entière, dès le premier jour, à la disposition de son chef. Ses attaques poussées au nord-est du canal de Comines viseraient à atteindre le plus tôt possible Zandworde et les hauteurs de Krusecke. C'est dans ces conditions qu'après une attaque d'artillerie de trois heures, l'offensive du groupe d'armée des Flandres s'engageait, le 28 septembre à 5 h. 30, dans l'intervalle compris entre Dixmude et la Lys. Elle obtenait de suite un grand succès, en enlevant complètement la première position allemande et en

entamant fortement la seconde. Le lendemain matin, j'étais dans les Flandres. Je voyais successivement le général Plumer à Cassel, le roi Albert à La Panne, le lieutenant-général Gillain à Houthem. Je les sollicitais de pousser rapidement sur Roulers et Thourout. L'ardeur, du reste, ne faisait pas défaut. Le 29, Dixmude était réoccupé, toute la crête de Passchendaële et la forte position de Messines-Wytschaete tombaient au pouvoir des alliés. En deux jours, près de 10000 prisonniers et 200 canons avaient été capturés à l'ennemi. Le mouvement en avant se poursuivait le 30, mais, gênée par le mauvais temps, la progression devenait plus lente. La 2^e armée britannique néanmoins approchait de Menin et bordait la rive gauche de la Lys de Warneton à Werwicq.

Les 1^{er} et 2 octobre, après quelques progrès sans importance, on décidait de s'arrêter, pour monter une nouvelle et puissante attaque avec des communications rétablies en arrière. Ici se révélèrent les difficultés de la nature du terrain. Les troupes s'étaient bien avancées sur ce sol qui ne présentait que trous d'obus plus ou moins jointifs et remplis d'eau. Elles avaient gagné le terrain ferme, mais, en arrière, en beaucoup d'endroits, les communications étaient coupées sur la rive droite de l'Yser, et l'impossibilité se montrait de les réparer à l'aide de terre empruntée aux terrains avoisinants ; ils n'étaient qu'un marais. Le ravitaillement des troupes à la bataille, soit en vivres soit en munitions, devenait impossible dans certaines zones. Nous étions réduits à transporter tout d'abord par avion des milliers de rations de vivres. Pour faire marcher les convois, il fallait avant tout effectuer une réparation complète des communications. Elle exigeait en certains passages la construction de kilomètres de route en madriers jointifs sur pilotis.

Cependant les résultats de notre incontestable succès des Flandres se faisaient déjà sentir. Menacés à la fois par l'avance du groupe d'armées des Flandres au nord de la Lys et par l'avance simultanée des armées anglaises au sud de la Sensée, les allemands entamaient un nouveau mouvement de retraite devant la 5^e armée anglaise (général Birdwood) qui opérait à la droite de la 2^e armée britannique et se trouvait en liaison avec la 1^{ère}. Le 2 octobre, La Bassée et Lens étaient réoccupées ; le 3, Armentières. Le 4, les avant-gardes du général Birdwood atteignaient la voie ferrée d'Armentières à Lens et le canal de la Haute-Deule, où elles se reliaient aux avant-gardes du général Horne dont la gauche avançait également derrière l'ennemi en retraite.

L'ébranlement produit dans la situation allemande par nos coups victorieux depuis le 18 juillet avait, en s'étendant jusque dans les Flandres, interdit à l'ennemi tout rétablissement de sa résistance, et cette condition favorable à nos armées devait se maintenir et même s'accroître, à la condition que nous l'exploitions sans retard et que nous ne laissions pas à l'ennemi le temps de se reprendre. Ceci paraissait d'autant plus certain que, d'après les renseignements reçus, les allemands ne pouvaient disposer au delà de Douai, en Belgique, d'aucune ligne de repli solide. Aussi pressions-nous le groupe d'armées des Flandres de hâter le plus possible la reprise de ses attaques par la remise en état de ses communications, dans nos lettres des 6 et 9 octobre :

La défaite que vient de subir l'ennemi sur le front anglais, disait la dernière, comme aussi le développement de nos attaques sur le front franco-américain, créent actuellement une situation exceptionnellement avantageuse pour la continuation de l'offensive en Belgique.

Cette situation apporte un intérêt particulier à hâter votre attaque et augmente par suite la nécessité de pousser vos préparatifs dans toute la mesure du possible...

Néanmoins, malgré la bonne volonté de tous, le groupe d'armées des Flandres ne put être prêt à attaquer de nouveau avant le 14 octobre. Mais, à cette date, avec ses troupes parvenues dans des régions que la guerre n'avait pas dévastées, avec ses communications désormais assurées à travers la zone démolie par quatre ans de lutte, il pouvait reprendre la bataille, et, s'il était aidé de puissants moyens, pousser son attaque, quelle que fût la saison, jusqu'à la réduction totale de la résistance ennemie.

Chapitre XII — Le problème des effectifs, des fabrications de guerre et des communications à l'automne de 1918.

Allions-nous pouvoir soutenir cet effort ininterrompu et chaque jour plus étendu, que les armées alliées fournissaient depuis le mois de juillet ? Grave question qui se posait au haut commandement et aux gouvernements de l'entente dès l'automne de 1918, et qui embrassait le reconstituer des effectifs, le ravitaillement en munitions et en matériel de guerre, le rétablissement des communications en territoire reconquis. Il importe d'ajouter que, des solutions données convenablement et en temps voulu à ces problèmes, allait dépendre pour les armées alliées la possibilité de poursuivre leurs succès et d'aboutir à la victoire définitive par une offensive sans arrêt, tandis que des retards dans la satisfaction des besoins des armées pouvaient rendre stériles une partie de leurs succès et leur imposer plus tard de sanglants et violents efforts par suite du rétablissement de l'ennemi. Il n'avait pas suffi le 24 juillet d'indiquer un plan de nos opérations. Il avait aussi fallu préparer les moyens de les alimenter.

1. Effectifs

En fait, du 1er juillet au 15 septembre, l'*armée française* avait perdu 7.000 officiers et près de 272.000 hommes. Au début d'octobre, la plupart des divisions accusaient des déficits variant de 1.000 à 2.500 hommes, tous les renforts disponibles ayant été incorporés, et la situation empirait encore dans les semaines suivantes, car aux pertes subies par le feu venaient s'ajouter certains prélèvements de personnel pour la remise en état des communications de l'arrière. Nous maintenions cependant le même nombre de nos divisions et c'est par des palliatifs pris dans chacune d'elles, par l'aménagement intérieur des unités, qu'il était pourvu aux déficits momentanés. C'est ainsi que le général Pétain était amené à diminuer l'effectif théorique du centre d'instruction divisionnaire, à réduire à 175 hommes l'effectif de la compagnie d'infanterie, et à prescrire au général commandant l'artillerie d'assaut de parer par des procédés analogues à l'insuffisance de ses ressources en chars et en personnel. Le reconstituer des chevaux rencontrait également de grandes difficultés. Les ressources de la France étant à peu près épuisées, il fallait, dès septembre, importer d'Amérique jusqu'à 10.000 chevaux par mois, ce qui avait l'inconvénient d'absorber une partie du tonnage des troupes américaines, et d'exiger en outre des délais assez longs avant leur mise en service. Le général Pétain, pour faire face à la situation qui en résultait, était obligé de prendre certaines mesures transitoires, telles que de prescrire au commandement de n'amener en avant qu'un nombre de groupes et de batteries proportionné aux attelages disponibles, ou de supprimer un canon par batterie aux différentes formations d'artillerie hippomobile.

L'*armée britannique* avait, du 1er juillet au 15 septembre, perdu 7.700 officiers et 166.000 hommes de troupe, et, comme l'armée française, elle ne parvenait pas à combler les vides existants. Le gouvernement de Londres, enclin à donner à l'aviation et aux tanks une importance peut-être exagérée par rapport à l'ensemble des forces combattantes, eût été disposé à supprimer des divisions d'infanterie. Au cours d'une conférence tenue le 7 octobre à Versailles sous la présidence de M. Lloyd George, je dus m'élever contre cette intention et pus obtenir que le nombre des divisions britanniques serait intégralement maintenu,

dût-on, s'il le fallait, en réduire momentanément les effectifs. Je suggérai également au lieutenant général Wilson d'opérer un échange entre les divisions britanniques fraîches qui se trouvaient en Italie et des divisions fatiguées de France qui iraient achever leur reconstitution au delà des Alpes.

Le *2e corps italien* accusait, après les attaques qu'il avait subies au cours de l'été sur le front français, un déficit de 13.000 hommes, et le gouvernement de Rome aurait désiré que sa reconstitution fût compensée par le renvoi en Italie de la totalité des travailleurs cédés à la France en vertu de l'accord du 13 janvier 1918. M. Clemenceau obtint heureusement que ce rapatriement serait débattu entre les commandants en chef intéressés. Je réussis à convaincre le général Diaz que le rappel de tous les travailleurs italiens causerait le plus grand préjudice aux armées françaises, et il fut convenu que celles-ci ne renverraient au delà des Alpes que 4.000 d'entre eux. Du reste, pour justifier le maintien en France des auxiliaires italiens, le général Pétain était invité à établir une organisation et un contrôle rigoureux du travail **garantissant un emploi rationnel et complet de la main-d'oeuvre dont il disposait**. Finalement le 2e corps italien se trouva reconstitué, à la fois au moyen de certains éléments prélevés parmi les meilleurs de ces travailleurs et de renforts venus d'Italie.

L'*armée américaine* elle-même présentait un déficit qui, au 10 octobre, pour un total de 30 divisions sur le front, s'élevait à 90.000 hommes. Ce déficit, à vrai dire, n'était que passager, car les transports d'Amérique en France se poursuivaient avec intensité ; mais il pouvait à ce moment apporter une certaine gêne aux opérations projetées. Le général Pershing crut devoir m'en référer, et me demanda s'il n'y aurait pas lieu de modifier mes décisions. Bien entendu je maintenais intégralement le programme fixé pour les attaques. Une autre difficulté était de fournir à l'armée américaine les nombreux chevaux qu'exigeait la mise sur pied de ses divisions. La nécessité de ne transporter tout d'abord que des fantassins et des mitrailleurs avait fait différer l'envoi des États-Unis en France des attelages nécessaires aux unités d'artillerie notamment. Des achats de chevaux en Espagne et quelques prélèvements sur les ressources françaises ou britanniques avaient bien permis de faire face aux premiers besoins, mais, dès le mois de septembre, on ne pouvait plus compter que sur les importations d'Amérique qui n'étaient pas, comme nous l'avons dit plus haut à propos de l'armée française, sans entraîner certains inconvénients.

On voit par ces quelques données les efforts que l'entretien des effectifs des armées alliées, à l'automne de 1918, imposa au haut commandement et aux états-majors. S'il ne fut pas possible de lui donner la solution complète que l'on eût souhaitée, du moins les mesures de fortune auxquelles on dut recourir s'inspirèrent-elles toujours de mon double souci, que la marche des opérations ne se trouvât pas ralentie et que le nombre des divisions alliées fût, en tout état de cause, maintenu.

2. Munitions et armement

Sans présenter les mêmes difficultés que le reconstituement des effectifs, le ravitaillement en munitions suscita certaines inquiétudes. Vers la fin de juillet, M. Loucheur, ministre de l'armement, me signalait que la consommation moyenne pour les armées françaises était de 280.000 obus de 75 par jour, alors que la fabrication n'atteignait que 220.000 ; il était donc obligé de prélever la différence sur les stocks. Au mois d'août, la situation devenait même critique, par suite des retards dans l'envoi d'Amérique en France d'acier pour obus de 75, et je dus faire intervenir le général Pershing auprès de son gouvernement pour hâter cet envoi.

De son côté, le général Pétain prescrivait à plusieurs reprises et très énergiquement à ses subordonnés de surveiller de près l'emploi des munitions ; la crise ne fut réellement conjurée qu'à partir du mois d'octobre, lorsque les États-Unis purent envoyer en France des obus entièrement fabriqués. Le service français des fabrications de guerre eut également à fournir un effort considérable pour la construction et l'entretien des nombreux engins nécessaires à la bataille, canons, avions, chars de combat, pour n'en citer que quelques-uns, et dans ce domaine, nous avions à pourvoir non seulement à nos propres besoins, mais encore pour la plus grande partie à ceux de l'armée américaine, à qui l'industrie des États-Unis n'était pas encore en état de fournir tout le matériel voulu. Je recevais fréquemment à mon quartier général les autorités intéressées à ces questions : Mm. Clemenceau, Loucheur, Tardieu, les généraux Bourgeois, Le Rond, etc. je m'entretenais avec eux de l'état d'avancement des travaux ou des fabrications, tant en France qu'en Amérique, des cessions à faire aux américains, du métal à demander en échange aux États-Unis, des achats à effectuer en Angleterre, etc. Pour diminuer nos importations de charbon et augmenter par là le tonnage disponible, j'eus également à intervenir, à la demande de M. Loucheur, auprès du maréchal Haig pour que l'armée britannique cédât 4000 prisonniers de guerre aux mines du centre de la France. Mais il ne fut pas possible à sir Douglas d'accéder à cette demande.

3. Communications

On sait dans quel état de dévastation systématique les allemands laissèrent derrière eux les territoires que leur défaite les obligeait d'abandonner.

Beaucoup de ces destructions n'étaient aucunement justifiées par les nécessités de la guerre, mais seulement par cette **joie de nuire** (*schadenfreude*) que notre adversaire érigeait en dogme et dont il faisait un moyen de lutte. J'avais bien, le 6 septembre, demandé à M. Clemenceau que l'ennemi fût mis en demeure **de cesser, sous peine des responsabilités les plus graves et des représailles les plus sévères, ces pratiques barbares**, mais, en définitive, les ruines ne cessèrent, jusqu'au jour de l'armistice, de s'accumuler dans le nord de la France et en Belgique. À côté des destructions que rien ne justifiait, d'autres, conformes aux nécessités militaires, comme celles opérées sur les lignes de communication, voies ferrées et navigables, routes, retardaient grandement l'avance des armées alliées. La remise en état de ces communications constitua l'un des problèmes les plus importants que le haut commandement et les états-majors eurent à résoudre pendant l'automne de 1918. Elle exigea à la fois une direction active, un personnel expérimenté et un matériel important. La direction de ces services fut, au mois d'août 1918, réorganisée et rattachée au commandement en chef des armées alliées. Elle était présidée par un général français et avait pour mission essentielle de pourvoir aux besoins généraux des armées alliées, en ce qui concernait leurs ravitaillements et leurs communications, en particulier dans les territoires reconquis, d'où son nom de direction générale des communications et ravitaillements aux armées (d. G. C. R. A.). Le recrutement du personnel nécessaire à la remise en état et en exploitation des communications détruites par l'ennemi présenta des difficultés sérieuses. Malgré l'insuffisance d'effectifs dont elles souffraient déjà, les armées durent fournir une participation importante à cette main-d'œuvre spéciale. à titre d'exemple, l'armée française donna pour sa part au service des chemins de fer près de 100.000 hommes. On fit appel pour le reste à toutes les ressources possibles : rapatriés d'Allemagne, ouvriers remplacés dans les usines par des prisonniers de guerre, détenus civils,

etc. la Belgique fournit même un moment du personnel d'exploitation pour le nord de la France. Quant au matériel nécessaire à la réfection des voies ferrées, il fut demandé soit à l'industrie française, soit à l'industrie anglaise ou américaine. C'est ainsi qu'il arrivait des États-Unis 70.000 tonnes de rails par mois, permettant de reconstruire environ deux cents kilomètres de voie. La plupart des machines étaient réparées par les soins du ministère de l'armement. J'eus enfin à porter mon attention sur l'organisation de la côte belge libérée : services des ports et services de la mer, et à donner à ce sujet des instructions au général Degoutte. L'esquisse rapide qui vient d'être tracée du problème des effectifs, du matériel de guerre et des communications, n'a eu d'autre but que de montrer combien ce problème pesa sur le développement des opérations pendant l'automne de 1918, d'indiquer quelles furent dans leurs grandes lignes l'ampleur de ce problème, les difficultés rencontrées, l'effort accompli.

Chapitre XIII — L'offensive générale des armées alliées du 15 octobre au 11 novembre 1918.

Manoeuvre combinée des armées britanniques et du groupe d'armées des Flandres entre l'Oise et la mer du Nord. – manoeuvre combinée des armées françaises et de la 1ere armée américaine entre l'Oise et la Meuse. – manoeuvre préparée à l'est de la Meuse. – retraite générale des armées allemandes de la Meuse à la mer.

Dans leur marche générale en avant, sur un front de trois cent cinquante kilomètres étendu de la mer du Nord à la Meuse, les armées alliées, lancées chacune sur sa direction, devaient rencontrer des positions ennemies plus ou moins organisées, plus ou moins fortement occupées, par suite capables d'offrir une résistance difficile à évaluer à l'avance, si ce n'est par la nature du terrain que comportait chacune de ces directions et par les progrès qu'elle avait permis de réaliser. Mais, d'une façon générale, le terrain allait en s'abaissant et en s'aplanissant de la droite des armées alliées à leur gauche, des rives accidentées de la Meuse aux grandes plaines des Flandres d'un parcours relativement plus facile. Là s'étaient réglées dans le passé, jusqu'à Waterloo, les grandes destinées de l'Europe.

C'était au nord de l'Oise que nous pouvions le mieux accumuler et employer la supériorité des forces qui consiste principalement aujourd'hui en un matériel plus nombreux et plus approvisionné que celui de l'ennemi. L'avance marquée des armées britanniques dans cette région en témoignait. Déjà il nous fallait la pousser. D'ailleurs, et en raison de la convergence de nos efforts, les coups portés avec succès sur une portion du système de résistance devaient faire sentir leur répercussion sur les parties voisines et les faire tomber par le débordement, même si elles étaient en mesure de résister. Aussi, dès le 10 octobre, avais-je orienté dans ce sens le maréchal Haig et prescrit en même temps au général Pétain de renforcer la 1ere armée française à la droite des anglais :

Aujourd'hui 10 octobre, trois directions convergentes sont en cours d'exploitation :

1. Celle de Belgique ;
2. Celle de Solesmes-Wassigny ;
3. Celle de l'Aisne-Meuse.

La plus avantageuse à exploiter, grâce au succès des armées britanniques, est celle de Solesmes-Wassigny. Elle est en conséquence à poursuivre avec le plus de forces possible pour en faire sortir, en même temps que des progrès vers Mons, Avesnes :

a) une manoeuvre combinée avec l'offensive de Belgique en vue de dégager la région de Lille ; à exécuter par les forces britanniques en direction du nord-est, entre l'Escaut et la Sambre. Pour permettre aux forces britanniques cette extension de leurs attaques vers le nord, la limite des zones d'action entre les armées britanniques et françaises est prolongée sur la ligne générale : sud de Wassigny, sud d'Avesnes...

b) une manoeuvre combinée avec l'offensive Aisne-Meuse, en vue de déborder la ligne de la Serre ; à exécuter par la 1ere armée française. Les premières disponibilités françaises sont par suite à donner à la

1ere armée, pour lui permettre cette manoeuvre. Celles qui pourraient être récupérées ensuite seront employées à alimenter, soit l'attaque de Belgique, soit celle de l'Aisne-Meuse.

En fait, le 15 octobre, entre l'Oise et l'Argonne, les armées franco-américaines, orientées vers Mézières, étaient arrivées au contact de la forte position allemande (Hunding Stellung et Brunehilde Stellung) établie sur la ligne générale La Fère, Crécy-Sur-Serre, Sissonne, Château-Porcien, Vouziers, Grandpré. Au nord de l'Oise, les armées britanniques, marchant sur Mons-Avesnes, atteignaient à la même date le front Wassigny, Le Cateau, Solesmes, Douai. Elles débordaient ainsi par le sud la région de Lille que le groupe d'armées des Flandres, entre la Lys et la mer, menaçait de son côté par le nord.

Le 14 octobre, en effet, le groupe d'armées des Flandres, libéré de toute préoccupation pour ses communications rétablies, et parvenu sur un terrain ferme, encore vierge de dévastations, avait repris l'offensive entre Zarren et Werwicq dans d'excellentes conditions. Pour soutenir son action, deux divisions américaines lui étaient envoyées ; elles étaient prises parmi celles ayant participé déjà à des attaques. En outre, pour assurer au commandement une organisation en rapport avec l'accroissement des forces françaises dans les Flandres, le général de Boissoudy était mis à la tête de la 6e armée, tandis que le général Degoutte restait exclusivement consacré à la conduite d'ensemble des opérations sous la haute direction du roi des Belges. Ainsi renforcé, le groupe d'armées des Flandres, poursuivant sans arrêt son mouvement en direction de Thourout, de Courtrai et de Menin, gagnait rapidement du terrain. Le 14, maître d'Hooglède, de Roulers, de Moorseele, il dépassait le 15 Cortemarck, touchait aux portes de Courtrai, entrait dans Menin et Werwicq. Le 16, Thourout, Lichterwilde, Ardoye, Iseghem tombaient entre ses mains. Alors l'ennemi lâchait pied. Il évacuait toute la côte belge, et avec elle ses positions de batteries cuirassées et ses bases sous-marines, d'où, durant des mois et des années, il avait menacé l'Angleterre et ses communications avec la France.

Le 17, l'armée belge réoccupait Ostende, le 19, Blankenberghe et Zeebrugge ; le 20, elle atteignait la frontière hollandaise et le canal de Shipdonk, cependant que le roi Albert entrait triomphalement dans Bruges délivrée. Le groupe d'armées des Flandres avait rempli la tâche que le commandant en chef des armées alliées lui avait assignée cinq semaines auparavant... [battre l'ennemi en Belgique et reconquérir la province au nord de la Lys](#). Le 22 octobre, je venais féliciter moi-même les artisans de cette victoire, et, faisant un nouvel appel à eux, je leur demandais de poursuivre sans retard la marche en avant, tout en remettant de l'ordre dans les unités, en rétablissant les communications, en réorganisant les services de l'arrière, particulièrement ceux des ports et de la mer sur la côte belge libérée.

Pendant cette avance du groupe d'armées des Flandres entre la mer du Nord et la Lys, la droite des armées britanniques continuait ses attaques en direction de Wassigny, Solesmes, conformément au plan convenu. Le 17 octobre, la 4e armée anglaise s'emparait du Cateau, malgré une très vive résistance de l'ennemi. Les 18 et 19, après avoir reconquis Wassigny et la forêt d'Andigny, elle rejetait les allemands sur la rive est du canal de la Sambre à l'Oise, puis, poussant sa gauche au delà de la Selle, en liaison avec la 3e armée britannique, elle s'emparait de Solesmes (20 octobre) et s'avançait jusqu'aux lisières de Landrecies et de la forêt de Mormal (24 octobre). À sa gauche, la 3e armée anglaise, dégageant le terrain au sud de la Sensée, forçait les passages de l'Écaillon et

venait toucher aux portes du Quesnoy et de Valenciennes (24 et 26 octobre). Pendant que se développait ainsi la double manœuvre entreprise dans le nord, à l'aile gauche par le groupe d'armées des Flandres et à l'aile droite par la gauche des armées britanniques, le centre, formé des 1^{ere} et 5^e armées britanniques, pressant l'ennemi de front, achevait de le contraindre à un repli général qui, entamé le 17 octobre, sur le front compris entre la Lys et la Scarpe, se poursuivait pendant dix jours. Le 17 octobre, Lille et Douai étaient réoccupées ; le 18, Tourcoing et Roubaix ; le 19, Marchiennes et Bouchain ; le 20, Denain ; le 21, Saint-Amand. Le 27, les britanniques bordaient la rive gauche de l'Escaut, de Tournai à Valenciennes. De son côté, la droite du groupe d'armées des Flandres, relancée à nouveau, franchissait la Lys entre Courtrai et la voie ferrée de Roulers à Audenarde. Elle s'emparait de Courtrai le 19 octobre, et poussait aussitôt vers l'Escaut qu'elle atteignait entre Avelghem et Tournay (20-26 octobre).

Profitant de ce succès, la gauche et le centre du groupe d'armées des Flandres réattaquaient le 31 octobre, et, en quatre jours de bataille, rejetaient l'ennemi à leur tour sur la rive droite de l'Escaut. C'est ainsi que la manœuvre prescrite par ma directive du 10 octobre se développait au nord de l'Oise dans les meilleures conditions. Aussi avais-je pu, dès le 19, orienter vers de nouveaux objectifs l'action des armées sur cette partie du champ de bataille, tout en poussant les armées de droite sur leur objectif commun, Mézières. J'avais donc ordonné :

Pour exploiter les avantages acquis, l'action des armées alliées est à poursuivre comme suit :

1. Le groupe d'armées des Flandres marchera en direction générale de Bruxelles ; sa droite vers Hal, abordant l'Escaut à Pecq, la Dender à Lessines. Dans cette marche, le forçement des lignes d'eau importantes : Escaut, Dender... est à combiner, au besoin, avec une action de flanc tournant ces lignes et exécutée par les armées britanniques.

2. Les armées britanniques (5^e, 1^{ere}, 3^e, 4^e) s'avanceront au sud de la ligne Pecq-Lessines-Hal, leur droite se dirigeant, par Froidchapelle et Philippeville, sur Agimont (nord de Givet). La mission des armées britanniques reste de rejeter les forces ennemies sur le massif difficilement pénétrable des Ardennes, où elles coupent leur rocade principale ; et en même temps, d'aider la marche du groupe d'armées des Flandres en lui permettant de franchir les principales lignes d'eau : Escaut-Dender... qui arrêteraient cette marche. Elles seront elles-mêmes appuyées par la 1^{ere} armée française.

3. Les armées françaises (1^{ere}, 10^e, 5^e, 4^e) et la 1^{ere} armée américaine opéreront au sud de la ligne précitée. Leur rôle consiste : pour la 1^{ere} armée française, à appuyer l'attaque des armées britanniques, en marchant en direction de La Capelle, Chimay, Givet et à manœuvrer par sa droite pour tourner la résistance de l'ennemi sur la ligne Serre-Sissonne. Pour les 5^e, 4^e armées françaises et 1^{ere} armée américaine, à atteindre la région Mézières, Sedan et la Meuse en amont, en faisant tomber la ligne de l'Aisne par une manœuvre des deux ailes, celle de gauche (5^e armée française) en direction de Chaumont-Porcien, celle de droite (4^e armée française et 1^{ere} armée américaine) en direction de Buzancy-Le Chesne.

Comme on vient de le voir, la 1^{ère} armée française avait à continuer son rôle d'appui des armées britanniques, et en même temps à déborder avec sa droite la résistance de l'ennemi sur la ligne Serre-Sissonne. C'est cette seconde partie de sa mission qu'il convient maintenant d'examiner, en la plaçant dans le cadre général de l'offensive franco-américaine engagée entre l'Oise et la Meuse. Attaquant en liaison avec la droite britannique et bénéficiant de son avance sur Wassigny, la 1^{ère} armée française enlevait du 18 au 26 octobre les retranchements de la Hundung Stellung situés entre l'Oise, à Mont d'Origny, et la Serre en aval d'Assis. Tandis que par ce succès elle amorçait le débordement des lignes de la Serre et de l'Aisne, la 10^e armée attaquait à sa droite au nord-est de Laon, s'emparait de Verneuil-Sur-Serre et de Notre-Dame-De-Liesse, et franchissait le canal de dessèchement entre Vesle et Pierrepont. Sous cette double action, les allemands évacuaient, dans la journée du 27, une large bande de terrain entre Guise sur l'Oise et Crécy-Sur-Serre. Dans le même temps, la 5^e armée française, se conformant aux ordres reçus, attaquait à l'ouest de Chaumont-Porcien, et réussissait dans la journée du 25 à enlever, avec les hauteurs de Banogne-Recouvrance, la dernière portion de la Hundung Stellung restée entre les mains des allemands, entre Saint-Quentin et l'Aisne. C'est ainsi qu'à la fin d'octobre se trouvait en très bonne voie la manoeuvre prescrite le 19 octobre à l'aile gauche des armées françaises pour faire tomber la ligne de l'Aisne.

Où en était, à la même époque, la manoeuvre de l'aile droite, 4^e armée française et 1^{ère} armée américaine ? Au milieu d'octobre, après trois semaines d'une lutte âpre et coûteuse, la 1^{ère} armée américaine avait atteint par sa gauche le défilé de Grandpré, et par son centre les hauteurs de Romagne-Sous-Montfaucon. La remontée de l'Argonne du sud au nord avait présenté des difficultés indiscutables aux états-majors américains. Le plus grand nombre de routes vont dans cette région de l'ouest à l'est, et la nature accidentée du pays interdit d'organiser facilement de nouvelles communications. De là les difficultés de toutes sortes rencontrées dans les ravitaillements des nombreuses troupes américaines engagées dans la bataille, dont il fallait cependant soutenir l'ardeur et entretenir les violents efforts.

Au lieu de laisser intervenir une direction française dont l'expérience promettait d'aplanir certaines difficultés, le moyen le plus efficace de faciliter la tâche américaine me parut être de s'en remettre à l'initiative propre du commandement américain, et pour cela d'établir, sur le même pied qu'avec le commandant en chef des armées françaises, qu'avec le commandant en chef des armées britanniques, qu'avec le roi commandant en chef l'armée belge, les relations directes du haut commandement allié avec le général Pershing, commandant en chef les armées américaines, dont la 1^{ère} opérait sur le front Argonne-Meuse, et la 2^e en Woëvre, sans parler des autres troupes américaines réparties sur diverses parties du front. Au degré où elle était parvenue, c'est dans ces conditions, me semblait-il, que l'aide américaine, engagée sous le drapeau étoilé et dirigé par un commandement qui avait toujours témoigné d'une autorité magnifique, avec ses états-majors utilisant leurs procédés au profit de soldats d'une ardeur incontestable, devait porter les meilleurs coups à côté des autres armées alliées emportées dans la bataille.

Pour pouvoir grandir l'effort demandé aux armées américaines, je n'hésitais pas à grandir son commandement. Son autonomie était bien rétablie, et, pour assurer la concordance des entreprises en Argonne et en Champagne comme aussi une étroite combinaison des efforts, le général Maistre, qui commandait

dans cette région le groupe d'armées du centre français, était chargé d'assurer la coordination des opérations des troupes françaises de la droite de son groupe d'armées et de la 1ere armée américaine. Le ralentissement des opérations en Argonne avait été interprété autrement dans certains milieux, moins formés aux difficultés que le commandement rencontre dans le maniement des masses armées modernes. C'est ainsi que le 21 octobre, sous l'impression des piétinements de l'armée américaine, M. Clemenceau m'écrivait la lettre ci-dessous qui ne visait à rien moins qu'à changer le commandement en chef de l'armée américaine :

Je remets de jour en jour à vous entretenir de la crise de l'armée américaine. Ce n'est pas que... etc.

Clemenceau.

Dans une appréciation plus complète des difficultés rencontrées par l'armée américaine, je ne pouvais me ranger à la solution radicale qu'envisageait M. Clemenceau. Sans entamer de discussions sur ce point avec le président du Conseil, je me bornais à maintenir ma décision et à lui répondre le 23 :

À la date du 20 octobre, la répartition des divisions américaines est la suivante : (voir tableau ci-contre.)

Comme le montre ce tableau, sur les trente divisions aptes à combattre, dix sont réparties entre les armées alliées (françaises et britanniques), vingt sont aux ordres du général Pershing pour constituer l'armée américaine autonome.

Je compte maintenir ces deux lots, d'une nature différente et dont l'existence me paraît nécessaire pour différentes raisons.

Je compte également en faire varier les proportions suivant les circonstances, augmenter le chiffre de 10, diminuer le chiffre de 20, quand les opérations en préparation vont le permettre.

C'est par une économie de cette sorte que je pense réduire les impuissances du haut commandement, plutôt que par des ordres que je lui donnerai certainement mais qu'il sera peut-être hors d'état de faire exécuter, car il lui faudrait pour cela des commandants de corps d'armée, de division, des états-majors ayant de l'expérience. C'est d'ailleurs la crise que traversent toutes les armées improvisées et qui en réduit considérablement le rendement pour commencer.

On ne peut nier, du reste, l'effort fait par l'armée américaine. Après avoir attaqué à Saint-Mihiel, le 12 septembre, elle a attaqué le 26 en Argonne. Elle a perdu par le feu, du 26 septembre au 20 octobre, 54158 hommes pour de faibles gains, sur un front étroit, il est vrai, mais sur un terrain particulièrement difficile et en présence d'une sérieuse résistance de l'ennemi.

En même temps d'ailleurs, et en vue de hâter le plus possible la reprise prochaine de l'offensive combinée de la 4e armée française et de la 1ere armée américaine, comme aussi de faciliter leurs progrès, j'adressai le 21 octobre une directive fixant, avec les objectifs à atteindre, les procédés à pratiquer pour les gagner.

En vue d'assurer la coopération étroite entre la 1ere armée américaine et la 4e armée française, il y a lieu d'observer ce qui suit :

Le but général à poursuivre dans les actions combinées de la 1^{ère} armée américaine et de l'aile droite de la 4^e armée française est d'atteindre la région de Buzancy (1^{ère} armée américaine), Le Chesnes (4^e armée française), pour débloquer par l'est la ligne de l'Aisne.

Les opérations menées jusqu'ici par ces armées dans la région Olizy, Grandpré, nord de Saint-Juvin ont eu pour résultat d'assurer leur liaison complète par le défilé de Grandpré et de permettre à l'armée américaine de déboucher de la région boisée qui limitait ses actions.

Maintenant que ce premier résultat indispensable est obtenu, les attaques combinées de ces armées doivent avoir pour objet d'atteindre le but fixé : Buzancy, Le Chesne, en débordant par l'ouest et l'est le massif boisé de l'Argonne, par des actions plus larges et sans user de forces dans des combats de bois, coûteux et de faible rendement.

Dans ce but il importe :

1. Que la 1^{ère} armée américaine monte et exécute, sans aucun retard, une puissante attaque en direction de Boulton-Aux-Bois, Buzancy, bois de la Folie, en utilisant le large débouché qu'elle a conquis au nord du bois des Loges et de Romagne, et en évitant de s'engager dans les combats de bois de l'Argonne et de la région de Bantheville. Seule, une attaque de cette amplitude lui permettra d'atteindre l'objectif fixé.

2. Que la 4^e armée française, maintenant seulement sa liaison par Grandpré avec l'armée américaine, agisse rapidement et en force, par Vouziers, sur Quatre-Champs, et par Vandy, Terron, et plus au nord, sur les Alleux, comme aussi vers Le Chesne en élargissant résolument son attaque.

L'attention de M. Le général commandant l'armée américaine et celle de m. Le général commandant le groupe d'armées du centre sont appelées sur les directives ci-dessus, qui tendent à la fois à élargir l'action propre à chacune des deux armées et à assurer la convergence de leurs efforts pour arriver aux objectifs assignés. Ils sont invités à vouloir bien faire connaître les dispositions qu'ils prendront, chacun de leur côté, pour y donner satisfaction, comme aussi les accords qu'ils auront établis pour réaliser la concordance de leurs actions.

Ainsi allait être relancée, de part et d'autre de l'Argonne, sur un terrain libre, de parcours relativement aisé, une offensive franco-américaine élargie. Les projets d'opération établis par la 4^e armée française et par la 1^{ère} armée américaine, en exécution de la directive ci-dessus, ne répondirent pas tout à fait à la conception que j'avais de la manoeuvre à poursuivre. Ils témoignaient, dans les procédés mis en oeuvre, d'une rigidité susceptible d'entraver l'exploitation rapide d'un succès remporté. On y voyait apparaître un mode d'attaque par fronts successifs à atteindre, tracés a priori sur la carte, dénotant un souci exagéré d'alignement. Telle n'était pas, à mon sens, l'allure à imprimer aux opérations au moment où nous étions arrivés, car : ... des résultats importants comme ceux que nous poursuivons dans la période actuelle de la guerre, et en présence d'un ennemi dont l'usure augmente chaque jour, ne sont à espérer que d'une progression rapide et aussi profonde que possible. Des troupes lancées à l'attaque n'ont à connaître que leur *direction d'attaque*. Sur cette direction, elles vont aussi loin qu'elles le peuvent, attaquant et manoeuvrant l'ennemi qui résiste sans aucun souci d'alignement, les unités les plus avancées travaillant au profit de celles qui

sont momentanément arrêtées. Elles opèrent ainsi non vers des lignes indiquées a priori d'après le terrain, mais contre l'ennemi qu'elles ne lâchent plus une fois qu'elles l'ont saisi.

Tout en partageant en principe cette manière de voir, quant à la désignation de directions d'exploitation sur lesquelles la poussée doit s'accomplir hardiment, sans aucune arrière-pensée et sans souci d'alignement, le général Pétain n'estimait pas possible d'échapper pratiquement à la fixation d'objectifs successifs à atteindre. À son avis, qu'il s'agisse de rompre une zone fortifiée, ou d'attaquer en terrain libre, ce procédé s'impose, car il est toujours nécessaire, en face d'un adversaire qui se défend, de sérier les efforts en fonction : 1. De l'appui que telles ou telles organisations, tel ou tel accident du terrain procurent ou paraissent devoir procurer à l'ennemi ; 2. Des possibilités d'emploi des feux (artillerie et infanterie). Mais, le 1er novembre, il adressait à ses troupes une directive conciliant les deux points de vue : la désignation des lignes successives d'objectifs, y écrivait-il, ne doit jamais enrayer l'élan des assaillants ni diminuer les chances d'une progression aussi profonde que possible... il s'ensuit que cette désignation n'est justifiée en général que dans la phase de rupture des organisations adverses.

Dès que commence la poursuite, la vitesse devient le facteur principal du succès et l'idée de la direction doit primer toute autre notion dans l'esprit du chef. L'ennemi étant saisi, il ne faut plus lâcher prise... à ce moment, chaque unité n'a plus à connaître que la direction d'exploitation qui lui a été assignée et sur laquelle il importe au plus haut point de pousser hardiment, sans se régler sur ses voisins... il y avait donc identité complète de vues entre le commandant en chef des armées alliées et celui des armées françaises. En tout cas, il importait de passer au plus tôt à l'action. Aussi le haut commandement allié pressait-il le général Pershing de hâter le déclenchement de son offensive à l'ouest de la Meuse :

Il est de la plus haute importance, lui écrivait-il le 27 octobre, que la 1^{ère} armée américaine soit en mesure de commencer ses opérations à la date convenue, c'est-à-dire à partir du 1^{er} novembre, et de les poursuivre ensuite jusqu'à des résultats importants et certains.

Je prescris en conséquence, que les attaques qui seront entreprises le 1^{er} novembre par la 1^{ère} armée américaine seront poussées et poursuivies sans temps d'arrêt jusqu'à ce que cette armée ait pris possession de la route Bault-Aux-Bois, Buzancy, et plus à l'est, et assuré l'occupation de cette région, pour fournir le premier résultat à obtenir.

Ces attaques devaient être facilitées par des actions répétées que la 4^e armée française avait entreprises à l'est de Vouziers depuis le 13 octobre, et qui, après lui avoir assuré la conquête d'une tête de pont sur la rive droite de l'Aisne, entre Vandy et Falaise, lui permettaient maintenant d'attirer sur elle, pour le soulagement de l'armée américaine, une notable partie des troupes de défense allemandes établies dans l'Argonne.

C'est dans ces conditions que l'offensive américaine s'effectuait le 1^{er} novembre, et qu'obtenant dès le début un brillant succès, elle enlevait ce jour-là les positions ennemies jusqu'à la route Buzancy-Stenay, tandis qu'à sa gauche la 4^e armée française élargissait son établissement à l'est de l'Aisne. Il était aussitôt prescrit de développer sans retard les résultats acquis et de poursuivre sur

Sedan-Mézières l'action combinée franco-américaine. Du reste, l'ennemi ébranlé ne tardait pas à battre en retraite entre l'Aisne et la Meuse. Croix-Aux-Bois, Buzancy, Villers-Devant-Dun, Douillon tombaient entre nos mains le 2 novembre. Le 3, toute la partie septentrionale de l'Argonne se trouvait dégagée, les hauteurs de Belval étaient occupées, la rive gauche de la Meuse bordée jusqu'à Dun. Le 4, l'avance franco-américaine se poursuivait au delà de Stenay et du Chesne, pénétrait dans la région boisée au sud de Beaumont et progressait le long de la Meuse jusque près de Stenay. Je félicitais chaleureusement le général Pershing des résultats de grande importance remportés [grâce à la valeur du commandement, à l'énergie et à la bravoure des troupes](#), et je le sollicitais de poursuivre ses opérations [en direction de la Meuse de Bazeilles et en amont](#), de les étendre dès à présent dans toute la mesure du possible sur la rive droite de cette rivière. Déjà il lui avait été demandé, peu de jours auparavant, en présence du retrait hors de France des divisions autrichiennes, conséquence de l'armistice conclu avec l'Autriche, de faire exécuter par la 2e armée américaine avec les moyens dont elle disposait [des opérations locales assez vigoureuses pour reconnaître l'ennemi et développer tout succès partiel qui serait remporté](#).

Que se passait-il en effet à l'est de la Meuse ? Nous avons vu précédemment que, du 8 au 10 octobre, le 17e corps français, renforcé de deux divisions américaines (33e et 29e), avait prolongé sur la rive droite de la Meuse l'offensive menée sur la rive gauche par le gros de l'armée américaine, et qu'il avait après de durs combats atteint la ligne Sivry-Sur-Meuse, Beaumont. Poursuivies dans les journées suivantes, ses actions s'étaient heurtées à une résistance toujours croissante de l'adversaire ; les moyens matériels dont il disposait étaient insuffisants pour briser les obstacles qui s'opposaient à son avance. Ses gains de terrain devenaient de plus en plus modestes. L'ennemi était apparemment décidé à tenir à tout prix la rive droite de la Meuse, hypothèse d'autant plus vraisemblable que c'était là pour lui la seule chance de couvrir et d'assurer la retraite de ses armées battues, de l'aile droite et du centre. En vue de déjouer cette détermination en prenant à revers les défenses de la Meuse, le haut commandement allié jugeait le moment venu d'attaquer de part et d'autre de la Moselle en direction générale de Longwy, Luxembourg d'une part, et de la Sarre d'autre part. Le 20 octobre, il donnait au général Pétain les instructions nécessaires, lui écrivant :

[Les opérations actuellement en cours visent à rejeter l'ennemi à la Meuse de Stenay et plus aval. Pour faire tomber la résistance sur cette rivière, en la prenant à revers, il y a lieu de préparer des attaques à l'ouest et à l'est de la Moselle en direction générale de Longwy-Luxembourg d'une part, en direction générale de la Sarre d'autre part.](#)

[Ces attaques auront d'autant plus de chances de succès au début qu'elles partiront plus tôt, l'ennemi ayant en ligne, en ce moment, 127 divisions à l'ouest et 32 seulement à l'est de la Meuse.](#)

[Elles auront d'autant plus de chances d'aboutir que l'ennemi se verra bientôt privé de sa principale ligne de rocade par Mézières et Sedan.](#)

[Par suite, il y aurait intérêt : à appliquer les disponibilités françaises à provenir du rétrécissement de notre front, à celles des parties du front de Lorraine, à l'ouest et à l'est de la Moselle, où l'équipement et la nature du terrain permettent une action immédiate, comme aussi à faire étudier la participation à ces opérations des forces américaines, qui seraient disponibles ou rendues disponibles quand l'avance sur la](#)

rive gauche de la Meuse permettra d'orienter ces forces dans une nouvelle direction.

Cette décision d'attaquer dans la région de la Moselle paraissait d'autant mieux fondée qu'une étude faite récemment par le 2e bureau du grand quartier général français avait montré tout à la fois le déséquilibre existant entre les effectifs des forces allemandes de part et d'autre des Ardennes, et l'impossibilité où serait la direction suprême de rétablir l'équilibre entre ces forces le jour où elle n'aurait plus l'usage de la ligne ferrée Hirson-Mézières. La décision ci-dessus ne devait point davantage surprendre les exécutants qui, sur cette partie du front depuis longtemps stabilisée, allaient être chargés de la mettre en oeuvre, car ils étaient préparés à l'éventualité d'une marche en avant. J'en avais entretenu personnellement le commandant de la 8e armée (général Gérard) lors de mon voyage dans l'est, le 20 septembre, et le général Pétain, de son côté, avait depuis plus d'un mois fait étudier par le général de Castelnau la préparation d'une attaque sur le front du groupe d'armées de l'est. Aussi les plans d'action furent-ils rapidement établis.

Dès le 21 octobre, le commandant en chef des armées françaises adressait ses propositions concernant l'organisation générale des attaques projetées en Lorraine. Cette étude, établie sur des bases judicieuses, présentait cependant l'inconvénient d'interdire dans l'ensemble une exécution assez rapide. En particulier, l'action envisagée à l'ouest de la Moselle allait, pour différentes raisons, exiger des délais incompatibles avec la nécessité de saisir immédiatement l'occasion favorable qu'offraient la faiblesse de l'ennemi et son manque de réserves dans cette région. à l'est de la Moselle, au contraire, les conditions semblaient meilleures, et, pour cette raison, nous décidions d'appliquer tout d'abord de ce côté, mais alors sans tarder, les forces immédiatement disponibles. Renonçant donc pour le moment à l'action sur Luxembourg, nous réduisions l'ampleur du plan initial, tout en escomptant, même avec des moyens relativement restreints, des résultats importants... **au point de vue militaire, par la conquête à petit prix de toute la profondeur de la zone défensive organisée depuis quatre ans, par une exploitation aussi large que possible ; au point de vue moral, par un premier pas fait sur un sol que l'ennemi considérait comme territoire national et que nous devons conquérir.**

Le général Pétain était invité dans ces conditions à préparer une attaque qui, partant du front Nomény-Arracourt et couverte du côté de Metz, marcherait en direction générale de Saint-Avold, Sarrebrück. Il rendait compte, le 25 octobre, que cette attaque pourrait avoir lieu aux environs du 15 novembre, et il faisait connaître les dispositions qu'il avait prévues pour la doter en grandes unités. Le 27, il adressait au général de Castelnau, commandant le groupe d'armées de l'est, une instruction fixant le but, les objectifs de l'offensive et les moyens dont elle disposerait. L'exécution en devait être confiée à deux armées : la 8e (général Gérard) déjà en place, et la 10e (général Mangin) qui, retirée du front de l'Aisne, serait transportée dans l'est et introduite entre la 2e armée américaine et la 8e armée française. Vingt divisions (dont quatre à cinq américaines), dix à douze régiments d'artillerie de campagne, 180 à 200 batteries lourdes, trois régiments de chars légers et deux groupements de chars moyens, un corps de cavalerie et la division aérienne prendraient part aux opérations, qui, d'après les ordres du général Pétain, devaient se dérouler **non comme un assaut donné sans lacunes à une ligne fortifiée, mais comme une manoeuvre.** Le commandant en chef des armées françaises demandait, d'autre part, **qu'un certain nombre de divisions américaines lui fussent accordées.** Il ne pouvait du reste compter dans le cas le

plus favorable que sur la coopération de six à huit divisions américaines, indépendamment de l'action de couverture face à Metz, qui serait confiée à la 2e armée américaine. Le 30 octobre, le général de Castelnau donnait ses ordres. Assignant une mission analogue de rupture et d'exploitation aux 10e et 8e armées, dont l'une opérerait par le nord de la forêt de Crémecey et la côte de Delme, l'autre par le sud de la forêt de Bezange, il prévoyait que ces deux armées auraient des forces sensiblement égales. Certaines modifications étaient apportées à ces propositions par le haut-commandement, car l'exploitation devant se présenter dans des conditions beaucoup plus favorables pour la 10e armée, qui aurait d'autre part à se couvrir de la direction sensible de Metz, il convenait d'attribuer à cette armée la majeure partie des moyens disponibles.

Le 5 novembre, le général Pétain transmettait ces observations au commandant du groupe d'armées de l'est en l'invitant à rectifier en conséquence ses dispositions initiales, ce qui fut fait dès le lendemain. Cependant, la concentration des forces alliées, s'opérait en Lorraine, et, le 6 novembre, le général Mangin et son état-major arrivaient à pied d'oeuvre. Malgré le désir exprimé par le général Pétain de se voir attribuer dix à douze divisions américaines (quatre pour la couverture contre Metz au bénéfice de la 10e armée, six à huit pour l'attaque proprement dite), on ne devait pas espérer une participation américaine aussi large. Du reste, ajoutait-on, [il y a intérêt évident à commencer l'offensive de Lorraine le plus tôt possible, en considérant que l'importance des moyens a moins de valeur que le moment de l'action.](#)

En fait, on poursuivait activement la mise à la disposition du général Pétain du plus grand nombre possible d'unités américaines. C'est ainsi qu'on récupérait des forces de la 1ere armée américaine en réduisant le front de cette armée dès son arrivée sur la Meuse. J'écrivais également au général Pershing pour lui demander le concours de six de ses divisions réservées et lui récrivais quelques jours plus tard en lui donnant les apaisements nécessaires : ... [le général commandant la 10e armée française, qui aura ces divisions sous ses ordres, prendra des dispositions pour les faire agir autant que possible à sa gauche, et je donnerai de mon côté des ordres pour qu'elles soient replacées promptement sous le commandement américain... aujourd'hui, il s'agit d'aller vite avant tout. C'est pour cela que j'insiste près de vous, à nouveau.](#) En même temps, je demandais au général J. Haller, commandant en chef l'armée polonaise, la participation, aux prochaines opérations offensives, de la 1ere division polonaise, qui, après un séjour sur le front en secteur calme, était apte à prendre une part active à la bataille.

Ainsi, grâce à l'activité de tous, l'attaque de Lorraine pouvait être montée en peu de temps. Elle devait partir le 14 novembre, avec [vingt-huit divisions d'infanterie, trois divisions de cavalerie appuyées par une masse considérable d'artillerie et par environ 600 chars d'assaut.](#) C'était une attaque d'une étendue de trente kilomètres venant s'ajouter à la bataille de trois cent cinquante kilomètres déjà engagée et menée victorieusement. Elle allait porter sur une direction nouvelle. Elle ne pouvait y rencontrer d'importantes forces ennemies. Par suite, on pouvait en attendre un brillant départ, une conquête rapide de quelques dizaines de kilomètres. Après cela, elle allait sans doute rencontrer les destructions qui ralentissaient ailleurs la marche des autres armées. Elle ajoutait son effort au leur, elle l'agrandissait, le renforçait, sans en changer la nature. Mais c'était la marche au Rhin, dans la direction de Berlin, confirmée une fois de plus pour l'ensemble des armées alliées par une convergence d'efforts répétés et

grandissants chaque jour. Une telle marche sur cette route ne pouvait manquer d'aboutir à la décision définitive de la guerre.

En tout cas, au début du mois de novembre, la ligne de l'Escaut en aval de Valenciennes et jusques à Gand se dressait en obstacle devant la gauche des armées alliées, tandis que, en Champagne, les fortes défenses de la Serre allaient se présenter devant une partie de leur centre. En poussant sur la rive gauche de la Meuse les actions entreprises par la 1^{ere} armée américaine et la 4^e armée française, nous débordions à l'est la ligne de la Serre. Nous la tournions à l'ouest en poussant la 1^{ere} armée française et la droite britannique au nord de l'Oise. Par cette dernière poussée, nous tournions en même temps la ligne de l'Escaut par le sud, tandis que le groupe d'armées des Flandres allait l'aborder dans le nord en avant de Gand. Il n'y avait donc qu'à accentuer les entreprises de ces groupements de forces. En prévision des événements importants qui allaient se passer dans le nord, j'avais, depuis le 18 octobre, transporté mon quartier général de Bombon à Senlis. C'est dans l'ordre de manoeuvres développé ci-dessus que nous allions, sans solution de continuité, pousser la marche des armées alliées. Ainsi se terminait le temps d'arrêt que nous avions eu à subir à la fin d'octobre.

Du 1^{er} au 5 novembre, les 1^{ere} armée américaine et 4^e armée française avaient, par des attaques larges et continues, développé avec succès leur manoeuvre débordante et atteint à cette dernière date le front général Le Chesne, Beaumont, Stenay. De même, la droite anglaise, appuyée par l'armée Debeney, avait poussé en direction d'Avesnes, Philippeville. Et grâce à ce double effort nous étions, le 5 et le 6 novembre, maîtres de la ligne de la Serre. Il avait fallu pour cela établir de nouvelles ententes avec le maréchal Haig. Comme on lui demandait en particulier de pousser en avant la droite de ses armées, il cherchait à reprendre sous son commandement la 2^e armée britannique momentanément rattachée au groupe d'armées des Flandres et qui aurait formé son aile gauche, lui permettant ainsi une répartition de forces nouvelle. Je n'avais pas de peine à lui faire comprendre que, pour maintenir l'allure désirable au groupe d'armées des Flandres, il était nécessaire d'y maintenir la 2^e armée britannique jusqu'à ce qu'il eût conquis la Belgique jusqu'à l'Escaut. En fait, le groupe d'armées des Flandres ayant le 1^{er} novembre atteint l'Escaut en amont de Gand, la 2^e armée britannique repassait, à dater du 4, sous le commandement direct du maréchal Haig. De là, la note du 2 novembre :

le groupe d'armées des Flandres vient, par une série d'opérations heureuses, d'atteindre le cours de l'Escaut en amont de Gand.

La manoeuvre principale pour faire tomber la défense de l'Escaut devant maintenant être exécutée par le gros des armées britanniques au sud de Valenciennes, il est nécessaire de rendre au commandement britannique la disposition de la totalité de ses forces.

Le maréchal Foch a donc l'honneur de prier s. M. le roi des belges de vouloir bien considérer qu'à partir du 4 novembre, midi la 2^e armée britannique reviendra sous le commandement direct du maréchal Haig.

Entre temps, les succès remportés par la 1^{ere} armée française, du 24 au 27 octobre, m'avaient permis d'écrire le 27 au maréchal Haig :

... l'avance réalisée par le général Debeney permet de reprendre dans les conditions les plus favorables l'offensive du gros des armées britanniques en liaison avec la 1^{ere} armée française, en direction de

Mons, Avesnes, La Capelle, objectifs fixés aux armées alliées de cette région.

Le 29 octobre, le maréchal Haig, conformément à ces directives, prescrivait à ses 4^e, 3^e et 1^{ère} armées de se tenir prêtes à reprendre leurs attaques à partir du 3 novembre. Elles les reprenaient en réalité le 4, avec un plein succès, appuyées fortement par la 1^{ère} armée française avançant sur Guise. Ce fut un nouveau coup de grâce pour l'armée allemande. Sous le choc, comme aussi devant l'avance incessante que poursuivait à sa gauche l'action franco-américaine, l'ennemi entamait, dès le 5, entre le canal de Mons et l'Aisne de Rethel, un vaste mouvement de retraite qui s'étendait dans les journées suivantes jusqu'à la Meuse. Le 8, les troupes franco-belges du groupe d'armées des Flandres s'emparaient des passages de l'Escaut entre Eckeren et Audenarde, accentuant la retraite générale de l'ennemi, qui maintenant se repliait depuis la frontière hollandaise jusqu'au pied des côtes de Meuse.

Chapitre XIV — L'armistice.

L'Allemagne demande l'armistice, 6 octobre. – premiers pourparlers. – le haut commandement chargé d'étudier et de proposer les conditions de l'armistice, 25 octobre. – examen de ces conditions par le conseil supérieur de guerre ; adoption du texte définitif, 31 octobre-4 novembre. – arrivée des plénipotentiaires allemands, 8 novembre. – négociation de Rethondes ; signature de l'armistice, 8-11 novembre. – l'arrêt des hostilités et l'ordre du jour aux armées alliées.

Dès le début d'octobre, une fois l'armée belge sortie des marais de l'Yser et parvenue sur la terre ferme, les armées alliées étaient en état de poursuivre la série des assauts qu'elles avaient entrepris et de continuer pendant l'hiver la bataille victorieuse qu'elles menaient depuis le 18 juillet. Elles se mettaient en mesure, pour la rendre plus puissante, de l'étendre jusqu'à la Moselle et bientôt jusqu'aux Vosges.

Elles avaient évidemment à la pousser dans une direction bien déterminée, celle du gros des armées allemandes qu'elles bouscuaient déjà, dont la base était dans l'Allemagne du nord et la tête à Berlin. Sur cette direction, nos coups en se répétant sans interruption ne pouvaient manquer d'ébranler, de disloquer et bientôt d'anéantir la force militaire ennemie, au total d'amener l'état allemand à traiter, en faisant un gouvernement sans armées. Sur cette direction par contre, sans parler des destructions qu'il allait opérer sur les communications nécessaires, et par lesquelles il pouvait ralentir notre marche, l'ennemi continuant la lutte pouvait opposer un sérieux obstacle, le Rhin. Là, il était en mesure d'arrêter pour longtemps notre marche, et, à l'abri du fleuve, il pouvait par suite reconstituer ses forces. En prévision de ces obstacles, la bataille alliée était montée pour atteindre et franchir au plus tôt le Rhin, en exploitant pour cela, sans temps d'arrêt, la désorganisation croissante des forces ennemies. Une fois conquise cette barrière, l'Allemagne était à la merci des alliés, dussent-ils pour cela aller jusqu'à Berlin. Telles étaient les considérations supérieures qui présidaient à la conduite des armées alliées tant que la politique n'intervenait pas pour ralentir ou modifier le cours de leurs opérations. Déjà, le 6 octobre 1918, par l'intermédiaire du gouvernement suisse et de son ministre à Berne, le gouvernement allemand adressait une note au président des États-Unis d'Amérique. Il sollicitait celui-ci de **prendre en mains la cause de la paix, d'en informer tous les états belligérants et de les inviter à envoyer des plénipotentiaires pour ouvrir des négociations**. Il se déclarait prêt à entamer ces négociations sur la base du programme élaboré dans le message du 8 janvier 1918 du président Wilson au congrès et dans ses déclarations ultérieures, en particulier celle du 27 septembre 1918. Enfin, laissant apparaître ses besoins pressants, il demandait la **conclusion immédiate d'un armistice général sur terre, sur mer, et dans les airs**. À cette note le président Wilson répondait, le 8 octobre, en mettant comme condition préalable à la conclusion d'un armistice, que les armées allemandes fussent retirées immédiatement des territoires envahis.

De mon côté, le même jour, 8 octobre, j'avais pris l'initiative d'adresser à M. Clemenceau un projet sommaire des obligations qu'il conviendrait, à mon avis, d'imposer à l'adversaire pour **le cas où il serait question d'arrêter les hostilités**, même momentanément. Ces obligations découlaient de trois principes essentiels

: il ne peut être question pour les armées qui opèrent en France et en Belgique d'arrêter les hostilités, sans avoir :

1. libéré les pays envahis contrairement à tous les droits, Belgique, France, Alsace-Lorraine, Luxembourg, et ramené leur population. L'ennemi devra donc évacuer ces territoires dans un délai de quinze jours et rapatrier immédiatement leurs populations. Première condition de l'armistice.

2. assuré une base de départ militaire convenable nous permettant de poursuivre la guerre jusqu'à la destruction de la force ennemie dans le cas où les négociations de paix n'aboutiraient pas. Il nous faut pour cela deux ou trois têtes de pont sur le Rhin à hauteur de Rastadt, Strasbourg, Neu-Brisach, (une tête de pont : égal demi-cercle tracé sur la rive droite avec un rayon de trente kilomètres de la culée de la rive droite comme centre), dans un même délai de quinze jours. Deuxième condition de l'armistice.

3. pris en main les gages de réparations exigibles pour les dégâts commis en pays alliés, et dont la demande sera présentée lors des négociations du traité de paix. Pour cela, les pays de la rive gauche du Rhin seront évacués par les troupes ennemies dans un délai de trente jours ; ils seront occupés et administrés par les troupes alliées de concert avec les autorités locales jusqu'à la signature de la paix. troisième condition de l'armistice.

En outre, il y a lieu de poser les conditions complémentaires suivantes :

4. Tout le matériel de guerre et approvisionnements de toute nature, qui ne pourront être évacués par les troupes allemandes dans les délais fixés, devront être laissés sur place ; il sera interdit de les détruire.

5. Les unités qui n'auront pas évacué les territoires prescrits dans les délais fixés seront désarmées et faites prisonnières de guerre.

6. Le matériel de chemins de fer, voie et exploitation, sera laissé sur place, et ne devra être l'objet d'aucune destruction. Tout le matériel belge et français saisi (ou son équivalent numérique) sera immédiatement restitué.

7. Les installations militaires de toute nature à l'usage des troupes, camps, baraquements, parcs, arsenaux... seront abandonnés intacts, avec interdiction de les emporter ou de les détruire.

8. Il en sera de même des établissements industriels et ateliers de toute nature.

9. Les hostilités cesseront vingt-quatre heures après le jour où les conditions auront été approuvées par les parties contractantes.

En fait, dans la première quinzaine d'octobre, nous étions encore trop loin du Rhin septentrional pour pouvoir en viser l'occupation dans les conditions d'un armistice immédiat, mais nous pouvions nous assurer la prise de possession du Rhin méridional qui était beaucoup plus près de nos armées, et qui nous garantissait la manoeuvre de l'obstacle en cas de reprise des hostilités. C'est pour cela que, dans la note du 8 octobre, je demandais les têtes de pont de Neu-Brisach, Strasbourg et Rastadt. Elles nous réservaient la possibilité de tourner la défense que constituait le fleuve dans sa partie centrale, s'il fallait reprendre les armes après une suspension d'opérations intervenue à cette époque.

Comme on le voit, il y avait une différence considérable entre ces propositions et la seule condition d'évacuation énoncée jusqu'ici par le président des états-Unis. Il semblait bien, il est vrai, que le président Wilson, en fixant un minimum, faute duquel il ne saurait être question d'armistice, n'avait pas pour cela exclu toutes

autres stipulations qui pourraient être reconnues nécessaires par les alliés, et c'est cette dernière partie de conditions que je développai devant les chefs des gouvernements de l'entente réunis à Paris, au ministère des affaires étrangères, dans l'après-midi du 9 octobre. Toutefois, et malgré l'avis de M. Clemenceau qui eût préféré ne pas intervenir de suite dans le débat engagé entre Berlin et Washington, M. Lloyd George, afin d'éviter tout malentendu ultérieur, convainquit ses collègues de l'urgence d'adresser au président Wilson un message pour attirer son attention sur l'insuffisance de ses conditions, lesquelles, disait-il, n'empêcheraient pas les ennemis de tirer un avantage d'une suspension d'armes pour se trouver, à l'expiration d'un armistice non suivi de paix, dans une situation militaire meilleure qu'au moment de l'interruption des hostilités. La faculté leur serait laissée de se tirer d'une situation critique, de sauver leur matériel, de reformer leurs unités, de raccourcir leur front, de se retirer sans pertes d'hommes sur des positions nouvelles qu'ils auraient le temps de choisir et de fortifier. Et il ajoutait : les conditions d'un armistice ne peuvent être fixées qu'après consultation des experts militaires et selon la situation militaire au moment même où s'engagent les négociations... M. Lloyd George avait été bien inspiré en demandant instamment l'envoi de ce message, car les allemands, comme on devait s'y attendre, n'allaient pas manquer de saisir l'occasion inespérée qui leur était offerte de sortir honorablement de leurs embarras.

Le 12 octobre, le prince Max De Bade s'empressait de faire connaître à Washington qu'il était prêt, pour arriver à un armistice, à se conformer aux propositions d'évacuation présentées par le président. Mais celui-ci, averti entre temps par les alliés du danger auquel il risquait d'être entraîné, ramenait les pourparlers dans une voie plus ferme. Le 14 octobre, il télégraphiait au chancelier allemand : ... *il doit être clairement entendu que les conditions de l'armistice sont des questions qui doivent être laissées au jugement et avis des conseillers militaires du gouvernement des États-Unis et des gouvernements alliés, et que nul arrangement ne peut être accepté par le gouvernement des États-Unis, qui n'assurerait pas des sauvegardes et garanties absolument satisfaisantes du maintien de la présente supériorité des armées des États-Unis et des alliés sur le champ de bataille...*

Il eût été présomptueux de penser qu'un gouvernement de Berlin, quel qu'il fût, s'inclinerait de bonne grâce devant les exigences nouvelles de la maison blanche. Les conditions mises à la conclusion d'un armistice semblant tout à coup rigoureuses, il va feindre de les ignorer. On le renvoyait aux généraux alliés, il ne pouvait les récuser ; mais il allait chercher à les entraîner sur un terrain où il comptait retrouver quelque solidité. Pourquoi, prétendait-il, parler d'avantages militaires dont l'évaluation serait difficile à faire ? Ne vaudrait-il pas mieux, pour déterminer les profits et pertes de la guerre, se baser sur des chiffres aisés à établir, comme par exemple les effectifs alors en présence sur le champ de bataille ? ...

Le gouvernement allemand, écrivait le chancelier, à la date du 20 octobre, en acceptant les propositions relatives à l'évacuation des territoires occupés, est parti de ce principe que les modalités de cette évacuation, ainsi que les conditions de l'armistice devaient être laissées au jugement des conseillers militaires, et que la proportion actuelle des forces sur les fronts devait servir de base aux arrangements qui les assurent et les garantissent. Le gouvernement allemand laisse au président le soin de créer les conditions nécessaires pour le règlement des détails. Il a confiance que le président des États-Unis n'admettra

aucune exigence qui serait inconciliable avec l'honneur du peuple allemand et avec l'établissement d'une paix de justice... Le piège tendu par le prince de Bade ne pouvait tromper les gouvernements alliés, mais il était temps cependant que les conversations engagées depuis deux semaines entre Berlin et Washington prissent fin. Il n'en pouvait sortir que de la confusion et il était peu souhaitable, par ailleurs, que les allemands en vinsent à considérer le président Wilson comme une sorte d'arbitre entre les gouvernements de l'entente et les empires centraux. à semblable jeu, ceux-là avaient tout à perdre, rien à gagner, et il importait que la parole passât sans retard aux conseillers militaires.

Lors de la création du conseil supérieur de guerre en 1917, les chefs des gouvernements alliés avaient comme conseillers techniques leurs représentants militaires installés à Versailles. L'établissement, quatre mois après, du commandement en chef des armées alliées avait bien quelque peu diminué l'importance de ces derniers, mais ils n'en restaient pas moins théoriquement le conseil normal des gouvernements, et c'est à ce titre que, le 8 octobre, ils avaient eu à élaborer un projet d'armistice avec l'Allemagne. Cependant, s'il était naturel de la part des gouvernements alliés de prendre les avis de leurs représentants militaires, il était encore plus indiqué que le commandement des armées fût avant tout consulté. Il connaissait mieux que tout autre l'état des troupes, les efforts dont elles étaient encore capables, les conditions auxquelles elles pourraient arrêter leurs opérations, sans perdre les bénéfices de leur victoire et en s'assurant éventuellement une reprise avantageuse des hostilités. Sa responsabilité, en ce qui concernait l'armistice, était donc engagée au même titre que dans la conduite de la bataille, et c'est ce que je faisais ressortir dans une lettre du 16 octobre au président du conseil :

Par ma lettre du 8 octobre, j'ai eu l'honneur de vous faire connaître les conditions principales auxquelles, selon moi, nous pouvions entrevoir l'arrêt des hostilités à cette date.

Les première et deuxième conditions de la lettre précitée sont celles qui sont imposées par les exigences militaires. Et, dans sa réponse du 14 octobre aux propositions allemandes, le président Wilson expose qu'il y a lieu de s'en remettre aux *conseillers militaires* des gouvernements pour fixer les conditions de l'armistice.

Cette expression de *conseillers militaires*, déjà fréquemment employée au cours de conversations antérieures, est ambiguë et demande à être éclairée. En fait, les seuls conseillers militaires qualifiés pour traiter les conditions d'un armistice sont les commandants en chef. Seuls, ils sont responsables devant leurs gouvernements de la sécurité de leurs armées et des conditions dans lesquelles les hostilités seraient reprises au cas de rupture de l'armistice. Seuls, ils sont au courant de l'état des armées et de la tenue de l'ennemi en face d'eux.

En ce qui concerne le théâtre de France et de Belgique, j'estime que c'est le maréchal commandant en chef les armées alliées qui, après entente avec les commandants en chef des armées françaises, britanniques et américaines, et du chef d'état-major de l'armée belge, constitue le conseil du gouvernement.

La troisième condition vise la prise en mains des gages des réparations exigibles pour les dégâts commis en pays alliés, et dont la demande sera présentée lors des négociations du traité de paix. C'est

l'occupation des pays de la rive gauche du Rhin, évacués par les troupes ennemies dans un certain délai, occupés et administrés par les troupes alliées, de concert avec les autorités locales, jusqu'à la signature de la paix. ces gages seront-ils suffisants à garantir les réparations exigées par la France et ses alliés, Belgique notamment ?

Dans le cas de l'affirmative, et quand les réparations seront satisfaites, quel sera le sort réservé à ces pays ? Notre occupation se poursuivra-t-elle ? Annexerons-nous toute une partie de ces pays, ou bien poursuivrons-nous la réalisation d'états neutres, autonomes, indépendants, formant tampon... ? L'armistice doit-il intégralement réserver le sort de ces pays à ce moment ?

Ce sont là des questions sur lesquelles il importe que le commandement militaire, qui aura à signer l'armistice et à en discuter les conditions, au moment où la demande sera présentée, soit fixé par une étude préalable avec les gouvernements. Car il est certain que l'armistice doit nous mettre en mains des gages garantissant, au cours des négociations de paix, l'obtention des conditions que nous voulons imposer à l'ennemi, et il est évident que seuls resteront acquis les avantages consacrés par l'armistice ; seuls seront définitifs, en matière de territoires, les sacrifices consentis par l'ennemi lors de sa conclusion.

Il me paraît, dans ce but, nécessaire d'être en rapports étroits et suivis avec une personnalité marquante des affaires étrangères, qui serait chargée de me tenir au courant de vos vues et de celles des gouvernements alliés sur ces conditions.

Il me serait ainsi possible de déterminer les conditions d'armistice assurant, outre les garanties militaires, les garanties diplomatiques nécessaires, d'approprier ces conditions à la situation militaire du moment, et d'être par suite toujours en état de satisfaire sans aucun retard, dans cet ordre d'idées, aux intérêts dont j'ai la responsabilité, non seulement devant le gouvernement français, mais devant les gouvernements qui m'ont confié le commandement de leurs armées.

Si vous partagez cette manière de voir, je vous demande de vouloir bien me faire connaître la personnalité des affaires étrangères avec qui j'aurai à collaborer dès maintenant.

Dans la même lettre, comme on l'a vu, j'insistais sur les territoires à conserver comme gages de réparations dues aux alliés, sur la situation à prévoir pour ces territoires, au total sur une série de questions d'ordre politique à étudier sans retard, sur lesquelles le gouvernement avait à fixer son opinion pour la faire connaître au commandant des armées chargé de la communiquer à l'ennemi. Une étude foncière et préalable des conditions politiques de l'armistice s'imposait évidemment, si l'on ne voulait être surpris par les événements, et si l'on voulait bien observer que l'armistice, comportant l'arrêt de formidables armées, allait contenir en germe les conditions principales de la paix définitive, sans qu'il pût être apporté par la suite une modification profonde à la situation que consacrerait l'arrêt des opérations. Toutefois, le président du conseil, entendant réserver la libre action du gouvernement, écartait la suggestion qu'une personnalité des affaires étrangères fût mise à ma disposition, par sa lettre du 23 octobre.

Les conditions d'armistice seraient en définitive établies par les gouvernements alliés. Dès lors, l'étude allait être naturellement menée par les plus agissants de ces gouvernements. Ceux-ci venaient justement d'être saisis officiellement de la question par le président Wilson. Mettant un terme à sa correspondance avec Berlin, il renvoyait le gouvernement allemand devant le tribunal des alliés, en laissant toutefois à ces derniers la latitude de conclure ou non un armistice, comme aussi de dicter à l'ennemi les conditions qui **protégeraient entièrement les intérêts des peuples intéressés et qui assureraient aux gouvernements associés un pouvoir illimité en vue de sauvegarder et de faire exécuter les détails de la paix à laquelle le gouvernement allemand a consenti...** Les gouvernements alliés n'avaient aucune raison de rejeter comme base de la paix le principe des quatorze points, quitte à en faire préciser ou modifier quelques-uns s'ils le jugeaient opportun ; ils n'avaient pas davantage de raisons de s'opposer à un arrêt des hostilités, si les conditions qu'ils étaient dans l'intention d'y mettre étaient acceptées par l'adversaire.

Ils me demandèrent donc d'établir, du point de vue militaire, un projet détaillé. M. Clemenceau, leur porte-parole, me recevait le 24 octobre à Paris ainsi que le général Pétain. Nous convenions verbalement des conditions à imposer pour garantir aux armées alliées une pleine sécurité et pour prendre en main des gages suffisants. Le blocus serait maintenu et la durée de l'armistice assez restreinte. Les progrès réalisés depuis le 8 octobre permettaient de renforcer et de préciser certains points de la note établie ce jour-là. En tout cas, en vue de prendre l'avis des commandants en chef alliés, je réunissais le lendemain après-midi, à mon quartier général de Senlis, les commandants en chef des armées américaine, britannique et française, ainsi que le chef d'état-major de la marine française, le vice-amiral de Bon, et les invitais à exposer successivement leurs conditions d'armistice.

Le maréchal Haig, parlant le premier, déclarait qu'à son avis l'ensemble de l'armée allemande n'était pas encore assez rompu pour ne pas pouvoir offrir une résistance sérieuse, qu'elle était en état de se retirer jusqu'à sa propre frontière et de la défendre contre des forces égales ou même supérieures. D'autre part, l'armée britannique accusait un déficit de 50.000 hommes d'infanterie, l'armée française était épuisée et l'armée américaine incomplètement organisée. Il estimait par suite que les conditions à imposer à l'Allemagne devaient être modérées et comporter simplement : 1. L'évacuation de la Belgique et des territoires français occupés ; 2. L'évacuation de l'Alsace-Lorraine, Metz et Strasbourg étant remis aux alliés ; 3. La restitution du matériel roulant enlevé aux Français et aux belges, le rapatriement des habitants. Sans discuter ces conditions, les raisons dont elles découlaient ne semblaient pas fondées. L'armée allemande, qui venait en quelques mois de faire d'énormes pertes de terrain, de prisonniers et de matériel, était une armée battue, qui ne pouvait pas ne pas être très démoralisée et profondément atteinte. Quant aux armées alliées, on devait reconnaître que les armées victorieuses ne sont jamais neuves. On était au soir d'une bataille victorieuse, dans laquelle le vainqueur a souvent perdu autant de monde que le vaincu, ce qui n'empêche pas celui-ci d'être entièrement désorganisé. On ne pouvait donc redouter de résistance sérieuse de la part des allemands.

Interrogé à son tour, le général Pétain déclarait qu'il fallait mettre les allemands dans l'impossibilité de reprendre la guerre, d'où : 1. Occupation par les alliés de la rive gauche du Rhin, entre la frontière hollandaise et la frontière suisse, dans un délai de quinze jours, avec têtes de pont sur la rive droite ; 2. Abandon par

les allemands de 5.000 locomotives et 100.000 wagons en parfait état de roulement.

Quant au général Pershing, estimant que la situation militaire était des plus favorables aux alliés et qu'elle justifiait l'imposition à l'Allemagne de conditions sévères d'armistice, il proposait : 1. L'évacuation immédiate de tous les territoires occupés par l'ennemi ; 2. L'occupation de l'Alsace-Lorraine par les alliés ; 3. Le retrait des armées allemandes sur la rive droite du Rhin et la prise de possession par les alliés de têtes de pont sur cette rive ; 4. Le transport maritime sans restriction de l'armée américaine et de son matériel ; 5. Le rapatriement immédiat de tous les habitants des territoires occupés par les allemands ; 6. La remise de tous les sous-marins et de leurs bases aux alliés ou à une puissance neutre ; 7. La restitution de tout le matériel roulant enlevé en Belgique et en France.

C'est à l'issue de la réunion, où les commandants en chef avaient été ainsi appelés à exposer leurs vues touchant l'armistice, qu'étaient rédigées les conditions militaires à présenter d'ailleurs aux gouvernements alliés. Elles comportaient essentiellement : 1. L'évacuation immédiate des pays envahis contrairement aux droits : Belgique, France, Alsace-Lorraine, Luxembourg, et le rapatriement immédiat de leurs habitants ; 2. L'abandon par l'ennemi de 5.000 canons, 30.000 mitrailleuses et 3.000 minenwerfer ; 3. L'évacuation par l'armée allemande des pays de la rive gauche du Rhin, l'occupation par les alliés de têtes de pont de trente kilomètres de rayon, établies sur la rive droite à Mayence, Coblenze, Cologne, Strasbourg, et l'aménagement sur cette même rive d'une zone neutre de quarante kilomètres de large à l'est du fleuve ; 4. L'interdiction à l'ennemi de faire aucune destruction ni dommage dans les territoires évacués ; 5. La livraison de 5.000 locomotives et 150.000 wagons en bon état de roulement ; 6. La livraison de 150 sous-marins, le repliement de la flotte de surface dans les ports de la Baltique, et l'occupation par les flottes alliées de Cuxhafen et d'Heligoland ; 7. Le maintien du blocus pendant la durée d'exécution des conditions ci-dessus.

Je les apportais moi-même à Paris, dans l'après-midi du 25 octobre, et je remettais au président de la république comme au président du conseil le texte ainsi élaboré. Dans mon entretien avec M. Poincaré, comme celui-ci faisait observer que les conditions pourraient être jugées inacceptables et refusées par les allemands, je lui répondais : **alors nous continuerons la guerre, car, au point où les armées alliées sont parvenues à cette date, on ne peut arrêter leur marche victorieuse sans avoir rendu impossible toute résistance de l'Allemagne et pris en main les gages solides d'une paix acquise au prix de quels sacrifices !** Nous ne pouvions suspendre nos opérations de marche vers Berlin qu'une fois maîtres de la position du Rhin, qui en barre la route sur l'espace de Cologne à Mayence. Par contre, par une lettre du 29 octobre, je mettais M. Clemenceau en garde contre la tendance de certains alliés à témoigner de trop de rigueur pour les conditions navales de l'armistice :

J'ai eu l'honneur de vous adresser, le 26 octobre, les conditions militaires de l'armistice. il est vraisemblable que des conditions navales y seront jointes. Ces dernières ne peuvent être acceptées sans examen, car, si elles étaient trop rigoureuses, elles aboutiraient à faire continuer par les armées de terre une lutte toujours coûteuse pour des avantages d'un effet discutable.

Je vous demande donc à être entendu avant que le programme définitif des conditions de l'armistice soit arrêté.

Dans la matinée du 31 octobre, une première réunion des chefs de gouvernement alliés se tenait à Paris chez le colonel House, envoyé spécialement en France par le président Wilson. On y apprenait, dès l'ouverture de la séance, que la Turquie venait de signer l'armistice de Moudros, et que l'Autriche était mise hors de cause. Dans ces conditions, il m'était facile, invité à donner mon avis sur la situation militaire générale, de montrer combien les événements nous étaient désormais favorables. Depuis plus de trois mois, l'Allemand, battu en France et en Belgique, obligé sans cesse à se replier, avait abandonné déjà plus de 260.000 prisonniers et 4.000 canons. L'état militaire de l'Allemagne accusait une désorganisation profonde, tandis que nous nous trouvions en état de poursuivre la bataille, pendant tout l'hiver s'il le fallait, sur quatre cents kilomètres de front, comme aussi de continuer la guerre jusqu'à la destruction de l'ennemi si c'était nécessaire.

Après cet exposé, le colonel House me demanda si j'estimais préférable de continuer la guerre contre l'Allemagne ou de conclure un armistice avec elle. Et moi de lui répondre : **je ne fais pas la guerre pour faire la guerre. Si j'obtiens par l'armistice les conditions que nous voulons imposer à l'Allemagne, je suis satisfait. Le but étant atteint, nul n'a le droit de faire répandre une goutte de sang de plus.** Dans l'après-midi du même jour, 31 octobre, une séance plénière du conseil supérieur de guerre avait lieu à Versailles. Au début de cette séance, qui devait être consacrée à l'examen des conditions de l'armistice austro-hongrois, j'étais invité de nouveau à prendre la parole, et je renouvelais mes déclarations du matin concernant la situation militaire des alliés de plus en plus favorable.

Le 1er novembre, commençait l'examen détaillé des conditions de l'armistice à imposer à l'Allemagne. Dans la matinée, une première réunion des chefs de gouvernement alliés se tenait à Paris au ministère de la guerre. Lecture y était donnée des conditions que j'avais proposées au sujet de l'occupation de la rive gauche du Rhin. Une discussion était engagée afin de permettre au maréchal Haig de développer à nouveau son point de vue et ses déclarations du 25 octobre, qui étaient évidemment l'expression de la manière de voir de M. Lloyd George et de ses collègues. Cette thèse qui, pour suspendre les hostilités, arrêtaient les armées alliées à la frontière de la Belgique, du Luxembourg et de l'Alsace-Lorraine, c'est-à-dire sur la rive gauche et à une certaine distance du Rhin, au total le nez sur l'obstacle, était militairement inacceptable. Elle laissait à l'Allemagne, à l'abri du Rhin, la possibilité de reconstituer ses armées pendant l'établissement des conditions de la paix, et la possibilité, si elle n'acceptait pas ces conditions, de reprendre la lutte dans des conditions désavantageuses pour les armées alliées. Celles-ci pouvaient perdre en grande partie le bénéfice de leurs dures victoires. à ne pas prendre le Rhin par l'armistice, les gouvernements alliés risquaient de compromettre la paix qu'ils poursuivaient. Ma thèse était admise. La lecture et l'examen du document se poursuivaient à Versailles dans l'après-midi. Il était décidé que des clauses concernant le front russe seraient ajoutées à l'armistice, et que mon état-major en préparerait la rédaction.

Le 2 novembre après-midi, nouvelle séance à Versailles, au cours de laquelle furent discutées les conditions navales de l'armistice et celles concernant le front russe. C'était l'heure où le commandement autrichien venait de recevoir du général Diaz le texte d'armistice de l'entente. Qu'allait faire le gouvernement de

Vienne ? Accepterait-il ou non ? Et s'il acceptait, la dissociation de la double monarchie n'allait-elle pas le rendre incapable d'exécuter ce qu'il aurait promis ? Autant de questions qui occupaient l'esprit des dirigeants alliés et pesaient à tel point sur les discussions engagées en cet après-midi du 2 novembre, qu'on pouvait voir M. Lloyd George abandonner ses experts navals, comme aussi une partie de leurs demandes relatives à la livraison de la flotte militaire allemande.

Mais, dès que la capitulation de Vienne fut connue, il les reprenait en entier. Elles comportaient en particulier le désarmement par l'Allemagne de sa flotte de guerre, la livraison d'un grand nombre de ses bâtiments, tant sous-marins que de surface, et d'un matériel naval important, au total des conditions rigoureuses, dont l'ensemble pourrait devenir inacceptable pour l'Allemagne et interdire ainsi la signature d'une convention d'armistice, qui, par ailleurs, sur terre, nous donnerait toute satisfaction. Envisageant alors le cas où les clauses navales feraient par leur rigueur rejeter nos conditions d'armistice par l'Allemagne, où nous serions ainsi amenés à continuer sur terre une lutte coûteuse de sang, pour conquérir un matériel naval sans intérêt pour nos opérations, j'appelais l'attention des gouvernements sur la responsabilité engagée ainsi, de faire verser le sang de nos soldats sans profit marqué pour la cause alliée. Il m'était alors répondu d'insérer les clauses navales dans les conditions de l'armistice, et que, si l'ennemi les trouvait inacceptables, on verrait alors les tempéraments à y admettre. Il allait en fait tout accepter. Les propositions relatives au front russo-roumain étaient admises sans observation. à cette occasion, le ministre des affaires étrangères, M. Pichon, soulevait la question de la reconstitution de la Pologne, qui était un des buts de guerre des alliés, mais on s'accordait à penser qu'elle dépasserait le cadre de l'armistice et qu'il convenait seulement de faire rentrer l'Allemagne dans ses frontières orientales de 1914.

Enfin, le 4 novembre, après une dernière lecture, le texte définitif de l'armistice était arrêté par les chefs des gouvernements alliés et câblé aussitôt au président Wilson. Il était en outre décidé qu'assisté d'un amiral britannique, je serai chargé de communiquer ce texte aux parlementaires dûment mandatés par le gouvernement allemand, et de traiter avec eux sur ces bases. En transmettant à Washington les conditions qu'ils venaient d'arrêter, les gouvernements alliés, sur les insistance particulière de la Grande-Bretagne, avaient fait toutes réserves sur le principe de liberté des mers qui figurait au nombre des quatorze points du président Wilson, et celui-ci ne manquait pas de le signaler dans le message qu'il adressait le 5 novembre aux allemands pour les renvoyer au grand quartier général allié, preuve que les gouvernements alliés, pour peu qu'ils en aient eu l'idée, pouvaient à ce moment se libérer de toutes les formules susceptibles de les gêner dans les négociations futures. Quoi qu'il en soit, je donnais immédiatement des ordres pour la réception des parlementaires allemands qui se présenteraient inopinément devant nos premières lignes, et ayant l'intention, si j'étais au préalable avisé de leur arrivée, de les aiguiller sur l'axe Givet, La Capelle, Guise, j'envoyais une instruction particulière au général Debeney. Nous mettions en même temps les armées en garde contre les faux bruits que l'ennemi pourrait répandre touchant la conclusion anticipée d'un armistice.

Ce fut dans la nuit du 6 au 7 novembre, à minuit trente, que je recevais le premier radiotélégramme du haut commandement allemand. Il faisait connaître les noms des plénipotentiaires désignés par le gouvernement de Berlin, me demandait de fixer un lieu de réunion et ajoutait : ... [le gouvernement allemand se féliciterait, dans l'intérêt de l'humanité, si l'arrivée de la délégation allemande sur le front des alliés pouvait amener une suspension d'armes provisoire.](#) Je

répondais aussitôt par ces simples mots : si les plénipotentiaires allemands désirent rencontrer le maréchal Foch pour lui demander un armistice, ils se présenteront aux avant-postes français par la route Chimay-Fourmies-La Capelle-Guise. Des ordres sont donnés pour les recevoir et les conduire au lieu fixé pour la rencontre.

Dans la matinée du 7, j'étais averti que les plénipotentiaires allemands, quittant Spa à midi, arriveraient entre 16 et 17 heures aux lignes françaises. Des dispositions étaient prises, tant par le commandement français que par le commandement allemand pour que le feu fût suspendu de part et d'autre pendant le passage de la délégation ennemie. Accompagné du général Weygand, de trois officiers de mon état-major et de la délégation navale britannique présidée par l'amiral Wemyss, premier lord de l'amirauté, je quittais Senlis à 17 heures et me rendais par train spécial au lieu choisi pour la rencontre avec les plénipotentiaires allemands, un coin de la forêt de Compiègne, au nord et près de la station de Rethondes. Mon train y fut garé sur un épi d'artillerie. Quant à la délégation allemande, arrêtée sans cesse par l'embouteillage des routes en arrière du front allemand, elle ne parvenait devant les lignes françaises qu'à 21 heures, et au terme de son voyage qu'avec un retard de douze heures.

C'est seulement le 8 novembre, à 7 heures du matin, que le train qui l'amenait venait stationner à proximité du mien. Deux heures après, à 9 heures, la première réunion avait lieu dans le wagon-bureau du train français. Le rapport ci-dessous, que j'adressai à l'issue de la signature de l'armistice au président du conseil et au président de la république, relate dans tous leurs détails les faits qui se sont déroulés à Rethondes entre plénipotentiaires alliés et allemands. J'ajoute, que, dans la journée du 9, pour bien affirmer la volonté des alliés d'en finir avec la résistance allemande, j'adressais aux généraux en chef le télégramme suivant :

L'ennemi désorganisé par nos attaques répétées cède sur tout le front. Il importe d'entretenir et de précipiter nos actions. Je fais appel à l'énergie et à l'initiative des commandants en chef et de leurs armées pour rendre décisifs les résultats obtenus.

Et tous, sentant leurs drapeaux emportés dans le vent de la victoire, de me répondre : comptez sur nous, nous marcherons tant qu'il le faudra.

Rapport.

Les pourparlers devant aboutir à la conclusion de l'armistice avec l'Allemagne ont eu lieu dans la voiture bureau du train spécial du maréchal Foch. Le train du maréchal et celui qui a pris les plénipotentiaires allemands à Tergnier étaient garés sur des épis d'artillerie lourde à grande puissance à proximité de la gare de Rethondes, en forêt de l'Aigle.

8 novembre. – Le train spécial amenant les plénipotentiaires allemands arrive le 8 novembre à 7 heures sur sa voie de garage. Le maréchal fait savoir aux délégués allemands qu'il pourra les recevoir à partir de 9 heures. Ceux-ci demandent à être reçus à 9 heures. À l'heure dite, ils se rendent au train du maréchal. Le maréchal Foch, assisté de l'amiral sir Rosslyn Wemyss, du général Weygand, de l'amiral Hope, leur demande de lui faire connaître leurs pouvoirs. Ceux-ci remettent les pouvoirs au maréchal ; ils sont ainsi rédigés :

1. plein pouvoir.

Le soussigné, chancelier de l'empire allemand, Max prince de Bade, donne par les présentes plein pouvoir : au secrétaire d'état impérial, M. Mathias Erzberger (comme président). À l'envoyé extraordinaire impérial et ministre plénipotentiaire, M. Le comte Alfred Oberndorff, et au général-major prussien M. Detlef von Winterfeldt, de conduire au nom du gouvernement allemand, avec les plénipotentiaires des puissances alliées contre l'Allemagne, des négociations au sujet d'un armistice, et de conclure, sous réserve de son acceptation, un accord en conséquence.

signé : Max prince de Bade.

Berlin, le 6 novembre 1918.

2. Plein pouvoir.

Le soussigné, chancelier de l'empire allemand, Max prince de Bade, nomme par les présentes, comme autres plénipotentiaires pour les négociations d'armistice avec les puissances alliées contre l'Allemagne : le capitaine de vaisseau impérial Vanselow. Le général de l'infanterie royale Erich Von Gundell est relevé de son poste de plénipotentiaire ; son nom a, par suite, été rayé sur le pouvoir ci-annexé.

signé : Max prince de Bade.

Berlin, le 6 novembre 1918.

Le maréchal, après s'être retiré avec l'amiral Wemyss et le général Weygand, pour examiner ces pouvoirs, rentre au lieu de la conférence et demande au président de la délégation allemande de lui nommer les membres de la délégation. Ce sont les suivants : secrétaire d'état Erzberger, général-major Von Winterfeldt, ministre plénipotentiaire comte Oberndorff, capitaine de vaisseau Vanselow, capitaine d'état-major Geyer, capitaine de cavalerie Von Helldorff.

Le maréchal présente à son tour les membres de la délégation alliée : amiral Wemyss, général Weygand, amiral Hope, capitaine de vaisseau Mariott, et comme interprètes : commander Bagot, officier interprète Laperche.

On prend place à la table de la conférence. Le Maréchal Foch demande aux délégués allemands l'objet de leur visite. M. Erzberger répond que la délégation allemande est venue pour recevoir les propositions des puissances alliées pour arriver à un armistice sur terre, sur mer, dans les airs, sur tous les fronts et aux colonies. Le Maréchal Foch répond qu'il n'a aucune proposition à faire.

Le Comte Oberndorff demande comment le maréchal Foch désire qu'on s'exprime. Il ne tient pas aux termes, il peut dire que la délégation demande les conditions de l'armistice. Le Maréchal Foch répond qu'il n'a pas de conditions à faire.

M. Erzberger lit le texte de la dernière note du président Wilson, disant que le maréchal Foch est autorisé à faire connaître les conditions de l'armistice.

Le Maréchal Foch répond qu'il est autorisé à faire connaître ces conditions si les délégués allemands demandent l'armistice. **Demandez-vous l'armistice ? Si vous le demandez, je puis vous faire connaître les conditions dans lesquelles il pourra être obtenu.** M. Erzberger et Le Comte Oberndorff déclarent qu'ils demandent l'armistice.

Le Maréchal Foch déclare alors qu'il va être donné lecture des conditions de l'armistice. Comme le texte est un peu long, les paragraphes principaux seront seuls lus tout d'abord ; le texte sera ensuite intégralement communiqué aux délégués. Le Général Weygand donne lecture des clauses principales des conditions de l'armistice (texte arrêté à Versailles le 4 novembre).

Aussitôt après cette lecture, M. Erzberger prenait la parole pour demander que, dès à présent, les opérations militaires fussent arrêtées. Il invoquait pour cela l'état de désorganisation et d'indiscipline qui régnait dans l'armée allemande, l'esprit de révolution qui, avec la souffrance, pénétrait dans le pays. Il détaillait les difficultés qu'il avait éprouvées avec sa délégation à traverser les armées allemandes et à franchir leurs lignes, où les ordres, même pour faire cesser le feu, n'étaient plus exécutés qu'avec peine. Il voyait dans cet ensemble de circonstances l'invasion prochaine du bolchevisme en Allemagne, et quand l'Europe centrale serait envahie par ce fléau, l'Europe occidentale, disait-il, aurait la plus grande difficulté à s'en défendre. Seul l'arrêt des attaques alliées permettrait de rétablir la discipline dans les armées allemandes, et, avec l'ordre, de sauver le pays.

Je n'avais pas de peine à lui répondre : au moment où s'ouvrent les négociations relatives à la signature d'un armistice, il est impossible d'arrêter les opérations militaires tant que la délégation allemande n'a pas accepté et signé les conditions qui sont la conséquence même de ces opérations. Quant à la situation que M. Erzberger signalait dans les troupes allemandes, et quant au danger du bolchevisme en Allemagne, c'était la maladie des armées vaincues, comme aussi des nations fatiguées et épuisées par la guerre. L'Europe occidentale saurait prendre des précautions pour s'en défendre. Devant cette impossibilité de ma part d'acquiescer à la demande verbale de M. Erzberger, le *général von Winterfeldt* demandait la parole. Il avait une mission spéciale à remplir de la part du haut commandement et du gouvernement allemand. Il lut la déclaration suivante qu'il avait préparée :

Les conditions de l'armistice, dont nous venons de prendre connaissance, nécessitent de notre part un examen attentif. étant donné notre intention d'aboutir à un résultat, cet examen sera fait le plus rapidement possible ; il demandera tout de même un certain temps d'autant plus qu'il sera indispensable de prendre l'avis de notre gouvernement et du haut commandement militaire.

Pendant ce temps, la lutte entre nos armées va continuer et elle demandera forcément, tant parmi les combattants que parmi la population, de nombreuses victimes tombées inutilement à la dernière minute et que l'on aurait pu conserver à leurs familles.

Dans ces conditions, le gouvernement allemand et le haut commandement militaire ont l'honneur de revenir à la proposition qu'ils ont faite par leur radiotélégramme d'avant-hier, à savoir : que M. Le maréchal Foch veuille bien consentir à ce qu'il soit fixé immédiatement et pour le front entier une suspension provisoire des hostilités, qui commencerait dès aujourd'hui à partir d'une certaine heure, et dont les détails très simples pourraient être arrêtés le plus tôt possible.

Le Maréchal Foch répond : je suis général en chef des armées alliées et représentant des gouvernements alliés. Les gouvernements ont arrêté leurs conditions. Les hostilités ne peuvent cesser avant la signature de l'armistice. Aussi suis-je disposé à arriver à une conclusion et je vous aiderai dans la mesure du possible pour cela. Mais les hostilités ne peuvent cesser avant la signature de l'armistice. Une fois la séance terminée, les délégués allemands font demander au maréchal s'il est possible de prolonger de vingt-quatre heures le délai de réponse, en raison du temps nécessaire pour faire parvenir les conditions à leur gouvernement. Le maréchal leur fait connaître que, ce délai ayant été fixé par les gouvernements alliés et associés, il ne lui est pas possible de le modifier. Les délégués allemands, après s'être entretenus en particulier, demandent l'envoi par sans-fil du télégramme suivant :

Plénipotentiaires allemands pour l'armistice, au chancelier de l'empire, aux hauts commandements militaire et naval allemands :

Les plénipotentiaires ont reçu vendredi matin, au grand quartier général des alliés, les conditions de l'armistice, ainsi que la mise en demeure de les accepter ou de les refuser dans un délai de soixante-douze heures expirant lundi matin à 11 heures (heure française).

La proposition allemande tendant à la conclusion immédiate d'une suspension d'armes provisoire a été repoussée par le maréchal Foch.

Un courrier allemand, porteur du texte des conditions d'armistice, est envoyé à Spa, aucun autre mode de communication n'étant pratique.

Prière d'accuser réception et de renvoyer le plus vite possible le courrier avec vos dernières instructions.

L'envoi de nouveaux délégués n'est pas nécessaire pour le moment.

signé : Erzberger.

Ce télégramme est transmis à 11 h. 30. Ils décident également d'envoyer le capitaine Von Helldorf comme courrier, pour porter au grand quartier général allemand le texte des conditions. L'état-major du maréchal prend ses dispositions pour assurer le transport et le passage à travers les lignes de ce courrier qui part à 13 heures. Le comte Oberndorff, le général Von Winterfeldt et le capitaine de vaisseau Vanselow demandent à avoir des entretiens particuliers avec le général Weygand et l'amiral Hope, dans le but d'obtenir pour les délégués allemands certains éclaircissements. Ces entretiens ont lieu au cours de l'après-midi pour le comte Oberndorff et le général Von Winterfeldt avec le général Weygand ; pour le capitaine de vaisseau Vanselow avec l'amiral Hope. Ci-dessous le résumé de ces entretiens :

Le comte Oberndorff a demandé, tout d'abord, si les alliés ont fixé des conditions aussi dures en vue d'acculer l'Allemagne à les refuser.

Il est répondu que les alliés font connaître les conditions auxquelles ils peuvent accorder l'armistice. Il n'y a dans leurs intentions rien de caché.

Le comte Oberndorff demande ensuite si les alliés n'ont pas l'intention de faire échouer l'armistice afin d'arriver de suite à des négociations de paix. Il est répondu que le maréchal Foch n'a à traiter et ne veut traiter ici que des conditions d'armistice.

Dans la suite de l'entretien avec le comte Oberndorff, comme au cours de l'entretien ultérieur avec le général Von Winterfeldt, des questions sont posées au sujet des différentes conditions de l'armistice. Les idées ou arguments principaux, émis au cours de ces conversations par les délégués allemands, en vue d'obtenir des adoucissements à ces conditions, peuvent se résumer comme suit :

L'Allemagne veut l'armistice. Si on est ici, c'est qu'il est impossible à l'Allemagne de faire autrement. On est donc sincère.

L'armée allemande est aux prises avec des difficultés inouïes : fatigue des troupes qui combattent sans repos depuis quatre mois, relâchement de la discipline qui en résulte ; embouteillage des routes et voies ferrées qui paralyse tout mouvement. Lui imposer des mouvements rapides, c'est l'empêcher de se remettre en ordre.

L'armée allemande serait incapable, le voudrait-elle, de reprendre la lutte une fois l'armistice signé ; il n'est donc pas utile de lui imposer des clauses par trop dures.

Contre celles des clauses militaires qui concernent la livraison des armes, on ne proteste qu'au sujet de la livraison de 30.000 mitrailleuses ; il n'en restera plus assez pour tirer, si c'est nécessaire, sur le peuple allemand.

En effet, l'état intérieur est très grave en Allemagne, en révolution, infectée de bolchevisme. Il faut y maintenir l'ordre. C'est d'ailleurs l'intérêt des alliés, pour éviter la contagion bolchevique comme aussi pour assurer la solvabilité de leurs débiteurs, car on s'attend à des demandes de réparations très importantes.

Par suite, il est de l'intérêt de tous que l'armée allemande rentre en ordre en Allemagne et pour cela il faut étendre les délais accordés pour l'évacuation. Il s'agit d'accorder en plus, non pas des jours, mais des semaines.

Enfin, l'Allemagne est menacée de famine ; les clauses de l'armistice concernant le blocus et le matériel de chemin de fer sont inhumaines, parce qu'elles paralysent le ravitaillement de la population et causeront la mort de femmes et d'enfants.

En résumé, il faut conserver à l'Allemagne une armée en ordre pour lui permettre de réprimer les troubles, et il faut l'aider à éviter la famine.

Il est répondu d'une manière générale que l'état de désorganisation dans lequel se trouve l'armée allemande est le résultat de l'avance victorieuse des armées alliées depuis près de quatre mois, et que le haut commandement allié a le devoir de se garder, par les conditions de l'armistice, au minimum la possession de tous les avantages acquis. En terminant ces entretiens, le général Weygand spécifie nettement : 1. Que des entretiens particuliers, tels que ceux qui viennent d'avoir lieu, ne sont que des échanges de vues n'engageant pas les interlocuteurs et ayant simplement pour objet de donner aux délégués allemands les éclaircissements nécessaires pour leur permettre d'établir leurs demandes en connaissance de cause ; 2. Que les questions ou demandes qu'auront à faire les délégués allemands devront l'être par écrit. Il est convenu qu'il en sera ainsi et qu'une note confidentielle sera adressée au général Weygand, qui examinera les

questions qu'il y aurait lieu de soumettre au maréchal Foch (ceci afin d'éviter un premier examen de ces questions en séance plénière).

9 novembre. – La délégation allemande fait émettre, le 9, à 15 h. 45, au général Weygand, le texte des observations relatives aux conditions de l'armistice avec l'Allemagne. Le texte est apporté par le comte Oberndorff et le général Von Winterfeldt, qui reviennent sur les arguments exposés la veille, sans rien dire de nouveau qui vaille la peine d'être noté.

10 novembre. – Le texte de la réponse aux observations relatives aux conditions de l'armistice avec l'Allemagne est remis aux délégués allemands le 10 novembre à 21 h. 30. Le même jour, à 18 h. 30, le maréchal Foch fait remettre la note suivante aux plénipotentiaires allemands :

Commandement en chef des armées alliées état-major général g. Q.
G. A. 10 novembre 1918.

Aux termes du texte remis au maréchal Foch, les pouvoirs de MM. les plénipotentiaires allemands sont limités, pour conclure un accord, par l'acceptation du chancelier.

Les délais accordés pour la conclusion de l'armistice expirant demain à 11 heures, on a l'honneur de demander si MM. les plénipotentiaires allemands ont reçu l'acceptation par le chancelier allemand des conditions qui ont été communiquées, et, dans le cas de la négative, s'il n'y aurait pas lieu de provoquer sans retard une réponse de sa part.

Par ordre, le général de division major général des armées alliées.

signé : Weygand.

Les délégués allemands répondent, à 21 h. 30, par la note suivante :

Les plénipotentiaires allemands ont l'honneur de répondre au haut commandement des armées alliées, comme suite à la question qui leur a été posée le 10 novembre, qu'une décision du chancelier de l'empire ne leur est pas encore parvenue.

Les plénipotentiaires ont déjà fait en sorte de provoquer la transmission la plus rapide possible des instructions.

signé : Erzberger, secrétaire d'état.

Entre temps, entre 19 heures et 20 heures, arrivaient par T.S.F. les deux messages suivants :

1. Le gouvernement allemand aux plénipotentiaires auprès du haut commandement des alliés le gouvernement allemand accepte les conditions de l'armistice qui lui ont été posées le 8 novembre. le chancelier de l'empire, 3084.

2. Le haut commandement allemand aux plénipotentiaires auprès du haut commandement des alliés :

Le gouvernement de l'empire communique au haut commandement ce qui suit pour le sous-secrétaire d'état Erzberger : votre excellence est autorisée à signer l'armistice.

Vous voudrez bien en même temps faire figurer au procès-verbal la déclaration ci-après : le gouvernement allemand s'attachera de toutes ses forces à l'exécution des conditions fixées.

Toutefois les soussignés considèrent comme de leur devoir de faire ressortir que l'exécution de certains points de ces conditions précipiteront dans la famine la population de la partie de l'empire allemand qui ne doit pas être occupée.

L'abandon dans les régions à évacuer de tous les approvisionnements qui étaient destinés à l'alimentation des troupes, ainsi que la limitation équivalant à une suppression des moyens de transport nécessaires au trafic, rendront, étant donné le maintien du blocus, impossible l'alimentation, ainsi que toute organisation de la répartition des vivres.

Les soussignés demandent en conséquence à être autorisés à négocier, pour modifier certains points, de telle manière que la nourriture puisse être assurée.

Le chancelier de l'empire.

p.s. - Le haut commandement appelle encore l'attention sur les points transmis aujourd'hui à midi au général Von Winterfeldt. Aviser par radio de la signature de l'armistice.

Vers 21 heures, commençait, en outre, à arriver un télégramme chiffré très long du maréchal Von Hindenburg. En remettant aux délégués allemands les télégrammes, le général Weygand demande à M. Erzberger s'il estime que ces télégrammes donnent un caractère d'authenticité suffisant à l'acceptation attendue du chancelier. M. Erzberger répond affirmativement en faisant remarquer que le nombre 3084 qui accompagne la signature du premier de ces télégrammes est le chiffre convenu pour marquer cette authenticité. Il est demandé alors aux délégués allemands à quelle heure ils seront en mesure de prendre part à une réunion plénière, pour arrêter et signer le texte définitif des conditions de l'armistice. Les délégués allemands demandent un certain temps pour déchiffrer le télégramme Hindenburg et pour étudier les réponses du haut commandement allié à leurs observations. Ils sont priés de faire connaître, dès que possible, l'heure à laquelle pourra avoir lieu cette réunion plénière, de façon, puisque la signature de l'armistice est décidée, à arrêter le plus tôt possible l'effusion du sang.

11 novembre. – Le 11 novembre à 2 h. 05, les délégués allemands font connaître qu'ils sont prêts à entrer en séance. La séance s'ouvre à 2 h. 15. Le maréchal Foch déclare que le texte définitif de l'armistice va être arrêté, et il prescrit au général Weygand d'en donner lecture, en substituant, pour les parties modifiées au texte remis le 8 novembre, le nouveau texte indiqué dans la réponse aux observations.

Le texte est lu, discuté et arrêté, article par article. Il porte :

Entre le maréchal Foch, commandant en chef les armées alliées, stipulant au nom des puissances alliées et associées, assisté de l'amiral Wemyss, first sea lord, d'une part :

M. Le secrétaire d'état Erzberger, président de la délégation allemande ; M. l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire comte Von Oberndorff ; M. le général major Von Winterfeldt ; M. le capitaine de

vaisseau Vanselow, munis de pouvoirs réguliers et agissant avec l'agrément du chancelier allemand, d'autre part, il a été conclu un armistice aux conditions suivantes :

A) Conditions de l'armistice conclu avec l'Allemagne.

a) sur le front d'occident.

I. Cessation des hostilités, sur terre et dans les airs, six heures après la signature de l'armistice.

II. Évacuation immédiate des pays envahis : Belgique, France, Luxembourg, ainsi que de l'Alsace-Lorraine, réglée de manière à être réalisée dans un délai de quinze jours, à dater de la signature de l'armistice. Les troupes allemandes, qui n'auront pas évacué les territoires prévus dans les délais fixés, seront faites prisonnières de guerre. L'occupation par l'ensemble des troupes des alliés et des États-Unis suivra, dans ces pays, la marche de l'évacuation. Tous les mouvements d'évacuation ou d'occupation sont réglés par la note annexe n° 1, arrêtée au moment de la signature de l'armistice.

III. Rapatriement, commençant immédiatement et devant être terminé dans un délai de quinze jours, de tous les habitants des pays énumérés ci-dessus (y compris les otages et les prévenus ou condamnés).

IV. Abandon par les armées allemandes du matériel de guerre suivant en bon état : 5.000 canons (dont 2.500 lourd et 2.500 de campagne), 25.000 mitrailleuses ; 3.000 minenwerfer ; 1.700 avions de chasse et de bombardement, en premier lieu tous les d. 7 et tous les avions de bombardement de nuit ; à livrer sur place aux troupes des alliés et des États-Unis, dans les conditions de détail fixées dans la note annexe n° 1, arrêtée au moment de la signature de l'armistice.

V. Évacuation des pays de la rive gauche du Rhin par les armées allemandes. Les pays de la rive gauche du Rhin seront administrés par les autorités locales, sous le contrôle des troupes d'occupation des alliés et des états-Unis. Les troupes des alliés et des États-Unis assureront l'occupation de ces pays par des garnisons tenant les principaux points de passage du Rhin (Mayence, Coblenz, Cologne) avec, en ces points, des têtes de pont de trente kilomètres de rayon, sur la rive droite, et des garnisons tenant également les points stratégiques de la région. Une zone neutre sera réservée, sur la rive droite du Rhin, entre le fleuve et une ligne tracée parallèlement aux têtes de pont et au fleuve, et à dix kilomètres de distance, depuis la frontière de Hollande jusqu'à la frontière de la Suisse. L'évacuation par l'ennemi des pays du Rhin (rive gauche et rive droite) sera réglée de façon à être réalisée dans un délai de seize nouveaux jours, soit trente et un jours après la signature de l'armistice. Tous les mouvements d'évacuation ou d'occupation sont réglés par la note annexe n° 1, arrêtée au moment de la signature de l'armistice.

VI. Dans tous les territoires évacués par l'ennemi toute évacuation des habitants sera interdite ; il ne sera apporté aucun dommage ou préjudice à la personne ou à la propriété des habitants. Personne ne sera poursuivi pour délit de participation à des mesures de guerre

antérieures à la signature de l'armistice. Il ne sera fait aucune destruction d'aucune sorte. Les installations militaires de toute nature seront livrées intactes ; de même les approvisionnements militaires, vivres, munitions, équipements, qui n'auront pas été emportés dans les délais d'évacuation fixés. Les dépôts de vivres de toute nature pour la population civile, bétail, etc., devront être laissés sur place. Il ne sera pris aucune mesure générale d'ordre officiel ayant pour conséquence une dépréciation des établissements industriels ou une réduction dans leur personnel.

VII. Les voies et moyens de communication de toute nature, voies ferrées, voies navigables, routes, ponts, télégraphes, téléphones, ne devront être l'objet d'aucune détérioration. Tout le personnel civil et militaire, actuellement utilisé, y sera maintenu. Il sera livré aux puissances associées : 5.000 machines montées et 150.000 wagons en bon état de roulement et pourvus de tous rechanges et agrès nécessaires, dans les délais dont le détail est fixé à l'annexe n° 2 et dont le total ne devra pas dépasser trente et un jours. Il sera également livré 5.000 camions automobiles en bon état, dans un délai de trente-six jours. Les chemins de fer d'Alsace-Lorraine, dans un délai de trente et un jours, seront livrés, dotés de tout le personnel et matériel affectés organiquement à ce réseau. En outre, le matériel nécessaire à l'exploitation dans les pays de la rive gauche du Rhin sera laissé sur place. Tous les approvisionnements en charbon et matières d'entretien, en matériel de voies, de signalisation et d'atelier seront laissés sur place. Ces approvisionnements seront entretenus par l'Allemagne, en ce qui concerne l'exploitation des voies de communication des pays de la rive gauche du Rhin. Tous les chalands enlevés aux alliés leur seront rendus. La note annexe n° 2 règle le détail de ces mesures.

VIII. Le commandement allemand sera tenu de signaler, dans un délai de quarante-huit heures après la signature de l'armistice, toutes les mines ou dispositifs de retard agencés sur les territoires évacués par les troupes allemandes, et d'en faciliter la recherche et la destruction. Il signalera également toutes les dispositions nuisibles qui auraient pu être prises (tels qu'empoisonnement ou pollution de sources et de puits, etc.). Le tout sous peine de représailles.

IX. Le droit de réquisition sera exercé par les armées des alliés et des États-Unis dans tous les territoires occupés, sauf règlement de comptes avec qui de droit. L'entretien des troupes d'occupation des pays du Rhin (non compris l'Alsace-Lorraine) sera à la charge du gouvernement allemand.

X. Rapatriement immédiat, sans réciprocité, dans des conditions de détail à régler, de tous les prisonniers de guerre, y compris les prévenus et condamnés, des alliés et des états-Unis. Les puissances alliées et les États-Unis pourront en disposer comme bon leur semblera. Cette condition annule les conventions antérieures au sujet de l'échange des prisonniers de guerre, y compris celle de juillet 1918 en cours de ratification. Toutefois, le rapatriement des prisonniers de guerre allemands, internés en Hollande et en Suisse, continuera

comme précédemment. Le rapatriement des prisonniers de guerre allemands sera réglé à la conclusion des préliminaires de paix.

XI. Les malades et les blessés inévacuables, laissés sur les territoires évacués par les armées allemandes, seront soignés par du personnel allemand, qui sera laissé sur place avec le matériel nécessaire.

B) dispositions relatives aux frontières orientales de l'Allemagne.

XII. Toutes les troupes allemandes qui se trouvent actuellement dans les territoires qui faisaient partie avant la guerre de l'Autriche-Hongrie, de la Roumanie, de la Turquie, doivent rentrer immédiatement dans les frontières de l'Allemagne telles qu'elles étaient au 1er août 1914. Toutes les troupes allemandes qui se trouvent actuellement dans les territoires qui faisaient partie avant la guerre de la Russie devront également rentrer dans les frontières de l'Allemagne définies comme ci-dessus, dès que les alliés jugeront le moment venu, compte tenu de la situation intérieure de ces territoires.

XIII. Mise en train immédiate de l'évacuation par les troupes allemandes et du rappel de tous les instructeurs, prisonniers et agents civils et militaires allemands se trouvant sur les territoires de la Russie (dans les limites du 1er août 1914).

XIV. Cessation immédiate par les troupes allemandes de toutes réquisitions, saisies ou mesures coercitives en vue de se procurer des ressources à destination de l'Allemagne, en Roumanie et en Russie (dans leurs limites du 1er août 1914).

XV. Renonciation au traité de Bucarest et de Brest-Litowsk et traités complémentaires.

XVI. Les alliés auront libre accès aux territoires évacués par les allemands, sur les frontières orientales, soit par Dantzig, soit par la Vistule, afin de pouvoir ravitailler les populations, et dans le but de maintenir l'ordre.

C) dans l'Afrique orientale.

XVII. évacuation de toutes les forces allemandes opérant dans l'Afrique orientale dans un délai réglé par les alliés.

D) clauses générales.

XVIII. Rapatriement, sans réciprocité, dans le délai maximum d'un mois, dans des conditions de détail à fixer, de tous les internés civils, y compris les otages, les prévenus ou condamnés, appartenant à des puissances alliées ou associées, autres que celles énumérées à l'article 3.

E) clauses financières.

XIX. Sous réserve de toute revendication et réclamation ultérieure de la part des alliés et des États-Unis. Réparation des dommages. Pendant la durée de l'armistice, il ne sera rien distrait par l'ennemi des valeurs publiques pouvant servir aux alliés de gages pour le recouvrement des réparations de guerre. Restitution immédiate de l'encaisse de la banque nationale de Belgique, et, en général, remise immédiate de tous documents, espèces, valeurs (mobilières ou

fiduciaires avec le matériel d'émission) touchant aux intérêts publics et privés dans les pays envahis. Restitution de l'or russe ou roumain pris par les allemands ou remis à eux. Cet or sera pris en charge par les alliés jusqu'à la signature de la paix.

F) clauses navales.

XX. Cessation immédiate de toute hostilité sur mer et indication précise de l'emplacement et des mouvements des bâtiments allemands. Avis donné aux neutres de la liberté concédée à la navigation des marines de guerre et de commerce des puissances alliées et associées dans toutes eaux territoriales, sans soulever des questions de neutralité.

XXI. Restitution, sans réciprocité, de tous les prisonniers de guerre des marines de guerre et de commerce des puissances alliées et associées, au pouvoir des allemands.

XXII. Livraison aux alliés et aux États-Unis de tous les sous-marins (y compris tous les croiseurs sous-marins et tous les mouilleurs de mines) actuellement existants, avec leur armement et équipement complets, dans les ports désignés par les alliés et les états-Unis. Ceux qui ne peuvent pas prendre la mer seront désarmés de personnel et de matériel et ils devront rester sous la surveillance des alliés et des états-Unis. Les sous-marins qui sont prêts pour la mer seront préparés à quitter les ports allemands aussitôt que des ordres seront reçus par T.S.F. pour leur voyage au port désigné de la livraison, et le reste le plus tôt possible. Les conditions de cet article seront réalisées dans un délai de quatorze jours après signature de l'armistice.

XXIII. Les navires de guerre de surface allemands qui seront désignés par les alliés et les États-Unis seront immédiatement désarmés, puis internés dans des ports neutres, ou à leur défaut dans les ports alliés désignés par les alliés et les états-Unis. Ils y demeureront sous la surveillance des alliés et des États-Unis, des détachements de garde étant seuls laissés à bord. La désignation des alliés portera sur : 6 croiseurs de bataille, 10 cuirassés d'escadre, 8 croiseurs légers (dont 2 mouilleurs de mines), 50 destroyers des types les plus récents. Tous les autres navires de guerre de surface (y compris ceux de rivière) devront être réunis et complètement désarmés dans les bases navales allemandes désignées par les alliés et les États-Unis, et y être placés sous la surveillance des alliés et des états-Unis. L'armement militaire de tous les navires de la flotte auxiliaire sera débarqué. Tous les vaisseaux désignés pour être internés seront prêts à quitter les ports allemands sept jours après la signature de l'armistice. On donnera par T.S.F. les directions pour le voyage.

XXIV. Droit pour les alliés et les États-Unis, en dehors des eaux territoriales allemandes, de draguer tous les champs de mines et de détruire les obstructions placées par l'Allemagne, dont l'emplacement devra leur être indiqué.

XXV. Libre entrée et sortie de la Baltique pour les marines de guerre et de commerce des puissances alliées et associées, assurée par l'occupation de tous les forts, ouvrages, batteries et défense de tout ordre allemands, dans toutes les passes allant du Cattégat à la

Baltique, et par le dragage et la destruction de toutes mines et obstructions dans et hors les eaux territoriales allemandes, dont les plans et emplacements exacts seront fournis par l'Allemagne, qui ne pourra soulever aucune question de neutralité.

XXVI. Maintien du blocus des puissances alliées et associées, dans les conditions actuelles, les navires de commerce allemands trouvés en mer restant sujets à capture. Les alliés et les États-Unis envisagent le ravitaillement de l'Allemagne, pendant l'armistice, dans la mesure reconnue nécessaire.

XXVII. Groupement et immobilisation dans les bases allemandes désignées par les alliés et les États-Unis de toutes les forces aériennes.

XXVIII. Abandon par l'Allemagne, sur place et intacts, de tout le matériel de port et de navigation fluviale, de tous les navires de commerce, remorqueurs et chalands, de tous les appareils, matériel et approvisionnements d'aéronautique maritime, toutes armes, appareils, approvisionnements de toute nature, en évacuant la côte et les ports belges.

XXXIX. Évacuation de tous les ports de la mer Noire par l'Allemagne et remise aux alliés et aux États-Unis de tous les bâtiments de guerre russes saisis par les allemands dans la mer Noire ; libération de tous les navires de commerce neutres saisis ; remise de tout le matériel de guerre ou autre, saisi dans ces ports, et abandon du matériel allemand énuméré à la clause XXVII.

XXXX. Restitution, sans réciprocité, dans des ports désignés par les alliés et les États-Unis, de tous les navires de commerce appartenant aux puissances alliées et associées, actuellement au pouvoir de l'Allemagne.

XXXI. Interdiction de toute destruction des navires ou de matériel avant évacuation, livraison ou restitution.

XXXII. Le gouvernement allemand notifiera formellement à tous les gouvernements neutres, et en particulier aux gouvernements de Norvège, de Suède, du Danemark et de la Hollande, que toutes les restrictions imposées au trafic de leurs bâtiments avec les puissances alliées et associées, soit par le gouvernement allemand lui-même, soit par des entreprises allemandes privées, soit en retour de concessions définies, comme l'exportation de matériaux de constructions navales, ou non, sont immédiatement annulées.

XXXIII. Aucun transfert de navires marchands allemands de toute espèce sous un pavillon neutre quelconque ne pourra avoir lieu après la signature de l'armistice.

G) durée de l'armistice.

XXXIV. La durée de l'armistice est fixée à trente-six jours, avec faculté de prolongation. Au cours de cette durée, l'armistice peut, si les clauses ne sont pas exécutées, être dénoncé par l'une des parties contractantes qui devra en donner le préavis quarante-huit heures à l'avance. Il est entendu que l'exécution des articles 3 et 17 ne donnera lieu à dénonciation de l'armistice pour insuffisance d'exécution dans les

délais voulus, que dans le cas d'une exécution mal intentionnée. Pour assurer dans les meilleures conditions l'exécution de la présente convention, le principe d'une commission d'armistice internationale permanente est admis. Cette commission fonctionnera sous la haute autorité du commandement en chef militaire et naval des armées alliées.

Le présent armistice a été signé le 11 novembre 1918 à 5 heures (cinq heures), heure française.

signé : F. Foch. R. E. Wemyss. Erzberger, A. Oberndorff. Winterfeldt. Vanselow.

À 5 h. 05, on est d'accord sur le texte définitif. Il est décidé qu'afin d'arrêter les hostilités le plus tôt possible, la dernière page de ce texte sera dactylographiée immédiatement et que les signatures y seront apposées. À 5 heures 10, les plénipotentiaires alliés et allemands y apposent leurs signatures. L'heure conventionnelle de 5 heures est adoptée comme heure de la signature. Le haut commandement allié, en raison des événements politiques survenus en Allemagne, a demandé (fin de la réponse aux observations) à ajouter à ce texte la clause suivante :

Dans le cas où les bateaux allemands ne seraient pas livrés dans les délais indiqués, les gouvernements des alliés et des États-Unis auront le droit d'occuper Hélioland pour en assurer la livraison.

Les délégués allemands déclarent ne pouvoir accepter de signer cette clause, mais accepter d'en appuyer l'adoption éventuelle auprès du gouvernement allemand. Ces transactions font l'objet d'un accord particulier. M. Erzberger demande la parole et lit la déclaration suivante, dont il remet le texte, signé des quatre plénipotentiaires allemands, au maréchal Foch : le 11 novembre 1918.

Déclaration des plénipotentiaires allemands à l'occasion de la signature de l'armistice. Le gouvernement allemand s'efforcera naturellement de veiller de toutes ses forces à l'exécution des conditions imposées.

Les plénipotentiaires soussignés reconnaissent qu'en certains points, sur leur intervention, quelque bienveillance a été montrée. Ils peuvent par conséquent considérer que les remarques qu'ils ont faites le 9 novembre à propos des conditions de l'armistice avec l'Allemagne et que la réponse qui leur a été remise le 10 novembre font partie intégrante de l'ensemble de la convention.

Mais ils ne peuvent laisser subsister aucun doute sur ce fait que, en particulier, la brièveté des délais d'évacuation, ainsi que la livraison des moyens de transport indispensables menacent de provoquer une situation qui peut les mettre dans l'impossibilité de poursuivre l'exécution des conditions, sans qu'il y ait de la faute du gouvernement et du peuple allemands.

Les plénipotentiaires soussignés considèrent de plus comme leur devoir, en se référant à leurs déclarations orales et écrites réitérées, d'insister vivement sur ce point que l'exécution de ce traité peut précipiter le peuple allemand dans l'anarchie et la famine.

D'après les discussions qui ont amené l'armistice, nous pouvions espérer des conditions qui, tout en assurant à notre adversaire pleine

et entière sécurité militaire, auraient mis fin aux souffrances des non-combattants, des femmes et des enfants.

Le peuple allemand qui, pendant cinquante mois, a tenu tête à un monde d'ennemis gardera, en dépit de toute violence, sa liberté et son unité.

Un peuple de 70 millions souffre, mais ne meurt pas.

signé : Erzberger, Oberndorff, Winterfeldt, Vanselow.

Le Maréchal Foch déclare la séance terminée, et les délégués allemands se retirent. Le télégramme suivant était immédiatement envoyé sur tout le front par radio et par message téléphoné aux commandants en chef :

1. Les hostilités seront arrêtées sur tout le front à partir du 11 novembre à 11 heures, heure française.

2. Les troupes alliées ne dépasseront pas jusqu'à nouvel ordre la ligne atteinte à cette date et à cette heure. Rendre compte exactement de cette ligne.

3. Toute communication avec l'ennemi est interdite jusqu'à la réception des instructions envoyées aux commandants d'armées.

Dans le courant de la matinée, les différents documents sont remis aux plénipotentiaires allemands. Leur train quitte le garage de Rethondes à 11 heures 30 pour Tergnier, où ils retrouveront leurs automobiles. Sur leur demande, toutes facilités ont été données au capitaine allemand Geyer pour se rendre en avion au grand quartier général allemand, porteur des textes et de la carte.

Cet officier a quitté en avion le terrain d'atterrissage de Tergnier vers 12 heures 30.

Le général de division major général des armées alliées :

signé : Weygand.

Le 11 novembre à 11 heures, le feu était arrêté sur tout le front des armées alliées. Un silence impressionnant succédait à cinquante-trois semaines de bataille. Les peuples pouvaient entrevoir le rétablissement de la paix dans le monde. Le lendemain, j'adressais un ordre du jour de félicitations aux armées alliées :

Officiers, sous-officiers, soldats des armées alliées.

Après avoir résolument arrêté l'ennemi, vous l'avez pendant des mois, avec une foi et une énergie inlassables, attaqué sans répit. Vous avez gagné la plus grande bataille de l'histoire et sauvé la cause la plus sacrée : la liberté du monde. Soyez fiers ! d'une gloire immortelle vous avez paré vos drapeaux. La postérité vous garde sa reconnaissance.

le maréchal de France, commandant en chef les armées alliées :

F Foch.

Chapitre XV — La marche au Rhin.

Les armées avaient-elles le 11 novembre entièrement rempli leur tâche envers leurs pays ? La marche au Rhin. - les renouvellements de l'armistice.

Quelques jours plus tard, et conformément au protocole qui avait accompagné l'armistice, les armées alliées se mettaient en mouvement pour gagner le Rhin et occuper avec la Rhénanie les trois têtes de pont de Cologne, Coblenze, Mayence. Avant de les suivre dans cette marche victorieuse, on peut se demander si, en acceptant l'armistice du 11 novembre, elles avaient entièrement rempli leur tâche envers leurs pays

L'armistice signé par le commandant en chef des armées alliées n'était ni un traité de paix, ni même des préliminaires de paix. Il était une suspension des hostilités intervenant au cours de la lutte pour arrêter l'effusion de sang et donner aux états belligérants les délais nécessaires à l'établissement du traité de paix. Bien que le texte comportât certaines clauses politiques ou financières d'une réalisation immédiate, il ne fixait pas la situation des états belligérants à l'issue de la lutte. Les gouvernements alliés s'étaient réservé cette tâche importante : le traité de paix.

Et, pour garantir aux gouvernements la possibilité de la remplir intégralement, les armées alliées et leur commandement allaient arrêter leurs opérations dans une situation militaire assez avantageuse pour interdire à l'ennemi toute résistance aux intentions de leurs gouvernements et aux conditions de la paix qu'ils dicteraient. Le Rhin était un obstacle à l'abri duquel l'Allemagne eût pu remettre en question les victoires de nos armées, reconstituer ses forces et discuter les conditions de la paix. Nos armées allaient le tenir. Elles allaient même en tenir les deux rives. De là, elles pourraient au besoin, en reprenant leur marche, mettre un terme aux difficultés qu'eût pu présenter le gouvernement allemand. C'est ce qu'allait établir bientôt la signature, sans conteste, à Versailles, le 28 juin 1919, du traité tel que les gouvernements alliés et associés s'étaient réservé de l'établir. En outre, l'occupation de la Rhénanie en vertu de l'armistice constituait aux mains des alliés une hypothèque capable de garantir le règlement des indemnités qu'ils allaient avoir à réclamer. C'est ainsi que, par cette possibilité de reprendre éventuellement la lutte en partant d'une position maîtresse, et par cette prise d'hypothèque, assurées dans le texte même de l'armistice et représentant une victoire consolidée, le haut commandement allié avait mis aux mains des gouvernements alliés tous les moyens de faire la paix qu'ils jugeraient convenables entre eux, comme aussi de la faire exécuter par l'ennemi. Que l'on ne se figure pas d'ailleurs que la signature de l'armistice fût prématurée de notre part, que nous eussions trouvé un bénéfice à la retarder de quelques jours ou même de quelques semaines en consacrant définitivement la défaite allemande par un désastre militaire tel qu'un nouveau Sedan. à ce sujet, nous avons déjà dit plus haut l'effet à attendre de l'attaque préparée à l'est de la Moselle pour le 14 novembre, et dont l'exécution fut arrêtée par la suspension des hostilités du 11 novembre. Cela eût été en réalité, après un beau départ, une extension de trente kilomètres donnée à notre bataille de trois cents kilomètres, menée victorieusement jusque-là de la mer du Nord à la Lorraine, sans que la nature de cet assaut frontal pût en rien pour cela être modifiée ou améliorée à notre profit.

Depuis la deuxième quinzaine de juillet, les armées alliées avaient, par une série de combats, battu et rejeté les armées allemandes en leur prenant 7.990 officiers, 355.000 hommes, 6.215 canons, 38.622 mitrailleuses, chiffres qui dépassent tous ceux que l'histoire avait enregistrés jusqu'alors, et ceux de plusieurs Sedan. Par leurs coups répétés elles avaient apporté chez l'ennemi une démoralisation qui aboutissait à l'insurrection. Les hostilités en se poursuivant leur auraient permis d'accentuer et d'augmenter ces résultats probants sans en modifier l'espèce. Les effectifs de plusieurs millions d'hommes, pourvus d'un armement à tir rapide et d'un matériel considérable, en retraite sur un espace relativement restreint, devaient maintenir à la lutte tous ces caractères. C'étaient, du côté allemand, des masses confuses, les débris de plus de deux cents divisions se repliant à l'état de cohues, sorte de fourmilière en marche, remplissant le pays, mais armées de canons, de mitrailleuses, de fusils, par cela inabordable et à plus forte raison impénétrables grâce au tir rapide de leur armement, tant que l'assaillant n'aurait pas amené plus de canons, de mitrailleuses. Comme après le passage d'un grand fléau, elles laissaient derrière elles un pays dévasté ; ce n'étaient partout que ravages, les routes et les ponts détruits, avec en plus l'encombrement du matériel abandonné barrant les espaces praticables.

Dès lors, quelles difficultés pour les têtes de colonnes lancées en poursuite, de présenter promptement des forces suffisantes pour disloquer encore cette cohue en retraite, la rompre ou la déborder ! Ce n'était qu'avec une puissante artillerie qu'elles pouvaient agir. Mais à mesure que les colonnes victorieuses avançaient, il fallait les ravitailler en vivres et en munitions, opérations qui en ralentissaient singulièrement encore la marche, faute de chemins de fer et par suite de l'état des routes. C'étaient au total des armées alliées en ordre, poussant devant elles des troupes de plus en plus en désordre, récoltant un matériel abondant et des prisonniers, preuves de leur succès croissant. Et de ce train elles mèneraient la campagne jusqu'au Rhin, pour en repartir ensuite, après y avoir établi une nouvelle et forte base, et après avoir réparé leurs communications indispensables, si d'ici là un cataclysme ne se produisait dans la masse ennemie. Mais le désordre qu'elles ont semé dans les rangs ennemis cruellement éprouvés grandissait rapidement, il y provoquait l'insurrection. Il se répandait dans le pays pour y apporter la révolution issue de l'épreuve, comme aussi la conviction de l'impossibilité d'une résistance.

L'Allemagne, affamée par quatre ans de guerre, n'a plus qu'une armée désorganisée, incapable d'arrêter le flot victorieux des alliés, et en révolte contre ses chefs. Le pays est à la merci des vainqueurs. Elle signe sans discussion l'armistice pour sauver de la guerre destructrice le restant de ses institutions. Dès le 11 novembre, j'avais adressé aux commandants en chef une instruction d'ensemble fixant les conditions dans lesquelles nos territoires évacués par l'ennemi seraient occupés par les armées alliées. Ces armées franchissaient, le 17 novembre, le front sur lequel elles se trouvaient au moment de l'arrêt des hostilités. Le 30, tous les pays envahis (France, Belgique, Luxembourg, Alsace-Lorraine), étaient par elles entièrement réoccupés. Dès le 25, j'avais fait mon entrée à Metz, et, le 26, à Strasbourg.

Pendant ce temps, nous préparions l'occupation prochaine des pays rhénans. Elle comporterait quatre zones : Mayence, Coblenche, Cologne, Aix-La-Chapelle, placées respectivement sous un commandement français, américain, britannique et belge. Dans chaque zone, les troupes appartiendraient en principe à la même nationalité ; toutefois dans les têtes de pont, ainsi que dans les pays de la rive

gauche du Rhin entre la tête de pont de Cologne et la frontière hollandaise, il était stipulé que, pour maintenir le caractère d'une occupation alliée, les garnisons seraient constituées avec des troupes appartenant à plusieurs nations alliées.

Au total, les armées alliées auraient initialement en Rhénanie, tant en première ligne qu'en réserve, 16 corps d'armée comprenant en tout 40 divisions et 5 divisions de cavalerie, dont l'entretien serait à la charge du gouvernement allemand. Dans la pratique, le caractère interallié de l'occupation des têtes de pont ne put être intégralement observé. C'est ainsi que la tête de pont de Cologne fut entièrement confiée aux Britanniques, la division française qui devait en faire partie ayant été affectée, par suite des nécessités du moment, à la zone belge d'Aix-La-Chapelle.

Le 1er décembre, les armées alliées entraient en Allemagne. Le 9, elles atteignaient le Rhin, le franchissaient le 13, et le 17 décembre les têtes de pont étaient entièrement occupées. À partir de cette date, les armées de l'entente montaient la garde au Rhin. De là, elles voyaient à leurs pieds l'Allemagne vaincue ; elles n'avaient qu'un mouvement à faire pour l'empêcher de se redresser, si elle en avait des velléités. De là, elles permettaient aux gouvernements alliés de dicter aux empires centraux la paix qu'ils jugeraient convenable de leur imposer. Elles avaient accompli toute leur tâche. Cependant, quelle que hâte que l'on eût d'en arriver à cette paix définitive dont le monde avait soif, les négociations qui en devaient amener la conclusion allaient être forcément longues.

L'arrivée tardive en France du président Wilson, l'ampleur des problèmes qui se posaient, la nécessité de réaliser sur toutes les questions l'accord préalable des alliés dont les opinions étaient souvent différentes, tout cela exigea des délais tels que, malgré la bonne volonté et l'extrême labeur des artisans du traité, il fallut quatre mois aux alliés pour édifier leur oeuvre et cinq pour qu'elle fût acceptée de l'Allemagne. Or l'armistice signé à Rethondes avait une durée de validité limitée à trente-six jours. Cette durée expirait le 17 décembre, date à laquelle les plénipotentiaires alliés pour la paix commençaient seulement d'arriver à Paris. Force fut donc de renouveler la convention du 11 novembre. Les négociations entreprises à cet effet eurent lieu à Trèves, toujours dans le wagon bureau du train du maréchal et entre mêmes délégués qu'à Rethondes, les 12 et 13 décembre 1918. Sans entrer dans les détails de ces négociations, il suffit de signaler qu'elles aboutirent aux résultats suivants :

1. La durée de l'armistice était prolongée d'un mois, c'est-à-dire jusqu'au 17 janvier 1919.
2. Le haut commandement allié se réservait d'occuper, quand il le jugerait convenable, à titre de nouvelle garantie, la zone neutre de la rive droite du Rhin, au nord de la tête de pont de Cologne et jusqu'à la frontière hollandaise.

On espérait que cette nouvelle convention permettrait d'atteindre le moment où seraient remis aux Allemands des préliminaires de paix, que nos ennemis eux-mêmes souhaitaient. C'était en effet la solution naturelle, si l'on voulait donner quelque détente à l'appareil militaire. Malheureusement, cette solution ne put intervenir à temps au conseil des quatre, et, les 15 et 16 janvier, je me rendais de nouveau à Trèves pour conclure avec les délégués allemands une deuxième prolongation de l'armistice, qui aboutit aux décisions principales suivantes :

1. Armistice prolongé d'un mois, jusqu'au 17 février ;
2. Fourniture par l'Allemagne de machines et instruments agricoles ;
3. Création à Berlin d'une commission alliée pour le contrôle des prisonniers de guerre russes en Allemagne ;
4. Dispositions de détail concernant l'exécution de certaines clauses de la convention du 11 novembre, relatives à la livraison des navires allemands et à la restitution du matériel enlevé en France et en Belgique ;
5. Pour assurer le ravitaillement en vivres de l'Allemagne et du reste de l'Europe, le gouvernement allemand mettait, pendant la durée de l'armistice, toute la flotte de commerce allemande sous le contrôle et sous pavillons des alliés ;
6. Le haut commandement se réservait d'occuper, quand il le jugerait convenable, à titre de nouvelle garantie, le secteur de la place de Strasbourg constitué par les forts de la rive droite du Rhin avec une bande de terrain de cinq à dix kilomètres en avant de ces forts. La deuxième prolongation de l'armistice avait été conclue comme la première dans l'espoir qu'elle pourrait être étendue jusqu'à la conclusion des préliminaires de paix. Ceux-ci n'ayant pu être élaborés et les gouvernements alliés ayant même renoncé à le faire, l'armistice fut renouvelé une troisième fois ; mais il fut alors entendu que cette prolongation serait la dernière et qu'aucune date d'expiration ne serait fixée, les puissances alliées se réservant simplement le droit d'y mettre fin sur un préavis de trois jours.

Il n'y eut pas de disposition nouvelle. La poursuite et l'achèvement des clauses incomplètement réalisés étaient confiés à la commission permanente d'armistice. D'autre part, les allemands étaient mis en demeure de renoncer immédiatement à toutes opérations offensives contre les polonais dans la région de Posen ou dans toute autre région, et une ligne de démarcation était tracée, que leurs troupes ne devaient pas franchir. Le 28 juin 1919, la paix était conclue et signée dans la galerie des glaces du palais de Versailles.

FIN DE L'OUVRAGE